

909.09822

STX

P462

64-65

STRATÉGIE II

Peuples Méditerranéens N^{os} 64-65
MEDITERRANEAN PEOPLES

UNIVERSITY OF
ILLINOIS LIBRARY
AT URBANA-CHAMPAIGN

~~STACKS~~

~~ADVIS~~

909.09822
P462
no. 64-65

1.1-3

THE LIBRARY OF THE
MAY 2 1994
UNIVERSITY OF CALIFORNIA
LIBRARY

STRATÉGIE II

PEUPLES MÉDITERRANÉENS / MEDITERRANEAN PEOPLES N° 64-65
Revue trimestrielle juillet – décembre 1993

Lectures de la guerre

Pierre Taminiaux : La Guerre du Golfe ou l'histoire d'un monde sans témoin	3
Miriam Cooke : Femmes arabes. Guerres arabes.....	25
Etel Adnan : Les intellectuels et la guerre.....	49
Fawaz Traboulsi : De la violence : fonctions et rituels.....	57
Jean-William Lapierre : Ethnies et territoires.....	87
Kristine Stiles : Shaved Heads and Marked Bodies: Representations from Cultures of Trauma.....	95

Logiques

Robert Springborg : Pax Americana. De la Guerre Froide à la Guerre du Golfe et au delà	119
Andrée Michel : François Mitterrand : de la Guerre d'Algérie à la Guerre du Golfe	131
Jean-Claude Garcin : Interrogations d'orientalistes arabisants	151
Marion Farouk-Sluglett : Pouvoir et responsabilité : hégémone américaine et Etats arabes au Moyen Orient de l'après-guerre du Golfe	155
Peter Sluglett : Le progrès remis à plus tard. La politique pétrolière de l'Irak : passé, présent, avenir.....	181
Monique Gadant : De quelle peur s'agit-il?.....	211

II STRATÉGIE

L'erre islamiste

Khalil Zamiti : Thèse erronée sur l'islamisme en Algérie.....	217
Pierre Guillard : Lettre à l'Imam Ali Belhadj	225
Pierre Martin : La direction religieuse chiïte dans une zone de turbulences	241
Dalal El Bizri : L'islamisme libanais et palestinien, rupture dans la continuité	265
Sami Zubayda : Human rights and cultural difference	277

A-venirs

Alain Joxe : Latino-Chrétiens et Arabo-Islamiques. Pour une stratégie autonome de la France en Méditerranée	287
Marie-Lucy Dumas : Discours stratégiques et réalités méditerranéennes	301
Nabil Beyhum : Beyrouth et le Nouvel Ordre Mondial Américain..	311

Résumés / Abstracts	323
---------------------------	-----

LA GUERRE DU GOLFE OU L'HISTOIRE D'UN MONDE SANS TÉMOIN

Pierre TAMINIAUX

Avec le recul relatif du temps, on peut se poser de manière légitime la question suivante : qu'est-il advenu de la Guerre du Golfe? Existe-t-elle encore aujourd'hui autrement que comme événement, c'est-à-dire comme un artifice éphémère de l'histoire voué à une disparition rapide en raison de sa précipitation même? Ou a-t-elle le droit, malgré tout, de subsister dans l'esprit de nos contemporains, en tant que moment déterminant de la modernité politique aux conséquences universelles? Cette subsistance, quoi qu'il en soit, ne peut être liée qu'à la présence d'un discours sur la guerre, ce discours ne devant pas d'ailleurs nécessairement prendre la forme d'une pensée d'ordre philosophique ni d'une analyse politique; il suffit, en effet, qu'il se constitue en parole, car c'est bien de l'exigence de parole qu'il est question ici, dans la lutte conjugée contre l'indifférence silencieuse au caractère presque inévitable et la confusion souvent irritante des passions idéologiques? Il me semble clair que cette possibilité de la parole renvoie à la promesse et à l'expression d'un témoignage ou, en d'autres termes, d'une parole rendue crédible par l'expérience même de celui qui la profère, par sa position privilégiée en face de l'événement. Il s'agit bien, aujourd'hui, de retrouver, et ensuite, de diffuser cette voix longtemps tue qui ne demande qu'à se faire entendre. Mais alors, comment et où la retrouver? Le problème n'est pas simple, j'en conviens, dans la mesure où la figure du témoin est devenue sans aucun doute une des grandes absentes de notre horizon socio-politique dit "post-moderne". La Guerre du Golfe n'est pas d'ailleurs la seule démonstration de cette absence. On peut

avancer, en effet, que l'ensemble des débats contemporains sur les droits de l'homme et le respect de l'autre dans sa différence, dans le contexte, en particulier, de l'immigration en France, et qui tournent autour d'une redéfinition des valeurs sociales et morales de la collectivité au cœur d'un nouvel espace européen reposant sur les principes (mais aussi les illusions) de la démocratie libérale, met en évidence avec acuité ce phénomène. Car ce ne sont pas les spécialistes qui manquent pour évoquer l'importance d'une intégration réussie pour l'édification d'une société libre et authentiquement consensuelle. Officiels, hommes politiques, journalistes, intellectuels et représentants d'association à caractère humanitaire se bousculent, en effet, dans le but d'expliquer les causes d'un malaise profond et de remédier à ses conséquences graves. Les bonnes intentions sont ici nombreuses, certes, mais elles ne parviennent pas à dissimuler l'exclusion manifeste du débat des acteurs mêmes du drame de la coexistence des races et des cultures à l'intérieur de nos espaces urbains. Tout se passe comme si la prise en charge des problèmes de la société multi-culturelle par les institutions publiques et les médias conduisait, au nom d'une représentation spectaculaire de la puissance de l'idéal démocratique et égalitaire, à un effacement progressif de la parole de ceux qui ont à subir quotidiennement les effets destructeurs d'une condition marginale. Il faut bien remarquer que les premiers acteurs du drame des banlieues, par exemple, sont aussi malgré eux les témoins les plus directs et les plus concernés d'une situation sociale à laquelle l'opinion prétend souvent s'intéresser. Leur voix, cependant, tardent à se trouver une résonance dans les médias, non pas, pourtant, en raison d'une volonté délibérée de mise à l'écart de leurs revendications, mais plutôt à cause d'une appropriation de leur discours par toute une série d'instances officielles et de personnalités publiques qui s'efforcent de souligner l'importance de leur combat au jour le jour et de révéler leurs désirs et leurs craintes. Le témoin direct de l'événement n'apparaît pas, mais un porte-parole lui est gracieusement accordé, ce dernier étant censé émettre un discours généreux et souvent très fidèle aux sensibilités des nouvelles "sous-classes", pour reprendre une terminologie anglo-saxonne. Dans nos sociétés pluralistes et tolérantes de cette fin de siècle, l'extension quasi-illimitée de la représentation et de la mise en évidence du conflit des cultures dans le monde social finit par priver le sujet obscur qui vit en premier ce conflit de définir lui-même les caractéristiques essentielles de sa propre condition ainsi que les éventuelles solutions qu'il pourrait apporter aux problèmes qui sont les siens. Le témoin demeure bien anonyme, selon un effet presque pervers des choses, même si son image semble se répercuter à l'intérieur d'une sphère publique pêtée de bonnes intentions.

La parole du témoin est une parole de l'origine : elle remonte aux sources de l'histoire et s'enracine dans la présence organique de l'événement : son occultation systématique, que ce soit au niveau des

médias ou au niveau du discours politique classique implique dès lors la prise de pouvoir d'une parole différée, toujours en décalage par rapport à la réalité des faits. Dans le cas de la Guerre du Golfe, le manque d'attention accordé aux populations civiles et à leur malheur par les médias (qu'elles soient irakiennes ou koweïtiennes, peu importe : toutes deux furent les otages des enjeux stratégiques suscités par le Nouvel Ordre Mondial, a démontré de façon éclatante ce processus de négation qui non seulement travestit la représentation de l'histoire mais débouche, en outre, sur une mise en cause des fondements démocratiques de nos sociétés avancées. Car ce qui est reproché au témoin, en fin de compte, c'est d'exprimer une vérité immédiate, et, plus précisément de fournir les preuves de la culpabilité de chacune des parties engagées dans la guerre. On peut affirmer, ainsi, que toute cette opération Tempête du désert a été montée dans le but d'opposer au crime de l'invasion du Koweït par l'armée de Saddam Hussein une logique proprement militaire de la destruction et non une logique judiciaire du jugement. Les alliés, en ce sens, ont répondu au mal par l'annihilation aveugle de l'armée qui en était responsable, dépassant de cette manière le simple principe d'une condamnation formelle qui avait été exprimée auparavant par les partisans d'un embargo prolongé. Il faut noter, par ailleurs, que le projet de constitution d'un tribunal international chargé de juger les crimes de guerre commis par l'armée irakienne n'a jamais vu le jour, malgré les velléités de certains occidentaux. La logique de cette opération n'a donc pas été une logique du procès, mais c'est bien pour cela que ses partisans ont manifesté leur indifférence méprisante à l'égard de la figure du témoin. La force n'a besoin que d'elle-même pour triompher, alors que le droit, lui, repose sur un ensemble complexe et ordonné de déclarations personnelles émanant d'individus de bonne foi qui permettent d'établir des conclusions définitives sur une affaire.

Un monde qui attribue un plus haut degré de validité au discours des porte-parole qu'à celui des témoins directs ne peut que consacrer l'injustice et provoquer des mouvements anti-démocratiques.

Il suffit de penser ici au verdict prononcé récemment en Californie sur le passage à tabac du jeune Rodney King par un groupe de quatre policiers associés au département de police de la ville de Los Angeles. Cette décision déplorable, qui a eu les conséquences tragiques que l'on sait, a été généralement interprétée comme une preuve flagrante du racisme inhérent à la société américaine et aux institutions qui la défendent. Cette interprétation possède évidemment sa raison d'être, tout comme la dénonciation de la déstructuration de certains centres urbains qui en découle inévitablement, mais elle n'éclaire cependant pas un phénomène essentiel qui est celui de la non-considération des témoins oculaires dans la prise de décision finale des jurés. Car, après tout, le monde entier a pu voir cette fameuse vidéo produite par un amateur : elle a été diffusée sur une échelle planétaire. Mais c'est bien

cette universalisation effective de la preuve par l'image qui rend inopérant tout discours du témoin, le privant simultanément de signification et de valeur aléthique. Dans un univers hyper-médiatisé ou chacun, à n'importe quel moment, est susceptible de se transformer en témoin, le témoignage potentiel se retrouve très rapidement dévalorisé. La logique de la culture de masse est fondamentalement incompatible avec celle du témoin dans la mesure où ce dernier, par définition, a accès à une forme de secret (c'est-à-dire de vérité non-partagée), qu'il se doit de divulguer pour des raisons essentiellement morales. Le témoin, en ce sens, constitue une figure profondément singulière : il est celui qui sait (qui a vu) ce que l'autre ne sait pas (n'a pas vu). Et c'est bien cette singularité qui engendre son pouvoir de fascination. Il détient une parole unique, susceptible de révéler ce dont autrui n'a pu faire l'expérience. Mais de cette singularité naît aussi un nom, une identité nettement définie, qui contredisent la banalisation du regard et l'anonymat du vécu imposés par la culture de masse. Cette parole n'en est pas pour autant solitaire : elle peut très bien s'intégrer dans une entité plus large, celle de la famille, du groupe ou de la communauté, mais elle ne se confond jamais cependant, avec la parole confuse de la masse (qui elle, par contre, pousse à la solitude). Si ce verdict est injuste, c'est bien parce qu'il souligne l'inanité d'une telle parole et d'un tel regard dans le monde contemporain. On voit qu'il s'agit d'un phénomène global dont la Guerre du Golfe ne constitue qu'une des illustrations possibles. Il faut envisager cette négation du témoin, en effet, comme la négation d'un discours qui non seulement est porteur de vérité (d'une réalité liée à l'expérience) mais aussi et peut-être surtout créateur de fiction. Car le témoin ne se contente pas de décrire le monde autour de lui d'une manière littérale, en simple observateur fidèle et lucide, il excède les limites de ce même monde grâce au pouvoir de son imagination. En quelque sorte, il se propose d'exprimer l'inimaginable du réel, c'est-à-dire une dimension cachée qui déborde du cadre strict de la description objective. En ce sens, le témoin est toujours un conteur dont la parole n'existe que dans un équilibre subtil et complexe entre le réel et sa mise en mots (en images). Mais cette puissance fictionnelle est également la conséquence d'un regard actif, d'une observation qui n'équivaut pas à une pure soumission à la dynamique du réel, mais aboutit plutôt à une *vision*. Il ne peut s'identifier, dès lors, au rôle du spectateur défini par l'universalisation de la communication médiatique, à un modèle passif selon lequel le regard, dans son auto-suffisance, absente le rêve (le désir) de la narration. La Guerre du Golfe, on l'a déjà relevé ailleurs, s'est, dès les premiers jours, imposée comme la première guerre télévisuelle de l'histoire de l'humanité. Aucun conflit antérieur n'a bénéficié à ce point du pouvoir de la télévision et de sa capacité à représenter l'événement sur un mode à la fois uniforme et instantané. Par comparaison, la Guerre du Vietnam n'avait suscité une telle couverture globale que dans une phase plus

tardive de son déroulement. Ce pouvoir, cependant, ne se réduit pas à un contrôle psychologique et intellectuel des masses, à ce qui pourrait se résumer par le lieu commun de la "manipulation". Car, d'une part, il serait tout à fait pertinent de concevoir le moindre feuilleton à l'eau de rose ou le moindre jeu populaire comme un instrument de manipulation de l'esprit (d'où l'aspect un peu ridicule de l'indignation naïve de certains devant ce contrôle systématique de l'information opéré par les médias durant les hostilités, comme si ceux-ci, en temps de guerre, avaient révélé soudainement leur "vraie" nature), et d'autre part, il faut bien se rendre compte du fait que la télévision américaine ne faisait qu'obéir aux ordres de ceux qui avaient réellement l'initiative de la guerre, c'est-à-dire le Pentagone et l'entourage immédiat du président Bush, cette obéissance étant d'ailleurs reconnue régulièrement par les journalistes eux-mêmes dans un souci de transparence.

Ce lieu commun, c'est aussi celui de la télévision comme instrument de propagande. Car l'américain moyen, après tout, n'a pas eu besoin des émissions aseptisées de CNN pour s'assurer du bien-fondé de la guerre elle-même. Selon lui, en effet, l'Amérique ne peut cautionner que des entreprises légitimes et l'Etat qui est censé la représenter défend, par définition, des causes justes. Quant aux adversaires de la guerre, aucun d'entre eux n'a été dupe : les images diffusées par les médias ne pouvaient être que tronquées et commentées de manière tendancieuse, en fonction des intérêts économiques et politiques des grandes "corporations" qui dominent les principales chaînes de télévision aux Etats-Unis. La question essentielle, ici, est bien plus celle de l'absence des témoins et de leur parole, absence qui n'est pas liée à la seule conjoncture de la guerre et aux contraintes techniques qui lui sont associées, mais plutôt à la nature même du spectacle médiatique et au type particulier de rapport au monde qu'il détermine chez ceux qui en sont les consommateurs. Si l'on considère, d'ailleurs, dans l'histoire moderne, les régimes politiques qui se sont emparés de l'information à des fins de propagande, c'est-à-dire surtout les régimes nazis et communistes, on est forcé de constater qu'ils l'ont fait non pas simplement dans le but de maintenir le peuple dans un état d'assujettissement et de passivité résignée, mais aussi dans le but de susciter un effort collectif de participation au grand dessein national défini par le pouvoir en place. Ainsi, le projet de Goebbels consistait-il à faire comprendre aux masses allemandes la nécessité du développement de la production et de l'activité économique et, par voie de conséquence, la valeur du travail comme mode d'épanouissement de l'individu dans la société nationale-socialiste. En outre, il fallait convaincre ces mêmes masses de l'importance de la politique d'armement à outrance et de l'expansion militaire de l'Allemagne, dans la mesure où tout citoyen en âge de se battre était susceptible, tôt ou tard, de devenir un rouage de la machine de guerre allemande. La propagande, dans ce cas, exigeait donc des masses une forme ou une

autre d'action. L'individu n'était pas voué au repli sur soi et à la léthargie, mais au contraire condamné à s'intégrer dans un mouvement irrésistible, dans une dynamique toute puissante basée sur l'imposition d'une œuvre commune à accomplir. L'Etat avait ainsi pour intention première de réveiller les masses, et de les pousser à s'impliquer dans un combat politique dont elles ne pouvaient maîtriser l'essence. Il s'agissait bien sûr d'un détournement idéologique pervers de la notion d'engagement, d'une ruse du pouvoir, mais une telle entreprise avait néanmoins pour objet d'identifier l'individu à ses activités publiques. C'est bien pourquoi, aujourd'hui, il n'est plus possible de parler de "propagande", quand on s'attache à expliquer l'effet potentiel des moyens de communication en temps de crise. Car les médias, pendant la Guerre du Golfe, ont fini par plonger les masses occidentales dans la torpeur et le silence. Il fallait donner aux gens l'illusion d'une opération parfaitement réussie, dont tous les objectifs militaires avaient été atteints. Le ton triomphaliste qui accompagnait souvent les commentaires de la télévision américaine visait, dans cette mesure, à dédramatiser la réalité même de la guerre dans sa pure effectuation technologique. Le concept de bombardement chirurgical est particulièrement significatif à cet égard, puisqu'il renvoie à l'idée d'une opération scientifique qui a pour but de traiter un mal physique déterminé en pratiquant une anesthésie locale ou généralisée. Il fallait donc bien endormir pour circonscrire le mal, sinon pour le guérir. On pourrait presque parler ici d'un effet inverse à celui de la propagande, c'est-à-dire d'un effet de neutralisation absolue des masses occidentales. L'information, dans ce contexte, obéissait au besoin de désamorcer toute initiative politique personnelle, toute réflexion critique individuelle, afin de mieux garantir l'inaction de l'opinion publique dans son ensemble. Le temps propre à la Guerre du Golfe est décisif dans ce processus. Les nombreux reportages relatant le déroulement des hostilités dans leur première phase (la phase aérienne) tentaient en effet de nous faire comprendre que cette guerre ne pouvait pas durer, et que l'ennemi allait bientôt devoir se retirer, sous le poids de l'offensive alliée. Le déséquilibre des forces en présence (déséquilibre technologique et matériel, plutôt que numérique) devait de toutes façons conduire rapidement à un dénouement positif pour l'Occident. Devant une telle avalanche de bilans et de prévisions optimistes, le public ne pouvait qu'être rassuré, et donc rendu à son inutilité, à la vanité de son propre engagement. Le sentiment prévalait que les choses étaient de toutes façons jouées d'avance, sur le plan militaire. L'instantanéité de la guerre, son immédiateté, au sens de Virilio, a coupé court à un grand nombre de mouvements d'opposition et même de soutien déclaré à l'opération Tempête du désert. On ne peut pas dire que ceux-ci n'existaient pas, mais plutôt que leur expression était rendue inefficace par la vitesse foudroyante à laquelle les buts stratégiques recherchés avaient été atteints. Tout s'est passé comme si les hauts responsables de cette opération avaient devancé par

l'extrême rapidité de leur entreprise, la parole et l'action de ceux qui n'y étaient pas favorables. Il faut faire remarquer, à cet égard, que jamais dans l'histoire des Etats-Unis, les rassemblements de rue habituellement organisés par les groupes pacifistes en temps de guerre n'ont été aussi peu nombreux (ou d'aussi faible envergure). On a eu le tort d'interpréter cette absence relative, sur le moment, comme le signe irréfutable d'un plébiscite de l'opinion publique américaine en faveur de la guerre. Or, il n'en était rien. On sait bien, aujourd'hui, que beaucoup de chefs militaires américains (à commencer par Colin Powell) s'étaient montrés réticents à l'idée de l'usage de la force dans le Golfe, et qu'ils ne s'étaient laissés finalement convaincre que sous la pression des principaux conseillers politiques du président Bush. En outre, il est facile de trouver, même parmi les politiciens américains considérés comme conservateurs, des opposants farouches à la Guerre du Golfe : l'exemple de Pat Buchanan est significatif à ce sujet. (signalons, dans cet ordre d'idées les positions anti-guerre du milliardaire texan Ross Perot, le candidat indépendant aux dernières élections présidentielles américaines). L'apparent consensus sur la protection des intérêts nationaux vitaux s'est ainsi avéré illusoire. Dès lors, on peut dire que ce ne sont pas les attitudes et les pensées critiques qui ont manqué pendant un tel conflit, mais plutôt leur mise en forme globale, leur insertion dans un discours collectif de contestation systématique. Le refus et le dégoût de la guerre en tant que phénomène de destruction aveugle incompatible avec la notion même de dignité humaine se sont trop rarement incarnés dans une expression politique radicale de la communauté. Ce qui a été étouffé et réprimé (refoulé) donc, c'est bien une parole critique commune et c'est en cela qu'il est possible d'évoquer l'inertie de l'Occident en face de la guerre. En d'autres termes, les pays membres de la coalition mobilisée contre Saddam Hussein ne se sont pas soudainement révélés plus bellicistes qu'ils ne l'étaient durant la Guerre du Vietnam ou les différents conflits coloniaux qui ont marqué l'histoire contemporaine (l'Occident, aujourd'hui, dans son rêve politique d'harmonie consensuelle issu de l'ordre démocratique libéral, est au contraire, plus désireux de paix qu'il ne l'a sans doute jamais été), mais ils ont plutôt reflété dans ce contexte précis leur indifférence à l'égard d'une lutte politique partagée. C'est donc la volonté d'exprimer une sensibilité pacifiste qui a manqué, et non pas, au sens strict, cette sensibilité elle-même. Ainsi s'éclairent les mécanismes fondamentaux de ce qu'il faut bien appeler le désengagement contemporain. Les carences se situent, en effet, au niveau de la transformation des idées individuelles en actes collectifs, de l'organisation de la pensée atomisée en discours multiple. Il me semble nécessaire d'insister encore une fois sur le rôle joué par le temps de la guerre dans l'élaboration de ce phénomène, dans la mesure ou celle-ci s'est presque accomplie avant même d'avoir commencé. (la phase terrestre devait, en effet, constituer, selon les prévisions des

spécialistes, le *vrai* affrontement entre les forces alliées et l'armée irakienne). C'est cette réalisation anticipée de la guerre, son inscription dans un simple *ici et maintenant*, dans un pur présent, qui a permis d'évacuer la dimension historique, progressive et linéaire, de la guerre et donc aussi la conscience critique qui lui est associée. En ce sens, la Guerre du Golfe s'est affirmée comme le premier conflit de la *fin de l'histoire*. Elle s'est réduite, ainsi, à une somme de faits ponctuels.(interception d'un Scud dans le ciel séoudien, destruction d'un pont sur le territoire irakien ...), mais à travers elle, c'est le politique, dans sa configuration démocratique post-moderne, qui a démontré alors son extraordinaire capacité à annihiler "proprement" et presque gracieusement toute forme de dynamique oppositionnelle. C'est précisément la représentation de l'effectuation immédiate et sans conditions de sa volonté(de son projet) qui autorise le pouvoir politique (ici, essentiellement le gouvernement américain) à désamorcer et à rendre inopérante toute velléité d'engagement critique. Par comparaison, les régimes totalitaires nazis ou staliniens donnaient encore l'image d'un monde idéal à construire, d'une volonté commune non réalisée que le seul présent ne pouvait satisfaire. L'œuvre du politique ne devait jamais être déjà achevée : elle vivait de promesses ("l'avenir radieux") ou de l'espoir d'une conclusion future ("la solution finale"). Mais c'est bien pourquoi, malgré son caractère beaucoup plus oppressant, elle pouvait néanmoins susciter des réactions collectives de résistance et de dissidence. L'opposant à cette œuvre se rendait compte, en effet, de l'inaccomplissement présent du modèle auquel il était censé se soumettre. Et c'est pour cette raison que son combat avait un sens : il savait que cette volonté adverse n'était qu'imparfaitement concrétisée et donc vulnérable. Il est possible de dire que ce principe neutralisant de l'effectuation instantanée du projet politique se retrouve par ailleurs dans la récente signature du traité de Maastricht. Les technocrates européens qui en sont les auteurs offrent aux populations l'illusion d'une unité européenne globale et inaliénable, l'utopie néo-libérale d'un marché libre, sans contraintes et sans préjugés. Mais en présentant un tel modèle, ils donnent l'impression que l'Europe est déjà faite ou que, de toutes façons, elle va se faire très bientôt. C'est-à-dire qu'ils suggèrent que l'unité européenne ne nécessite plus réellement de travail de la part des populations concernées et donc que le véritable combat politique pour (ou contre) sa mise en pratique n'a plus qu'à prendre la forme d'une simple ratification par référendum, dans le meilleur des cas. Pour parler un peu grossièrement, ce message peut se résumer comme suit : "C'est déjà dans la poche et vous n'avez qu'à dire : oui." Un tel raisonnement engendre souvent une acceptation molle de l'évolution de l'Europe : il met en péril une participation active profonde du citoyen à ce qui devrait être une tâche politique commune aux résonances essentiellement historiques. En quelque sorte, l'histoire de la construction européenne

s'achève à Maastricht, et il n'y a plus donc qu'à souscrire de manière passive, en l'absence de vraie passion, aux modalités pré-établies de cet achèvement.

La fuite de l'histoire dont il est question ici, renvoie à l'effacement de la dimension dramatique (dramaturgique) du politique et de son action. La prise en charge de la Guerre du Golfe par la technologie militaire a conduit à une dédramatisation inévitable, dans la mesure où la logique de la technique menée à son terme est par définition une logique positive (et donc très américaine) de la possible résolution instantanée des conflits. La technologie n'agit pas seulement comme système de contrôle matériel, mais comme modèle de sécurisation morale. En outre, la réalisation rapide des principaux objectifs stratégiques ainsi que la médiocre riposte de l'ennemi ont vite fait chuter l'intérêt de l'opinion publique. Il est important de constater, à cet égard, que l'Occident n'a sans doute jamais aussi peu ressenti le caractère tragique de la guerre que lors de la Guerre du Golfe. De celle-ci, en effet, il ne nous reste pratiquement pas d'images frappantes témoignant de l'horreur de la mort et de la destruction collectives. Qu'on songe, par comparaison, à la photo de cet enfant nu brûlé par le napalm et courant sous les bombes, photo qui a fait le tour du monde et qui a symbolisé pour beaucoup la Guerre du Vietnam dans son ensemble, ou aux clichés terrifiants des massacres de Sabra et Chatila qui sont encore dans nos mémoires aujourd'hui, comme signes éternels de la cruauté de la Guerre du Liban. En consacrant le pouvoir absolu de la technologie, la Guerre du Golfe a également accentué le processus de banalisation de la guerre : celle-ci s'est confondue alors avec la mise en marche d'un dispositif technique froid et détaché, implacable dans son indifférence abstraite à l'homme, et absentant toute forme de passion (jusqu'à la passion de l'événement lui-même).

Cette "banalisation du mal" découle d'un mode d'approche particulier des problèmes politiques, qui est celui de la gestion (*management*) au coup par coup, empirique et inconséquente, si caractéristique de la société américaine et de son esprit. Ce parti-pris de la gestion à court terme, sans perspective historique, de la saisie pragmatique des problèmes dans une démonstration éphémère de puissance, est indissociable d'une vision technique (et donc positive) du monde. Il fait du politique une chose (j'insiste sur le mot chose) manipulable et quantifiable, réductible à sa seule existence factuelle. La Guerre du Golfe a dès lors représenté une certaine forme d'objectivation ultime du politique dans la disparition de la conscience tragique, comme si des conflits historiquement enracinés (le conflit territorial entre l'Irak et le Koweït, par exemple) pouvaient à tout moment être résolus par la simple utilisation de la force impersonnelle.

Un tel processus objectif de dédramatisation est fondamentalement incompatible avec la notion même d'engagement collectif. Car s'engager dans l'histoire et dans le monde politique, c'est toujours

rendre compte d'une dimension tragique de la réalité et simultanément prendre conscience de la nature critique des problèmes qui en font partie. La parole engagée restituée au drame sa valeur profonde : celle d'un révélateur de l'essence du politique. Mais elle tend également à insister sur le caractère subjectif d'un tel drame, dans la mesure où celui-ci marque avant tout les destins individuels de son empreinte. En outre, dans son ambition morale, elle exprime ce que le politique pourrait être (ses possibles) et non pas simplement ce qu'il est. Mais cette énonciation du possible traduit alors une fictionnalisation du politique, puisqu'elle implique un écart par rapport à sa forme purement concrète. La dramatisation, en ce sens, équivaut à un passage à la fiction (celle de la morale, bien sûr, mais aussi de l'idéologie et de son discours). Par parenthèses, ce même processus de dédramatisation apparaît dans la construction de l'Europe technocratique issue du traité de Maastricht. Car ce traité veut nous faire croire que l'unité européenne peut être objectivée par le langage des financiers et des techniciens du marché. Or, cette unité n'a de signification qu'en relation à une histoire et un univers politique communs (l'univers de la démocratie). C'est bien, en effet, parce qu'il y a eu deux guerres mondiales (mais ces guerres étaient surtout des guerres européennes) que l'Europe aujourd'hui, se doit d'exister, comme dépassement, donc, d'une tragédie dont le souvenir nourrit (devrait nourrir) un grand projet transnational. Il s'agit de comprendre qu'à l'origine, l'Europe de Jean Monnet et de Robert Schuman est née de l'expérience des tranchées et des camps d'Auschwitz. Une volonté inébranlable de confrontation à l'histoire l'a soutenu au départ, alors que les lois abstraites de la spéculation boursière et des échanges commerciaux, lois essentiellement atemporelles, existent indépendamment de ce drame partagé du politique et négligent, donc, ce qui fonde l'urgence même de l'unité européenne, c'est-à-dire le besoin de répondre à (et de) l'histoire, en dehors de tout principe d'objectivation du destin des peuples qui en sont les témoins et les acteurs conjugués.

Ce désengagement inhérent au fonctionnement même de la machine de guerre et des différents canaux d'information qui en étaient tributaires durant tout le déroulement de l'opération Tempête du désert, les intellectuels y ont aussi contribué, peut-être malgré eux. Je songe ici, en premier lieu, à la série d'articles écrits à chaud par Jean Baudrillard, d'abord publiés de manière fragmentaire dans *Libération*, puis rassemblés sous la forme d'un recueil intitulé *La Guerre du Golfe n'a pas eu lieu*¹. L'idée majeure qui traverse et guide ce texte, c'est celle d'une "déréalisation" de la guerre provoquée par sa production technologique (au niveau militaire) et médiatique (au niveau de l'information). Baudrillard exprime ainsi très clairement son désenchantement à l'égard de ce qu'il

1 Jean Baudrillard, *La Guerre du Golfe n'a pas eu lieu*, Editions Galilée, Paris, 1991.

appelle une "simulation pourrie" et du consensus qui s'est créé autour d'elle :

Qu'une fraction d'intellectuels et de politiques, spécialistes de la réserve mentale, soit pour la guerre à contrecœur, qu'une autre soit contre la guerre du fond du cœur, mais pour des raisons aussi troubles, tous sont d'accord sur un point : cette guerre existe, nous l'avons rencontrée. Aucune interrogation sur l'événement même, sur sa réalité, sur l'escroquerie à la guerre, sur l'illusion programmée de la bataille, toujours retardée, sur la machination de cette guerre, amplifiée par l'information, sans compter la débauche invraisemblable de matériel, la manipulation systématique des données, la dramatisation artificielle ... Si nous n'avons pas l'intelligence pratique de la guerre (et nul de nous ne l'a), ayons en du moins l'intelligence sceptique sans renoncer pour autant au sentiment pathétique de son absurdité ...(pp. 61-62)

Son discours se limite en quelque sorte à la paranoïa de la manipulation. Il joue sur une opposition devenue classique, depuis les situationnistes, entre le réel et son spectacle, au nom d'une théorie du simulacre et de la simulation qui affirme, dans la modernité, la soumission de la réalité à sa figuration symbolique. Si une telle perspective philosophique peut avoir un sens quand il s'agit d'analyser l'évolution de la perception esthétique dans nos sociétés (et, par conséquent, la nouvelle définition sociale de l'œuvre d'art qu'elle détermine), elle échoue, cependant, dans son approche du politique, car ce dernier ne se réduit justement jamais, et surtout pas dans sa phase critique qui est celle de la guerre, à un jeu gratuit de signes suspendus dans le temps et dans l'espace. La Guerre du Golfe n'a malheureusement pas été une simple illusion. Des dizaine de milliers de personnes y ont trouvé la mort, et un pays tout entier tente aujourd'hui désespérément de se remettre des ravages politiques, sociaux, économiques et psychologiques qu'elle a causés. Affirmer, ainsi, que cette guerre n'a pas eu lieu, à partir d'une construction conceptuelle arbitraire, c'est faire preuve, dans ce contexte précis, d'une légèreté pour le moins troublante. Un tel processus de négation systématique ne peut que révéler un désir inconscient d'échapper à un véritable débat d'ordre idéologique, et d'esquiver surtout la mise en question du rôle exact du discours théorique de l'intellectuel occidental sur la guerre. Baudrillard adopte ici un ton ironique glacé qui trahit fondamentalement le choix d'un retrait par rapport à l'événement même de la guerre, d'une prise de distance à l'égard de l'histoire vraisemblablement motivée par une peur de la réalité authentiquement politique du conflit. Il revendique, en fin de compte, la position du spectateur blasé et cynique qui contemple le désastre avec l'apparente sérénité d'un vieux sage. Une telle position est injustifiable, et elle ne l'est pas seulement moralement, mais aussi intellectuellement. Car l'action principale du Pentagone et des différents organes de décision de cette Guerre a été précisément de prévenir toute diffusion excessive des images de l'opération militaire, pour des raisons

stratégiques évidentes. Il s'agissait bien de limiter au strict minimum son impact spectaculaire. Il est paradoxal de constater, à cet égard, que l'incessante couverture médiatique de l'événement, n'a débouché que sur une pauvreté d'images affligeante. Il n'y a donc pas eu de dramatisation, même artificielle. La Guerre du Golfe n'a dès lors pas consacré le règne de l'illusion : elle a, au contraire, été victime d'une formalisation austère, incarnée par les démonstrations au tableau noir d'officiers supérieurs et de bureaucrates transformés pour la circonstance en maîtres d'écoles pointilleux et secs. Le phénomène d'amplification visuelle évoqué par Baudrillard ne s'est pas produit. Il a été remplacé par un modèle de communication extrêmement répétitif et minimaliste, compassé et puritain dans sa géométrie invariable et son refus de toute séduction. La guerre, dès lors, ne s'est pas désintégré dans l'apparence. Ses responsables n'auraient pas pu, de toutes façons, accepter une telle issue. On n'a pas eu droit à la débauche d'effets spéciaux un instant envisagée. La représentation du conflit (pour autant qu'on puisse parler ici de "représentation") a beaucoup plus épousé le style d'un rapport d'enquêtes de la CIA que celui d'un film d'Hollywood. En d'autres termes, la jouissance de la simulation a toujours été canalisée par le sérieux imperturbable des porte-parole de l'administration Bush. On pourrait ainsi parler d'une contraction bureaucratique de la guerre et de ses formes, en opposition à une dilatation publicitaire, une emphase théâtrale, ou une exagération cinématographique. D'ailleurs, si la loi du spectacle avait effectivement triomphé, la passion et l'émotion se seraient manifestées avec éclat. Nous savons bien, depuis l'étude de la tragédie grecque et de la catharsis, que le spectacle implique une participation émotionnelle du public, un travail dynamique des sentiments jusqu'à l'extase et la violence collectives. Or, nous avons plutôt été les récepteurs d'une vision aplatie de la guerre, sans pathos ni désordre. On était loin, dans cette mesure, d'un grand son et lumière à la *Apocalypse Now*. C'est que, par définition, la perspective bureaucratique absente tout excès, celui de la passion comme celui de l'humour. Elle affirme avec monotonie l'impossibilité du pathétique de l'histoire. Et c'est sans doute cela qu'a ressenti inconsciemment Baudrillard. Quand il dit, en effet, que la guerre n'a pas eu lieu, il pense sans doute qu'elle n'a pas eu lieu *comme spectacle*, et sa déception (sa frustration) est alors celle d'un spectateur à qui on n'a pas offert ce qu'il espérait. Mais son amertume, dans ce cas, ne peut que révéler la frivolité d'un regard nonchalant et passif, avide d'images préfabriquées et de scénarii à la brillance creuse. Il commet, en outre, l'erreur de croire que tout le monde, en Occident, s'est laissé entraîner dans ce qu'il interprète comme une manipulation généralisée des Consciences. C'est ainsi qu'il écrit :

Mais il y a plusieurs sortes d'absurdité : celle du massacre et celle d'être piégé par l'illusion du massacre. C'est comme dans la fable de La Fontaine : le jour où il y aura une vraie guerre, vous ne verrez même pas

la différence. La vraie victoire des simulateurs de la guerre, c'est d'avoir entraîné tout le monde dans cette simulation pourrie. (p. 62).

Quelle que soit l'étendue du pouvoir de neutralisation des médias, certains, malgré tout, n'ont pas été dupes de cette "simulation". Il suffit de citer, à cet égard, dans les milieux intellectuels français, le nom de Gilles Deleuze et son cri de "la guerre immonde", répercuté par Libération, ou encore les efforts soutenus de protestation de la part de personnalités telles que Pierre Bourdieu ou René Dumont. Ce dernier a eu le mérite, en particulier, d'effectuer un voyage en Irak, après la guerre, dans le but de témoigner de l'ampleur de la destruction provoquée par les bombardements alliés. Il s'en explique d'ailleurs longuement dans un récent ouvrage intitulé *Cette Guerre nous déshonore*¹. Une telle vigilance est demeurée minoritaire, certes, si l'on songe à l'idée d'une "guerre nécessaire" développée par des penseurs de la scène parisienne comme Alain Finkielkraut et Jean-François Lyotard, mais elle s'est néanmoins affirmée avec beaucoup de vigueur. Ainsi, la victoire des simulateurs n'a-t-elle pas été totale. Mais, ce qui est encore plus grave que cette généralisation abusive, c'est le fait que Baudrillard compare le conflit du Golfe à une fausse guerre, dans la mesure, plus précisément, où elle a été de courte durée et surtout, où elle n'a pas débouché sur les massacres prévus. Il ne s'agit pas seulement ici d'une négation pure et simple de la réalité, d'une preuve de mauvaise foi dans l'affirmation de "l'illusion du massacre", mais encore d'une sorte d'aveu nostalgique de la beauté des "vraies guerres" d'antan, celles qui donnaient lieu à des boucheries et n'en finissaient pas. On a un peu le sentiment, en lisant cet ensemble d'articles, que Baudrillard tombe dans la fascination de la guerre meurtrière, et qu'il regrette, à sa manière, les grandes œuvres de mort du passé et la perfection de leur spectacle. C'est donc bien lui, involontairement, qui tombe ici dans "l'illusion du massacre". A la même époque que le texte de Baudrillard est sorti un numéro des *Temps Modernes* (revue souvent associée à l'engagement de l'intelligence et à la réflexion politique, depuis sa fondation par Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir), dans lequel figurait un article de Jean-Luc Nancy intitulé "Guerre, droit, souveraineté, techné"². Ce dernier écrit lui aussi à chaud, dans l'événement. Pourtant, son interrogation reflète une exigence théorique qui dépasse le cadre un peu étroit du simple commentaire conjoncturel. La Guerre du Golfe témoigne ainsi pour lui d'une crise de la souveraineté (souveraineté du sens, de la fin, du bien commun, de la justice). Une telle crise laisse un grand vide, et elle est

1 René Dumont, *Cette Guerre nous déshonore*, Editions du Seuil, Paris, 1992.

2 Jean-Luc Nancy., "Guerre, droit, souveraineté, techné", *Les Temps Modernes*, juin 1991, No 539.

liée, selon son discours, à la domination mondiale de "l'écotechnie", qu'il propose de définir de la façon suivante :

On sait bien que le "(dés)ordre mondial", s'il est sans raison, sans fin et sans figure, a toute l'effectivité de ce qu'on appelle "la technique planétaire" et "l'économie-monde" : double enseigne d'un même complexe de réciprocité de causes et d'effets, de circularité de fins et de moyens. Le sans-fin, en effet, mais le sans-fin en milliards de dollars ou de yens, en millions de thermies, de Kilo-watts, de fibres optiques, de kilo-octets. Si le monde est monde aujourd'hui, c'est d'abord à cette double enseigne. Nommons-la, ici, l'écotechnie. (p. 33)

L'écotechnie est comme le mode d'être privilégié du politique quand celui-ci a perdu son pouvoir souverain, c'est-à-dire quand sa domination ne repose plus sur aucune valeur transcendante, mais elle rend compte, alors, d'une volonté ultime de souveraineté dans la disparition de celle-ci. L'inscription de l'écotechnie est mondiale, son espace est l'univers entier. La détermination de la Guerre du Golfe par la technique reflète ainsi un nouveau visage de la guerre : celui d'une manœuvre destructrice et appropriatrice sans éclat souverain, mais qui substitue à la vraie souveraineté, selon les propres termes de Nancy, "l'écrasement sous la gestion et sous le contrôle de la compétition". On trouve ici un désir sincère de penser la guerre dans un contexte post-moderne de questionnement du sens et de la fin, mais aussi, plus spécifiquement, à l'intérieur d'une problématique philosophique de la technique établie par Heidegger (le mot "souveraineté" renvoyant, lui, manifestement à Bataille). Un tel discours, cependant, aussi articulé et intense qu'il soit, présente le danger d'éviter l'étude des rapports de force proprement politiques que la guerre précipite. Dans son identification à la technique, la guerre est conçue, en effet, comme achèvement, ou exécution sans fin. C'est-à-dire qu'elle retourne, en quelque sorte, constamment à elle-même, en dehors de toute influence de l'histoire. En d'autres termes, il faudrait peut-être poser la question suivante : la guerre existe-t-elle, même si la technique existe très probablement?

Même si l'approche de Nancy est très différente de celle de Baudrillard, on est frappé, cependant, par leur simultanéité commune à l'événement. Tous deux méditent sur la guerre au moment-même où celle-ci se déroule. Cette présence est importante, certes, mais elle ne nous permet pas d'appréhender un discours sur la guerre qui se proposerait comme mémoire de cette dernière, comme lutte contre son oubli. Or, une des dimensions essentielles de l'œuvre de mort de la technique, c'est précisément sa capacité à effacer instantanément toute trace d'elle-même. Car, après tout, on n'en parlait pratiquement plus, de cette guerre, trois mois après la libération du Koweït. L'homme de la rue ne la considérait plus comme d'actualité, et les médias étaient déjà absorbés par d'autres événements internationaux. Une des intentions principales des auteurs de la riposte militaire à Saddam Hussein, c'était justement de nous faire vivre ce moment comme une simple opération

ponctuelle, et non comme une véritable guerre dilatée dans le temps. C'est-à-dire que l'événement devait contenir en lui-même les conditions de sa propre disparition. Il n'avait pas à s'inscrire dans les esprits, et c'était précisément cette non-inscription qui devait garantir la réussite de l'opération, non seulement au niveau purement stratégique, mais aussi et peut-être même surtout au niveau moral (les porte-paroles de l'administration Bush ne cessaient de répéter, en effet, que l'Amérique n'allait pas s'enliser dans un conflit interminable, de manière à rassurer l'opinion publique en évitant toute possibilité de comparaison avec le souvenir cuisant de la Guerre du Vietnam). Ainsi devenait-elle légitime, dans la mesure où son déclenchement exprimait déjà la promesse de sa propre fin. Les populations civiles de l'Occident pouvaient, alors, apporter leur caution à l'entreprise, puisqu'elles étaient susceptibles en quelque sorte, de l'oublier très rapidement. C'est ici que la technique joue le rôle essentiel d'un instrument d'effacement à la fois physique et mental de la guerre. Tout d'abord, parce que son utilisation massive a permis d'écourter considérablement la durée du conflit (et donc d'identifier ce dernier à une simple opération), et ensuite, parce que son caractère opaque (son inintelligibilité pour le commun des mortels) provoque une rupture du rapport personnel (émotionnel) des masses à la guerre. Celles-ci n'ont plus l'impression, en ce sens, de faire l'expérience de la guerre, de sa réalité immédiate. Elles se détournent d'un événement dont la haute scientificité leur échappe profondément. L'objectivation abstraite de l'événement produite par la technique renvoie ainsi aux masses l'image de leur non-participation (de leur impuissance à être dans la guerre).

Cet éloignement radical de la guerre comme vécu, sous l'action de la technique, implique que le travail de la mémoire ne peut pas se faire. La technique, selon cette perspective, nie l'expérience de l'œuvre de mort, et donc sa possible traduction mentale. Et la guerre, dès lors, dans son étrangeté inaltérable, se réduit au processus d'instrumentalisation de son propre oubli. Ce lien essentiel entre technique et oubli reste sans doute à explorer, d'un point de vue philosophique, mais le simple fait de le souligner nous permet de comprendre que tout discours authentiquement critique sur cette guerre (tout engagement contre son action) doit prendre en considération cet effet de disparition et tenter d'en montrer les articulations. Le retour de la pulsion de souveraineté, dans le contexte qui nous occupe, s'est conjugué à une volonté de la non-trace qu'il faut bien interpréter comme une volonté de puissance manifestée par l'ordre de la technique. Il faudrait, donc, retrouver les traces de la guerre pour réellement lutter contre son œuvre de destruction, ou plutôt, le chemin qui mène à leur effacement. Et j'entends ici le mot "trace" dans son sens derridien, c'est-à-dire comme signe d'une écriture poétique, comme présence de l'écrit et de son imaginaire. Car si cette guerre a imposé, malgré tout, son existence, c'est avant tout sur le mode de la pensée. Elle est née et s'est nourrie

d'une intellectualisation extrême du monde : c'est le commentaire analytique et cérébral des spécialistes en tout genre (polémologues, stratèges, ingénieurs militaires et connaisseurs des pays arabes) qui lui a, en effet, régulièrement servi d'illustration. Ces spécialistes ont tout à coup été saisis d'une sorte de vertige conceptuel et d'une manie de l'explication théorique surprenants. Jamais, sans doute, un conflit n'a-t-il été autant pensé, raisonné, maîtrisé par l'esprit, même si cette maîtrise fut le plus souvent superficielle. Mais ce qui a manqué, par contre, et ce qui manque toujours aujourd'hui, c'est un imaginaire de cette guerre. Il semble que celui-ci ait été d'une certaine manière refoulé au plus profond de nous-mêmes. La mainmise de la technique a certes joué un rôle important dans le processus, mais son pouvoir, aussi déterminant qu'il soit, ne peut suffire à éclairer cette déperdition de la guerre comme fiction. Je crois plutôt qu'il reflète un mouvement global de la condition post-moderne, qui est celui de la perte du sens épique. Une telle perte ne peut que conduire à une crise de la représentation de la guerre dans l'âme collective. Il est intéressant, à cet égard, de faire remarquer que les grandes chaînes de télévision américaine, d'habitude si friandes de reconstitutions spectaculaires de l'histoire, sont jusqu'à présent restées réticentes devant la possibilité d'une fictionnalisation commerciale de la Guerre du Golfe, au nom d'une proximité temporelle trop grande de l'événement. L'industrie mondiale du cinéma, en général, n'apparaît pas comme très concernée par le projet d'une œuvre épique sur le sujet. Tout au plus peut-on signaler ici le moyen-métrage de Werner Herzog, *Les Feux de Satan*, mais il s'agit seulement d'un reportage sur les puits de pétrole en flamme du Koweït, et donc d'un documentaire sur les conséquences rapides de la guerre, d'une non-fiction qui ne s'attache qu'à sa postériorité. Dans le domaine littéraire, le seul exemple notable est celui du recueil de poèmes de Tahar Ben Jelloun, *La Remontée des cendres*¹, qui ne traite d'ailleurs pas uniquement de la Guerre du Golfe. Il est possible que la guerre, aujourd'hui, ne puisse plus être abordée dans sa dimension sacrificielle ou héroïque. La Guerre du Golfe n'a peut-être jamais réussi à se constituer comme une épopée, dans la mesure où son issue a été, dès le départ, trop prévisible. Il faut ajouter que cette défictionnalisation de la guerre était déjà présente dans le discours des chefs d'Etat eux-mêmes. Qu'on songe au vain appel de Saddam Hussein à la *djihad*, la guerre sainte contre l'Occident, une rhétorique qui s'épuisa très vite et ne trompa presque personne (c'est donc la fiction religieuse, mystique de la guerre qui s'est égarée dans ce cas), ou encore à la mythologie des vainqueurs utilisée à des fins électorales par Bush (la fiction du triomphe militaire et politique) et qui, un an après, ne possédait déjà plus la moindre efficacité tactique, l'opinion publique américaine ayant été beaucoup trop préoccupée par les problèmes économiques et sociaux du pays pour se laisser séduire

1 Tahar Ben Jelloun, *La Remontée des cendres*, Paris, Le Seuil, 1991.

par ce type de discours, dans le cadre de la dernière campagne présidentielle.

Une véritable écriture de cette guerre, à la fois poétique et narrative, reste donc à créer. Ajoutons, par parenthèses, que le terrain d'opération principal du conflit du Golfe, le désert, contient déjà en lui-même une symbolique de la disparition. Il est, en effet, par définition, l'espace qui ne laisse pas de trace, au sens propre de l'expression, l'espace d'une mort anonyme et silencieuse, lieu privilégié de l'oubli et de l'ensevelissement des corps, territoire d'une absence et d'une fiction indicibles. Le retour à l'intensité de la fiction historique s'avère ici difficile, mais nécessaire, car il témoigne d'une opposition radicale à l'esprit ambiant et bien sûr, au mouvement de la technique. Il faut d'ailleurs noter que ce sont les écrivains, au XXème siècle, qui ont le mieux effectué ce travail de la mémoire. Si des images fortes des deux conflits mondiaux sont encore incrustées en nous aujourd'hui, alors que beaucoup, parmi nous, n'ont pas vécu personnellement ces deux moments, c'est grâce, en grande partie, au pouvoir du texte. Que serait, en effet, notre perception de l'horreur des combats de tranchée sans l'apport du *Voyage au bout de la nuit*, de Céline, ou notre vision de l'apocalypse nucléaire sans *Hiroshima mon amour*, de Marguerite Duras? Les livres d'histoire, quelle que soit la qualité scientifique de leur documentation, ou les essais philosophiques, quelle que soit la rigueur de leur approche intellectuelle, laissent rarement la même empreinte. L'exploration de l'imaginaire, en ce sens, apparaît comme la plus puissante des formes d'engagement, la plus authentiquement politique même, dans la mesure où elle souligne le lien fondamental entre histoire collective et histoire individuelle, où elle enracine profondément l'événement de la guerre dans l'expérience du sujet. Dés lors, tant que ce pouvoir ne se sera pas manifesté clairement, il manquera à l'intellectuel occidental le rapport concret (complet) à la Guerre du Golfe. Il est probable qu'une telle absence est également à mettre en relation avec la contraction de la vision qui nous a été imposée par les médias. Peut-être, après tout, n'avons-nous rien pu voir de cette guerre, sinon une somme discontinue d'images fragmentaires. Qu'on se rappelle, en effet, ces images vidéo prises par des caméras de haute précision installées dans les bombardiers américains, qui permettaient au public de contempler l'efficacité supposée des moyens techniques mis en œuvre dans l'opération de destruction systématique des principales installations ennemies. Elles étaient régulièrement utilisées par des membres du commandement militaire des forces alliées lors de conférences de presse très largement diffusées. Ces images de dépôts d'armement, de ponts et de routes volant instantanément en éclat sous l'effet des bombes ont déterminé, à cet égard, une vision purement géométrique de la guerre, selon laquelle le terrain d'opération se résumait à un faisceau indifférencié de lignes, de points et de courbes. L'espace de la guerre s'est confondu ainsi avec l'espace du plan. Cette

nouvelle spatialisation de la guerre, dans sa projection bi-dimensionnelle, s'est accompagnée d'une hyper-focalisation de la vision. Celle-ci s'est alors concentrée sur des détails infinitésimaux (un civil traversant un pont était, par exemple, symbolisé par un point noir. Sa "disparition", quelques instants plus tard, étant signalée par une tache blanche), elle s'est appuyée sur une saisie ultra-rapide de signes visuels minimaux. La technique a provoqué, dans cette mesure, une transformation brutale de notre perception de la guerre et de son déroulement. Il y a eu spécialisation extrême du regard dans l'organisation très sélective de son champ. Ce regard s'est littéralement braqué sur des cibles soigneusement choisies et soumises à un agrandissement délibéré. Se définissant à partir d'un objet spécifique et en fin de compte arbitraire (cet objet étant lui-même condamné à une formalisation neutre), il a donc exprimé l'impossibilité d'une vision globale de la guerre, au propre comme au figuré. Et celle-ci s'est précisément nourrie d'un processus de réduction permanent. Il est intéressant de constater, par ailleurs, que la qualité d'ubiquité de l'image médiatique pendant le conflit (nous étions en même temps à Bagdad et à Washington, à Riad et à Tel-Aviv) a paradoxalement précipité le sentiment d'un événement disséminé et privé de continuité. La prise en charge totale de la guerre par l'image a provoqué, en quelque sorte, une identification générale du conflit à un phénomène irrésistible de dispersion des discours et des actes. La représentation synthétique qu'on était en droit d'attendre logiquement n'a donc pas eu lieu. Elle a été remplacée, dès lors, par un magma de visions morcelées et foncièrement hétérogènes, incapables d'assumer la dimension universelle autant que linéaire de l'événement. Le pouvoir incontournable de l'image a bien signifié ici la défaite cinglante d'un regard totalisant sur la guerre, mais aussi, par voie de conséquence, d'une prétention à la maîtrise intellectuelle de la guerre, à sa connaissance étendue. Le problème de l'engagement ne peut être dissocié, dans cette mesure, du problème de la vision. En d'autres termes, la faillite du regard est certainement à la source de cet étouffement de la parole critique. Dès lors, la Guerre du Golfe nous permet de comprendre que l'engagement ne doit pas se concevoir seulement en tant qu'action et que discours, mais aussi en tant que rapport visuel aigu au monde. Ainsi, le petit garçon palestinien qui, dans les territoires occupés, est confronté quotidiennement à la présence oppressante de l'armée israélienne, se trouve-t-il impliqué dans la lutte que mène son peuple pour la liberté du fait-même qu'il voit des soldats braquer leurs armes dans sa direction. Il n'est pas nécessaire qu'il manifeste une attitude agressive à leur égard (qu'il leur lance une pierre, ou leur adresse des insultes) pour se sentir emporté par le mouvement de l'Intifada. Sa simple présence de témoin anonyme suffit : il assiste à la démonstration des rapports de force qui déterminent sa propre existence et, par là-même, prend conscience de la signification politique

et historique de son destin particulier. Son apparente position d'observateur le conduit alors immédiatement à adopter le rôle d'un acteur inévitablement inscrit dans un projet de résistance collective. Une telle conception de l'engagement se détache nécessairement de sa stricte définition sartrienne : elle évite le modèle purement activiste (encore que le regard soit peut-être la plus juste des "actions" politiques) ainsi que l'illusion cartésienne d'une domination du monde et de sa vérité politique par la pensée rationnelle. Mais elle permet aussi d'appréhender les limites d'une définition de l'engagement par l'idéologie et ses principes intransigeants. Il est possible d'avancer, à cet égard, que le discours idéologique, dans son exaltation bruyante et ostentatoire, contredit l'esprit de la parole humble des témoins, cette parole qui n'est que suggérée, et dont la raison d'être est bien dans le regard. L'idéologie prétend, au contraire, pouvoir se passer de ce même regard : il n'est jamais, au mieux, que subordonné aux impératifs de sa pensée. Un des effets positifs de la Guerre du Golfe pourrait bien résider, en ce sens, dans un processus de revalorisation politique de la vision (du politique comme réalité visible), c'est-à-dire non seulement dans une prise de conscience de la nécessaire antériorité de cette vision par rapport au discours et à l'action politiques, mais aussi dans son identification claire à une expérience politique fondamentale de la singularité (de la confrontation du sujet singulier au politique). Car ce qui s'est précisément effondré, pendant la Guerre du Golfe, c'est la légitimité des idéologies universalisantes dans leur ensemble. Dans le camp occidental, en effet, ni le discours anti-totalitaire des démocraties libérales, discours basé en grande partie sur la signification morale des droits de l'homme et de la liberté des peuples, ni le discours anti-américain des pacifistes et des tiers-mondistes, reposant sur l'idée d'un impérialisme inhérent à la politique internationale des Etats-Unis, n'ont pu démontrer leur validité. Le premier, parce que ses auteurs (les gouvernements des pays occidentaux impliqués dans l'opération Tempête du désert) ne pouvaient en aucun cas justifier la destruction programmée d'un pays débouchant sur la mort de milliers d'innocents, le second, parce que sa cible privilégiée (le gouvernement américain) n'avait fait, malgré tout, que répondre à une authentique agression impérialiste provoquée par un Chef d'Etat du tiers-monde. Parallèlement, dans le camp arabe, ni le discours de l'unité politique (la mythologie post-nassérienne du panarabisme, de l'universalité de la conscience politique arabe) ni celui de l'essence religieuse de la guerre (la rhétorique de la guerre sainte contre l'Occident et donc de l'universalité d'un combat moral contre les ennemis de l'islam) ne sont parvenus à prouver leur adéquation au réel, et encore moins à modifier le cours du conflit. Le premier, parce que des "frères arabes" finissaient par s'entretuer, les Séoudiens, par exemple, combattant aux côtés des alliés contre les Irakiens, le second, parce que ses auteurs apportaient de manière contradictoire leur soutien à l'entreprise militaire d'un régime

ouvertement laïque et coupable, par ailleurs, d'atrocités commises contre des minorités musulmanes radicales. Cet échec circonstanciel de la pensée politique universalisante est pour le moins frappant (il inclut évidemment, soit dit en passant, l'idéologie du Nouvel Ordre Mondial, elle aussi à vocation planétaire). Mais, au-delà des caractéristiques spécifiques d'un événement momentané, c'est peut-être l'idéologie elle-même comme réponse politique et morale à l'histoire, comme mode d'action politique, qui a rencontré ainsi sa propre mort, au sens où toute idéologie possède une forme ou une autre de prétention à l'universel. En ce cas, la Guerre du Golfe pourrait bien avoir été la première guerre de "la fin des idéologies", ce refrain archi-connu du post-modernisme, dans la mesure, notamment, où leur utilisation extrêmement confuse n'aura pratiquement jamais mené à un engagement autre que militaire. L'Occident, en ce sens, n'aura pas *fait* la guerre. Il s'en sera *défait*, dans un élan irresponsable. Mais une telle fin renvoie sans doute aussi à la fin de la position omnisciente de l'intellectuel devant la guerre, toutes les grilles de lecture habituellement utilisées lors de précédents conflits (les guerres d'indépendance nées du colonialisme, comme la Guerre d'Algérie, ou les guerres nées de la Guerre froide, comme le Vietnam) par celui-ci, s'étant soudainement avérées caduques.

De cette guerre invisible, il me reste cependant quelques images, et c'est à un artiste catalan vivant à New York que je les dois. Son nom est Francesc Torres. Il est l'auteur de nombreuses installations (*environnements*) à contenu socio-politique, présentées dans différents musées et galeries d'art aux quatre coins des Etats-Unis. Son commentaire sur la Guerre du Golfe est essentiellement visuel. Il s'intitule "mémorial"¹ et prend la forme d'une installation aux résonances apocalyptiques. Celle-ci se compose de deux décors distincts plongés dans une semi-obscurité. A l'avant-plan, on peut ainsi observer deux rangées successives de fusils automatiques et de mitraillettes plantés dans le sol. Un tel dispositif scénique évoque sans ambiguïté possible un ensemble de sépultures établies à la hâte pour des soldats tombés sur le champ de bataille. En outre, derrière ce dispositif, on remarque une image frappante projetée sur un écran, celle d'une immense flamme rougeoyante qui troue le bleu du ciel et qui donne l'impression de ne jamais pouvoir s'éteindre. Elle représente, bien sûr, un puits de pétrole koweïtien en feu. Un bruit de fond sinistre se fait également entendre de manière incessante : il suggère le passage répété d'avions de combat et l'explosion de bombes à intervalles fixes. Si nous nous arrêtons ici dans la description de l'œuvre, nous pourrions la considérer comme une simple théâtralisation de la mort et de la destruction collectives qui permettrait de produire, comme son titre l'indique d'ailleurs, une mémoire durable de l'événement. Mais un dernier détail

1 Cet environnement a été présenté au Hirshhorn Museum de Washington D.C., USA, du 13 février au 3 mai 1992.

met en question cette perspective : car ce qui recouvre la crosse de ces fusils plantés dans le sol, ce n'est pas un casque de soldat, comme une sépulture militaire l'exige d'habitude, mais des chapeaux de civils : panamas, chapeaux de paille fleuris, feutres et casquettes de base-ball. Ceux-ci semblent tournés en direction de la flamme projetée sur l'écran. L'artiste introduit ainsi une dimension ironique (et même grotesque) dans son travail : il trouble le spectateur dans cette juxtaposition de détails apparemment incompatibles. Mais l'emploi de cet artifice de mise en scène possède une raison d'être plus profonde. Au delà du jeu et de la gratuité, en effet, il s'agit pour lui d'illustrer avec force un processus spécifique de déperdition d'identité entraîné par la soumission de la guerre à la loi sacro-sainte de l'image. S'il y a eu "manipulation", en ce sens, elle n'a pu que conduire à la disparition de la figure du témoin dans sa division même. Celui-ci a été convié à une fête macabre (et de tels chapeaux nous font penser à des hommes et des femmes se coiffant pour une quelconque activité de loisir, une promenade nonchalante ou une garden-party) dans laquelle le tragique a toujours été confronté aux impératifs du divertissement spectaculaire. Ainsi, la représentation de la guerre, par cette confrontation, est-elle demeurée indéfinie, dans son hésitation permanente entre deux modes d'interprétation. Mais le témoin de cette représentation, en ce cas, a également subi l'impact de cette indétermination. Il s'est retrouvé privé de figure, comme oscillant avec gêne entre la légèreté et la gravité. C'est pourquoi il s'assimile, par son aspect dédoublé, à un mort-vivant. Ces chapeaux suggèrent tous un visage joyeux, en effet, mais associé, alors, dans la composition voulue par l'artiste, à un corps inerte enfoui à jamais dans la terre. Le témoin se fige ainsi dans la position immobile du cadavre : il est lui-même devenu invisible et absent. Il s'est bien détaché du monde et de façon irrémédiable, disparaissant de la réalité sous l'action d'une image à laquelle, pourtant, il ne peut échapper. Un tel détachement le condamne sans aucun doute au silence. Les bruits de fond persistants qui constituent la trame sonore de ce "mémorial" ne laissent aucune équivoque possible à ce sujet : ils donnent l'impression, en effet, d'étouffer obstinément toute forme de parole, dans leur puissance sourde et inquiétante. Le constat proposé par Francesc Torres est dès lors on ne peut plus clair : il a la cruauté des affirmations faussement désinvoltes.

Washington
Georgetown University
Décembre 1992

FEMMES ARABES, GUERRES ARABES

Miriam COOKE*

S'aventurant seule pour la première fois dans la rue, Chérifa ajuste son voile afin que l'œil qui épie ne soit pas vu. Sans égard pour les convenances elle traverse la Médina pour avertir son mari, dissident, que sa vie est en danger. Pendant ce temps, Touma, dans un bar du quartier français tente de paraître naturelle dans ses nouveaux et étranges vêtements et dans un environnement plus étrange encore. Prostituée, sa famille et ses amis la condamnent.

Nuzha, la "prostituée", regarde incrédule les jeunes hommes qui escaladent le mur vers leur mort. Les Israéliens ne tomberont pas à court de munitions. Il faut trouver une autre voie d'accès pour pénétrer dans leur fort. Elle propose de conduire les combattants à l'intérieur du camp par un passage souterrain secret auquel on accède par sa cuisine.

Au paroxysme de la douleur, une femme tente d'empêcher la naissance de son enfant alors que son mari sur le front s'efforce de survivre à des blessures fatales. L'un et l'autre veulent respecter la promesse qu'ils se sont faite, qu'il serait le premier à voir leur fils. L'enfant mort est placé sur la poitrine de l'homme mort.

Trois images de trois guerres arabes : la Révolution Algérienne, l'Intifada et la Guerre irano-iraquienne, moments arrachés à des récits

* Je voudrais remercier Evelyne Accad, Bruce Lawrence, Jane Tompkins et Paul Vieille pour leur lecture de cet article en ses diverses étapes et pour leurs observations. L'article est traduit de l'américain par Anne Norris.

que des femmes ont écrits alors que leur peuple était en guerre. Assia Djebar, Sahar Khalifa et Aliya Talib ont chacune gravé dans l'œuvre de fiction quelques uns des rôles que des femmes ont joué dans un événement traditionnellement considéré comme chasse gardée des hommes.

La façon dont nous parlons d'un événement façonne notre expérience d'un événement analogue à venir. Nous collaborons tous à la formation de l'histoire. Certains événements comme la guerre sont existentiellement si importants pour les sociétés qu'ils requièrent une plus grande participation à l'élaboration tant des discours que des contre-discours. Certaines différences dans les perspectives et dans les rôles socio-politiques, acceptables en temps normal, deviennent intolérables en temps de guerre.

Dans *Writing and War* (1991) (Ecriture et guerre), Lynne Hanley déplore les débats qui, si souvent, surgissent entre ceux qui ont choisi d'écrire à propos de la guerre et leurs critiques.

"Il existe, dit-elle, une distinction rigide entre l'acte de production et l'acte d'interprétation d'une œuvre littéraire, il s'ensuit un débat sur la primauté de chacun de ces actes. Et comme ces débats pour la primauté reposent sur la validité des catégories sur lesquelles ils sont basés, l'esprit militaire littéraire est toujours offensé par l'écriture et les écrivains qui refusent de rester à leur place."¹

Elle exhorte ceux qui écrivent sur la guerre et leurs critiques à travailler de concert sans s'efforcer à mettre en place des hiérarchies de valeur et de "vérité". Sa contribution au projet commun est un volume où alternent nouvelles et essais littéraires. Le projet de Lynne Hanley, à la fois créatif et critique, m'a aidée à situer mon propre travail.

Je ne critique ou décris et n'analyse pas simplement, avec détachement ce que les romanciers et les conteurs arabes ont écrit sur les guerres qu'ils ont vécues. Je conçois mon travail comme faisant partie d'une intervention littéraire plus large : explorer les causes possibles, exposer les effets probables, et, ensuite, imaginer des alternatives.

La prémisse de cet essai est que l'attention portée à la littérature émergeant du sein même de la guerre peut changer la façon dont nous expérimentons et exprimons la guerre. Dans la furie et le chaos de la guerre, beaucoup écrivent; la plupart seront vite oubliés, si même ils sont aperçus. Cependant nombreux sont ceux, parmi ces hommes et ces femmes, rétribués ou non, qui écrivent, qui le font parce qu'ils espèrent, même sans grand espoir, intervenir dans la situation et ainsi contribuer à un changement. Une telle écriture fait partie intégrante de

¹ Lynne Hanley. *Writing War. Fiction Gender and Memory* (Ecrire la guerre. fiction, genre et mémoire), Amherst: University of Massachusetts, 1991, p.8.

l'entreprise de la guerre, et, en tant que telle, elle s'ouvre sur des révélations parfois surprenantes. Si nous souhaitons nous rapprocher de la dynamique de la guerre et pas seulement répéter des histoires de héros et de victimes, nous devons écouter et faire écouter ces écrivains. Cette littérature, davantage que celle conçue dans le confort et la sécurité d'un bureau lambrissé loin de la guerre, peut nous apprendre sur la guerre, sur les façons pour les gens de négocier la violence, et sur la construction de contre-discours.

Ces récits ne peuvent être inventés *ex post-facto*. Ils ont un sens et un pouvoir surtout lorsqu'ils participent à l'action elle-même. Pour localiser et reconnaître ces contre-histoires, nous devons considérer avec sérieux les expériences de guerre immédiatement enregistrées. Cependant, jusqu'ici, peu ont accordé une quelconque valeur à de tels écrits. En général, la seule littérature sur la guerre prise au sérieux est celle qui paraît après que la passion de la guerre se soit apaisée. Dans *Wartime* (1989) (Temps de guerre), Paul Fussell reprend une platitude de la critique littéraire quand il condamne les écrits de militaires retraçant leurs souvenirs du front durant la Deuxième Guerre Mondiale comme "effusion, laïus, clichés motivés par la noblesse d'esprit, le désir de paraître important et l'absence d'esprit critique"¹.

Dans les années 90, deux problèmes se font jour à propos de cette attitude. Tout d'abord les débats sur le canon littéraire ont révélé que des déclarations de type général sur la production littéraire entraînent une forme de censure-réflexe : ne vous fatiguez pas à lire la fiction de guerre européenne publiée entre 1939 et 1945, ou encore des romans ou nouvelles irakiens parus pendant la guerre irano-irakienne de 1980-88; c'est de la camelote. Comme sont publiées beaucoup de fictions, le lecteur avisé n'ouvrira pas les livres qui sont traités de cette façon. Des ouvrages importants peut-être pour leur qualité littéraire, certainement pour leur signification politique sont alors effectivement censurés. Plus crucial encore est le second problème. Il concerne la relation entre guerre et valeurs sociales que la fiction met à jour de façon unique. Le rejet inconsidéré de la fiction écrite en temps de guerre empêche de comprendre que les guerres contemporaines ne se font pas comme la Deuxième Guerre Mondiale ou les guerres antérieures. La guerre aujourd'hui ne ressemble pas toujours à la guerre. Le front qui faisait qu'un espace était autre, propre au combat et à la mort, est maintenant bien souvent entré dans les maisons. Lorsque nous, Occidentaux, regardons le monde tel que nous le connaissons

¹ Fussell, *Wartime. Understanding and Behavior in the Second World War* (Le temps de la guerre. Comprehension et conduites au cours de la Seconde Guerre Mondiale), Oxford U.P., 1989, p.251.

"gush, waffle, and cliché occasioned by high-mindedness, the impulse to sound portentous, and the slumbering of the critical spirit." Ma traduction dans le texte.

s'effondrer, lorsque nous réalisons que la Guerre Froide, qui n'était froide que pour l'Occident, a fait de la guerre en tant qu'attitude, état d'alerte face au danger, en tant que militarisation totale, une part endémique de notre vie quotidienne, nous comprenons qu'il n'est pas si facile de séparer les conflits armés et organisés de la violence non-armée et désorganisée, de distinguer combat et non combat¹. Nous disposons cependant de quelques instruments pour renouveler notre réflexion sur la guerre. La fiction est l'un d'eux. L'écriture dont nous pensons qu'elle appartient au temps de paix peut très bien se relier à la guerre, elle peut ne pas être très différente et pas si facilement séparable de ce qui autrefois s'écrivait seulement à propos d'un événement clairement dénommé guerre.

Depuis le début du conflit irano-iraquien de 1980, des critiques irakiens, tels que Abd al-Sattar Nassir, Salah al-Ansari et Latif Nasir Husayn, se sont demandé si cette guerre était la première à avoir produit autant de ce qu'ils ont appelé une littérature de guerre². Ils utilisent le terme pour désigner une littérature écrite pendant la guerre, qui n'est pas clairement de la propagande. Dans le sens absolu du terme, bien entendu, ce n'est pas vrai. Homère lui-même n'était certainement pas le premier à transformer un combat en récit. Pourtant, ces critiques irakiens pourraient fort bien avoir partiellement raison. Comme le suggère Gareth Thomas, ce n'est peut-être qu'au XX^{ème} siècle, depuis la Guerre Civile Espagnole³, que la littérature de guerre a été consciemment produite comme une part constitutive de l'effort de guerre. Néanmoins cette littérature du temps de guerre, au mieux est sujette à controverse, au pire elle est immédiatement rejetée.

Quand j'ai rencontré l'écrivain libanais Taufiq Awwad dans l'été 1982, il me dit qu'il n'était pas encore temps d'écrire un *Guerre et Paix* de la Guerre Civile Libanaise, ni d'en peindre un *Guernica*. On avait besoin de temps, m'a-t-il assuré, pour distinguer plus clairement les contours de ce chaos. Cependant, déjà à cette époque, beaucoup de femmes et quelques hommes avaient au Liban écrit des bibliothèques entières et peint des galeries de tableaux, et ce qu'ils avaient produit ne pouvait pas être facilement éliminé comme de simples exercices journalistiques ou

¹ A la suite de la Guerre du Golfe, Cynthia Enloe écrit que "la technique de la guerre contemporaine rend non pertinente la division conceptuelle entre combat et non-combat" Enloe "The Gendered Gulf" in Cynthia Peters (ed.). *Collateral Damage. The New World Order' at Home and Abroad*, Boston: South End Press, 1992, p.107. Ma traduction dans le texte.

² Bassim Abd al-Hamid Hammudi, *Al-naqid wa qissat al-harb. Dirasa tahliliya* (Le critique et le récit de guerre), Baghdad, 1986, p.95.

³ Gareth Thomas, *The Novel of the Spanish Civil War* (Le roman de la Guerre Civile Espagnole), Cambridge U.P., 1990, pp. 18-29.

photographiques, comme de simples reportages irréfléchis pouvant rendre compte de l'inattendu.

Awwad demandait nostalgiquement une réflexion Wordsworthienne, ou ce que le critique iraquien Basim Abd al-Hamid Hammudi nommait en 1986 *takhzin* (accumulation). Cependant, Hammudi n'utilise pas la notion dans le sens de Wordsworth et de Awwad. Il rejette l'accumulation parce qu'elle serait préjudiciable à la construction du texte authentique de la guerre. Dans son enthousiasme pour glorifier l'écrivain de guerre, et aussi son critique, Hammudi va plus loin encore qu'Hemingway dans sa plaidoirie pour une "vraie" transcription de l'expérience d'événements majeurs¹; il affirme que la valeur littéraire dérive de la fonction documentaire. En quelque sorte, les événements glorieux engendrent spontanément des textes glorieux.

Je ne suis pas entièrement d'accord avec Hammudi, mais je crois que le roman, le poème, la nouvelle ou la peinture qui émergent directement de l'expérience de guerre (que ce soit sur le front ou dans une situation de combat similaire telles la guerre civile ou l'anarchie sociale), raconte quelque chose d'unique et d'important. Pas seulement à propos des Iraquiens, mais de toutes les sociétés contemporaines en état de guerre. Ce récit récuse le mythe homérique séparant hommes qui combattent et femmes qui pleurent. Ces textes de guerre peuvent aussi jouer un rôle parce que non seulement ils reflètent mais parfois aussi interagissent avec les événements et avec *l'humeur* du conflit. En reprenant et en poursuivant la dynamique de l'expérience, ils organisent un espace où des changements peuvent s'imaginer. Cette possibilité existe parce que la forme finale n'est pas encore fixée; et, grâce à de tels textes, elle ne le sera désormais jamais. L'expérience immédiatement enregistrée conserve le jeu des discours conflictuels du temps de guerre. Dans son poème *War Poet* (Poète de guerre), le soldat britannique Donald Bain saisit la dynamique qui va de l'expérience de l'épreuve à son immédiate narration².

¹ "Hemingway a écrit que certains événements sont d'une telle magnitude que 'si un écrivain y a participé il a l'obligation de les écrire authentiquement plutôt que d'avoir la présomption de les modifier par de l'invention.'" Préface à *The Great Crusade* (La grande croisade) de Regler (1940. in Thomas, p.10).

Ortega y Gasset, de son côté, pensait que "la réalité de l'expérience vécue et l'expression esthétique sont incompatibles en art". Thomas, p.20. Ma traduction dans le texte.

² Donald Baine, "War Poet".

"We in our waste can only see the small components of the scene; We cannot tell what incidents will focus on the final screen.

A barrage of disruptive sound, a petal on a sleeping face,

Both must be noted, both must have their place.

It may be that our later selves or else our unborn sons

Will search for meaning in the dust of long deserted guns.

"Dans notre hâte nous ne pouvons voir que des fragments de la scène;
Nous ne pouvons dire quels événements seront le centre de l'image finale;
Un barrage de sons qui sèment la confusion, un pétale sur un visage endormi,
Tous deux doivent être notés, tous deux doivent trouver leur place.
Il arrivera peut-être que nous-mêmes, ou peut-être nos fils à naître
Chercheront un sens dans la poussière de fusils depuis longtemps abandonnés.
Nous regardons seulement, et indiquons, et écrivons des brouillons.
Nous ne désirons pas tirer la morale, seulement soulager nos gorges poussiéreuses."

A la supposition mélancolique de Baine à propos des analystes de l'avenir, Paul Fussell répond en raillant :

"Mais le temps semble avoir montré à notre être à venir qu'il y avait peut-être moins de cohérence dans les événements de la guerre que nous ne l'avions espéré. Privés d'un centre final à la fois par l'énormité de la guerre et par l'abondance immaîtrisable de ce qu'il en reste de mots et d'images, tout ce que peuvent faire les revisiteurs de ce matériau, allant tantôt d'un côté tantôt de l'autre, est de souligner un petit nombre d'éléments de la scène."¹

C'est exactement cela. Le temps ne permet pas à un sens cohérent d'apparaître comme s'il était immanent aux événements eux-mêmes. Le temps crée une illusion de cohérence qui ne se substitue pas ou ne nie pas les notations impressionnistes de ceux qui ont directement souffert de la guerre.

La guerre s'expérimente en fragments épars. Que doit faire le participant de ces minces éléments de la scène qui n'ont d'autre lien que le sujet qui les a éprouvés? Que doit-on faire du barrage de sons qui sèment la confusion et de pétales sur un visage endormi? Ils n'ont aucune signification sauf s'ils correspondent à une signification plus vaste, à un cadre ou mieux à un mythe, un mythe de guerre. Les mythes de guerre de nombreuses cultures, y compris du monde arabe, désignent des espaces propres pour des actions spécifiques et des protagonistes pour des rôles stéréotypés. Quand le combat est terminé et attend d'être décrit, compris et surtout justifié, alors le mythe de la guerre est invoqué comme principe ultime de compréhension.

We only watch, and indicate, and make our scribbled pencil notes.
We do not wish to moralize, only to ease our dusty throats."
Ma traduction dans le texte.

¹ Fussell, *Wartime*. Op. cit. Ma traduction dans le texte.

Mais comment ce mythe est-il évoqué et qui l'évoque? Dans quelle mesure le barrage de sons qui sèment la confusion, et les pétales sur un visage endormi, ensemble ou séparément, évoquent-ils le mythe? Cela dépend de la façon de raconter le récit et de qui le raconte. Cependant, dans les mythes de la plupart des cultures si ces éléments renforcent la représentation que la guerre est une arène pour l'étalage de la masculinité et de l'héroïsme des hommes, ils seront retenus; si ce n'est pas le cas, ils seront oubliés. Ainsi, les détails ne sont pas importants en eux-mêmes, ils n'acquièrent de signification de grande portée que s'ils trouvent un contexte et un narrateur qui les utilise. Les éléments incongrus, tels que des femmes héroïques combattantes, peuvent intriguer un moment, gêner des catégories et des classifications faciles et apparemment évidentes. Si pourtant, ne leur est pas donné de signification propre dans leur contexte propre, par des narrateurs multiples, si on ne leur permet pas de fonctionner hors du moule mythique, trop souvent masculin, ils seront vite oubliés. Je désire que ces détails incongrus, ces femmes héroïques combattantes, survivent à l'épreuve du temps.

La liberté d'écrire immédiatement l'expérience de guerre contrecarre les manipulations du temps et détruit les catégories nettes et généralement dichotomiques qui ont façonné la narration de la guerre occidentale depuis Homère, et de la guerre arabe depuis le *Ayyam al-Arab*. Elle donne à voir les falsifications éhontées inhérentes aux autres récits de la guerre, qui continuent à rendre compte de toutes les expériences de guerre, au delà de leurs différences, dans les mêmes termes mythiques. Le récit de guerre occidental ancien, et aussi le récit du monde arabe effacent l'expérience en la compressant dans un moule bipolaire. Lorsque des critiques, comme Paul Fussell, rejettent dédaigneusement comme catharsis toute littérature de guerre non médiatisée par le temps, ils rejettent effectivement, me semble-t-il, non pas tant le récit que ses effets, ce qu'avec raison, ils perçoivent comme des signes menaçants de changement dans le récit. Tant de bouts d'histoire décousus ne seront jamais reliés clairement. Cette situation est intolérable, puisque dans la guerre, sans clôture, le sens est incertain. Dans la guerre, sans une signification claire, on doute du projet de la guerre; et quand il y a doute, il y a affaiblissement de la volonté de combattre. Le spectre de l'émasculatation, l'alter-ego redouté du héros masculin, se précise.

Lynne Hanley attribue le besoin masculin de temps et l'ordre dichotomique qu'il introduit, à l'esprit guerrier qui crée

"des catégories arbitraires présumées mutuellement exclusives et hostiles (moi/l'autre, masculin/féminin, blanc/noir, nous/eux) et qui met ensuite l'accent sur la suprématie de l'une des catégories sur l'autre. ... Puisque l'affirmation de la suprématie de l'une des catégories sur l'autre requiert avant tout une définition rigoureuse de

l'appartenance, l'âme guerrière résiste toujours à une érosion de ses "limites mystiques"¹

Que l'insistance sur ces limites mystiques dénote en elle-même une humeur guerrière est contestable, mais je prétends que ces limites jouent un rôle important dans la construction, la justification et la possibilité d'une réitération aisée et permanente de la guerre et de sa narration. Il n'y a rien de nouveau dans le fait que les notions de front et d'arrière, de combattant et de civil, d'allié et d'ennemi, d'action défensive et offensive, de victoire et de défaite ne soient pas faciles à distinguer². Ce n'est pas nouveau, les combattants ne sont pas toujours des hommes, les non-combattants ne sont pas forcément femmes ou féminisés, et pourtant, telle est la trame qui a façonné les récits de guerre dans la plupart des cultures. C'est de cette façon qu'on se souvient de la guerre jusque vers la fin du XXème siècle, peut-être jusqu'à la guerre du Vietnam et à la période post-coloniale.

Depuis les années soixante, la nouveauté est que les limites mystiques qui ont dessiné un monde binaire ont commencé à être mises en représentation et à être discutées. Cette représentation et cette discussion ont révélé que les limites mystiques sont, en partie au moins, responsables de la poursuite de la guerre. Depuis le Vietnam et la période post-coloniale il s'est passé que la guerre, de façon croissante, est représentée comme débordant ses limites conventionnelles. Ce n'est pas une société en paix mais une société en état de guerre qui non seulement tolère mais encore encourage la croissance d'un complexe militaro-industriel. Dans cette période post-coloniale, les métaphores guerrières sont nombreuses, mais je suggère que, par leur abondance même, elles cessent d'être simples métaphores. "Les métaphores peuvent tuer"³, dit très directement le socio-linguiste George Lakoff. La guerre de la drogue dans les centres urbains, avec l'apothéose des émeutes du procès Rodney King à Los Angelès en avril 1992, les guerres ratées contre la pauvreté sont le produit de la militarisation d'une société post-moderne. Dans *Pure War* (La guerre à l'état pur) (1983) Paul Virilio écrit que *volens nolens* nous sommes les combattant civils d'une guerre hi-tech à l'état pur "qui n'est

¹ Lynne Hanley, *Writing War*. Op.cit., p.7. Ma traduction dans le texte.

² Il est intéressant de noter ici que Saddam Husain a célébré l'anniversaire de la fin de la Guerre du Golfe en disant "Nous sommes sortis triomphants de cette guerre." Jim Hoagland, "Unfinished Business Muddies Impact" (Les choses non-terminées brouillent leur effet) in *The Denver Post*, 12 Janvier, 1992, 18A.

³ George Lakoff, "Metaphors and War: the Metaphor System Used to Justify War in the Gulf" (Métaphores et Guerre: le système de métaphores utilisées pour justifier la Guerre du Golfe). *Journal of Urban and Cultural Studies*. 2/1 (1991), pp. 59-72.

pas jouée en représentation, mais dans une préparation infinie [qui conduit] à un non-développement généralisé ... des sociétés civiles". On peut regretter qu'une affirmation aussi grandiose ne soit pas appuyée sur des éléments de preuve. Nous pouvons cependant poursuivre la thèse de Paul Virilio et examiner s'il a bien esquissé les conditions d'un monde où la violence devient sa propre justification.

Les guerres post-coloniales, comme la Guerre du Vietnam et la Guerre du Golfe, ont fait exploser les oppositions binaires, submergé toutes les catégories. Au Vietnam la confusion entre le combattant et le paysan, entre l'allié sud-vietnamien et l'ennemi vietcong qui se ressemblent, entre masculinité et féminité sont devenus des lieux communs des films américains et des représentations littéraires. Parfois même les limites entre la guerre et sa représentation s'effacent, de sorte que la représentation ne peut plus être considérée comme une "non-réalité", mais plutôt comme une partie de la réalité. Pendant le tournage d'*Apocalypse Now*, Coppola et l'armée philippine s'échangeaient du matériel militaire en fonction des besoins.

Le mélange de la réalité et de la représentation qui a marqué le conflit vietnamien peut être observé dans d'autres guerres post-coloniales; à Soweto comme en Cisjordanie, manifestations et représsailles militaires se confondaient avec des représentations de théâtre de rue¹. Dans la période post-coloniale, la guerre s'est technologisée au point que sa représentation s'est impliquée dans sa réalité. "La fusion du théâtre et de la guerre, la guerre comme théâtre, écrit Simon During, est un produit des technologies de communication modernes."² Les médias sophistiqués entrent en interaction et parfois supplantent les super-canon. Les téléspectateurs, Baudrillard l'a noté, comprennent de plus en plus que les médias font disparaître le fossé entre la réalité de la guerre et sa représentation. Le reportage de la Guerre du Golfe aux États Unis est remarquable quant à cette concaténation. Beaucoup ont parlé de la disparition des limites entre le télé-objectif des pilotes-bombardiers et les télé-spectateurs américains.

"L'enregistrement visuel de cette guerre, écrit Judith Butler, n'est pas une réflexion sur la guerre mais une représentation de cette structure fantasmatique, en fait une part des moyens mêmes grâce auxquels elle est socialement constituée et entretenue comme guerre. La soit-disant "bombe intelligente" filme sa cible lorsqu'elle la

¹ Susan Slymovics, "To Put One's Fingers in the Bleeding Wound. Palestinian Theater under Israeli Censorship" (Mettre les doigts dans la plaie. Le théâtre palestinien sous censure israélienne), *The Drama Review*. 35/2 (T130), Summer 1991, pp.18-38.

² Simon During, "Postmodernism or Post-colonialism Today" (Post-modernisme ou post-colonialisme aujourd'hui). *Textual practice*, 1/1 (1987), p.37.

poursuit pour la détruire - une bombe qui porte une camera à son extrémité, sorte de phallus optique; elle envoie ses images au poste de contrôle et ces mêmes images sont retransmises à la télévision. L'écran de télévision et son spectateur sont transformés en extension de la bombe elle-même; en regardant nous bombardons, identifiés à la fois au bombardier et à la bombe ... mais nous sommes installés sur le divan de notre propre salon"¹.

Pourtant, au cours de la Guerre du Golfe, la concaténation de la réalité et de la représentation dans les médias, est allée au-delà de la disparition de l'écran; cette concaténation avait avant tout trait au rôle des médias dans la guerre. La chronique de la couverture de la guerre révèle que les médias ont sans cesse glissé entre le renforcement et l'amenuisement de leurs différences avec la réalité vécue dans le désert arabe. Dans leur fonction de représentation, ils paraissaient maintenir une perspective indépendante qui leur permettait de se centrer et de nommer ce qu'ils voulaient : une ligne dans le sable pouvait être la métaphore d'un front imprécis entre les deux armées, tout autant que la désignation de limites très précises entre deux zones. En tant que participants, ils perdaient cette liberté et se trouvaient contraints par leur désir de pouvoir et d'influence². Entre août 1990 et mars 1991, il n'était pas toujours évident que c'était le Général Norman Schwarzkopf qui informait le journaliste de télévision Ted Koppel; il semblait souvent que c'était l'inverse³.

La liberté et le choix de raconter et représenter directement l'expérience de la guerre saisissent ces moments paradoxaux. Elles ne tentent pas de résoudre le paradoxe en éliminant les éléments gênants, elles permettent la coexistence des contradictions. Elles révèlent ainsi que la violence non-armée, désorganisée, éloignée du théâtre des opérations se situe en continuum avec le tout "organisé" nommé guerre. La reconnaissance de ce continuum s'oppose à la désignation automatique de qui a le droit d'écrire quand et sur quoi. Comme, dans les guerres civiles actuelles telles que celles du Liban, d'Irlande du Nord, du Sri Lanka, et, de plus en plus, des centres urbains américains, il est de moins en moins clair quand c'est la guerre, et quand la paix⁴, il est

¹ Voir par exemple, William Hoynes, "War as Video Game: Media Activism, and the Gulf war" (La Guerre comme jeu vidéo: l'activisme des médias et la Guerre du Golfe) in Peters, *Collateral Damage*, pp.305- 326.

² Judith Butler, "The Imperialist Subject". *Journal of Urban and Cultural Studies*, 2/1 (1991), pp.75-76.

³ L'affirmation que le Vietnam a appris aux militaires à marginaliser la presse sont journalièrement réfutées.

⁴ Dans le poème de Yasmine Gooneratne sur la guerre civile au Sri Lanka intitulé "The Peace Game" (Le jeu de la paix), elle écrit à propos d'enfants qui

aussi difficile de déterminer quand un écrivain écrit à propos de la guerre ou de la paix; surtout lorsque se multiplient des euphémismes du genre "les événements", "la situation", "les dommages collatéraux". Non seulement l'espace de la guerre mais aussi la corporation de ses écrivains se désagrègent : la narration des guerres post-coloniales n'est plus la chasse gardée des hommes. La narration des guerres, "domaine des hommes", peut aussi s'interpréter comme narration de la paix, "domaine des femmes".

Avant le Vietnam, le Liban et la Guerre Froide, les femmes n'étaient pas supposées écrire sur la guerre, ou, comme Cassandre, elles n'étaient même pas supposées *parler* de la guerre. Margaret Higonnet a montré comment l'institution littéraire européen a rejeté les écrits de femmes à propos des deux guerres mondiales¹. Le prétexte était que les femmes ne pouvaient pas éprouver la guerre directement, et que faute de cette expérience, elles ne devaient pas prétendre écrire sur le sujet. Mais est-il vrai que les femmes n'ont pas eu l'expérience de ces guerres? Non, bien entendu. Cependant parce qu'on ne l'avait pas écrit ou qu'elles ne l'avaient pas elles-mêmes écrit dans la guerre, avec le temps, il a été facile de conclure qu'elles n'avaient pas été là. Entre temps, les guerres avaient été re-construites ou plutôt recréées pour correspondre aux mythes culturels définissant la façon de se représenter la guerre. Ambiguïtés et incohérences étaient éliminées; les hommes combattaient, les femmes regardaient. Les combattants parlaient d'autres combattants, les femmes attendaient et écoutaient.

Les guerres du monde arabe d'après 1948 montrent les transformations de la réalité de la guerre et de sa représentation au cours de la période post-coloniale. La transformation est à la fois militaire et discursive. Je porterai ici mon attention sur les effets littéraires de cette transformation qui concernent les femmes : représentation de leur participation au combat qui n'est pas uniforme, et contrôle de leurs écriture qui ne l'est pas davantage. Pendant la Révolution Algérienne tout comme en Israël avant 1967, les femmes arabes ont combattu, mais elles ont combattu à titre d'hommes, et les écrits de femmes étaient sujets au contrôle des hommes, et, en conséquence, souvent aussi à une censure intériorisée. Bien que la façon de combattre et d'écrire la guerre soient à la veille d'un changement, la pression de la conformité aux formes conventionnelles de raconter la guerre était trop forte pour

jouent à la guerre et à la paix. Elle conclut : "Nous appellions ce jeu 'Paix' ou bien 'Guerre', je ne sais plus"

¹ Margaret Higonnet, "Not So Quiet in No Woman's Land" (Pas si calme dans le no women's land) in *Gendering War Talk*, Miriam Cooke et Angela Woollacott (eds.), Princeton, 1993. Voir aussi *Three Guineas* de Virginia Woolf où elle déclare que les femmes n'ont pas été considérées capable d'écrire sur la guerre.

qu'on lui résiste. Cela n'est plus le cas dans les territoires occupés par Israël après 1967, au Liban ou même en Iraq.

La Révolution Algérienne de 1954-62 présente un paradoxe : elle pose un précédent pour la visibilité du rôle des femmes dans un lutte nationale, et pourtant elle est considérée comme la source de leurs problèmes dans la société patriarcale post-coloniale à laquelle cette Révolution a donné naissance. Plusieurs raisons peuvent être avancées de l'échec des femmes à utiliser les opportunités qui leur étaient offertes par la Révolution Algérienne. Tout d'abord, les années de la domination française et les efforts pour se rallier les femmes algériennes grâce à un programme d'éducation et d'acculturation a engendré une société ultra-conservatrice, résistant à des valeurs nouvelles comme les droits des femmes; ils apparaissaient liés au colonisateur haï et maintenant expulsé. Les femmes algériennes ne disposaient pas en conséquence d'un contexte féministe où situer leur lutte. La portée de ce manque est à la fois militaire et littéraire. Les femmes ont fait ce que les hommes voulaient qu'elles fassent. Même lorsqu'elles avaient la responsabilité d'opérations militaires¹, elles prenaient la place d'hommes sans jamais mettre en lumière leur altérité dans les nouveaux rôles, la nouveauté radicale de leur visibilité et de leur conduite. Le travestissement exigeait la conformité aux règles commandant le rôle. Elles ne pouvaient ainsi modifier ni le rôle ni leur conscience. Pensant comme des hommes, elles attendaient que leur participation et leur sacrifice soient récompensés. Elles ne réalisaient pas qu'il leur fallait se battre pour obtenir d'être reconnues et pour qu'on se souvienne d'elles. Elles n'ont pas compris qu'elles ne pouvaient se permettre d'être prises dans la guerre des symboles qui suit toujours la guerre des armes. Elles ont accepté leur retour au foyer, au domaine des activités de femmes, comme symbole du retour à la "paix". La paix ne pouvait être préservée que par la certitude qu'il n'y aurait plus d'ambiguïté dans les rôles des hommes et des femmes.

Les femmes algériennes n'ont reconnu ni l'importance du maintien de l'ambiguïté des rôles créée par des femmes agissant à la place d'hommes, ni les avantages qui pouvaient être gagnés par la confusion des attentes de comportement des hommes et des femmes. Contrairement à leurs sœurs, élèves et héritières spirituelles, de l'Irlande du Nord² à la Palestine, elles n'ont pas compris que pour changer le

¹ Bouthaina Shaaban. *Both Right and Left Handed. Arab Women Talk about their Lives* (A deux mains. Les femmes arabes parlent de leurs vies) , Women's Press, 1988, pp.182-219.

² Rita O'Hare, directrice du Département des affaires féminines du Sinn Féin, a dit, en 1981, à la Conférence des femmes irlandaises unifiées : "Les femmes dans le Mouvement Republicain ont travaillé au cours des dernières années pour la reconnaissance par le Mouvement, et recueilli la reconnaissance de l'importance de la construction et du développement d'une

statu quo, elles devaient (i) souligner leur importance *en tant que femmes* dans le succès militaire algérien; (ii) affirmer continuellement, en particulier par l'écrit, leur présence et l'importance de leur présence de façon à ne pas être ignorées ou réprimées; (iii) exprimer leur expérience non comme travestissement, mais comme transformation; (iv) agir en fonction du discours qu'elles avaient ainsi créé. Bien entendu de nombreuses Algériennes ont écrit, mais plus tard. C'était insuffisant d'écrire plus tard. Elles auraient dû écrire immédiatement. Comme elles ne l'ont pas fait, les écrits masculins ont inondé le marché. C'est pourquoi le récit dont nous disposons maintenant à propos des femmes dans la Révolution Algérienne raconte *ce qui est arrivé aux femmes* et non *ce que les femmes ont fait*. Même l'histoire de Djamila Boupacha est d'abord connue par les écrits de Simone de Beauvoir et de Gisèle Halimi.

La lecture comparée de la littérature de guerre écrite par des femmes et de celle écrite par des hommes algériens montre des femmes qui ignorent elles-mêmes leur importance, et des hommes qui la connaissent et réagissent de manière disproportionnée. Ces écrits rappellent ceux de la période qui a suivi la première Guerre Mondiale, qu'analysent Sandra Gilbert et Susan Gubar dans *No man's land. The Place of Women Writers in the 20th Century* (1988) (*No man's land. La place des femmes écrivains dans le XXème Siècle*). Alors que les écrivains femmes britanniques étaient à peine conscientes du sens de la nouvelle visibilité des femmes et plus particulièrement de leur participation à la Grande Guerre, les hommes étaient rongés d'anxiété. En Algérie, des hommes tels que Mohammed Dib, Mouloud Feraoun et Malek Haddad ont décrit d'un côté des méduses et des filles monstrueuses, de l'autre des hommes intelligents paralysés et impotents. Bien que des femmes écrivains comme Djamila Debèche et Assia Djébar en soient progressivement venues à écrire sur la guerre, elles étaient moins concernées par leur juste rétribution que par la fin de la guerre. Le problème persistant du biculturalisme, c'est-à-dire une éducation de style européen conduisant à certaines attentes, et un mariage dans des conditions non-européennes rendant risibles de telles attentes, a été censuré de la fiction par les femmes parce que les

ligne de conduite réelle dans les luttes des femmes, et de la tentative de la mener à bien, tout comme on avait reconnu l'importance du développement de la lutte dans le mouvement ouvrier, sans laquelle le socialisme ne peut être conçu. ... Après les luttes de libération nationale dans le monde entier, nous avons assisté à des tentatives de renvoyer les femmes qui avaient pris une part active dans les luttes à des rôles subordonnés dans la nouvelle société. Ce danger ne peut pas être circonscrit en restant de côté. Il ne peut être totalement repoussé que par la participation la plus large possible de femmes déterminées dans leur cœur à gagner cette lutte." *Iris. The Republican Magazine*, 7, novembre 1983, p.22.

hommes ont demandé une attention totale à la lutte nationale. Dans *Les Enfants du Nouveau Monde* (1962), écrit et publié dans la dernière année du conflit, Assia Djebar parle des nouveaux rôles joués par les femmes, mais sans prendre la mesure du moment. Même la première et dramatique sortie de la maison, et la traversée de la ville par Cherifa voilée sont présentées comme intimidantes plutôt que procurant un sentiment de puissance. Les héroïnes semblent ignorer le profit qu'elles pourraient tirer de l'expérience de la guerre. Et même lorsque les femmes ont combattu en tant que femmes, donnant leurs corps à la cause en s'habillant alternativement à la française pour pouvoir placer des bombes dans la ville nouvelle, puis en se revoilant de façon à cacher les bombes qu'elles déplacent dans la Médina, l'appréciation d'Assia Djebar est négative : Touma est clairement une prostituée. Le fait que, comme des femmes dans les deux guerres mondiales, les Algériennes aient effectivement rempli des rôles traditionnellement assignés à des hommes n'a rien fait pour changer leur propre image. Elles en sont restées aux rôles que la société leur avait assignés. Ni elles-mêmes ni le contexte n'ont été redéfinis pour s'accorder à une nouvelle réalité. Les femmes qui pendant un certain temps avaient fait ce que les hommes font, sont retournées aux choses des femmes. Le *statu quo ante* redevenait le but dominant de tous : pour les hommes il signifiait la réaffirmation de leur contrôle sur la famille, pour les femmes il signifiait que la guerre était finie, que les étrangers avaient été chassés. Le besoin de paix et d'auto-détermination après près d'un siècle et demi de résistance et de tutelle écartait la possibilité du changement. Beaucoup plus tard seulement, on a commencé à comprendre les leçons des autres guerres du XX^{ème} siècle, de la Guerre Civile Espagnole en particulier : les guerres politiques sont souvent inséparables des révolutions sociales¹. Faute d'un effort concerté de la part des femmes pour changer leur situation, ou seulement même pour écrire sur la guerre comme transformation, les hommes algériens ont rapidement imposé un système néo-traditionnel qui a privé de voix les redoutées "nouvelles femmes". Les écrits littéraires corroborent l'hypothèse socio-politique récente de femmes comme Marie-Aimée Hélie-Lucas que les Algériennes n'ont pas tant été forcées au retour dans un statut oppressif qu'elles ont été paralysées dans la poursuite d'opportunités qu'à l'époque elles n'avaient pas reconnues².

¹ Thomas écrit que cette relation est "un aspect positif qui fait défaut dans le roman de guerre classique. L'homme n'est pas ici une pion de la classe dirigeante envoyé pour combattre une guerre coloniale dans les intérêts de l'exploitation capitaliste, mais un défenseur des droits par la force de l'action politique et syndicale collective." Thomas, p.13.

² Marie-Aimée Hélie-Lucas, "Women, Nationalism, and Religion in the Algerian Struggle" (Les femmes, le nationalisme et la religion dans le conflit

La transformation de l'écriture de guerre au cours de la période post-coloniale se lit dans une seule des littératures du monde arabe : celle des Palestiniennes à propos de deux guerres avec Israël, la guerre de 1948 et l'Intifada, près de quarante ans plus tard. Nombreux sont ceux, surtout parmi les politistes, qui refuseraient de parler de guerre à propos de l'Intifada, sauf dans un sens métaphorique¹. A mon sens, cependant, elle en est une. L'Intifada n'est certes pas une confrontation d'armées, mais celle de toute une nation à l'armée d'un Etat-nation. Elle fonctionne pourtant avant tout dans les paramètres d'élaborations militaires.

Les écrits des hommes et des femmes provenant de cette région dans la période qui suit immédiatement 1948, reflètent une grande ambivalence tant à l'égard des Israéliens, qu'à propos du statut et de l'avenir de ceux qui écrivent. La colère qui apparaîtra dans les écrits palestiniens à travers le monde après la guerre de 1967 est encore peu présente. Le souci majeur des écrivains, hommes et femmes, qui vivent à l'intérieur d'Israël est alors de survivre avec dignité et d'établir une société juste même si elle est patriarcale. Du sentiment que des changements radicaux sont nécessaires pour faire face à de nouveaux défis n'existe encore aucun signe. Bien au contraire, l'accent est mis, souvent par des femmes comme Najwa Qawar Farah, sur le respect des valeurs et des rôles traditionnels par les femmes en particulier.

1967 est le début d'un tremblement de terre. Les guerres du monde arabe qui, jusque là, avaient été traitées comme des événements discrets, généralement en relation avec un pouvoir colonial, en viennent à être regardées comme système. La cause palestinienne devient une cause pan-Arabe, pas toujours dans la réalité mais certainement dans la rhétorique. En même temps apparaît un changement dans les attentes relatives à la conduite des femmes palestiniennes, et dans leur écrits. Cinq ans après la fin de la Révolution Algérienne, les Palestiniens en invoquent les leçons : l'utilisation de la violence dans la lutte pour l'indépendance; le rôle indispensable des femmes dans la libération nationale, l'importance pour les femmes de demeurer vigilantes sur tous les fronts de façon à faire face à ce que le critique littéraire bell hooks a appelé "l'emboîtement des systèmes de domination"² qui conduirait à la

algérien) in *Opening the Gates. A Century of Arab Feminist Writing*, Virago/Indiana U.P., 1990, pp.104-114.

¹ Paul Vieille dans un commentaire sur cet essai a écrit que l'intifada n'est "pas une guerre dans le vrai sens du terme, i.e., la confrontation d'armées. C'est plutôt une nouvelle forme d'opposition à une domination nationale, une résistance non-militaire à l'oppression. Ce n'est une guerre que dans un sens métaphorique." Lettre du 20 juin 1992.

² bell hooks. *Talking Back*. Boston: South End, 1989, p.175.

répétition de l'expérience des Algériennes¹. Les femmes écrivains palestiniennes, comme les irlandaises et sud-africaines, proclament que non seulement les rôles tant nouveaux que traditionnels des femmes, mais aussi le féminisme en tant qu'idéologie de changement social radical sont vitaux pour la révolution nationalitaire.

Déjà vers la fin des années 60 et dans les années 70, les poésies, les autobiographies, les romans et les nouvelles de Fedwa Tuqan, Sahar Khalifa et Halima Jauhar, avaient dessiné les contours de l'Intifada qui a effectivement commencé en 1987. Le soulèvement populaire a repris le terme utilisé par les femmes pendant vingt ans pour désigner les formes de résistance propres aux femmes, à l'agression israélienne à Gaza et en Cisjordanie. Ces formes correspondent à des stratégies que les femmes ont commencé à pratiquer *dans le monde entier*. Les Mères d'Afrique du Sud et de Yougoslavie, les Femmes en noir d'Israël, les Madres de la Plaza de Mayo ont toutes reconnu le pouvoir du spectacle². Les femmes, particulièrement en tant que *mères*, ont théâtralisé les confrontations et le combat pour occuper l'espace et attirer l'attention publique. Contre les armes, elles utilisent les médias.

Cette initiative et le leadership des femmes *en tant que femmes*, dans la lutte nationalitaire est l'un des aspects les plus visibles du changement de la guerre dans la période post-coloniale. Dans leur lutte pour le contrôle de l'espace et de l'attention publics, elles ont refusé de jouer des rôles masculins. Comme jamais auparavant les femmes occupent ce qui se définissait comme terrain spécifiquement masculin,

¹ Dans son roman de 1980, *Abbad al-shams*, Sahar Khalifa écrit : "Qu'est-il arrivé aux Algériennes après l'indépendance? Elles sont retournées aux règles du harem et au voile. Elles ont lutté, porté des armes, été torturées dans des prisons françaises - Jamila, Aisha et Aishas. Et puis quoi? Elles sont sorties dans la lumière et les hommes les ont laissées dans le noir. C'était comme si la liberté était la propriété exclusive des hommes. Et nous alors? Où est notre liberté et comment pouvons nous l'obtenir? Ils ne nous décevront plus!" (p. 119).

² Michael Rogin dit que le spectacle "définit, dans la représentation post-moderne, la rupture historique entre la société industrielle et la société post-industrielle - l'une basée sur la production de produits durables, l'autre sur l'échange d'informations et de services. Avec la dissolution des subjectivités individuelles et de sphères autonomes différenciées, non seulement la relation entre l'objet et son utilisation devient arbitraire ... mais aussi un soin attentif de la représentation déplace l'attention de l'objet à sa représentation hyper-réelle et reproductible. La société du spectacle propose une unification et un sens illusoires, dit Guy Debord, elle écarte l'attention des producteurs et des classes en conflit. Dans la formule de Jean Baudrillard, des jeux de simulacre ont entièrement remplacé le réel, et n'offrent pas même une fausse représentation d'autre chose que d'eux-mêmes." Rogin, "Make my Day! Spectacle as Amnesia in Imperial Politics" *Representation*, hiver 1990, p.106.

mais elles le font en tant que femmes, et, en particulier, en tant que mères. La femme dont la résistance en tant que femme réussit ne peut pas être absorbée dans un mouvement social non sexué, neutre, ou mieux encore masculin. D'un espace dont elle était présumée exclue, elle a affirmé son droit à relancer l'action. Le système est en crise, et les normes sociales habituelles sont suspendues. Non seulement elles accèdent à cet espace, mais le fait d'y accéder change cet espace en hyper-espace. Ce n'est plus le front, cet espace dont Cynthia Enloe dit qu'il doit être constamment redéfini, déplacé afin de demeurer un espace dont les femmes sont absentes. C'est devenu l'hyper-espace de l'intérieur, ce que Doris Lessing appelle "une habitude de l'esprit, une structure de l'émotion, une prédisposition culturelle"¹, ce lieu ambigu qui n'est ni l'arrière ni le front parce qu'il est devenu l'un et l'autre. Là vivent ceux que Paul Virilio nomment "les combattants civils" qui ne sont ni civils, ni combattants parce qu'ils sont désormais à la fois l'un et l'autre.

Les écrivains femmes palestiniennes sont conscientes des avantages du mélange des rôles et des sexes dans l'hyper-espace; elles décrivent et, ainsi, affirment le procès. Leurs récits de femmes sortant dans les rues, et, sous l'œil constamment vigilant des télévision internationales, affrontant les soldats avec des corps vulnérables de femmes et d'enfants, montrent la confusion à laquelle sont désormais réduites les dichotomies familiales qui organisent, chez les Israéliens, les représentations et l'apprentissage de la guerre. Après que les hommes, en décembre 1987, aient repris en charge l'Intifada, sa nature spécifiquement féminine a changé. Ce qui était happenings sporadiques et individuels, a dès lors été contrôlé et stratégisé. L'utilisation des armes a été encouragée, les jeunes hommes portant le symbole national, le *kuffiyeh* (l'écharpe à carreaux nouée autour de la tête d'une manière distinctive), sont devenus des soldats, et il est devenu "légitime" de tirer.

Dans son roman de 1990, *Bab al-Saha*, Sahar Khalifa explore les attitudes féminines en face de l'organisation, de la centralisation de la résistance, et de la mobilisation des jeunes hommes. Nuhza, l'héroïne, prostituée, fait admettre par les hommes qui entrent dans sa vie que les moyens de la lutte féminine, des moyens domestiques souvent, que la lutte sans armes, désorganisée et fragmentée, était la meilleure façon d'atteindre les résultats désirés. Après avoir vu une vingtaine d'hommes escalader un mur pour mourir en tentant d'investir un poste militaire israélien, la prostituée propose un autre moyen d'accès; passer par une trappe de sa cuisine, suivre un tunnel et remonter au milieu du dispositif ennemi².

¹ Lynne Hanley, *Writing War*. Op.cit., p.7.

² Lorsque j'ai interviewé Sahar Khalifa à Nablus en juin 1991, je lui ai posé des questions au sujet du symbolisme domestique évident de son roman le plus

Plus que l'Intifada qui brouillait et défilait certaines des dichotomies habituelles de la guerre, mais devait en accepter d'autres, la Guerre Civile Libanaise a rejeté les catégories conventionnelles. Elle a battu en brèche et miné toutes les distinctions en noir et blanc qui, une fois établies, permettent la répétition éculée du récit de la guerre, ce squelette familier et rassurant que nous ravivons avec de nouveaux détails. La Guerre Civile Libanaise s'est prêtée à de multiples narrations non orthodoxes, surtout par les femmes¹. Elle a permis aux femmes de re-écrire la violence de sorte que, par exemple, la passivité, endémique à de nombreux moments, a pu s'écrire comme activisme. Cette transformation discursive peut être lue dans l'évolution des descriptions féminines de l'attente, cette dimension de la guerre que Paul Fussell trouve tellement débilatante, probablement parce que si féminisante². Pendant les sept années qui ont précédé l'invasion israélienne de 1982, des femmes comme Emilie Nasrallah ont successivement parlé de leur présence au Liban et de leur attente d'abord comme "ne rien faire", puis comme "survie" et, finalement, comme "résistance". Avec le temps, elles ont décrit leur présence au Liban, au départ irréfléchi, comme un besoin, la manifestation d'un instinct maternel. Le Liban était un enfant qui souffrait, il devait être protégé. Si les mères, non pas bien sûr les mères biologiques, mais plutôt ce que Sara Ruddick appelle "celles qui pensent en termes maternels" (*maternal thinkers*), ne prenaient pas soin du Liban, qui le ferait?³

Au début des années 80, les écrits de femmes deviennent plus assurés et consciemment résistants. La tolérance pour ceux qui partent disparaît rapidement. Les femmes réalisent que lorsque se présente une occasion de départ, ce sont généralement les hommes qui partent et que les femmes restent. Et quand elles restent, elles demeurent vigilantes en face de la guerre. Lorsque la ligne de démarcation entre l'Est, à prédominance chrétienne, et l'Ouest musulman se ferme, ce sont les femmes, note Evelyne Accad, qui organisent les marches de protestation, ou, comme Andrée Chéhid, écrivent sur elles. Elles croient envers et contre tout, la réunification possible, et dans ce but sont prêtes à sacrifier leur vie⁴. Non que les hommes soient privés d'une conscience que les femmes possèdent, plutôt elles ont une notion

récent. Sa réaction a d'abord été la confusion puis l'amusement. Elle n'avait pas consciemment choisi la cuisine, mais elle était maintenant ravie de son choix.

¹ Miriam Cooke, *War's Other Voices. Women Writers on the Lebanese Civil War*, Cambridge U.P., 1938.

² Fussell, *Wartime*. Op. cit. pp. 75-78.

³ Sara Ruddick, *Maternal Thinking. Towards a Politics of Peace*, Boston: Beacon Press, 1989.

⁴ Evelyne Accad, *Sexuality and War. Literary Masks of the Middle East*, New York U.P., 1989. pp.78-90.

différente de leur responsabilité. Là où les hommes, écrivains ou protagonistes de récits féminins, désignent comme responsables les autres, et, en particulier, les combattants et tous les -ismes possibles, les femmes constamment affirment que la responsabilité se partage entre tous. L'innocence individuelle, insiste Ghada Samman, n'est pas possible dans une société coupable¹. Les écrits de femmes énoncent la transformation de leur conscience. Alors qu'au départ elles étaient restées par atavisme, elles restent désormais pour résister à la destruction totale du Liban. Avant tout, elles restent pour parvenir pour elles-mêmes au sens d'elles-mêmes, comme femmes et comme citoyennes libanaises.

Malgré des différences apparentes dans la nature de l'Intifada et de la Guerre Civile Libanaise, les écrits de femmes à propos de l'une et de l'autre, sont comparables. Ce qu'ils partagent se donne à voir dans la comparaison avec les écrits d'hommes. Dans ces derniers, l'Intifada et la Guerre Civile Libanaise sont des guerres dans lesquelles les structures dichotomiques apparaissent artificielles et inutiles à la compréhension et à la résolution des conflits. Dans ce contexte déstabilisé, les femmes libanaises et palestiniennes ont pris l'initiative de la lutte et ont forgé une nouvelle relation entre l'individuel et le collectif. Cette relation a pour prémisses le respect des autres et l'espoir de survie pour soi-même et par extension pour la société dans sa totalité. Symétriquement à ces jugements littéraires de femmes sur l'action politique des hommes, les écrits d'hommes libanais et des palestiniens tendent à trivialisier les nouvelles stratégies féminines et les réalités qu'elles produisent. En même temps, ils conseillent encore la poursuite du conflit armé traditionnel organisé, aussi suicidaire et infructueux qu'il soit. Ils cherchent ainsi à reconduire les dichotomies familières. Les guerres dans une telle vision du monde semblent nécessaires, la seule solution de conflits apparemment insolubles.

Les huit années de la Guerre irano-iraquienne pourraient paraître vraiment différentes; ma lecture de la littérature que cette guerre a produite, suggère pourtant des changements dans la représentation de la guerre, qui sont comparables à ceux advenus dans d'autres guerres post-coloniales du monde arabe. Comme la Guerre du Golfe qui lui a succédé, la Guerre irano-iraquienne était davantage la parodie d'une guerre conventionnelle ou, plus exactement, d'une guerre totale. En 1980 Saddam Husain s'est lancé dans ce qu'il pensait être une *blitzkrieg*. Ce devait être une démonstration de force, une surenchère pour la direction du monde arabe. Dans l'anticipation d'une victoire aisée et fracassante, dès 1979 il avait réuni des artistes et des artisans - qu'il impliquait ainsi dans l'aventure militaire - pour construire avant l'événement son heureux dénouement. De façon à rehausser la

¹ Ghada Samman, *Beyrut Nightmares*. Kawabis Bayrut, Beirut, 1980, pp.14-15.

signification de la victoire attendue, Saddam Husain puisait au hasard dans le ventre de l'histoire, et, avec l'aide d'artistes et d'écrivains, élaborait un pastiche de façade brillante incluant de Nouvelles Babylones, des descendance chérifiennes et des Qadisiyas¹. La réalité du massacre dans la boue de jeunes gens et d'hommes âgés était remplacée par la présence rassurante de glorieux monuments et de victorieux récits. Huit ans plus tard, son armée épuisé et son arsenal vides, Sadam Husain déclarait une victoire qui permettait l'arrêt des combats.

La plus grande part de la littérature de la guerre irano-iraquienne, comme la plus grande part de sa production culturelle, était commandé d'Etat et production d'Etat. Des conférences et des festivals étaient organisés pour fournir une plate-forme à cette nouvelle littérature. Peu furent capables de surmonter l'atomisation et de maintenir un sens des responsabilités dont beaucoup pensaient que tous les écrivains et artistes irakiens l'avaient perdu². Certains artistes collaborèrent de si près avec le gouvernement que leurs œuvres en vinrent à façonner une réalité. Des monuments à la victoire et aux martyres furent construits avant qu'aucune victoire ne soit en vue, des séries littéraires célébrant la guerre furent conçues avant même que la guerre eut commencé. La fabrication d'images remplaça la réflexion et la production créatives³. Etait-ce de l'art ou de la pure propagande? Des écrivains patronnés mais aussi terrorisés pouvaient-ils mettre en question la légitimité d'une guerre patriotique? Comment lit-on de tels textes? Entre les lignes.

¹ Qadisiya est le nom de la bataille que les Musulmans arabes ont gagnée contre les non-Arabes, en fait les Iraniens, en 637.

² Lors de la conférence sur la littérature arabe moderne tenue à l'Université de Nijmegen (Pays Bas) en mai 1992, Sabry Hafez s'est moqué de moi pour avoir pris au sérieux la littérature de guerre iraquienne. Tout le monde savait, m'a-t-il assuré, que ces écrivains hommes et femmes n'avaient écrit que des bêtises. De quelle valeur pouvait être une telle propagande? Samir al-Khalil semble adopter cette position. Il a attaqué tous les artistes restés en Iraq qui ont continué à produire: "La singularité du régime iraquien est donc d'avoir impliqué directement pendant plus de vingt ans un nombre énorme de personnes dans ses crimes de guerre, et rendu le reste de la population à tout le moins complice de leur mission. Pourtant, tout le monde dans le pays, et aussi l'opposition à l'extérieur, dénie toute responsabilité dans ce qu'ils savent s'être passé." *The Monument*, 1991, p.129.

³ "Substituant des symboles au réel, ces événements mis en scène (Grenade, Lybie, etc..) constituent la politique du post-modernisme, si l'on se souvient que les symboles produits pour la consommation à l'intérieur et à l'étranger ont trop de réalité pour les victimes de ces symboles, observateurs-participants sur le terrain." Michael Rogin, "'Make my Day!' ... " Op. cit., p.116.

Parfois on ne trouve rien. Parfois il n'y a rien *sur la ligne*, et tout est dans l'interligne¹.

J'ai ainsi lu entre les lignes aussi bien les fictions de femmes que les fictions d'hommes. Prenant soin de ne pas écrire sur ce qui se passait au front, les écrivains femmes comme Suhayla Salman, Aliya Talib et Lutfiya al-Dulaymi ont courageusement critiqué la guerre. Elles font allusion, de façon oblique nécessairement, aux moyens par lesquels l'Etat a pris possession non seulement de l'âme du peuple mais aussi des corps, surtout du corps des femmes. Aux femmes qui avaient obtenu des avantages considérables - accès à l'éducation, possibilité du travail professionnel, enrôlement militaire, égalité de salaire parfois - on avait ordonné de donner leur corps à l'Etat pendant la guerre et de produire au moins cinq enfants, si possible des garçons. Les femmes fières de Suhayla Salman rejettent avec dédain la Maternité Patriotique. Pourtant, ironiquement, c'est en tant que mères, non patriotiques mais plutôt résistantes, qu'elles ont mis à nu un système qui voulait transformer leurs fils, l'avenir du pays, en héros morts. Tout comme les *madres* argentines et les mères de l'Intifada, elles ont chacune revendiqué comme les leurs ces hommes non apparentés qui allaient être sacrifiés; elles ont recousu une société qui se défaisait. Les récits d'Aliya Talib ne cessent de satiriser les notions de masculinité héroïque et de féminité passive qui ne produisent que des cadavres. En 1988, Lutfiya al-Dulaymi, une femme en apparence favorable au Baath publie *Les Semences de Feu*. Comme il se doit pour un écrivain femme, elle ne fait référence à la guerre qu'incidemment comme si elle était lointaine. Ce "roman du front de l'arrière" tourne autour de Layla, une graphiste qui travaille dans une agence de publicité pendant que son mari est loin, dans les mines. Comme dans les *Kuenstlerromane* libanais et palestiniens de guerre, le rôle de l'artiste narratrice est crucial. Grâce à son travail créateur, Layla est libérée des contraintes de son corps, et peut entrer dans l'espace jusqu'ici interdit des échanges entre hommes. Sa présence dans l'agence dérange doublement : on répète qu'elle est la seule employée femme; son œuvre artistique est si accomplie et progressivement tellement radicale qu'elle menace de ruiner l'agence. Comment? Le directeur, un homme, craint que si elle appuie sur la dimension esthétique de son œuvre, les consommateurs se

¹ LevLosseff décrit le même phénomène dans la littérature russe, lorsqu'il analyse ce qu'il appelle le langage "slave" qui est "une altération systématique du texte grâce à l'introduction d'insinuations et de circonlocutions." (p.6) Pour plus de 100 ans les Russes ont eux-mêmes utilisé le terme *æsope* pour désigner de telles techniques. Il soutient qu'il s'agit d'une réponse à la censure imposée par l'Etat et fait la chronique de plus de deux siècles d'écrits qui ont trouvé le moyen de s'exprimer en dépit de censeurs vigilants. Voir Lev Loseff, *On the Beneficence of Censorship. æsopian Language in Modern Russian Literature*, Munich: Otto Sagner, 1984.

concentreront sur le créateur du message plutôt que sur le message. Si les consommateurs potentiels prennent conscience de la relation entre le producteur du stimulus, le stimulus et l'acte qui en dérive, ils seront moins enclins à acheter. Le parallèle entre les stratégies de marketing et celles de la production et de la diffusion de la propagande est frappant. Lorsque les gens réalisent que les valeurs qu'ils croyaient essentielles ne sont que des articles bien emballés qu'ils étaient supposés consommer spontanément, ils commencent à douter du martyre et du patriotisme. *Les Semences de Feu* paraît suggérer que pendant la guerre la femme artiste peut trouver au cœur même du totalitarisme la clé de sa désagrégation.

Alors qu'un certain nombre d'hommes parlent des femmes-soldats¹, les femmes ne le font pas. C'est surprenant; en 1976 les femmes s'engageaient déjà dans la milice populaire, et en 1982 le nombre des miliciennes s'élève à plus de 40 000². Pourquoi? Je suggère que c'est parce que les femmes-soldats ne font, après tout, que ce que les hommes font. Les écrivains femmes écrivent de tout ce que les femmes font *en tant que femmes*. Elles écrivent sur la guerre et durant la guerre mais aussi contre la guerre. Elles inscrivent leur protestation dans une guerre qu'elles sont supposées approuver. Tout comme la littérature palestinienne venue d'Israël après 1948, les hommes et les femmes semblent être l'objet de pressions. En Iraq c'est cependant les femmes qui ont d'abord trouvé le moyens d'écrire contre la guerre. Pour les hommes qui pouvaient davantage compter sur un public, au moins sur celui de la censure, la critique était en effet plus risquée.

Ma lecture de la fiction arabe de la guerre depuis 1948 révèle un changement dans la façon de mener la guerre et dans sa représentation au cours des quarante dernières années. Durant les guerres pré-coloniales et coloniales, la participation des femmes à un conflit national est représentée comme la copie du combat masculin; les femmes sont des femmes-soldats. Le renversement des rôles sexuels qui relève de l'opportunité, qui est temporaire ne conduit pas au récit de changements de rôles ou seulement même à des ambiguïtés. Dans la guerre conventionnelle, les femmes n'ont pas de place où imaginer une autre façon de vivre ou de se battre. Comme les femmes algériennes, elles sont temporairement transformées en ce qu'elles savent ne pas souhaiter devenir. Cependant, quand elles écrivent sur les guerres post-coloniales, beaucoup de femmes arabes décrivent et exaltent

¹ Salah al-Ansari écrit sur Tiawahun qui a pris le fusil de son mari tué. Portant sa petite fille sur son dos elle s'engage sur le champ de bataille et tua beaucoup d'ennemis. *Alphabet of War and Love*, Baghdad, 1988, p.39.

² Samir al-Khalil, *Republic of Fear*, (La République de la Peur) p.92. Interview avec Gamal al-Ghitani, auteur égyptien qui a couvert la guerre irano-iraquienne. Nijmegen, Pays Bas, 24 avril 1992.

l'action féminine comme femmes dans ce qui était mais cesse alors d'être un espace exclusivement masculin. Leur corps rompt les distinctions en noir et blanc qui avaient organisé le récit de la guerre et leur permettent de créer des contre-images de la société et de la guerre. Au Liban, les femmes ont écrit le souci de rejeter les normes anciennes d'émigration, de rester, de prendre la responsabilité du chaos, de travailler à la survie d'elles mêmes, des autres et du pays. Leur message était de rester et ainsi d'arrêter la guerre. A la suite de la guerre de 1967, les femmes palestiniennes étaient d'accord avec les hommes sur la nécessité de résister à l'occupation, mais ne l'étaient pas sur les moyens. Elles s'opposaient à une confrontation violente qui permettait aux Israéliens de combattre comme ils y étaient entraînés. Elles appelaient à un changement des institutions sociales et des relations entre sexes, à la valorisation des modes féminins de combat pour résister plus efficacement. Les écrivains femmes irakiennes ont montré que les valeurs à dominance masculines de leur société et la guerre qu'elles engendraient étaient auto-destructrices. Elles ne pouvaient pas impunément critiquer leur leader, mais se sont tournées vers leurs lecteurs. Leurs écrits créent des citoyens conscients qui percent à jour les manipulations de la mobilisation d'une nation entière pour conduire une guerre insensée.

Dans toute la littérature féminine arabe sur les guerres post-coloniales, les images de maternité ont acquis une place centrale. Le personnage nourricier qui dans la littérature de la période coloniale semblait voué à mouler sa fille dans sa propre oppression, s'est démultiplié pour jouer plusieurs rôles. Ces mères sont à la fois agressives et pacifiques, patriotiques et nationalistes, désirantes et destructrices, martyres et prisonnières. Elles peuvent être tout cela en même temps ou à des moments différents. Le maternisme comme stratégie de résistance à multiples facettes dans la guerre post-coloniale et dans sa littérature n'est plus un "simple" fait social, il est devenu un acte de résistance. En tant que tel, il se reconstruit constamment pour faire face aux défis. Aucune limite n'est assez résistante qu'elle ne puisse être déformée.

Les guerres post-coloniales ont transformé la relation entre la participation des femmes à la guerre et sa narration : le changement de l'expérience des femmes a trouvé son corollaire nécessaire dans le changement du discours. Les femmes inscrivent leur expérience de la guerre dans le récit de la guerre. Elles contrent ainsi la possibilité pour d'autres de déclarer leur expérience de femmes comme n'appartenant pas à la guerre. L'équilibre délicat entre l'expérience et son compte-rendu doit être respecté afin que demeurent en tension l'action et son compte-rendu. La mère politique ne conserve son efficacité que si elle est *écrite* comme politiquement efficace. En même temps, elle ne peut conserver une voix littéraire que si elle peut maintenir une action politique. L'écrivain femme post-coloniale de la guerre se rend compte

que son écriture - lutte pour la reconquête du langage qui ne la supprime plus mais la renforce - est essentielle à la compréhension du rôle qu'elle peut jouer sur le théâtre de la guerre. Avec les guerres post-coloniales, les femmes écrivent pour transformer elles-mêmes, leurs relations aux autres et ainsi le contexte social. Alors que les femmes algériennes se battaient comme des hommes, les femmes arabes qui leur ont succédé ont combattu en tant que femmes et souvent en tant que mères. Leur participation ne peut être oubliée ou récusée parce que, travesties, elles joueraient des rôles masculins; elle est écrite et sera désormais mémorisée comme celle de femmes combattant en tant que femmes. Ces femmes écrivains ont trouvé un espace où elles font entendre leur voix et cette voix entendue a changé l'espace.

En conclusion je rapporterai quelques mots de Hanan Ashrawi, porte-parole de la délégation palestinienne à la Conférence de la paix au Proche-Orient du début de es années 1990; ils expriment avec éloquence et force la différence des femmes dans la guerre :

"Si nous perdons de vue la substance humaine, nous perdons de vue l'essence fondamentale de tout notre travail. ... Les hommes choisissent toujours la politique de la domination et de la destruction. ... Il est temps de transcender la douleur du moment et d'imposer une solution féminine au conflit palestino-israélien; la solution des femmes est fondée sur l'égalité, sur la non-discrimination, sur la préservation de la vie et des droits, et sur l'abord des questions centrales de justice et de liberté avec candeur et courage, non avec armes et puissance."¹

Durham NC
Duke University
Août 1992

¹ Discours d'Hanan Ashrawi à la Conférence du 25ème anniversaire de l'Organisation Nationale des Femmes, janvier 1992. *Episcopal Life*, mars 1992.

LES INTELLECTUELS ET LA GUERRE

Etel ADNAN

Je ne dirai nécessairement que peu de choses sur ce sujet trop vaste, à l'encontre probablement des médias qui, de nos jours, polluent en quelque sorte le monde de l'information plus qu'ils ne l'éclairent.

Dans la confusion qui me semble être le quotidien du monde intellectuel contemporain, je vais essayer de distinguer quelques attitudes propres aux intellectuels du Machrek, et particulièrement libanais face à la guerre, la guerre civile libanaise et ses prolongements actuels.

D'abord, cette question, y a-t-il des intellectuels arabes dans la région qui groupe le Liban, la Syrie, la Jordanie, et la Palestine?

Des écrivains, oui, il y en a; des écrivains et des poètes. Mais un écrivain est-il automatiquement un intellectuel? Bien sûr, cela dépend de la définition du terme "intellectuel". J'ai toujours pensé qu'un intellectuel n'était pas uniquement un écrivain ou un poète mais un homme ou une femme qui, par l'écriture et/ou l'action politique ou sociale, assumait les problèmes fondamentaux de sa société (ou du monde); assumait en quelque sorte un destin. Les modèles de ma jeunesse furent en ce sens Jean-Paul Sartre, Malraux, Valéry ... Dans ce contexte, je peux dire que nous avons au Liban et autour du Liban très peu d'intellectuels, une poignée tout au plus. L'écrivain Ghassan Kanafani fut l'un de ces rares intellectuels, assumant l'histoire contemporaine de son pays, histoire particulièrement tragique, il fut, dans son exil, un incontestable grand écrivain ainsi qu'un homme engagé dans la résistance de son peuple, semblable en cela à Lorca, il fut un écrivain, un idéologue, un homme d'action, un visionnaire. Comme Lorca, il fut assassiné. Face à la guerre, ce fut un homme de

guérilla , de "petite guerre", de contre-guerre. Il ne mit jamais en question la nécessité de la résistance armée pour recouvrer le territoire et les droits du peuple palestinien.

Mahmoud Darwiche peut également prendre place dans la courte liste des intellectuels arabes. Sa poésie s'adresse tant aux Palestiniens qu'aux Arabes des autres pays, et sort d'une expérience vécue par tout un peuple; son œuvre représente la conscience douloureuse des Palestiniens et ce n'est pas un hasard si Mahmoud Darwiche a formulé la "constitution" du futur Etat palestinien. Il a milité pour la résistance armée, donc pour une guerre de libération, tout en exprimant depuis ses tout premiers poèmes un humanisme généreux, un espoir, le désir d'une paix réelle qui mettrait fin à un conflit qui a accompagné tout le vingtième siècle. On peut dire que Darwiche n'est pas un militant que la guerre exalte. Tout au contraire, il est exalté par l'identité palestinienne, une identité géographique, historique, culturelle, et surtout existentielle, qui, jusqu'à présent, n'a pu être "révée" qu'à travers une résistance armée. Je dirais que Mahmoud est plus révolutionnaire que résistant, révolutionnaire à l'instar des poètes russes du début du siècle, plus désireux de changer les valeurs de sa société que de combattre avec des armes. Autrement dit, la guerre que Mahmoud veut mener et gagner, est d'abord et surtout la guerre contre soi avec, en arrière plan, le soupçon que si cette guerre-ci était gagnée, l'autre guerre, meurtrière et destructrice, n'aurait peut-être plus à avoir lieu.

La guerre civile au Liban a certainement déterminé la littérature de ce pays, celle de langue arabe aussi bien que celle de langue française ou anglaise. Cette guerre ayant duré près de quinze ans est devenue un sujet quasi océanique. Elle a imprégné tout un peuple.

Les intellectuels libanais des années qui ont précédé la guerre étaient presque exclusivement de gauche. C'était du côté de la gauche que s'élaboraient les idées nouvelles, les engagements passionnés, les visions d'un monde différent et voulu meilleur. Ces intellectuels étaient pour la plupart marxistes et s'engageaient dans des partis politiques. Résolument tiers-mondistes ils estimaient qu'il fallait sortir du cadre narcissique arabe et se joindre aux grands mouvements tiers-mondistes des années cinquante et soixante, mouvements mobilisés par les luttes de libération qui secouaient la planète. Les modèles n'étaient pas cherchés dans l'histoire arabe mais dans l'histoire contemporaine et se fixaient autour de figures devenues mythes vivants telles que Che Guevara et Ho Chi Minh. La guerre d'Algérie elle-même était vue comme une guerre anti-coloniale archétypale plutôt que comme une guerre essentiellement arabe. Certains de ces intellectuels n'étaient pas tout d'abord écrivains. Ils étaient surtout des penseurs politiques tout en étant hommes de pouvoir ou d'action. Je pense ici à Michel Aflak et aux théoriciens du Baas, à quelques chefs de partis communistes, mais surtout à Kamal Joumblatt qui fut, à la fois, plusieurs fois ministre, chef du parti socialiste libanais, chef de guerre, et penseur politique. Les

intellectuels de gauche se rallièrent à lui pendant la guerre parce qu'il leur offrit une occasion d'action directe et immédiate. Il ne s'agissait plus avec lui, de préparer l'avenir, d'échafauder des idées, et des hypothèses, mais de changer la destinée d'un pays dans le feu de l'action et dans l'immédiat. Dans les milieux de la gauche libanaise il fut souvent comparé à de Gaulle, parce que, comme chez ce dernier, se mêlaient en lui une aristocratie naturelle et un populisme sincère. Tous deux ont saisi l'occasion d'une guerre pour changer, dans le cas de de Gaulle, des institutions fatiguées, et, dans le cas de Joumlatt, pour se débarrasser d'un système politique archaïque et banqueroutier. Ces deux chefs politiques et militaires attirèrent vers eux les intellectuels parce qu'ils étaient eux-mêmes conscients que des changements précis apportés aux institutions entraîneraient nécessairement et inévitablement des changements beaucoup plus vastes et quasiment révolutionnaires. Kamal Joumlatt ne perdait jamais de vue l'appartenance arabe du Liban et savait pertinemment que tout changement apporté au Liban se répercuterait inévitablement et fortement dans tout le monde arabe, et même sur l'équilibre du globe.

Essoufflée, décimée, la gauche libanaise (et avec elle la gauche arabe) s'est effondrée dans la défaite. La plupart des intellectuels de gauche semblent avoir démissionné; ayant peut-être misé plus sur le modèle russe que sur eux-mêmes, ils se sont sentis trahis, floués, dérouterés.

Ils s'étaient accrochés à la guerre, voyant en elle l'occasion d'une victoire qui leur donnerait le pouvoir et la possibilité de mettre leurs idées en action. Leurs idées n'ont pas résisté à la défaite militaire, ce qui est, à mes yeux, leur plus grande défaite. La guerre, au lieu de n'être qu'un des moyens de changer une société était devenue, dans la pratique, le seul moyen de changement. La défaite militaire était devenue *leur* défaite. Très peu ont survécu à ce jugement.

Il est de mode, aujourd'hui, de dire que les idéologies sont mortes, ce qui est en soi une idéologie. Il faudrait plutôt dire que certaines sont mourantes, que d'autres ont triomphé, et que d'autres, également, ont vu le jour ou se sont affermies.

De toutes façons, les écrivains demeurent. La guerre a bouleversé leurs sensibilités et s'est imposée comme un sujet incontournable. Leurs attitudes face à la guerre sont évidemment loin d'être similaires. Il y a lieu d'insérer ici quelques remarques.

Une évaluation compréhensive de la littérature de guerre au Liban est évidemment prématurée et, de toutes façons, inexistante. Mais il y a eu déjà quelques études (surtout aux Etats-Unis) sur les femmes-écrivains libanaises. Il ressort de ces études que ces femmes ont été dans leur totalité contre la violence. Mais il faut se garder de dire, comme on l'a fait dans ces études, qu'elles ont été contre la guerre, aussi contradictoire que cela paraisse, très peu de ces femmes écrivains ont dit ou écrit dès le début, comme je le pense moi-même, qu'il ne fallait

pas faire cette guerre, et cette position, si elle avait été prise durant la guerre civile, aurait entraîné des représailles de la part de telle ou telle milice. Cette prise de position est un acte politique que très peu d'intellectuels, masculins ou féminins, ont revendiqué ouvertement. De plus, tout en condamnant la violence, les abus, les tortures, il n'est pas vrai, comme ces études l'affirment, que les femmes écrivains libanaises se plaçaient hors du discours politique, hors des enjeux de la guerre. Certaines de ces femmes étaient du côté de la droite libanaise (à majorité chrétienne, pendant la guerre), tout en déplorant sincèrement et fortement les désastres de la guerre. D'autres s'identifiaient avec les partis de gauche, ou en faisaient partie. Aucune, à *ma connaissance*, n'était parfaitement neutre. Mais toutes ont déploré le comportement des combattants et les conséquences de la guerre.

J'aimerais revenir à la question, quand un écrivain devient-il un intellectuel? Je suppose qu'il ou qu'elle le devient à partir du moment où son œuvre étend son influence et du moment où cette influence confère à l'écrivain qui en prend conscience, un rôle, une responsabilité, qu'il ou qu'elle assume, et qui exercent leur pouvoir tant sur le public que sur les œuvres à venir.

Hanane el Cheikh, pour prendre le meilleur exemple, est "sortie" de cette guerre avec un public qui dépasse de loin le public libanais. Elle a décrit un vécu de la guerre libanaise sous un jour qui a en quelque sorte banalisé cette guerre, démystifié sa violence, absurdié sa raison d'être. L'absence même de tout intellectualisme dans le texte, sa façon de raconter quelques vies qui sont vécues en temps de guerre avec réalisme, ironie, et une tendresse cachée, ont fait de son premier roman *Histoire de Zahra* une œuvre majeure de la littérature arabe contemporaine et de son auteur, qui a déjà publié d'autres ouvrages, une des intellectuelles du monde arabe, un de ces écrivains qui, par leurs œuvres, ancrent leur société dans le présent, donnent en quelque sorte une consistance à un monde pris dans le flux aveugle de l'Histoire.

L'autre romancier libanais (de langue arabe) qui s'est imposé pendant la guerre et depuis, est incontestablement Elias Khoury. Militant de gauche, il a participé à la guerre comme combattant et a été en même temps, dans ses romans, le chroniqueur de cette guerre. Sa réputation a franchi les frontières de son (petit) pays. Comme pour l'écrasante majorité des intellectuels arabes de gauche la défaite de la gauche libanaise l'a en quelque sorte abasourdi, abattu, sorti des cadres de la pensée marxiste; elle l'a laissé dérouté, comme fatigué de toute pensée cohérente et suivie. Mais ses éditoriaux hebdomadaires dans le supplément littéraire du quotidien beyrouthin *An Nahar* restent fidèles à la ligne anti-sioniste et contestataire du pouvoir qui était la sienne bien avant la guerre.

Il est vrai que ce jeune écrivain parle souvent de la guerre avec beaucoup de désinvolture, surtout dans des colloques et autres réunions publiques. C'est qu'il y a chez lui une surenchère due à la

défaite, un jusqu'aboutisme qui tient du dépit et de la fanfaronnade, un besoin de tout casser quand le jouet ne marche plus, autrement dit une traînée d'adolescence dans un esprit entier, passionné, et déçu. Mais dans l'œuvre elle-même, il y a chez Elias Khoury, jusqu'à présent, portée au rang de chef-d'œuvre, une chronique très amère, une dérision sans faille du quotidien de la guerre, un rendu fidèle jusqu'à l'obsession d'un au jour-le-jour de la guerre civile qu'il a vécue d'un bout à l'autre de quinze très longues années. Cette vérité du vécu remplace pour lui les autres vérités qui manquent. Il n'y a pas aujourd'hui de projet intellectuel qui mobilise le monde arabe, autour duquel on pourrait rallier un public, une société. Il y a une frénésie non de production mais de consommation, et dans cet étouffement, il y a quelques lucarnes, quelques rayons de lumière, et ce sont les écrivains et les poètes (ainsi que les meilleurs des peintres), qui tiennent lieu d'intellectuels et qui comblent un vide, servent de transition (au cas où l'on irait quelque part ...), et du moins rappellent aux populations désespérées qu'elles sont encore en vie.

Fawwaz Traboulsi est également un militant et un intellectuel de gauche. Contrairement à la plupart de ses camarades il n'a sombré ni dans la corruption ni dans le désespoir après la défaite. Il s'est plutôt attelé à la dure tâche de repenser le Liban à la lumière de son histoire contemporaine, de se donner les moyens intellectuels d'une action nouvelle. Ses recherches ont fait l'objet d'une thèse de doctorat qu'il vient de soutenir à Paris VIII, *Identités et solidarités dans les conflits du Liban contemporain*.

Traboulsi est entré sur la scène littéraire avec deux ouvrages remarquables dont les titres, traduits de l'arabe, seraient *Un espoir incurable. Journal du siège de Beyrouth. Été 1982*, et *Guernica - Beyrouth/ une toile de Picasso - une ville arabe en guerre*, publiés l'un en 1984, l'autre en 1987.

Par ces deux ouvrages l'auteur se situe parmi les meilleurs écrivains de la guerre. Il fait preuve d'une sensibilité littéraire qui le rapproche d'écrivains comme Orwell, ou des poètes d'Amérique Latine, de ceux qui ont vécu et compris la triste poésie des luttes de libération, leur caractère tragique, en ceci que ces luttes sont planétaires, héroïques, et pratiquement, dès le départ, désespérées.

La guerre civile libanaise a décimé tout un monde intellectuel : militants tués sur le front ou assassinés, nombre d'écrivains, de poètes, d'hommes de théâtre, de musiciens, de peintres, émigrant soit dans d'autres pays arabes, en Europe ou aux Etats-Unis.

Il faut inclure dans cette émigration les intellectuels arabes qui étaient venus chercher refuge au Liban, des opposants syriens et irakiens pour la plupart, des Palestiniens, des poètes et écrivains qui faisaient partie de la vie culturelle du Liban et participaient ainsi au rayonnement de Beyrouth. Il s'est fait depuis un très grand vide qui est ressenti jusqu'à présent dans l'ensemble du monde arabe, et dans le reste du monde.

La guerre civile libanaise est terminée, ou du moins bel et bien arrêtée, bien que la possibilité d'une guerre qui inclurait le Liban dans l'Orient arabe, ne soit pas écartée. Mais il y a eu depuis d'autres guerres qui concernent les intellectuels arabes, Libanais compris.

L'invasion du Koweït par l'Irak a donné lieu à une guerre dont les proportions étonnèrent le monde. La plupart des intellectuels arabes prirent alors le parti de l'Irak non pas tant parce qu'ils donnaient raison à Saddam Hussein mais parce qu'ils réprouvèrent l'ampleur des destructions civiles, tant humaines que matérielles, imposées à l'Irak par les Américains et leurs alliés européens.

Quant aux intellectuels irakiens, les plus concernés dans ce cas, ils ont été les plus décevants. Les opposants irakiens qui se sont proposés comme solution de rechange au régime de Saddam Hussein se sont honteusement disqualifiés en accourant auprès des Américains et des Séoudiens pour demander leur aide dans une prise de pouvoir qu'ils espéraient obtenir facilement dans la foulée des bombardements dirigés contre l'Irak. Les populations arabes furent heurtées dans leur bon sens et leur patriotisme à la vue de ces communistes, ou ex-communistes irakiens, alliés subitement à des intégristes chiites irakiens, courir vers des puissances qui étaient en train de détruire leur pays et d'affamer sa population à une échelle qui atteignait le génocide. Cet opportunisme n'a fait qu'ajouter une faillite de plus à la triste histoire du monde arabe.

Il y a aussi une guerre civile pour l'instant non encore déclarée en tant que telle, qui a lieu dans la plupart des pays arabes contre un mouvement nommé intégrisme islamique.

La plupart des intellectuels arabes sont hostiles à ce mouvement dont le projet de société est essentiellement rigide, qui semble nier aux femmes leurs droits les plus élémentaires et dont les méthodes violentes ont fait naître une répression de plus en plus terrible.

Les gouvernements, eux, ont réagi par la violence. Je pense à la répression en Egypte et aussi à celle qui, en Syrie, a fait 20.000 morts dans la ville de Hama il y a une dizaine d'années. En Algérie, on voit ce qui se passe ...

La censure, ou l'auto-censure, empêchent les intellectuels arabes résidant dans le monde arabe de se faire entendre. Mais ceux qui sont "dehors", surtout à Paris et à Londres, que font-ils?

Face donc au fondamentalisme religieux musulman et à la guerre qui lui est livrée par les régimes arabes, ils sont mal partis. Ils se contentent de condamner les intégristes sans pour autant condamner ouvertement et explicitement, noms et dossiers à l'appui, les régimes de l'Orient arabe dont la corruption, l'arbitraire, la tyrannie, le déni des libertés, n'ont fait que créer un mécontentement, sinon une colère tels que les populations se jettent dans les bras de l'intégrisme.

Ces "intellectuels" arabes de Paris ou de Londres ne condamnent également jamais les pouvoirs Occidentaux si complices des régimes

arabes quand ceux-ci servent leurs intérêts, ni dernièrement, le comportement de l'Occident dans l'affaire de Bosnie. Ils font circuler des pétitions contre l'intégrisme musulman sans mentionner en même temps que les musulmans de Bosnie sont empêchés sciemment, par un embargo sur les armes à eux seuls destiné, de se défendre, les obligeant depuis des mois à subir un véritable génocide. Le droit à la vie n'est-il pas le premier des droits qu'un intellectuel (ou toute autre personne) devrait défendre! Ces "intellectuels" semblent accepter, par leur silence, cette politique du deux poids deux mesures qui mène le monde.

Il faut donc admettre qu'il y a un intégrisme musulman chez certains musulmans comme il y a un intégrisme politique et même religieux en Occident qui est anti-musulman. Il y a en fait deux fanatismes qui s'affrontent. Dans cette confrontation dangereuse et immorale les "intellectuels" arabes qui vivent en Europe jouent un jeu équivoque. Ils dénoncent les intégristes musulmans sans donc formuler une critique radicale de *toutes les parties* impliquées dans les guerres ouvertes ou larvées que nous sommes en train de vivre, une critique qui ne se cacherait pas derrière des généralités confortables. Ils se cantonnent jusqu'à présent dans des colloques (ces clubs-med de la culture) qui n'ont aucune incidence sur les populations arabes, ou sur le monde.

Il me semble que les intellectuels dignes de ce nom devraient œuvrer pour des sociétés pluralistes, que ce soit en Occident ou en Orient, pour le droit de chacun d'être croyant ou de ne pas l'être, pour le droit des femmes aux libertés (encore faudrait-il que les hommes les aient acquises), pour le droit des nations faibles à leurs ressources face au pillage exercé par les nations puissantes. Ils devraient ce faisant créer un vaste mouvement contestataire qui dénoncerait, ou rendrait inutiles, toutes les "petites" guerres qui sont en train de détruire la vie, et la qualité de vie, dans le monde.

Pour l'instant nous ne pouvons que constater la faillite des intellectuels, leur opportunisme ou leur démission, faillite qui inclut dans la même médiocrité, la même mauvaise foi, ceux d'Occident tout autant que leurs collègues du monde arabe.

Paris
Août 1993

DE LA VIOLENCE. FONCTIONS ET RITUELS

Fawaz N. TRABOULSI

"En vain tentent-ils de se purifier en se souillant de sang, comme un homme qui voudrait, après un bain de boue, se nettoyer avec de la boue ! Insensé paraîtrait-il à quiconque remarquerait son acte ! Et c'est à de telles images de la divinité qu'ils adressent leurs prières, comme si quelqu'un parlait aux murs, sans chercher à connaître la nature des dieux et des héros!"

Héraclite

Je me propose de traiter d'un certain nombre de mécanismes et formes de violence révélés dans la guerre civile libanaise. Pour faciliter la tâche, j'adopterai les distinctions que Hannah Arendt établit entre autorité, force et violence.

L'autorité repose sur une reconnaissance de ceux à qui on demande d'obéir. La force est basée sur une supériorité des nombres. Seule la violence revêt un "caractère instrumental" et se veut comme l'imposition de sa propre volonté à l'adversaire¹.

On dit que la guerre n'a pas de sens mais des fonctions. Sa fonction d'imposer une volonté à l'adversaire ainsi que des rituels que la violence engendre quand elle perdure dans le temps et s'alimente de ses propres frustrations, c'est ce que je voudrais étudier dans les guerres libanaises.

¹ Hannah Arendt, *On Violence*, New York, Harcourt Brace Jovanovich, deuxième édition 1970, pp. 42-46.

La violence des foules, ou la redistribution générale

Dans les traditions de la montagne libanaise, la version locale du Carnaval est la célébration de la fête de Sainte Barbe, le 4 décembre de chaque année. Barbe, qui a durement lutté pour défendre sa foi chrétienne contre les Romains et contre son propre père païen, est devenue la sainte patronne de tous ceux qui font des métiers dangereux : ouvriers du bâtiment, des carrières, artilleurs ainsi que sapeurs et pompiers. Le soir de la fête, des bandes de jeunes garçons et jeunes filles font la tournée des maisons, vêtus de haillons, portant des masques ou le visage enduit de suie noire. Ils sont conduits par un doyen, le '*Arandis* ou *Bissiyyah* (d' où le nom de la cérémonie, *Bissiyyah Birbârah*), et vont chantant et dansant, au rythme des tambours et carillons, et faisant la quête. Les louanges sont adressées à la sainte-patronne : "*Birbârah Birbârah*, par Dieu élue/Son père, le mécréant, était adorateur de pierres". Les gens offrent des cadeaux, de la nourriture, des douceurs et même de l'argent. Selon la valeur des dons, les couplets louent la maîtresse de maison pour sa générosité ou la critiquent pour son avarice¹.

Dans la ville, le rite se transforme. La *Birbârah* devient de plus en plus une fête de mendicité collective dont la célébration est de plus en plus imprégnée de violence. L'anonymat des quêteurs, constitués en général par les pauvres du quartier, leur tapage aux portes, le bruit de leurs tambours et carillons sont autant d'éléments renforcés avec l'urbanisation du rite. Dans les années cinquante, avec la poussée de l'émigration vers Beyrouth, la *Birbârah* devient inter-confessionnelle et se confond avec les manifestations du nouvel an que beaucoup de Beyrouthins avaient l'habitude de célébrer dans les cafés de la rue Hamrâ. Vers minuit des bandes de jeunes gens masqués, arborant le tarbouch traditionnel et convergeant des quartiers populaires et des bidonvilles de la banlieue envahissent la célèbre rue. Ils s'imposent par le fracas de leurs carillons et tambours aux clients de la plus moderne et la plus chic des rues beyrouthines. Le Beyrouth des parias et des démunis rappelait son existence au Beyrouth des nantis. L'invasion ne se faisait pas sans violence. Dans cette version urbanisée de la *Birbârah*, la pauvreté montrait son visage anonyme, une fois par an. Elle ne faisait pas la quête, elle imposait sa présence et affirmait son identité.

¹ - "Narguilé sur narguilé,
la maîtresse de la maison est huppée"
- Narguilé sur narguilé,
la maîtresse de maison est radine"
- Tuile sur tuile,
la maîtresse de maison est péteuse ...

La fonction sociale du Carnaval est de créer un moment d'échappement, de liberté et d'égalité temporaires. Il s'agit d'un bouleversement de l'ordre "naturel" des choses, social, politique et culturel où le monde est mis sens dessus-dessous. Temps irréel de l'exception qui confirme la règle et la reproduit. Les carnivals de Rio de Janeiro et de Bahia, malgré leurs récupération touristique et médiatique, sont l'exemple le plus net de ces célébrations, si brillamment illustrées dans les œuvres du romancier brésilien Jorge Amado. Pendant la durée du carnaval, les habitants des *favelas* occupent la ville, qui devient leur ville : les manifestations de joie, de musique et de danse ne sont que l'affirmation par les démunis de leur culture et de leurs traditions, imposées au reste de la société. La *Birbârah*, façon libanaise, possède tous les éléments du carnaval, mais d'une manière diffuse. Le *'Arandis* est l'équivalent du Roi de la Fête (le roi Mono au Brésil), ou de la Reine du Carnaval, élus pour la durée des festivités. Sous leur règne éphémère, les pauvres sont gouvernés par l'un des leurs. Dans de rares cas, on tuait ces rois et reines, monstres de l'exception, afin de confirmer la règle que les pauvres doivent être gouvernés par autrui. En général, comme dans le carnaval de Nice, une effigie du Roi de la Fête ou de la Reine du Carnaval est brûlée à la fin des festivités¹.

Durant les premiers mois de la guerre libanaise, la violence avait l'allure d'une grande fête de *Birbârah* dans son bouleversement de l'ordre social comme dans sa fonction de fête de "redistribution générale". Le pillage du port, du centre-ville et des quartiers des hôtels et de Qintârî était une des manifestations de cette redistribution, où fut enfin réalisée la promesse tant évoquée mais jamais réalisée de "l'association dans la richesse et la prospérité". Cette association qui n'avait pas été faite par des réformes venues "d'en haut" se fera par les expropriations anarchiques "d'en bas". Les combattants des deux secteurs de la ville mettaient à tour de rôle le centre-ville à sac. Les bas-fonds se levaient et envahissaient la cité, leur cité. Les cagoules ne servaient pas uniquement à faire peur ou à cacher l'identité des jeunes combattants qui, une fois le cessez-le-feu instauré, se déplaçaient à nouveau d'un secteur à l'autre; elles étaient aussi "un retour vers ce sens du théâtre antique qui a toujours fait partie de la guerre", selon les termes de Jonathan Randall². Mais cette fois, la pièce de théâtre se

¹ Cf. Julio Caro Baroja, *Le Carnaval*. Paris, Gallimard, 1979. La fête la plus proche de la *Birbârah* est la Saint Nicolas catalane (6 décembre), qui est aussi la fête des étudiants : Un garçon coiffé d'une mitre de papier doré et argenté, accompagné d'autres jeunes gens couverts d'une mitre de papier blanc, allaient quêter de maison en maison, en chantant une chanson de circonstance. Les gens lançaient des noix et des noisettes que les garçons recueillaient dans la chasuble de l'évêque". pp 317-18.

² Jonathan Randall, *Going all the Way*, New York, Random House, 1984, p. 75.

jouait pour de vrai. Ceux-là mêmes qui descendaient la rue Hamrâ, la veille du nouvel an, pour s'imposer symboliquement, et imposer le monde des pauvres à celui des riches, étaient dans le centre ville en train de participer, les armes à la main, à cette orgie de redistribution générale.

Dans une de leurs opérettes musicales d'avant-guerre, *Hâlah wa al-Malik* (Hala et le Roi), les frères Rahbânî et Fayrûz avaient justement mis en scène la *Birbârah*. Une pauvre fille descend du village, accompagnée de son père ivrogne, pour vendre des masques, le jour de la fête de l'Autre Visage. On la prend pour une princesse et on veut l'offrir au roi comme épouse. Elle découvre ainsi la corruption du pouvoir et la détresse des sujets. Une des scènes les plus impressionnantes de la pièce est l'échange de situation symbolique entre le Roi et le mendiant, qui illustre ce que le "sens-commun" populaire maintenait toujours : la solitude et l'absurdité du Pouvoir. Finalement, Hâlah, seule personnage à visage découvert, démasque les personnalités déguisées de tout un royaume bâti sur la corruption et le mensonge et lance au Roi son plus fort avertissement: "La pauvreté, si elle a faim, mangera le Roi!"

C'était en 1972. Les nantis et leurs politiciens avaient fait la sourde oreille aux mises en garde de Hâlah-princesse-d'un jour.

Les foules urbaines de Beyrouth avaient déjà fait deux répétitions. La première, en réaction à la démission de Jamâl 'Abd al-Nâsir après la défaite de la Guerre des six jours en juin 1967, quand les habitants des banlieues est et sud s'étaient joints aux Beyrouthins qui contrôlaient leur ville et avaient défilé deux jours durant, scandant, dans une transe soufique, un seul cri : Nâsir! Nâsir! Mot-d'ordre, incantation, identification massive au chef déshonoré et vaincu, mais aussi code, mot de passe et de reconnaissance qui devait être peint en blanc sur les voitures pénétrant ou circulant dans la ville. Sinon gare à la casse! La même scène se répéta à la mort du président égyptien, survenue à un moment où le monde arabe impuissant regardait se dérouler les combats tragiques de ce Septembre noir de l'automne 1970 entre les *fidâ'îyyîn* palestiniens et les troupes du roi Husayn en Jordanie.

La violence des pauvres dans ces deux manifestations était d'ordre "national" : les foules se vengeaient sur tout ce qui pouvait représenter l'Occident : signes, pancartes, réclames, et magasins. En 1975, c'est le social qui va primer : la ville sera mise à sac par ses propres habitants.

Le pillage du port de Beyrouth, entrepôt de toute la région, fut le premier gros lot livré au pillé. Chargé de symboles, il représentait la richesse de la ville et sa vocation commerciale. Ses 150 entrepôts abritaient des milliers de tonnes de marchandises au point que le responsable phalangiste de la dévaluation s'exclama devant cette cache aux trésors :

"Les Borgia, les jardins de Babylone, les orgies romaines et le veau d'or ... aux oubliettes! Le port de Beyrouth et sa zone franche, c'était l'Eldorado au pied de chez soi"¹.

Pillé au début de façon organisée cet Eldorado fut ensuite livré au sac "populaire", sous le contrôle du parti des Phalanges qui taxait le droit d'entrée au port de 500 L.L. par voiture de tourisme et de 1.000 L.L. par camion. On pouvait emporter ce que pouvait contenir son véhicule! De plus, le parti vendait les marchandises sur commande, ce qui rapportait à ses caisses une recette moyenne de 150.000 L.L. par jour. C'était des soldes gigantesques que nul consommateur avide n'eût pu imaginer: "Tout Beyrouth profitait de ce commerce : nous liquidions quotidiennement le grand bazar."² On estima à plus de 4 milliards de F.F. le montant de ce "pillage du siècle", comme l'avait appelé la presse étrangère³.

La chute de l'hôtel Holliday Inn, qui déclencha le pillage du port à Beyrouth-Est, laissa le champ libre, à l'ouest, pour nettoyer ce qu'on appelait la "quatrième section" (du parti Katâ'ib) qui s'étendait du quartier Qintârî jusqu'à la place des Canons. Dans le sillage des combattants se ruaient des foules déchaînées dans un pillage anarchique, correspondant à la pluralité des organisations libanaises et palestiniennes. Pourtant, ce pillage "spontané" à l'ouest n'excluait pas les vols organisés. La dévaluation de la British Bank of the Middle East, en avril 1976, fut nommée "le casse du siècle" par la presse anglaise et figura dans le "Guinness Book of Records" comme record mondial du plus grand vol bancaire commis à ce jour. La banque britannique aurait perdu vingt à cinquante millions de dollars. La presse parlera longtemps des bijoux, trésors et richesses qui étaient déposés dans les coffres des particuliers⁴.

Mise à part l'opération de la British Bank, les banques du centre-ville furent épargnées. Les banquiers avaient payé les chefs des milices pour qu'ils protègent leurs caisses. Les banques entreront vite dans le domaine du sacré, à l'instar des tribus d'antan qui s'entendaient en temps de guerre pour laisser un espace pacifié devenant, avec le temps, espace sacré. Faut-il rappeler que le sacré, au Liban, est toujours dans le domaine économique? La célèbre boutade ne dit-elle pas que la Livre libanaise est la seule religion des Libanais?⁵

¹ Joseph Saadé, *Victime et bourreau*, Une vie racontée par Frédéric Brunnuell et Frédéric Couderc, Paris, Gallimard, 1989, p. 44.

² *Ibid.*, p 135

³ *Ibid.*, p 138.

⁴ Pour une version romancée du vol, voir Jean Lartéguy, *L'Or de Baal*, Paris, Mercure de France, 1985.

⁵ La seule intervention de l'armée libanaise dans ce carnaval de la dévaluation fut pour sauver le marché des bijoutiers. Se frayant un chemin par

Un vrai bouleversement, quoique temporaire, de l'ordre social, avons-nous dit. En fait, le bouleversement se faisait de cette manière pour bien marquer son caractère d'exception. On reviendra bien vite à la règle : le vol organisé et contrôlé qui allait enrichir les uns aux dépens des autres. Le sac du port et du centre-ville inaugure cette fonction de la violence en tant que moyen privilégié pour la promotion sociale et la redistribution de la richesse. Les foules se retirèrent vite de la scène. Elles étaient les "survivances" de l'avant-guerre, de la période des luttes sociales. S'installa alors la violence comme instrument de la spoliation mafieuse.

Tribalisation de la violence

La guerre, si elle est partiellement le fait de conflits entre confessions, est surtout le creuset où ces confessions se créent et se reproduisent. Ces êtres hybrides se métamorphosent par la guerre en de vrais monstres, et, dans la production des monstres selon René Girard, il y a "le certainement faux et le possiblement vrai"¹. Empruntant leurs codes, leurs valeurs et leurs effets solidarisants à des formations sociales plus organiques - famille et tribu - et aux référents religieux, les confessions, minées par le développement historique, les divisions sociales et la domination des relations et valeurs monétaires, se révèlent créatures monstrueuses à plusieurs têtes soumises à des codes de valeurs et à des comportements combinés, désarticulés, déréglés, voire détraqués.

Au début était la mère

C'est l'offense faite à sa mère qui pousse Marwân à tuer. Fils d'un petit fonctionnaire chiite de Chiyyâh, et de mère chrétienne, il a 15 ans quand la guerre commence. Pour faire plaisir à "maman poule", il voulait devenir médecin ou ingénieur. Il deviendra tueur. "Même les tueurs ont une mère" est le titre de son récit. On aurait pu dire : surtout les tueurs ont une mère. Quand les premiers coups de feu éclatent, Marwân s'initie au fusil comme on est initié à la masturbation: "on fait corps avec ... il vibre sur ta hanche. Il nous secoue ... On bande avec, on se décharge

la force parmi les bandes armées, elle réussit à bloquer les accès du marché et permit aux commerçants de sauver leurs pierres et métaux précieux. La plupart d'entre eux coururent les déposer dans des coffres loués à la British Bank, qui, manque de chance, allait être dévalisée à son tour. Voir John Bullock, *Death of a Country. The Civil War in Lebanon*, London, Widenfeld and Nicholson, 1977.

¹ René Girard, *Le bouc émissaire*, Paris, Grasset, 1982, p. 54.

avec."¹ Surpris par sa mère, il reçoit une gifle : "On commence comme ça, on finit par tuer", dit-elle, comme une mère aurait dit à son fils adolescent: "si tu ne t'arrêtes pas, tu vas devenir aveugle". En effet, la scène qui détermine Marwân à la violence touche intimement à sa mère, plus précisément à la "mère collective". Il s'agit de la scène des femmes de Chiyyâh gisant par terre, vidées de leur sang, touchées par des obus tirés par "l'autre côté". On s'attaque aux plus faibles d'entre nous, pense-t-il, et à ce qui nous est le plus cher :

"Si on tuait les femmes de Chiah, on voulait la mort de notre communauté. En nous prenant nos *mères*, on en voulait à notre *terre*. Et puis c'était la *famille* qui éclatait; après, ce serait nos *sœurs*, et puis les *enfants*, et tout le monde. De toute façon, il était impossible de ne pas réagir, de ne pas se défendre, de ne pas riposter. Il fallait faire justice et marquer sa *force*, dire qu'on ne se laisserait pas *exterminer*. C'était une nécessité vitale. C'était notre *devoir*."²

Tous les éléments d'un délire tribal sont là : mère, terre, famille, sœurs, force, vie, devoir, extermination. La désarticulation réside dans ceci que le délirant, enfant de la banlieue de Beyrouth, assimile et assume assez mal un discours qui est principalement celui de la campagne. Mais, quand le fils finit par tuer, et il tue beaucoup, la mère le couve, le couvre, bien qu'il soit en train de tuer les "siens", les chrétiens de l'autre côté. "Je connais ses crimes", dit-elle, "mais pour moi, c'est toujours Marwan"³. Cette mère chrétienne d'un tueur chiite de la banlieue de Beyrouth était en train de répéter la "sagesse" qu'énonce ce personnage du roman de Nikos Kazantzakis sur la guerre civile grecque : "Mieux vaut être mère de tueur que mère de tué"⁴.

La caution de la mère est accordée au simple combattant comme au chef de guerre. Une journaliste américaine, conseillée par le Mossad israélien, rencontre Bachîr Jumayyil, l'étoile qui monte au Liban, et tombe sous son charme. Elle revient à Beyrouth pour tourner un film sur le leader des Forces libanaises, en vue de propager son "image" aux USA. Le film est construit comme un psychodrame à l'américaine. Bachîr s'identifie à son père qui lui préfère son aîné, Amîn. Le cadet, par contre, est le "chouchou de sa mère". Interrogée par la journaliste à propos du fait que Bachîr n'a pas d'amis, sa mère répond : "Bachîr n'a pas besoin d'amis. Il a sa mère."

L'ascension de Bachîr s'est faite par transgression du code de la famille patriarcale, c'est-à-dire, par l'usurpation du "pouvoir" qui revenait

¹ Patrick Meney, *Même les tueurs ont une mère*, Paris, Editions de la Table Ronde, 1986, pp. 37-38.

² *Ibid*, p. 131.

³ *Ibid*, p. 138.

⁴ Nikos Kazantzakis, *Les frères ennemis*, Paris, Plon, 1974.

"naturellement" à son aîné. Il faudra que le cadet se fasse assassiner pour que se rétablisse le droit d'aînesse.

Atteindre le 'ird

Drôle de guerre psychologique que pratiquent les protagonistes dans les guerres civiles. Elle ne vise ni à s'allier les troupes ennemies ni même à les démobiliser ou les pousser à la désertion. Et pour cause : on ne change ni de famille ni de tribu, autant vouloir "sortir de sa peau", comme dit la sagesse de la tribu. Puisqu'il n'y a ni volonté ni possibilité de se rallier l'autre, autant lui infliger le plus de "blessures symboliques".

Porter atteinte au *'ird* (l'honneur de la mère-sœur-fille) est la "blessure symbolique" suprême de la violence verbale. La virilité se manifestant en la défense du *'ird*, c'est cette virilité qui est principalement visée chez l'adversaire. Rien de très particulier dans cette pratique connue dans toutes les sociétés guerrières "traditionnelles" : s'approprier la virilité de l'ennemi, matériellement, symboliquement ou rituellement est une pratique vieille comme le monde. Dans les guerres libanaises, le rituel prenait la forme de féroces duels verbaux entre guerriers pendant leurs heures de repos. D'un côté et de l'autre des barricades - à l'aide de hauts-parleurs et de téléphones, puis de *walkie-talkie*, à mesure que la guerre progressait technologiquement, ils se livraient à des orgies de diffamation et de blasphèmes, d'humiliation réciproques, inventant chacun des injures plus grossières les unes que les autres dans cette course pour atteindre cet "autre" le plus profondément dans son *'ird*, son honneur et sa virilité les plus intimes¹.

Souillure et purification du territoire

"Ta terre et ton *'ird*", dit le proverbe tribal à propos des priorités à défendre même au prix de sa vie. C'est la présence de l'Autre, l'étranger, qui constitue le danger qui menace le territoire. Sa présence est ainsi perçue comme une souillure à sa pureté originelle. Pour barrer l'accès à ces présences indésirables, le pays est retranché en une multitude de camps, de *himâ-s* sacralisés desquels il faut exclure l'autre.

Les barrages sont les avant-postes du *himâ*, là où l'on décide de l'admission des individus dans le domaine sacré. "Si tu n'es pas des nôtres/ ne passe pas par nous", dit un poème de Sa'id Aql.

Sur les barrages, l'identité est révélée de différentes manières. Tout d'abord par la carte d'identité. Mais celle-ci peut toujours être falsifiée. Dans une folie identitaire, tout signe distinctif devient lourd de sens. Si

¹ Cf. Ghassân Habbâl et Zaynab Hassûn, "Al-'Unf wa-al-Insân", *Al Safir*, 3 septembre 1985.

le nom ne suffit pas, alors le parler est révélateur. Pour démasquer un Palestinien, oblige-le à dire le mot "tomate" (*banadûrah*); tu seras sûr qu'il le prononcera avec un accent qu'aucun Libanais ne pourrait reproduire (*bandûrah*). Cette voyelle manquante peut coûter la vie. C'est le délit du parler¹ D'autre part, il n'était pas rare, aux barrages des organisations palestiniennes et du MNL, que l'on demande à l'homme d'ouvrir sa braguette pour vérifier qu'il était circoncis, ou qu'on lui demande de réciter les premiers versets du Coran.

Pendant la première phase de la guerre, la phobie de l'étranger intrus dans le domaine sacré faisait rage. Le journal *al-'Amal* rapportait l'apparition de géants noirs, Somaliens disait-on, atteignant deux mètres de haut, avec des boucles aux oreilles. On entend d'ailleurs dire que le corps de l'un d'eux aurait été trouvé dans un jardin public du quartier Suyûfî.²

Les prises d'otages constituent une autre forme d'exclusion de l'autre, la réclusion. La communauté étant tenue comme un corps, retenir des otages parmi ses membres voulait dire retenir une partie de ce corps, ultime garantie que la communauté en question se conformera aux règles des échanges tribaux, parce que sa définition même dépend de sa fidélité envers ses membres.

On prend des otages en prévision; gage pour un éventuel échange d'otages ou pour avoir à portée de main une victime potentielle sur laquelle se venger dans le cas où un parent ou un coreligionnaire serait tué "à la carte d'identité".

Dans le code traditionnel de la tribu, se réfugier dans le *himâ* de l'autre était une garantie de sécurité, même si celui qui cherche refuge a sur les mains le sang d'un des membres de la tribu. Le *dakhîl*, l'intrus, qui exhortait son hôte par ces mots: "*anâ dakhîlak*", était épargné et protégé. Dans le parler libanais, ce terme a pris avec le temps une connotation d'imploration: je t'en conjure, je t'en supplie. Combien de fois les otages ou les habitants d'une localité envahie avaient utilisé ce terme, sans se rendre compte que la tribu moderne était devenue sourde à ses anciennes traditions.

Si les tribus rejetaient les intrus, elles n'acceptaient pas davantage que ses membres enfreignent les règles de la solidarité et de la conformité. Un homme qui sortait du rang était à exclure : les *sa'âlîk*

¹ Cf. Samia Naïm-Sanbar: "Contact d'usages et stratégie de communication. Beyrouth", *Peuples Méditerranéens*, 33, octobre-décembre 1985, pp. 55-63.

² L'ironie du sort voulut que quelques jours à peine après avoir annoncé cette découverte, le même *al-'Amal* tirait en première page une manchette sur le début de la guerre d'Ogaden entre la Somalie et l'Ethiopie. Sur la photo, ces mêmes géants somaliens, en tenue de combat, paraissaient dans les rues de Mogadishu, loués cette fois par le quotidien phalangiste pour leur campagne pour libérer l'Ethiopie des communistes!

(gueux) de la tribu devaient être chassés du territoire ou tués. Au début des combats en 1975, les forces phalangistes ont attaqué le village de Jâj dans le haut Jubayl, fief des partisans de Raymond Iddî. Encerclé, le village, qui n'était pas armé, fut pris d'assaut par quelques centaines de combattants. Les habitants s'étaient opposés à l'ouverture d'un bureau du parti phalangiste. L'opération punitive de Jâj, ouvrit la porte à une définition de plus en plus étroite de ce qui était l'étranger; à partir de là, il ne se définissait plus par son identité confessionnelle, mais aussi par son appartenance politique.

C'était le meilleur des cas. Dans le pire, le *su'lûk* devait payer de sa vie, comme ce fut le cas pour maintes défections dans les deux camps. Pendant les dures années de la guerre, la grande partie des chrétiens des régions musulmanes ont bénéficié d'une garantie de la part des partisans de l'OLP ainsi que de ceux du MNL. Certes, non sans humiliation et non sans rappel de leur statut de gens "protégés". Mais, lors du contrôle par Amal de Beyrouth-Ouest, Husayn Muruwwah et Hasan Hamdân (Mahdî 'Amil), intellectuels communistes, furent tués par leurs "coreligionnaires" chiites!

Tuer devient un devoir. Tuer la racaille, *Al-awbâch*, est "une tâche de civilisation", clament les Gardiens du cèdre, enfants de la classe moyenne maronite jaloux de leurs petits privilèges. "Chaque Libanais doit tuer un Palestinien", est leur mot-d'ordre. Un sens du devoir semblable pousse le tueur chiite de Meney à tuer. C'est aussi par devoir que le vénérable druze doit tuer son voisin chrétien. Une anecdote circulant à Beyrouth après la bataille de la Montagne de 1983, illustre bien cette notion du devoir. Voyant ses co-religionnaires en train de tuer et chasser les chrétiens de leurs villages, un vénérable druze se voit dans l'obligation d'accomplir son devoir, ne serait-ce que par conformité à la communauté : il faut qu'il tue son chrétien. Où le trouver? Une grande partie ont déjà pris la fuite. Il ne reste que son voisin et ami de longue date, qui n'a pas fui justement à cause de sa confiance dans ce voisinage et cette amitié. Interpellé, celui-ci monte chez son voisin et ne croit pas ce qu'il entend. Son voisin et fidèle ami se déclare en obligation de le tuer. Malgré les supplications du chrétien évoquant le bon voisinage, le pain et le sel partagés de génération en génération, le druze reste implacable. Le devoir est le devoir; la longue amitié et le voisinage interviendront en faveur du chrétien par ces mots : "Je ne te ferai pas de mal. Pas plus qu'une piqûre d'abeille."

Un territoire sacralisé, quand il est "souillé", doit être purifié. Ne l'oublions pas : l'idée de l'Etranger est une idée de classe dans laquelle se conjuguent la notion villageoise montagnarde de *gharîb*, la notion tribale d'intrus (*dakhîl*) avec la supériorité de rang, de statut social, de nationalité (la primauté des Libanais) et de culture. Le père Sim'ân Duwayhî, député de Zghurtâ, a l'amalgame facile entre "miséreux" et étrangers qu'il considère "source de putréfaction, de corruption et de maladies qui sapent les fondements moraux, humains et spirituels, (...) à

partir desquels se répandent sur nous, Libanais, les épidémies qui sortent des foyers de contagion et des taudis, qui gisent, bruyants, sur le cœur de notre capitale".¹ "Vaccinez vos enfants contre la gauche internationale", disait un des premiers graffitis à Beyrouth-Est. On parle du camp palestinien de Tall al-Za'tar comme d'un "abcès", les Gardiens du cèdre évoquent le besoin urgent d'une "intervention chirurgicale" au Liban.

Assainir et purifier vont de pair. Le sain est le sacré. Exhortant les combattants des Forces Libanaises dans la région de 'Alay à se rendre, le cheikh druze 'Afîf Abû 'Alwân leur dit : "Laissez ici vos armes, quittez cette terre, ne la profanez plus, sinon gare".² Le territoire ne se définit pas uniquement en termes communautaires. Les miliciens phalangistes du raid sur lhdin avaient profané le territoire du clan adverse. A l'occasion du premier anniversaire du raid, le père Yûsuf Yammîn célébrant la messe à Zghurtâ, dit : "Tous ceux qui ont profané lhdin seront tués, en particulier ceux du clan Jumayyil, ainsi que leurs descendants pour des générations entières, jusqu'à ce qu'il n'en reste ni homme ni femme".³

La purification se faisait parfois par le sang et le feu comme ultime remède. Le spectacle le plus représentatif est la fameuse scène d'un groupe de miliciens phalangistes jouant de la guitare et buvant du champagne autour d'un cadavre brûlé sur le fond du bidonville de la Quarantaine en flammes. Le même sort fut réservé aux localités "étrangères" dans les *himâ-s* sacrés des uns et des autres : Dubayyah, Jisr al-Bâchâ, Tall al-Za'tar, Nab'ah, Dâmûr, al-Jiyyah, 'Aychiyyah, etc.

Le miracle annoncé après la chute de Nab'ah est l'une des expressions les plus célèbres de l'accomplissement de cette sacralisation de l'espace. La presse rapporta que les militants phalangistes, en "nettoyant" le terrain ennemi de leurs adversaires palestino-progressistes avaient trouvé de l'encens jonchant le sol. On crie au miracle. Des foules se forment pour voir et témoigner. Voilà que la terre annonçait, reconnaissait, enfin, dans une révélation miraculeuse, que sa purification avait été accomplie. Quelques jours plus tard, on apprendra qu'il s'agissait de produits chimiques provenant d'une fabrique de savon, que les combattants palestino-progressistes, à court de sable, avaient utilisés pour remplir les sacs des barricades. Mais, l'impact purificateur et miraculeux de l'annonce avait fait ses effets; les gens venaient toujours visiter le site du miracle...

Cette sacralisation miraculeuse a d'ailleurs un précédent célèbre dans le sionisme. La conquête de la Palestine, l'expulsion forcée et la

¹ Charârah, Al-Silm al Ahlli, *Al Barid*, Beyrouth, 1980, pp. 740-41, note.

² Cité in Issa Makhlof, *Beyrouth ou la fascination de la mort*, Paris, Editions de la Passion, 1988, p. 160.

³ Randall, *op. cit.*, p. 131.

fuite des Arabes Palestiniens de leur patrie en 1948 avaient été baptisées la "purification miraculeuse du territoire".¹

Violences et religiosité

Le sacre des chefs disparus

Aussitôt mort, Bachîr Jumayyil, a été assimilé au Christ et immortalisé. Le père Sélim Abou retrace la vie du chef des Forces Libanaises comme une prédestination au martyr et ses dernières heures comme un chemin de la Croix:

"Pour le peuple chrétien, *ce n'est pas un hasard* que Bachîr soit mort le 14 septembre 'Fête de l'exaltation de la Sainte Croix'; *ce n'est pas un hasard* qu'il ait prononcé son dernier discours, deux heures à peine avant son assassinat, au couvent de la Croix, où travaille sa sœur religieuse; *ce n'est pas un hasard* qu'il ait pris la parole debout sous un grand crucifix portant cette inscription 'par ce signe, tu vaincras'. Enfant, il est mort à 34 ans, c'est-à-dire, à peu de choses près, à l'âge du Christ."²

Une identification et une prédestination similaires furent projetés sur la disparition entourée de mystère de l'imam Mûsâ al-Sadr, en Libye en août 1978. Mais elles s'exprimaient dans le symbolisme de la tradition millénaire chiite. Si Bachîr se prêtait à l'identification avec le Christ, le président du Conseil supérieur chiite se prêtait par la filiation familiale directe à une autre identification. Il possédait tous les attributs pour être identifié au douzième Imam Muhammad qui fit sa *ghaybah* cosmique en l'an 874. Ainsi un intellectuel chiite libanais américanisé, trop impatient de prouver le pouvoir d'entraînement du passé, écrit :

"L'histoire de Mûsâ al-Sadr se confond avec la sensibilité millénaire de son peuple, celle du rêve millénariste d'un homme extraordinaire qui va mener l'Histoire à sa fin prédestinée, fin qui surviendra quand la

¹ Voir, par exemple, Ammiel Alcalay : *After Jews and Arabs. Remaking Levantine Culture*. Minneapolis and London, University of Minneapolis, 1993, p. 220.

² Cité par Issa Makhlouf, *op. cit.*, p. 150. Qu'on permette cette remarque : si l'âge de Bachîr Jumayyil, à sa mort, est celui que révèle le père Abou, il faut en tirer cette conclusion bien terrestre que le chef des Forces libanaises n'avait pas le droit de se présenter aux élections présidentielles et que son élection était nulle et illégale. L'âge minimum du candidat à la présidence de la République est fixé par la constitution à 35 ans.

volonté divine décidera qu'il en soit ainsi, tout cela était déjà donné à Mûsâ al-Sadr d'une façon naturelle.¹

Ce qui fut donné de façon naturelle à l'imam libanais, l'était de par sa filiation directe avec les imams du chiisme. Mais, la *ghaybah* inaugure la temporalité de l'attente et de l'expectative du retour de ce *Mahdî* (dont le messie est la plus proche approximation chrétienne) qui "remplira la terre d'équité et de justice comme elle fut remplie d'injustice et de tyrannie". Justement, cette attente sera entretenue, voire travaillée, en une promesse de retour par l'imam Khûmaynî, venu au pouvoir quelques semaines après la disparition de l'imam irano-libanais. Sollicité par les partisans de Sadr de le retrouver et ramener, le guide suprême de la révolution iranienne répandait l'espoir du retour en se basant sur la filiation de Sadr. Plus pratique que l'intellectuel américanisé, l'imam iranien promit un vrai retour qui se ferait à la façon du retour de l'arrière-grand-père de Sadr, le septième imam Mûsâ al-Kâzim, qui fut emprisonné pendant sept ans, selon les uns, quatorze selon d'autres, mais finalement retourna à ses partisans et adeptes!²

Dans l'expectative, on aurait "vu" maintes fois et dans plusieurs endroits le Bach-annonciateur revenir ... de même que l'imam-justicier. L'attente et la revendication du retour de ce dernier devinrent occasions de violence. A l'anniversaire de sa disparition, se déclenchaient des grèves, de violentes manifestations, des actes de sabotages et de terrorisme contre des intérêts libyens ainsi que des détournements d'avions, etc.

Le miraculeux comme arme

Pendant la guerre de 1975, on parlera de dizaines d'apparitions de la Sainte Vierge dans toutes les régions chrétiennes. On a compté au moins vingt cas d'apparitions dans le Matn et le Kisrawân. Il y eut aussi des témoignages d'apparitions dans des villages maronites de la Biqâ', comme Dayr al-Ahmar, al-Râm et al-Qiddâm.

Sur une colline qui surplombe la ville, les habitants de Zahlah, avaient érigé une grande statue à la Vierge Marie, leur sainte patronne. Dans la plus grande ville catholique d'Orient, le symbolisme de la Vierge est prégnant: on dit d'une femme qu'elle est belle comme la Vierge, on appelle l'*araq* les "larmes de la Vierge", on jure par elle, etc. Au cours de la guerre civile, la Vierge de Zahlah aurait accompli des miracles pendant les différents sièges de la ville; elle apparaissait chassant les obus de ses bras. Ce n'était qu'une fonction modernisée de son ancien rôle miraculeux durant les *Harakât* de l'an 1843, quand la sainte patronne

¹ Fouad Ajami: *The Vanished Imam. Musa al Sadr and the Shia of Lebanon*. Ithaca and London, Cornell University Press, 1986, p. 23.

² *Ibid*, p. 196.

avait sauvé la ville en envoyant des colombes jeter du sable dans les yeux des assaillants druzes.

A Zghurta, qui fut en guerre contre Tripoli avant sa rupture avec les phalangistes, les combattants participaient à la guerre en formations familiales, chacune se vantant de l'apparition de son saint-patron combattant à ses côtés. Les combattants de la famille Karam disaient avoir vu leur héros, Yûsuf Bey, chevauchant au ras des arbres et pourchassant l'ennemi.¹ Une femme du clan adverse des Duwayhî ayant annoncé l'apparition de Notre Dame de Tallat al-Husn, dirigea, de 1976 à 1979, des foules de plusieurs milliers de personnes qui priaient dans l'attente de l'apparition. Ces attentes étaient accompagnées de scènes d'hystérie collective et de fréquentes pertes de conscience. Ces pratiques collectives ont trouvé leur apogée dans les veillées des partisans du général 'Awn autour du palais présidentiel, attendant son apparition au balcon, tandis que sur de gros panneaux, le général prenait la forme de Saint Georges terrassant le dragon.

La dernière en date des apparitions de la Vierge eut lieu à la fin de l'année 1983 dans le secteur contrôlé par l'ALS lors de la maladie qui finalement terrassa le général Sa'd Haddâd. La maison du maire du village de Rumaych fut la scène d'un phénomène miraculeux typique : une statue de la Vierge se mit à suinter l'huile pendant une trentaine de jours. Un soldat de l'ALS venait chaque jour chercher un peu de cette huile miraculeuse pour guérir son chef. Finalement, l'huile qui baignait la statue se transforma en sang et la statue se renversa : présage de la mort imminente de Haddâd.²

Quoique plus répandues parmi eux, ces apparitions n'étaient pas le propre des chrétiens. On a enregistré l'apparition du *walî* Ya'qûb al-Mansûrî, patron du village sunnite de Sultân Ya'qûb dans la Biqâ'-Ouest et de maintes apparitions de la fameuse épée de l'imam 'Alî ibn Abî Tâlib, *Dhû-l-Fiqâr*, guidant les combattants de Amal ou du Hizb Allâh.

"Guerre froide" autour d'un miracle

La canonisation du moine Charbil Makhhlûf au Vatican en octobre 1977 fut l'occasion pour la communauté internationale de porter son appui, imaginaire et symbolique, au "retour" de la paix au Liban, ainsi que pour la reconstruction, non moins imaginaire et symbolique, d'une unité et d'une fraternité retrouvées. Le tout organisé autour de la

¹ Pendant les premiers mois de la Première Guerre mondiale, on rapporta des cas similaires : des soldats dans les tranchées françaises, anglaises ou russes ayant vu la Sainte Vierge, Jeanne d'Arc, Saint Georges ou Saint Michel. Hilary Evans, *Visions, Apparitions, Alien Stories. A Comparative Study of the Entity Enigma*, London, The Aquarian Press, 1984, pp. 114-115.

² "'Adrâ' Rumaych : al-Zayt wa al-Dam", *Al-Yawm al Sâbi*, 24 septembre 1984.

dépouille miraculeuse de cet ermite du Nord-Liban qui a accompli des miracles dans un couvent de la région du haut-Jubayl tout près d'une agglomération de villages chiïtes.

Le moment était fort propice. C'était la période où le régime de Ilyâs Sarkîs tentait de pacifier le pays après la fin de la première phase de la guerre sous l'égide de la Syrie et de la FDA. Justement, ce jour-là, le 9 octobre, l'armée libanaise devait se déployer dans le Sud-Liban, selon des accords convenus entre le Président Sarkîs et le numéro deux du Fath, Abû Iyâd. Empêché de participer personnellement aux festivités en raison de cette tâche urgente, le président Sarkîs se contenta de présider la messe solennelle dans l'église du couvent de 'Anâyâ. Une délégation cléricale est déjà à Rome, présidée par le patriarche maronite Khraych. La délégation officielle est présidée par l'ex-président, Charles Hilû, premier ambassadeur du Liban au Vatican et président de la francophonie. Elle comprend des ministres représentant les six confessions principales, une délégation d'une vingtaine de parlementaires, présidée par le vice-président de la chambre et diverses personnalités dont le président de l'Université libanaise. La délégation phalangiste fait bande à part, présidée par Pierre Jumayyil, accompagné de son fils Bachîr.

Le Miracle est sur toutes les langues. Mais il ne fait pas l'unanimité. A chacun son Charbil, à chacun son miracle. Une longue marche partie de différentes régions libanaises se dirige vers le couvent de l'ermite preuve d'un Liban qui s'unifie par Charbil comme Charbil s'était unifié à Dieu. Mais elle est presque exclusivement chrétienne. Chacun tire le Miracle vers son bord et le politise à sa façon. L'avocat phalangiste Farîd Ghânîm déclare la canonisation de celui qu'on appelle désormais le "saint du Liban", comme "le miracle du siècle". Pierre Jumayyil prie Dieu de préserver un Liban, "pays éternel et mission universelle de valeurs, d'humanité et de liberté", c'est ce Liban, poursuit-il, qu'il défend, c'est cette mission qu'il sert. Le cheikh des phalanges, avec cette humilité hypocrite qui, selon ses adversaires, le caractérise, attrape la balle au vol. En des termes dont l'ambiguïté prête à penser que l'objet de la béatification et de la sanctification n'est autre que sa personne, il murmure que la consécration ne fait qu'aiguiser son sens des responsabilités et l'inspirer dans sa lutte pour la poursuite de sa "mission" ¹

La récupération phalangiste du Miracle est évidemment sujet de contestation, comme l'est la propagande officielle qui veut identifier "miracle" et "unité nationale". Un autre père Charbil, Charbil Qassîs de son nom, aumônier général de l'Ordre des moines libanais, défend le confessionnalisme politique contre les abus qu'en ont fait les "politiciens menteurs" pour servir leurs propres intérêts, lui ôtant ainsi sa fonction de "mécanisme d'équilibre". Qassîs surenchérit contre les

¹ *Al-'Amal*, 15 septembre 1977.

parties du règlement. Il se veut "compréhensif" envers le principe de la séparation entre religion et Etat, et même favorable à une "démocratie quantitative" (qui représenterait les confessions selon leur poids numérique dans la population), à condition que soit respecté le sentiment religieux et de pallier à la crainte de "certains Libanais" pour leur propre existence. Il se dit partisan du pluralisme qui est la seule manière "d'atteindre l'équilibre et de préserver une société non intégrée".

L'arabiste vétérinaire 'Umar Farrûkh a, au moins, le courage de ne pas participer à l'hypocrisie généralisée, en refusant d'établir une relation quelconque entre la consécration de Charbil et l'unité nationale. Musulman, il ne croit pas à la *chafâ'ah* ("patronage" des saints et leur intercession auprès de Dieu) : Dieu n'a pas besoin d'intermédiaires. Concernant l'unité nationale, Farrûkh insiste qu'elle ne se réalisera que par la justice sociale, la délivrance des gens du Sud Liban de leurs souffrances, le retour de tous les déplacés chez eux, l'arrêt des attaques contre la culture arabe qui a "éclairé le monde, tant à l'Est qu'à l'Ouest" et l'établissement de l'équité entre l'imposition des obligations et la distribution des avantages.¹

L'aspect social du miracle est laissé aux bons soins du Pape et d'un journaliste... communiste. Pour le premier, l'occasion se prêtait à merveille pour la propagation d'une idée-clé de la foi catholique, qui servait bien la campagne anti-communiste du Saint-Père, à savoir, la relation entre pauvreté et foi. Ainsi évoque-t-il le milieu social du saint "une famille de paysans pauvres et modestes et de travailleurs unis et animés par une foi ardente". Sur les pages de l'organe du parti communiste, Nabîl Hâdî implore le Seigneur, par l'intermédiaire du saint Libanais, d'envoyer son fils Jésus-Christ sur Terre s'occuper du sort des pauvres et des miséreux et chasser les riches et les "monopolistes" qui ont à nouveau transformé le Temple de Dieu en une "caverne de brigands" :

"Tiens le fouet et descends", prie Hâdî, "range-toi au côté des souffrants, victimes des ténèbres, à côté de ceux qui militent pour la vie. Descends et annonce-leur que la levée de l'aube ne tardera pas et que bientôt s'ouvrira le chemin de la Justice et la vie."²

Il ne manquait à cet unanimité qui ne faisait pas l'unanimité que la voix un peu cynique du premier politique concerné, qui ne participait pas à la cérémonie. Et pour cause, Raymond Iddî, le député de Jubayl, où se situe le couvent de Charbil, est réfugié à Paris suite à deux attentats manqués contre sa vie. Il déclare, mi-figue mi-raisin, que seul un miracle à la manière de ceux de Charbil fera revivre le Liban d'antan.

¹ *Al-Nahar*, 11 octobre 1977.

² Nabîl Hâdî, *al-Nidâ*, 9 octobre 1977.

Le franc-tireur ou l'individuation du collectif

Al-Sûrî, al-Falastînî, al-Muslim, al-Durzî, al-Nasrânî, al-Mârûnî, etc.¹ ainsi, dans le parler de la guerre, le collectif fut individualisé. Et cette individualisation légitime le châtement collectif : quiconque d'entre eux est bon à tuer; donc, tuer un seul, c'est les tuer tous. Rappelons-nous l'horrible mathématique du mot-d'ordre des Gardiens des cèdres: "Chaque Libanais doit tuer un Palestinien".

Les tribus ont toujours des "justiciers", des vengeurs volontaires pour laver la honte par le sang, qui encaissent les coups les plus durs dans les vendettas. Le franc-tireur est une mutation monstrueuse du vengeur tribal. Le terme arabe pour le désigner est *qannâs* et son arme est la *qannâsah*, les deux étant dérivés de *qans* (chasse). Le *qannâs* est un chasseur-franc-tireur. En tant que chasseur, il est sélectif dans le choix de ses proies, en tant que tireur franc, il est libre de tuer n'importe qui.

Pourtant, le franc-tireur des guerres civiles a très peu à voir avec celui des guerres classiques ou des guerres de libération. Ses antécédents les plus célèbres seraient les francs-tireurs de la guerre civile espagnole de la célèbre "cinquième colonne", ces combattants franquistes restés à Madrid qui avaient pour tâche de causer le plus de dégâts possibles, tuer et terroriser le plus grand nombre de civils, semer la panique dans les troupes adverses et démoraliser l'ennemi.²

Dans Beyrouth en guerre, le *qannâs* avait deux rôles. Le premier était de maintenir une tension armée sans pour autant enclencher des accrochages ou des bombardements des quartiers. Il suffisait, par exemple, de "couper" une rue par un tir régulier pour prouver que la situation n'était pas normale. Pour accomplir cette tâche, le *qannâs* est contrôlé de près par ses supérieurs, qui décident de la fréquence et de la durée des tirs.

¹ Respectivement, le Syrien, le Palestinien, le musulman, le druze, le chrétien et le maronite.

² Le terme "cinquième colonne", utilisé par Franco pour désigner cette colonne qui travaillait à l'intérieur des rangs ennemis, les quatre autres encerclant la capitale républicaine, a été repris, dans le langage de la guerre civile libanaise, pour désigner cette force obscure à laquelle on attribuait la responsabilité de saboter la coexistence entre Libanais et les efforts pour rétablir la paix. Parfois, en particulier dans le discours de Pierre Jumayyil, la "cinquième colonne" est nommée : c'est la "gauche internationale". Alibi exemplaire pour extérioriser la violence et s'auto-satisfaire du fait que les Libanais ne s'entre-tuaient pas, la "cinquième colonne" avait pour corollaires les "doigts étrangers" et les "mains étrangères" qui s'immisçaient dans les affaires intérieures et semaient la discorde et la mort, instruments secrets du "complot" toujours extérieur.

Le deuxième rôle intervient quand la guerre bat son plein et que les fronts sont stabilisés. Le franc-tireur est alors un tueur "libre", le plus libre des tueurs et le plus tueur, dans le sens où ses cibles sont presque exclusivement des civils dont le seul tort est de circuler dans la localité adverse. La peur de la mort qu'il sème lui confère, comme le note Meney, un pouvoir individuel formidable sur des dizaines de milliers de gens. L'activité du franc-tireur est, ici, la pratique armée de l'individuation du collectif dans les deux sens : la communauté est représentée par un individu qui pratique le châtement en son nom et, à l'inverse, la communauté ennemie est elle-même individualisée en une multitude d'individus tous "bons à être tués". Chasseur de têtes, le franc-tireur est souvent rémunéré selon le nombre de "têtes" qu'il descend.

La spécialité du *qannâs*, ce sont donc les innocents, ceux qui ne font pas la guerre. Entendons-nous : il n'y a pas d'innocents dans les guerres civiles. Chaque individu est coupable de la seule chose qu'il n'aurait pas pu choisir : son acte de naissance. La plupart des victimes des francs-tireurs étaient des civils que les besoins économiques quotidiens obligeaient à se déplacer : travailleurs, balayeurs de rue, éboueurs, vendeurs ambulants de biens de première nécessité, distributeurs de journaux, petits fonctionnaires de l'Etat, journalistes, etc. Avec le temps, les gens développaient des moyens pour déjouer le *qannâs*. Il y a deux ruses principales, mise à part celle de faire monter un *qannâs* qui essaie d'épingler son rival d'en face. La première consiste à couvrir, la nuit, la rue par un grand rideau qui cache l'activité des gens du quartier. Ainsi le *qannâs* se trouve "aveugle" et les habitants peuvent vaquer à leurs occupations sans grands risques.¹ Une autre ruse consiste à utiliser des mannequins de vitrine pour détourner l'attention du *qannâs*; le temps qu'il se rende compte du leurre, les gens ont traversé la rue hasardeuse qu'il domine.

Plus que tuer les innocents, c'est la Vie que le *qannâs* assassine. Dans le roman de Hanân al-Chaykh², l'attirance sexuelle qui pousse Zahrah vers le franc-tireur de son quartier peut apparaître comme un désir de mort; elle révèle la vérité du *qannâs*. Mais il y a plus que désir de mort, il y a mort. Ce que Zahrah ignore c'est qu'en consommant l'acte sexuel avec son *qannâs*, elle se condamne à mort. Car de cette union est née une vie qu'elle porte dans ses entrailles. A Zahrah de rêver qu'un jour le franc-tireur l'épousera. Lui, quintessence de la Violence, n'est qu'impotence. Car, c'est l'impotence qui engendre la violence, comme Hannah Arendt le dit si bien. Voilà pourquoi, en portant la progéniture du franc-tireur, Zahrah le condamne à mort, car elle porte dans ses entrailles sa négation même : la fécondité et la Vie. Un *qannâs* fécond n'est plus un *qannâs*. Vigilant, implacable et ultra-rapide, le

¹ Les habitants de Sarajevo, autre ville scindée par une guerre fratricide, ont employé la même tactique des années plus tard.

² Hanân al-Chaykh, *Hikâyat Zahrah*, Bayrût, 1980.

qannâs ne tombera pas dans le piège : il tuera et la femme et la vie -sa vie/mort qu'elle porte en elle.

Le *qannâs* ne tue pas seulement les civils innocents, ou la Vie; il tue aussi les morts. Une balle au pied et voilà la victime à terre. Une autre dans la hanche par exemple, puis dans la tête. Il faut toujours atteindre la tête. C'est là l'épreuve ultime du franc-tireur, celle qui le consacre. C'est la seule façon de s'assurer que la victime n'est plus qu'un cadavre. C'est là aussi, dit-on, où les vengeurs de la tribu visent, entre les yeux, pour tuer l'honneur. Assuré de la mort de la victime, les coups pleuvent, précis. A chacun d'eux, le cadavre tressaille, l'un des membres désarticulés tressaute, imprévisible, et le corps réagit par mouvements saccadés. Dans la guerre libanaise, ce "jeu" des francs-tireurs a été baptisé "la danse du cadavre".¹

Quoique vengeur de la tribu, le *qannâs* n'est pas, pour autant, reconnu ou vénéré par les siens. Il leur rappelle trop les horreurs de son homologue, le *qannâs* d'en face. On le craint. Mais on ne l'aime pas. Dans les rafles, on cherche surtout le franc-tireur, reconnaissable, en particulier, aux grosses tâches bleues sur son épaule. Car la *qannâsah* a un très fort recul qui cause des ecchymoses persistantes. La pratique odieuse du franc-tireur lui réserve un sort aussi odieux quand il lui arrive de tomber entre les mains de ses adversaires. Un *qannâs* pris, c'est le délire sanglant et l'enclenchement d'un rituel de sacrifice collectif. En témoigne le fameux franc-tireur phalangiste de l'hôtel Holliday Inn qui avait terrorisé les habitants de Beyrouth-Ouest des mois durant. Capturé lors de la chute de l'hôtel, il a été collectivement poignardé, lynché, dépecé et finalement décapité. Ce qui restait de son cadavre fut traîné nu, de longues heures durant, derrière une voiture dans les rues de Beyrouth-Ouest.

Dans la guerre communautaire, le *qannâs* meurt seul. Tueur à son propre compte et à ses risques et péril, ainsi meurt-il.

Crime et châtement: le vengeur entre deux codes

Un des ressorts les plus secrets et les plus forts de la violence civile libanaise est la double appartenance de l'individu à deux systèmes de valeurs et de comportements. Croisement entre la survivance du code tribal et des modes sélectifs d'une société "moderne", le produit est un système en dérèglement permanent, un mélange explosif qui fait surgir une violence à sa mesure : démente jusqu'à l'absurde.

Le cas le plus représentatif de ce croisement est celui de Joseph Saadé, surnommé "le boucher du Samedi Noir".

¹ Cf. Fawaz Traboulsi, *Gharnica-Bayrût*, Nicosie et Beyrouth, Editions al-Kramil et al-Mu'assassah al-'Arabiyyah li-l-Dirâsât wa al-Nachr, 1985.

On pourra parler des deux vies de Joseph Saadé. A première vue, rien ne prédisposait cet homme à la violence ni aux massacres. Actif dans le monde du sport, il est l'adversaire juré des phalangistes qui contrôlaient une bonne partie de la vie sportive libanaise. Rebelle contre "le pouvoir de l'argent et l'injustice", ses sympathies politiques vont du côté de Kamâl Junblât et de son Parti Progressiste Socialiste.¹ Lors de la première guerre civile de 1958, il est le présentateur du journal en langue française sur la radio des rebelles. Il travaille dans les années soixante et soixante-dix comme responsable technique au quotidien *L'Orient-Le Jour*, dont les locaux sont à Beyrouth-Ouest. Pendant ses heures de loisir, il est président de l'Association de Course Automobile Libanaise. Joseph Saadé est aussi un enthousiaste de la lutte des Palestiniens, la photo de Georges Habach, leader du PFLP dont il admire le dévouement et la franchise, orne le mur de son bureau.

Avec la guerre, surgit un autre personnage et une autre vie subalternes entachés par les stigmates de l'origine. Ce même Joseph Saadé est fils d'un restaurateur maronite originaire du Kisrawân, attaché au service de l'armée française, qui suivit les troupes du mandat de Dir'â à Suwaydâ' en Syrie. Son fils, Joseph, devient fonctionnaire de la sécurité française en Syrie et doit quitter le pays pour fuir les révoltes contre le mandat. A l'indépendance, il est emprisonné un mois à Damas pour "collaboration avec l'ennemi". Installé à Beyrouth, il trouve un travail stable mais modeste comme gardien du stade sportif français le "stade de Chayla". Ce travail lui permet de demander la main d'une douce fille d'une famille orthodoxe aisée. Ils nomment leur premier-né Roland, du nom du neveu de Charlemagne tué par les flèches sarrasines.² Joseph Saadé a un sens aigu de la famille et de la promotion sociale. Il est fier de ses deux fils, aussi fanatiques de courses automobiles que lui, qui côtoient la société dorée de Beyrouth : fils d'ambassadeurs, de chefs politiques et d'industriels.³

Ce personnage est aussi le Joseph Saadé dont la vie va basculer et se bouleverser de fond en comble à la suite d'un événement qui survient durant l'une des trêves de la guerre. En août 1975, son cadet Elie disparaît lors d'un rallye automobile, et son corps est retrouvé, quelques jours plus tard, près d'un village musulman dans la région de Zahlah. Le père affligé crie : "Je commettrai un massacre. Je veux quinze enfants pour ce fils"⁴. Le massacre, il le commettra quelques mois plus tard. A peine guéri d'un infarctus qui le terrasse le jour de l'enterrement de son fils, Joseph Saadé se retrouve phalangiste et s'adonne à la chasse au Palestinien et au musulman, accumulant les

¹ Saadé, *op. cit.*, p. 44.

² Du moins, selon la *Chanson de Roland*; la vérité historique est autre.

³ Saadé, *op. cit.*, p. 39.

⁴ *Ibid.*, p. 70.

victimes de cette vengeance du nombre. Franc-tireur, tueur, preneur d'otages. Tout. Son fils aîné, Roland, rejoint la *Béjin*, l'unité d'élite phalangiste, la plus meurtrière qui porte les initiales de Pierre Jumayyil. Sa "spécialité" est l'auto-stop du meurtre : il se fait transporter par des chauffeurs palestiniens qu'il kidnappe et tue. Le 5 décembre 1975, Roland disparaît à son tour à Brummânâ en compagnie de trois de ses camarades, également membres de la *Béjin*. A l'annonce de leur disparition, on commence à kidnapper des musulmans à Beyrouth-Est.

Quand les corps des quatre phalangistes sont trouvés à Fanâr, non loin de Beyrouth, commence le Samedi Noir du 6 décembre, le massacre rituel le plus horrible des guerres libanaises avant celui de Sabrà et Châtîlâ. Le récit de Joseph Saadé, héros de ce massacre, mérite d'être lu en détail:

"Un milicien m'apporta la chemise retrouvée sur le corps de Roland, mon fils. L'étoffe était couverte de sang. Je me perdais dans ce tissu. J'y répandais mes larmes et mes cris.

Mes bras brandirent la chemise au-dessus de ma tête, ma voix gueula des prières incompréhensibles, mes jambes exécutèrent une danse funèbre et primitive. Je tournai ainsi plusieurs minutes et m'arrêtai, le regard et le corps tendus. Ma main saisit la crosse du colt accroché à ma ceinture. Dans mes poches, il restait deux chargeurs.

... Je me dirige vers les chiites épargnés depuis une heure. Pour les liquider. Tous.

Ringo hurla quand je lui appris la mort de Roland et de ses trois camarades. Ses yeux se brouillèrent de larmes. Il saisit son fusil mitrailleur Mao, son chargeur rond, et ouvrit la porte. Il tira dans tous les coins, et moi je vidais mon colt.

L'arme s'épuisait en quelques secondes. Je me précipitai sur le côté du quartier général des commandos *Béjin*: une trappe cachait des armes. Il restait une carabine vingt coups, modèle américain, et trois chargeurs. Je rejoignis Ringo, hystérique, et nous poursuivîmes la liquidation. Les hommes s'épandaient dans un océan de sang. Leurs plaintes, leurs râles, s'éteignaient progressivement. Je quittai l'impasse devenue silencieuse et avançai vers l'avenue Charles Hélou : l'enfer.

Une fièvre démente s'abattait sur le quartier. Nous n'étions plus des hommes. Les loups, sans doute, sont moins cruels. Les musulmans, des dockers pour la plupart, étaient liquidés d'une balle dans la tête. A coups de revolvers ou de kalachnikovs. Nous entassions les cadavres dans un camion bâché. Des miliciens les transportaient et les balançaient du haut d'un pont. Les plus déments triomphaient. *Je ne me sentais pas satisfait* : je n'éprouvais aucune joie, aucune exaltation. Je tirais car *il n'y avait pas d'innocents, plus*

d'innocence. Tous les musulmans étaient responsables de la mort de mes fils!"¹

Voici Saadé qui énonce une vérité de toute guerre civile : *il n'y a ni innocents ni innocence*. Il avoue avoir tué 75 personnes à lui seul, sur un total d'au moins 200 tués. La vengeance du nombre de Joseph Saadé a plus que triplé : 50 musulmans pour chaque phalangiste tué, exactement ce qu'il s'était juré de faire à la morgue de l'hôpital, devant le corps de son fils et de ses trois camarades.² Après le massacre, Joseph Saadé est "couvert" par Bachîr qui le nomme responsable du 4ème Bureau (logistique) de la section militaire du Parti dont le fils cadet de Pierre Jumayyil était le vice-commandant. Le "Père des Deux Martyrs", est couvé par la caution du Parti et de la communauté; tandis qu'à l'Ouest, on l'appelle *al-Saffâh*, le Boucher.

Mais la vendetta collective, même démesurée, ne suffira pas à notre "héros". Tous les musulmans à portée de mains avaient été tenus coupables de la mort de ses fils. Mais il lui fallait aussi les vrais coupables. Il les aura. Après la chute de Tall al-Za'tar, Amîn Jumayyil, futur président de la République et chef militaire de l'assaut contre le camp palestinien, lui livre trois Palestiniens présumés être les vrais tueurs de son fils Roland. Pour qu'aucune maille ne manque à la trame du rituel, Joseph détiendra ses trois captifs au Palais de Justice! Le bâtiment déserté est visité quotidiennement par le "justicier" en compagnie d'hommes de confiance qui soumettent les captifs à d'horribles tortures durant plus de quatre mois. Craignant une entrée rapide des troupes de la FDA à Beyrouth-Est, Joseph décide d'exécuter ses prisonniers à l'occasion du premier anniversaire de la mort de son fils, le 6 décembre 1976, à l'endroit même où le corps de Roland avait été trouvé.

René Girard, partant de la prémisse que la violence est inéluctable dans toute société humaine, a écrit des pages stimulantes comparant les notions de vengeance et de châtement entre la tradition tribale et le code pénal moderne. Le système primitif, dit-il, "trompe la violence" en déplaçant le châtement du coupable vers une "victime émissaire", que ce soit un animal ou un (autre) être humain. Quand une tribu, qui doit payer une reprise de sang, accepte de faire tuer, ou de tuer elle-même, un de ses membres, c'est le non-coupable qu'elle choisit en général. Par contre, le système judiciaire moderne châtie le coupable, parce qu'il possède sur la violence un monopole absolu. Les deux ont un même but: "tromper la violence" et l'empêcher de se répandre dans la communauté.³ Les guerres libanaises avaient connu deux vengeances substituelles collectives. Il s'agit des réactions à l'assassinat de Kamâl Junblât et de Bachîr Jumayyil, différentes par leur intensité et le nombre

¹ *Ibid.*, p. 13-14. C'est moi qui souligne.

² *Ibid.*, p. 102.

³ René Girard, *La violence et le sacré*, Paris, Grasset, 1972.

des victimes, mais ayant en commun la focalisation de la vengeance sur des victimes qui ne peuvent être assimilées aux présumés tueurs des deux chefs. A la mort du leader druze, au moins une centaine de chrétiens furent tués par ses partisans dans le Chûf. Il est difficile de concevoir ces actes comme prémédités ou planifiés. Par contre les massacres de Sabrà et Châtîlâ l'étaient. Au moins trois mille Palestiniens furent massacrés et l'opération avait pour but le refoulement de toute la population palestinienne de Beyrouth et du Liban. Dans les deux cas, l'application de la violence sur des non-coupables n'a contribué en rien à tromper la violence ou à l'apaiser.

D'autre part, le *kanun* albanais, code de vengeance très sophistiqué que nous révèle le grand romancier albanais Ismaïl Kadaré, est justement basé sur le principe que la violence est une forme d'échange entre les communautés, sujette à une réglementation coutumière des plus formalisées qui devait être suivie dans ses infimes détails.¹

Dans le Liban de la guerre civile, le code tribal persiste, perturbé, et le code "moderne" ne domine pas encore et s'applique d'une façon partielle et sélective.² En résulte un principe de vengeance sans ses formalités (quand? comment? contre qui? quelles limites? etc.). La coutume tribale suit le principe de œil pour œil, dent pour dent. Echange en apparence égalitaire du sang. Saadé, pour sa part, monte dans la table de multiplication : 15 pour un, 50 pour un. Il fallait une vision - proche du racisme - qui hiérarchise la valeur des êtres humains pour concevoir une telle inégalité du prix du sang versé. La vengeance est toujours échange, mais échange inégal. Car le prix du sang n'est pas toujours le même.

Le meurtre substituel n'a pas apaisé le désir de vengeance de notre héros. Le sacrifice des innocents, qui appartiennent à la même "tribu" que les tueurs, s'est avéré incapable de "tromper la violence" de notre vengeur et de couper court au circuit de vengeances. L'application du code de châtement moderne: l'exécution de "l'assassin qui ne pourra pas se venger" - selon la formule de Girard - apaisera-t-il le père affligé?

Crime, châtement et vengeance. Arrêtons-nous pour nous demander si la vengeance du père Saadé était la seule réaction possible et envisageable au meurtre des quatre militants phalangistes? Lors du

¹ Ismaïl Kadaré, *Avril Brisé*. Paris, Fayard, 1982. Voir aussi, Joseph Chelhod, *Le droit dans la société bédouine*. Paris, Marcel Rivière et Cie., 1971.

² Arlacchi écrit à propos de ce conflit de valeurs : "Tandis que la société traditionnelle se révèle résistante à une soumission complète à la logique du marché, elle est dépourvue de la force nécessaire pour purger ou neutraliser les effets des forces, valeurs et modes de comportement liés à cette logique." Le résultat n'est pas une division schizophrénique mais une curieuse modification de leurs fonctions et leurs sens. Elle prend la forme d'une réaction binaire qui combine "l'exaltation de la culture traditionnelle combinée à une application sélective et instrumentale de ses valeurs."

Samedi Noir, le père d'Elie Pano, milicien de la *Béjin* tué avec Roland, poursuit Saadé et sa horde de tueurs en criant un message qui peut sembler dément :

"Vous êtes des monstres, vous avez tué des ouvriers, des balayeurs, des pauvres types. *Tuez les assassins pas les innocents!*"¹

Contrairement au père Saadé, le père Pano croyait qu'il restait toujours des innocents dans les guerres, même dans les plus atroces des guerres civiles. S'il faut tuer, tuons plutôt les assassins. Mais son discours est plus dense en signifiants. De prime abord, il semble vouloir dire qu'il fallait rendre justice, même quand on prend la justice entre ses propres mains. Il y a plus : ces cris de cœur d'un père affligé expriment ce qu'on pourrait appeler un "populisme de la coexistence" qui reste fortement ancré dans la conscience populaire. Non seulement il ne croyait pas à la victimisation émissaire, mais il ne croyait pas à l'unité de l'Autre ni à son individuation. Les musulmans sont divisés, tout comme *nous* le sommes, en riches et en pauvres, semble-t-il dire. Il serait simpliste d'interpréter les dires du père Pano comme s'il voulait laisser entendre que les travailleurs et les pauvres ne tuent pas. En fait, il répète une croyance populaire qui refait toujours surface : ce sont les *zu'amâ'* et les riches qui *nous* ont entraînés, nous les pauvres de tous bords, dans cette sale guerre et c'est à eux qu'il faut s'en prendre. Les vrais tueurs ne seraient pas ceux qui exécutent le meurtre, mais les commanditaires du crime. En ces termes, le père Pano met en cause ceux qu'Ismaïl Kadaré appelle "les maîtres du sang", ceux qui encaissent le "prix" du sang et de la "reprise du sang" tant sur le plan matériel que sur celui du pouvoir, et les deux vont souvent ensemble. Cette loi de l'économie politique de la vengeance est le thème d'un échange intéressant entre les nouveaux mariés d'Avril *brisé*, venus étudier les us et coutumes de l'Albanie profonde:

"- Le sang donné, le sang repris, répéta Dianne, tu parles de ces choses-là comme s'il s'agissait d'opérations bancaires.

Bessian sourit.

- Au fond, d'une certaine façon, elles ne sont pas très différentes. Le *kanun* calcule froidement ... souvent, derrière ce décor semi-mythique, il faut rechercher l'élément économique ... à notre époque, le sang, comme tout le reste, a été transformé en marchandise."²

¹ Saadé, *op. cit.*, p. 100. C'est moi qui souligne.

² Kadaré, *op. cit.*, p. 118 et 193.

... De nos jours et depuis toujours. Car Kadaré ne fait que reprendre à son compte la maxime de son maître Eschyle : "La guerre est un banquier/ son or, la chair humaine."¹

Revenons au père-vengeur. Joseph Saadé citadin, n'appartenant pas à une famille élargie sur laquelle il pourra se replier pour le défendre et le couvrir, se fie au Parti, au quartier et à la communauté. Mais cette trinité ne pourra être le substitut de la famille; elle ne fait que le renvoyer à une autre trinité, celle de la "sainte famille" phalangiste, Dieu, Patrie, Famille, cheville-ouvrière de la communauté qui se veut "moderne".

Ce culte de la famille est le moteur de toute l'histoire tragique du "boucher" de Achrafiyyah. La mort des deux fils mâles a castré le vengeur lui-même, en mettant un terme à la reproduction de sa famille. La violence de Saadé est directement proportionnelle à la force de sa croyance en la famille comme institution et, paradoxalement, à la mesure de son impuissance - impuissance à perpétuer sa famille et à se perpétuer en tant que patriarche. En fait, le récit de Saadé est une enquête à la manière de celle des tragédies grecques, mais dont les dénouements ont été inversés. Tel un Œdipe à l'envers, la découverte de notre vengeur, au terme de son enquête, n'est pas celle du meurtrier de son fils, mais celle de la victime qui n'est autre que lui-même. A l'enterrement de son fils Roland, Saadé touche le fond abyssal de sa propre tragédie quand il réalise enfin qu'il "n'aura pas de petit-fils qui portera son nom".² La famille, ainsi châtrée, tue le patriarche! Notons bien cette conception machiste de la famille : la famille, ce sont ses membres mâles. Joseph Saadé a une fille, celle qu'il appelle sa "merveilleuse petite Maya"; mais quand il y a du sérieux, une fille, tout simplement, ça ne compte pas. Elle ne pourra pas reproduire la famille ni léguer son nom à sa progéniture. La "sagesse" montagnarde ne dit-elle pas : "Le fils de ton fils est à toi, le fils de ta fille est à l'autre (littéralement: "à l'étranger)".

En fin de compte, Saadé est un "mort-vivant", un *hay-mayt*, selon l'expression qu'utilise la tribu pour désigner un des siens qui a été définitivement invalidé dans une vendetta. A la sortie de son livre en France, ce "mort-vivant" a été invité à participer à l'émission *Apostrophes* de Bernard Pivot. Le plateau d'Antenne 2 juxtaposait deux mondes et deux vécus de la violence, du droit et du châtement. La soirée chez Pivot grouillait de questions laissées en suspens : pourquoi les participants ont-ils accepté de figurer sur le même plateau que le tueur déclaré? Par respect pour son droit à la parole? Par tolérance? Est ce que le tueur chite de Meney aurait été invité et traité avec la même déférence? Ou, alors les participants étaient bien conscients de ce qui était en jeu : la

¹ Voir l'essai magistral que Kadaré a consacré à Eschyle : *Eschyle ou l'éternel perdant*, Paris, Fayard, 1988.

² Saadé, *op. cit.*, p. 105.

télévision, pas plus? Peut-être la clé de ces réponses se trouve-t-elle dans le fait que la violence était ailleurs, "là-bas", et qu'on l'exorcisait en l'incarnant sur le plateau. Peut-être aussi Saadé n'était-il qu'une image, telles ces images de la violence qu'on voyait dans les films hollywoodiens ou que l'on ramenait de loin, des pays du Tiers-Monde, pour mieux se convaincre que la violence était ailleurs.

Sans regrets, ni remords, Saadé a raconté sa vie dans le livre et l'a assumée à l'écran. Est-ce qu'il le faisait pour se déculpabiliser? Est-ce qu'il cherchait vraiment la compréhension? L'absolution? De toute manière, la singularité de son cas faisait qu'il n'était pas jugeable. Il ne comparaitra devant aucune autorité judiciaire. Cela, il le savait : la guerre finie, une amnistie générale pardonnera tous les crimes de cette longue et sale guerre.

N'empêche qu'un plateau sur lequel se côtoient un meurtrier déclaré et d'innocents invités, ne pouvait qu'évoquer une séance d'interrogatoire. On lui demanda s'il lui arrivait de se rappeler ses crimes. Joseph Saadé répondit qu'en pensant à ce qu'il avait fait, il chassait ses pensées et se concentrait uniquement sur la mémoire de ses fils morts. Curieusement, le plateau pouvait évoquer une séance d'interrogatoire, mais il était l'inverse d'une cour de justice. Car, ici, "l'accusé" rappelle à ses "juges" qu'ils ne connaissent pas les lois de "là-bas" : "Vous ne savez pas ce qu'ils sont capables de faire" (les musulmans, s'entend). Il y a plus: cet "accusé" non seulement se déclare non-coupable et ne trouve aucune raison de se repentir, mais persiste et signe : "Si c'était à refaire, je le referai, dit-il, en réponse à une question directe, mais avec plus d'art, car j'ai de l'expérience."¹ Le franc-tueur chiite de Chiyyâh avait répondu à la même question par la même réponse.

Quoiqu'il en soit, Saadé n'est pas accusé, les autres invités ne se veulent pas juges. Ou presque. Mgr. Gaillot, à qui Pivot demande s'il considérerait Joseph Saadé toujours comme un chrétien, répond : "Je ne juge pas. Mais christianisme et vengeance ne s'accordent pas. La vengeance n'amènera pas la paix." Saadé approuve modestement, tout en rappelant qu'il n'était pas le seul chrétien à avoir tué "son prochain". Le crime aura-t-il servi à quelque chose? Pas la peine de prêcher à un converti; Saadé le sait déjà : "Ça ne ramènera pas mes fils". La paix? Ce n'est pas la paix qu'il cherche. Peut-être, pas même la paix de l'esprit. En tout cas, la paix ne ramènera pas ses deux fils, non plus.

Quand Saadé dit qu'il referait ce qu'il avait fait, avec le raffinement de l'expérience en plus, que voulait-il dire au juste? Ne voulait-il pas dire, qu'il le referait, justement parce que *ce qu'il avait fait n'avait mené à rien*? La tragédie de Saadé est que sa quête de vengeance l'a conduit à essayer les deux codes : la vengeance sur des substituts "innocents" - "coupables", selon lui, parce qu'appartenant à la même "tribu" que les coupables - d'une part, et le châtiment/ exécution des "vrais" coupables

¹ *Ibid.*, p. 200.

- en prenant en main la loi, de l'autre. Il n'a été soulagé ni par l'un ni par l'autre. Sa vengeance monstrueuse a été doublement violente, car violence de l'absurde, violence-impotente.

Les mécanismes secrets

L'ennemi, c'est moi!

Un des mécanismes surnois dans la guerre civile libanaise faisait qu'à force d'extérioriser l'ennemi, on a fini par l'intérioriser.

Au long de la guerre, des Libanais ont imaginé tous les arguments possibles pour extérioriser la violence qu'ils exerçaient les uns sur les autres : c'était la "guerre des autres" sur leur territoire; la "cinquième colonne" en était responsable, les "étrangers", le "complot extérieur"; s'entretuer entre Libanais était inimaginable, inconcevable, car "incompatible avec les mœurs et traditions libanaises", etc. Pourtant, quand les confessions semblaient avoir atteint leur plus haut degré de cohésion, quand elles semblaient être le plus unifiées, c'est à ce moment qu'elles éclataient, s'atomisaient en une infinité de sous-unités claniques et tribales en guerre. Cette prolifération infernale de la violence est inscrite dans la logique confessionnelle, produit de la poursuite d'une double illusion meurtrière : la possibilité d'unifier la confession sous une seule chefferie, d'une part, et la possibilité, de l'autre, de réduire ses éléments et intérêts aussi divergents et contradictoires soient-ils, à une uniformité ou un monolithisme, même si l'un et l'autre sont imposés par les armes.

Les scènes finales de la guerre ressemblent à la représentation par Pablo Picasso de la guerre civile dans son fameux *Guernica*, où les traits du bourreau et ceux de la victime deviennent inséparables, parties constituantes d'un même corps, d'un même personnage.¹ Sans transition, comme disent les présentateurs de télévision, de Picasso à Walid Junblât. Le chef druze, caractère hamletien par excellence, dont la personnalité torturée mériterait une étude détaillée, se distingue des autres chefs de guerre, au moins, par le regard détaché, quoique entaché d'humour noir et de cynisme, qu'il jette parfois sur ses propres actes et sur ceux d'autrui. Lors d'une des pires phases de la guerre, il lança subitement : "L'ennemi est à l'intérieur de chacun de nous".² La boucle est ainsi bouclée, dans cette vision conspiratrice-paranoïaque

¹ Voir, Fawaz Traboulsi, *Gharnica-Bayrût*, op. cit.

² *Al Safir*, 14 avril 1986.

de l'histoire et de la vie. L'Autre, l'Ennemi, s'est installé dans notre for intérieur.

Cette phrase exprime toute la guerre civile libanaise, sa logique et son cours. De deux camps qui se livraient guerre, la violence s'était répandue dans la société et avait "progressé" à rebours en sous-divisions. Les "petites guerres"¹ prennent la place de la grande, si la guerre pouvait jamais être grande. La guerre n'a plus de camps ni de fronts : chaque quartier, chaque immeuble, chaque famille sont scindés en autant de camps en guerre, de fronts de combat, jusqu'à parvenir à l'ultime unité théoriquement indivisible, l'individu lui-même coupé en deux, en guerre contre lui-même. Les frères ennemis se livrent bataille à l'intérieur de chacun de nous, violence ultime de la personnalité schizoïde.

Se débarrasser de l'excédent humain

La fonction économique-démographique de la guerre civile de 1860 est amplifiée dans les guerres meurtrières et longues de 1975-1992. D'autant qu'apparaît une notion radicalement nouvelle : dans le Moyen Orient, il y aurait "un peuple de plus" (Bachîr Jumayyil), le peuple palestinien. Les massacres des camps palestiniens de Sabrà et Châtîlâ en 1982, par les miliciens chrétiens, les petites guerres contre les camps palestiniens lancées par la suite par la milice chiite Amal, en 1985-86, étaient autant de tentatives pour se débarrasser de ce peuple excédentaire. Commentant le massacre, *Skira Hodechith*, le mensuel de l'armée israélienne, écrira que les Forces libanaises espéraient provoquer "l'exode général de la population palestinienne de Beyrouth puis de tout le Liban. Les chrétiens voulaient ainsi créer un nouvel équilibre démographique au Liban."²

Pour les Libanais, la saignée aurait fait au moins une centaine de milliers de morts. L'émigration aurait expulsé un tiers des Libanais hors de leur patrie. On dit "expulsion" car, y a-t-il vraiment une émigration volontaire? Le besoin économique, n'est-il pas violence, sa forme la plus forte, humiliante, gratuite et pernicieuse? L'émigration n'est-elle pas l'expulsion de ces "autres" étrangers que sont les autochtones pauvres ou incapables de trouver du travail, "étrangers dans leur propre patrie"?

Commentant la légèreté avec laquelle on tuait au Liban, Jonathan Randall a écrit : "Comme il se doit pour une société livrée aux lois du commerce, le Liban commença par sacrifier ce pour quoi il avait le moins d'estime : la vie humaine elle-même."³ Piquante en elle-même, cette remarque se prête à deux interprétations. La première : que la vie

¹ Nous empruntons le titre d'un film de Maroun Bagdadi.

² Cité dans Randall, *op. cit.*, p. 15.

³ *Ibid*, p. 75.

humaine occupe une place secondaire dans un monde dominé et aliéné par les lois du marché et le fétichisme de l'argent et de la marchandise. Elle peut aussi se référer à un processus des lois du commerce, elles nécessitent des purges périodiques de l'excédent dangereux : le surplus de capital humain. Comme dans les traditions antiques où on tuait les filles à la naissance, parce qu'incapables de travailler ou de faire la guerre, où on enterrait vivants les parents âgés car ils représentaient une bouche supplémentaire à nourrir, la version moderne de cette économie familiale est la loi capricieuse de la roulette russe ...

La mémoire de l'oubli

La violence de la guerre civile peut aussi être vue comme une thérapie de choc qui finit par abasourdir le patient sans le guérir. Se souvenir de quoi? Oublier quoi? A ces questions ouvertes, il serait présomptueux de proposer des réponses. Peut-être faudrait-il faire face à la surcharge de mythes d'origines, de mémoires et de souvenirs que véhiculent les idéologies identitaires, rappeler une fonction autre de la "mémoire" humaine : l'oubli. Le poète arabe n'a-t-il pas dit : "Tu fus nommé homme parce que tu es oublieux"?¹

Comment se rappeler *pour* oublier? Telle est, peut-être, la question.

Une "nation", selon Renan, est faite d'autant de souvenirs que d'oublis. Il parle du fait que tout "citoyen français doit avoir oublié les massacres de la Saint-Barthélemy, les massacres du Midi au XIII^{ème} siècle". L'oubli, dans l'un de ses aspects, n'est pas l'absence de mémoire, mais un souvenir lointain sans jugement ni parti-pris, des massacres où victimes et bourreaux sont confondus et également responsables. Voilà ce que Renan appelle le "fratricide rassurant".²

Il y a parfois, comme disait Maïakovsky, des problèmes politiques auxquels seule la poésie propose des réponses. "Une mémoire pour l'oubli", est le titre que Mahmûd Darwîch a choisi pour son journal du siège de Beyrouth en 1982, œuvre dans laquelle le grand poète arabe creuse, par une prose délirante et captivante, la version de son propre "oubli" de l'expérience douloureuse de l'OLP dans les guerres et tragédies du Liban. Mais, pour ce faire, Darwîch se livre à des aveux "complets" (comme on le dirait d'un accusé ou d'un amant) sur les responsabilités et l'égoïsme de ses compatriotes/et des organisations de l'OLP. Surgit ainsi un jaillissement de flash-backs, d'apparitions, de

¹ *Summîta Insânan li-'Annaka Nâsî*. Jeu de mots sur les termes qui signifient homme et oubli.

² Ernest Renan: *Qu'est-ce qu'une nation? et autres essais politiques*. Paris, Agora, 1992, p. 42; la référence au "fratricide rassurant" est donnée dans Aderson.

dialogues, du quotidien de la résistance, d'amitiés, de solidarité, de défis, d'amours, d'érotisme et d'héroïsme; le tout distillé par une imagination fertile en une inversion du temps et de l'espace, où le "temps" serait la ville et "l'espace", une journée horrible d'août 1982, pour faire éclater un immense chant d'amour à Beyrouth.¹

La mémoire libanaise, celle des confessions du moins, est-elle capable de ce genre de remémoration et de ce genre d'oubli? C'est-à-dire, peut-elle se libérer de cette fonction de refoulement qui ne fait que préserver, intacts, les origines "meurtrières", les souvenirs d'adversité et les mémoires fratricides? Aura-t-elle la possibilité de n'être plus ni mémoires, ni souvenirs de racines ou d'origines, mais simplement, "mémoire d'oubli"? Parviendra-t-elle à se rappeler le fratricide d'une manière oublieuse, qui le rendrait enfin "rassurant"?

Paris
Septembre 1993

¹ Mahmūd Darwīch, *Dhâkirah li-l-Nisyân*. Casablanca, Dâr Tubqâl, 1987.

ETHNIES ET TERRITOIRES

Jean-William LAPIERRE

La résurgence explosive des fureurs nationalistes, les horreurs de l'oppression des minorités et de la "purification ethnique", la prolifération des camps de réfugiés - non seulement dans l'ex-Yougoslavie et l'ex-URSS, mais aussi en Afrique (Angola, Mozambique, Zaïre, Rwanda, Libéria, Somalie) et en Asie (Sri-Lanka, Timor oriental, Thaïlande, Birmanie, Tibet, Assam, Bouthan) - toute cette crise mondiale nous oblige à remettre en question quelques dogmes de la philosophie politique des temps modernes européens.

1

Les juristes qui traitent de la reconnaissance légale, par un Etat, de minorités linguistiques, religieuses, culturelles ou ethniques distinguent deux principes qui fondent deux types de légalité : le *principe de personnalité* et le *principe de territorialité*.

Selon le premier, les droits et obligations reconnus par la loi s'appliquent à toute personne appartenant à la communauté minoritaire reconnue, où que se trouve cette personne dans les limites de la juridiction de cet Etat (y compris les ambassades, consulats et institutions à l'étranger). Les droits personnels ainsi reconnus légalement peuvent être exercés *individuellement* ou *collectivement* : individuellement quand, par exemple, un citoyen de cet Etat a le droit d'exiger des services publics de communiquer avec eux dans sa langue, ou bien d'un employeur le respect du jour hebdomadaire d'arrêt de travail prescrit par sa religion (le vendredi pour un musulman, le samedi

pour un juif, le dimanche pour un chrétien); collectivement quand les membres d'une communauté minoritaire ont le droit de créer et de gérer des écoles à statut et financement public (comme la communauté anglophone au Québec et la communauté acadienne francophone au Nouveau-Brunswick dans la Confédération Canadienne). Le principe de territorialité implique que les droits reconnus à la communauté minoritaire peuvent être exercés seulement dans une région, dans une partie déterminée de l'espace politique où s'impose le pouvoir de l'Etat. Ainsi, en Grande Bretagne, les Gallois ont droit à un enseignement dans leur langue sur tout le territoire du Pays de Galles mais cessent d'y avoir droit s'ils résident ailleurs. De même les Indiens du Canada perdent leurs droits s'ils sortent de leurs réserves. Si la loi se fonde sur le principe de personnalité, elle suppose un espace politique homogène : les droits et obligations qu'elle établit sont les mêmes partout. Mais le peuple qui habite cet espace n'est pas homogène puisque des minorités s'y différencient de la majorité par un statut légal qui leur est propre. Si la loi se fonde sur le principe de territorialité, elle suppose un espace politique hétérogène : les droits et obligations varient selon les régions ou provinces de l'Etat.

2

L'*Etat-Nation* est la forme d'organisation politique caractéristique des temps modernes en Occident (à partir du XVème siècle). Elle a été adoptée et plus ou moins adaptée dans les autres parties du monde sous l'influence hégémonique de la colonisation occidentale aux XIXème et XXème siècles.

Quelle que soit la formule - "une foi, une loi, un roi", ou, version plus récente, "un Reich, un Peuple, un Führer", ou bien "la république une et indivisible", ou bien encore "unité, identité, souveraineté nationale" - l'idée est toujours la même : l'organisation du pouvoir politique institutionnalisé, centralisé, bureaucratisé est celle d'une société caractérisée par un seul et même espace politique homogène que limitent les frontières (*le territoire national*), un seul et même réseau d'échanges en une seule et même monnaie (*le marché national*), un seul et même code de communication (*la langue nationale*), un seul et même ensemble de mœurs et coutumes, de symboles et croyances, d'œuvres littéraires et de patrimoine artistique, de souvenirs historiques (*la culture nationale*), un seul et même ensemble homogène de ressortissants (la population nationale, *le peuple*). Notons que ces trois dernières composantes ("culturelles") de l'Etat-Nation correspondent à ce que le langage savant désigne par le terme d'"ethnie", transposant un mot grec qui, dans la langue des premiers traducteurs de la Bible, se traduisait précisément par "nation". Une telle société ne saurait, par principe, comporter de minorités, c'est-à-dire une pluralité, une

hétérogénéité de langues, de peuples, de communautés culturelles, de marchés, de territoires. Les minorités, s'il en subsiste, ne peuvent s'intégrer à l'Etat-Nation que par *l'assimilation*. C'était bien le sens de la politique jacobine, celle que préconisaient les conventionnels Grégoire et Barrère quand ils réclamaient l'unification linguistique de la République française par l'abolition forcée de l'usage des "patois" picard, breton, basque, provençal, catalan, flamand, alsacien dans la vie publique et l'instruction publique.

L'Etat-Nation s'oppose, dans son principe même, à l'organisation politique *fédérative* comme à l'organisation politique *impériale*. La première, en effet, suppose une association volontaire de plusieurs peuples ou nations qui gardent leur identité culturelle et une large autonomie politique. La seconde implique la domination sur plusieurs peuples d'une dynastie appartenant à l'un d'eux et le privilégiant dans la vie publique : ce qui, soit dit en passant, fut le cas du royaume de France.

3

La logique de l'Etat-Nation a amené, au XIX^{ème} siècle, les Puissances européennes organisées selon ce modèle à proclamer le "principe des nationalités" et à l'opposer aux Empires (austro-hongrois, ottoman, russe) sans considérer que leur propre "identité nationale" - telle celle de l'Etat-Nation unitaire et centralisé construit en France par 35 rois, deux Empereurs et trois Républiques - s'était imposée par la force à l'identité culturelle de peuples subjugués et plus ou moins assimilés. Selon ce fameux principe, toute nation doit avoir son Etat indépendant et souverain. Restait, comme on le vit au Traité de Versailles, le casse-tête consistant à faire coïncider un territoire, un marché, une langue, une culture, un peuple dans cet espace européen où tant d'invasions, de conquêtes, de migrations - notamment autour du bassin méditerranéen - avaient dispersé et enchevêtré tant de populations hétérogènes. Aujourd'hui, trois quarts de siècle après ce Traité, un député hongrois peut constater : "Si l'on considère le problème le plus aigu de la région - celui des minorités - aucune refonte de la carte ne peut apporter de solution. Il y a des minorités dans pratiquement tous les pays est-européens, et des membres de toutes les nations vivent en dehors des limites de la nation mère" (Istvan Szent-Ivanyil, *Le Monde*, 22 Mai 1993, p. 8).

Les minorités ethniques sont acculées à ce choix : ou bien s'assimiler pour s'intégrer, ou bien revendiquer l'autonomie (voire, si elle leur est refusée, l'indépendance) et lutter pour l'obtenir, ou bien prendre le chemin de l'exil et se réfugier dans des pays qui tendent à les refouler en restreignant le droit d'asile. Ayons le courage de le reconnaître : la "purification ethnique", c'est-à-dire le peuplement du territoire national

par une seule nationalité, dont nous déplorons les atrocités dans ce qui fut la Yougoslavie, est une stricte application du principe des nationalités et du modèle d'organisation politique qu'est l'Etat-Nation. Nos propres nationalistes, défenseurs acharnés de "l'identité nationale française" contre "l'invasion étrangère", partisans de "la France aux Français", de la restriction du droit d'asile et du refoulement ou de l'expulsion des réfugiés, sont à leur manière des purificateurs ethniques. Nous avons sous les yeux en Bosnie-Herzégovine, l'horrible caricature d'une application conjointe du principe de nationalité et du principe de territorialité : les interminables négociations pour un découpage des frontières semblable à un puzzle, avec ses enclaves et ses corridors; pendant ce temps les coups de force militaires pour arracher une parcelle de territoire supplémentaire aux dépens des autres communautés ethniques, les massacres, les exodes de populations chassées de leurs villages, les annexions de champs de ruines, les camps d'internement, la famine, les viols - bref tous les moyens employés pour assurer la coïncidence d'une population homogène avec un territoire homogène.

Autre cas de figure : l'application du principe de territorialité et non du principe de personnalité à la coexistence, en Palestine, d'une population juive et d'une population arabe a incité l'ONU, en 1947, à partager le territoire en deux Etats-Nations, ce qui a provoqué 45 ans de guerres, de terrorisme, d'occupation militaire, de développement des camps de réfugiés. Sans doute eut-il été préférable pour les deux peuples de fonder un Etat bi-national où auraient été reconnus les droits personnels des membres des deux communautés. Mais les politiciens de l'une comme de l'autre, ainsi que ceux qui représentaient à l'ONU leur Etat-Nation, étaient bien incapables d'imaginer cette possibilité - et le sont encore aujourd'hui, bien que l'idée d'une confédération commence à se faire jour. L'implantation de colonies juives disséminées dans les territoires occupés, y imbriquant les deux populations, ne pourra que susciter de graves conflits dans l'éventualité de la formation d'un Etat-Nation palestinien ébauché avec l'autonomie de Jéricho et de Gaza.

4

Osons alors poser la question scandaleuse, sacrilège aux yeux des tenants de notre tradition jacobine : n'est-il pas temps, dans le monde nouveau où nous entrons, de *déterritorialiser le politique*, de renoncer au dogme de l'Etat-Nation selon lequel l'organisation politique d'une société humaine exige nécessairement *un* territoire!, c'est-à-dire un espace politique unique et homogène, et *une* nationalité, c'est-à-dire, habitant ce territoire, une population culturellement homogène? Au temps de l'avion supersonique et des missiles, du marché mondial des

capitaux et des marchandises, des moyens de transport intercontinentaux, de la télévision par satellites, un Etat-Nation est-il encore capable d'arrêter à ses frontières les agressions militaires (comme la "ligne Maginot" en 1940!), les transactions décidées par les spéculateurs internationaux (ou même le trafic de drogue), les courants migratoires, la circulation des messages et des images? Certes il ne s'agit pas de nier ici la dimension spatiale du politique mais bien de constater que la conception territoriale de cet espace (un territoire est un espace homogène et clos sur lequel s'exerce la souveraineté exclusive du pouvoir d'Etat) devient désuète dans ce qu'on est convenu d'appeler "la postmodernité" et que je préfère nommer la transmodernité. Les Belges ont commencé à le comprendre. Dans leur transition de l'Etat-Nation unitaire à l'Etat fédéral pluri-ethnique, ils ont eu l'audace de concevoir le fédéralisme non pas comme un emboîtement d'espaces politiques homogènes (comme les communes et les cantons dans la Confédération helvétique) mais comme *un éclatement d'espaces politiques* qui se superposent partiellement. Yves Barel définit la superposition comme "le fait que deux objets distincts ou distinguables occupent tout ou partie du même espace"¹. Ainsi l'espace des *communautés culturelles* de Belgique (néerlandophone, francophone, germanophone), où s'exerce souverainement le pouvoir politique communautaire sur la langue, la culture, l'enseignement, est décalé par rapport à l'espace des *régions économiques* (flamande, wallonne, bruxelloise) où s'exerce souverainement le pouvoir politique régional sur la production et la circulation des marchandises. Et à Bruxelles la coexistence d'une population francophone et d'une population néerlandophone a pour conséquence l'application du principe de personnalité pour tout ce qui relève du pouvoir politique communautaire. L'Etat fédéral n'exerce plus de souveraineté sur l'ensemble du territoire que dans des domaines de compétence importants mais limités tels que la sécurité intérieure et extérieure, la diplomatie, la monnaie et certains secteurs économiques (eau, énergie, acier). Cette combinaison originale du principe de territorialité et du principe de personnalité a permis la reconnaissance des droits de la petite minorité germanophone. Elle résulte d'un processus politique de réforme progressive de la constitution qui a duré plus de 20 ans. C'est une monstruosité aux yeux des doctrinaires de l'Etat-Nation unitaire. C'est un premier pas vers une *organisation fédérative à espace éclaté*. Ce qui n'empêche pas les extrémistes flamands de continuer à revendiquer leur propre Etat-Nation séparé (qui inclurait Bruxelles) ni certains extrémistes wallons de réclamer le rattachement à la France, qui les priverait de la plupart des pouvoirs autonomes qu'ils viennent d'acquérir. Il resterait à nos belges, notamment flamands, à comprendre

¹ Yves Barel, *Le paradoxe et le système*, Presses Universitaires de Grenoble, deuxième édition, 1989, p.119.

qu'une frontière linguistique n'est pas plus imperméable et définitive que toute autre frontière et qu'elle évolue nécessairement dans le temps avec les déplacements de population : il avait été prévu en 1932 qu'elle varierait selon les résultats des recensements, mais en 1962, pour la rendre immuable, les questions portant sur la langue en ont été exclues! Voilà où mène l'abus du principe de territorialité. Autre cas exemplaire : les 6 millions de francophones du Canada y sont minoritaires (environ 22% de la population). Mais ils sont majoritaires (60%) dans la province de Québec. C'est pourquoi les nationalistes québécois s'en tiennent fermement au principe de territorialité : à l'intérieur des frontières de l'Etat provincial, la langue française doit être seule officielle dans la vie économique, culturelle et politique, bien que la minorité anglophone continue d'y avoir droit à ses propres institutions d'enseignement et à ses propres organes d'information. Cet Etat provincial se considère déjà comme un Etat-Nation, ce qu'il deviendrait pleinement en se proclamant indépendant et souverain suivant le programme du Parti Québécois. C'est vers cette issue que mène le refus opposé par certaines provinces anglophones aux Accords du lac Meech qui reconnaissent au Québec son identité propre au sein de la Confédération. Mais ce serait faire bon marché du gros million de francophones des autres provinces; ils deviendraient du coup très minoritaires au Canada (à peine 5% de la population). Or dans les provinces atlantiques (Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse, Ile-du-Prince-Edouard) et dans une moindre mesure en Ontario ils ont obtenu, par une longue lutte opiniâtre et non-violente, certains droits fondés sur le principe de personnalité exercé individuellement et parfois même collectivement; les Acadiens du Nouveau-Brunswick ont le droit de gérer leurs propres écoles publiques et leur Université. Au cas où le Québec sortirait du fédéralisme canadien pour constituer un Etat-Nation indépendant, les minorités culturelles francophones des autres provinces ne risqueraient-elles pas de perdre certains de leurs droits personnels, ou du moins d'en obtenir bien plus difficilement l'application effective. D'aucuns le craignent. La victoire du nationalisme québécois au nom du principe de territorialité pourrait bien avoir pour contrepartie l'affaiblissement du principe de personnalité pour les minorités francophones hors Québec. Beaucoup de Québécois s'y résignent aisément, estimant qu'il serait toujours possible à ces francophones d'émigrer au Québec pour éviter d'être assimilés. Peut-être verrait-on alors resurgir au Nouveau-Brunswick (où les Acadiens sont majoritaires dans quatre comtés sur quinze) la revendication d'une province acadienne séparée qui fut celle du petit Parti Acadien dans les années 70. Mais les Acadiens dispersés aux deux bouts de la Nouvelle-Ecosse ou à l'Ile-du-Prince-Edouard ne sauraient se réclamer du principe de territorialité.

Dois-je m'excuser auprès des lecteurs de cette revue de les avoir entraînés dans cette excursion loin des rives de la Méditerranée? Elle

avait pour but de montrer que le problème politique du lien entre une identité ethnique ou nationale et un territoire (au sens où nous l'avons défini) n'est pas propre à l'Europe centrale ou orientale ni aux peuples méditerranéens. Prétendre constituer un Etat-Nation territorial à population ethniquement ou culturellement homogène revient toujours d'une part à chercher à "purifier" ce territoire de tout élément allogène, d'autre part à risquer de sacrifier les droits des minorités de même ethnie ou de même culture en dehors des frontières de cet Etat.

5

Concluons. Alors que dans l'ensemble de la planète, la vie économique, sociale et même culturelle s'organise en *réseaux* complexes de relations qui s'entrecroisent, s'enchevêtrent, s'interpénètrent, la plupart de nos politiciens professionnels persistent à penser l'organisation de la vie politique suivant le modèle traditionnel de la hiérarchie des pouvoirs, sous la forme d'une pyramide. Cependant certains Etats-Nations européens, après avoir fait la malheureuse expérience de dictatures ultra-nationalistes exaltant et imposant "l'unité nationale", ont évolué vers une reconnaissance des droits de leurs minorités, le plus souvent suivant le principe de territorialité (l'Espagne en Catalogne, Galice, Pays Basque), parfois suivant le principe de personnalité (l'Italie dans le Haut-Adige, ou Sud Tyrol). Les nouveaux Etats-Nations nés de la décomposition de la Yougoslavie et de l'empire soviétique ne semblent guère disposés à entrer dans cette voie. En revanche, la Hongrie, après deux ans d'après débats, s'oriente vers une légalité favorable à ses minorités. Il est à présumer qu'au XXI^{ème} siècle l'Etat-Nation moderne apparaîtra de plus en plus comme un mode d'organisation politique désuet et que seuls compteront dans la politique et l'économie mondiales les grands ensembles pluri et supra-nationaux formés soit par un *processus fédératif* (comme l'Union Européenne vers laquelle nous nous acheminons si difficilement et trop lentement), soit par un *processus hégémonique* (comme l'Europe unie pour mille ans dont rêvait Adolf Hitler). Cette seconde option consisterait en la domination homogénéisante d'une identité ethnique ou culturelle au moyen d'une organisation du pouvoir unitaire et centralisatrice imposant l'assimilation pure et simple des autres communautés. La première option assurerait la coexistence de populations culturellement hétérogènes, de plus en plus imbriquées les unes aux autres dans un *espace politique éclaté*. Leurs droits à leur identité culturelle y seraient reconnus et fondés sur le principe de personnalité, ce qui, contrairement au dogme de la tradition jacobine française, exigerait que la *citoyenneté* ne fût plus confondue avec la *nationalité*. Ces identités ethniques ou culturelles ne cesseraient d'évoluer par leurs échanges réciproques sans pour autant se fondre dans la grisaille de l'uniformité.

Qu'il me soit permis de penser que, pour nos enfants et petits-enfants, la première option est de beaucoup préférable à la seconde. Utopie? Sans doute. Mais notre temps ne souffre-t-il pas d'une pénurie d'utopies? Le XXI^{ème} siècle aura pour tâche d'inventer un mode d'organisation politique aussi différent de l'Etat-Nation que celui-ci le fut de la féodalité. Comme tous les accouchements historiques, celui-ci ne se fera pas sans douleur, du fait notamment de l'opposition des nationalistes rétrogrades, ni sans les inévitables compromis entre le souhaitable et le possible qui sont l'œuvre même, toujours inachevée, de l'art politique.

Nice
Université de Nice
Octobre 1993

SHAVED HEADS AND MARKED BODIES: REPRESENTATIONS FROM CULTURES OF TRAUMA

Kristine STILES*

A multitude of representations and cultural productions emanate from social and political events located in, and imprinted with, trauma, the ancient Greek word for wound¹. These images and attendant behaviors constitute the aggregate visual evidence of the *cultures of trauma*, a phrase I want to introduce to denote traumatic circumstance that is manifest in culture, discernible at the intersection of aesthetic, political, and social experience.² While research in traumatogenesis has

* Kristine Stiles is an artist and assistant professor of Art History at Duke University.

¹ I gave the first version of this paper, "Shave Heads: Towards a Theory of the Cultures of Trauma," at the international conference on *War & Gender* in Bellagio, Italy, August, 1993. I am grateful to the organizers, Duke Professors Miriam Cooke, a feminist specialising in the literature of the Middle East, and Alex Roland, a military historian, for the opportunity to have presented this work there. My students, Rebecca Katz, David Little, and Edward Shanken also provided sound editorial suggestions, and Kathryn Andrews, my research assistant was indispensable to the completion of this text.

² The phrase *cultures of trauma* is part of the subtitle of my forthcoming book, *DIAS: The Destruction in Art Symposium, Representations from the Cultures of Trauma* [1995], a book that represents the extensive revision of my unpublished doctoral dissertation, *The Destruction in Art Symposium (DIAS): The Radical Cultural Project of Event-Structured Art*, University of California, Berkeley, 1987. Only while completing this essay did I learn of two terms,

proliferated during the past two decades, few have examined the cultural formations that result from, and bear illustrative witness to, the impact on world societies of the ubiquitous wounds of trauma. Meditating on the history of trauma, British psychiatrist Michael R. Trimble observed that its "etiology and pathogenesis ... remains *invisible*" (my emphasis).¹ Yet, however invisible its origin and development, I maintain that the cultural signs of trauma are *highly visible* in images and actions that occur both within the conventional boundaries of visual art and in the practices and images of everyday life. This essay explores two of these sites: shaved heads and marked bodies.

Trauma may be defined concisely as "an emotional state of discomfort and stress resulting from (unconscious and conscious) memories of an extraordinary, catastrophic experience which shatter(s) the survivor's sense of invulnerability to harm."² War, its institutions and practices, is a ubiquitous source of trauma. But the genesis of trauma is not limited to the effects of war since the abuse of bodies destroys identity and leaves results parallel to war and its consequences. For several centuries trauma was diagnosed as neurosis.³ But the term *post-traumatic neurosis*, used to describe the symptoms of shellshocked World War I veterans, was changed to *post-traumatic stress disorder* (PTSD) in the 1970s when the symptoms of Korean and Vietnam war

shame culture and *guilt culture*, that might relate eventually to my own work. In a review of Bernard Williams' book *Shame and Necessity*, 1992, Bernard Knox noted that Williams adapted the term *shame culture* from his Oxford professor E.R. Dodds who used it to discuss what Knox summarized as the culture "Dodds believed existed in Homeric times (that) puts high emphasis on preserving honor and on not being publically disgraced." The term *guilt culture* was coined, Knox continues, by Ruth Benedict in *The Chrysanthemum and the Sword* [1946]. She referred to a "the allegedly more evolved guilt culture" which "emphasizes personal responsibility and relies on 'an internalized conviction of sin.'" See Bernard Knox, "The Greek Way," in *The New York Review of Books* XL: 19 (November 18, 1993): 42.

¹ Michael R. Trimble, "Post-traumatic Stress Disorder: History of a Concept," in *Trauma and Its Wake: The Study and Treatment of Post-traumatic Stress Disorder*. ed., Charles R. Figley (New York: Brunner/Mazel, Publishers, 1985): 13.

² Charles R. Figley's "Introduction" to *Trauma and Its Wake*: xviii-xix.

³ Trimble reports, for example, that Charles Dickens was unable to recover from having witnessed a horrifying railway accident in 1865, and Samuel Pepys became suicidal after a fire in his home. Trimble, *op. cit.*: 7. See also, R.J. Daly, "Samuel Pepys and post-traumatic stress disorder," *British Journal of Psychiatry* 143 (1983): 64-68; and J. Forster, *The Life of Charles Dickens*. Volume 2. London: J. M. Dent and Sons, 1969.

veterans began to be diagnosed as stress.¹ This diagnosis refers to a heterogeneous group of causes with a homogeneous set of behaviors: disassociation, loss of memory coupled with repetitive, intrusive, and often disguised memories of the original trauma, rage, addictive disorders, somatic complaints, vulnerability, guilt, isolation, alienation, detachment, reduced responsiveness, inability to feel safe or to trust, and numbing.² Causes include war, shock, concentration camp experiences, rape, incest, and sexual abuse, racism, shocks related to natural disasters or accidents, prolonged periods of domination as in hostage and prisoner-of-war situations, and the brutal psychological conditions perpetrated by some religious cults. I do not want to suggest that the omnipresence of trauma means that all traumatic experiences are the same. But if one considers the genocide in Cambodia, India and Pakistan, Bosnia, the Kurds, or black men in the U.S.A., or considers the cultural influence of the *disappeared* in Argentina, Chile, and El Salvador, or the Boat People of Vietnam and Haiti, or the effects of the Chinese Cultural Revolution, then the occurrence and advance of trauma is staggering and global. Indeed, the some 40 million world refugees, most of whom are women and children, offer a material image of trauma. If I were to identify the capitals of the cultures of trauma, they would be such places as the second largest city in Pakistan or the third largest city in Malawi, both of which are refugee camps!³

¹ Some critical studies in post-traumatic stress disorder and its relationship to larger social and political frames include: M.J. Horowitz, *Stress response syndromes*. New York: Jason Aronson, 1976; A. Egendorf, et. al. *Legacies of Vietnam*, vols. 1-5. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1981; Robert J. Lifton, *Death in Life: Survivors of Hiroshima*. New York: Simon & Schuster, 1967, *The Future of Immorality and Other Essays for a Nuclear Age*. New York: Basic, 1987; Richard Ulman & Doris Brothers, *The Shattered Self: A Psychoanalytic Study of Trauma*. Hove and London: The Analytic Press, 1988; and Judith Lewis Herman, *Trauma and Recovery: The aftermath of violence -- from domestic abuse to political terror*. New York: Basic Books, 1992.

² See Raymond M. Scurfield's Table I, "Post-trauma Reactions and Symptoms," in "Post-trauma Stress Assessment and Treatment: Overview and Formulations," in *Trauma and Its Wake*: 233. See also Judith Lewis Herman's chart, "Complex Post-Traumatic Stress Disorder," in *Trauma and Recovery*: 121.

³ I am indebted to Judit Katona-Apte, United Nations World Food Programme, for this information and other comments put forward in her unpublished paper, "Refugee Women: An International Existential Anomaly?" presented at the Bellagio conference on *War & Gender*. See also, Diane Weathers, "Impact of Refugee Camps," in *WFP and the Environment* (Rome: World Food Programme", 1993); 9-10.

At the nexus of the cultures of trauma is the highly celebrated new world order which, I think, did not begin with the fall of the Berlin Wall in 1989, but with the ethos of the Holocaust and nuclear age. The epoch of the Cold War and its aftermath might be understood as an age of trauma whose threats increase exponentially especially with the grim reality of the thriving global business in weapon-grade plutonium and enriched uranium contraband, and in such nuclear industry disasters as Three Mile Island (1975) and Chernobyl (1986).¹ In this regard, the U.S. response to the so-called *rape of Kuwait* was, perhaps, as much an excuse to dismantle Iraq nuclear weapons capacity as it was to restore Kuwait sovereignty. Where such continuous peril exists, trauma is constant. The task is to undermine its invisibility. For its concealed conditions, its silences, are the spaces in which the destructions of trauma multiply.

My past research attended to the impact of destruction in the formation of works of art that grew out of violent experience.² In particular, I studied the use artists made of their bodies as the primary signifying material of visual art performances, actions removed from the context and history of theatre. While certain antecedents in Futurism, Dada, the Bauhaus, and Surrealism exist for this historically specific phenomenon, it developed as a viable independent visual art medium in Japan, Europe, and the United States in the 1950s, and, I think, must be correlated directly to the corporeal threat experienced by populations living in the geographical spaces most terrorized with destruction.³ The actualization of destruction in performative works of art was a cultural sign, I suggested, a *techne* for making one's life into an aesthetic coefficient of survival. Such art not only bore witness to various survival strategies by converting invisible trauma into a representation, but, more

¹ On the subject, of nuclear proliferation see, for example, *Plutonium and Security: the Military Aspects of the Plutonium Economy*, ed., Frank Barnaby, (London: Macmillan, 1992). I consider this subject in my essay, "Irreparable Damage": James Lerager's Documentary Photography and Social Activism in the Nuclear Age," in James Lerager with Kristine Stiles' *Tales from the Nuclear Age* (1995)

² A summary of that work appears in my essay "Survival Ethos and Destruction Art", *Discourse: Journal for Theoretical Studies in Media and Culture*: 14: 2 (Spring 1992): 74-102.

³ Although in World War II the continental United States did not experience anything remotely similar to the destruction that occurred in Europe and Japan, it is clear that the increased militarization of US economy and domestic life during the nuclear age had traumatizing effects. Robert J. Lifton and Eric Markusen refer to this result as the *genocidal mentality* in their book *The Genocidal Mentality: Nazi Holocaust and Nuclear Threat*. New York: Basic Books, 1990.

immediately, into a presentation. Simultaneously representational and presentational, this art offered an alternative paradigm for cultural practices, one that appended the traditional metaphorical mode of communication, based on a viewing subject and an inanimate object, to a paradigm of exchange, based in the connectedness implied by metonymy. In this model, the human body held the potential for an exchange between individual subjectivities.

While I concentrated on the unprecedented physical and material violence and destruction that artists used, paradoxically, as the creative means for making art, that research was confined generally to the topic of war. Typically, although not exclusively, questions related to the interconnection between sexuality, identity, and violence I thread through that lens. Now my work examines the shared symptoms that result from the interrelated causes of trauma in war and sexual violence. This work poses such questions as: What are the visual codes of trauma, and how does an understanding of these representations facilitate knowledge of the cultural effects of trauma? Such a question is not, however, concerned with the history, methodology, or therapeutic aims associated with either the research or practice of art therapy, practice that involves the treatment of individual cases. Nor does it engage in a psychoanalytic analysis of individual works of art. Rather, I seek to map the behavioral symptoms identified with trauma onto cultural representations and actions produced in conditions where trauma occurs. For I reasoned that the heterogeneity of traumatic causes which results in a homogeneity of symptoms equally may produce a heterogeneous body of images and actions that can function as homogeneous representations of trauma.

This study explores how visual responses to trauma may assist peoples of diverse individual, social, and political experiences in arriving at a shared language from which to construct different cultural, social, and political institutions and practices. In seeking to identify a shared body of visual representations of trauma, I have no lingering desire for holistic humanism, nor the need to attempt the constitution of false homogeneous communities. Rather, the goal is to acknowledge the growth and development of global networks of information-sharing systems and shared ecological concerns, and to reclaim for visual art the powerful role it is capable of playing in the development of a global humanitarian discourse of humane concern, a role threatened by the disempowering conditions of the economies and markets of art, and usurped by the cynical denials of art's contemporary efficacy by many theorists of postmodernism. Identifying the visual results of cultures of trauma may hasten development of shared cultural terms through which to address disparate cultural events. Transforming visual representations into textual analysis may increase insight into, and compassion for, suffering, empathy which is the first and necessary stage for reform.

This essay considers two sites within the cultures of trauma. Shaved heads is a representation that refers both to an image and a style which result from a wide variety of social and political experiences outside of the context of the visual arts. Marked bodies is a representation that pertains to the performative paradigm that developed within the visual arts, an aesthetic practice that I believe is rooted deeply in cultures of trauma in accordance with larger political frames of destruction and violence.

Image I: The community gathered in French towns and villages to shear her head with animal clippers and then smear the sign of the swastika in soot on her bald forehead. The citizens judged her a *horizontal collaborator* for having sex with German soldiers during World War II. Denigrated and denounced as a whore, she was even stripped naked sometimes before being paraded through town, a token of the emblematic territories, defamations, and controls of war. She remained solitary amidst the molesting, persecuting assembly, exiled in a particularly sordid historical moment in a throng of her countrymen and women.

Horizontal collaborators served as metonymic signifiers for the *vertical collaborators* who, under the Vichy government, maintained an upright appearance while they capitulated to the Germans, raised their hands in the Nazi salute, and welcomed "The New Europe" into their beds. These women with shaved heads were used as communal purgatives, scapegoats for the French who themselves had whored for jobs in Germany, for extra food, and for peacetime amenities especially during the years 1940 to 1943. In 1944-45, photographers like Robert Capa and Carl Mydans documented the terrible brutality to women accused of sexual collaborations with the Germans; and Marcel Ophuls included documents of one such incident in the town of Clermont-Ferrand in his 1969 film *The Sorrow and The Pity*.¹ Female collaborators whose crimes were not sexual were not treated with the same kind of corporeal

¹ See Frank Capa, *Robert Capa, Photographs* (New York: Alfred A. Knopf, 1985): 162-165; and Carl Mydans, *Carl Mydans, Photojournalist* (New York: Harry H. Abrams, 1985); 104. Ophuls film includes extensive interviews with Pierre Mendes-France, Albert Speer, Sir Anthony Eden, Claude Levy, and others but no comment at all from the women with shaved heads! Just prior to completion of this article, I found Alain Brossat's new book *Les Tondues: Un Carnaval Moche*. Mesnil sur Estrée: Editions Manya, 1993. Brossat's extensive research documents and analyses the phenomenon of women with shaved heads from the perspective of medieval carnival and ritual.

violations as the *horizontal collaborators* whose primary sedition was to have slept with the enemy. The ritual scrutiny by French communities of the intimate affairs and bodies of *their* women, suggest that these women's crime was vulvic, the vaginal betrayal of the patrimonial body of the State. The assault on, and psychological domination of, the female body and the photographic and filmic records *taken*, or *shot*, of her display on communal viewing stands, all typify physical and scopic aggression linked to sexuality, especially sanctioned in the *theatre of war*.¹ War condones and ritualizes the destruction and occupation of territories and bodies. Marked as property owned by the community, the shaved head confirms feminist's observations that wars are fought for, among other things, privilege to the bodies of women.²

The visual discourse of the phallocratic order may be seen in the shaved female head, the site where rule by the phallus joins power to sexuality.³ Phallic rule is foundational in cultures of trauma and forms the interstice connecting war to sexual abuse, an intersection where assaults on the body and identity produce similar traumatic symptoms. In his important new book *Shattered Selves: Multiple Personality in a Postmodern World*, political theorist James M. Glass argues that the justification for taking women issues from the same "perversion of power

¹ Susan Sontag was one of the first to theorize about the sexual aggressivity (akin to rape) of the photograph in *On Photography*. New York,: Farrar, Strauss & Giroux, 1973. See also, Bill Jay's "The Photographer as Aggressor," in *Observations: Essays on Documentary Photography*. ed., David Featherstone. (Carmel, California: The Friends of Photography, 1984): 7-23.

² In the Vth century BC, Herodotus accounted for the importance of women in the Persian Wars when he pointed out that " as for the carrying off of women, it is the deed, they say, of a rogue; but to make a stir about such as are carried off, argues a man a fool ... The Asiatics when the Greeks ran off with their women, never troubled themselves about the matter; but the Greeks, for the sake of a single Lacedaemonian girl, collected a vast armament, invade Asia, and destroyed the kingdom of Prima, hence they ever looked upon the Greeks as their open enemies. See Herodotus, *The Persians Wars*, trans., George Rawlinson (New York: Random House, 1942): 3 quoted in Barbara Harlow's "Introduction" to Malek Alloula's *The colonial Harem*, trans., Myrna Godzich and Wlad Godzich (Minneapolis: University of Minnesota Press, 1986): xiv-xv. See also Part III, "Maternal Thinking and Peace Politics," in Sara Ruddick's, *Maternal Thinking: Toward a politics of Peace* (New York: Ballantine Books, 1989).

³ For an extended discussion of the term phallocratic see, Luce Irigaray, *This Sex Which Is Not One*, trans., G. Gill: Ithaca: Cornell University Press, 1982; and Lacan's "The signification of the phallus" (1958) in Jacques Lacan's *Ecrits: A Selection*, trans., Alan Sheridan. New York: W.W. Norton & Company, 1977): 281-291.

and the arrogance of patriarchal assumptions over the possession of women" that results in incest and other kinds of sexual abuse. He concludes that "to the extent that power moves beyond its ordered field and beyond its respect for the lives and bodies of others, it is not much different from political forms of power which define sovereignty as the infliction of harm, the punishment of bodies, and the depletion of life."¹

Nowhere is this conjunction more agonizing than in the testimony of Bok Dong Kim, a Korean military comfort woman (*jugun ianfu*), one of the many Asian women abducted for sexual service during World War II by the Imperial Army under the name of the Japanese emperor. Kim testified about war crimes against women on June 15th, 1993, at the Center for Women's Global Leadership during the International Conference on Human Rights in Vienna. She explained that after her body was unable to continue to provide sexual services for as many as fifty soldiers a day, her blood was used in transfusions for the wounded. The *comfort woman* provided the furniture of sex and her body, when broken, became a mere blood bag from whose veins drained the life of one woman into the health of many men. The ferocity of her experience is unbearable and related to the pornography now being made of the rapes of Bosnian women conquered as territory, possessed, and displayed.²

Helene Cixous and Catherine Clement, French feminist theorists, identify the "intrinsic connection...between the philosophical, the literary ... and the phallogocentric" which, they argue, is a bond "constructed on the premise of woman's abasement (and) subordination of the feminine to the masculine order."³ Shaved heads signify humiliation, a visual manifestation of an supralineal condition of domination and power that joins war and violence to the abuses of rule by the phallus. The doctrine of male hegemony is global and founded in the texts of organized world religions. In the Judeo-Christian tradition, this instrument is the Bible:

¹ James M. Glass, *Shattered Selves: Multiple Personality in a Postmodern World*. (Ithaca and London: Cornell University Press, 1993): 127.

² On the subject of *comfort women*, I am indebted to Kazuko Watanabe's unpublished paper "Militarism, Colonialism and the Trafficking in Women: Military Comfort Women Forced by The Japanese Imperial Army," presented at the Bellagio Conference on *War & Gender*, 1993. See also, Iryumiyon Kim, *Emperor's Army and Korean Comfort Women*. Tokyo: Sanichi Shobo, 1976. On the Bosnian pornography see, Catherine A. MacKinnon's "Turning Rape into Pornography: Postmodern Genocide," 4:1 (July/August, 1993).

³ Helene Cixous and Catherine Clement, *The Newly Born Woman*, trans., Betsy Wing and Intro., Sandra M. Gilbert. (Minneapolis: University of Minnesota Press, 1986): 65.

Cultures of trauma

I want you to know that the head of every man is Christ; the head of a woman is her husband; and the head of Christ is the Father. Any man who prays or prophesies with his head covered brings shame upon his head. Similarly, any woman who prays or prophesies with her head uncovered brings shame upon her head. It is as if she had had her head shaved. Indeed, if a woman will not wear a veil, she ought to cut off her hair. If it is shameful for a woman to have her hair cut off or her *head shaved*, it is clear that she ought to wear a veil. A man, on the other hand, ought not to cover his head, because he is the image of God and the reflection of his glory. Woman, in turn, is the reflection of man's glory. Man was not made from woman but woman from man. Neither was man created for woman but woman for man. For this reason a woman ought to have a sign of submission on her head, because of the angels.

Corinthians I, Chapter 11, 1-16

The above citation from the New Testament is anticipated in the Old Testament:

The Lord said: Because the daughters of Zion are haughty, and walk with necks outstretched ogling and mincing as they go, their anklets tinkling with every step, *the Lord shall cover the scalps of Zion's daughters with scabs, and the Lord shall bare their heads*. On that day the Lord will do away with the finery of the anklets, sunbursts, and crescents; the pendants, bracelets, and veils; the headdresses, bangles, cinctures, perfume boxes, and amulets; the signet rings, and the nose rings; the court dresses wraps, cloaks, and purses; the mirrors, linen tunics, turbans, and shawls. Instead of perfume there will be stench, instead of the girdle, a rope, and for the coiffure, *baldness*; for the rich gown, a sackcloth skirt. Then, instead of beauty: Your men will fall by the sword, and your champions, in war; her gates will lament and mourn, as the city sits desolate on the ground.

Isaiah Chapter 3, 16-26

This passage recasts the theme of women's culpability in the original fall from grace. Here the vanity and narcissism, with which she is charged, is cited as the source for the demise of men by the sword in war. He shall check her haughty and seductive ways, the Lord God, who shall meet punishment upon her body in the form of scabs, stench, and baldness.

The French were not alone in shaving the heads of women who slept with the enemy. Similar proprietary national interests, rights, and rites regarding the sexuality of German women were recorded by Bertolt Brecht in his poem entitled *Ballad of Marie Sanders, the Jew's Whore*, 1934-36. Brecht wrote that Marie Sanders, a woman from Nuremburg, was "driven through the town in her slip, round her neck a sign, her hair

all shaven... "¹ Her crime was to have slept with a Jew who, ironically, had he been Hasidic, might have insisted upon shaving her head after marriage.

In yet another context, African-American novelist Ishmael Reed summons the specter of a shaved head in his book *Reckless Eyeballing*. This time, however, the image refers to the war between the races. Advocating shaving the heads of black feminist writers whom he accused of collaborating with white feminists, Reed growled, "They deserve what they get. Cut off their hair ... "² Reed charged black feminists with acting on behalf of white men in whose name white feminists serve to emasculate black men: "To turn the afro man into an international scapegoat ... showing black dudes as animalistic sexual brutes." Reed's rage lives in the "colonialist program" identified by Frantz Fanon in which "the woman (is given) the historic mission of shaking up the man," a strategy described by Gayatri Spivak as, "Brown women saved by white men from brown men."³ Reed detested any association with the architects of colonization, white men, who he labeled "the biggest cannibals (who) have cannibalized whole civilizations, they've cannibalized nature, they'd even cannibalize their own mothers. "

Reed's diatribe, coupled with his misogynistic advice to shave black women's heads, offers a multifarious view of the convoluted manifestations of rule by the phallus. Kinship, race, and/or national identity, for Reed, resolves the question of sexual access to female bodies, and entry into them is determined by war, colonization, enslavement, incest, and rape. Here, too, the Bible offers instruction, schooling again complete with shaved heads:

Marriage with a Female Captive. When you go out to war against your enemies and the Lord, your God, delivers them into your hand, so that you take captives, if you see a comely woman among the

¹ Bertolt Brecht, "Ballade von der 'Judenhure' Marie Sanders," in *Bertolt Brecht Gedichte: Ausgewählt von Autoren Mit einem Geleitwort von Ernst Bloch*. (Frankfurt am Main: Suhrkamp Verlag, 1977): 132-33.

² Ishmael Reed's *Reckless Eyeballing*. (New York: St. Martin's Press, 1986): 55. All subsequent quotes from Reed are from this page.

³ See, Fanon's *A Dying Colonialism*, trans., Haakon Chevalier (New York: Grove Press, 1967): 39. I am grateful to comments regarding Fanon that Bruce Lawrence, Professor of Religion at Duke University, made during the Bellagio conference on *War & Gender*. See Spivak quoted in Barbara Harlow's "Introduction" to Malek Alloula *The Colonial Harem*: xviii. Harlow also points out that the French in Algeria and the British in India and Africa attempted "to collaborate with the women under the pretext of liberating them from oppression by their own men," and that this "would happen later in Iran during the Khomeiniled revolution against the Shah's dictatorship." (pp. xviii-xix).

captives and become so enamored of her that you wish to have her as wife, you may take her home to your house. But before she may live there, *she must shave her head* and pare her nails and lay aside her captive's garb. After she has mourned her father and mother for a full month, you may have relations with her, and you shall be her husband and she shall be your wife. However, if later on you lose your liking for her, you shall give her her freedom, if she wishes it; but you shall not sell her or enslave her, since she was married to you under compulsion.

Deuteronomy, Chapter 21, 10-14

The doctrine of privileged right to women, especially *comely* women, mandated in Deuteronomy, has chilling social reverberations in Reed's text. But it also has demoralizing parallels in cultural practices. For example, the 1973 film *Soylent Green*, directed by Richard Fleischer, depicts a ravaged and famine-ridden chaotic New York in the year 2022, a war-like environment where every luxury from strawberry jam to *comely* women is guarded jealously.¹ Beautiful women are assigned to apartments *as furniture* and provided for only as long as the incoming male tenant agrees to continue to rent them or, in the language of Deuteronomy: *if you later on lose your liking for her, you shall give her her freedom*. Moreover, Thorn West (Carlton Heston) refers to Shirl (Leigh Taylor-Young) as a "hell-of-a piece of furniture," and "like a grapefruit," both metaphors interchangeable with the ways in which the actual bodies of the *comfort women*, mentioned earlier, were used as furniture and nutrient. But while women are without question the majority of those who suffer the rule of the phallus, this fact does not abrogate the reality that men, too, may be, and are, abased in phallocracy. Few more striking and unpredictable examples of such men exist in this constellation than the Skinhead. Skinheads derived their *look*, in part, from an identification with "West Indian immigrants and the white working class," James Ridgeway explains in his horrifying history of the rise of a new white racist culture."² Dick Hebdige adds that, it was "those values conventionally associated with white working-class culture which had been eroded by time that were rediscovered embedded in (the Black musical culture of) ska, reggae, and rocksteady."³ Prevented from participation in white male power and privilege because of their class and lack of education, Skins adapted an appearance of marginality with respect to Western systems of power. They also condensed a

¹ I am grateful to Judit Katona-Apte and Mahadev Apte for bringing this film to my attention.

² James Ridgeway, *Blood in the Face: The Ku Klux Klan, Aryan Nations, Nazi SkinHeads, and the Rise of a New White Culture*. (New York: Thunder's Mouth Press, 1990): 164.

³ Dick Hebdige, *Subculture: The Meaning of Style*. London: Meuthen, 1979, quoted in Ridgeway, *Blood in the Face*: 164.

stunning array of differing cultural and political sites and meanings into *an image*. The result was a representation of absolute brute force signified by the shaved head but also by such articles of clothing as black army surplus combat, boots and camouflage gear. Skins visualized interconnected networks of brutality ordinarily categorized as different in culture. These include the hardened countenance of the military man under whose sign society contracts death, *and* the veneer of the outlaw, or prisoner of ball, chain, and spiked collar, whose transgressions bar him from the privilege to kill, *and* the demented, dangerous, unpredictability of the mental patient - shaved and lobotomized - *and* an image of ravaged diseased bodies, radiated and suffering, and, finally, the debased aspect of the concentration camp Jew, the ultimate picture of oppression.¹ The *image* of the Skinhead contains the powerful and the abject, the oppressor and the oppressed, the killer and the killed.²

Skins would seem to differ from the women with shaved heads cited above because they *appear* to be the agents in the reconstruction of their own identity. To a certain degree they are. But agency depends upon a more complex set of relations that involve not only personal will but social forces. Thus, the constitution of an image, like that of the Skins which is aimed at vitiating the impression of helplessness and powerlessness, succeeds better in betraying and reinforcing the locus of its identity in the trauma of that threat.

Toni Morrison addresses this seeming paradox when she points out how the U.S.A. is simultaneously a "nation of people who decided that their world view would combine agendas for individual freedom," and the "mechanism for devastating racial oppression."³ Morrison thus demonstrates how such apparent paradoxes are better understood as the reciprocal ways in which different languages, cultural representations, social and political institutions, races and sexualities comprise identity. Morrison's deconstruction of this intertextuality offers further access to the links shared by black Ishmael Reed and white Skinheads.

"The Africanist character," she writes, becomes a "surrogate" who "enables...whites to think about themselves...to know themselves as

¹ The style, or fashion, of Skinheads was rapidly assimilated by very different groups that do not identify with White Suprematism ranging from Punks to neo-hippie ecological Skins. Pop folk singer Sinead O'Conner's shaved head, for example, represents popular cultural icons of protest while the shaved and tattooed head of a current Parisian fashion model demonstrates how quickly style transforms ideology.

² For a discussion of the abject see, Julia Kristeva, *Powers of Horror: An Essay on Abjection*. New York: Columbia University Press, 1982.

³ Toni Morrison, *Playing in the Dark: Whiteness and the Literary Imagination*. (Cambridge, Massachusetts, and London: Harvard University Press, 1992): xiii.

not enslaved, but free; not repulsive, but desirable; not helpless, but licensed and powerful; not history-less, but historical; not damned, but innocent; not a blind accident of evolution, but a progressive fulfillment of destiny."¹

Skinheads live contradiction. Their social experience *is* to be enslaved, repulsive, helpless, damned, and to belong to the very group who *has* a history, and a promise of fulfillment in which they cannot share. This paradox is the foundation also for the anger that incited the dispossessed French in World War II, for Reed's rage, and for the Skins' lethal frustration, a fury that takes its revenge upon the bodies of the women proclaimed *their own*. This delusion of possession helps to explain why the image of a happy coupling between a white woman and a black man is described in a 1981 Aryan Nation flyer, as "the ultimate abomination." For if nothing else belongs to the British or American Skinhead (French/German/Japanese/African/Serbian/Iraqian, etc.), if he is socially *fucked* by other men, he alone will fuck her white (black/brown/yellow/red) body.² The vicious retaliation of the Skinhead unfolds within the epistemological spaces insured by white male hegemony, a phallic rule in which his virility becomes merely a caricature unmasking the reality of his impotence, a lack derived from the fact that he actually cohabitates the same disempowered spaces of women and all other dominated peoples. His inadequacy sustains his obsession with White Suprematism where, fortified by emblematic images of superiority and power, he attempts to exercise his deprived authority.

All of these shaved heads inhabit the visual memory of culture, a memory of the history of war, domination, and colonization across whose pages bodies reach back to the Old and New Testaments and forward to the White Power of Skinheads, the youth para-military arm of ultra-conservative groups whose theology is based on Scripture and who act out of a belief in their divine *right to be on top* where power and sexual abuse fire the cultures of trauma. "Organization by hierarchy makes all conceptual organization subject to man," Cixous and Clement write, and that organization, "is located in the logocentric orders that guarantee the masculine order a rationale equal to history itself."³

¹ *Ibid*: 51-52.

² When performance artist John Duncan purchased a female corpse in Tijuana in the early 1980s for the purpose of necrophilious sex, his act was a desperate exhibition of this excruciating lack. Duncan's pain is palpable however contemptible.

³ Cixous and Clement: 64-65.

Image II: In the performance *Test of Sleep*, Amalia (Lia) Perjovschi, a Romanian artist, covers her body with white paint over which she inscribes a complex sequence of symbols resembling hieroglyphic marks, untranslatable signs, a visual language that she then animates with gestures deployed in silence; hand, arm, leg, and full-body signals enacted in her home before her husband, the only witness.¹ Perjovschi's principle means of communication, beyond the direct, but silent, intimate liaison with her husband, artist Dan Perjovschi, is through photographs, documents that he - as husband, collaborator, and beholder - recorded. Her action took place in 1988, one of the darkest years of Romanian captivity under the autocratic totalitarianism of Nicolae and Elena Ceausescu who were assassinated December 25th, 1989. In 1993, in Timisoara, site of the revolution, Eastern European artists gathered for the performance festival, *Europe Zone East*. Dan Perjovschi's action was to sit silently while the word *Romania* was tattooed on his upper left forearm.²

While shaved heads provided visual access and insight into the linkage between power and sexuality that contributes to the construction of cultures of trauma, Lia and Dan Perjovschi's marked bodies enunciate the silence that is a rudiment of trauma and a source of the destruction of identity. Silence was maintained efficiently by the Romanian secret police, the Securitate, who enforced Ceausescu's crushing control. In large measure, that organization was successful, through the sheer force of rumor, hearsay that numbered the Securitate, with its system of informers, at one in six Romanian citizens.³ No one remained above suspicion. Fear and secrecy resulted in the effective supervision of all aspects of Romanian life. Stealth was

¹ My research in Romania began in the fall of 1991. The following October, 1992, I lectured on the subject of *Art and Politics* at the University of Bucharest and on *Performance Art* at the Nicolae Grigorescu Academia de Arta in Bucharest. At that time I began to discuss art and politics with many artists in the Romanian avant-garde, and to do research that continues today in my work on cultures of trauma. All quotes from Lia and Dan Perjovschi date from my conversations with them in Bucharest in October, 1992, and August, 1993.

² Katherine Verdery and Gail Kligman explain that many Romanians now believe that the December 1989 revolution was a coup, a coup that may have been plotted for up to two decades, a coup that may have been supported by the former Soviet Union, and a coup that was carried out by the National Salvation Front, reformed communists many of whom are still in control of the government and the Securitate. See Verdery and Kligman's, "Romania after Ceausescu: Post-Communist Communism?" in *Eastern Europe in Revolution*, ed., Ivo Banac (Ithaca and London: Cornell University Press, 1992): 119.

³ The Romanian Securitate, unlike the German Stasi or the Russian KGB, has yet to have been purged.

augmented by reports of reprisals against challenges to authority, threats that were invigorated by actual punishments. Extreme even among nations of the former Soviet block countries, Romanians endured their conditions in isolation. Prevented from travel, the government retained Romanian passports and politically sequestered the nation from exchange with most of the world. Romania resembled a concentration camp especially in the 1980s when Lia and Dan Perjovschi (both born in 1961) were in their twenties.¹

While such coercion was the most obvious process by which Romanians were traumatized into obedience, a double bind, comprised of intense nationalism coupled with economic shortage, incapacitated the people into perceiving themselves absolutely dependent upon a government which they could not criticize without being labeled unpatriotic.² This paradoxical predicament reinforced what Katherine Verdery, a US anthropologist specializing in Romanian culture, calls the "symbolic-ideological" discourse in Romania, a discourse that utilizes "the Nation ... as a master *symbol*."³ Romanian debates over national identity rose to a fever pitch in the 1980s, especially with the programmatic decimation of Romanian traditional life, the destruction of villages, and the relocation of peasants and workers into the bleak city block houses, all of which were part of Ceausescu's massive relocation and urbanization project that followed his 1971 visit to North Korea, China, and North Vietnam when he inaugurated, "a 'mini-cultural revolution', with renewed emphasis on socialist realism."⁴ The ambitious reconstruction of Romanian cities included the erection of highrise apartment complexes in an idiosyncratic and hybrid Korean-Chinese

¹ Primo Levi, an Auschwitz survivor, and philosopher Walter Benjamin both believed that the concentration camp was a microcosm of the external world. See Levi's *Survival in Auschwitz and The Reawakening: Two Memoirs*. New York: Summit Books, 1986, originally published in Italian as *Se questo è un uomo* (1958) and *La tregua* (1963); and Primo Levi *The Drowned and the Saved*, trans., Raymond Rosenthal. New York: Vintage International, 1989, published originally as *Sommersi e i salvati* (1986). See also, Pietro Franssica *Primo Levi as Witness: Proceedings of a Symposium held at Princeton University* (Florence: Casalini Libri, 1990); and, Hans Sahl, *Walter Benjamin: Im Lager*. Frankfurt: Suhrkamp, 1972.

² Verdery, *National Ideology Under Socialism: Identity and Cultural Politics in Ceausescu's Romania* (Berkeley: University of California Press): 101. This is a complicated history involving claims made by Romanian intellectuals for the priority of Romanian cultural inventions and even historical events in the cultural and political history of Europe. Verdery carefully charts *protochronism* (temporal priority) in several chapters.

³ *Ibid*: 122.

⁴ Verdery, *National Ideology Under Socialism*: 107.

style imitative of the international style. In the redevelopment of Bucharest, especially between 1984 and 1989, some fifty thousand people lost their Beaux Arts and Victorian homes to the unrivaled, infamous, architectural complex leading to the vulgar Casa Poporului, House of the People, funded by Romanian taxes at the expense of all other civic, social, industrial, and agricultural projects. Like its historical antecedents, Ceausescu's building campaign was aimed at a monolithic representation of power through which to arouse awe and complete compliance. An effective means of social control, its sterility mirrored the repression of interior life.

But, questions related to Romanian national identity did not originate in Ceausescu's regime. They reside deep in Romanian history and consciousness, both of which have been split for centuries between the philosophical and teleological world views of the Occident and the Orient, as well as along the geographical political exigencies of North/South and East/West. Romanians trace their bipolarity to the occupation in 106-107 A.D. of Roman Emperor Trajan who invaded the ancient lands of the Carpatho-Danubian people, the Geto-Dacians (Gateo of the lower Danube, Dacians of the Carpathian mountains) who inhabited what is now modern Romania since Neolithic times. Such divisions make Romanians especially vulnerable to psychological fragmentation, and contribute to the renowned "distrust of all the cherished notions ... of progress and history" that is "characteristic" of Balkan peoples, Andrei Codrescu, a Romanian expatriot poet living in the United States, has noted.¹ The historic rupture of Romanian national identity was reinforced in, and is echoed by, the shattering of personal identity under Ceausescu. In this regard, Verdery has recognized a "social schizophrenia" among Romanians which she has described as an ability to experience a "real meaningful and coherent self *only* in relation to the enemy party."²

Artist Ion Bitzan [b. 1924], an admired professor of art at Nicolae Grigorescu Academia de Arta in Bucharest, provides a special example of this schism. Bitzan lived through Stalin, Gheorghiu-Dej, and Ceausescu. Under Stalin, Bitzan learned as a student that transgression was impossible. He remembered the painful "unmaskings" (his term) during which students denounced each other and their professors, denunciations accompanied by obligatory applause, the same obligatory

¹ Ralph Earle, "On the Virtues of Distrust: An Interview with Andrei Codrescu," *The Sun* (1993): 8.

² Unpublished comments by Katherine Verdery from a talk entitled *Nationalism & the 'transition' in Romania* that she gave at Duke University, 23 February 1993.

applause required at the very mention of Stalin's name.¹ His terror was so deep, he remembered, that he felt "guilty for being human," and was afraid of "being an enemy of the party, an enemy of the State, an enemy of the Soviet Union."

In 1964, one of Bitzan's paintings was selected for inclusion in the Venice Biennale. A social realist work of "a lorie filled with wheat, a field worker, and a red flag in the corner," the socialist subject and style, like the applause, was mandated. But Bitzan felt his work was "perfect" because he had composed it precisely according to the rules for the Golden Section. When he traveled to Venice to attend the Biennale, however, he saw the assemblages and collages of Robert Rauschenberg, the American artist who received first prize at that Biennale. Bitzan returned to Romania confused, disturbed, and embarrassed by his art. He felt himself to be a provincial outsider and was humiliated by the very painting of which he had been so proud. Three years later, Bitzan also began to make collages, constructions, and to fabricate exquisite made papers on which he wrote in a flowing and elegant, but secret, unreadable personal language. These works he did, however, only in the private of his studio. In public, Bitzan continued to paint in a socialist realist style. Like many Romanian artists, he capitulated to Ceausescu's frequent requests to paint *Him* or *Her* - the terms Romanians used for Nicolae and Elena. For his compliance, Bitzan earned money, prestige in the Art Academy, and the right to travel. He "sold" himself, he insisted, "but only for an hour or so a day when I worked on their pictures." After that he turned the canvases of *Him* or *Her* - emblems of his repression - to the wall and began his secret life. In telling this story for the first time, in his own words Bitzan became "ashamed" and left the room. I too felt shame. My interview had perpetrated the familiar form of an interrogation. Before contributing to and witnessing Bitzan's shame, I had been sheltered from understanding the interview form of discourse as a persecuting interrogative.

Bitzan's private collages, hand-made papers, artist's books, and indecipherable texts are, all, a microcosm of the conflict that characterized Romanian artist's conduct, their need to invent alternative languages and to make hidden private works. Verdery's observation about Romanian's "social schizophrenia" is related to Bitzan's experience. Comments by a number of Romanians confirm her view. Alexandra Cornilescu, a linguist from Bucharest University, noted that survival in Romania depends upon "hedging."² "Hedging" means that

¹ Ion Bitzan in conversation with the author in Bucharest, October, 1992. All further quotes from Bitzan come from this discussion.

² Alexandra Cornilescu, unpublished paper "Transitional Patterns: Symptoms of the Erosion of Fear in Romanian Political Discourse," delivered at

one cultivates the ability to live multiple lives. Romanians learned to say one thing and mean something else, to speak in layered codes impenetrable to informers, often even confusing to friends, to use their eyes and gestures as if they were words. Or, as Codrescu confessed: "I lie in order to hide the truth from morons."¹ "Repressive discourse," Cornilescu continued, "gradually developed towards a rigid inventory of permissible topics; religion, non-dogmatic philosophy or political theories, poverty, prisons, concentration camps, political dissidents, unemployment, sex, etc., were, as many taboo topics, unmentionable and, largely, unmentioned in repressive discourse."

Nothing is more pernicious in the "discourse of fear" than the problem identified by Cornilescu when she writes that in Romania: "If an object/person/phenomenon is not named, then it does not exist." With the word *Romania* emblazoned on the surface of his body, Dan Perjovschi staked the authenticity of his existence on a name. His tattoo divulges the dependence of his identity upon his country, a territory marked by centuries of uncertainty and the challenged, manipulated, and traumatized conditions in which he and his fellow Romanians lived. But his tattoo is also an indeterminate sign signifying the synchronicity of a visible wound and a mark of honor. A symbol of resistance and icon of marginality, it is a signature of capture, a mask that both designates and disguises identity. As a signifier for the charged complexity of Romanian national identity, the tattoo brands Dan Perjovschi's body with the arbitrary geographical identity agreed upon by governments, and it displays the ambiguous psychological allegiances such boundaries inevitably commit to the mind. His action-inscription also conveys some of the content of the accreted spaces of Romanian suffering and guilt, guilt that Perjovschi addressed when he explained that in Romania, where both prisoners and citizens alike habitually were transformed into perpetrators, guilt and innocence intermingle inseparably. And he asked: "Who may point a finger?" Similarly, Herman describes the process by which incest victims are silenced and made to become complicit in their own abuse:

Terror, intermittent reward, isolation, and enforced dependency may succeed in creating a submissive and compliant prisoner. But the final step in the psychological control of the victim is not completed until she/(he) has been forced to violate her/(his) own moral principles and to betray her/(his) basic human attachments. Psychologically, this is the most destructive of all coercive techniques, for the victim who has succumbed loathes herself. It is at

the Modern Language Association's Annual Meeting, New York, 1992. All further quotes by Cornilescu come from this article.

¹ Andrei Codrescu, *Monsieur Teste in America & Other Instances of Realism*. (Minneapolis: Coffee House Press, 1987): 14.

this point, when the victim under duress participates in the sacrifice of others, that she/(he) is truly 'broken.'¹

Only recently have such experiences begun to be verbalized in Romanian discourse. Cornilescu explains that in the media terms such as "survival, nightmares, shock therapy" appear increasingly as metaphors describing the past and referring to the current transitional period. Such words comprise the languages of trauma and provide new textual evidence of the stress that punctuates the Romanian imagination.

But Romanian silences must be understood in the context of silences that result from terror threatened by the situation and its perpetrator(s), from the repressed silences shielding victims from the pain of memory, and from the *robotization* that results from chronic captivity.² These silences represent only some of a host of traumatic silences. All these conditions lead to what many researchers describe as the *conspiracy of silence*, a complex environment that culminates in the silence remembered by Holocaust, incest, and rape survivors.³ Psychiatrist Judith Lewis Herman proposes that the shame, fear, and horror that traumatized victims experience which lead to silence is augmented by public denial of trauma, and even by the behavior of mental health professionals who sometimes treat those who "listen too long and too carefully to traumatized patients" as "*contaminated*" (my emphasis).⁴

Romanians feel contaminated. This emotion is embedded in journalistic metaphors that refer to Romania as a "dead" or "diseased body," an "organism...undergoing some form of therapy ... severe pain ... nightmares," and in need of "shock therapy." Such "therapy" is administered in a collage created by Romanian artist Ion Grigorescu [b. 1946]. In a black and white photomontage, overpainted and decorated with collage elements in gold foil, Grigorescu depicted himself as St. George slaying a Dragon. Entitled *Bine si Rau*, (Good and Evil), 1986, Grigorescu montaged two photographs of himself together to create a

¹ Herman: 83.

² See Henry Krystal, "Trauma and Affects," *Psychoanalytic Study of the Child* 33 (1978): 81-116, discussed in Herman's *Trauma and Recovery*: 84.

³ On the "conspiracy of silence" see also, Yael Danieli, "The Treatment and Prevention of Long-term Effects and Intergenerational Transmission of Victimization: A Lesson From Holocaust Survivors and Their Children," in *Trauma and Its Wake*: 298-99, 307-08, 311; and Milton E. Jucovy, "Therapeutic Work with Survivors and Their Children: Recurrent Themes and Problems," in *Healing Their Wounds: Psychotherapy with Holocaust Survivors and Their Families* eds., Paul Marcus and Alan Rosenberg (New York: Praeger, 1989): 51-66.

⁴ Herman: 9.

composite image of a conqueror and a vanquished. In the image, Grigorescu appears to leap over a figure who bends over a large boulder. The vaulting Grigorescu plunges a huge wooden stake through the bent figure's back killing the "dragon" that turns out to be simply another image of himself. Driving the stake into his own back, Grigorescu spills his own blood and it gushes from his self-inflicted wound, the life fluid of a body that spurts out and pours over the rock that breaks his fall. Set against the backdrop of a landscape image and around this striking scene, the murder takes place in what appears to be a room, an architectural space created when the artist drew faint lines of ink that traced the perspectival space of a box. In gold ink on one of the room's transparent walls, he painted a half-figure who, reclined on a pillow, wails from the pain inflicted by a foot and leg clad in Roman Centurion sandals which stomps on his stomach. At the top of the picture and outside of the architectural space, Grigorescu collaged a small scale that he cut out of gold metallic paper, a symbol of judgment that suspends from the sky.

In the image, Grigorescu collapsed self-sacrifice into the martyrdom of Romania. Visually comparing his suffering to that of the sacrificed Christian, he also summoned the forces of Christianity necessary to vanquish the persecutor, a tyrant that he slayed in the same manner required to rid the world of the mythic Romanian terror, Dracula, by plunging a stake through the heart. But Grigorescu drives the stake through his own heart dashing its evil, and shedding his blood on the rock that suggests St. Peter's church. The recollection of Roman dress and Roman Catholic faith draws the Occident into this dramatic scene of violence. Internal repression and external invasion commingle across the territories of power, faith, selfsacrifice, violence, guilt, and martyrdom. These complex threads weave through Grigorescu's image of pain as visual witness to a conflict in which all are implicated. Inside individual subjectivity, and outside that being in the social and political world of competing ideologies and teleologies, Grigorescu confesses his own culpability. Such a representation gains even more force as an authentic image of Romanian social and psychological experience when considered in light of the observation that Romanians

"resist anything that resembles the construction of state power (yet) simultaneously ... live with internalized expectations of a state that is paternalistic, that frees them of the necessity to take initiative or worry about their pay checks, hospital bills, pensions, and the like. They simultaneously blame the state for everything and expect the state to resolve everything (in an) ... amalgam of accusation and expectation."¹

¹ Verdery and Kligman: 143.

Grigorescu's collage is made even more compelling by the fact that these photographs are self-portraits of a performative action the artist undertook in private to prepare this work. His private ritual suggests an exorcism of self undertaken in secret, stealth demanded by the political exigencies of 1986, the year of the work's making. Such hidden performances recalls other actions Grigorescu did before the gaze only of his own camera. A self-portrait of 1975, for example, features another striking image of the martyred artist, this time with a crown of thorns encircling his neck. Another self-portrait shows the artist with an elongated neck over which is superimposed the image of the Egyptian King Tut's renowned coffin. In another series of auto-portraits, Grigorescu created body-actions in his own living quarters. One series entitled *The Tongue*, c. 1973-75, pictures only the anatomical feature of a mouth, teeth, and tongue that is gapping wide in a clear invocation of a scream.

The choking, silently screaming, entombed self-image offers other representations of Romanian self-recrimination, guilt, anger, futility and suffering. *Sufferance* was a term Cornilescu also used in her discussion of textual practices in the contemporary Romanian press. Suffering cohabits the silences that literary theorist Elaine Scarry argues "actively destroy" language, a process that brings about "an immediate reversion to a state anterior to language."¹ In *Test of Sleep*, Lia Perjovschi conjures that anterior state. As the apparatus of the dream condenses and displaces meaning, so Romanian silence registered existence as somnambulant. "Everyone in Romania silently calls out loudly," Lia said, "I wanted to draw attention to that inner life, to make it possible for people to understand it without words." Even the title of her action - *Test of Sleep* - offers textual access to the blocked layers of the performative unconscious available in sleep. Sanda Agalidi, a Romanian artist and expatriot living in the US, also has summoned the idea of sleep in relation to Romanian social reality. She writes about the "determined will" necessary to maintain aspects of the estranged self, to create an "alternative language," that "as the words awaken" the "bad world falls asleep."² In both artist's metaphors, the silence of sleep parallels repression but also approximates a space within which a different language may be formed, a language that Lia described as the "discrete communication" she enacted in *Test of Sleep*. Mikhail Bakhtin, a victim of Stalin's despotism, might have compared her corporeal narrative to the heteroglossia of the oppressed who long to speak for themselves. For he observed that all social life is an ongoing struggle between the attempt of power to impose a uniform language and the attempt of those

¹ Elaine Scarry, *The Body in Pain: The Making and Unmaking of the World*. (New York & Oxford: Oxford University Press, 1985): 4.

² Sanda Agalidi, "Notes on 'Vox'," *Oversight* [Los Angeles] 2 (1990): 23.

below to speak in their own dialects (heteroglossia).¹ The struggle between the multiplicity of internal voices and the monolithic voice of external authority breeds trauma.

Many theorists of postmodernism celebrate schizophrenia, or decentered fragmentation, as the cultural sign of postmodern political resistance to holistic models of self and society associated with the hegemony of the humanist paradigm.² My personal experience, knowledge of Romania, and scholarship, all support different conclusions. For such theories fail as viable theoretical constructs when called upon to address the actual experiences of Romanians. Recently conclusions similar to my own have been argued eloquently by James M. Glass who believes that the textual critique of postmodern resistance to *unicity* is not only "naive" but "dangerous." These theories collapse before the *actual* conditions that *real* people with multiple personalities suffer; and they cannot account for, or move toward healing, the terrible incapacitating fragmentation and the agonizing internal struggle for unity without which it is possible to survive and function. Glass asks: "Is it not equally as important to understand and interpret the world from the point of view of the victims themselves?"³ Scarry approached this question from a slightly different position. She insists that trauma sometimes causes so much suffering that "the person in pain is ... so bereft of the resources of speech that the language for pain should sometimes be brought into being by those who are not themselves in pain but who speak *on behalf* of those who are."⁴ Yet while trauma may be so severe that victims might require someone other than themselves to speak, recovery depends upon victims speaking for themselves.

Mute, but gesturing, Lia wrote the language of internal spaces on the surface of her body, words that although reversed and unreadable, narrated her private suffering. Speechless and immobile, his body imprinted by another man with an inscription, Dan documented the

¹ See Mikhail Bakhtin's *The dialogical imagination*. Austin: University of Texas Press, 1981, quoted in Katherine Verdery's *National Ideology Under Socialism*: 122.

² See, Gilles Deleuze and Felix Guattari, *Anti-Oedipus: Capitalism and Schizophrenia*. Preface by Michel Foucault. Minneapolis: University of Minnesota Press, 1975, and Jean Baudrillard, *The Ecstasy of Communication*. New York: Semiotext(e), 1987.

³ Glass: 158.

⁴ Scarry: 7.

interdependence of the psyche, identity, and ideology in history. The Perjovschi's art provides ocular witness to, and gestural voice for, the prolonged psychological, intellectual, and physical oppression that transformed Romania into a culture of trauma. Through their signifying bodies, they suggest means to express "the corporeal threat in social and political experience (and) the inexorable human link between subject and subject."¹ In such performances, the body and its languages may transform victimization into personal agency. "Write yourself," Cixous declared, "Your body must make itself heard."²

"The systematic study of psychological trauma depends on the support of a political movement," Herman has argued, a movement "powerful enough to legitimate an alliance between investigators and patients to counteract the ordinary social processes of silencing and denial."³ Lia and Dan Perjovschi contribute to such an alliance by producing cultural signs that convert invisible pain into images able to be shared with, and scrutinized by, the public. Such actions impart the visual language of survivors and, however specific to Romanian, remain paradigmatic of the kinds of representations found in cultures of trauma.

Analysis of the regularization of trauma is pressing and may advance understanding of its human consequences. Marked bodies and shaved heads visualize the aggregate forms of suffering. Should we learn to recognize them, we may reform. But I am not optimistic.

Durham NC
Department of Art and Art History
Duke University
Octobre 1993

¹ Kristine Stiles, "Synopsis of the Destruction in Art Symposium and Its Theoretical Significance," *The Act* 1:2 (1987): 28-29.

² Helene Cixous, *Inside*, trans., C. Barko. (New York: Schocken, 1986): 97.

³ Herman: 9

PAX AMERICANA DE LA GUERRE FROIDE À LA GUERRE DU GOLFE ET AU DELÀ

Robert SPRINGBORG

Ce n'est pas coïncidence si le Nouvel ordre mondial auto-proclamé par Washington a suivi la fin de la Guerre froide avec l'Union Soviétique, l'effondrement de l'empire, et le premier épisode de la diplomatie de la guerre des étoiles dans le Tiers Monde, dans la forme de l'annihilation de l'armée régulière iraquienne et de la destruction des infrastructures militaires et civiles de l'Irak*.

L'opération Tempête du désert était rendue nécessaire par les événements du nord. La fin de l'URSS et de "la menace communiste" qui, pour près d'un demi siècle, n'avait pratiquement eu d'autre utilité que de légitimer l'Etat national sécuritaire¹ américain, exigeaient que l'on trouvât une menace de substitution. Saddam Hussein, sans le vouloir, fournit à son ancien ami et allié, George Bush, des motifs suffisants pour dresser l'acte d'accusation dans lequel l'Irak constituait la nouvelle menace mortelle pour l'ordre mondial. Les épées américaines ne pouvaient, selon l'Administration Bush, être tranquillement refondues

* Traduit de l'anglais par Alban Albini.

¹ Traduction de *national security state*, expression créée par Herbert Marcuse (*One Dimensional Man*), et depuis largement reprise aux Etats Unis. Elle désigne l'Etat qui s'est créé au cours de la Guerre froide en vue de sa poursuite. L'Etat national sécuritaire renforce l'appareil militaire, les institutions d'espionnage, la surveillance policière des nationaux, les organisations publiques et privées dont l'objet est de mobiliser la population en faveur de "la guerre", et de la conduire à croire que l'Etat la protège du mal que les opposants représentent. Dans l'Etat national sécuritaire l'économie est orientée vers la guerre et placée sur un pied de guerre. (NDLR)

en socles de charrues parce qu'après la Guerre froide, la paix mondiale pouvait être menacée par les émules de Saddam Hussein. Les Américains devaient donc continuer à supporter vaillamment la fonction de policiers du globe. On pouvait compter sur les Européens efféminés et sur les intrigants Japonais pour tirer avantage des sacrifices de l'Amérique, pas pour s'occuper volontairement de la police criminelle.

En somme, l'Administration américaine mit en avant le Nouvel ordre mondial pour prévenir un discours de paix. Plutôt que de célébrer dans l'euphorie la victoire sur l'URSS, et d'ouvrir un débat public sur la répartition des bénéfices de la paix, on informa les Américains de la mutation du mal dans une forme nouvelle et plus virulente qui nécessitait de leur part une plus grande vigilance encore. Les dividendes de la paix seraient différés.

Cette intrépidité suggère l'énormité du danger auquel la fin de "la menace communiste" a confronté la classe dirigeante américaine. Les transferts massifs de fonds publics au complexe militaro-industriel n'auraient plus pu se justifier. Des appels au démantèlement de l'appareil d'Etat, au cœur duquel se trouvent les agences de "sécurité" ne manqueraient pas de se développer. Des demandes pour la redistribution de la richesses et du pouvoir pourraient trouver un large appui. Au plan mondial, la paix minerait certainement, pour un certain temps au moins, la compétitivité américaine face à l'Allemagne et au Japon parce que les économies de ces pays ne sont pas tournées vers la production militaire. L'Europe, libérée de "la menace" de "l'expansionnisme" soviétique, pourrait dériver davantage hors de l'emprise américaine. Les pays du Tiers Monde mêmes, dont les appels nationaux à un meilleur traitement étaient jusque là rejetés, au prétexte qu'ils étaient clients de l'URSS, pourraient désormais rencontrer un accord général.

Des bombes intelligentes et une télévision idiote, ont éliminé ces inquiétudes. Le public occidental et, désormais, même le public mondial (des publics et non des citoyens dans le sens classique du terme), furent gavés d'un flot d'images, qui convoyait à domicile le même message que celui de la presse populaire au temps de l'impérialisme et de la diplomatie des canonnières : les peuples non-occidentaux (aborigènes, Maories, Indiens, Fuzzy Wuzzies, Arabes, Musulmans, etc.) posaient un défi fondamental à la civilisation occidentale.

Ou bien ils se soumettaient volontairement à notre influence "civilisatrice", ou ils seraient "civilisés" par la force. Une bonne dose de propagande raciste, anti-arabe, dans les médias, prépara le public occidental et aussi non-occidental (plus d'un milliard d'individus appartenant à cent pays, ont regardé la CNN pendant la Guerre du Golfe) à croire que les bombes intelligentes étaient le seul moyen d'éducation qui pourrait atteindre cet arabe particulier et, peut-être, en général, tous les autres de son espèce.

La politique mise en place sous le couvert de la Guerre du Golfe, et la morale du théâtre médiatique qui l'assiste se composent d'éléments liés entre eux. Cette part de la population du monde occidental (la plupart d'entre nous) dont la principale activité politique consiste à regarder la télévision, et dont le consentement tacite est d'importance dans la domination de Washington, devait être convaincu que l'épithète *mal*, jusqu'ici automatiquement attaché à l'Empire soviétique, pouvait maintenant qualifier d'autres noms propres, et ainsi justifier l'interventionnisme. Le Panama de Manuel Noriega servit d'opposant introductif. Saddam Hussein, lui, servit de punching bag dans l'acte principal du match conçu pour stimuler le plaisir du sang, et, en même temps, redéfinir l'ennemi. L'action devait être permanente dans cet amphithéâtre-monde où les Etats Unis jouent à la fois deux rôles, celui du commentateur et celui combattant; c'est ce que suggère la campagne qui a suivi contre la Libye. "L'ananas", le "boucher de Bagdad", et "Khadafi le fou" se sont montrés des symboles plus maniables pour les campagnes de haine que la terne élite des gérontocrates soviétiques auxquels il fallait substituer comme images plus à propos de menaçants missiles et des soldats en campagne. L'ignorance abyssale et l'inclination pro-gouvernementale du public occidental quand il s'agit des affaires du monde, la neutralisation politique des universitaires et des universités en général, l'encouragement sans vergogne du racisme par les élites politiques et les médias, la concentration croissante et le pouvoir orwellien des médias, ont permis un passage réussi de la Guerre froide engagée contre un Etat-nation ennemi, à une guerre personnalisée dans laquelle l'ogre du mois est source de peur et de divertissement.

La deuxième composante du Nouvel ordre mondial de Bush était la mainmise sur le pétrole du Golfe; elle donnait à Washington le contrôle à la fois de l'accès et des prix d'une marchandise essentielle.

Depuis l'invasion iraquienne du Koweït, les Séoudiens, sous patronage américain, ont accru leur capacité de production à près de dix millions de barils par jour, procurant ainsi à eux mêmes et à leur patron, la faculté de dicter les prix. Le pétrole est le bâton grâce auquel les concurrents principaux de l'Amérique peuvent être battus, si d'aventure ils s'écartent trop du chemin tracé par les USA. La main de Washington posée sur le robinet qui contrôle tout le pétrole exporté du Golfe, à l'exception de celui de l'Iran, laisse peu de place au Japon pour manœuvrer sur la scène internationale. Que la Libye soit le principal pourvoyeur de l'Allemagne compte sans doute pour qu'elle ait soudain été désignée d'un doigt accusateur dans le désastre de Lockerbee, et soit devenue la victime de sanctions endossées par les Nations Unies. Ce n'est sans doute pas non plus une coïncidence si le Président Bush était étroitement associé aux intérêts pétroliers américains dont il partage très certainement les choix quant aux prix et aux sources d'approvisionnement.

Washington s'est opposé à la Déclaration de Damas d'avril 1991, parce qu'il ne souhaitait pas la participation militaire égyptienne et syrienne dans une force de sécurité du Golfe. Les USA ont préféré mettre en place leur propre racket de protection du Golfe. Comme tout bon boss maffieux, l'Oncle Sam garantit maintenant, seul la "sécurité" des Etats arabes exportateurs de pétrole de la péninsule, service pour lequel ces Etats payent généreusement, en achetant, entre autres, des milliards de dollars supplémentaires d'armements américains, et en adjugeant aux sociétés américaines la part du lion de contrats mirifiques. Les nouveaux accords de sécurité dans la région permettent le déploiement anticipé d'équipements militaires contrôlés par les Etats Unis (mais payés par les arabes), et l'accès immédiat des bases militaires par les forces américaines. En un mot, les Etats Unis ont saisi l'occasion qui leur était offerte par l'invasion iraquienne du Koweït, non seulement pour acquérir la maîtrise militaire des régions pétrolières, mais encore pour obliger les Etats producteurs à payer pour leur protection. Comme les deux tiers des réserves prouvées du monde se trouvent dans le Golfe, et comme les champs pétrolifères de l'ex-URSS doivent entrer sur un marché international dominé par les compagnies américaines, l'influence de Washington sur la politique pétrolière mondiale se trouve considérablement élargie. Pour l'Europe et le Japon qui dépendent du pétrole, cette situation crée une vulnérabilité nouvelle dont ils doivent se souvenir lorsqu'ils traitent avec Washington.

La stratégie américaine pour la quelle la Guerre du Golfe a servi d'accoucheuse, demandait aussi la neutralisation de l'opposition politique internationale potentielle, particulièrement de celle qui pourrait apparaître et être dirigée par l'Europe, éventuellement de concert avec le Japon, des Etats du Commonwealth et des pays importants du Tiers Monde. Les médias ont convenablement rempli leur rôle à cet égard en traitant les "récidivistes" de canailles. Mais c'est la légitimation des objectifs et des méthodes américains par le Conseil de Sécurité des Nations Unies qui a efficacement marginalisé l'opposition des élites et de ceux qui n'en sont pas, en Europe et ailleurs. Les Etats Unis ont volé le manteau onusien de la légitimité, achetant ceux qui auraient pu le protéger, menaçant les récalcitrants, et capitalisant grâce à l'organisation non-démocratique de l'institution internationale. L'action des Etats Unis étant pourvue de l'estampille de l'ONU, l'opposition potentielle était sapée organisationnellement et idéologiquement. Depuis la Guerre du Golfe, les Etats Unis ont consolidé leur contrôle sur le Conseil de Sécurité, comme le montre l'adoption de la Résolution 748 du 31 mars 1992, qui pose le principe (ignoré par la loi internationale) que les Etats Unis ont le droit d'arrêter et juger devant des tribunaux de leur choix, des citoyens d'autres pays pour des crimes allégués, commis n'importe où, sans qu'il soit nécessaire de présenter des preuves devant une cour de justice. Cette Résolution légitime rétroactivement l'invasion de Panama qui avait été condamnée par les Nations Unies, et l'arrestation

de Manuel Noriega au cours de l'opération "Juste Cause" Elle peut aussi paver de futures interventions dirigées contre les gouvernements de Saddam Hussein, de Muammar Khadafi, ou de tout autre leader assez audacieux et insensé pour provoquer la colère du président des Etats Unis.

La stratégie de Bush était de trouver de nouvelles justifications pour l'Etat national sécuritaire et, ainsi, pour le perpétuer. Elle avait aussi pour objet de déjouer à l'avance les contestations de la suprématie américaine en saisissant la jugulaire du Golfe par laquelle coule le pétrole mondial, et d'affirmer son autorité sur les Nations Unies. Ce n'étaient pas les seules options disponibles lorsque s'est effondrée sous son propre poids une Union soviétique en décrépitude. La paix à l'extérieur et le bien-être à l'intérieur aurait mieux servi les intérêts des américains et des autres, mais une telle politique aurait menacé le pouvoir et la prospérité de ceux pour les quels travaille l'Administration américaine.

Après avoir rejeté l'option de la paix mondiale, d'une façon générale, au travers d'accords multilatéraux, et, plus spécifiquement, au travers des Nations Unies, et l'option d'un meilleur traitement du Tiers Monde, l'Administration américaine doit maintenant tenter d'enrayer le déclin économique des Etats Unis grâce à un interventionnisme unilatéral travesti en croisade morale contre les ennemis de la civilisation. Cette stratégie engendrera quelqu'opposition à l'intérieur et à l'extérieur. Qui sont les contestataires et quelles sont leurs chances de succès?

Le Tiers Monde qui a commencé "la décennie perdue du développement" des années 80, loin derrière le Second monde, et probablement pas sur la même planète que le Premier, a encore perdu du terrain en quantité relative et en quantité absolue. A l'exception des Tigres asiatiques, presque tous les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du sud ont, en 1991, en termes réels, des PIB par tête plus faibles qu'il y a dix ans. Le PIB par tête des pays de l'OCDE s'est accru lentement mais sûrement pendant la même période. Certains des pays du Second monde, dont l'ex-URSS, ont maintenant rejoint le Tiers Monde, d'autres encore le rejoindront sans doute.

Parmi les démunis du monde, particulièrement parmi ceux qui conservent vivante la mémoire de l'impérialisme et/ou des interventions plus récentes de l'Occident, existe une méfiance et une hostilité profondes à l'égard de la Pax Americana. Tandis que se sont épuisées les forces du nationalisme radical qui était apparu comme l'antithèse de l'impérialisme et du colonialisme, une seconde génération de mouvements apparaît aujourd'hui dans le Tiers Monde, dont le plus répandu est sans doute l'activisme islamiste. Ce vieil épouvantail des impérialismes britannique et français représente en conséquence un candidat majeur au rôle de mal principal de notre temps. Si Saddam Hussein et Muammar Khadafi n'étaient pas essentiellement laïcs par inclination, nous aurions été les témoins d'une autre attaque de grande envergure sur "l'islam radical", du genre de celle lancée au temps de la

Révolution iranienne. Mais, la colère populaire du Tiers Monde, dans les conditions d'une pauvreté généralisée, combattue par des gouvernements autoritaires, peut-elle se transformer en une opposition organisée, effective, grâce aux islamistes, nationalistes ou autres?

L'impuissance générale du Tiers Monde se reflète dans les conditions qui prévalent en particulier dans le monde arabe. Divisés entre 21 Etats, les Arabes ont connu une hémorragie massive de capital au profit de l'Occident. Les petits et riches Etats producteurs de pétrole, qui doivent leur existence à l'impérialisme et leur survie au néo-impérialisme, ont expédié des centaines de milliards de dollars à destination des Etats Unis et de l'Europe, tandis qu'ils distribuent avec parcimonie des sommes insignifiantes à leurs voisins arabes pauvres. Un Etat arabe de deux cent millions de citoyens, contrôlant approximativement la moitié des réserves prouvées de pétrole, s'étendant de l'Atlantique au Golfe, pourrait constituer une entité relativement riche, développée et puissante. Mais divisée en 21 satrapies rivales, cette région est vouée à voir ses richesses pillées par les étrangers, et à sombrer davantage encore dans l'impuissance.

C'est contre ce vieil ordre établi par l'impérialisme que certains champions arabes ont essayé leurs forces; Nasser et Saddam Hussein sont les plus remarquables d'entre eux.

Les leçons qui leur ont été distribuées par Israël (agissant pour le compte de Washington) dans le cas de l'Egypte, et par les USA directement dans le cas de l'Irak, se proposent de décourager d'autres contestations du vieil ordre impérial, bien entendu maintenant connu comme Nouvel ordre mondial. Les centaines de milliards de dollars investis en matériel, pour ne rien dire des efforts humains de mobilisation entraînés par ces tentatives égyptienne et iraquienne pour secouer le statu quo, ont été perdues en pure perte. On comprend assez que le régime égyptien qui a succédé, et même la plus grande part du peuple qu'il gouverne, ont choisi de vivre avec les Etats Unis plutôt que d'entreprendre contre eux une nouvelle bataille perdue d'avance. Le monde attend et probablement, Washington est en train de choisir le prochain régime iraquien qui, à nouveau, se rendra à l'inévitable.

D'autres pays du Proche Orient et d'Afrique du Nord ont reçu la même leçon. L'Iran s'est lancé dans la révolution au début de 1979; l'année suivante le pays était envahi par l'Irak alors virtuellement appuyé par l'ensemble du monde occidental, ou, au moins, suffisamment soutenu pour provoquer un bain de sang. Jusqu'à ce que, à la fin de 1986, fut révélé le double jeu de l'Administration Reagan. Ce dérangement fit que Washington décida la fin du conflit. En 1987, sous le prétexte de défendre les navires pétroliers koweïtiens, au cours de l'opération "Earnest Will", la marine américaine procéda à des attaques directes de cibles iraniennes. L'Iran fut vigoureusement battu, le rhomeynisme terni, et le régime de Rafsanjani qui succéda, cherche

maintenant à se raccomoder avec le Grand Satan dont l'Iran avait une fois témérairement tordu la queue. De peur que l'Iran ne se hâte pas assez dans "son ouverture à l'Occident", Washington maintient la pression économique, continue à accueillir le fils du dernier Shah, comme remplaçant possible. Les souffrances de l'Iran où l'inflation approche les 100% et où les jeunes chôment à 70%, entraînent un large mécontentement, et, probablement, le désir de voir la fin des difficultés en acceptant un gouvernement, n'importe lequel - fut-il choisi par Washington - qui pourrait améliorer la situation. Soit un scénario très semblable à celui qui se déroule en Irak où les Etats Unis punissent collectivement une nation pour la forcer à vomir son dirigeant, et à écouter la musique de Washington.

Une variante de la leçon habituelle de l'Amérique pour débutants a été récemment donnée en Algérie. L'opération Tempête du Désert avait été justifiée en disant qu'elle faciliterait la démocratisation du monde arabe, mais l'Administration Bush afin d'empêcher le Front de Salut Public de prendre le pouvoir par la voie des élections, a, pour tout le moins, toléré et, très probablement, encouragé un coup d'Etat en janvier 1992. Abbas Madani, le leader du Front est devenu l'équivalent arabe de Salvadore Allende au Chili, bien qu'il faille maintenant, comme le président chilien, l'éliminer de façon permanente de la scène, ce qui pourrait bien arriver. Les gouvernements voisins ont encouragé le coup d'Etat. C'est peu surprenant dans le cas de la Tunisie, puisque le Président Ben Ali est lui-même arrivé au pouvoir grâce à un coup d'Etat appuyé par les Etats Unis en novembre 1987. Dans le sillage du coup d'Etat algérien, Ben Ali déchaîna la terreur contre les islamistes tunisiens, sans provoquer un mot de protestation de Washington. Le roi Hassan du Maroc prêta main forte aux militaires algériens, non seulement parce qu'il est en difficulté avec ses propres islamistes mais aussi parce que Washington l'a activement soutenu au cours des dernières années dans sa guerre contre le peuple sahraoui que Hassan II veut déposséder de leur pays.

Même les Palestiniens ont appris la leçon que les Américains cherchent à enseigner avec tant de constance. Depuis 1948, ils ont essayé de persuader la communauté mondiale d'organiser un forum international grâce auquel des négociations avec Israël pourraient s'engager, ils se sont finalement soumis aux USA et accepté d'entrer dans des négociations bilatérales parrainées par Washington. Après avoir enduré quatre années d'Intifada, au cours de laquelle des centaines de Palestiniens des Territoire occupés ont perdu la vie, où approximativement un quart de la population a subi la prison, et où plus de la moitié des terres palestiniennes ont été saisies par Israël qui reçoit près de cinq milliards de dollars par an des Etats Unis, les Palestiniens en sont arrivés à la conclusion que s'ils ne traitent pas dans les termes de Washington, ils ne traiteraient jamais. Comme on sait que les USA sont opposés à un Etat palestinien, les aspirations nationales

palestiniennes doivent clairement être remises à plus tard, si ce n'est complètement oubliées. Tout ce que les Palestiniens peuvent espérer gagner sous les auspices de Washington, c'est une mesure de protection contre les violations à venir des droits civils par l'Etat client des Etats Unis, qui systématiquement les bafoue. Cette concession faite à contre-cœur par Washington, qui pendant des années a toléré les atrocités israéliennes, fut arrachée à Bush par les alliés arabes de la coalition anti-iraquienne.

Telles sont les leçons de l'Amérique pour le Moyen Orient. On ne s'étonnera pas de la profondeur de la colère populaire, mais elle n'est pas en mesure d'affecter le cours des événements. Dirigés par des gouvernements qui doivent concrètement leur existence à l'appui américain, les peuples du Moyen Orient doivent d'abord affronter les marionnettes qui les dirigent avant de se mesurer aux USA. La ligne avancée de défense de Washington est dans les capitales arabes; c'est là que se produisent la plupart des escarmouches. Très épisodiquement seulement apparaît une contestation de l'hégémonie américaine, fortement organisée et bien dotée, parce que les obstacles sont à la vérité considérables. Les leçons les plus sévères sont réservées à ceux qui osent passer outre, comme les Egyptiens, les Iraquiens, les Iraniens, et les Palestiniens peuvent l'attester. La Libye pourrait être rapidement ajoutée à la liste.

Il en va de même dans le reste du monde. Rage impuissante ou résignation sombre et découragée sont plus ou moins la norme. Le statu quo de la subordination est intolérable pour la dignité personnelle et nationale, mais le coût de la résistance est si élevé qu'est remarquable le nombre de ceux prêts à le payer. Les courageux égratignent de temps à autre l'ordre soutenu par l'Amérique, mais la punition a réduit leur nombre. Les possibilités d'appui extérieur ont disparues; la Chine et maintenant l'URSS ont succombé à diverses pressions, si bien que des contestations comme celle de Saddam Hussein sont devenues des affaires plutôt pathétiques.

Dans le Tiers Monde seuls les Tigres asiatiques ont réussi à conserver des taux de croissance convenables durant les deux dernières décennies, mais ces Tigres ne sont que des minets qui appuient plus qu'ils ne contestent la Pax Americana. Leurs économies dépendent de l'accès aux technologies et aux marchés étrangers, et d'un travail bon-marché. Dans cette mesure, ils sont des instruments utiles pour battre la classe ouvrière des pays de l'OCDE, et la source de profits pour de nombreuses sociétés américaines, européennes, et japonaises. Leurs exportations sont vulnérables au protectionnisme qui peut être et a été utilisé de façon sélective pour les maintenir dans le droit chemin. Qu'ils puissent être présentés comme des modèles de succès de croissance par l'exportation est aussi avantageux pour les USA dans leurs rapports avec le Tiers Monde. Puisque la Corée, Taiwan, Hong Kong, et Singapour ont réussi, rien, prétend-on, qui tienne à la

division internationale du travail et à l'organisation du pouvoir mondial, ne s'oppose au développement. La faute doit donc être renvoyée au nationalisme économique, à la culture, à la religion, ou à quelque autre caractéristique indigène du pays en question. Comme les Tigres asiatiques ont suivi très fidèlement les directives du FMI - privatisation, mise en œuvre de la discipline du travail, "responsabilité" fiscale, etc. - ils sont la preuve positive que les remèdes du FMI fonctionnent. Le message est transmis par les élites du Tiers Monde aux peuples pour justifier l'austérité, les faveurs aux investissements étrangers et la vente des biens publics. En d'autres termes, les Tigres de asiatiques font partie du problème, ils ne sont pas la solution.

Le Japon et l'Allemagne ont participé malgré eux à la Tempête du désert, et l'ont financée sans enthousiasme. Leur acquiescement final aux diktats de Washington montre la permanence de leur incapacité à transformer leur puissance économique en puissance politique. Le Japon demeure un centre économique et un pygmée politique en grande partie parce que les USA jouissent toujours sur lui d'une grande emprise qui s'est élargie avec la guerre du Golfe. Jusqu'ici le Japon se reposait sur des producteurs de pétrole relativement faibles du Tiers Monde, sur lesquels il pouvait facilement peser; il doit maintenant compter avec la domination américaine du marché mondial du pétrole. La campagne anti-japonaise aux Etats Unis pendant et après la Tempête du désert, a aussi accentué la vulnérabilité de l'économie d'exportation japonaises aux repréailles du protectionnisme américain. En dépit de la présence économique écrasante du Japon dans l'Asie du sud-est et du nord-est, une méfiance durable pour les ambitions japonaises fait que les nations de cette région du monde, malgré leurs relations économiques étroites avec Tokyo, désirent s'assurer du maintien de la participation active de Washington dans les affaires de la région. Contrepoids politique de la puissance économique japonaise, les Etats Unis trouvent dans cette position des occasions pour transformer leur rôle politique en avantages économiques, équation avec laquelle ceux qui, comme nous, Australiens, vivent aux antipodes sont habitués - nous devons nous procurer du matériel militaire américain. Le Japon, quelque soit ses succès économiques, ne pourra pas rejeter les Etats Unis des économies politiques de l'Asie ou de de l'Océan Pacifique. Le protectionnisme européen tend aussi à restreindre l'expansion économique japonaise. Aussi le Japon paraît destiné à continuer à jouer un rôle important mais subordonné dans le système capitaliste mondial, un rôle essentiellement économique.

Une Europe dirigée par l'Allemagne, autre menace, souvent évoquée, pour l'hégémonie américaine paraît aussi peu susceptible d'entamer la Pax Americana. Tout d'abord, l'Europe est insuffisamment homogène pour être dirigée par l'Allemagne ou par quelqu'autre nation. Comme l'a démontré la crise du Golfe, les liens atlantiques de la Grande Bretagne demeurent plus forts que ses liens européens, quelque

soient le degré d'intégration économique. D'autres tendances à la fissuration, d'origine économique, politique ou historique, offrent à Washington d'innombrables opportunités à exploiter au sein de la Communauté européenne. Que l'Europe ait, en mars 1992, accouru en désordre pour appuyer une résolution du Conseil de Sécurité qui pouvait s'ouvrir sur un embargo pétrolier de la Libye, l'un des fournisseurs essentiels à la fois de l'Italie et de l'Allemagne, en dit long sur l'autonomie politique dont ce continent jouit par rapport à Washington.

Les opportunités que l'effondrement de l'URSS, offre pour un nouveau *Drang nach Osten* de l'Allemagne, sont limitées. Les USA ont jusqu'ici réussi à maintenir l'organisation de l'OTAN, et donc leur dominance politico-militaire qui ensere les relations de l'Europe avec la nouvelle Fédération. L'Allemagne n'a pu avancer que dans sa propre réunification. Ses appels à une aide financière des économies de l'ex-Comecon ont été négligés jusqu'à ce que Washington décide finalement de coordonner lui-même un ensemble de mesures d'assistance relativement austère. Même l'activisme militaire serbe dans l'ex-Yougoslavie, a finalement davantage stimulé une réplique des Nations Unies que de l'Europe. En un mot, l'effondrement de l'URSS, ne s'est pas ouvert sur la mêlée, genre fin de l'Empire Ottoman, pour ramasser les morceaux qui aurait exacerbé les tensions entre Européens et Américains. Washington a continué à tenir d'une main ferme la politique à l'égard de l'ex-Bloc de l'est. Il est paradoxal que l'on ait beaucoup discuté de l'isolationnisme américain, alors que ce sont l'Allemagne et les autres pays de l'Europe qui se replient sur eux-mêmes, spécialement sur les problèmes de l'immigration. Un défi à la Pax Americana ne paraît pas de longtemps pouvoir provenir de l'Europe.

A l'intérieur des Etats Unis, le Reaganisme, bien qu'il ait entraîné la récession la plus profonde depuis la Deuxième Guerre Mondiale et une dégradation considérable de la balance commerciale et de la balance des paiements, demeure intact dans le fond sinon dans la forme. L'idée que les travailleurs américains doivent continuer à faire des sacrifices pour rétablir la compétitivité de la nation, demeure une sagesse incontestée, en dépit des rémunérations record payées aux dirigeants, comme les 52 et 70 millions de dollars versés pour services rendus en 1991-92 aux directeurs respectivement de Coca Cola et de Time-Warner. Le Parti Démocrate s'est déplacé vers la droite pour occuper certains des turfs lucratifs jusque là tenus par les Républicains. Les laissés pour compte de l'Amérique qui forment aujourd'hui un quart de la population totale, sont politiquement muets, et s'enfoncent dans la pauvreté. La classe ouvrière a été dépouillée de pouvoir syndical, et plus ou moins abandonnée par les Démocrates. Tweedledum et tweedledee se disputent les votes des Américains parce que seulement ceux qui endossent avec enthousiasme le statu quo de

l'inégalité à l'intérieur et la politique impériale à l'étranger peuvent accéder aux ressources qui permettent les campagnes électorales.

Malgré le triomphe de l'économie néo-classique, et l'interventionnisme militaire débridé des années 1980, il demeurait important pour les Républicains d'exorciser le fantôme du Vietnam précisément parce que cette guerre néo-coloniale avait déchiré le voile qui habituellement cache la nature répressive et exploiteuse de l'Etat national sécuritaire. Que les Américains s'identifient à des paysans du Tiers Monde qui reçoivent les bombes américaines, plutôt qu'à l'establishment responsable de leur largage, constituait une dangereuse menace pour le système. Il y avait même là cette possibilité qu'une coalition de progrès, anti-interventionniste parvienne au pouvoir politique aux Etats Unis.

L'interventionnisme du Nouvel ordre mondial a été précédé par le bombardement de Tripoli en avril 1986, par l'invasion du Panama en décembre 1989, mais c'est la Guerre du Golfe qui a révélé dans toute sa gloire la réponse de l'Etat national sécuritaire aux leçons du désastre vietnamien. Tout d'abord la satanisation de l'ennemi a été intensifiée et personnalisée. L'analogie Saddam-Hitler a été beaucoup plus efficace que le portrait négatif de Ho Chi Minh par des médias aux ordres du gouvernement américain. L'information et les interprétations contradictoire furent écartées, si bien que *la question* devint l'invasion iraquienne du Koweït. Les provocations koweïtiennes, l'histoire des contestations de frontières, les tentatives de compromis arabes, le problème palestinien, furent considérés comme hors sujet par l'Administration, donc par les médias. La phrase clé était qu'il n'y avait pas de lien. C'était le Bien contre le Mal, et rien de moins. La rapidité de la transmission et la qualité des images télévisuelles qui avaient été très améliorées, la légitimité qui leur été conférée par de nombreux "experts", contribuèrent à une force de persuasion digne d'un monde orwellien.

La deuxième leçon du Vietnam était que les reportages de guerre devaient être strictement censurés. La vérité étant beaucoup trop grisâtre, ne pouvait tout simplement pas atteindre les écrans de télévision américains ou même les pages des journaux. Ainsi, les reportages de la guerre du Golfe prirent l'allure d'une couverture d'événement sportif beau et propre; c'était en fait beaucoup plus simple encore, le script et les images étaient préparés par l'armée américaine.

Finalement, l'intervention ne pouvait pas traîner en longueur ni entraîner un grand nombre de victimes américaines. Les responsables de l'Etat national sécuritaire n'ont pas une si grande confiance dans la fumée et les miroirs dont ils se servent pour cacher la vérité et ne désirent pas mettre à l'épreuve l'engagement populaire pour plus de quelques semaines. Aussi le feu maximum devait-il être concentré contre l'Irak, et une partie aussi grande que possible du pays devait être anéanti dans un temps aussi court que possible. Une grande part de

l'armement racoleur high tech, qui devait être un élément central de l'interventionnisme du Nouvel ordre mondial, se montra une camelote coûteuse et inefficace. Parce que son objet, plus important même que de tuer, est de distribuer l'argent des contribuables aux fabricants et aux intermédiaires. La résistance irakienne fut pourtant si pathétique que la vulnérabilité des composants high tech de la campagne passa largement inaperçue jusqu'à ce qu'elle soit, par la suite, révélée par des enquêteurs américains audacieux. Mais le message central du feu massif et de la destruction maximale se montra cependant comme l'antidote spécifique du syndrome du Vietnam. Ne pas se battre une nouvelle fois les mains liées derrière le dos, comme Bush déclara que ce fut le cas au Vietnam (bien que soit mystérieux le rapport entre une telle affirmation et la conduite brutale et dévastatrice de cette guerre); en conséquence, l'armée américaine, en vertu de la Tempête du Désert, fut autorisée à frapper dans toutes les directions jusqu'à ce que l'ennemi soit un pays du Tiers Monde plus ou moins sans défense.

Les chances d'un autre Vietnam sont éloignées, mais les Etats Unis pourraient encore se trouver embourbés dans une aventure militaire, et, par suite, les tensions intérieures suffisamment exacerbées pour engendrer une attaque politique de L'Etat national sécuritaire. Que l'armée ait surestimée les gadgets high tech ouvre une époque de vulnérabilité. Il en a été ainsi de l'engagement qui n'en finissait plus contre les Sandinistes, bien qu'il ait été mené sous le couvert des Contrats.

C'est finalement une tragédie et une farce que ce soient des paysans malheureux du Tiers Monde qui aient la meilleure chance de combattre la Pax Americana et l'Etat national sécuritaire qui la soutient. Tragédie bien entendu pour les pauvres et les innocents qui sont maltraités, et farce pour la démocratie américaine dont les citoyens sont si impuissants qu'ils sont incapables d'exiger la démilitarisation même après la fin d'une drôle de Guerre froide, et un demi siècle après la fin de la guerre réelle. Un équilibre international dans lequel l'aventurisme américain serait contenu par des Allemands et des Japonais puissants, comme il était partiellement limité par les Soviétiques, serait préférable à la Pax Americana actuelle. Ce serait beaucoup mieux si le néo-impérialisme américain se transformait en paix à l'extérieur, dans l'égalité et la productivité, plutôt que d'être seulement contenu par un nouvel équilibre de la terreur. La Guerre du Golfe, a cependant montré que l'élite dirigeante a conçu une stratégie pour éliminer la plupart des contraintes que rencontrait Rambo. Aussi, est-il probable que la Pax Americana continuera à tourmenter le monde jusqu'à ce que les exclus de la terre une fois encore fassent l'énorme sacrifice qui encouragera des peuples plus timides, nous, à au moins élever la voix contre, l'outrage.

Macquarie University
Sydney. Avril, 1992

**FRANÇOIS MITTERAND
DE LA GUERRE D'ALGÉRIE
À LA GUERRE DU GOLFE
1954-1992**

Andrée MICHEL*

De façon éclairante, Pierre Marion a montré la domination de la "stratégie" des militaires sur la politique étrangère de la France depuis le début du siècle et encore plus sur les problèmes de décolonisation depuis la fin de la deuxième guerre mondiale :

"Tant dans la phase de colonisation que de décolonisation, les militaires ont pesé d'un poids déterminant dans la conduite des opérations - ce qui est leur rôle - et dans les initiatives d'interventions et dans les orientations politiques",

ce qui ne devrait pas être leur rôle dans une société démocratique¹.

Pour que les militaires soient dessaisis de ce rôle, il aurait fallu qu'ils trouvent devant eux des hommes politiques exerçant leurs prérogatives pour définir une politique étrangère et de décolonisation cohérente, indépendante des intérêts particuliers des grandes compagnies et/ou des colons. Dès lors que le pouvoir politique obéissait aux pressions de

* Cet article a fait l'objet d'une communication au Colloque de l'Appel Franco-Arabe (AFA) tenu à la Sorbonne le 28 mars 1992. Andrée Michel est directrice honoraire de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique.

¹ Pierre Marion, *Le pouvoir sans visage, le complexe militaro-industriel*, Paris, Calman Lévy, p 155.

ces derniers, le choix de la violence comme solution des conflits devait l'emporter sur "la diplomatie de la négociation".

François Mitterrand illustre cette lignée d'hommes politiques qui, depuis Jules Ferry et la conquête de l'Indochine, ont opté pour une politique colonialiste et impérialiste basée sur l'intervention militaire et le refus de la négociation. C'est ce que révèle l'examen attentif de la continuité de la "politique" - ou l'absence de politique autonome - de Mitterrand en ce qui concerne :

- le choix des intérêts à défendre en cas de conflit,
- le choix des moyens pour défendre ces intérêts,
- le choix de l'habillage juridique et de la rhétorique pour légitimer la défense de ces intérêts et des moyens employés.

Il suffit pour s'en convaincre de procéder à la comparaison sur ces trois points de la continuité des décisions et des discours de Mitterrand au cours des deux guerres où il a exercé des responsabilités politiques (Guerre d'Algérie de 1956 à 1957 et Guerre du Golfe arabo-persique depuis 1990).

Continuité dans la politique colonialiste/impérialiste

François Mitterrand a été ministre de 1954 à 1957, d'abord Ministre de l'Intérieur sous le gouvernement Mendès-France de juin 1954 à février 1955, ensuite Ministre de la Justice dans le gouvernement Guy Mollet de janvier 1956 à mai 1957.

Dans ces deux gouvernements, il a défendu les intérêts des colons d'Algérie, repoussant la prise en considération des aspirations à la dignité et à l'indépendance d'un peuple algérien qui avait subi 130 ans d'oppression colonialiste, de promesses bafouées et de répressions sanglantes en réponse à des revendications légitimes. Il n'a pas compris que la lutte du FLN pour l'indépendance de l'Algérie s'inscrivait dans l'ensemble des luttes anti-impérialistes et de libération nationale dont la Conférence de Bandoeng signifiait le développement. Dès lors, selon lui, il ne pouvait s'agir de la part des Algériens de "revendications nationales".

En 1990 quand la crise du Golfe éclate, Mitterrand est Président de la République depuis 1981. D'emblée, quand l'Irak envahit le Koweït, il adopte la position des puissances impérialistes (Etats-Unis, Angleterre) qui cherchent à préserver et à étendre leur domination politique, économique, financière et militaire dans cette région du monde.

Il ne comprend pas que, même si l'annexion du Koweït par l'Irak n'est pas un moyen recommandable pour y arriver, elle représente, pour les masses arabes paupérisées, le symbole de la résistance de ces peuples à la dépossession de l'argent tiré de la vente du pétrole, la seule ressource naturelle de cette région du monde qu'ils peuvent vendre sur le marché international. Cet argent, placé par les monarchies pétrolières

dans les banques américaines, koweïtiennes ou européennes en Occident, sert à rendre plus riches les pays riches et à aggraver la misère des pauvres.

En 1954, Mitterrand n'a pas encore compris que la résistance algérienne s'insérerait dans la lutte des peuples colonisés pour la reconquête de leurs terres dont ils ont été dépossédés depuis 1830; il la réduit à un problème de politique intérieure.

En 1990, Mitterrand ne comprend pas que la résistance de l'Irak s'insère dans la révolte des pays du sud contre les prétentions hégémoniques des pays du nord, par monarchies pétrolières interposées. A trente cinq ans d'intervalle, il est prêt à écraser le peuple irakien comme le peuple algérien pour préserver le *statu quo* : la domination coloniale de la France et les intérêts des gros colons français d'Algérie, la domination impérialiste des Etats-Unis et des pays du nord qui fixent les prix du pétrole. Il passe à côté des grands enjeux d'un siècle qui s'achève.

Continuité dans les moyens employés pour résoudre les conflits

Défendant les privilèges des possédants et des puissants, Mitterrand n'envisage jamais que la négociation et la non-violence puissent être utilisées pour résoudre un conflit. En 1954 comme en 1990, pour Mitterrand, "la seule négociation, c'est la guerre". La révolte des résistants algériens en 1954 sera réprimée par l'armée française, comme la révolte de l'Irak en 1990 se règlera par la participation du gouvernement français à la croisade guerrière de Georges Bush. Dans les deux cas, l'utilisation immédiate de la violence est la réponse au conflit; par suite, toute tentative de négociation de la part des différents acteurs en présence est écartée, voire sabotée.

La violence et la guerre comme solution des conflits colonialistes/ impérialistes

La guerre d'Algérie en 1954

En 1954, de retour d'un voyage en Algérie où il a été envoyé comme ministre de l'Intérieur pour s'informer de la détérioration des relations entre colons et "indigènes" algériens, Mitterrand déclare "la seule négociation, c'est la guerre". Dès lors, au lendemain du 1er novembre 1954, date de l'insurrection algérienne dans les Aurès, une répression implacable s'abat sur cette région. Jean Luc Einaudi rappelle que,

devant la commission de l'Intérieur de l'Assemblée Nationale, Mitterrand plaide en faveur

"D'une répression nécessaire et impitoyable des troupes ... Tous les moyens nécessaires seront mis à la disposition des généraux Carrière et Spillman qui ont la responsabilité des opérations dans les Aurès"¹.

Les mêmes termes de "répression impitoyable" seront utilisés dans son discours du 18 novembre 1954 devant la commission sénatoriale de l'Intérieur².

Le 12 novembre 1954, devant l'Assemblée Nationale convoquée pour discuter des "événements d'Algérie", Mitterrand définit la politique qui est la sienne :

"Notre pénible devoir (est) celui de réprimer quiconque attente à l'unité de la nation... Les mesures que nous avons prises ont été immédiates... En l'espace de trois jours, seize compagnies républicaines de sécurité ont été transportées en Algérie, ce qui a porté à vingt le nombre total de ces compagnies sur le territoire algérien. En trois jours, tout a été mis en place... Il n'y a pas de cité, même de moyenne importance qui ne soit à l'heure actuelle, garantie par la présence de nos troupes; il n'y a pas de nœud de communication, pas une voie de communication importante qui ne soient également gardés... Plus encore les opérations se poursuivent désormais, là où il n'y a plus de route... là où, il faut le reconnaître, l'apport de la civilisation moderne est presque nul."

Mais si la répression doit frapper "les bandes armées",

"C'est vers les leaders, les responsables, qu'il faudra orienter notre plus rigoureuse répression... Tous ceux qui essayeront de créer le désordre et qui tendront à la sécession seront frappés par tous les moyens mis à notre disposition par la loi. Nous frapperons également tous ceux qui y contribueront, même indirectement" (Débats de l'A.N. du 12 novembre 1954).

Il ne s'agit pas que de paroles. D'après Jean Luc Einaudi, le 27 novembre 1954, au cours d'une visite à Batna en Algérie, Mitterrand déclare "nos soldats sont des pacificateurs"³. Mais répression oblige, ce jour-là, neuf avions de chasse, décollant de Batna, vont mitrailler maisons et troupeaux, tuant et blessant des femmes. Le 4 décembre, 23 paysans de Batna, jugés en flagrant délit pour "détention d'armes" et

¹ Jean Luc Einaudi, *Pour l'exemple, l'affaire Fernand Yveton*, Paris, l'Harmattan, 1986.

² Jean Luc Einaudi, *ibidem*.

³ Jean Luc Einaudi, *ibidem*

"atteinte à la sûreté de l'Etat", sont condamnés à des peines de dix ans de prison, certains après dénonciation de témoins anonymes¹.

Dès lors, "l'engrenage était en marche"² et, après des arrestations dans toute l'Algérie, au début de 1955, l'usage de la torture a été dénoncé à la fois en Algérie et en France, en particulier par Claude Bourdet.

Après la chute du gouvernement Mendès-France et de Mitterrand, "l'état d'urgence" est proclamé le 1er avril 1955. Succédant à Mitterrand, Bourghès-Maunoury, ministre de l'Intérieur, déclare qu'il avait "trouvé le projet dans un état d'élaboration très avancé"³.

La répression et la torture en Algérie s'aggravèrent avec l'arrivée du gouvernement socialiste de Guy Mollet en janvier 1956, Mitterrand étant cette fois Garde des Sceaux. Il le restera jusqu'au 27 mai 1957.

Dès lors, il va créer le dispositif juridique susceptible d'assurer "la pacification par la force armée". A l'Assemblée Nationale, réunie le 8 mars 1956, pour discuter "des mesures de sauvegarde en Algérie", le député Jean Marie Le Pen réclame la même politique que Mitterrand a déjà définie pour régler le problème algérien :

"Le problème algérien est essentiellement militaire. C'est essentiellement un problème de maintien de l'ordre. Le partage entre les autorités civiles et militaires du pouvoir en Algérie est inconcevable. C'est une des raisons de la dégradation rapide de la situation militaire... Il est absolument indispensable que l'on unifie le commandement et, vu la situation actuelle, que cette unification soit réalisée au profit d'un commandement militaire indiscutable" (J.O. du 8 mars 1956).

Le projet de loi sur les "pouvoirs spéciaux", déposé par Guy Mollet et Mitterrand, voté le 12 mars 1956, répond aux vœux des ultras d'Algérie et de Le Pen,

"En habilitant (le gouvernement) à prendre toutes mesures exceptionnelles en vue du rétablissement de l'ordre, de la protection des personnes et des biens et de la sauvegarde du territoire".

Mais, comme le remarque Jean Luc Einaudi, ce sont les décrets d'application des pouvoirs spéciaux, signés par Mitterrand, Guy Mollet, Robert Lacoste et Bourghès-Maunoury, qui étaient d'une gravité exceptionnelle. Ces décrets donnaient en effet "pratiquement tous les pouvoirs de justice aux tribunaux militaires", permettaient de traduire sans instruction préalable un individu pris en flagrant délit de participation à une action contre les personnes ou les biens, même si

¹ Jean Luc Einaudi, *ibidem*

² Jean Luc Einaudi, *ibidem*

³ Jean Luc Einaudi, *ibidem*

l'infraction entraînait la peine capitale, punissaient de peine de mort toute désertion avec armes et munitions, rappelaient en activité des officiers de réserve, volontaires pour compléter les juridictions militaires d'Algérie chargées de condamner à mort, instaurent des zones interdites, des assignations à résidence, soit l'internement dans des camps de toute personne suspecte, donnaient à l'autorité militaire les pouvoirs de police relevant de l'autorité civile, etc...¹. Le mécanisme infernal de répression mis en place par les pouvoirs spéciaux ouvre la voie à une série de crimes contre l'humanité à l'égard des populations civiles : ratissages, tortures, incendies de villages, destruction de cultures, regroupements forcés, déportations, emprisonnement arbitraires, viols et assassinats collectifs, etc.

Le 7 janvier 1957, le général Massu reçoit tous les pouvoirs de police à Alger en application des pouvoirs spéciaux : 10.000 militaires français entourent la Casbah d'Alger, 24.000 assignations à résidence sont prononcées; la torture qu'utilise l'entourage de Massu et de Bigeard est devenue un moyen banalisé pour obtenir des renseignements². Elle devient pratique courante utilisée par les militaires à l'égard des résistants algériens dans les zones rurales.

Le 23 janvier 1957, afin de répondre aux vœux des ultras d'Algérie qui réclament que la guillotine fonctionne plus vite, le Conseil des Ministres décide, sur proposition de Mitterrand, d'accélérer les examens des recours en grâce des condamnés à mort³.

Bref, déjà à cette époque, le système répressif mis en place au cours des deux ministères de Mitterrand facilite la tâche des tortionnaires et les crimes de toutes sortes. Mitterrand rejoint Le Pen parce qu'il choisit la répression et la terreur plutôt que la négociation. Un historien résume ainsi le rôle de Mitterrand :

"Signataire comme Garde des Sceaux d'un décret de mars 1956 aboutissant à un dessaisissement considérable de la justice civile au profit des tribunaux militaires, il n'a jamais protesté publiquement, jusqu'en 1958 au moins, contre certaines pratiques de pacification et leur a même donné une caution, peut-être involontaire, en demeurant à son poste tout au long du ministère" ⁴

tandis que d'autres ministres (Alain Savary, Mendès-France, etc.) démissionnaient.

¹ Jean Luc Einaudi, *ibidem*

² Jean Luc Einaudi, *ibidem*

³ Jean Luc Einaudi, *ibidem*

⁴ Bernard Droz et Evelyne Lever, *La guerre d'Algérie, 1954-1962*, Paris, Seuil, 1982.

La guerre contre l'Irak en 1990-1991

Dès le jour même de l'invasion du Koweït par l'Irak le 2 août 1990, selon ses propres propos, Mitterrand a décidé de faire le choix de l'embargo sur l'achat de pétrole irakien et la livraison d'armes, choix qui sera décidé aussi par la CE "sur l'initiative de la France" (selon les déclarations du 4 août de Roland Dumas et Pierre Bérégovoy). Le 3 août, soit 24 heures plus tard, l'embargo se transforme en blocus.

En effet, dans son message aux Armées, Mitterrand rappelle que

"dès le 3 août, la décision fut prise de renforcer notre présence navale en Océan Indien pour faire appliquer et contrôler les sanctions et l'embargo maritime décrétés contre l'Irak. Cette période fut en particulier marquée par le départ du groupe aéronaval avec, à bord du porte-avion Clémenceau, le 5ème régiment d'hélicoptères de combat."¹

Or, contrairement à l'embargo qui ne concerne que les marchandises, le blocus consiste en

"un bouclage d'un littoral d'un pays pour le pousser à la rédition. C'est une opération s'effectuant d'abord sur le plan géographique et menée en premier lieu avec des moyens militaires (navires de guerres, armée de terre, etc.)."²

En conséquence, le blocus est considéré comme un acte d'agression par le droit international, qu'il y ait ou non déclaration de guerre³.

La continuité de la politique de Mitterrand se réalise non seulement dans la mesure de guerre prise à l'égard de l'Irak mais aussi dans sa rapidité surprenante, dès le 3 août, tout tentative de négociation ayant été écartée au départ. Peu après, suivant les circonstances, Mitterrand suivra ou, plus souvent, devancera les préparatifs militaires de Georges Bush.

Le 19 août, Mitterrand autorise les bâtiments militaires français à utiliser la force" pour faire respecter le blocus⁴. Ce recours à la force sera entériné par la résolution 665 du Conseil de Sécurité. Mais ceci ne suffit pas à Mitterrand : il lui faut encore aggraver les mesures de guerre contre l'Irak en faisant campagne pour l'extension du blocus aux aéronefs, ce dont lui-même et Roland Dumas se vanteront à plusieurs reprises. Après avoir poussé la Communauté Européenne à demander cette extension,

¹ *Le Monde*, 2 mars 1991.

² Gérard de Séllys, "L'ONU machine de guerre", in Gérard de Séllys et Bogdam Van Donick (éditeurs), *La guerre du pétrole*, Bruxelles, Epo, 1991.

³ *Droit et Relations Internationales*, textes choisis par Hubert Thierry, Paris, Montchrétien, 1984, p.577.

⁴ *Le Monde*, 21 août 1990.

Mitterrand obtient satisfaction avec la résolution 670 du Conseil de Sécurité en date du 22 septembre 1990. Selon la déclaration de Roland Dumas :

"la France a été la première à demander l'embargo aérien et la nouvelle résolution constituait donc pour elle un succès diplomatique."¹.

Qualifier de "succès diplomatique" une mesure aggravée de guerre économique caractérise la politique de Mitterrand.

Quant à son rôle d'incitation à la guerre militaire, Mitterrand s'en vante auprès d'une opinion publique française qui se laisse gagner peu à peu à "la logique de guerre" qu'il a définie au préalable. En effet, quelques jours avant que le Conseil de Sécurité pose un ultimatum à l'Irak en votant le 29 novembre la résolution 678 prévoyant le recours "à tous les moyens nécessaires" pour libérer le Koweït, Mitterrand se vante dans sa conférence de presse du 21 novembre de son rôle incitatif auprès de Georges Bush :

"Mr. Georges Bush m'a dit 'pensez-vous qu'il faille adopter une résolution nouvelle au Conseil de Sécurité, résolution qui autorise éventuellement le recours à la force?' Je lui ai dit 'oui'. La France ne se laissera pas détourner de ce devoir par l'alarmisme. Le devoir, c'est le devoir."²

Pour Mitterrand en effet, il n'y a qu'un "devoir" : la répression et la guerre. Cette déclaration de 1990 fait écho au "pénible devoir" qu'il s'était fixé en 1954 devant l'Assemblée Nationale "de réprimer quiconque attente à l'unité de la nation" ³.

Après la défaite militaire de l'Irak et le retrait du Koweït, Mitterrand se fait l'artisan des conditions draconiennes qui seront imposées à l'Irak pour prolonger le blocus. Ainsi, la proposition du représentant français à l'ONU sera déterminante dans l'adoption par le Conseil de Sécurité de la résolution 712 qui autorise le Secrétaire général de l'ONU à débloquent sur un compte séquestre le tiers des sommes résultant de la vente de pétrole irakien.

"Ce tiers sera destiné à l'achat de denrées alimentaires, de médicaments et de produits de première nécessité sous réserve que ces produits soient distribués de façon équitable à la population irakienne."

Cette résolution 712 sera jugée "honteuse pour la France qui l'a proposée" par le vice-président irakien. Car réprimer, faire la guerre ne

¹ *Le Monde*, 27 septembre 1990.

² *Le Monde*, 23 novembre 1990.

³ *J.O.* du 12 novembre 1954, page 4967

suffit pas à Mitterrand; il lui faut encore humilier l'adversaire même quand l'objectif déclaré de la guerre (ici la libération du Koweït) a été obtenu. D'ailleurs, l'objectif officiellement recherché en masquait un autre qui a été mentionné - peut-être par inadvertance - dans le message de félicitations envoyé par Mitterrand aux forces armées françaises le 28 février 1991 :

"Le 17 janvier 1991, les forces aériennes françaises participent à toutes les missions offensives lancées pour réduire le potentiel de l'adversaire."¹

En réalité, Mitterrand se préoccupe moins de "droit international" et de libération du Koweït que de défendre, par la violence, la guerre et le blocus, les intérêts des pays riches du Nord qui ne pouvaient tolérer le développement d'un pays du Tiers-Monde qui, au lieu de déposer l'argent du pétrole dans les banques occidentales, avait consacré ses ressources à l'élévation du potentiel éducatif et industriel du peuple irakien. Comme en 1954 où il avait opté pour les intérêts des colons d'Algérie qui avaient condamné le peuple à la misère et à l'analphabétisme, il avait choisi les intérêts des riches contre ceux des pauvres.

Le refus de la négociation

Refus de négocier en 1954

Le choix de la violence et de la guerre par Mitterrand pour résoudre le problème algérien implique nécessairement le refus de la négociation. Rien d'étonnant, dès lors, si dès le 5 novembre 1954, soit cinq jours après la première manifestation armée du FLN, Mitterrand prononce la dissolution du Mouvement pour le Triomphe des Libertés et de la Démocratie (MTLD), organisation nationaliste algérienne, qui, selon lui,

"avait au moins fourni des éléments de propagande et participé à l'action en prêtant ses hommes les plus fanatiques. Oui, la responsabilité du MTLD est directement engagée"²

Mitterrand ne se pose pas la question de savoir pourquoi existe en Algérie un mouvement d'autochtones algériens qui réclament à la fois les libertés et la démocratie, alors qu'à cette époque, du point de vue électoral, un autochtone pèse huit fois moins qu'un Français d'Algérie³,

¹ *Le Monde*, 2 mars 1991

² Débats A.N. du 12 novembre 1954

³ Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Les Porteurs de Valises*, Paris, Albin Michel, 1979.

que la surface moyenne de l'exploitation d'un Européen, composée des meilleures terres, est dix fois plus grande que celle de l'autochtone, et que 85% des autochtones sont analphabètes¹. Puisque ce sont ces privilèges des Européens qu'il faut défendre, pourquoi négocier avec ceux qui demandent plus de justice et de démocratie? En janvier 1956, Mitterrand, Garde des Sceaux, au lieu de négocier, demandera aux "rebelles" de déposer les armes, et, le 22 octobre, il n'hésitera pas, au mépris du droit international, à arraisonner l'avion transportant de Rabat à Tunis les quatres chefs historiques du FLN. Le terrorisme d'Etat qui tient lieu de négociation est la seule réponse au "terrorisme" des "hors la loi". Bernard Droz et Evelyn Lever résument ainsi la position de Mitterrand : "François Mitterrand s'est toujours déclaré hostile aux négociations et a subordonné toute solution politique à 'l'écrasement des rebelles'."²

Refus de négocier lors de la crise du Golfe (1990-1991)

Tout au long de la crise du Golfe, Mitterrand a su habilement se donner une image de Chef d'Etat, membre de la coalition, qui voulait négocier avec l'adversaire déclaré pour éviter l'engagement dans la guerre. A la lumière des faits, il est facile de montrer qu'au contraire, il a tout fait pour saboter les tentatives de négociations, menées soit par les Chefs d'Etat arabes, soit par Saddam Hussein et par ses propres émissaires. L'image de "négociateur" que Mitterrand s'est donnée avait à la fois une fonction de politique intérieure à l'usage de l'opinion publique française, au départ défavorable à la guerre, et une fonction de politique extérieure orientée vers l'opinion publique arabe et africaine où un préjugé favorable à la France existait encore.

Sabotage des tentatives de négociations de la part des Chefs d'Etat arabes

Bien que Mitterrand ait déclaré au début de la crise qu'il serait préférable que celle-ci soit réglée par les Chefs d'Etat arabes, il a fait exactement l'inverse de ce qui s'imposait dans cette perspective. Ainsi il n'a jamais informé l'opinion publique française, ni à plus forte raison retenu les plans des Chefs d'Etat arabes qui, selon la Revue de la Défense Nationale,

"représentent un effort, en général sincère, d'aller vers un consensus et, à ce titre, reflètent dans une large mesure ce qui, pour ces dirigeants, paraît acceptable à l'ensemble du monde arabe, tout au moins comme base de discussion à l'intérieur de celui-ci. Au mois d'octobre, on dénombrait cinq plans : deux proposés par des pays du

¹ Mostefa Lacheraf, *L'Algérie, Nation et Société*, Paris, Maspéro, 1965.

² B. Droz et E. Lever, op. cit., p. 155.

Maghreb (Lybie et Tunisie), deux par des membres du Conseil de Coopération Arabe (Jordanie et Yémen), un par l'OLP..."¹

Au contraire, sollicité par des proches d'entamer des négociations avec Saddam Hussein par la médiation des Arabes, Mitterrand répond :

"Alors, vos Arabes! Je reçois de tout part des sollicitations en leur nom. Il paraît que je devrais promettre un règlement général, pour sauver la face, m'engager à je ne sais quoi... Eh bien, qu'ils sachent que la France a une politique qu'ils ne sauraient influencer. Ils n'ont pas à me dire ce que je dois faire."²

Quand on appartient à la grande tribu des Occidentaux et qu'on en défend les intérêts, on ne s'abaisse pas à discuter avec des Arabes tandis qu'on se laisse "influencer" ou qu'on se laisse dire ce qu'on "doit faire" par le grand chef de la tribu, Georges Bush. Le "rang" de la France, pour Mitterrand, consiste à ne pas déchoir du piédestal de "race supérieure" que les Occidentaux se sont octroyés.

Sabotage des tentatives de négociation de l'Etat irakien

Professeur à l'Université d'Amsterdam, André Gunder Frank, l'un des spécialistes les plus écoutés des relations internationales écrit :

"Entre l'invasion irakienne du 2 août 1990 et le début des bombardements américains le 17 janvier 1991, le Président Hussein a donné des indications claires quant à sa volonté de négocier un retrait à, au moins, six différentes occasions. Par trois fois, il a pris des initiatives unilatérales qui auraient pu conduire au retrait."³

Toujours, d'après le même auteur,

"Toutes ces initiatives irakiennes et bien d'autres n'aboutiront à rien, et ce parce que l'administration Bush a tout fait pour qu'elles échouent."⁴

Quant à Mitterrand, il ne se soucie pas plus de répondre à ces initiatives de l'Irak mais il pare ses refus de manœuvres machiavéliques. Ainsi, c'est avec cynisme que son ministre des Affaires étrangères, son *alter ego*, Roland Dumas, répond aux journalistes qui l'interrogent sur

¹ Marc Bonnefous, "Actions, déclarations et contradictions devant la crise du Golfe", *Défense nationale*, décembre 1990, p. 23-41.

² Josette Alia et Christine Clerc, *La guerre de Mitterrand*, Paris, Olivier Orban, 1991

³ André H. Gunder Frank, "La guerre 'tiers-mondiale', économie politique de la guerre du Golfe et du nouvel ordre mondial", in A. Gunder Frank et autres, *Bush Imperator*, Paris, La Brèche, 1991.

⁴ A. H. Gunder Frank, *ibidem*.

les conditions posées par Saddam Hussein à la libération des otages français :

"Savoir si nous avons ou non trompé Saddam Hussein est finalement secondaire. Il a d'abord cru que son intérêt était de garder les otages, puis on l'a persuadé qu'il valait mieux les libérer... Après tout, c'était la guerre, il détenait des otages civils, il fallait les sauver. Nous l'avons fait. Personne n'est obligé d'être idiot."¹

De telle sorte que, selon Josette Alia et Christine Clerc :

"Nous ne saurons jamais si la France a vraiment proposé à Saddam Hussein, par l'intermédiaire d'Arafat, une contrepartie, ou, comme l'affirment les diplomates arabes, une garantie de non agression plus ou moins clairement formulée. Saddam en tout cas semble l'avoir pensé."²

Peu importe à Roland Dumas et à Mitterrand que Saddam l'ait pensé puisque, pour ces deux personnages, imbus de leur arrogance d'Occidentaux, tromper un Arabe n'est pas grave. Une cynisme qui se confirme encore quand l'émissaire de Mitterrand et de Dumas auprès d'Arafat, Thierry de Beaucé, reçoit de leur part la consigne "de ne remercier à aucun prix le leader de l'OLP pour la libération des otages."³ On ne remercie pas un Chef d'Etat Arabe des services qu'il peut avoir rendu à une "puissance" qui se croit, par essence, supérieure au reste du monde.

A plusieurs reprises, sans doute pour désamorcer les critiques de ceux qui, à l'intérieur du Parti Socialiste, étaient opposés à la guerre, Mitterrand a envoyé des émissaires de son parti auprès des officiels irakiens mais, de façon machiavélique, chaque fois que "l'adversaire" déclaré demandait à saisir la perche qu'on faisait semblant de lui tendre, Mitterrand rompait les pourparlers engagés.

Ainsi, il a pu se donner une image trompeuse de négociateur quand il a prononcé un discours le 24 septembre 1990 à l'ONU sur les conditions posées à Saddam Hussein : "une simple déclaration d'intention de se retirer du Koweït". Malheureusement, aucun calendrier n'était fixé pour la suite, ce qui, vu de l'extérieur, ne pouvait, selon Michel Jobert, qu'apparaître "ambigu ou hypocrite"⁴. D'autant plus hypocrite que, rappelons-le, dès le 9 août 1990, la décision avait été prise, malgré la résistance de Chevènement, d'envoyer le porte-avion Clémenceau dans le Golfe, avec à son bord des hélicoptères de l'armée

¹ Josette Alia et Christine Clerc, *ibidem*

² Josette Alia et Christine Clerc, *ibidem*

³ Josette Alia et Christine Clerc, *ibidem*

⁴ Michel Jobert, *Journal du Golfe, août 1990-août 1991*, Paris, Albin Michel,

de terre, donc destinés à un débarquement en Arabie Saoudite, que, le 19 août, ordre était donné aux bâtiments militaires d'utiliser la force pour faire respecter le blocus, et que le 15 septembre, le Conseil des Ministres décidait d'envoyer 1.200 militaires supplémentaires auprès de ceux déjà stationnés en Arabie Saoudite depuis le 3 septembre.

Dans ces conditions de fait accompli, pouvait-on amener "l'adversaire" à croire à la proposition de Mitterrand? Après avoir mis fin aux tentatives d'engager des pourparlers avec Saddam Hussein grâce à la médiation d'Edgard Pisani entre le 25 décembre et le 4 janvier 1991, Mitterrand remplace Pisani par Vauzelle. Quand ce dernier revient de Bagdad, persuadé "qu'un créneau reste ouvert à une initiative diplomatique de la France" car Saddam Hussein demande de lui envoyer un ambassadeur pour négocier le plan de paix proposé, Mitterrand refusera de le faire¹.

Quelques jours avant l'expiration de l'ultimatum du 15 janvier 1991, Mitterrand récidive. Le 9 janvier, il envoie à nouveau Pisani à Genève pour proposer un plan de paix à Saddam Hussein par l'intermédiaire d'El-Takrite. Le 11 janvier, Saddam Hussein répond qu'il accepte ce plan et demande encore une fois qu'on lui envoie un ministre à Bagdad pour négocier. Refus réitéré de Mitterrand². Comment aurait-il pu faire autrement puisqu'il avait déjà pris la décision de s'engager militairement auprès des Etats-Unis? En effet, le 9 janvier, il a envoyé à Washington, le conseiller militaire de l'Elysée, l'Amiral Lanxade, qui a dîné le soir même avec Georges Bush, son épouse et Scowcroft. Le 10 janvier, Lanxade, de retour à Paris, informe Mitterrand que ce même jour Georges Bush va signer l'ordre d'engagement des forces militaires, c'est-à-dire l'attaque aérienne dans la nuit du 16 au 17 janvier³. Il fallait bien, malgré les tentatives désespérées de Pisani d'aboutir, arrêter les pourparlers puisque Mitterrand avait choisi au départ de se laisser dire "ce qu'il doit faire" par Georges Bush. En avait-il d'ailleurs besoin, lui qui avait déclaré le 21 août 1990 que "nous étions entrés dans cette logique (de guerre) dès la première minute de l'agression contre le Koweït"?⁴

Enfin, le 24 février 1991, au cours de son entretien télévisé avec des journalistes qui suit l'engagement militaire terrestre de la France en Arabie Saoudite, alors que l'un d'eux lui pose la question : "Pourquoi ne pas avoir accepté la proposition soviétique?" (de ne pas procéder à l'attaque terrestre), Mitterrand répond : "Nous avons adopté une attitude active. Nous sommes dans le combat militaire. L'Union Soviétique n'y

1 Josette Alia et Christine Clerc, *ibidem*.

2 Josette Alia et Christine Clerc, *ibidem*.

3 Josette Alia et Christine Clerc, *ibidem*.

4 *Le Monde*, 24 août 1990.

est pas" ¹. Pour Mitterrand, la décision est prise d'aller jusqu'au bout de l'engagement militaire. La destruction de l'Irak et son retour à "l'âge pré-industriel" après cinq semaines de bombardements intensifs grâce aux B-52 ne lui suffisent pas; il lui faut encore poursuivre la guerre avec acharnement pour écraser "le potentiel" de l'adversaire.

Ahmed Ben Bella qui, chef d'une résistance nationale de huit années, a fait comprendre à Mitterrand que le recours à la force militaire et à l'oppression pendant 130 ans de colonialisme n'avait pu faire de l'Algérie "trois départements français", qui a cherché pendant la guerre du Golfe à aider son ancien adversaire à négocier avec Saddam Hussein, donnera de Mitterrand cette définition désabusée : "J'étais certain que votre Président ne comprendrait rien. Il a toujours été retors, fuyant, machiavélique." ²

Mitterrand n'a jamais rien "compris" parce qu'il a donné le pouvoir à l'armée en 1954 et aux tribunaux militaires d'Algérie en 1956 et qu'en août 1990, il s'est aligné sur le intérêts du complexe militaro-industriel américain qui, la suite l'a montré, ne coïncident même pas avec ceux du complexe militaro-industriel français³. Donner le pouvoir à la hiérarchie militaire, qu'elle soit américaine ou française, c'était choisir la guerre et non la négociation. C'était rompre des pourparlers que l'on avait amorcés dans le seul but de se fabriquer une image de négociateur alors qu'on avait déjà choisi et planifié la guerre en accord avec le grand frère américain.

Continuité dans l'utilisation de la rhétorique, dans l'habillage juridique et dans l'image de l'adversaire

Rhétorique, habillage juridique et image de l'ennemi en 1954-1957

La rhétorique de Mitterrand au cours de ses fonctions ministérielles de 1954 à 1957 a pour but de masquer à l'opinion publique française qu'en Algérie, le peuple algérien vit sous un statut colonial qui le confine dans une situation désastreuse, le pouvoir politique et économique étant accaparé par les colons, et que ce statut imposé par la violence de la conquête coloniale a été maintenu par la répression sanglante des

¹ *Le Monde*, 26 février 1991)

² Josette Alia et Christine Clerc, *ibidem*

³ A. Michel, "Le complexe militaro-industriel, la guerre du Golfe et la démocratie en France", *L'homme et la Société*, 1-2, 1991.

révoltes et le mépris de toutes les promesses de changement. Pour masquer cette situation réelle, Mitterrand entretient la fiction :

"l'Algérie, c'est la France parce qu'il se trouve que trois départements de l'Algérie sont des départements de la République française", que "le peuple algérien est partie intégrante du peuple français", que "sur le plan politique, il s'agit de considérer que nous avons à faire en Algérie à des citoyens français."¹

Il ne dit pas que les autochtones, appelés à l'époque "Français musulmans", doivent être huit fois plus nombreux que les Européens d'Algérie élus au premier collège pour avoir un représentant dans un second collège fantomatique, créé uniquement pour les "basanés".

Mais le rêve impérial est là pour conforter la fiction de l'Algérie française et de "l'unité nationale" :

"La France africaine (est), à travers les temps, le plus beau témoignage de la pérennité d'une civilisation que notre génération aura continuée. Car je crois qu'aucune tâche n'est plus belle ni plus nécessaire pour l'emploi de notre jeunesse que d'ouvrir cet immense chantier à nos forces conjuguées, à travers les espaces qui s'étendent du nord au sud, sur sept mille kilomètres à travers l'Afrique blanche, à travers l'Afrique noire."²

Le mythe de l'Algérie française permet de légitimer dans l'opinion publique le recours à la répression puisque le gouvernement français n'est pas en face des acteurs d'une guerre de libération nationale, mais "d'actions terroristes", de "bandes armées", de "hors la loi, criminels de droit commun qui échappent aux recherches et se réfugient dans la montagne et la forêt"³. Dès lors, ce n'est pas une guerre que le gouvernement français fait à une peuple en révolte mais une simple opération de police intérieure destinée à ramener "l'unité nationale" et "l'ordre public" sur "le territoire national" : "Des Flandres jusqu'au Congo, s'il y a quelques différences dans l'application de nos lois, partout la loi s'impose et cette loi est la loi française."⁴ La fiction de "L'Algérie, c'est la France" permet de présenter la guerre faite au peuple algérien comme une opération de répression interne qui a la légitimité de la loi pour elle : "la force au service du droit", c'est déjà le slogan utilisé par Mitterrand.

L'autre fiction consiste à faire croire que par la répression, assortie de quelques projets sociaux, on pourra "intégrer" l'Algérie à la France alors qu'il est maintenant trop tard. L'image de l'adversaire, présenté non

¹ Débats A.N., 12 novembre 1954.

² Débats A.N., 12 novembre 1954

³ Débats A.N., 12 novembre 1954

⁴ Débats A.N., 12 novembre 1954.

comme un résistant qui se bat pour la dignité de son peuple mais comme "un criminel de droit commun", permettra de réprimer en violant toutes les conventions et lois de la guerre définies par le droit international. Grâce à cet habillage juridique et à cette image de l'adversaire, les gouvernements français successifs éviteront, pendant la guerre d'Algérie, que la décolonisation de ce pays fasse l'objet de résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU. La loi française permet d'éluder "le droit international".

*Rhétorique, habillage juridique
et image de l'ennemi en 1990-1992*

Trente six ans plus tard, Mitterrand, devenu Chef de l'Etat français, modifie la même rhétorique du "droit" pour arriver à ses fins : ce n'est plus "l'ordre public français" qui est invoqué pour masquer la répression opposée à une guerre de libération, c'est maintenant "le nouvel ordre international", générant un "nouveau droit international". Cet habillage juridique a pour fonction d'éluder les véritables enjeux soulevés par la crise du Golfe Persique : la révolte d'un Etat du Tiers Monde contre la domination des grandes puissances, le partage des ressources pétrolières entre les pays arabes, le poids de la dette, le contrôle des pays du nord sur les ressources naturelles des pays du sud, etc... La rhétorique du "droit international" permet de masquer la réalité : "cette guerre est celle des Etats-Unis, elle n'est pas celle de l'ONU." Elle occulte la dépendance du gouvernement français à l'égard des prétentions du gouvernement américain alors que Mitterrand se dit soucieux de maintenir "le rang de la France" comme grande puissance ayant le droit de veto à l'ONU. Comme si ce "rang" n'aurait pas été mieux maintenu en usant du droit de veto à l'ONU pour s'opposer aux résolutions conduisant à la guerre ou à la lente extermination du peuple irakien. Le recours au "droit international" légitime le recours à la violence armée, à l'anéantissement du potentiel économique de l'Irak et au rapatriement de l'uranium vendu par la France à l'Irak, vulgaire opération de pillage de malfrats sans scrupules. Mais la rhétorique "la force au service du droit", déjà utilisée en 1954, permet d'abolir tous les scrupules.

L'habillage juridique du "droit international" permet une autre opération de politique intérieure : écarter le droit constitutionnel français dont l'article 15 dispose que "la déclaration de guerre est autorisée par le Parlement". Grâce au "droit international", la France ne fait pas la guerre à l'Irak mais conduit une "simple opération de police internationale", selon la déclaration de Michel Rocard devant le Parlement qui se prête au jeu de Mitterrand. Réuni le 16 janvier 1991 pour entendre un exposé de politique générale de la France, le Parlement vote à la sauvette cette politique et non pas l'entrée en

guerre de la France auprès des Etats-Unis. Ainsi les droits parlementaires sont bafoués grâce au "droit international".

Ce n'est pas tout. L'habillage juridique intervient également quand on nomme "embargo" un blocus économique de l'Irak qui est défini comme "un acte d'aggression" par le droit international. Ainsi sont cachées à l'opinion publique française, les conséquences d'un blocus qui aboutit à priver une partie du peuple irakien de ses droits les plus élémentaires à l'alimentation, au travail et à la vie, les enfants étant privés de vaccins et de lait tandis que l'économie irakienne est détruite, faute de pouvoir d'importer pièces de rechange et équipements nécessaires.

En résumé, à la fiction de "l'ordre public" utilisée en 1954 pour conduire la répression contre le peuple algérien, Mitterrand substitue la fiction du "nouvel ordre international", basé non plus comme en 1954 sur "la loi française" mais sur "le nouveau droit international". A la rhétorique de "l'unité de la nation", invoquée en 1954 pour anéantir la résistance algérienne, se substitue la rhétorique de "l'unité des coalisés" et de l'opinion publique internationale. Au rêve impérial d'une France s'étendant "des Flandres au Congo", se substitue l'obsession de maintenir "le rang" de la France dans le monde en envoyant des soldats français dans la région du Golfe "servir la France", même si "le rang de la France" n'a rien à faire avec le rôle de mercenaire-supplétif au profit de Georges Bush que Mitterrand assigne à l'armée et à la nation françaises.

Enfin, tandis qu'en 1954, les résistants algériens étaient qualifiés de "criminels", en 1990 un Chef d'Etat arabe qui résiste à l'ordre international de Georges Bush est satanisé, diabolisé, assimilé à un nouvel Hitler et ceux qui prônent la négociation sont accusés d'être des "munichois". Dans les deux situations, de grossières caricatures permettent de souder une opinion publique française, d'abord hésitante et traversée de courants contradictoires au début des "événements d'Algérie" et de "la crise du Golfe" mais que l'appel au nationalisme, au chauvinisme, au rêve impérial et au "rang de la France" fera basculer dans le consensus militariste et l'adhésion à la répression impitoyable.

Conclusion

Les faits précédents révèlent la continuité de la politique colonialiste et impérialiste de Mitterrand de 1954 à nos jours. Celle-ci a été fondée sur "un racisme d'Etat" qui ne dit pas son nom. En réduisant à une "rébellion" la lutte de libération du peuple algérien à la recherche de sa dignité, en réduisant le "méga-sujet" de la crise du Golfe à l'opposition du Bien Absolu contre le Mal Absolu, Mitterrand est passé à côté des grandes luttes qui secouent les pays du tiers-monde depuis le début du siècle pour la reconquête de leur autonomie et la disposition de leurs

terres et de leurs ressources naturelles, en révolte contre le joug colonialiste et impérialiste. Pour cela, en 1954, il a réduit des combattants qui "voulaient mourir pour avoir un drapeau"¹ à de simples "criminels de droit commun". Il n'a pas accepté de négocier avec les représentants de ces combattants. En 1990-91, il a refusé de reconnaître la qualité d'acteurs politiques aux Chefs d'Etats arabes qui se proposaient de trouver une solution négociée au conflit du Golfe. Il a considéré que la définition du "droit international" et du "nouvel ordre mondial" n'appartenait qu'à la race élue des Occidentaux, à ceux qui prétendent exercer la domination économique, financière et militaire de la planète. Il n'a accordé sa confiance qu'au grand chef de la tribu occidentale, Georges Bush, et il l'a refusée aux Arabes, non vassalisés à l'Occident, qui ne font pas partie de la "race supérieure". Certes, Mitterrand se garde bien d'user de ce concept mais ses déclarations tout autant que les choix militaires qu'il a adoptés au cours de la crise du Golfe révèlent qu'il a pratiqué un "racisme d'Etat" du même ordre que celui qu'il a montré dans l'exercice de ses fonctions de ministre de l'intérieur et de Garde des Sceaux de 1954 à 1957.

En pratiquant l'exclusion, une première fois à l'égard des chefs de la résistance algérienne, une seconde fois à l'égard des Chefs d'Etats arabes qui proposaient des solutions pour la libération du Koweït, Mitterrand a ouvert la voie et aggravé les autres exclusions, violences et terreurs basées sur le racisme. En signant en 1954 les "pouvoirs spéciaux" et les décrets d'application qui instituaient l'arbitraire des tribunaux militaires, Mitterrand a couvert les pratiques très répandues de tortures exercées, sous la tutelle de la haute hiérarchie militaire en Algérie, par de très nombreux militaires, de carrière ou appelés, envoyés en Algérie pour mater la résistance algérienne². En 1990, en excluant de la scène internationale les négociateurs arabes, Mitterrand a légitimé en quelque sorte l'exclusion que le Front National prône à l'égard des Arabes vivant en France. L'exclusion à l'égard des Chefs d'Etat arabes suggère et appelle celle des minorités arabes vivant en France. Pourquoi s'arrêter en chemin alors que l'exemple est donné en haut? Exclure les Chefs d'Etats arabes de la scène internationale comme négociateurs ou exclure les Arabes de la scène nationale comme immigrés, où est la différence?

¹ Propos recueillis lors de ma recherche, conduite en 1954 dans le cadre du CNRS, sur "Les travailleurs algériens en France".

² Sur les militaires de carrière ou appelés, qui avaient 20 ans quand ils furent envoyés en Algérie pour réprimer la "rébellion", voir le film de Bernard Tavernier, *La guerre sans nom*, avril 1992, basé sur leurs témoignages accablants. Lire aussi de René Galissot, "La guerre d'Algérie : la fin des secrets et le secret d'une guerre doublement nationale", *Le Mouvement Social*, 138, janvier-mars 1987, pp. 69-109.

A la continuité de la politique d'exclusion de Mitterand depuis 1954 répond la continuité des réponses des colonisés et des dominés. La permanence de la politique colonialiste de Mitterand imposée aux Arabes, permanence qui s'inscrit dans une longue tradition d'un Occident chrétien visant à dominer les Arabes depuis les Croisades, génère la permanence de la révolte des dominés contre l'exclusion.

Qu'il s'agisse au cours de plusieurs siècles de Croisades de conquérir des terres et des royaumes au Moyen Orient pour les cadets turbulents qui menaçaient les privilèges de leurs aînés, qu'il s'agisse au XIXème siècle de trouver une solution aux révoltes des ouvriers des villes, victimes d'une industrialisation et d'un capitalisme sauvage, ou de contenir le désespoir des chômeurs des banlieues de Los Angeles, de Paris ou de Londres, en 1990, la guerre coloniale de pillage et d'intervention a toujours été la réponse-exutoire des politiques de l'Occident.

Aujourd'hui, il faut en outre conserver les acquis colonialistes : le contrôle par l'Occident des sources du pétrole, de la fixation des prix du pétrole et de la rente pétrolière par banques interposées. Enfin la militarisation forcenée des sociétés contemporaines, avant, pendant et après la seconde guerre mondiale, a créé des complexes militaro-industriels dans les grands pays industriels (USA, URSS, Grande Bretagne, France, etc.) qui aspirent à reproduire et à élargir leur pouvoir en produisant et en vendant toujours plus d'armes sophistiquées, quitte à les détruire par ingérence forcée dans les pays du Tiers-Monde qui s'en sont dotés. Il faut donc fomenter, encourager, susciter des interventions militaires dont le déroulement s'effectuera, autant que possible, loin des centres de décision du monde occidental.

La politique de Mitterand ne déroge pas à cette continuité même si elle s'insère aujourd'hui dans une coalition dirigée par les Etats Unis; elle se poursuit aujourd'hui dans une guerre économique, celle du blocus, à l'égard de l'Irak, plus meurtrière encore que la guerre militaire, conduite en vue de "libérer le Koweït".

De même, le discours de Mitterand s'insère dans la continuité des rhétoriques utilisées pour convaincre l'opinion publique de la justesse d'une politique de prédation, de pillage et de domination : "délivrance du tombeau du Christ" au XIIème siècle, "mission civilisatrice" de la France au XIXème siècle et au cours de la guerre d'Algérie, "nouveau droit international" pendant la guerre du Golfe, etc.

En enfermant la société occidentale militarisée, déjà bloquée dans son arrogance, son narcissisme et sa folie de domination, Mitterand, de concert avec Georges Bush et John Major, a verrouillé tout espoir des peuples de part et d'autre de la Méditerranée de voir l'Europe prendre l'initiative de l'émergence de nouvelles relations internationales basées sur la justice, la négociation et sur un nouveau droit international qui serait le même pour tous, basé non plus sur la raison du plus fort mais sur le respect de l'Autre. Ce n'est pas le traité de Maastricht dont l'article

Andrée Michel

J4 prévoit la conformité de l'UEO (Union de l'Europe Occidentale) à la politique de l'OTAN, soumise au leadership du complexe militaro-industriel américain, qui changera cette situation.

Paris
CNRS
Mars 1992

INTERROGATIONS D'ORIENTALISTES ARABISANTS

Jean-Claude GARCIN

*Texte d'une lettre envoyée au journal Le Monde fin janvier 1991, au moment de la Guerre du Golfe. Cette lettre n'a pas été publiée. S'y étaient associés M. D. Gril et Mme H.M. Toelle**

Orientalistes? Oui, reprenons ce vieux mot honni de nos amis arabes, puisqu'il semble que nous voici à nouveau dans la situation de nos prédécesseurs du XIXème siècle, qui s'appliquaient à connaître l'Orient pendant que leur pays y intervenait en force.

Serions-nous moins démunis, nous autres orientalistes arabisants, pour comprendre l'événement que n'importe lequel de nos concitoyens? Serions-nous moins surpris de nous être trouvés si précipitamment entraînés dans cette mise en demeure guerrière dont on semblait guetter l'occasion (tôt ou tard, il aurait fallu en venir là, nous a-t-on dit après coup) alors qu'on n'avait pas épuisé contre le dictateur irakien tous les moyens de le ramener à la raison? Serions-nous moins inquiets de voir notre pays sacrifier une certaine confiance, une influence morale peut-être, qu'il avait dans de nombreux milieux arabes autres que ceux du pouvoir y compris dans les pays dont les gouvernements sont entrés dans la "coalition", pour une influence aléatoire sur la décision que prendront les vainqueurs? Serions-nous moins incapables de nous construire une représentation plausible des

* J. C. Garcin est Professeur, D. Gril et H.M. Toelle sont Maîtres de conférences à l'Université de Provence, Aix en Provence.

mécanismes du conflit, coincés comme nous le sommes entre le secret d'Etat et la désinformation des médias, parfois malveillants, surtout au début, et des militaires? Saurions-nous seulement que nous sommes entrés dans une guerre meurtrière, comme toutes les guerres?

Ne devrions-nous pas être moins étonnés? Les temps avaient tellement changé depuis que de Gaulle avait racheté nos guerres coloniales aux yeux des Arabes, par une attention plus ouverte aux problèmes du Moyen-Orient, ou même depuis le premier choc pétrolier. Ceux qui désormais étaient en charge de la République pouvaient-ils se sentir la moindre affinité avec des pays soumis à des régimes (volontiers soutenus pourtant) souvent si peu soucieux des Droits de l'Homme? Pouvaient-ils éprouver la moindre sympathie pour la montée des certitudes apparentes de l'islamisme, si étrangères à la remise en question permanente et féconde qui, comme on sait, caractérise les civilisations issues de l'Occident? Il avait bien fallu constater la crise des études arabes en France, mais visiblement on ne se pressait pas de décider d'une politique ou d'un projet. L'Europe n'importait-elle pas davantage? Un magnifique institut du Monde Arabe avait été construit à Paris, mais on nous disait que les principaux intéressés étaient réticents pour participer, comme ils l'auraient dû, au financement de cette preuve éclatante de notre intérêt à leur égard. Auraient-ils pensé que cette magnifique vitrine culturelle ne devait pas masquer d'autres attitudes politiques? Se seraient-ils fait une autre idée, auraient-ils attendu autre chose, de la France? Nos dirigeants auraient-ils estimé que cette sympathie pour la France dans certaines parties de l'opinion arabe, n'était, lorsqu'elle existait, qu'un sentimentalisme flou dans des masses de plus en plus appauvries auxquelles n'appartenait pas la décision? Qu'il y ait eu chez les fellah du Nil une image touchante de de Gaulle, en son temps avait-il eu quelque importance? Nos dirigeants ont-ils pensé qu'importeraient aussi peu les probables insultes contre le Président français, qui allaient fuser dans les rues des villes du Maghreb? Ont-ils vraiment hésité à être présents dans cette opération drastique où, pour abattre un dictateur, on choisissait de détruire un pays dont on convenait par ailleurs qu'il n'en pouvait mais?

En fait, nous autres orientalistes, sommes-nous réellement tenus de nous affliger de la situation présente? N'avons-nous pas dans nos bibliothèques, nos boîtes à micro-films, nos Musées, assez de témoignages de ce que fut le meilleur de la civilisation arabe dont nous sommes les spécialistes, et qui maintenant fait partie du patrimoine de l'Humanité, et n'appartient donc plus à personne, pour devoir nous soucier de ses héritiers d'aujourd'hui dont la culture n'a pas contribué à la nôtre? Et si c'est sur ces modernes que portent les pertinents travaux qui nous valent notre emploi dans les cadres de l'enseignement ou de la recherche, serions-nous obligés d'adopter leurs jugements sur la marche du monde, voire de nous sentir concernés par leur avenir? De toute façon, ne sommes-nous pas voisins? Y a-t-il quelque apparence

que les relations avec nos partenaires culturels arabes ne reprennent pas un jour alors que les échanges matériels ne pourront même pas s'interrompre? Sommes-nous si pressés? Ne faut-il pas que nous gardions la Vieille Maison, nous voulons dire celle de la Parole et de la Culture, pour les y accueillir à nouveau, après la guerre, voire faire participer au même symposium les spécialistes du monde arabe venus de tous les horizons, pour y célébrer les miracles de l'union par le Verbe?

Allons, pouvons-nous même avoir des états d'âme? Devons-nous faillir à ce qu'attend de nous la République? Après tout, si notre pays doit avoir dans le règlement de la situation cette forte autorité morale qui servira à faire entendre raison à tel ou tel, n'est-ce pas sans doute d'abord grâce à notre participation militaire dont la coalition n'aurait pu se passer, mais aussi grâce à cette vieille tradition de proximité à l'égard du monde arabe, sinon d'amitié, au moins de connaissance (les anglo-saxons, on le voit bien ...), d'orientalisme disons le mot, auquel nos travaux ne sauraient manquer? La Nation ne doit-elle pas pouvoir compter sur nous pour le maintien de ses contacts culturels qui parfois subsistent seuls d'une politique quand tout le reste a disparu?

Tant pis pour nous si nous avons cru pouvoir nous placer hors des réseaux des pouvoirs et des intérêts de l'une ou l'autre société; si nous avons cherché l'accord intellectuel avec nos amis arabes, et ce qui pouvait nous réunir au delà des situations politiques et des appartenances religieuses; si nous n'avons recherché que la vérité à la jonction de nos communes recherches. Tant pis si nous n'avions pas compris. Nous avons été des naïfs.

Aix en Provence
Université de Provence
Janvier 1991

**POUVOIR ET RESPONSABILITÉ
HÉGÉMONIE AMÉRICAINE
ET ETATS ARABES DU MOYEN ORIENT,
APRÈS LA GUERRE DU GOLFE***

Marion FAROUK-SLUGLETT

Plus de deux ans se sont écoulés depuis l'invasion du Koweït par l'Irak, l'opération Tempête du désert et les soulèvements kurdes en Irak qui l'ont suivie. Bien que cette période soit évidemment brève, la permanence de multiples données de base de la politique régionale est remarquable, surtout lorsqu'on les met en regard des pertes tragiques en vies humaines et de la dévastation matérielle et psychologique qui ont résulté des événements. Bien des personnes et des groupes concernés, aux Etats Unis et ailleurs, se sont interrogés, à l'époque et depuis, sur la légitimité et la justice de l'action américaine de 1990-91.

Mon objet est ici d'élargir le champ d'un débat qui a tendu à se concentrer, très justement, sur le rôle et les activités du gouvernement des Etats Unis, pour y inclure les intérêts et les responsabilités des gouvernements arabes. Toute analyse des relations entre les Etats-Unis et le monde arabe qui ignore ou minimise le rôle et les intérêts de la direction politique des différents pays arabes est fondamentalement inappropriée, elle conduit à de fausses conclusions sur la nature de la politique moyen orientale. Il est vrai que de nombreux dirigeants arabes

* Je suis reconnaissante au Professeur Suad Joseph, Département d'anthropologie, Université de Californie, Davis, pour ses commentaires à propos d'une version préliminaire de cet article. Cet article est traduit de l'anglais par Alban Albini.

dépendent largement du soutien occidental, mais il est faux de les considérer comme de simples marionnettes occidentales (même les plus proches de l'Occident comme Mobarak); une grande part de la responsabilité de leurs actes doit leur être imputée. Il faut d'abord reconnaître pleinement l'action des gouvernements arabes, pour mesurer pleinement l'action des populations. Une représentation déterministe du monde à partir de l'hégémonie des Etats Unis ou de l'Occident, produit un sentiment d'impuissance puisque la source de tous les maux est renvoyée à l'Occident. Face à cet adversaire apparemment invincible, la seule alternative qui rende courage est alors le fondamentalisme islamique.

Je donnerai un bref aperçu de la situation politique présente, en soulignant les principales caractéristiques des Etats arabes contemporains, telles qu'elles se sont développées, et quelques indications sur la communauté d'intérêts qui s'est développée entre les gouvernements (ou élites) arabes et les Etats Unis, qui s'exprime notamment dans les ventes d'armes à la région. Je soutiens que le développement de régimes arabes répressifs et autoritaires n'est pas due à des facteurs culturels "arabes" ou "islamiques", mais à des dimensions particulières de l'évolution politique de la région dans la période d'après la Deuxième Guerre Mondiale.

Crise de légitimité dans le monde arabe contemporain

La fin des années 80 est une période d'accroissement constante des tensions au Moyen Orient. Les niveaux de vie de tous les pays arabes non producteurs de pétrole a commencé à chuter de façon alarmante, en grande partie en raison de la diminution soudaine et continue des prix du pétrole après 1985, et les problèmes politiques et économiques et sociaux de la région sont rapidement devenus insurmontables. Les relations entre les Palestiniens et Israël ont atteint un nouveau nadir, et l'optimisme initial que fit naître l'Intifadah - le sentiment que les Palestiniens commençaient à prendre en main leur destinée - s'est évanoui en face de l'intransigeance et de la brutalité d'Israël. De plus en plus clairement, il est apparu que les dirigeants politiques de la région étaient plus intéressés par leur propre survie et leur maintien au pouvoir, que par la solution des maux dont souffrent les peuples. Dans la plupart des Etats arabes, des élites dont la base sociale est fragile, se sont appropriées et ont imposé les lignes de force du discours et du débat politiques, privant en large mesure les populations de leurs droits civiques et les excluant de la participation au politique. Dans les années et les mois qui ont immédiatement précédé l'invasion du Koweït par l'Irak, tout le monde arabe était traversé par un désespoir très général, même s'il ne s'articulait pas toujours de façon cohérente, qui se combinait avec le sentiment que les choses ne pouvaient

continuer ainsi. En même temps, à côté de ce désir très puissant de se débarrasser des structures de pouvoir local et régional existantes, ne s'était formé aucun consensus sur ce qui devait les remplacer.

Lors de l'invasion du Koweït, une grande part du soutien dont jouit Saddam Hussein dans le monde arabe en dehors de l'Irak, provenait de ces sentiments, d'une certaine joie que le statu-quo était "enfin" remis en question, et pourrait même disparaître en dépit des incertitudes sur l'avenir. Les sentiments anti-occidentaux et particulièrement anti-américains se mêlaient en outre largement à ce soutien; ils trouvaient, partiellement au moins leur source dans cette idée que la responsabilité finale de l'impasse durable du conflit israélo-arabe, et du maintien au pouvoir de régimes presque universellement considérés comme peu ou pas légitimes, reposait véritablement sur les Etats Unis et ses alliés¹.

Par ailleurs, même les Arabes dès longtemps opposés au régime irakien, et ceux qui, en son temps, avaient condamné l'invasion du Koweït - les uns et les autres situés ainsi à l'opposé de ceux qui, de façon sans doute usurpée, regardaient Saddam Hussein comme un libérateur potentiel - ont partagé un sentiment quasi-universel d'humiliation devant le cataclysme de 1990 et 1991, l'éreintement et la destruction d'un Etat arabe par les puissances occidentales. On a soutenu que les puissances occidentales ont orchestré les événements de telle sorte qu'une "solution arabe" (dans la quelle les Etats arabes eux-mêmes auraient tenté de résoudre ou au moins de résorber la crise) n'a jamais eu l'occasion de s'actualiser², parce que les Etats Unis étaient impatients de répondre à l'invitation de leurs amis d'Arabie Séoudite et des Etats du Golfe. Les Etats arabes ou bien n'ont pu agir de concert ou n'ont pas été autorisé à le faire.

¹ Il est important ici de souligner qu'en dehors de l'islamisme pour qui c'est manifestement davantage qu'une superfétation, les sentiments anti-occidentaux qui s'expriment dans le monde arabe à la fin des années 1980 et au début des années 1990 ne sont ni anti-chrétiens ni orientés contre les structures socio-économiques occidentales. Certainement, le besoin d'équité et de justice demeure très répandu, mais les mouvements idéologiquement fondés sur l'appel à la révolution socialiste, au socialisme arabe, ou même à "une voie non-capitaliste", ont déjà été réduits ou éradiqués au cours des batailles politiques acharnées des années 1950, 1960 et 1970, longtemps avant la perestroïka et l'effondrement de l'Union Soviétique. Aussi l'hostilité arabe à "l'Ouest" dans son ensemble doit être davantage regardée en termes de frustration et d'insatisfaction à propos de régimes considérés comme soutenus par l'Occident dans son propre intérêt qu'en termes de recherche d'une voie fondamentalement différente - à l'exception encore une fois des islamistes.

² Abu Lughod, Ibrahim, "Non-Alignment and Commitment in the Gulf Conflicts; Palestine's Policy", *Arab Studies Quarterly*, Vol 13, Nos 1 et 2, Winter-Spring 1991, pp. 53-64.

De même, la crise et ses suites ont aggravé la délégitimation de bien des Etats de la région. Les petits Etats du Golfe n'auraient jamais eu la possibilité de résister à une attaque extérieure déterminée, mais l'impatience de l'Arabie Séoudite de recourir à l'aide américaine (en dépit des sommes énormes qu'elle avait dépensées en armement), la soudaine volte-face de la Syrie, la conduite peu courageuse de la famille régnante du Koweït n'ont pas rehaussé la médiocre estime dans laquelle ces régimes étaient chez eux tenus avant août 1990. Bien entendu, les événements du Golfe ont aussi reflété des changements politiques majeurs qui se sont produits ailleurs dans le monde. De différentes façons, tant l'invasion que les réactions qu'elle a suscitées ont été profondément marquées par la soudaine disparition de l'Union Soviétique en tant que puissance mondiale. Cette disparition renforçait d'une part le sentiment d'impuissance des "arabes pögressistes", elle assurait, de l'autre, les forces coalisées du soutien de l'Union Soviétique.

Au début des années 1990, les Etats arabes font face à une crise de légitimité qui ne cesse de s'approfondir. La seule voie qui, sur le long terme, permettrait à ces Etats de résoudre la crise, serait d'adopter une politique claire tendant à accorder le droit de cité à leur population, à devenir plus responsables devant elle, à tenter véritablement de résoudre quelques uns des problèmes économiques et sociaux les plus urgents. Pour les Etats Unis, continuer à soutenir des régimes impopulaires, largement discrédités dans leur propre pays n'apportera pas une stabilité de longue durée. Cette politique a du reste conduit certains observateurs à se demander si une certaine instabilité contrôlée ne faisait pas partie d'une stratégie américaine secrète pour la région. L'absence de véritable responsabilité et de représentation politiques dans la plupart des Etats arabes, et la terrible répression qui caractérise tant d'entre eux, ont en effet constitué un terrain fertile à l'émergence de mouvements islamistes radicaux.

Les effets combinés de la crise économique internationale, de la diminution du prix du pétrole, du coût énorme de la Guerre Irano-Irakienne ont entraîné une chute drastique des revenus de beaucoup des Etats pétroliers, d'où pour leurs dirigeants des difficultés croissantes à "tenir leurs engagements". Les pays non exportateurs de pétrole ont davantage souffert encore; non seulement les opportunités économiques et les paiements ont diminué, mais il leur est devenu toujours plus difficile de continuer à subventionner les produits alimentaires et autres biens essentiels pour les catégories les plus pauvres de la population. De sorte que beaucoup de ces Etats (Syrie, Egypte, mais aussi l'Irak dans les années 1980) ont commencé à restreindre leurs dépenses sociales et autres dépenses de bien-être et ont tenté de libéraliser leurs économies dans l'espoir que la dynamique du marché parviendrait à résorber la crise économique. Dans la plupart des cas, cette libéralisation a conduit d'un côté à des taux d'inflation

élevés, à la croissance du chômage, à des privations et à la pauvreté, de l'autre, à la consommation ostentatoire des classes supérieures et des classes moyennes aisées, et ainsi à un accroissement des tensions sociales et politiques. La crise économique et la baisse du niveau de vie d'une grande part de la population de la région a mis en lumière la totale banqueroute de la plupart des politiques économiques poursuivies par les Etats. La libéralisation a été impuissante à provoquer le redressement économique qui était en principe son objectif, elle a été rarement accompagnée de mesures significatives de libéralisation politique; l'hégémonie politique et économique des élites dirigeantes a en général été maintenue.

Au surplus, les structures politiques et économiques "rentières" qui s'étaient constituées dans la plupart de ces pays ont eu un effet de stagnation générale sur leur développement. En dépit de revenus pétroliers considérables (dans la décennie qui a suivi 1973, les Etats arabes recevaient quelques mille milliards de dollars en contre partie de leurs exportations pétrolières) et de l'aide régionale et internationale pourvue aux Etats arabes les plus pauvres, les fondements d'un développement intégré et entretenu n'ont jamais été posés¹, et les revenus des exportations pétrolières sont demeurés le principal atout des économies arabes. Les revenus pétroliers ont été fréquemment dilapidés dans des dépenses sans intérêt qui servaient davantage le pouvoir établi que le bien-être des populations. L'intransigeance des régimes à assurer et sauvegarder (voire si possible à étendre) leurs propres positions chez eux et dans la région est la base des tensions politiques dans la région où tout Etat arabe est l'ennemi de tous les autres. Cette farouche préoccupation pour le maintien de leurs positions de pouvoir les a conduit à consacrer des sommes excessives à l'achat d'équipements militaires et à l'extensions des armées², ce qui, non seulement, a provoqué d'énormes ponctions sur les économies, mais aussi engendré l'instabilité régionale³.

Le pétrole bon marché et d'accès facile du Moyen Orient en fait une région d'intérêt matériel et politique cruciale pour l'Occident et

¹ Voir Eftekhari, Nirou, "Le pétrole dans l'économie et la société irakiennes, 1958-1986, *Peuples Méditerranéens*, 40 (1987), pp. 43-73.

² Sadowski, Yahya, "Scuds vs. Butter : the Political Economy of Arms Control in the Arab World", *Middle East Report*, 177, July-August 1992, p. 4.

³ Dans *The Control of the Middle East Arms Race*, Washington D.C. : Carnegie Endowment for International Peace, 1991, Geoffrey Kemp propose des listes et des tableaux détaillés à propos des conflits potentiels dans la région. En mettant en lumière ces conflits, Kemp paraît considérer les intérêts américains dans la région comme une donnée immuable; ne s'interrogeant pas davantage, il parle des structures de pouvoir actuelles de la région sans apparemment mesurer les effets exponentiels de ces structures elles-mêmes.

particulièrement pour les Etats Unis qui, de différentes façons, ont été profondément impliqués dans l'organisation des structures de pouvoir existantes. Toutefois, cela ne signifie pas que l'Administration des Etats Unis peut ordonner et ordonne les affaires courantes de chacun des Etats. Même s'ils ont fréquemment recours à des interventions ouvertes ou souterraines, les Etats Unis d'ordinaire cherchent à maintenir ou à "faire avec" le statu-quo (celui des monarchies iranienne et séoudite, Saddam Hussein pendant presque toute les années 1980), avant tout en raison d'une sorte d'axiome, la méfiance de changements pouvant conduire à des circonstances ou situations nouvelles, non-familiales qui ne pourraient être immédiatement et manifestement contrôlées par eux.

Bien des problèmes parmi les plus sérieux que le Moyen Orient rencontre aujourd'hui ont leur origine dans les relations entre intérêts et structures de pouvoir au sein de la région elle-même; l'incompréhension de l'importance de cette origine régionale s'exprime notamment dans un "Tiers-mondisme" un peu facile de la part d'observateurs bien intentionnés. Elle conduit aussi à une explication commode de tous les maux dans les écrits, et, hélas, dans les esprits de nombre d'intellectuels de la région et d'ailleurs¹. De telles attitudes résultent d'une représentation indifférenciée du monde, qui serait divisé entre "un Occident hégémonique et exploiteur" et "un Tiers Monde faible et dépendant". En conséquence, on cherche peu à comprendre le contenu hégémonique et exploiteur des relations entre certains Etats arabes du monde arabe. Une telle représentation du monde n'autorise pas de se demander si l'invasion du Koweït par l'Irak en août 1990 ne pourrait pas être justement considérée comme un acte impérialiste ou colonial de la part de l'Irak. Le fait que les pays arabes appartiennent au Tiers Monde ou au monde en développement, n'empêché pas leurs dirigeants ou leurs élites d'avoir des intérêts très particuliers, profondément imbriqués dans la constellation internationale des forces politiques. Pour mieux comprendre les relations entre l'impérialisme occidental et le monde arabe, il convient d'analyser les structures de pouvoir dans les Etats arabes, et leur articulation à la fois entre elles et avec l'Occident.

La montée de l'Etat autoritaire dans le monde arabe

L'Etat autoritaire est un phénomène politique qui n'est pas propre au monde arabe. Comme le montrent les études sur le Tiers Monde, l'Etat autoritaire dans ses différentes formes est davantage la règle que l'exception. Cet Etats n'est pas nécessairement dictatorial bien qu'il le

¹ Voir par exemple Nufal, Ahmad S., "The Gulf States and the Crisis over Kuwait", *Arab Studies Quarterly*, Vol 13, 1 et 2, Winter-Spring 1991, pp. 37-51.

soit souvent, et l'organisation politique et sociale qui le fonde, de même que les raisons de son apparition diffèrent dans le temps et l'espace. Mais l'une des caractéristique fondamentale des Etats autoritaires du Tiers Monde est apparemment l'absence de contrôle institutionnalisé de l'exercice du pouvoir et de procédures effectives permettant son passage pacifique d'un groupe ou d'un individu à un autre. Examinons brièvement l'évolution politique de trois Etats arabes importants (l'Egypte, la Syrie, l'Irak) depuis leur constitution dans les premières années du siècle. A la fois une grande diversité et nombre de traits communs apparaissent dans leur histoire et leur présent.

Bien qu'ils se distinguent en termes de différenciation sociale, de développement économique ou de culture politique, les systèmes parlementaires que la Grande Bretagne et la France installèrent dans leurs quasi-colonies durant la période de l'entre deux guerres avaient pour principal objet la domination et le contrôle plutôt que la représentation politique ou la démocratie. Pourtant, si leur base sociale était mince et s'ils étaient étroitement liés au pouvoir impérial, ils n'étaient pas totalement non-libéraux et les institutions de gouvernement parlementaire de ces pays auraient pu s'ouvrir sur des procédures et traditions démocratiques. On oublie fréquemment que des débats animés sur des problèmes importants avaient lieu à la Chambre des députés irakienne. Le dialogue et le débat politiques dans l'Egypte de l'entre deux guerres et de l'immédiat après guerre ne peut être négligé. Les tentatives de réforme sociale poursuivies en Syrie par Khalid al-'Azm ainsi que ses appels pour un système politique plus pluraliste entre 1954 et 1958 ne peuvent être traités comme de simples trompe-l'œil. Les années 50 en particulier ont été des années d'immense espoir et également de conflit social et politique intense; le cours à venir du développement politique était cependant entièrement ouvert et en aucune manière "prédéterminé". Il n'y avait aucune raison pour que ces Etats ne puissent s'ouvrir sur des systèmes politiques tout différents, peut-être plus pluralistes et plus responsables, si des groupes particuliers pan-arabes, alliés à des officiers de l'armée, n'avaient été décidés à saisir le pouvoir¹.

¹ C'était aussi l'époque de la guerre froide et d'une rivalité féroce entre les super-puissances pour l'influence dans la région. Bien que les nouveaux régimes aient justifié leur prise de pouvoir par "l'anti-impérialisme" et autres termes "progressistes", ils ont finalement assuré la défaite des forces de gauche dans la région. Voir Khalidi, Rashid, "Social transformation and political power in the radical Arab states", Dawisha, Adeed and Zartman, I. William (eds.), *Beyond coercion : the durability of the Arab state*, London : Croom Helm, 1987, pp. 203-219. Pour mieux établir ce point, considérons un instant l'expérience syrienne. Dans les fameuses élections libres de 1954, après l'élimination de Adib Shishakli, le Ba'th n'a pu gagner que 22 sièges, le Hizb al-Sha'b en a eu 30, le Hizb al-Watani 19, et les "Indépendants" 64, ce qui montre

Les leaders qui se sont appropriés l'Etat dans les années 50 et 60, se sont servis de l'appareil et des institutions étatiques pour d'abord établir et ensuite perpétuer leur pouvoir. Si bien intentionnés et si sincère qu'ils aient été - ils ont habituellement justifié leur arrivée au pouvoir en se référant aux aspirations à la souveraineté nationale et à une plus large représentation populaire - il est important de souligner qu'en fin de compte, les moyens qu'ils ont utilisé pour arriver à leurs fins ont concouru à diminuer et affaiblir plus qu'à garantir les dimensions positives et pluralistes du système politique dont ils avaient hérité. A long terme, cette conduite a signifié la destruction virtuelle des obstacles et des équilibres qui limitaient l'autorité de l'Etat et des groupes ou individus que le contrôlaient. En d'autres termes, de quelque façon que l'on caractérise par ailleurs leur régimes, l'arrivée au pouvoir des nationalistes pan-arabes a signifié l'arrêt dans les trois Etats du développement de systèmes parlementaires naissants, et la fondation de structures étatiques autoritaires. A ce moment-là aucun de ces Etats n'avait à sa disposition les ressources matérielles qu'il devait trouver quelques décennies plus tard, et ainsi ne pouvait encore présenter l'une ou l'autre des dimensions majeures de l'Etat rentier.

Cette observation est importante parce que l'arrivée au pouvoir des nationalistes pan-arabes et l'établissement de gouvernements autoritaires sont habituellement présentés comme de simples faits accomplis et analysés en des termes qui impliquent que ces événements représentaient en quelque sorte la conséquence logique

bien que les partis et les élites ancien style avaient une beaucoup plus large audience que leurs rivaux nationalistes et populistes. Plus important peut-être, les élections de 1954 furent pour le Ba'th l'indication que la voie du succès par les élections était difficile. Particulièrement après l'échec de l'union avec l'Egypte en 1961, il devint clair que les chances étaient maigres de prendre le pouvoir grâce aux élections. Au surplus, les fondateurs du Ba'th n'ont jamais beaucoup apprécié la démocratie parlementaire, et considéraient légitime la prise du pouvoir par la force, un moyen que certains de leurs disciples dans les forces armées utilisèrent en 1963. En ce qui concerne la détermination du Ba'th à prendre le contrôle de l'Etat, les extraits qui suivent d'écrits de Michel 'Aflaq sont instructifs : "Prendre le contrôle de l'Etat pour le pouvoir et le patronage est central dans la pensée du Ba'th. 'Aflaq ne croyait pas à la démocratie parlementaire, et n'envisageait pas le développement du parti en organisation de masse *avant* la prise de pouvoir, comme pré-condition nécessaire de la prise de pouvoir. Selon 'Aflaq, le parti doit devenir "la nation de la révolution avant d'accomplir la révolution de la nation ... [II] doit être une image réduite de la nation totalement pure et exaltée qu'il veut faire revivre". Plus précisément, la direction de la nation devait demeurer dans les mains de la minorité éclairée qui "représente le peuple avant que le peuple ne la délègue expressément et la charge de cette représentation". Michel 'Aflaq, *Fi Sabil al-Ba'th*, Beirut 1959, cité dans al-Khalil, *The Republic of Fear*, London 1990, pp. 196, 220.

ou "objective" des structures sociales et politiques. Cette représentation déterministe restreint le champ des interrogations et détourne de la prise en considération de plus larges constellations de forces politiques contemporaines, à la fois internationales et régionales. Plus important, elle fait de l'arrivée au pouvoir des nationalistes pan-arabes quelque chose d'inévitable, "enraciné", comme le dit Hinnebusch à propos de la Syrie, dans "une longue histoire de fermentation nationaliste et de conflit social"¹. La question de savoir si une autre alternative de développement aurait été possible, à la fois dans les pays concernés et dans la région, et si la possibilité existait de l'émergence d'autres systèmes politiques (peut-être) plus représentatifs et pluralistes, est, en conséquence, rarement posée. Ainsi, le sentiment est donné que l'arrivée au pouvoir de ces régimes était en quelque sorte le produit direct et "inévitabile" de conjonctures sociales et politiques - elles-mêmes expliquées en termes de caractéristiques particulières du "monde arabe"² - davantage que le résultat de luttes entre forces sociales et politiques données dans la région et dans chacun des pays, au cours desquelles des acteurs précis parvinrent à mettre en œuvre à leur avantage des scénarios politiques et sociaux³.

Il est vrai que le contexte politique et social dans lequel les gouvernements devaient agir, ont joué un rôle important dans bien des

¹ Hinnebusch, Raymond, *Peasant and Bureaucracy in Ba'thist Syria*, Boulder : Westview, 1989, p. vii.

² Aucun des contributeurs de Dawisha et Zartman (eds.), *Beyond Coercion* ... n'envisage la possibilité de voies de développement alternatives. Bien que de nombreux articles du volume fourmillent d'informations dans leur interprétation empirique de l'évolution après l'indépendance, l'absence d'une transformation plus pluraliste du champ politique est regardé comme quelque chose de "spécifique au Monde Arabe". Ainsi, Raymond Hinnebusch soutient ("Political parties in the Arab state : Libya, Syria, Egypt", p. 35) que le monde arabe "paraît offrir des conditions spéciales, voire contraires au développement du système des partis". Il est ironique de constater que les Pan-arabistes exposaient leurs prétentions dans les mêmes termes et justifiaient leur saisie du pouvoir comme une exigence logique des nécessités sociales et politiques de l'époque. Leur interprétation des choses a semble-t-il fait son chemin dans le canon universitaire occidental. Il est intéressant de se rappeler que les Partis communistes du Bloc socialiste expliquaient la prise du pouvoir par Lénine en Russie comme le produit inévitable des forces historiques.

³ L'une des principales raisons de l'impatience du Ba'th syrien dans l'union de la Syrie et de l'Egypte en 1958, et du coup d'Etat du Ba'th irakien en 1963, était la crainte du communisme. Comme d'autres régimes nationalistes arabes, le Ba'th syrien essaya de justifier son pouvoir en affirmant sa volonté de développement, de construction d'un Etat de bien-être (appelé socialisme arabe), de lutte contre l'impérialisme et le sionisme.

choix politiques, et certainement a contribué à façonner leur manière de justifier leur pouvoir. Les problèmes politiques et sociaux auxquels les nouveaux dirigeants étaient confrontés étaient complexes et difficiles à résoudre même dans au regard de leurs propres conceptions souvent un peu simples. La mesure de la complexité transparait dans la présentation que fait Roger Owen du rôle des partis politiques après l'indépendance :

"D'une façon générale, les partis nationalistes avaient, avant l'indépendance, élaboré une critique très forte de la politique économique de leurs maîtres coloniaux, ils soulignaient l'absence de développement industriel, de dépenses pour l'enseignement, de création de certaines institutions comme les banques nationales. Maintenant qu'ils étaient parvenus au pouvoir, la critique se transforma généralement en programme d'action immédiate."

Ayant hérité d'une structure étatique relativement "amorphe et fluide", les nouveaux dirigeants devaient, après le départ du pouvoir colonial, tenter de maintenir la sécurité et d'écarter l'instabilité politique. Ils tentèrent de le faire en étendant considérablement "le pouvoir et l'emprise de l'appareil d'Etat", c'est-à-dire la "bureaucratie, la police et l'armée, et aussi, bien souvent, le nombre des entreprises d'Etat"¹. Par suite du besoin aigu d'une forme ou d'une autre de réforme sociale, particulièrement dans les campagnes, ils engagèrent d'importantes réformes agraires, et prirent d'autres mesures importantes de développement social. Ces mesures faisaient partie intégrante du bagage idéologique des Nationalistes, et répondaient aussi à l'important électorat de gauche dont le large soutien avait d'abord servi à renforcer leur autorité.

Pouvoir politique et structures de l'Etat

Quelles ont été les implications plus lointaines des structures de pouvoir apparues dans ces Etats, et quelle a été leur impact sur le devenir politique de la région? Bien que la constellation des forces politiques et sociales locales diffère largement dans les trois pays, et que le processus de consolidation des régimes ait été difficile et complexe - les concurrents pour le pouvoir se succédant au gré des coups et contre-coups d'Etat - certains points communs remarquables existent néanmoins. Dans tous les cas, les dirigeants nationalistes ont pris le pouvoir par la violence, c'est-à-dire avec l'aide de l'armée, et, dans la période initiale, ils ont protégé leurs positions en s'appuyant

¹ Owen, Roger, *State, power and politics in the making of the modern Middle East*, London, Routledge, 1992, pp. 24, 26, 32

directement sur des alliés personnels ou politiques parmi les militaires. Afin d'affermir leur autorité, les nouveaux dirigeants ont cherché à élargir leurs assises en répondant aux aspirations populaires à l'indépendance nationale, à l'anti-impérialisme et à la justice sociale. Dans la mesure où ils ont réussi à mobiliser ces aspirations, ils ont pu renforcer et étendre leur autorité.

Parallèlement, les autres activités politiques, c'est-à-dire "celles qui ne soutenaient pas le régime", ont été sérieusement bridées, sinon proprement interdites, tandis que "l'espace politique autorisé" se restreignait progressivement à l'expression d'un soutien plus ou moins formel du parti au pouvoir (Ba'th en Syrie et en Irak, et, dans une certaine mesure, Union socialiste arabe en Egypte), le parti prenant de façon croissante la fonction d'une institution hégémonique ancillaire au sein de l'Etat. De nombreuses études empiriques décrivent le réseau institutionnel et personnel, compliqué et en constant changement¹ que ces dirigeants ont mis en place pour garantir leurs positions contre le développement de centres de pouvoir rivaux, réels ou potentiels, à l'intérieur de l'Etat.

Le Parti et ses organisations de masse en vinrent à constituer des institutions puissantes et intégrées, mais, généralement, ils n'ont pas eux-mêmes fourni le principal étayage des régimes et des élites qui en sont devenues la base sociale relativement étroite. Les partis eux-mêmes étaient des créations du régime; ils ne sont devenus des organisations de masse qu'après les événements, c'est-à-dire après que la direction nationaliste se soit installée au pouvoir. C'est vrai pour les partis Ba'th tant syrien qu'irakien dont le nombre des militants avant les coups d'Etat était faible, et aussi, de façon différente, pour l'USA que Nasser créa comme une sorte de rassemblement national à la fin des années 1950. Avec les années et l'érosion de l'audience de leur idéologie², les structures du parti devinrent de façon croissante une institution étatique de contrôle et de répression, pénétrant à tous les niveaux tant des services militaires et de sécurité foisonnant - et concurrents - qu'une bureaucratie nombreuse³.

¹ Migdal, Joel S, *Strong societies and weak states : state-society relations and state capabilities in the Third World*, Princeton: Princeton University Press, 1988; Picard, Elizabeth, "The Arab Military in Politics: from Revolutionary Plot to Authoritarian State", in Dawisha and Zartman, (eds.), *Beyond Coercion ...*, p.118.

² Particulièrement dans les années 70, lorsque des politiques furent amorcées pour "restaurer la confiance du capital local". Jean Leca, "Social structure and political stability; comparative evidence from the Algerian, Syrian and Iraqi cases", in Dawisha and Zartman (eds.), *Beyond Coercion ...*, p. 190.

³ La transformation des "partis" en institutions d'Etat plus qu'en mouvements politiques est illustrée par l'actuel "Parti du gouvernement"

Un réseau de pouvoir a été mis en place, complexe, en perpétuelle transformation, et intégré, dont l'objet était la plus grande "stabilité" intérieure possible. C'est, en fin de compte, cette structure compliquée de pouvoir qui, souvent contre toute attente, a assuré la survie de ces Etats durant les deux dernières décennies, et cette "stabilité" a encouragé certains dirigeants régionaux à donner à leur régime un vernis plus civil¹. Cependant, derrière cette façade civile, les choses ont peu changé. Les instruments de contrôle les plus modernes et sophistiqués, dont les différents services de sécurité, les forces armées et paramilitaires, ont continué et continuent à être les centres en dernier ressort du pouvoir². Ce point est attesté par l'énorme expansion des forces armées durant la période en question. Nous y reviendrons³.

égyptien, le PDN, qui s'est constitué à partir des vieilles structures institutionnelles de l'Union socialiste arabe de Nasser. Voir Hinnebusch, "Political parties in the Arab state : Libya, Syria, Egypt", op. cit., pp. 35-60.

¹ Khalidi, "Social transformation and political power in the radical Arab states", op. cit. p. 208. Khalidi paraît surestimer la réalité des changements en vue d'un gouvernement civil.

² A propos du rôle élargi de l'armée dans ces Etats, Elizabeth Picard écrit : "Ainsi, au delà du caractère spécifique et des événements particuliers de chaque Etat, au delà du poids insupportable d'un état de guerre perpétuel contre Israël, au delà même du renforcement des liens des économies des Etats arabes avec le système capitaliste mondial, se situe le problème majeur du rôle des forces armées dans les processus de construction de l'Etat et de développement national qui sont à l'œuvre dans le monde arabe." Il n'existe pas de données fiables sur les services de sécurité mais des indications sur l'extension de l'armée apparaissent dans les chiffres suivants. Le nombre des individus en "service militaire actif" est passé, en Irak, de 80,000 en 1966 à 101,000 en 1975, à 640,000 en 1984; durant les mêmes années, les chiffres sont passés en Syrie de 60,000 en 1966 à 137,000 en 1975, à 362,000 en 1984. En Egypte les chiffres sont de 180,000 en 1966, 298,000 en 1975 et 460,000 en 1984. En 1984 on compte 140,000 individus dans les forces para-militaires en Egypte, 650,000 en Irak et 38,500 en Syrie. En 1982 les dépenses militaires en Irak se sont élevées à 34.600 millions de dollars, en Syrie à 18.467 et en Egypte à 29.141. Picard, "The Arab Military in Politics: from Revolutionary Plot to Authoritarian State", op. cit., pp. 118-119.

³ Owen, Roger, *State, power and politics ...*, p. 202. Roger Owen propose un certain nombre des conditions qui ont contribué à l'extension des forces armées, comme le lourd engagement de la Syrie au Liban et la possibilité d'une guerre avec Israël, la guerre de l'Irak avec l'Iran ; mais il explique l'expansion militaire en Egypte dans les termes suivants: "L'expansion du rôle de l'armée égyptienne après 1981 s'est produite dans trois domaines. Le premier a été la sécurité intérieure, où elle a été en mesure de prendre le contrôle des forces

Pétrole et pouvoir étatique

La "stabilisation" effective de ces Etats autoritaires doit aussi être placée dans la perspective de l'existence de vastes richesses pétrolières qui, directement ou indirectement, ont affecté tous les Etats de la région. Ces ressources ont fait que le Moyen Orient a constitué un centre vital des intérêts occidentaux, ce qui s'est manifesté d'une multitude de façons qui ne peuvent être discutées ici, elles ont aussi profondément affecté l'évolution des systèmes politiques de la région, et engendré une interdépendance politique et économique étroite des différents Etats arabes. L'économie pétrolière a affecté de manières très différentes des pays comme l'Egypte, la Syrie et la Jordanie qui eux-mêmes n'ont pas ou peu de ressources pétrolières tout autant que les pays producteurs.

Grâce à leur situation géo-politique, l'Egypte, la Jordanie et la Syrie, pays de la ligne de front avec Israël, et, plus généralement, protagonistes de la constellation des forces politiques concurrentes régionales, ont été en mesure d'attirer et parfois de requérir une aide étrangère substantielle soit de leurs voisins riches en pétrole, soit des pays et institutions occidentaux, et (à l'exception de la Jordanie) orientaux. Les revenus obtenus grâce à ces différentes formes d'aide représentaient habituellement une proportion considérable des ressources de ces Etats qui en sont venus à prendre certaines des caractéristiques les plus remarquables de "l'Etat rentier". La notion "d'Etat rentier" ne peut être utilisée qu'à titre d'idéal-type, et alors même, elle est ambiguë et sujette à débat, je l'utiliserai cependant dans le sens que lui donne Hazem Beblawi¹ qui en identifie trois traits remarquables.

En bref, une grande partie des revenus publics de l'Etat rentier provient de l'extérieur, seulement une infime partie de la force de travail est "engagée dans la production de la rente", tandis que "la majorité n'est employée que dans sa distribution et son utilisation"². Ce revenu provenant de l'extérieur, des ventes de pétrole ou de l'aide, tombe directement dans les mains du pouvoir, il étend donc considérablement le pouvoir économique et par suite politique de ces Etats. L'Etat choisit le mode de distribution ou d'allocation des revenus du pays, aussi est-il en mesure d'acheter des allégeances ou au moins le consentement par la distribution de ses largesses, ou l'offre d'opportunités économiques à

para-militaires, la Police centrale de sécurité, lorsque la troupe a dû être utilisée pour mettre fin, en février 1986, à plusieurs jours d'émeute auxquels avaient participé nombre de ses unités Cairetes."

¹ Beblawi, Hazem, "The rentier state in the Arab world", in Beblawi, Hazem, and Luciani, Giacomo, *Nation, state and integration in the Arab world* : Volume II, *The rentier state*. London : Croom Helm, 1987, pp. 49-62.

² Ibid.

des individus et groupes particuliers. En outre, comme l'accès à ces ressources peut être crucial pour le bien-être matériel des individus, et que cet accès est commandé par l'Etat et le parti, la relation entre la population et l'Etat devient une relation de dépendance et de subordination¹.

L'origine extérieure de ses revenus fait que le régime peut au besoin s'isoler du reste de la société et fonder son pouvoir presque exclusivement sur les structures autoritaires qui ont été décrites. La survie politique de Saddam Hussein en dépit des destructions consécutives à deux guerres est un exemple remarquable de ce processus. L'Irak est un cas extrême, mais il ne fait pas de doute qu'en cas de nécessité, la plupart des autres régimes n'hésiteraient pas à recourir à une violence comparable pour se maintenir au pouvoir. Autre point important, la disponibilité des revenus extérieurs, provenant du pétrole ou, dans le cas des Etats plus pauvres, de l'aide, a largement contribué à constituer les ressources matérielles justement utilisées à la construction et ensuite à la consolidation des structures étatiques autoritaires. Sans ces ressources, il aurait été impossible d'étendre et développer de façon aussi cohérente les structures étatiques de coercition. Néanmoins, on ne peut dire que l'établissement de ces systèmes autoritaires est la conséquence "nécessaire" du pétrole et des revenus pétroliers; c'est la conséquence de processus politiques et historiques qui se sont déroulés dans la région et dans chacun des pays au cours des trois dernières décennies.

Revenons brièvement au rôle central de l'armée dans ces Etats. L'extension des forces armées ne peut être analysée seulement en termes de structures internes de pouvoir. Elle doit aussi être comprise dans le contexte plus large à la fois de l'existence d'Israël, de son appareil militaire sophistiqué et efficace et des menaces, et aussi de l'Iran, d'abord sous le Shah, ensuite sous la République islamique. Pourtant, au moins aussi importantes sont les rivalités entre régimes arabes, de même que, plus implicitement certes qu'explicitement, les tensions entre factions et autres au sein des Etats eux-mêmes. La référence constante à des menaces extérieures (réelles ou imaginaires) par les dirigeants politiques, a justifié l'expansion des forces armées et des dépenses militaires, mais a aussi accru les tensions politiques régionales. Le développement militaire d'un Etat entraîne un développement analogue de ses voisins, créant ainsi une escalade de la course aux armements entre Etats, et conduisant à une nouvelle intensification des tensions régionales - comme l'ont montré les invasions de l'Iran et de l'Irak - et, plus généralement à une instabilité régionale aiguë.

¹ Voir Farouk-Sluglett, Marion, "Irak : rente pétrolière et concentration du pouvoir", *Maghreb-Machrek*, 131, janvier 1991, pp. 3-12.

Par ailleurs, l'expansion militaire continue liée au souci primordial de ces régimes pour le maintien de leur hégémonie politique, entraîne le renforcement du rôle des forces armées comme base du pouvoir et de la répression étatiques. "Les rôles de la police et de l'armées sont complémentaires et ne peuvent être dissociés, déclare le Maréchal Abu Ghazaleh, commandant en chef égyptien. L'une et l'autre ont une seule et même tâche, garantir la sécurité de l'Egypte à l'intérieur et à l'extérieur."¹. L'expansion militaire dans la région n'a ainsi été que partiellement une réponse à des menaces extérieures et probablement a d'abord servi les intérêts des élites dirigeantes et de leurs protégés². Entre Etat autoritaire, expansion de l'armée et profonde instabilité de la région, les relations sont étroites et renforcent mutuellement chacun d'eux. Il est tout à fait compréhensible, diront certains analystes, que les dirigeants comprennent "la stabilité" d'abord dans le sens de leur maintien au pouvoir, et rejettent donc toute tentative de démantèlement de structures non-démocratiques qui étayent leur pouvoir.

Autoritarisme et répression en Arabie Séoudite et dans les Etats du Golfe

L'évolution de ce que Robert Mabro appelle "les économies pétrolières du désert", Arabie Séoudite, mini-Etats ou Cités-Etats de la péninsule arabique, a été quelque peu différente.

Ces pays dont les ressources traditionnelles sont faibles ou inexistantes en raison du manque de terre arable, et de la faiblesse de la population³, n'ont pas connu le genre de bouleversement politique qui a été décrit. Depuis leur fondation en tant qu'Etats, ils ont toujours eu, tout comme la Jordanie, des relations étroites avec l'Occident, et particulièrement avec les Etats Unis qui les ont, à juste titre, considérés comme des alliés indispensables dans une région du monde stratégique économiquement et stratégiquement.

Les structures politiques qui sont apparues dans la péninsule sont fondées sur des familles et se sont développées en relation avec la

¹ Cité dans Owen, Roger, *State, power and politics ...*, p. 204.

² Voir les observations de Rashid Khalidi à propos de la timidité des régimes arabes face à la Guerre Irano-irakienne, et, plus criard encore, leur impuissance et leur indécision face à l'invasion du Liban par Israël dans l'été 1982. "Aujourd'hui, la politique arabe se distingue par l'extrême prudence et le souci exagéré d'auto-conservation, avec laquelle la plupart des Etats arabes agissent, s'ils agissent." op. cit., p. 205.

³ Mabro, Robert, "Oil in the Middle East", in Sluglett, Peter, and Farouk-Sluglett, Marion, (eds.) *The Times Guide to the Middle East*, London : HarperCollins, 1991, pp. 294-305.

découverte et l'exploration du pétrole après les années 1930. Comme Roger Owen le note pour l'Arabie Séoudite, ces systèmes politiques n'ont inclus "qu'un petit nombre d'acteurs politiques majeurs" dans les centres de pouvoir, qui étaient recrutés dans des familles particulières par ailleurs souvent concurrentes. Les élites appartenant aux familles non royales "ont été absorbées en tant qu'individus dans les différents réseaux familiaux de clientèle sans qu'il soit nécessaire de les faire entrer dans le cercle interne du pouvoir ou de leur assurer l'appui d'institutions représentatives très rudimentaires".¹ Dans les années 1960, les Etats de la péninsule se sont engagés dans le développement et la modernisation de leur bureaucraties, de leurs services de sécurité et de leurs forces armées; un réseau compliqué et mobile de dépendances a étayé le système et facilité la résolution des tensions et rivalités inter-familiales. Comme en Arabie Séoudite les familles dirigeantes des Etats du Golfe se sont établies au pouvoir avec l'appui des puissances occidentales; elles ont joui de la protection de la Grande Bretagne jusqu'à son retrait de la région en 1971 et ensuite de celle de l'Arabie Séoudite et des Etats Unis².

Le facteur le plus important dans la montée et la consolidation de ces familles a été la richesse pétrolière de leur pays qui revenait directement à la famille ou à la cour royale. De nouveau, comme dans les Etats arabes moins bien lotis examinés précédemment, ces revenus ont rendu possible la création de structures étatiques non-démocratiques et pratiquement exclusives dans lesquelles la bureaucratie, les services de sécurité et les différentes forces armées ont connu une extension considérable et en sont venues à constituer les organes principaux de contrôle et de répression. De plus, faute de délimitation stricte entre sphères privée et publique, il existe peu de responsabilité politique relative aux dépenses publiques. Les familles régnantes allouent et distribuent les revenus de l'Etat plus ou moins discrétionnairement. La relation entre l'Etat et la société est une fois encore de dépendance et

¹ Roger Owen décrit la montée de la famille royale séoudite en ces termes : "Lors de la mort de Abd al-Aziz ibn Séoud en 1953 le pays était encore gouverné comme il l'était dans les années 1930, avec une bureaucratie minimale de quelques centaines de fonctionnaires et conseillers assistés quant c'était nécessaire par les ressources considérables de la compagnie pétrolière, l'ARAMCO, depuis son enclave à l'est du pays." Le nouveau roi, Séoud, s'employa à renforcer sa mainmise sur la cour royale pendant que son frère Faisal fit du conseil l'institution majeure de l'Etat, l'utilisant pour donner aux princes dirigeants l'expérience administrative et pour superviser les activités des différents ministères. *State, power and politics ...*, pp. 69-72.

² Ibid., pp. 71-72. Roger Owen remarque aussi que ces princes n'agissent pas dans le vide, qu'ils doivent concevoir des dimensions importantes de leur politique après des négociations avec d'autres groupes d'intérêt puissants comme l'institution religieuse, les riches marchands et hommes d'affaire. *ibid.*

de subordination, mais, en raison de la taille réduite de la population locale, les réseaux de clientèle semblent, dans ces Etats, particulièrement opératoires.

Sauf à certaines périodes de l'histoire du Koweït et de Bahrein, il n'y a pas eu de tentative de développement de structures démocratiques et de responsabilité gouvernementale dans aucun des pays du Golfe. Leur pouvoir continue à reposer sur la combinaison de réseaux compliqués de clientèle et de services militaires et de sécurité. Comme les régimes ne sont pas homogènes, les princes sont aussi décidés que leurs homologues républicains au maintien du statu-quo, ce qui explique partiellement leur résistance à la démocratisation avant et après la Guerre du Golfe. De même que les autres régimes ils ne peuvent être évincés du pouvoir par des élections, et l'un des fondements de leur pouvoir est la violence d'Etat. Aussi, bien qu'existent de grandes différences entre Etats du Golfe et régimes républicains dont la population est plus nombreuses, en termes tant d'évolution politique et sociale que de relation à la société, leurs politiques sont dirigées par des considérations analogues de consolidation, de maintien et de survie du système et du pouvoir.

La survie de ces Etats autoritaires n'est pas seulement celle de régimes particuliers mais de la structure de pouvoir dans toute la région. Nous l'avons vu, la "stabilité" de ces Etats repose sur les services de renseignement et sur les forces armées qu'aucun d'eux ne peut envisager de démanteler. Il n'y a pas de doute que l'introduction de mesures de libéralisation économique - et, en ce qui concerne l'Egypte et la Jordanie, une libéralisation politique partielle - n'a pas conduit à un démantèlement de structures de pouvoir que l'on pourrait considérer comme essentiel¹.

Ainsi, les gestes de démocratisation ou de simple libéralisation politique dans un quelconque des pays représente une menace potentielle pour les autres, en raison de l'effet de mobilisation qu'ils pourraient avoir sur les populations. La stabilité dans la région est virtuellement identique à la survie de chacun des régimes et au statu-quo dans chacun des pays. Ce n'est pas un secret, la plupart de ces pays ont toujours entretenu (quelques uns plus récemment) de bonnes sinon d'excellentes relations avec l'Occident, particulièrement avec les Etats Unis; comme Rashid Khalidi le souligne :

¹ Sadat et Mobarak ont hérité des structures d'Etat autoritaires que Nasser avait posées; ils ont libéralisé le système politique dans une certaine mesure sans démanteler pour autant les piliers de l'Etat autoritaire; l'armée et les services de renseignement continuent à étayer l'Etat Egyptien. Les relations étroites entre les dirigeants Egyptiens actuels et les Etats Unis est bien mise en évidence dans *ibid.*, pp. 203-205.

"Virtuellement toute la classe gouvernante arabe (y compris les dirigeants de ces quatre Etats ex-radicaux) en pratique ne considère plus maintenant les Etats Unis comme un adversaire, mais comme un courtier honnête, sinon comme un patron potentiel. De même, en dépit d'une profonde hostilité populaire envers Israël, en pratique l'Etat juif n'est plus traité par la régimes arabes comme un ennemi implacable et comme un éternel paria régional, mais davantage comme un voisin disputailleur avec lequel il faut traiter quand c'est possible au travers des services toujours disponibles de la diplomatie américaine."¹

Comme cela a été longtemps manifeste², Saddam Hussein a lui aussi entretenu des relations cordiales avec l'Occident - si un tel euphémisme est permis - si bien que l'invasion du Koweït peut être davantage entendue comme rébellion d'un fils ingrat que comme geste "anti-impérialiste" ou anti-occidental. Etant données ces bonnes relations, et l'importance centrale de la région pour l'Occident, en termes d'accès aux ressources pétrolières, de contrôle des prix du pétrole, et de marché particulièrement lucratif (spécialement pour les armes, mais pas exclusivement) existe une communauté intrinsèque d'objectifs entre élites dirigeantes régionales et intérêts occidentaux. Les uns et les autres regardent la stabilité de la région presque exclusivement en termes de stabilité et de maintien du statu-quo politique. Derrière la façade, cependant, ces Etats sont profondément instables et manquent de la légitimité qui rendrait la situation régionale plus stable³. Ils se sont armés et continuent à s'armer à la fois les uns contre les autres et contre leurs populations, et ainsi contribuent à intensifier les tensions dans la région. Robert Mabro le remarque laconiquement, en se référant aux Etats pétroliers : "Malheureusement, les dépenses considérables pour la défense et la sécurité de la plupart des Etats producteurs de pétrole du Moyen Orient sont à la fois inévitables et inutiles."⁴ J'admets que ces dépenses sont inutiles, mais je ne pense pas qu'elles soient inévitables; elles ne le sont que pour autant que perdurent des structures autoritaires. Elles peuvent être évitées si ces structures sont

¹ Khalidi, op.cit., p. 213.

² Stork, Joe, "L'Irakgate ou le cynisme-roi", *Le Monde Diplomatique*, février 1993.

³ Cf. "La stabilité peut en fait signifier l'immobilisme politique, qui est rarement avantageux : ce qui est gelé n'est pas nécessairement la paix, mais le conflit, non la liberté mais l'oppression." Luciani, Giacomo, "Allocation vs. production states : a theoretical framework", in Beblawi, Hazem, and Luciani, Giacomo, *Nation, state and integration in the Arab world : Volume II, The rentier state*. London : Croom Helm, 1987, p. 82.

⁴ Mabro, op. cit., p. 305.

démantelées et si des gouvernements plus responsables et représentatifs prennent leur place.

Les dépenses militaires au Moyen Orient

Un tel optimisme semble plutôt fantaisiste lorsqu'on le confronte aux réalités actuelles. Les lendemains de la seconde Guerre du Golfe montrent que la raison d'être de ces régimes n'a pas changé.

Chacun des Etats est plus soucieux que jamais de garantir sa propre position à l'intérieur et dans la région, ce qui conduit à une atmosphère lourde de méfiance entre Etats arabes et dans l'accroissement considérable des achats d'armements. Seuls les Etats les plus pauvres comme la Jordanie et la Syrie, sont moins en mesure, et apparemment moins enclins à accepter une ponction de dépenses militaires élevées sur leur économies, et semblent en conséquence plus portés à les réduire. En ce qui concerne l'Egypte, l'Arabie Séoudite et les Etats du Golfe, les dépenses militaires, comme on le verra, se sont accrues substantiellement au cours des deux dernières années. Dans ce qui suit, je tacherai de suivre certains de ces développements avant et après la Guerre du Golfe, et de donner quelques indications sur la représentation que l'administration de George Bush se faisait des principaux critères de relations avec la région.

Bien que le Moyen Orient contrôle une large proportion des ressources pétrolières mondiales, et semble être l'une des parties les plus prospères du Tiers Monde, la majorité de sa population est pauvre et la région attend désespérément un développement économique entretenu. Melinda Kimball, directeur des Affaires égyptiennes au Département d'Etat, a introduit son témoignage lors d'une audition au Sénat de la façon suivante :

"Le PIB total de la Ligue arabe en 1989 était de 365 milliards de dollars, à comparer avec un PIB des Etats Unis de cinq mille milliards de dollars, et un PIB mondial de 20,3 mille milliards. En tout état de cause, le monde arabe n'est qu'une infime partie de l'économie mondiale, et pourtant, comme nous l'avons appris dans la crise du Golfe, c'en est une partie tout à fait critique. Si nous répartissions le PIB dans toute la population de la Ligue arabe, la Ligue arabe aurait un revenu par tête moyen de 1.600 dollars. C'est une région *pauvre* (c'est moi qui souligne). Les Etats riches du Golfe, comme nous aimons à les appeler, sont des économies mono-productrices qui ont un revenu par tête élevé parce que leurs populations sont réduites."¹

¹ La Syrie, l'Egypte et la Jordanie ont des potentiels agricoles considérables, alors que l'Arabie Séoudite importe presque tout des Etats Unis

Malgré le besoin urgent de développement économique les Etats du Moyen Orient (y compris Israël, la Turquie et l'Iran) ont dépensé, entre 1972 et 1988, une proportion plus grande de leur PIB pour l'armée "qu'aucun autre Etat du Tiers Monde"¹. Dans les années 1973-1983 les Etats arabes ont dépensé 250 milliards de dollars pour leurs armées, et, en outre, 60 milliards pour l'importation d'armements². Une indice de la signification globale de ces chiffres, est que en 1988 la dépense militaire par tête s'est élevée à quelques 345 dollars, plus de la moitié de ce que l'Europe, l'une des régions les plus prospères du monde, dépense pour ses armées. En pourcentage des dépenses du gouvernement central, les dépenses militaires ont compté pour 30% (27.5% pour les Etats Unis, 17.2 % pour l'Europe) des dépenses gouvernementales totales de la région³.

Ainsi, les Etats arabes ont dépensé des sommes énormes pour l'armée longtemps avant la Guerre Irano-Irakienne. En outre, il ne fait pas de doute que la puissance militaire alors atteinte par l'Irak a été l'un des facteurs (s'ajoutant, dit-on, à des conseils des Etats Unis) encourageant Saddam Hussein à chercher l'hégémonie régionale par l'invasion de l'Iran en 1980. De nouveau, dans les longues années de la Guerre Irano-Irakienne, et particulièrement dans leur seconde partie, les dépenses militaires du monde arabe ont continué à s'accroître, atteignant en 1987 un niveau particulièrement élevé, après quoi, elles ont commencé à diminuer pour deux raisons principales : les difficultés rencontrées par les Etats producteurs de pétrole par suite de la chute soudaine des prix en 1985 et après, et la fin de la Guerre Irano-Irakienne⁴.

et de la CEE. Kimball considère qu'il y a "une dichotomie économique ... qui engendre une croissance et un développement moins productif dans une région qui devrait être davantage intégrée." *Hearings before the Subcommittee on Near Eastern and South Asian Affairs of the Committee on Foreign Relations*. United States Senate, 102nd Congress, First Session, April 11, May 9, 10, 22 and 23, 1991.

¹ *ibid.* Après avoir attiré l'attention du Comité sur les efforts considérables qui doivent être faits pour rendre possible un développement de la région désespérément attendu, Kimball conclut que le plus "urgent besoin est actuellement" la stabilisation. *ibid* p. 129.

² Sadowski, Yahya, "Scuds vs. Butter ..." p. 4.

³ Les chiffres sont de 634 dollars pour l'Europe et de 1250 pour les Etats Unis.

⁴ Sadowski écrit "[Quand] les revenus ont diminué, les dépenses militaires ont diminué, mais l'investissement social a diminué plus rapidement encore...." A la fin des années 1980, le gouvernement Syrien dépensait 19 fois plus pour l'armée que pour la santé et l'éducation. En Arabie Séoudite, la proportion était de 38 à 1, et en Irak de 56 à 1. "Scuds vs Butter ..." Fig II p. 7.

Dans les années 1970 et 1980 les armes ont afflué dans la région à la fois de l'Ouest et de l'Est, l'Irak, la Syrie et l'Egypte étant les principaux bénéficiaire d'armements en provenance de l'Union Soviétique et des pays de l'Est. Les principaux exportateurs d'armes à destination du Moyen Orient, étaient la France, le Royaume Uni et les Etats Unis. Il est bon de souligner, particulièrement en pensant aux déclarations anti-impérialistes et anti-américaines de Saddam Hussein au cours des dernières années, que la Guerre Irano-Irakienne a grandement facilité l'engagement américain dans la région. Il suffit de penser au déploiement du système AWACS en 1980 (demandé par l'Arabie Séoudite qui s'inquiétait comme les Etats Unis et l'Union Soviétique d'une victoire possible de l'Iran) et à l'établissement du Commandement central américain en 1982, dont l'objet spécifique était de planifier et coordonner les opérations militaires dans la région. En même temps, les relations avec l'Irak se sont grandement améliorées; l'Irak a été rayé de la liste du terrorisme en 1982 et les relations diplomatiques qui avaient été rompues en 1967, ont été rétablies en 1984. Ce n'est pas un secret non plus que l'Irak a reçu tout le soutien possible sous forme de crédits et d'armements sophistiqués, surtout après l'engagement plus déterminé des Etats Unis du côté irakien¹.

¹ Les relations avec l'Irak étaient telles que certains membres des services diplomatiques américains continuaient à penser que Saddam Hussein pouvait être "une force positive dans la région", ... trois jours encore avant l'invasion du Koweït. Mais il était aussi qualifié d'allié futur possible des Etats Unis dans la région par le parlementaire Levine en 1991, par exemple : "Vous(l'ambassadeur Kelly) savez aussi bien que moi que le Département d'Etat a fondé une grande part de sa politique sur la supposition que se constituerait une coalition modérée dans la région dont l'Irak serait l'un des points d'ancrage, en même temps que la Jordanie, l'Egypte et l'Arabie Séoudite. C'était la supposition de l'Administration. Et je ne pense pas que nous devons être à ce propos de mauvaise foi aujourd'hui. Ce n'était peut-être pas le votre ... mais c'était dans votre Département. ". *Hearings Before the Subcommittee on International Economic Policy and Trade of the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives*, 102nd Congress, first session, Au cours d'une autre audition, en avril 1987 certains membres du Sous-comité ont montré leur mécontentement à propos de la lenteur de l'Arabie Séoudite à faciliter le passage du pétrole irakien par les nouveaux pipelines traversant l'Arabie Séoudite. Il était demandé à l'Administration de presser l'Arabie Séoudite "à soutenir davantage l'Irak". *Hearing and Markup Before the Subcommittee on Europe and the Middle East of the Committee on Foreign Affairs House of Representatives*, 100th Congress, First Session. April 21, 1987, (p.12). J'ai utilisé les appendices factuels des auditions du Congrès comme source d'information. Il est cependant clair que les véritables décisions sont prises en secret; j'ai trouvé que les auditions étaient utiles comme indice des critères à l'intérieur desquels ces décisions étaient prises.

Grâce aux relations cordiales nouées pendant la Guerre Irano-Irakienne avec les Etats arabes, les Etats Unis ont pu consolider leur position dans la région au travers de nouvelles ventes d'armes lorsque la guerre a été terminée. C'est manifeste dans les ventes d'armes à l'Arabie Séoudite, leur principal allié et client dans la région après Israël. Du début de 1989 à mai-juin 1990, c'est-à-dire avant l'invasion irakienne du Koweït, les marchés d'armes suivants ont été passés avec l'Arabie Séoudite :

- 200 véhicules M62 d'infanterie de combat Bradley : 500 millions de dollars (début 1989).

- amélioration du support logistique des avions de combat F-15 : 800 millions de dollars (mai-juin 1989).

- tanks Abram, véhicules et camions : 3 milliards de dollars (octobre 1989).

- véhicules légers, lance missiles, etc. : 4,24 milliards de dollars (mai-juin 1990)¹.

Pendant les deux années de "paix" entre la fin de la Guerre Irano-Irakienne et l'invasion du Koweït par l'Irak, les Etats Unis ont vendu à l'Arabie Séoudite pour 7,4 milliards de dollars d'armements. L'invasion du Koweït a naturellement procuré de nouvelles opportunités de vente : 2,3 milliards en août 1990, 7,3 en octobre 1990. Plus récemment, durant l'année fiscale 1991, les ventes d'armes américaines à l'Arabie Séoudite se sont élevées à 16 milliards, suivies par la vente de près de 3 milliards à l' Egypte, quelques 2,6 milliards à Israël et 1,3 milliards à la Turquie², pour ne citer que les plus importantes dans la région.

Aussi était-il prévisible que la fin de la Guerre du Golfe ne signifiait pas davantage la fin des conflits que celle des ventes d'armes. Bien au contraire, comme si peu de changements fondamentaux ont eu lieu, l'atmosphère générale de "chacun pour soi", est demeurée dominante. Chacun des régimes a essayé de consolider sa position, et les Etats Unis ont été heureux de l'approuver, pour autant que leur influence dans la région, n'était pas sérieusement menacée et que leur contrôle indirect des prix du pétrole était maintenu. Au surplus, les dépenses militaires des pays les plus pauvres (Egypte, Jordanie, Syrie), n'ont pas cessé d'engendrer leurs effets habituels et dommageables, à une échelle élargie. Ainsi, la Jordanie paye 300 millions d'intérêts

¹ *Hearing Before the Subcommittee on Arms Control, International Security and Science, and on Europe and the Middle East of the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives, 101st Congress, Second Session, October 31, 1990, pp. 6-7.* Selon les listes fournies lors des mêmes auditions, les ventes d'équipement militaires à l'Arabie séoudite sont passées de 830 millions de dollars en 1986 à 2,25 milliards en 1988 puis retombèrent à 1,4 milliards en 1989, et remontèrent à 6.5 milliards de dollars en 1990. *ibid.* p. 48.

² *Congressional Record*; January 24, 1992, pp. E67-E69. Cité par Sadowski, "Scuds vs. Butter", p. 13.

annuellement sur des dettes qui se montent à 8 milliards de dollars, et le déficit de l'Egypte sur ses comptes courants, qui se montait à six milliards de dollars en août 1990 était passé à sept milliards à la fin de la Guerre du Golfe. Le chiffre réel était de 12 milliards de dollars, dont la moitié a été effacée dans un geste largement rendu public à l'automne 1990. En tout état de cause, il est difficile d'imaginer que l'Egypte échappe à son "manque chronique de devises"¹. Même l'Arabie Séoudite n'a pas été épargnée :

"Les revenus pétroliers de l'Arabie Séoudite se sont accrus de 15 milliards de dollars par suite de la Guerre, mais les dépenses dues à la guerre ont été deux fois plus importantes. Au cours des derniers mois, l'Arabie Séoudite a commencé à emprunter sur les marchés financiers internationaux pour solder ses dépenses courantes. On peut attendre que cela continue dans le futur immédiat².

Je l'ai déjà dit, les achats d'armements et la militarisation parallèle de la plupart des Etats de la région, au cours des dernières décennies n'ont en aucune façon conduit à la stabilisation (excuse la plus fréquente, soit dit en passant, du volume et de la poursuite des ventes d'armes de l'Est et de l'Ouest). Bien au contraire, ils ont tendu à accroître les tensions entre Etats Arabes, et aussi fourni les moyens de la Guerre Irano-Irakienne et de la Guerre du Golfe. On ne voit pas non plus, du côté arabe, que les achats d'armements par l'Egypte, l'Irak ou l'Arabie Séoudite aient eu pour objet ou pour effet de faire pièce à Israël. Pour autant que les ventes américaines sont concernées, la politique des Etats Unis a toujours été liée "à l'engagement de maintenir la supériorité quantitative d'Israël sur ses adversaires potentiels"³.

La politique américaine au Moyen Orient

La politique américaine dans la région est fondée sur deux considérations principales, maintenir un certain contrôle sur les prix du pétrole et répondre au réseau complexe d'intérêts qui tournent autour

¹ Sadowski ("Scuds vs Butter...") suggère que les exigences économiques pourraient pousser certains Etats à diminuer leurs dépenses d'armements. A moins que ces régimes changent radicalement, cela paraît un vain espoir.

² *Hearings before the Subcommittee on Near Eastern and South Asian Affairs of the Senate*, 22 April, 9, 10, 22, 23 May 1991, p. 125.

³ Voir les auditions à la fois du Congrès et du Sénat à propos des ventes d'armes au Moyen Orient, où le principe est invariablement repris. Une très rare exception est M. Kimball. Lors d'une audition du Sénat elle a affirmé que le statut politique de la région constituait un facteur limitant du développement économique, et qu'il devrait être modifié. *Hearings Before the Subcommittee on Near Eastern and South Asian Affairs... United States Senate*, April/May 1991 p. 140.

de l'industrie américaine de l'armement¹. Les déclarations politiques parlent habituellement d'intérêt national ou de nécessité de maintenir la stabilité dans la région, ou de l'une et l'autre chose à la fois. Casper Weinberger expliquait ainsi candidement les intérêts américains et occidentaux lors d'une audition au Congrès en 1987 :

"Notre commandement naval dans le Golfe persique, la Force du Moyen Orient, a été créé en 1949 pour protéger nos intérêts nationaux dans cette région vitale du monde. .. Si les approvisionnements de pétrole du Golfe s'arrêtaient, les prix du pétrole croîtraient pour tous. Si notre accès à ce pétrole nous était refusé, les prix s'élèveraient au delà de ce que nous avons jamais vu jusqu'ici. L'effet économique qui en résulterait nous atteindrait et aussi tous les pays consommateurs, quelque soit leurs sources d'approvisionnement."²

La relation étroite entre le soutien par les Etats Unis de leurs alliés arabes et l'importance des ventes d'armes pour l'économie américaine (l'un des rares secteurs exportateurs dans lesquels les Etats Unis sont encore compétitifs sur le marché international , d'après Yahya Sadowski) est illustré par les débats à propos d'un projet de vente d'armes à l'Arabie Séoudite en 1989 :

"La politique des Etats Unis est d'assurer la sécurité légitime et les besoins de défense de leurs alliés arabes modérés ... (cette vente) renforcera la loyauté et la confiance mutuelles qui ont existé entre les forces séoudites et américaines durant 45 ans. Elle apportera un surcroît d'exportations de trois milliards de dollars à la balance américaine des paiements, des dizaines de milliers d'années/hommes de travail, et 680 millions de dollars d'économies et de revenus au Trésor américain . (De plus) l'Arabie Séoudite payera au Trésor américain une bonne part de la recherche non-renouvelable, ainsi que les dépenses de développement et de production que l'armée a encouru dans le programme des tanks Abram, qui se sont montées à 75 millions de dollars. Les Séoudiens payeront aussi au Trésor 62 millions de dollars pour l'utilisation des

¹ Voir Bajusz, William D., and Louscher, David J., *Arms Sales and the U.S. Economy : the Impact of Restricting Military Exports*, Westview Special Studies in National Security and Defense Policy, Boulder CO, 1988 (qui s'attache davantage au Moyen Orient que le titre ne le suggère). Les auteurs estiment, par exemple, que si toutes les ventes de matériel militaire aux Etats du Golfe et à la Jordanie s'arrêtaient, la "perte de revenu totale pour l'économie américaine s'élèverait à 60,7 milliards de dollars. Le chiffre correspondant relatif à l'emploi total s'élèverait à 1.878.000 années/hommes de travail." (p.6).

² *Hearings and Markup before the Committee on Foreign Affairs*, May-June 1987, p. 126.

usines qui sont la propriété de Gouvernement des Etats Unis. (En outre, la vente favorisera) d'autres ventes d'armes dans le Golfe."¹

Il n'y a aucun doute que les ventes d'armes au Moyen Orient sont si profitables que les demandes de contrôle trouvent une oreille peu attentive aux Etats Unis et ailleurs. Le raisonnement le plus rebattu pour la perpétuation de ces ventes est celui-ci : "si nous ne les faisons pas, nos concurrents les feront". Néanmoins, comme je l'ai dit, l'expérience des dernières années a montré que loin de créer les conditions de la stabilité dans la région, la politique actuelle accroît les tensions qu'elle prétend réduire. La paix et la stabilité ne sont pas seulement une question d'équilibre militaire entre les Etats de la région, ni non plus une simple question de redistribution de la richesse - l'analyse des économies de l'Arabie Séoudite et de l'Irak montre que l'abondance seule n'entraîne pas un développement entretenu. Ce n'est pas seulement non plus une simple question de mise en œuvre des mesures d'austérité demandées par le FMI, ni finalement une simple question d'établissement de structures parlementaires formelles.

Une avancée démocratique est certes à la fois nécessaire et importante, mais, comme le montrent les expériences égyptienne et jordanienne, des situations désespérées exigent des réformes politiques novatrices et de grande ampleur tout autant que de véritables solutions économiques. Dans les deux cas, bien que le FMI et la banque mondiale aient probablement aidé certains secteurs économiques, leur politique économique libérale rigide a aussi favorisé l'exacerbation des tensions sociales.

¹ *Congressional Hearings*, pp. 73-86, 1989. Une variante remarquable de ce thème est parue en première page du *Oakland Tribune* du 14 septembre 1992. "Le Gouvernement israélien a élevé hier une objection formelle au plan américain de vente d'avions de combat F-15 à l'Arabie Séoudite, et déclaré qu'il questionnerait les Etats Unis sur la façon de maintenir Israël comme pays militairement le plus puissant de la région. ... En fait, cette objection pour la forme paraît être le dernier pas d'un arrangement bien orchestré entre les deux nations pour que progresse la vente de 72 avions. Quand Rabin a rencontré Bush aux Etats Unis, le mois dernier, ils se sont mis d'accord sur les mesures permettant à Israël de maintenir sa supériorité en ce qui concerne la qualité des armements. Une autre récompense possible pour le caractère seulement formel de l'opposition israélienne, est un plus grand accès israélien aux ventes camouflées de pétrole séoudien sur le marché spot. Dans le passé, les propositions de vente d'armements avancés à l'Arabie Séoudite ont créé des confrontations majeures entre l'Administration et les partisans d'Israël au Congrès. Il semble que cette fois, il n'y a pas de chances que le Congrès annule la vente - qui vaut neuf milliards de dollars et 40.000 emplois américains - à un an des élections.

On dit souvent que les pays du Tiers Monde "ont besoin" ou requièrent" des régimes autoritaires, parce que ces régimes seraient plus capables d'assurer l'environnement stable nécessaire au développement économique. Cette affirmation est de plus en plus discréditée. Alors que le passage de systèmes politiques autoritaires à des systèmes démocratiques est, comme le montre l'expérience d'autres régions du Tiers Monde, malaisé, il semble que les progrès économiques des Etats démocratiques sont plus grand que ceux des régimes autoritaires. On le voit dans l'étude récente, portant sur 92 Etats du Tiers Monde, de Lindenberg et Devarajan. En même temps qu'ils soulignent que le passage de l'autoritarisme à la démocratie est difficile, Lindenberg et Devarajan concluent ainsi leur étude :

"L'affirmation qu'un pouvoir autoritaire est nécessaire pour dépasser le chaos économique, n'a pas été démontrée. Les démocraties se sont montrées plus aptes au développement économique que les régimes autoritaires. Leur croissance a été plus rapide, elles ont réorganisé leurs exportations plus profondément, et amélioré leurs comptes extérieurs de façon plus décisive que les régimes autoritaires, cependant les deux derniers critères ne montrent pas des différences significatives lorsque l'environnement extérieur est pris en compte."¹

Dans cette perspective, la politique américaine dans la région apparaît à la fois inappropriée et à courte vue. Les problèmes du Moyen Orient sont profondément interdépendants et doivent être reconnus en tant que tels. La paix et la stabilité à long terme dans la région exigent des transformations sur trois fronts à la fois. Tout d'abord une paix équitable doit être conclue avec Israël. Deuxièmement, la voie doit être trouvée pour renforcer les tendances à la démocratie et à la responsabilité politique. Troisièmement, les fondements doivent être posés d'un développement entretenu. Si l'on peut progresser sur ces trois fronts, on avancera aussi sur le contrôle des armements. De telles propositions peuvent paraître très éloignées des réalités présentes, mais la politique américaine actuelle qui ne cherche guère plus qu'à maintenir ou renforcer le statu-quo, répond peu à la frustration et à la violence qui, dans la région, court si près de la surface, et qui, en fait, tourne les populations de la région vers les islamistes. Une alternative doit être conçue, lancée et mise en œuvre.

University College of Swansea
Department of Politics
Octobre 1992

¹ Lindenberg, Marc, and Devarajan, Shantayanan, "Prescribing strong economic medicine : revising the myths about structural adjustment, democracy and economic performance in developing countries", *Comparative Politics*, 25 (1993), ii, pp. 169-182.

LE PROGRÈS REMIS À PLUS TARD LA POLITIQUE PÉTROLIÈRE IRAKIENNE : PASSÉ, PRÉSENT, AVENIR

Peter SLUGLETT*

Pétrole et Etats producteurs dans les années 80 et 90

Au début des années 90, il ne fait pas de doute que tous les Etats producteurs de pétrole, particulièrement ceux dont la population est nombreuse, connaissent depuis plusieurs années une crise économique d'intensité croissante. Grand producteur, avec une population de quelques 19 millions d'habitants, l'Irak a été à la fois très touché par la crise et l'un de ses principaux artisans. En termes généraux, le pétrole du Proche Orient (le pétrole irakien ne fait pas exception) est à la fois abondant et d'extraction bon marché, et les producteurs régionaux sont quasi-totalement dépendants des revenus qu'ils en tirent : ces revenus constituent de 90 à 95% du montant de leurs exportations. Le prix qui leur est payé a diminué en termes réels, parfois graduellement parfois brusquement, depuis le début des années 80. Au mieux, cette tendance à la baisse s'arrêtera, au pire, elle continuera. Inutile de dire que cette tendance prive de tout sens, si jamais elle en a eu, l'idée que l'OPEP est un cartel tout puissant qui rançonne les pays de l'OCDE et le reste du monde grâce aux prix du pétrole.

* Article traduit de l'anglais par Alban Albini.

En 1973 le baril de pétrole coûte 2,7 dollars; l'année suivante il monte à 11,2 dollars, bien que le prix ait triplé en 1981 (34,3 dollars), la dévaluation du dollar et la chute de son pouvoir d'achat, font qu'il ne vaut que 19,3 dollars en monnaie constante de 1974. Il retombe à 17,31 (soit 6,4 dollars de 1974) en 1989, et monte légèrement en 1992-1993 jusqu'à 18,41 (5,8 de 1974). Les effets sur la diminution des revenus de cette chute des prix - pour les raisons qu'on verra, la production ne s'est pas accrue au point de compenser la chute des prix - ont été aggravés par le doublement de la population totale des pays membres de l'OPEP d'Afrique du Nord et du Moyen Orient (Algérie, Iran, Irak, Koweït, Libye, Qatar, Arabie Séoudite et Emirats arabes unis); elle passe de 61 millions en 1970 à 124 millions en 1990¹. Les dépenses tendant à dépasser de façon croissante les revenus, et aucun Etat, même parmi les plus importants, étant loin de produire de quoi couvrir ses besoins alimentaires ou autres, tous à l'exception des petits Cités-Etats du Golfe se sont en conséquence considérablement endettés². Au delà des pays eux-mêmes, au plan régional, en raison de la grande interdépendance économique entre pays importateurs et exportateurs de main-d'œuvre, et dans une région généralement pauvre et mal dotée, il est difficile de surestimer la gravité des conséquences économiques et politiques de ces transformations pour l'ensemble du Moyen Orient.

La tendance à la baisse a, par contre, largement bénéficié aux compagnies pétrolières, aux gouvernements et aux consommateurs du

¹ Voir, Organisation of the Petroleum Exporting Countries, *Annual Statistical Bulletin*. Vienna: OPEC Secretariat, 1991, Table 1, p. 2. La population de l'Irak est passée de 9,4 millions en 1970 à 18,1 millions en 1990; de 100.000 à 150.000 Irakiens (1 à 1,5% de la population de 1985) a été tuée au cours de la guerre avec l'Iran de 1980 à 1988.

² Le tableau qui suit à propos de ce que l'OCDE appelle les dettes à long terme" (en millions de dollars) de certains des pays du Moyen Orient est de quelque intérêt:

Pays	1984	1985	1986	1987	1988
Egypte	29.183	33.223	36.166	40.192	40.628
Iran	2.449	2.025	1.236	1.483	1.334
Iraq	2.531	4.371	6.226	6.600	6.216
Jordanie	2.686	3.109	3.585	4.072	4.308
Koweït	850	717	720	519	508
Arabie Séoudite	3.194	4.013	3.218	3.306	1.925
Syrie	2.180	2.533	2.584	3.338	3.451
EAU	1.477	1.275	1.287	1.478	1.408

Organisation for Economic Cooperation and Development, *Financing and external debt of developing countries* : 1989, Paris 1990.

Japon et de l'Occident¹, et la disponibilité persistante de pétrole à bon marché a délivré les Etats Unis, plus grand importateur mondial de produits bruts et raffinés², de toute nécessité urgente de prendre des mesures brutales et dramatiques pour limiter la consommation domestique - bien que d'autres facteurs, notamment environnementaux, poussent également dans cette direction. En outre, après l'effondrement de l'Union Soviétique, et la destruction de la majeure partie du potentiel militaire irakien, le sécurité et l'accessibilité du pétrole du Golfe n'apparaît plus menacée, aussi n'y a-t-il plus de raison pressante pour réduire la dépendance de cette source d'énergie³. Les économistes en concluent que dans des circonstances que l'on peut dire "normales" (c'est-à-dire en l'absence de bouleversement politique majeur dans la région, scénario peut-être très optimiste), le prix du brut du Golfe demeurera vraisemblablement compris dans la fourchette 18-22 dollars par baril, avec une tendance à rejoindre le prix le plus bas au long de la prochaine décennie⁴.

Tout autant que par les effets généraux de la récession économique mondiale des années 80 et 90, cette situation s'explique par des raisons plus spécifiques. D'abord, après le choc pétrolier de 1973-74, de sérieux efforts ont été faits pour réduire la consommation dans les principaux pays consommateurs occidentaux et au Japon; les gouvernements et les grands consommateurs ont commencé à penser

¹ Un article du Directeur du Centre arabe d'études pétrolières, "L'inquiétante baisse des revenus du pétrole" (Sarkis, Nicolas, *Le Monde Diplomatique*, février 1993, p. 6) montre le déclin en termes relatifs et absolus des revenus des Etats producteurs provenant de produits raffinés :

Répartition du prix du baril de pétrole en dollars

	Total	Producteurs (OPEP)	Impôt	Compagnies pétrolières
Europe de l'ouest (1984)	60.0	28.80	21.00	10.20
Europe de l'ouest (1991)	92.2	19.36	51.64	21.20
Japon (1984)	65.1	29.30	16.30	19.50
Japon (1991)	93.8	20.63	38.45	34.72
USA (1984)	46.2	29.10	11.08	6.02
USA (1991)	42.8	18.41	11.55	12.84

² En 1986 les Etats Unis importaient 17,4% des importations mondiales de brut; en 1990 ce taux est passé à 20,9%. La part des importations américaines de produits raffinés a légèrement diminué durant la même période - 18,8% à 16,4% - mais les Etats Unis demeurent le plus grand importateur dans ce domaine aussi. OPEC, *Annual Statistical Bulletin ...*, Tables 56, 57.

³ cf. Krapels, Edward N., "The commanding heights : international oil in a changed world", *International Affairs*, 69, i, 1993, pp. 71-88.

⁴ Ibid, p. 84; cf Mabro, Robert, "The price of oil", seminar paper, Tufts University, 7 October, 1991.

aux économies d'énergie et aussi à explorer des sources d'énergie alternatives. En outre, les compagnies pétrolières ont estimé important de poursuivre l'exploration et la production de régions dont jusque là le coût apparaissait économiquement trop élevé (Alaska, Mer du Nord), mais politiquement moins instables que le Moyen Orient. La part de l'OPEP dans la production mondiale annuelle de brut a ainsi diminué d'une moyenne de 52,5% pour la période 1971-1980 à une moyenne de 34% pour la période 1981-1990¹.

De plus, les Compagnies pétrolières internationales avaient opéré sur un marché qui était essentiellement un marché de vendeurs au cours des premiers 50 ou 60 ans de ce siècle, contrôlaient tout ou presque tout le procès depuis les puits jusqu'à la pompe à essence, et agissaient, au moins informellement, comme un "cartel" pour autant qu'il s'agissait des prix; il n'en est plus de même pour les membres individuels de l'OPEP, ils sont, fondamentalement sinon officiellement, concurrents les uns des autres sur une partie seulement d'un marché qui est désormais un marché d'acheteurs; et cette part du marché, ils ne la contrôlent pas exclusivement. Ainsi, dans le contexte d'une diminution de la demande mondiale, à la fin des années 80, la "sur-production" ou l'ignorance des quotas décidés par l'OPEP, de la part de certains Etats du Golfe (particulièrement le Koweït et les Emirats Arabes Unis, pour lesquels, nous le verrons, l'objectif du maintien de prix modérés - et ainsi la "stabilité économique" des pays de l'OCDE - était plus importante que pour certains de leurs voisins plus grands) a aussi largement contribué à la baisse générale des prix depuis la fin des années 80.

L'un des cinq plus grands producteurs de brut de l'OPEP, de la fin des années 70 jusqu'en 1990, l'Irak, a été inévitablement atteint par toutes ces conditions; dans l'ensemble, selon une estimation, celles-ci ont eu pour effet la perte effective globale pour les pays de l'OPEP, de quelques 320 milliards de dollars sur les revenus pétroliers encaissés de 1986 à 1992². Parallèlement l'Irak a bien entendu subi le fardeau supplémentaire de deux aventures militaires malheureuses, la Guerre avec l'Iran et l'invasion du Koweït. Il est évidemment fort difficile de faire plus qu'un pari pour estimer les pertes financières entraînées par ces

¹ OPEC, *Annual Statistical Bulletin ...*, Table 14. La production de l'OPEP de pétrole brut est tombée d'un maximum absolu de 31,25 millions de baril par jour en 1977 à un minimum absolu de 15,45 en 1985; Ibid., Table 14. La part de l'OPEP s'est sensiblement accrue depuis 1987 (31,3%) : 1988, 33,9%; 1989, 36,2%; 1990, 38,5%. Tenant compte du brut, du raffiné et du gaz naturel, Sarkis ("L'inquiétante baisse des revenus du pétrole" ...) considère que cette tendance devrait se poursuivre : "A présent, plus d'un baril de pétrole sur trois exportés dans le monde provient de chez eux [les pays arabes]. Vers l'an 2000, ce sera a peu près un baril sur deux."

² Ibid.

deux épisodes; en combinant les pertes estimées sur les revenus potentiels et l'estimation des dommages subis par les infrastructures matérielles, un auteur suggère que la guerre irano-irakienne a coûté à l'Irak 452,6 milliards de dollars; un autre propose le chiffre de 170 milliards pour les destructions de la période qui va du 15 janvier au 27 février 1991¹. Ces chiffres sont à comparer avec la valeur totale des exportations irakiennes de pétrole entre 1981 et 1990, qui se sont montées à 102 milliards de dollars².

L'Irak et ses voisins les plus grands ont encore dépensé et continuent à dépenser une proportion importante de leurs revenus pétroliers en armements. Pour l'Iran, l'Irak et l'Arabie Séoudite, en 1985 par exemple, à un moment certes décisif de la guerre irano-irakienne les chiffres (en milliards de dollars) sont les suivants :

	Revenus d'exportation de pétrole	Achats d'armements
Iran	13,3	20,2
Irak	10,7	13,9
Arabie Séoudite	26,9	17,8

L'Iran et l'Irak ne pouvaient alors se faire la guerre qu'en utilisant les énormes quantités d'armes qu'ils avaient acheté aux Etats Unis, à l'Union Soviétique et à leurs alliés respectifs - lesquels naturellement étaient impatients de les leur vendre. Après l'effondrement de l'Union Soviétique à la fin des années 80, et les inévitables coupures dans l'établissement militaire américain (les "dividendes de la paix") annoncés par la fin de la Guerre froide, ces achats sont devenus plus importants que jamais pour l'industrie militaire des Etats Unis³.

¹ Mofid, Kamran, *The Economic Consequences of the Gulf War*. London: Routledge, 1990, pp. 87-88. Le même auteur donne le chiffre de 644,3 milliards de dollars pour les pertes iraniennes, proposant un chiffre combiné supérieur de 678,5 milliards aux revenus totaux du pétrole encaissés par l'Iran et l'Irak depuis qu'ils ont commencé à vendre du pétrole sur le marché mondial, respectivement en 1919 et 1931. Le chiffre pour la période d'après la Tempête du Désert est pris de Hilberman, Joost, *Middle East Report*, July 1991.

² OPEC, *Annual Statistical Bulletin ...*, Table 5.

³ Les Etats Unis ont d'abord signé un accord économique et technique de cinq ans avec l'Irak le 26 août 1987. Cet accord était accompagné d'une aide alimentaire de un milliard de dollars. Voir Bengio, Ofra, "Iraq", in *Middle East Contemporary Survey*, 1987, Tel Aviv, 1990. De plus, il est maintenant avéré que des bureaux de l'Administration américaine ont fourni à l'Irak des crédits supplémentaires considérables pour faciliter l'achat par l'Irak de technologies nucléaires avancées, et ont fermé les yeux sur l'obtention par l'Irak d'une

Depuis la fin de la Tempête du désert, des livraisons massives d'armements ont ainsi été faites aux Etats du Golfe, particulièrement à l'Arabie Séoudite, au Koweït, à Oman et aux Emirats¹. Ces ventes ne contribueront certes pas à la réduction des tensions dans la région; elles ont aussi peu de valeur militaire puisque aucun de ces Etats ou combinaison de ces Etats ne serait susceptible de résister à une attaque iranienne ou irakienne - les deux scénarios les plus plausibles - sans faire appel aux Etats Unis. Il est difficile d'imaginer un scénario dans lequel ces armements - comme ceux achetés par le Koweït dans les années 80 - puissent jouer un rôle dissuasif, surtout, si l'on en juge par le passé : il est peu probable qu'une action hostile de la part de l'Iran ou de l'Irak serait motivée par des considérations militaires conventionnelles². Ainsi, non seulement, les revenus du pétrole

participation de contrôle dans les usines anglo-américaines Matrix Churchill dont les produits ne peuvent en aucun cas être utilisés à des fins pacifiques. Le processus a été habilement résumé dans un article, Stork, Joe, "L'Iraqgate ou le cynisme-roi", *Le Monde Diplomatique*, février 1993, p. 7. En plus de l'avance de 2,5 milliards de dollars obtenus de la Banca Nazionale del Lavoro à Atlanta, l'Iraq a utilisé un crédit de 800 millions de dollars accordé par la Commodity Credit Corporation (dépendant du Département de l'agriculture des Etats Unis) pour acheter des céréales qu'il a revendues en devises fortes lesquelles, à leur tour ont été utilisées pour l'achat d'armes. Pour une appréciation dégraisante de la politique américaine dans les années 80, voir l'article écrit avant les révélations de "l'Iraqgate", Sick, Gary, "Trial by Error: Reflections on the Iran-Iraq War", *Middle East Journal*, Spring 1989, Vol 43 No 2, pp. 230-245.

¹ Durant l'année fiscale 1991, les ventes d'armes américaines à l'Arabie Séoudite se sont montées à 16 milliards de dollars, suivies par quelques trois milliards de dollars à l'Egypte, 2,6 milliards de dollars à Israël et 1,3 milliards de dollars à la Turquie. Voir *Congressional Record*, 24 January 1992, cité par Sadowski, Yahya, "Scuds vs. butter : the political economy of arms control in the Arab iworld", *Middle East Report*, 177, July-August 1992, p. 4. Plus récemment, la compagnie française Leclerc a annoncé à la foire des armements d'Abu Dhabi (14-18 février 1993), que l'armée des EAU avait commandé 400 tanks et 46 véhicules de soutien, dans un contrat d'une valeur d'environ 4,2 milliards de dollars. *Middle East International*, 5 March 1993, p. 11. Krapels ("The commanding heights ...", p. 77) a désigné cet ensemble d'activités la "Doctrine Bush", soit la mise à la disposition d'une assistance militaire aux Etats pétroliers conservateurs contre toute force qui les menace.

² Dans le sens que l'invasion de l'Iran par l'Irak, partiellement motivée, certes, par l'inquiétude irakienne face aux menaces apparentes sur sa sécurité intérieure, ne pouvait se justifier en termes de défense puisqu'il n'y avait aucune concentration de troupes iraniennes sur ou à proximité de la frontière au printemps ou à l'été 1980. De même, la poursuite de la guerre par l'Iran, particulièrement après mai 1982, ne pouvait se justifier qu'idéologiquement, et il

diminuent en termes réels, mais une part importante en est dépensée de manière improductive et représente une ponction lourde et sans objet sur les économies du Moyen Orient.

Dans la situation présente du Golfe, telle qu'elle a été présentée, peut-on prédire des issues probables à la situation politique et économique actuelle de Irak; plus spécifiquement, peut-on imaginer comment la politique du régime irakien actuel ou de son successeur, pourra s'intégrer dans le cadre qui vient d'être brossé? Cet article tente d'aborder en même temps ces deux voies ambitieuses. Il est peut-être préférable de commencer sur un sol relativement ferme. Je tenterai donc d'abord de suivre les développements de la politique pétrolière irakienne depuis surtout la Révolution de 1958, puis j'examinerai le cours de la politique irakienne durant les dernières années, surtout depuis la fin de la Guerre avec l'Iran. Comme le régime actuel est en place depuis plus de vingt ans, les choix politiques passés peuvent servir d'indicateurs utiles pour les choix à venir; mais il sera en outre convenable de regarder plus loin, au moment où l'Irak sera libre de ce qui est certainement le plus grand obstacle à son développement pacifique, entretenu et intégré, Saddam Hussein et son régime infernal.

Le pétrole irakien

L'Irak a été le premier pays arabe à produire du pétrole en quantités significatives, et le second producteur par ordre d'ancienneté de la région du Golfe. Les exportations ont commencé en 1928, environ 15 ans après l'Iran, mais une bonne décennie avant l'Arabie Séoudite et plus de 18 ans avant le Koweït. Entre 1925 et 1972, année de la nationalisation, l'exploration, la production et le raffinage étaient dans les mains de l'Irak petroleum company (IPC), consortium d'intérêts pétroliers britanniques, anglo-hollandais, français, américains, et de Calouste Gulbenkian; une participation de 20% dans la capital de la compagnie avait été promise à l'Irak par le traité de San Remo en 1920, mais cette participation n'apparaît pas dans la distribution définitive du capital en 1925¹. Comme dans d'autres accords passés à l'époque entre

n'y eut jamais même le prétexte d'une menace militaire koweïtienne contre l'Irak à l'été 1990.

¹ Au début des années 20, le gouvernement irakien a été fortement conseillé de ne pas insister sur la participation; ce n'est que de mauvais gré que le premier ministre des finances du pays, Sasun Hasqail, y consentit, sachant parfaitement de quoi il retournait. Sur les détails des négociations et sur la transition entre la Turkish Petroleum Company (d'avant guerre) et l'IPC, voir Penrose, Edith, Penrose, E.F. *Iraq: International Relations and National Development*. London and Boulder: Westview, 1978, pp. 60-74.

compagnies pétrolières et gouvernements d'autres régions du monde, les redevances au gouvernement irakien prenaient la forme de royalties - quatre shillings par tonne dans le cas de l'Irak - et n'avaient pas de relation avec le prix du pétrole¹. La concession originale (et exclusive) donnée l'IPC, s'étendait à tout le pays et portait sur 75 ans; des révisions mineures ont été apportées en 1931 et en 1938, grâce auxquelles deux filiales entièrement contrôlées par l'IPC ont été créées, la Mosul petroleum company, et la Basra petroleum company.

Comme le mandat lui-même, il va sans dire que les termes de la concession pétrolière ont été imposés; le gouvernement n'avait ni les moyens financiers ni l'expertise nécessaire pour développer l'industrie pétrolière du pays, et peu ou pas d'influence dans la détermination soit de la valeur de son principal apport soit dans l'intensité et la rapidité de son exploitation. Sans entrer dans une discussion irréaliste pour savoir si oui ou non un tel contrôle indépendant aurait fait une différence significative, l'idée que les richesses du pays étaient pillées par des intérêts étrangers, s'est enracinée puissamment dans la conscience nationale irakienne, et l'objectif du contrôle par l'Etat est devenu l'un des points principaux des programmes de tous les partis d'opposition sous le mandat et la monarchie.

Au début des années 30, le gouvernement dépendait déjà des revenus pétroliers - l'IPC payait des avances sur les royalties à venir - tout simplement pour équilibrer son budget². Avec le temps, cette dépendance s'est accrue si bien que les revenus du pétrole comptaient pour plus de 60% dans les ressources de l'Etat en 1953³, et s'est accrue régulièrement par la suite; entre 1951 et 1953 le revenu et la production pétroliers irakiens ont triplé, par suite en partie de l'embargo sur le pétrole iranien après la tentative de Mossadeq de nationalisation, en partie de la croissance mondiale de la demande engendrée par la Guerre de Corée et par la rapidité de la reconstruction économique en

L'IPC était ainsi composée :

Anglo-Persian Oil Company (= British Petroleum) :	23,75
Compagnie Française des Pétroles :	23,75
Royal Dutch Shell (60% Dutch, 40% British) :	23,75
Standard Oil of New Jersey :	23,75
C. S. Gulbenkian :	5,00

¹ Ces arrangements et d'autres semblables sont résumés dans Bina, Cyrus, "The laws of economic rent and property; applicability to the oil industry", *American Journal of Economics and Sociology*, 51, April 1992, pp. 199-201.

² Voir Sluglett, Peter, *Britain in Iraq 1914-1932*. London : Ithaca Press, 1976, pp. 198-99.

³ Stork, Joe, "Oil and the penetration of capitalism in Iraq" in Nore, Petter, and Turner, Terisa (eds.), *Oil and Class Struggle*. London: Zed Press, 1980, p. 176.

Europe occidentale. Cet accroissement majeur des revenus a servi à financer les activités du Bureau de développement du Gouvernement irakien, institution fondée pour mettre en œuvre de grands projets de travaux publics dont les soutiens britanniques du régime espéraient qu'ils parviendraient à faire retomber la marée montante de mécontentement social, économique et politique qui se manifestait de façon croissante depuis la fin des années 40.

En juillet 1958 la monarchie est renversée et "un régime révolutionnaire républicain" est installé grâce à l'action d'éléments rebelles au sein des forces armées. La production de pétrole n'a pas été immédiatement affectée, elle a repris la trajectoire progressivement croissante que la crise de Suez, en 1956-57, avait interrompue ¹. A posteriori, certes, les dernières des années 50 ressemblent au calme avant la tempête; la scène se modifie brusquement en 1960 et 1961. Il semble qu'au départ le Président irakien, le Brigadier 'Abd al-Karim Qasim "n'envisageait pas de tenter la nationalisation (de l'IPC) ou ... de l'inquiéter jusqu'à gêner la production"², mais, à la fin de 1961, les négociations qu'il avait entamées en 1960 sont rompues sans espoir. Bien qu'à l'époque, cela n'ait pas paru manifeste, l'adoption, sous ses auspices, en décembre 1961, de la Loi 80 a été un instant crucial; il a inauguré dans le monde une période de changement fondamental dans les relations entre compagnies pétrolières et gouvernements.

En bref, la Loi 80 marque le commencement d'un processus qui s'est terminé au début des années 70, lorsque la plupart des Etats producteurs de pétrole ont eu pris en main le contrôle de l'exploration, du développement et de la production de brut. Comme nous le savons maintenant, le "contrôle" est en large mesure une illusion, et la nationalisation, conclusion naturelle du processus mis en branle par la Loi 80, n'est pas apparue comme la panacée que croyaient beaucoup de bonnes âmes dans les années 1960 et 1970. Néanmoins, ces événements ont permis aux Etats producteurs de prendre un certain nombre de décisions économiques et politiques clé qui, pour le bien ou pour le mal, ont largement modifié la vie quotidienne de leurs citoyens.

¹	Année	Millions de barils/jour
	1956	0.64
	1957	0.45
	1958	0.73
	1959	0.85
	1960	0.97
	1961	1.01
	1962	1.01
	1963	1.16

OPEC, *Annual Statistical Bulletin...*, 1990, Table 7, p. 8.

² Penrose and Penrose, *Iraq ...*, p. 257.

Les intentions originelles de Qasim étaient simples; il souhaitait obtenir une part plus grande des revenus de l'IPC pour financer le développement économique de l'Iraq, soit en imposant davantage la Compagnie pour les équipements qu'elle utilisait (les droits portuaires de Bassora furent décuplés) soit en l'encourageant à produire davantage. Malheureusement, pour lui et pour les revenus pétroliers de l'Irak, au cours de la plus grande partie de la décennie qui a suivi, le moment où il faisait pression sur l'IPC (1960-61) a coïncidé avec une pléthore sur le marché mondial du pétrole - en août 1960, quelques mois avant le début des négociations, les prix postés du Moyen Orient avaient été réduits¹, et la production de la Libye, du Nigéria et des EAU allait commencer. Aussi ses demandes - retour au contrôle gouvernemental des parties non exploitées par l'IPC de la concession, participation du gouvernement de 20% au capital, accroissement dans le pourcentage des profits qui revenaient au gouvernement - n'étaient pas prises très au sérieux par les compagnies mères de l'IPC. La participation, en particulier, était une question sur laquelle elles étaient déterminées à ne pas céder, parce que c'aurait été un précédent dans le monde. La principale disposition de la Loi 80, sur laquelle la négociation dura sans succès presque un an, était la reprise par le gouvernement de ses droits sur les zones concédées non exploitées; cette reprise aurait permis, en théorie et éventuellement en pratique, de les développer et explorer directement.

Cette étape eut peu de suites immédiates, et, parfois, elle a été rejetée comme l'une des aberrations des dernières années de Qasim - il avait aussi présenté, à l'été de la même année, l'une des revendications périodiques de l'Iraq sur le Koweït. Son régime a été sauvagement renversé au début de 1963. Cependant, la Loi 80 avait été adoptée quelques 15 mois après la constitution de l'OPEP, dont l'Irak avait été l'un des membres fondateurs, et dans l'atmosphère général d'espoir dans l'avenir caractéristique de nombreux pays du Tiers Monde à la fin des années 50 et au début des années 60. En outre, la Loi 80 était très populaire en Irak, et, l'une des peu nombreuses constantes de la politique irakienne au cours des années 60, est que toute tentative de l'abroger (à l'été 1965, par exemple) a rencontré une forte résistance. Mais l'Irak a été puni de son entêtement : dans les années 60, la production (entièrement contrôlée par l'IPC) s'est accrue en Irak beaucoup plus lentement que dans les autres pays du Moyen Orient :

¹ De 1,90-1,80 dollar en février 1959 à 1,80-1,73 en août 1960. Voir Skeet, Ian, *OPEC: twenty-five years of prices and politics*. Cambridge : Cambridge University Press, 1988, p. 12.

Le progrès remis à plus tard

Production de brut de certains pays arabes (1960-1970)
(en millions de barils/jour)¹

	1960	1962	1964	1966	1968	1970
Irak	0,97	1,01	1,26	1,40	1,50	1,55
Koweït	1,70	1,96	2,30	2,48	2,61	2,99
Libye	...	0,18	0,86	1,50	2,60	3,32
Arabie Séoudite	1,31	1,64	1,90	2,60	3,04	3,80

Le coup d'Etat qui renverse Qasim en février 1963 amène au pouvoir un Gouvernement de Nationalistes arabes brièvement associés (février-novembre 1963) au Parti Ba'th irakien. Après avoir éliminé le Ba'th, les Nationalistes arabes, parfois mais pas toujours soutenus par des factions militaires, restent au pouvoir jusqu'en juillet 1968, lorsqu'à leur tour ils sont renversés par un autre coup d'Etat fomenté par des membres du Ba'th qui demeure au pouvoir jusqu'à aujourd'hui. En juillet 1964, fortement influencé par la politique économique de Nasser, le gouvernement du Président 'Abd al-Salam 'Arif nationalise les banques, les compagnies d'assurances et environ trente des plus importantes firmes industrielles et commerciales du pays, dont la gestion est confiée à des organisations étatiques moulées sur des principes soviétiques. Les frères 'Arif ont sans doute souhaité poursuivre une politique pétrolière plus vigoureuse (qui eut été très populaire), mais ils ne l'ont pas fait. Eux-mêmes et leurs conseillers se sont concentrés, premièrement, sur l'établissement d'une relation particulière avec la CFP, société pétrolière française et l'une des sociétés mères de l'IPC, ce qui, dans l'avenir, devait se montrer particulièrement judicieux, puisque la CFP se déclara prête à poursuivre ses achats de pétrole irakien indépendamment des relations de l'Iraq avec l'IPC, et, deuxièmement, sur le développement de la Compagnie nationale irakienne des pétroles (CNIP) fondée en 1964.

Pour que l'Irak soit en mesure de mener une politique pétrolière indépendante de l'IPC, il était manifestement nécessaire de développer les zones non exploitées de la concession faite à l'IPC. L'une des principales était celle de Rumaila Nord, dont le gouvernement irakien, durant plusieurs années, avait cherché à obtenir le développement par l'IPC, allant jusqu'à offrir en compensation, au milieu des années 60, l'abrogation de la Loi 80. A la fin de ces années, éperonné par la combinaison de conséquences de la terrible défaite arabe de juin 1967 et du coup d'Etat du Ba'th de 1968, des efforts plus vigoureux sont faits dans ce sens. Ils aboutissent à un accord irako-soviétique tendant au développement de Rumaila Nord, qui est signé à l'automne 1969.

¹ OPEC, *Annual Statistical Bulletin* ... , 1990, Table 38, pp. 148, 51.

Durant cette période qui commence en 1968-1969 et se termine vers la fin des années 70, le Ba'th a développé une image "socialiste" qui lui est demeurée collée avec une ténacité remarquable jusqu'à très récemment¹. L'atmosphère politique général de l'Irak (et, en fait, de la plus grande part du monde arabe) dans la dernière partie des années 60 était "à gauche", c'est-à-dire, essentiellement anti-impérialiste, et, surtout après 1967, anti-sioniste². Petite et obscure faction sans base populaire dans le pays, les Ba'thistes étaient davantage connus par les brutalités perpétrées à la suite du renversement de Qasim en 1963. En 1968-70 leurs leaders prennent conscience que le plus sûr moyen pour devenir populaires (ou acceptés) était d'épouser et durcir le courant politique "progressiste". Dans ce but, ils ont poursuivi et développé les relations avec l'Union Soviétique et l'Europe de l'Est qui avaient été engagées par leurs prédécesseurs nationalistes, et ont maintenu la politique économique de développement suivie depuis la Révolution de 1958, plus précisément depuis le milieu des années 60, adoptant ainsi (ou confisquant) dans les domaines politiques et économiques le programme de leurs principaux rivaux, les Communistes. Dans cette perspective, l'exploit définitif du Ba'th a été la nationalisation de l'IPC en juin 1972 (quelques semaines après que la production assistée par l'Union Soviétique ait commencé à Rumaila Nord, et quelques jours après avoir invité deux leaders Communistes à entrer dans le gouvernement).

Sans aucun doute, de longs préparatifs, concernant à la fois les accords d'exploration passés avec l'Union Soviétique, et un ensemble d'accord pré-négociés de vente de brut avec la France, l'Union Soviétique, le Brésil, et l'Italie, ont facilité la transition de la domination par une compagnie internationale à une production pétrolière indépendante³. Néanmoins, la nationalisation de l'IPC doit aussi être considérée dans le contexte d'une transformation mondiale de l'industrie pétrolière. Elle passe d'une intégration et d'un contrôle horizontal de l'exploration, de la production, du raffinage, du transport, de la distribution et de la vente par des compagnies géantes (les "Sept sœurs") à des formes variées de propriété locale et nationale du procès de production qui vont de la "participation" à la nationalisation proprement dite. Cette transformation est déjà largement accomplie à l'époque de l'augmentation des prix en octobre 1973⁴. A côté du facteur politique, le procès de transformation de l'industrie pétrolière a

¹ Voir Farouk-Sluglett, Marion, "'Socialist' Iraq, 1963-1978; towards a Reappraisal", *Orient*, 23, no 2, 1982, pp. 206-219.

² Cf. Farouk-Sluglett, Marion, and Sluglett, Peter. *Iraq since 1958: from revolution to dictatorship*, 2nd edition, London, 1990, Chapitre 4, pp. 107-148.

³ For details see Skeet, OPEC ... , pp. 58-96.

⁴ Ibid., p. 40.

aussi été hâté par l'apparition, dans les années 60, de plusieurs nouveaux producteurs (dont l'Algérie, la Libye, le Nigéria et les Emirats Arabes Unis), et, entre 1965 et 1970, par un accroissement de 65% de la production de pétrole du fait seul de l'Iran, de l'Irak, du Koweït, de la Libye, de l'Arabie Séoudite et du Vénézuéla. Ces deux transformations ont tendu à réduire la possibilité pour les compagnies de fixer les prix. Selon une estimation, le prix réalisé du brut, à la fin des années 60, était souvent 20% au dessous du prix posté, par suite de la surcapacité de l'industrie pétrolière mondiale¹.

L'Irak producteur indépendant

Durant les quelques vingt années qui vont de la nationalisation de l'IPC à aujourd'hui, l'industrie pétrolière a connu de remarquables hauts et bas, et le destin politique et économique de l'Irak et des autres pays du Moyen Orient des fluctuations également majeures. Il est utile d'examiner brièvement ces événements avant de chercher à savoir si peut être discernée une ligne directrice dans la "politique pétrolière irakienne" qui puisse proposer des indications pour le futur.

Les tendances qui marquent la fin des années 60 et le début des années 70 se sont combinées pour réduire la probabilité d'une issue défavorable à long terme de la nationalisation de l'IPC (un boycott international du type de celui imposé à l'Iran en 1951-53 était par exemple difficile), pourtant, la facilité relative de la transition, et l'accord obtenu avec l'IPC dès février 1973, ont créé un grand sentiment de soulagement à Bagdad. A posteriori, la période comprise entre 1972 et le début des années 80 apparaît un peu comme un âge d'or pour les pays producteurs de pétrole; l'explosion des prix de 1973-74 a été suivie par des augmentations tout aussi spectaculaires en 1978-79, qui anticipaient largement les conséquences potentiellement disruptives de la révolution iranienne. Le revenu des exportations pétrolières de l'Iraq est ainsi passé de 1.842 millions de dollars en 1973, à 6.534 en 1974, à 9.201 en 1976, à 10.913 en 1978, à 21.382 en 1979, et au maximum absolu de 26.296 millions de dollars en 1980 (de loin jamais égalé depuis)².

Cet accroissement énorme des revenus a permis une prospérité considérable de l'Irak; le pays a connu un développement sans précédent de l'éducation, de la santé, du logement et des infrastructures. Le revenu par tête a été multiplié par plus de sept fois

¹ Stevens, Paul, "A survey of structural change in the international oil industry 1945-1984", in Hawdon, David (ed), *The Changing Structure of the World Oil Industry*, London, 1985, pp. 18-51.

² OPEC, Annual Statistical Bulletin ... , Table 5, p. 6.

dans la décennie 1972-1982, le PIB par plus de quatre fois dans la même période¹. Il est difficile d'imaginer comment cela aurait pu continuer parce que cette trajectoire "ascendante" s'est arrêtée brusquement à la suite d'abord de l'invasion irakienne de l'Iran en septembre 1980, puis de l'effondrement des prix du pétrole en 1986, et, enfin, de l'invasion du Koweït en août 1990. En outre, on l'a vu, en partie à cause de ces bouleversements et autres ruptures, la demande et la production de pétrole de l'OPEP est rapidement tombée à la fin des années 70 et au début des années 80, d'une moyenne de 30,6 millions de baril/jour en 1977-79 à 17 millions en 1983².

Se combinant à des facteurs plus locaux, cette succession d'événements a largement contrarié le progrès économique de l'Irak; d'autres maux "auto-infligés" ont aggravé la situation. Comme la plus part des autres pays producteurs arabes, l'Irak demeure essentiellement dépendant des revenus pétroliers. Dans les quinze années qui vont de 1976 à 1990, la valeur des exportations de pétrole irakien a représenté 99% ou davantage du total des exportations, à l'exception de 1978 où le chiffre a été de 98.6%³. Heureusement pour l'Irak, ses réserves de pétrole arrivent en deuxième position, après seulement l'Arabie Séoudite, et se montent à environ 10% des réserves mondiales totales et à 13% des réserves de l'OPEP⁴; néanmoins, pour un certain nombre de raisons que j'examinerai brièvement, peu d'efforts soutenus ont été consacrés pour diversifier une économie essentiellement mono-productrice.

Malgré la tendance peu favorable du marché mondial du pétrole, la situation de l'économie irakienne aurait pu, et de loin, ne pas être désespérée si ce pays ne s'était pas empêtré dans deux guerres dévastatrices. Des moyens considérables ont été dilapidés dans des entreprises militaires malencontreuses et donquichottesques dont le principal dessein était de rehausser et étendre le pouvoir du régime, à l'intérieur et à l'extérieur. Depuis leur arrivée au pouvoir, en 1968, et surtout après l'augmentation considérable des prix, cinq ans plus tard, le

¹ Farouk-Sluglett and Sluglett, *Iraq since 1958 ...*, p. 232.

² Seymour, Ian, "OPEC and structural change", in Hawdon, David (ed), *The Changing Structure of the World Oil Industry*, London, 1985, pp. 70-79. Seymour donne quatre facteurs principaux responsables de la chute de la demande : les suites après 1973 du choc pétrolier, les effets de la récession, les efforts pour substituer au pétrole des énergies alternatives, l'arrivée sur le marché de producteurs non-OPEP, principalement de la mer du Nord.

³ OPEC *Annual Statistical Bulletin ...*, Table 7, p. 8. Voir l'analyse de Eftekhari, Nirou, "Le pétrole dans l'économie et la société irakiennes", *Peuples Méditerranéens*, 40, 1987, pp. 43-73.

⁴ L'ensemble Iran, Iraq, Koweït, Arabie Séoudite et Emirats Arabes Unis dispose de près de 65% des réserves mondiales. Ibid., Tableau 33, p. 36.

Ba'th a mis en place et élargi les institutions de l'Etat, construisant un appareil d'Etat et une bureaucratie massifs. Et l'une des principales fonctions des revenus pétroliers a été l'accroissement du pouvoir à la fois économique et coercitif de l'Etat irakien :

"La nationalisation de l'IPC en 1972 ... n'a pas seulement signifié la disposition par l'Irak d'un contrôle désormais total de ses ressources; le pouvoir politique étant concentré dans les mains d'un homme et de ses associés immédiats, elle a aussi signifié que ces énormes revenus sont allés directement à la direction du Ba'th. En d'autres termes, la situation nouvelle a conduit non seulement à une augmentation considérable du revenu national, mais plus spécifiquement à un fantastique accroissement du pouvoir de ceux qui contrôlaient l'Etat."¹

Dans cette perspective, l'Irak diffère peu des autres Etats pétroliers de la région²

La politique économique du Ba'th dans les dernières années 60 et les années 70 et 80 a été analysée en détail ailleurs³; il est utile de la résumer ici. Même avant mais plus franchement après la nationalisation de l'IPC, le régime a tenté de créer une économie étatique ou un capitalisme d'Etat; il a lancé un certain nombre de réformes agraires et redistribué la terre, pris le contrôle de secteurs économiques clé (grande industrie, finance, banques, commerce étranger), créé des institutions économiques centralisées pour les gérer. Cependant, au contraire du modèle est-européen qui était suivi, le Ba'th, après les nationalisations initiales, n'est pas allé plus loin dans le contrôle du secteur privé; aussi, alors que, par exemple, de grands projets de développement étaient soumissionnés à des firmes internationales (plutôt que donnés à des compagnies d'Etat) un large champ de manœuvre était-il laissé aux firmes locales qui agissaient en tant que contractants ou qu'intermédiaires entre le gouvernement et les compagnies étrangères. Comme on pouvait s'y attendre, ce fut

¹ Farouk-Sluglett, Marion, "Irak : rente pétrolière et concentration du pouvoir", *Maghreb-Machrek*, 131, janvier 1992, pp. 3-12.

² La direction irakienne est probablement aussi peu politiquement responsable de ses dépenses de revenus pétroliers que, par exemple, la famille royale séoudite; la division entre le domaine public et le domaine privé est également brouillée dans les deux pays, puisque tous les postes décisifs dans l'Etat sont tenus par des parents proches ou des associés du dirigeant.

³ Farouk-Sluglett and Sluglett, *Iraq since 1958 ...*, Chapitre VII, "Economy and Society since 1958", pp. 215-254.

particulièrement le cas dans le secteur de la construction, ou d'immenses fortunes ont pu s'accumuler¹.

Entre 1968 et 1982 le revenu national par tête a été multiplié par près de dix, de 97 à 875 dinars irakiens, et le PIB a été multiplié par plus de cinq. Recevant les revenus du pétrole, "l'Etat" était à la fois le plus grand employeur, le plus grand consommateur de biens et de services, et aussi le générateur ou le moteur de l'accumulation du capital privé. Depuis 1965-1970, et de façon croissante après, le régime irakien s'est confondu avec Saddam Hussein et son groupe, et a dépensé des montants considérables de revenus pétroliers pour l'achat de matériel de plus en plus sophistiqués de sécurité et de surveillance. Parallèlement, un système étatique ambitieux de bien-être a été mis en place; les institutions d'éducation et de santé ont été largement étendues, de grandes infra-structures ont été créées dans l'irrigation et l'agriculture, les communications, les télécommunications et la pétrochimie, les employés de l'Etat ont bénéficié de concessions foncières, de prêts à faible intérêt pour la construction individuelle, des magasins d'Etat (*mu'assassat*) ont été ouverts pour vendre des produits alimentaires subventionnés, des vêtements et des biens de consommation durables. Ces réalisations (considérables, particulièrement au regard de ces huit années seulement qui séparent la nationalisation de l'IPC en juin 1972 de l'invasion de l'Iran en septembre 1980) ont très certainement accru la popularité du régime et élargi sa base sociale. Au surplus, il y avait, bien entendu, en haut de l'échelle sociale, le nombre sans cesse croissant des "millionnaires du dinar", et beaucoup plus bas, leur plus modestes émules faisant commerce de capsules de bouteille ou de semelles de chaussure, ou produisant de la volaille, des fruits et légumes pour une multitude de consommateurs, dont beaucoup ne participaient à une économie d'échange monétaire que depuis peu. Dans toute appréciation de la politique du Ba'th au cours des années 70 et même 80, on ne peut oublier que, pendant une longue période, il a dispensé beaucoup de carottes à côté de beaucoup de bâtons.

Bien de ces réalisations, en particulier le système étatique de bien-être, ont été dûment maintenus dans les années 80, et (loin du front) beaucoup des projets de développement se sont poursuivis plus ou moins sans restriction au moins jusqu'en 1982; le régime a certainement fait tous ses efforts pour maintenir une atmosphère de "tout comme d'habitude". Sous cette façade, les choses ont cependant profondément changé. Très tôt même dans les années 80, des

¹ Voir al-Khafaji, *'Isam, al-Dawla w'al-Tatawwur al-Ra'smali fi'l-'Iraq 1968-1978* (L'Etat et le développement capitaliste en Irak 1968-1978), Cairo : Dar al-Mustaqbal al-'Arabi, 1983, et, du même auteur, "The parasitic base of the Ba'thist regime" in CARDRI, *Saddam's Iraq : Revolution or Reaction*, London, 1986, pp. 73-88.

modifications considérables ont été apportées dans ce qu'on appelait encore triomphalement la politique "socialiste". Par exemple, une grande partie des terres confisquées lors des réformes agraires de 1958 et de 1970 n'avait pas été redistribuée (soit à des paysans individuels soit à des coopératives) mais était temporairement louée à des personnes privées. En 1983 une Loi est passée permettant aux nationaux irakiens de louer des terres sans limitation de surfaces au Ministère de la réforme agraire à des taux très attractifs pour des périodes de cinq à vingt ans¹. Cette extension de la l'entreprise privée dans l'agriculture avait pour objet de réduire les importations de produits alimentaires, de favoriser des approvisionnements plus réguliers et de meilleure qualité, et d'élargir le soutien du régime dans la classe moyenne entrepreneuriale, mais aussi de souligner la nouvelle image "libérale" du régime. Le processus s'est poursuivi après la fin de la Guerre avec l'Iran; de généreuses subventions ont été distribuées à des producteurs agricoles, et beaucoup des fermes qui appartenaient encore au secteur public ont été vendues à des prix très intéressants à des personnes privées.

Il en a été de même pour l'industrie. En 1983, une nouvelle Loi sur les Sociétés élève le plafond de l'investissement dans le secteur privé à deux millions de dinars pour les sociétés à responsabilité limitée et à cinq millions pour les sociétés par actions. En 1986-87, environ cinquante entreprises d'Etat sont vendues au secteur privé, et bien d'autres prennent le même chemin lors des décrets de libéralisation suivants de 1989. En 1986-87 encore, dans ce qui est peut-être la rupture la plus explicite par rapports aux principes sur lesquels le régime était prétendument fondé, Saddam Hussein inaugure la révolution administrative (*thawra idariyya*); elle comprend des coupes sombres dans la bureaucratie, le renvoi de beaucoup de ceux qui étaient employés dans les entreprises à privatiser et le démantèlement du syndicat du secteur public. Ces mesures ont sérieusement touché au pouvoir de certains des membres du Ba'th peu intégrés, de ceux qui avaient des postes importants dans les entreprises d'Etat, et dans ce qui pourrait être décrit plus précisément comme le service civil, mais aussi a entraîné une diminution appréciable du rôle de l'Etat comme employeur.

En raison du secret dont le régime s'entoure, et du recours permanent aux méthodes de contrôle les plus répressives, il est difficile

¹ La Réforme agraire n'a pas été un succès du point de vue de la production; jusque là plus ou moins auto-suffisant pour les biens alimentaires, le pays est devenu grand importateur de céréales, de viande, de produits laitiers. Bien que cette situation puisse s'expliquer partiellement par la croissance de la population et les migrations vers les villes, elle l'est aussi en partie par l'inefficience et la partialité avec laquelle les Réformes ont été mises en œuvre. Voir K.S. al-Nasiri, "Landlords, Lineages and Land Reform in an Iraqi Village", Thèse de doctorat non publiée, Durham University, 1978.

de proposer plus qu'un pari élaboré sur le "succès" des tentatives de "libéralisation de l'économie". Elles ont certainement engendré une inflation élevée et une montée rapide des prix et du coût de la vie; lorsque le contrôle des prix de certains produits alimentaires de base a été relâché en 1988, le mécontentement public a été si grand qu'ils a dû être rapidement rétabli. En général, le capital privé a répondu aux mesures de privatisation par des investissements spéculatifs ou "rapides" plutôt qu'à long terme, si bien que les riches se sont enrichis et que les classes moyennes et pauvres se sont appauvries. Par ailleurs, comme on l'a souligné¹ et comme on pouvait s'y attendre, en raison de l'importance centrale des investissements de l'Etat dans des branches clé de l'économie, le secteur public domine encore l'investissement et la production, et il n'y a aucune chance pour qu'un secteur privé même actif puisse défier ou concurrencer le secteur public. Avant même l'invasion du Koweït, la véritable pierre d'achoppement, est le mode de gestion du pays, la surimposition arbitraire de considérations militaires et de sécurité sur toute autre priorité. La réforme économique nécessaire à la reconstruction économique de l'Irak ne pourrait réussir sans une transformation totale du système politique; elle serait, bien entendu, d'un trop grand risque pour le régime.

Les suites de la Guerre irano-irakienne

La Guerre irano-irakienne s'est terminée brusquement en juillet 1988 lorsque le Gouvernement iranien a finalement accepté la résolution 598 des Nations Unies. De multiples façons, les choses avaient commencé à tourner durant l'hiver et le printemps 1986-87, plus spécifiquement en mars 1987, lorsque les Etats Unis ont été d'accord pour étendre leur protection navale aux navires koweïtiens et pour se ranger fermement du côté irakien. Comme on l'a vu, l'Iran et l'Irak ont l'un et l'autre durement souffert du conflit en termes de pertes humaines et matérielles. Cependant, dans la lancée générale de la révolution, la direction iranienne avait choisi de conduire la guerre un peu comme une croisade, et l'Iran inspirait une crainte et une suspicion générales au reste du monde, si bien que les dommages à long terme qu'il a subi ont été probablement plus grands; en ce sens au moins il est sorti de la guerre beaucoup plus profondément affaibli que son adversaire. En ce qui concerne l'Irak, quatre conséquences principales peuvent être soulignées.

Premièrement, en termes de politique moyen-orientale, l'Irak s'alignait désormais plus solidement sur l'Egypte, le Koweït, l'Arabie Séoudite et les Etats du Golfe et abandonnait tacitement les postures

¹ Farouk-Sluglett, Marion, "Irak : rente pétrolière ..."

"radicales" et "de refus" qui avaient tendu à tromper les observateurs jusqu'à la fin des années 70. Deuxièmement, en termes à la fois de relations internationales de la Guerre Froide et de relations commerciales, l'Irak était désormais profondément intégré à l'Occident même s'il maintenait des relations commerciales et militaires importantes avec l'Union Soviétique; à côté des relations militaires malheureusement commodes (comme cela est apparu par la suite) qui s'étaient instaurées avec les Etats Unis dans les années 80, l'Irak était devenu le second marché régional (après l'Arabie Séoudite) pour les biens et services occidentaux et japonais. Troisièmement, les forces armées irakiennes et leur équipement s'étaient accrues considérablement : de 200.000 en 1979-80 à environ un million d'hommes en 1987-88, et les tanks, les avions de combat et les véhicules de guerre en proportion¹. Enfin, le pays s'était considérablement endetté. En avril 1989, l'Irak doit quelques 21,3 milliards de dollars aux pays et institutions de l'OCDE, sans compter les dettes à différents pays arabes, et le ratio de son service de la dette est de 31.3%². Cependant bien que le défaut irakien d'honorer ses lettres de crédit ait inquiété les institutions de crédit à l'exportation de plusieurs Etats de l'OCDE en 1986, le rééchelonnement de la dette a été accordé en 1988 et en mars 1989, et la perspective de marchés lucratifs dans la période de reconstruction de l'après-guerre paraît avoir engagé les plus importants prêteurs à une certaine indulgence. En outre, l'Irak revendiquant avoir mené le combat contre l'Iran jusqu'à une sorte de demi-succès pour le compte de "la nation arabe", les principaux prêteurs arabes de l'Irak, le Koweït ou l'Arabie Séoudite, n'étaient guère en position de réclamer le remboursement de leurs prêts. Laissant de côté les relations étroites, politiques, militaires, économiques, de l'Irak avec l'Occident et avec les pays arabes les plus conservateurs, considérons brièvement les effets de la construction militaire et les problèmes associés à la dette de l'Iraq dans la période qui va de la Guerre irano-irakienne à l'invasion du Koweït.

L'économie irakienne, 1988-1990

En plus de l'expansion en hommes et en matériel, la construction militaire de l'Irak a inclus le développement d'une industrie d'armement étendue avec l'assistance de l'Argentine et de l'Egypte, et, comme cela est de plus en plus devenu apparent, l'acquisition d'une part sinon de la plupart des moyens nécessaires à la production d'armes nucléaires, avec, apparemment, le concours souterrain du gouvernement des Etats

¹ Farouk-Sluglett and Sluglett, *Iraq since 1958 ...*, p. 274.

² Economist Intelligence Unit, "Country Credit Risk Service : Iraq", April 1989, p. 8.

Unis¹). En juillet 1988 ces activités ont été rassemblées dans le Ministère de l'industrie et de l'industrie militaire sous la direction du beau-fils de Saddam Hussein, Hussein Kamil Majid. Ces investissements militaires considérables ont fait de l'Irak une formidable puissance militaire dans la région, ils ont aussi permis au régime de consolider et étendre son contrôle sur des secteurs clé de l'économie. Les chiffres disponibles sont des estimations, mais ils montrent que les dépenses militaires sont demeurées élevées dans l'après-guerre² :

Année	PIB (DI)	Dépenses de défense	Dépenses de défense en % du PIB
1987	12.15	4.35	35.8
1988	14.00	4.00	28.5
1989	18.20	n/a	
1990	19.66	4.15	21.2

De plus la démobilisation a été compliquée et relativement lente. Les forces armées ont aussi été utilisées pour mener à bien une campagne de déplacement forcé, et, cela apparaît maintenant, de génocide³ contre les Kurdes dans la période située entre l'attaque par armes chimiques contre Halabja en mars 1988, et l'invasion du Koweït en août 1990. Au total, les priorités du régime paraissent peut-être le mieux illustrées par la répartition de ses dépenses, dans la période 1988-1992, cinq milliards de dollars par année ont été consacrées au réarmement et 2,5 à la reconstruction qui inclut des constructions de prestige comme le fameux "Monument"⁴ et un palais présidentiel.

Ce qui nous amène aux dettes de l'Irak, qui sont parfois tenues comme expliquant en grande partie l'invasion du Koweït. Selon cette thèse, l'Irak ayant des difficultés pour obtenir des crédits, la reconstruction était constamment remise; l'addition des avoir koweïtiens à ceux de l'Iraq devait "résoudre" le problème. Sans compter la supposition implicite que d'autres resteraient les bras croisés devant l'opération, la thèse est pour le moins curieuse. D'abord, comme nous

¹ Voir Stork, Joe, "L'Irakgate', ou le cynisme-roi ..."

² *The Military Balance*, différentes années.

³ Quelque 2000 villages ont été évacués de force, leurs bâtiments rasés et leurs puits cimentés; en outre, jusqu'à 100.000 personnes ont pu être exécutées et leurs corps ensevelis dans des fosses communes dans le désert à l'ouest de Samawa. Cette affaire est en en train d'être examinée par Kan'an Makiya, (voir. Samir al-Khalil, *The Republic of Fear*, Berkeley, London and Los Angeles 1989, 1990), and Human Rights Watch of New York, NY.

⁴ Voir Khalil, Samir, *The monument: art, vulgarity and responsibility in Iraq*, London : Andre Deutsch, 1991.

l'avons vu¹ (en raison des immenses ressources pétrolières du pays, et des possibilités qu'il représente comme marché, cela est peu surprenant), l'Irak ne semble avoir eu aucune difficulté majeure soit à rééchelonner sa dette soit à obtenir des crédits d'institutions telles que la Commodity Credit Corporation américaine, la Banca Nazionale del Lavoro, etc. Deuxièmement, si nous revenons aux chiffres qui viennent d'être mentionnés, il est instructif d'observer le mode de dépense des revenus de l'Etat (ou la façon dont on envisageait de les dépenser) dans la période qui a immédiatement suivi la guerre avec l'Iran. L'Irak ne ressentait un besoin "désespéré de devises étrangères"² que si la représentation que le régime lui-même se faisait de sa "mission" est acceptée comme nécessité objective. L'Irak n'était après tout directement menacé ni par l'Iran ni par Israël; l'Iran était dans un état de prostration virtuelle après la guerre, et les violents, quoique toujours purement verbaux, cliquetis de sabre contre Israël avaient presque entièrement cessé depuis que les relations diplomatiques avec les USA avaient repris à l'automne 1984.

Finalement, si la plus grande part des difficultés financières et autres de l'Irak dans la période juillet 1988-août 1990 provenaient de la nature des choix politiques du gouvernement irakien, elles étaient certainement aiguës par la diminution des prix du pétrole. Cette diminution est due à différentes raisons économiques globales dont certaines ont été déjà mentionnées, mais deux autres facteurs spécifiquement locaux sont ici importants. D'abord, les bas prix (dont l'Irak avait été partiellement protégé par des ventes faites en "contrepartie" par le Koweït et l'Arabie Séoudite entre 1985 et 1988) avaient été "un instruments dans la guerre d'usure économique contre l'Iran". Deuxièmement, cette tendance générale a été apparemment consolidée en 1989-90, par l'adoption par le Koweït (et, dans une moindre mesure, par les Emirats) d'une philosophie des prix dont l'Irak considérait qu'elle allait contre ses intérêts. L'Irak désirait davantage de revenu, et, étant donné les prix de 1989-90, considérait qu'il ne pouvait obtenir cet accroissement qu'en fixant (et adoptant) un prix plus élevé plutôt qu'en accroissant la production; le Koweït, avec ses différentes activités en aval (dont, par exemple, la chaîne de stations d'essence Q8 en Europe occidentale et aux Etats Unis) préférait la stabilité des prix dans les pays de l'OCDE et était donc prêt à répondre à ses besoins en accroissant la production plus que les prix³.

¹ Voir la note 11 ci-dessus.

² Economist Intelligence Unit, *Iraq : Quarterly Economic Report*, No 3, (27 July) 1990.

³ Cf. Mabro, Robert, "Oil in the Middle East" in Sluglett, and Farouk-Sluglett, *The Times Guide to the Middle East*, London, 1991, pp. 294-305.

Ainsi, au printemps 1990, un certain antagonisme s'était développé au sein de l'OPEP entre l'Irak d'un côté, le Koweït et les Emirats de l'autre, en raison du non respect par ceux-ci des quotas de production convenus. Les prix du pétrole s'étaient réduits assez considérablement de 22,85 dollar par baril en janvier à 18,45 en février, 16,75 en mars et 14,35 en mai, et l'Irak faisait vigoureusement sinon violemment campagne à l'OPEP pour l'augmentation du prix. A l'été, ces efforts semblaient avoir réussi. Le 10 juillet, les Séoudiens réussirent à persuader Koweït et les Emirats de déclarer publiquement qu'ils respecteraient les quotas de l'OPEP. A la veille de la réunion de l'OPEP à Genève, le 26 juillet, le prix était remonté à 18 dollars par baril, et, le 27 juillet, le communiqué final de la réunion fixait un prix de 21 dollars, avec un ensemble de contrôles rigoureux sur la production et d'autres arrangements extrêmement précis pour assurer désormais un accroissement régulier du prix. L'un des analystes les plus connus de l'industrie commentait ces mesures en disant qu'elles étaient "à ce jour, la tentative la plus courageuse et probablement la plus crédible (de l'OPEP) pour pousser à la hausse le prix du brut grâce au contrôle rigoureux des quantités produites." De fait, le représentant de l'Irak déclarait : "Cet accord représente un très bon et très positif pas en avant pour atteindre le prix de 25 dollars par baril et peut-être davantage."¹. Dans ces circonstances, le désaccord étant apparemment dépassé, l'invasion du Koweït par l'Iraq, six jours plus tard environ, est tout simplement inexplicable.

Il est donc difficile de rendre compte de l'invasion du Koweït en termes de nécessité impérieuse. Même si, au bénéfice de la thèse, on peut, dans un sens très large, accepter que l'Irak était dans une situation désespérée à l'été 1990, l'idée qu'envahir et annexer le Koweït était une ou, en réalité, la seule solution, semble plus que bizarre. En outre, même si l'on convient que l'activité souterraine des Etats Unis, et la teneur des conversations de l'ambassadeur américain avec Saddam Hussein ait pu donner au Président irakien l'impression que des actes modérément hostiles à l'égard du Koweït (soutien de la revendication irakienne sur l'ensemble du gisement de Rumaila, prise des îles de Bubyân et de Warba pour donner à l'Irak un mouillage en eau profonde dans le Golfe) seraient traités avec une certaine indulgence, l'idée que les Etats Unis, et moins encore l'Arabie Séoudite, fermeraient les yeux sur le genre d'opération que l'Irak préparait en fait, est également singulier. C'est pourquoi, tout l'épisode doit être essentiellement regardé comme la tentative par le régime de réorienter ou de relâcher les pressions intérieures qu'il ressentait du fait des conséquences de sa propre politique extérieure et intérieure dans les années 80, qui, particulièrement après la fin de la Guerre contre l'Iran, avait engendré

¹ Seymour, Ian, in *Middle East Economic Survey*, Vol XXXIII, nos 41-43, 16, 23, 30 July 1990.

des tensions économiques et sociales. La principale "impérieuse nécessité" était donc la situation créée par Saddam Hussein lui-même; le besoin de "rechercher de nouveaux moyens pour créer des tensions dont le nationalisme pouvait profiter, tandis qu'était réaffirmé le dévouement au pan-arabisme et à la nation arabe¹.

Bien plus, si on laisse de côté la question de savoir si Koweït "avait toujours fait partie de l'Irak"², bien que l'Irak ait affirmé ses droits sur le Koweït dans les années 30, et plus récemment en 1961, il n'y avait aucune raison majeure pour que le Koweït devienne à ce moment là un problème d'irrédentisme pour les Irakiens, et bien entendu, il n'y avait, du côté koweïtien, aucune sorte d'enthousiasme pour une fusion des deux Etats. Il est difficile de qualifier l'épisode comme quelque chose de plus qu'un terrible faux-calcul, un acte de folie meurtrière de la part d'un dictateur dont les crimes et les excès avaient été volontairement ignorés aussi longtemps que l'on considérait qu'il agissait dans l'intérêt de l'Occident. La décision d'envahir le Koweït semble avoir été fondée sur un ensemble de prémisses entièrement fausses, une compréhension extrêmement limitée du monde en dehors de l'Irak, et du monde en dehors du Moyen Orient en particulier; probablement en partie tout au moins, parce que personne dans l'entourage de Saddam Hussein n'aurait pris le risque de lui dire quelque chose qu'il ne désirait pas entendre.

L'invasion du Koweït et la politique intérieure irakienne

Les événements militaires 1990-1991 ont été amplement analysés ailleurs, et ne peuvent nous retenir ici³, Soulignons cependant quelques uns des faits socio-économiques les plus importants qui en ont été la conséquence. En grande partie à cause de l'incohérence des docteurs de la politique tournoyante, et des réactions sans nuance des Etats Unis vis à vis de l'Iran (hostile) et de l'Arabie Séoudite (craintive), le plus remarquable est que Saddam Hussein est encore au pouvoir; certes très affaibli et fortement contraint, il pense pourtant bien rester en

¹ Farouk-Sluglett and Sluglett, *Iraq since 1958 ...*, p. 281.

² Pour une discussion sur le sujet, voir Ahmad, Feroz, "A note on the international status of Kuwait before 1914", *International Journal of Middle East Studies*, 24, (February 1992), pp. 181-185.

³ Voir Farouk-Sluglett, Marion, and Sluglett, Peter, "Iraq and the New World Order?" in Ismael, J.S. and Ismael, T.Y., (eds), *The Gulf War, the Middle East and the New World Order*, sous presse, and Karsh, Efraim, and Freedman, Lawrence, *The Gulf conflict, 1990-1991 : diplomacy and war in the New World Order*, London : Faber, 1992.

place. Privé de la plus grande part de ses revenus pétroliers¹ par l'application de sanctions internationales rigoureuses, l'économie irakienne est en désarroi; elle n'est guère maintenue en vie que par l'impression pratiquement sans limites de papier monnaie. Dans les premiers 12 à 18 mois après la Tempête du désert, sont apparus des signes alarmants de mort par la malnutrition, le froid, l'absence d'assainissement convenable et d'eau potable, et un accroissement critique du taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans². Parallèlement, des propositions des Nations Unies autorisant l'Irak à vendre une certaine quantité de pétrole pour se procurer des biens essentiels d'importation, ont été rejetées par le gouvernement irakien parce qu'elles portaient atteinte à sa souveraineté³.

En partie par suite de la politique des sanctuaires, inaugurée dans le nord de l'Irak par les Etats Unis et la Grande Bretagne au printemps 1991, et de la création d'un espace aérien interdit au nord du 36ème parallèle, l'opposition kurde - dont les deux principales factions, le Parti démocratique du Kurdistan et l'Union patriotique du Kurdistan, se sont difficilement réunies - a réussi à créer un "Kurdistan irakien" virtuellement indépendant. Malgré un blocus militaire de la région, les produits alimentaires et d'autres biens essentiels ont pu être acheminés. La zone sous contrôle kurde comprend 80 kilomètres du pipeline qui va du nord de l'Irak à la Turquie (vers le terminal de Dortyol sur la Méditerranée), ce qui signifie que le pétrole de Kirkuk ne peut passer par cette voie. Des élections apparemment tenues dans l'ordre et l'équité ont eu lieu au Kurdistan en juin 1992. La situation dans le nord a été encore améliorée par l'attitude pragmatique et coopérative du gouvernement d'Ankara, particulièrement lorsque les Kurdes irakiens

¹ En juillet 1992 *Petroleum Intelligence Weekly* a rapporté qu'entre 0,8 et un million de barils/jour étaient produits par les gisements du nord autour de Kirkuk et 0,47-0,58 par les gisements du sud, avec une capacité de raffinage de 0,55 million de barils/jour. 0,05 million de barils/jour vont à la Jordanie, 0,02 à la Turquie, livrés par camions; les Kurdes prélèvent un droit de transit de 3 millions de dollars par mois sur les livraisons à la Turquie. Cité par *Economist Intelligence Unit, Iraq : Quarterly Economic Report*, No 3, 1992.

² Des rapports de la mi-1992 tendent à montrer que le ravitaillement alimentaire s'est amélioré, et que le danger aigu ou étendu de malnutrition n'existe plus. *Economist Intelligence Unit, Iraq : Quarterly Economic Report*, No 2, 1992.

³ En fait, il semble peu vraisemblable que l'Irak soit en position d'exporter des quantités "substantielles" de pétrole (particulièrement des champs pétrolifères du Sud qui ont été durement endommagés) sans importer de nouveaux matériels. Voir *Economist Intelligence Unit, Iraq : Quarterly Economic Report*, Nos 1 and 3, 1992.

ont combattu aux côtés de l'armée turque les guérillas du PKK à la fin de 1992.

Après la Tempête du désert, une commission spéciale a été créée par le Conseil de sécurité des Nations Unies pour enquêter sur le programme nucléaire irakien. Pour différentes raisons, dont les moindres ne sont sans doute pas la relation ambiguë entre l'Agence internationale de l'énergie atomique et le gouvernement "hôte", et le laxisme de l'inspecteur en chef de l'Agence, Maurizio Zifferero, le travail de la commission a été entouré de difficultés. Il semble que par suite de procédures complexes et lourdes, le temps et les opportunités n'ont pas manqué aux Irakiens pour déplacer et cacher aux inspecteurs des matériels et documents sensibles, si bien que la capacité pour l'Irak de produire des armes nucléaires n'a pas été substantiellement diminuée¹.

Les années 1991 et de 1992 ont connu un certain nombre de crises entre l'Irak d'un côté, et, de l'autre, les Etats Unis et leurs alliés : l'Irak cherchant à éviter ou tromper l'inspection nucléaire (septembre-octobre 1991, mai-juin 1992), viols prétendus de l'espace aérien interdit du sud (sud du 32ème parallèle), incursions irakiennes au Koweït - les deux dernières ayant conduit, dans les derniers jours de l'administration Bush en janvier 1993, à des bombardements américains en Irak. Ces agaceries se sont invariablement conclues par un recul irakien de dernière minute, mais les tensions n'en ont pas moins été manifestes. Une source de conflit extrêmement importante pour l'avenir est la délimitation de la frontière entre l'Irak et le Koweït qui a été fixée par les Nations Unies en avril 1992 (selon les termes de la résolution 687 du 3 avril 1991 des Nations Unies), qu'aucun futur gouvernement de l'Irak ne peut accepter. Cette délimitation coupe en effet l'Irak de la mer, en plaçant la plus grande part du port d'Umm Qasr, que le Koweït n'a jamais revendiqué, dans le territoire Koweïtien².

L'opposition et le futur³

Il convient de dissiper quelques uns des malentendus les plus conventionnels à propos de la situation politique en Irak, particulièrement dans la perspective des scénarios possibles pour

¹ Voir Milhollin, Gary, "The Iraqi Bomb", *New Yorker*, 1 February 1993, pp. 47-56; certaines de ses conclusions semblent cependant tendancieuses.

² Voir Jansen, Godfrey, "The Umm Qasr Time Bomb", *Middle East International*, 6 March 1992.

³ Une partie de l'analyse de l'opposition est déjà parue dans Farouk-Sluglett, Marion, and Sluglett, Peter, "Iraq and the New World Order?" in Ismael, J.S., and Ismael, T.Y., (eds), *The Gulf War, the Middle East and the New World Order*, sous presse.

l'avenir. L'un des plus communs, est cette idée que la clé de la compréhension de l'histoire irakienne ou de la politique irakienne est l'antagonisme "essentiel" entre Sunnites et chiites¹. En réalité, on devrait le savoir, les deux communautés ne sont pas monolithiques, et il n'y a pas de ligne séparant automatiquement des "Chiites opposants" et des "Sunnites partisans" du régime; l'opposition et le soutien du régime peuvent venir de l'une et de l'autres des communautés. Si une généralisation peut être faite, la ligne de séparation passe entre les Takritis tenants du pouvoir qui constituent l'entourage du Président, et la majorité de la population, désenchantée et sans droit de cité, tant sunnite que chiite. En outre, l'opposition chiite est sectaire plus que religieuse dans ce sens que les Chiites (qui forment 55% de l'ensemble de la population totale, et entre 70% et 80% de la population arabe) ont été l'objet de discriminations par le régime actuel, surtout pendant la guerre avec l'Iran (ils étaient considérés comme une cinquième colonne potentielle) et, depuis les expulsions de masse des années 80, ont vécu dans une crainte permanente². Pourtant, la Guerre irano-irakienne a montré que la plupart des chiites se sentent d'abord arabes et irakiens, et ensuite chiites³; de plus il ne s'est trouvé aucun'Ali Shari'ati pour mobiliser un mouvement populaire dans les classes moyennes petites et intermédiaires. Il est douteux que plus d'une petite minorité de Chiites souscrive à une plate-forme politique explicitement "religieuse", et, bien que l'Iran puisse offrir un sanctuaire, une plus faible minorité encore considérerait que prendre ses ordres à Téhéran, serait plus qu'une forme de hara-kiri politique. Pour terminer, il sera très certainement demandé des comptes à ceux qui ont été les plus impliqués dans les excès du régime actuel si et quand il tombe, mais,

¹ Pour saisir la transformation des relations entre Sunnites et Chiites, rapprocher Farouk-Sluglett, Marion, and Sluglett, Peter, "Some reflections on the present state of Sunni/Shi'i relations in Iraq". *Bulletin of the British Society for Middle Eastern Studies*, 5, 1978, pp. 79-87, and "Sunnis and Shi'is revisited; sectarianism and ethnicity in authoritarian Iraq", in Spagnolo, John P., (ed.) *The Modern Middle East in Historical Perspective: Essays in Honour of Albert Hourani*, Reading : Ithaca Press, 1992, pp. 279-294.

² Hiro, Dilip, *Iran under the Ayatollahs*. London : Routledge and Kegan Paul, 1985, p. 167. Selon Amnesty International (*Report of an Amnesty International Mission to the Government of Iraq*, 22-28 January 1983, London, 1983) le Conseil du commandement révolutionnaire irakien a décidé en juillet 1980 que "tout famille iranienne dont il est démontré qu'elle est déloyale à la révolution (irakienne) et à la patrie est passible de déportation même si elle est en possession de la nationalité irakienne." Au moins 100.000 Chiites, peut-être davantage, ont été ainsi déportés.

³ Pour une discussion plus détaillée voir Farouk-Sluglett and Sluglett, *Iraq since 1958 ...*, pp. 190-200.

l'idée que "les Chiïtes" se soulèveront un jour et massacreront "les sunnites", n'est qu'un phantasme.

Plus généralement, il est difficile d'estimer la force et l'efficacité actuelles de l'opposition, en partie parce que ses principales composantes ne partagent le même ensemble ou le même ordre de priorités. Tous les partis sont en faveur du départ du gouvernement actuel, mais il n'y a pas d'accord général sur ce qui doit le remplacer. Aucun des groupes d'opposition n'attend (ou ne désire) le démantèlement du pays, et aucun, mis à part quelques extrémistes, n'accueillerait volontiers un gouvernement d'inspiration religieuse, ou un gouvernement à la remorque de l'un ou l'autre des voisins de l'Irak. En d'autres termes, certains peuvent soupirer après un "Grand Kurdistan" ou une "République islamique d'Irak", mais ce que l'on peut appeler le courant principal de l'opinion, reconnaît que l'une ou l'autre solution déchirerait la société et serait destructive; cependant inévitablement plus la dictature présente dure, plus les chances de développement d'un mouvement religieux plus radical que l'actuel seront grandes. Une forme d'organisation fédérale, qui éviterait une trop grande concentration de pouvoir a été proposée, mais les difficultés de sa mise en place seraient évidemment considérables. Bien des Irakiens pensent que la mise en place d'un régime quelqu'il soit mais moins répressif serait une amélioration.

Prospective

Dans le courant des années 70 et 80 bien des Etats de l'OPEP ont tenté de diminuer leur dépendance par rapport aux exportations de brut, à la fois en raffinant en quantités croissantes et en investissant dans des activités en aval à l'étranger. Ainsi, entre 1985 et 1990, quelque 40-50% des exportations de pétrole koweïtien et 30-40% des séoudiennes ont porté sur des produits raffinés; le chiffre comparable est pour l'Irak compris entre 3 et 10%. De même alors que la Compagnie nationale irakienne des pétroles se situe au 16ème rang dans le classement des 50 plus grands opérateurs fait par le *Petroleum Intelligence Weekly*, elle n'a aucune activité en aval. Alors que le Ba'th pouvait avoir des hésitations à entrer dans des joint ventures à son époque "socialiste", ces inhibitions semblent s'être maintenant évaporées. En février 1990, les compagnies pétrolières étrangères ont été invitées à investir dans le développement de plusieurs gisements déjà en production, et, au milieu de 1992, deux compagnies françaises, Elf-Aquitaine et Total, étudiaient l'investissement dans la production et les équipements d'exportation pour les deux gisements méridionaux de Majnun et de Nahr 'Umar, espérant probablement se situer en tête de

queue lors de la levée de l'embargo¹. Il est aussi instructif de suivre la destination des exportations irakiennes depuis 1984 :

Destinations du brut irakien, 1984-1990
(en millions de baril/jour)

Destination	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
USA	10,1	56,0	78,0	81,6	348,4	439,7	514,5
France	120,0	133,0	120,0	131,6	121,2	115,4	59,6
Italie	82,0	97,0	82,0	133,5	152,9	100,1	63,9
Espagne	67,9	123,0	114,0	79,5	89,5	106,8	63,0
Grande Bretagne	9,1	47,0	67,5	81,1	68,1	29,7	27,8
Amérique Latine	198,7	174,8	160,0	160,0	155,0	160,0	95,0
Japon	14,2	70,5	163,0	104,5	171,6	217,2	144,8
CPE	16,2	25,0	98,0	245,0	235,0	280,0	86,0
Moyen Orient	2,0	15,1	55,0	65,0	60,0	50,0	50,0
Total	520,2	741,4	930,5	1081,8	1401,7	1498,9	1114,6
Monde	867	1085,4	1393,5	1717	2095	2260	1596
% USA/Monde	1,2	5,2	5,6	4,8	16,6	19,5	32,2
% Brut irakien							
dans import EU	n/a	n/a	0,2	0,2	6,8	7,6	8,8

Le Brésil et l'Argentine représentent la plus grande part de "l'Amérique Latine"; l'accroissement progressif des exportations vers le Japon, et les approvisionnements réguliers de la France, de l'Italie et de l'Espagne, certains des partenaires commerciaux les plus importants de l'Irak, sont bien connus. Le "Moyen Orient" est surtout représenté par la Jordanie, avec une partie à destination de la Turquie en paiement des droits de transit pour le pipeline de Dortyol. Le développement le plus remarquable est l'accroissement rapide de livraisons à destination des Etats Unis; en 1988-90, l'Irak était le quatrième exportateur des pays de l'OPEP à destination des Etats Unis, derrière l'Arabie Séoudite et le Nigéria, proche du Vénézuéla, et loin devant le Koweït et les Emirats Arabes Unis².

Ce qui montre qu'au milieu des années 80, en dehors des quantités considérables d'armes qu'il importait, avant la fin de la Guerre Froide, des

¹ Economist Intelligent Unit, *Iraq : Quarterly Economic Report*, No 2, 1990 and No 24 1992.

² Le tableau 2 et les chiffres de ce paragraphe viennent de OPEC, *Annual Statistical Bulletin ...*, Tables 51, 56.

pays socialistes en échange de pétrole, le contenu général des relations économiques extérieures de l'Irak se distinguait mal d'un pays comme le Vénézuéla; l'un et l'autre trouvaient l'essentiel de leurs revenus pétroliers en Amérique du sud et du nord, en Europe de l'ouest (et au Japon dans le cas de l'Irak)¹. Parallèlement, nous l'avons vu, une privatisation extensive et une libéralisation économique se déroulaient en Irak, poursuivies à grands pas entre la fin de la Guerre irano-irakienne et l'invasion du Koweït, bien qu'en raison de la dominance du pétrole et pour d'autres raisons déjà indiquées, l'Etat irakien occupait toujours une place centrale et dominante dans l'économie.

Il est difficile d'imaginer que les choses puissent changer radicalement que ce soit avec Saddam Hussein demeurant au pouvoir ou avec un gouvernement post-Ba'thiste. Il y a sans doute des impondérables. Pour l'instant, la reprise des exportations de pétrole en quantité significative qui suivrait un accord les autorisant, s'ouvrirait sur leur séquestre en vue du paiement des réparations, ce qui probablement ralentit les choses; mais il est peu probable que tout successeur du Ba'th aurait à honorer la même facture. Comme l'économie irakienne ne s'est pas diversifiée, sa dépendance par rapport aux exportations de pétrole ne peut que se poursuivre; il est cependant probable que des joint ventures, et peut être des projets en aval de l'extraction seront mis en œuvre par le régime quelqu'il soit qui viendrait au pouvoir. Même les régimes les plus radicaux et non-conventionnels - Iran, Libye - vendent leur pétrole selon des modalités parfaitement conventionnelles; environ 80 à 90% de la production libyenne, par exemple, va à l'Europe de l'Ouest, principalement à l'Italie et à l'Allemagne. En termes généraux, les attitudes politiques ne semblent pas avoir d'effet à long terme sur les importations et les exportations. Et s'il faudra un certain temps pour parvenir à un accord sur les frontières disputées entre l'Irak et le Koweït, et si les relations avec la Syrie ne devaient pas s'améliorer, l'Irak dispose de pipelines au travers de l'Arabie Séoudite jusqu'à la Mer Rouge, et au travers de la Turquie, jusqu'à la Méditerranée.

L'Irak est potentiellement un pays riche. Mais il a été dévasté à un tel point qu'il faudra bien des années de reconstruction ininterrompue pour retrouver la situation d'avant l'attaque de l'Iran en 1980. La tâche est formidable. Le renversement du régime actuel, avec sa politique et ses pratiques négatives, gaspilleuses et socialement disruptives, est la pré-condition pour tirer le pays du marais dans lequel deux décennies de

¹ La composition du panier est différente : les exportations de l'Irak portaient presque entièrement sur du brut, le Vénézuéla exportait des quantités appréciables de gaz et de produits raffinés. Ibid., Tableaux 15, 23, 27. En outre, le Vénézuéla n'exportait que des quantités minimales vers le Japon, mais arrivait bien avant l'Iraq pour les exportations vers l'Amérique du Sud.

Peter Sluglett

domination Ba'thiste l'ont fait sombrer. Si le Ba'th reste au pouvoir, l'avenir demeurera aussi morne que le passé.

Durham
Centre for Middle Eastern & Islamic Studies
University of Durham
Août 1992

DE QUELLE PEUR S'AGIT-IL?

Monique GADANT

Fatima Mernissi a publié en 1992 un livre qui se présente comme une réflexion sur l'après-guerre du Golfe : *La peur-modernité, conflit Islam-démocratie*¹. Contrairement à ses précédentes publications qui reçoivent en général un bon accueil des milieux qui relayent ici et au Maghreb le féminisme qu'elle défend (basé sur un retour à la bonne lecture de la tradition islamique et à la vraie interprétation du Coran), ce livre - ci n'a eu à peu près aucun écho. Pourtant il se présente comme un livre de femme, la peur des femmes représentant pour l'auteur l'obstacle essentiel à la démocratisation du monde arabe.

La méconnaissance du livre d'un auteur en général peu critiqué en France - soit qu'on l'ignore, soit qu'on l'agrée - me semble tenir en partie à la très grande confusion dans laquelle la guerre du Golfe a jeté la gauche où se situent, grosso modo, les féministes. Mais la confusion des femmes n'a pas été plus grande que celle des hommes. C'était la même. Refus d'accepter l'annexion du Koweït par un pays qui n'a pas la réputation d'être une démocratie et apparaît comme agresseur, voire provocateur, qui a déjà déclenché la guerre avec l'Iran.... Le "soutien à l'Irak" n'allait pas de soi.

L'Irak n'avait-il pas déjà montré sa dangerosité en déclenchant la guerre avec l'Iran? Ce n'est pas qu'on aimait l'Iran, mais enfin cette guerre avait bien l'air d'avoir été menée avec la bénédiction de l'Occident - contre l'Iran des mollahs certes - mais certains, à gauche, avaient la mauvaise impression que Saddam Hussein ressemblait à un homme de main de "l'impérialisme" et il n'avait donc pas bonne réputation. Juste avant qu'éclate la guerre du Golfe la condamnation à

¹ Fatima Mernissi, ed. Albin Michel, Paris 1992

mort d'un journaliste anglo-irakien était venue nous rappeler que Saddam Hussein était un dictateur qui menait en Irak une épouvantable répression, depuis des années, contre les Kurdes, contre les communistes, contre les opposants de tout poil. Une caricature du *Monde* le représentait les mains dégoulinant de sang.

Comment ne pas voir qu'avec la rente pétrolière il avait bâti un régime qui pouvait certes moderniser l'Irak mais aussi payer, pour bien garder le pays de ses ennemis intérieurs et extérieurs, des milliers de soldats et de flics. Bref, tout cela ne fait pas un portrait de victime sympathique. Seul un petit groupe de féministes réussit ici à recueillir des signatures de soutien à l'Irak (que pas mal de femmes regrettèrent ensuite) et réussit à organiser (avec le secours d'Alger) l'expédition d' "un bateau pour l'Irak", pour le peuple irakien victime de l'embargo. Comment, en effet, manifester une opposition à la guerre qui ne soit pas un soutien à Saddam Hussein? Beaucoup buttèrent contre ce dilemme, hommes et femmes, et on ne peut pas dire, malgré le bateau, que la solidarité des femmes ait joué un rôle important.

Sans doute ce trouble est-il un signe des temps : pour la gauche tous les repères étaient brouillés, l'URSS défenseur des victimes de l'impérialisme avait disparu du jeu et il était bien difficile de s'identifier au personnage de Saddam Hussein même si la croisade américaine n'attirait pas non plus la sympathie. Saddam Hussein ne représentait pas le tiers-monde victime de l'impérialisme et le camp arabe était bien divisé.

Il me semble que la majorité des gens de gauche sont restés spectateurs, la télévision aidant, et ceux dont j'ai été qui ont participé à des manifestations contre la Guerre avaient bien du mal à rationaliser leur opposition. Dois-je préciser que je n'ai pas été à ces manifestations en tant que femme?

Mais les femmes arabes me direz-vous? Justement voici ce qu'écrit Fatima Mernissi :

"Le cri le plus désespéré contre la guerre fut celui des femmes en général, des femmes arabes en particulier. Un détail passé inaperçu, et qui constitue pourtant une rupture historique, est que, durant ce conflit, les femmes, voilées ou pas ont pris des initiatives de paix, sans attendre, comme le veut la tradition, le feu vert des leaders politiques immanquablement masculins " (p.8).

Admettons que les femmes soient, par nature, moins belliqueuses que les hommes (ce que je ne crois guère n'ayant aucune sympathie particulière pour les essentialismes de tout genre) et qu'elles aient eu, en tant que femmes, peu d'enthousiasme pour ce conflit mais en l'occurrence, je pense que les femmes arabes se sont senties tout de même plus concernées que les femmes occidentales (mais au fait qu'est-ce que l'Occident et les occidentaux dont F. Mernissi nous parle sans cesse?).

Concernées à quel titre? En tant qu'arabes, certes. Et je pense, plus en tant qu'arabes, qu'en tant que femmes. Mais comment ont-elles vécu la division des Arabes? Même F. Mernissi est peu claire sur ce point.

Elles ont pris des initiatives en tant que femmes, sans les hommes (dit-elle)? J'avoue avoir une idée de ce qui s'est passé à Alger et je crois qu'il serait bien exagéré de dire que les manifestations de femmes étaient sans contrôle des hommes politiques. Les femmes qui ont organisé, à Alger, le soutien à l'Irak n'étaient pas du tout étrangères aux sphères du pouvoir. Des femmes nombreuses ont suivi, certes mais plusieurs m'ont dit leur embarras lors des manifestations qu'elles m'ont décrites comme bien encadrées politiquement, pour se mettre le plus loin possible de celles qui brandissaient des photos : comment soutenir les irakiens, les protéger de la guerre, sans soutenir Saddam Hussein? Aucune de celles qui étaient réservées, des intellectuelles, n'a pu, n'a osé, exprimer clairement d'une manière ou d'une autre cette réserve. Je connais des hommes qui dans les manifestations d'hommes (anciens moudjahidines, militants jeunes ou moins jeunes), ont hurlé des slogans nationalistes arabes et qui m'ont dit après leur horreur de Saddam Hussein. Eux non plus n'ont pas rendu cette réserve publique. Les gens qui se disent "démocrates" espéraient que le FIS perdrait du crédit dans cette affaire puisqu'il était auparavant soutenu par l'Arabie Séoudite, passée dans le camp américain. En fait, les partisans du FIS n'étaient pas tellement sensibles aux subtilités des alliances internationales, plus préoccupés par la décomposition intérieure de la société algérienne et le FIS n'y perdit pas de plumes.

Mais Arabes ou Occidentaux, notre impuissance à produire une analyse politique ne nous a-t-elle pas postés en deux camps, chacun du côté de sa tribu? Des ami(e)s algérien(ne)s m'ont interpellée au téléphone depuis Alger : " Vous, les Occidentaux !... Jamais on ne remettra les pieds en France!"... Un mois après ils (elles) étaient là, qui pour sa thèse, qui pour un colloque, qui pour une mission. Mais il n'y avait pas de quoi pavoiser, ni pour les uns ni pour les autres.

J'ai trouvé F. Mernissi bien optimiste et légère. Légère parce que sa manière de glisser de la guerre du Golfe à ce qui serait le problème général des arabes : "la peur-modernité" ne m'a guère parue sérieuse, esquivant les problèmes réels au point qu'il faut arriver aux dernières pages du livre pour trouver le nom de Saddam Hussein. Mais, au fait, où est celui de Hassan II?

Comment réduire l'explication des échecs du monde arabe à un sentiment de peur et ignorer ainsi l'histoire passée et présente? F. Mernissi nous entraîne dans une sorte de dévoilement psychanalytique du refoulé arabe. Comme d'habitude elle nous ramène au passé non pour faire de l'histoire mais pour retourner aux sources, ce qui est tout le contraire de l'histoire. Une fois de plus elle veut nous montrer que tout était "déjà là". A un moment du passé il y a un texte sacré, le Coran, ou un auteur légitime qui nous dit que l'égalité entre les hommes et les

femmes, la démocratie, l'individu, les signes de la modernité, ont été découverts et nommés tels que l'Occident, qui, lui, n'a pas refoulé ces notions, les a réalisées.

Les Arabes sont donc des hommes qui ont peur depuis des siècles. Et de quoi ont-ils peur? Des femmes, car les femmes sont les êtres subversifs par excellence. *"Les femmes, force de contestation radicale"*(p. 206). Je voudrais faire plusieurs remarques : si tout a déjà été dit (et refoulé) y a-t-il encore une modernité? Qu'est-ce que la modernité? Est-ce que la modernité est occidentale? Mais n'est-elle pas arabe puisque les Arabes semblent avoir tout inventé les premiers : le Prophète l'égalité entre les hommes et les femmes, Ibn El Khattab (XIIe siècle) la démocratie? On ne sait trop puisque le propos est encore une fois moins de faire une analyse historique que d'instrumentaliser les références religieuses pour en tirer une éthique moderniste présentable. Si bien que F. Mernissi se console de l'archaïsme des Arabes (ou de ce qu'elle présente comme tel) en se gaussant du fait que Bush lui aussi en appelle à Dieu et jure sur la Bible. Vous voyez bien que ces gens là n'ont finalement pas séparé le religieux du politique comme ils le prétendent!

Pourtant quelque chose m'interroge : que signifie cette obsession de "modernité" qui travaille les couches sociales les plus aisées du Maghreb. depuis quelques années. Je ne veux pas dire par là que les nationalismes n'ont pas voulu moderniser leurs sociétés. Ils l'ont dit : ils pensaient développement, écoles, progrès technique beaucoup plus que démocratie. Ou du moins ils s'en faisaient une idée qui ressemblait assez à un despotisme éclairé. Aujourd'hui ces projets ont échoué en grande partie. Est-ce parce que les Arabes ont peur (des femmes) et refoulent, est-ce que leur libido est malade ou est-ce qu'ils sont empêtrés dans un système mondial qui les domine? Aujourd'hui ceux qui ont accès à l'instruction, aux voyages internationaux se rallient au mot d'ordre de "Modernité". Et les autres?

F. Mernissi fait rêver : la voici qui s'angoisse des effets de la guerre du Golfe en se réveillant un matin dans un hôtel à l'étranger, qui discute avec un africain, un noir américain (musulman), sa femme de ménage, son cordonnier. Entre musulmans, d'égal à égal, croit-elle. Pourtant il y a bien par là quelques demeures qui eux, victimes du refoulement arabe ont la méchante idée de ne pas aspirer à la modernité (qui peut-être n'a rien à leur dire), les islamistes, qui hantent le Maghreb actuel comme ils hantent le livre de F. Mernissi. Car l'islamisme apparaît de ci de là dans le livre de F. Mernissi comme une forme d'archaïsme alors qu'il est une des manifestations de la modernité. Le fait que l'islamisme renvoie (lui aussi) au passé ne le fait pas plus archaïque que l'auteur. Islamistes et "modernistes", les uns et les autres, ne disent-ils pas dans leurs slogans contradictoires que l'interprétation des textes sacrés et du passé est l'enjeu de couches sociales dont les intérêts sont conflictuels?

De quelle peur s'agit-il?

Les uns refusent l'Occident tandis que F. Mernissi renvoie à la culture arabo-musulmane pour dire : l'Occident nous l'avons déjà en nous : voir le Prophète et Ibn El Khattab. Pour les uns l'Occident est diabolisé, pour les autres il est un ennemi complémentaire tout à fait idéalisé. Une des pages du livre de F. Mernissi qui m'a le plus sidérée est celle où elle présente le monde arabe comme le pays du gaspillage des talents, de toutes les frustrations, l'Amérique comme le lieu de l'épanouissement de toutes les facultés.

"Quand je visite un pays musulman que ce soit l'Egypte, le Pakistan ou l'Algérie, ce qui s'impose à moi en tant que sociologue c'est d'abord cette douleur très forte qui se dégage des gens, intellectuels, jeunes ou vieux. Douleur d'une ambition bloquée, d'un désir de consommation frustré ou tout simplement, désir de consommer des denrées, des gadgets ou encore des produits culturels tels que les livres, les films de qualité et les spectacles qui donnent un sens et réconcilient un individu avec son environnement et son siècle. Cette douleur si intense de talents gaspillés, d'opportunités ratées, d'inégalités de chance, d'absurdes blocages de carrière, je ne la sens jamais dans un pays occidental.

Ce qui m'a toujours surpris en Amérique, c'est que même les plus médiocres trouvent le moyen d'investir le peu de dons que la nature leur a donnés. Chez nous, ce qui est insupportable, surtout lorsqu'on écoute les jeunes gens et les jeunes femmes des classes pauvres, c'est l'ampleur du gaspillage des talents.... C'est même la chose la plus exotique pour nous, intellectuels du monde arabe, lorsqu'on est invité dans une université occidentale : passer une semaine sans entendre des lamentations systématiques sur la *daya* (i.e gaspillage)... Selon moi, cette absence de gémissement est le signe que je suis sur un territoire étranger où le talent suit "relativement" sa courbe normale : émerger, batailler, s'épanouir et créer." (p. 78-79).

Les femmes sont-elles l'avenir de l'homme (arabe) comme disait le poète? C'est un peu ce qu'a l'air de penser F. Mernissi qui clôt son livre sur des pages d'un grand optimisme (Ch. X, "Le chant des femmes"). La modernité, telle qu'elle l'espère, et quoi qu'elle en dise en recourant constamment au Coran, c'est bien l'occidentalisation. Elle pense que les femmes arabes portent en elles cette idée là du changement. Les (hommes) islamistes, selon elle, veulent aussi le changement, mais en marchant à reculons. Ils sont les ennemis naturels des féministes. "La lutte entre eux est naturelle, c'est une forme de la lutte des classes" (p.210). F. Mernissi ne doute pas que "les femmes" l'emporteront. Quelles femmes? Que deviennent les femmes islamistes dans cette affaire et comment les comprendre, car enfin elles existent aussi?

Décembre 1993

THÈSE ERRONÉE SUR L'ISLAMISME EN ALGÉRIE

Khalil ZAMITI

La censure des écrits où se critique l'assimilation de l'islamisme au primitivisme illustre l'implication de la presse dans la répression. Certes, le "quatrième pouvoir" se heurte à une limite : L'homme ne se dresse pas; il s'éduque. Le récepteur est un réacteur. Le choix entre l'une et l'autre appellation bute sur l'indécidable.

Mais l'emploi des mots fonde leur justification sur la banalisation. Ainsi, le terme "censure " entremêle des signifiés aussi variés que les types de sociétés. Dans les régimes orphelins de leur contre-pouvoir et où l'unitaire engendre l'univoque, l'autorisé peine à se démarquer du commandité. Cette contamination du permis par l'interdit relativise le sens de l'indépendance et introduit l'ingérence là où se proclame la tolérance. Quand la codification ne se négocie plus entre le pouvoir étatique et la puissance populaire, l'unilatéral évacue le principe de la réciprocité contractuelle. Articulé sur ce régime, l'expulsion de l'information par la propagande explique l'inadéquation de la grille de lecture qui se réfère à la séparation des pouvoirs. En dépit de la nostalgie qui s'éprouve envers le modèle de la province occidentale, sans "citoyens", une démocratie ne se bricole pas.

Face à cette règle du jeu qui se donne à voir sous la forme de l'autre, se taire implique l'unique manière de débusquer l'arbitraire. Les journalistes à éclipses le démontrent.

Devenu suspect l'exprimé comparait devant le tribunal du silence, même si un seul juge s'obstine encore à y manier la balance. Là où la société civile est un mot, l'admis ne se dit qu'au prix de son discrédit.

Tout entier stigmatisé, l'univers informatif se travestit. Voilà pourquoi le *Watergate*, partout, n'est pas possible.

Cette observation renvoie à la spécificité de chaque journalisme. Ensemble de normes qui informent les relations collectives et leur gestion consensuelle ou coercitive, la culture politique infléchit le commentaire du quotidien. Autant que les groupes de parenté, de localité ou de métier, les médias figurent parmi les instances productrices des conceptions, des conduites et des profils standardisés. Bien avant la problématisation de ces vecteurs de la socialisation, le sens pratique les mettait à contribution. Dès l'apparition du premier journal, cette "Gazette" publiée par Théophraste Renaudot en 1631, Richelieu, précurseur de Goebbels et des assaillants de l'Irak, y subodora un moyen de pilotage des attitudes et de téléguidage des comportements par la manipulation des représentations. L'anthropologie de faits aussi diversifiés que les danses fatidiques et les batailles médiatiques illustre la même symbolique : la mise en forme précède la mise à mort. Déjà le créateur n'est plus Dieu mais l'envahisseur du lieu d'où le discours se parle. Si "à l'origine était le verbe" reste à s'emparer de son foyer d'émission, quand bien même le doute hante l'incidence du message sur l'écoute.

Il n'est de bataille que d'emblèmes. Telle apparaît la signification des luttes engagées en Algérie pour le contrôle des municipalités, de la rue, de l'école, des médias et des mosquées. Ultime bastion, pour l'un et l'autre camp, la famille suivra. Par le primat concédé à la direction intellectuelle du devenir, Gramsci n'avait que laïcisé l'intuition de la Genèse. Le relais assuré par l'hégémonie symbolique balise la position stratégique du contrôle imposé au champ médiatique. Dévoilée dans cette posture, la censure découvre l'ultime secret que livre sa lecture.

La guerre des signes suggère la mise des hauts parleurs à la disposition des beaux parleurs. Aujourd'hui, la plupart des écrits commis sur l'islamisme sont, a priori, pour ou contre lui. Ce constat soulève une question de méthode. Bien que la position du militant n'exclut pas celle du savant, elle tend à privilégier la disqualification de l'adversaire sur l'analyse des luttes. Cette préséance est la matrice génératrice de toutes les inconséquences. Le critère de la sélection, politique et non plus méthodologique, surdétermine le sacrifice de la rigueur sur l'autel de la rancœur. Ainsi se choisit ce qui se magnifie dans la presse de Tunisie. En effet, dans "L'échec de l'islam politique", Olivier Roy construit son réquisitoire sur un présupposé aléatoire. Il croit combattre l'aliénation à l'instant même où il perpétue les guerres de religion. Il examine toutes les hypothèses sauf celle-ci : *Ces musulmans sont les protestants des Temps Modernes*. Aux procédés de l'objectivation, il ajoute l'application d'une vision qui pulvérise la société en secteurs cloisonnés. Dans la société qu'il décide à la place des islamistes, l'éthique se sépare de l'économique.

L'étanchéité qu'il projette n'habite que sa tête. Pour corriger le pire, Max Weber est à relire. Sur la base de cet insoutenable délire, se réclame du "néo-fondamentalisme" d'établir une relation de cause à effet entre l'idéologie et le devenir.

D'un observatoire étranger à l'histoire s'exige la présentation, clefs en main, d'un "modèle de société".

A la combinaison des ruptures et des continuités, il substitue le phantasme de la table rase. Mais selon que la Russie l'adopte ou que la Chine l'adapte, le communisme diffère. Pourquoi l'islamisme, seul, serait-il, alors, à prendre au mot? En dépit des conclusions généralisées à partir de l'Iran et de l'Afghanistan, ces élucubrations méconnaissent les débats engagés, depuis deux décennies, sur la sociologie historique par des chercheurs tels qu'Eisenstadt, Birnbaum, Jean Leca ou Bertrand Badie.

Son obstination à reconquérir de faux empires fourvoie Olivier Roy dans la mauvaise voie.

Sur la même erreur dérape la candeur d'un autre auteur. Par la dimension chétive, l'exécution hâtive, la logique approximative et la publicité intempestive, l'ouvrage où Rachid Mimouni postule une homologie entre l'islamisme et la sauvagerie, subtilise à la production journalistique l'avantage qu'elle soutire de sa propension à monnayer l'outrage. Otage d'une optique belliciste, le pamphlet intitulé *De la barbarie en général et de l'intégrisme en particulier* justifie le sectarisme par la raison d'Etat. Le vocabulaire par lequel se légitime, au nom de la démocratie, la répression des vainqueurs aux élections abolit, déjà, la distance critique. Mais si la vision des propagandistes avalise la division des protagonistes, il ne reste plus à choisir qu'entre une pratique à bannir et une réplique à vomir. Pour cette raison, le livre échoue à retenir et se rejette aussitôt qu'il se feuillette au lieu d'entretenir le désir de lire. C'en est fait de la scientificité si la bouffonnerie par laquelle s'anime l'ambiance du parti pris supplante l'expectative du chercheur qui suspecte le juge et partie. Face au télescopage d'une religion civile et d'une religion spirituelle, en Algérie, l'euro-péo-centriste violente l'ensemble des sociétés non conformes au schéma de la démocratie libérale, tel qu'il s'exhiberait dans la province occidentale. Les intellectuels maghrébins d'expression française tardent à régler leur contentieux avec les révolutions non françaises.

Du coup, ils se retrouvent alignés derrière les chars à l'heure où, tiraillée entre l'islam et l'universel abstrait, l'armée pense, à leur place, l'antique dialectique du droit et de la terreur. Mais les jeux sont faits quand les tanks délibèrent. Alors le terrorisme sourd de l'humanisme. En effet, le désaccord avec le contenu doctrinal de l'islamisme ne présume pas des composantes multiples, des modalités inédites et des formes variables de la subversion qui se réclame de lui. L'Iran d'après la dictature et d'avant sa restauration l'illustre. Marxistes et islamistes

regardent, l'espace d'un matin, dans la même direction. Puis, par leur brisure du système d'alliance, les "gardiens de la révolution" la tuent.

Dans l'interlude se subodore le prélude à une théorisation au terme de laquelle se conteste la nuit des longs couteaux. Jusqu'ici, la pensée de la stratégie révolutionnaire s'est assoupie sur un dogme sanguinaire. Mais la manipulation des guerres civiles par l'hégémonie des Etats Unis porte, pour les frères ennemis, les germes des concessions exigées pour une cohabitation territoriale ou juridique. Satan ou pas, devant l'échappée au grand diktat se déploie une temporalité plus durable que celle du coup d'Etat. Si, dans ces conditions, les intellectuels ne sont pas hors jeu, le souteneur de la thèse erronée se retourne contre les opprimés. Il fourbit l'outillage qui s'articule à d'autres appareillages. Réinterprété dans les deux pôles que relie et séparent les rapports internationaux d'inégalité, l'usage du faux pactise avec d'autres mésusages. L'écriture, l'imposture et la torture se répondent.

Dire et faire ne diffèrent que par la manière. La protestation contre l'insoutenable rend intenable une réduction de l'islamisme à l'obscurantisme. A l'échelle de l'inconscient comme à celle des civilisations, le refoulé n'est lourd que de son retour. L'occultation de cette dimension simplifie la tâche de l'oppression qui fatalise le sécuritaire là où démissionne la négociation.

Par son coup de force, l'assimilation du FIS à l'OAS génère une écriture productrice d'inculture.

Aux gens du chapelet s'oppose un chapelet de contrevérités. L'idéologue soutient le moral des troupes.

A peu de frais, car le tenant du simplisme ne s'échine pas, il opine.

De plus, le présentateur de l'ouvrage n'arrange rien. A l'oiseau de mauvais augure le prophète de malheur tend la main.

La métaphore de la "nappe rampante" n'a rien expliqué depuis les années soixante.

D'emblée, dès la première page, s'inaugure la confusion du décodage avec le radotage. Ainsi, "les intégristes, en cas de victoire, se promettaient de provoquer une rupture radicale afin d'instaurer la république islamique de leurs rêves." Quel militant ne rêve et lequel se propose, "en cas de victoire" de se renier? Quelle unité de sens apporte l'insignifiance de ce discours blanc? Le bavardage ne se lit pas; en désespoir de cause, il s'écoute... Et voici les islamistes, en particulier, rendus coupables de l'avance prise, en général, par les travailleurs japonais dont les normes et les pratiques les plus antiques n'opposèrent aucun obstacle à l'entrée dans l'ère cybernétique.

Depuis Nagasaki, la culture vouée à la grandeur de l'empire impulsa même l'effort de surmonter le pire. Mais le donneur d'évidences excelle dans l'art de les choisir. Selon l'objecteur, le "discours contradictoire", les "idées courtes" et "l'absence de programme" du FIS "auraient dû le vouer à un échec retentissant".

Le monde est ainsi mal fait que le succès de l'autre toujours dérive de la "dérive". L'ignorance des médiations qui branchent les luttes sur les idéaux ouvre le bal des paradoxes "originaux". Cette carence du commentateur s'impute, par lui, à celle des "instruments classiques d'analyse". Eculé, le poncif joint sa fatuité à la panacée des clichés désuets. Pour les besoins de la cause, chaque valeur en son contraire se métamorphose. La "clandestinité" se convertit en signe "d'archaïsme" et la "cooptation" excuse le recours à la notion de "nébuleuse". Nul stratège ne résisterait à l'administration des mots sous forme de sortilège.

Pour disqualifier le FIS algérien, l'évocation des Assassins, des Templiers et du Ku Klux Klan, par delà l'espace et le temps, lance un défi au plus fantasque des pots pourris que l'esprit humain ait pétri en matière de méthodologie. Le désaccord n'autorise pas les procédés retors.

L'idéologue des Assassins enjambe neuf siècles d'histoire pour sauter, à pieds joints, d'Ispahan à Constantine, avec un œil fermé sur le pont jeté, aujourd'hui par l'islamisme, entre tous les pays. Jadis, la richesse des Templiers, qui finançaient les princes, leur attira les foudres de Philippe le Bel. De nos jours, c'est l'Arabie qui renflouerait les caisses de Madani.

Or l'organisation d'un groupe à distance est indissociable de ses autres aspects. A la manière d'un saucisson, le mode d'accès, l'envergure et la finalité ne se découpent pas. Les comparaisons de l'incomparable, qui démultiplient les ouvrages contestables affleurent là d'où s'entendent rugir les présupposés insoutenables. Quel Ku Klux bariolé en noir et blanc dans le sillage de la Guerre de Sécession remporta les élections? Si la divagation fonde sa trame sur l'état d'âme, la prévention gomme les règles de l'investigation. Soutirée de la même veine où se puise la haine, l'assimilation de la "route commerciale" au "trabendo" poursuit la série des inepties. De tout temps le sacré a dû composer avec les conditions de l'efficacité.

Le recours au trafic, s'il est attesté, prouve l'inverse de ce que l'honnête homme croit démontrer. Autant que le trabendo Madani a bon dos. Lui "qui n'en espérait pas tant" se convertit, alors, en "chanoine", de toutes pièces inventé par l'Occident. Au vu de ces lubies, ce n'est donc plus "l'instance de Madani qui serait "mystérieuse" mais l'incohérence de Mimouni qui s'avère ténébreuse.

A court d'arguments, le polémiste en arrive à se retourner contre ses propres sentiments. L'amoureux du spontané se prosterne devant l'organisé. Parmi la panoplie des anomalies qu'il attribue au FIS, il brandit celle-ci : "C'est un mouvement plus qu'un parti". Le refuge dans le subterfuge continue avec la particularisation du général. Que "les plus éloquents ... deviennent des figures de proue" ne spécifie en rien "la pure tradition historique maghrébine", l'alliance de l'éloquence avec l'émergence du leadership n'exige ni la remontée à Mohamed depuis

Gamel, ni le retour à Ezéchiel pour expliquer la verve de Fidel. Pour le camouflage des vices de forme, l'accumulation des adjectifs ne suffit pas. Le baume de la littérature n'adoucit pas l'amertume de la déconfiture. S'il est question de conjurer le "scénario iranien", "l'exemple algérien" n'"illustre" rien. Les combats ne s'engagent pas pour illustrer des cas.

En effet, si les forces de sécurité se sont préparées et équipées pour contenir les émeutes, même la garde rapprochée demeure exposée à tirer dans l'autre direction. L'argument du fusil se dirige dans tous les sens. Toujours égal à lui-même, le nouvelliste brouille encore les pistes lorsqu'il attribue aux seuls "intégristes" le refus "du calendrier solaire". Pour lui, "leur attitude devient franchement ridicule à propos du Ramadan" car "les conducteurs de camions seront-ils là pour livrer les produits finis?"

Le procès tourne à l'ubuesque. Ce type d'interrogations viendrait à bout de toutes les religions. Du mélange des genres et de la confusion des plans n'émergent que les abstractions. Ballotté entre la logique de la connaissance astronomique, la rationalité de la croyance islamique et les stratégies de la manipulation politique, le sens même du sacré file entre les doigts de l'inquisiteur laïcisé. Invalider la monnaie du pape ne valide pas la monnaie de singe. L'imputation de l'intégrisme et de la barbarie non plus à l'islam jacobin mais aux gens du Livre inspire les faiseurs de mauvais livres.

Le rédempteur en liberté récite sa leçon au prédicateur emprisonné qui n'a pas reproduit la structure des partis occidentalisés. A la treizième page, le fardeau décourage la continuation du nettoyage. Après le déblayage de ces premiers enfantillages, reste au lecteur aguerri de poursuivre le balayage de cet espace où tous les moyens de surseoir à la règle du jeu démocratique sont bons sauf pour l'alter ego. Est-ce ainsi que les livres s'écrivent?

A l'heure des procès, l'ouvrage parie sur l'actualité. Mais si les islamistes sont aussi à comprendre, ce n'est guère avec ce genre de ficelles que la rigueur intellectuelle gagnerait à les pendre. Cet écrit ne retient l'attention que par le lieu d'où l'auteur parle. Depuis les rois de France et avant nos ancêtres les harkis, la mise des "naturels" sous tutelle fut légitimée par l'entreprise de "civiliser les sauvages" dont l'appartenance à l'humanité alimentait la controverse des mages.

Aujourd'hui, en Berbérie, les sous-produits de la culture gauloise vitupèrent "l'intégrisme" de l'islamisme pour lequel a voté la barbarie.

Les premières lignes avertissent que cette filiation généalogique n'est pas formelle. A l'étage de ce discours spéculatif se retrouve "l'ouverture" qui, inspirée du FMI, rationalise, en Algérie, la structure coloniale de l'économie après l'intermède indépendantiste.

La chevauchée des rapports internationaux d'inégalité par la fausse fraternisation du sens avec la puissance oppose à l'islamisme la version

la plus difforme de l'internationalisme. A la fin de son essai la romancier rappelle qu'il écrit pour les français.

Cependant, malgré l'interruption du processus démocratique par l'oligarchie politico-militaire qui planifie la répression des élus, l'Algérie des urnes demeure islamiste jusqu'au prochain suffrage. Les camps de détention balisent la tendance à changer de peuple plutôt que de gouvernants. Or l'auteur commence par échafauder l'édifice de sa démonstration sur cette ample falsification : "L'Algérie avait choisi de légaliser un parti islamiste, espérant le banaliser puis le marginaliser." Mais de quel perchoir se décide, ainsi, le centre et la périphérie? Quelle Algérie espère et choisit?

La poésie aménage l'antichambre de la barbarie sur le passage de l'autre clan par pertes et profits. La vérification de l'hypothèse bute sur l'obstruction de l'anamnèse et le trucage de la cogitation rejoint le blocage de l'élection. D'après l'auteur "les leaders actuels du FIS, fidèles à "leurs modèles du Moyen Age", "ne songent qu'à ramener le peuple vers l'orthodoxie religieuse".

L'affirmation est pernicieuse car le champ religieux est indissociable des autres aspects de la société. De même, la récusation de l'islamisme, qui serait inapte à concevoir un programme économique, et son explication par les frustrations relèvent du schématisme. Prôner la liberté de commerce, ne prouve pas l'ignorance de l'histoire qui rapporte le déclin de "l'Empire arabo-musulman" à celui "des grandes voies commerciales". Au fil du texte, Rachid Mimouni met à contribution ceux qu'il dénomme "les plus frustes de nos paysans".

La condescendance n'est pas qu'un mot. L'évocation du Ramadan et de ses archaïsmes offre à l'auteur l'occasion de reprocher aux islamistes leur islamité. De lui-même, il s'accule à réfuter l'objection. Et si la femme est au barbare ce que le juif est à Hitler, le n'importe quoi devient la spécialité de n'importe qui. Des lors, à l'islamisme se reproche le massacre des gazelles par les émirs.

Des formulations telles que prendre "en otage la religion révélée" ou bien "racoler les révoltés" prouvent qu'avec une mauvaise littérature une bonne sociologie ne se bricole pas. Quand le champ du droit se quitte pour celui de la terreur, de nouveau l'auteur pressent l'impasse. La "transition" des uns qui charrie le terrorisme infligé aux autres se justifie ainsi : "Bien entendu, ce n'est pas la démocratie qui est en cause."

La question est de savoir s'il est prudent de passer d'un système dictatorial à la démocratie sans ménager "une période de transition". Alibi de la dictature, ce "Bien entendu" oscille entre un sous-entendu et un malentendu, car la transition est permanente ou elle n'est pas. Plus rien ne tient si le penseur pactise avec la terreur de près ou de loin.

L'homme du principe assaisonne son éthique d'un zeste de panique. Mais à la violence exercée au nom des droits de l'homme, celui qui oppose le sabotage au sabordage du suffrage répond : Les

islamistes sont-ils des hommes? Ainsi prend forme le mot d'ordre qui dénonce le désordre de l'ordre : l'anarchie ou la mort. Porté par sa logique vers ses ultimes implications le scénariste improvisé s'érige en conseiller du Pentagone.

A ce bénévolat de mauvais aloi, cette page se doit : "Une coopération entre le Pakistan, l'Irak et l'Algérie permettrait de mettre rapidement au point une arme nucléaire. Face à un immense front stable de pays islamistes, les menaces du bâton du gendarme américain perdraient beaucoup de leur effet dissuasif. En cas de conflit déclaré, les pays de l'Europe du sud seraient les premiers à être infiltrés par les réseaux terroristes, étant donné leur proximité géographique et l'implantation sur leur territoire d'une forte communauté émigrée.

Les prises d'otages ne manqueraient pas de se multiplier. Si l'Occident est sûr de sortir vainqueur d'un éventuel affrontement, je le soupçonne d'en sous-estimer le prix. Après la longue ère du bras de fer Est-Ouest, le monde a-t-il intérêt à entrer dans une nouvelle période de rivalités, de divisions et de troubles?"

Et si le conflit surgissait entre le Japon et la Russie ou les Etats-Unis? L'auteur va bien vite en besogne autant pour le niveau d'écriture qu'en matière de lectures. Le stratège est aussi gourde que le stylo est lourd. Pour les terrifier, il reproche aux maîtres de l'univers "d'avoir la mémoire courte" et "d'oublier les otages américains".

Que les voies du Seigneur soient impénétrables reste à vérifier. Mais les séquelles du colonialisme sont incommensurables.

Tunis
CERES
Octobre 1992

LETTRE À L'IMAM ALI BELHADJ

Pierre GUILLARD

Intitulé "Rencontre", ce texte s'est voulu chapitre introductif d'un essai sur l'islamisme algérien, rédigé sous la forme d'une adresse au dirigeant le plus influent de l'ex-FIS, l'imam Ali Belhadj. Les éditeurs spécialisés dans notre "Tiers Monde" à qui je proposai ce printemps dernier mon manuscrit me dévisageaient quelque peu effarés : "Le FIS fut une chance pour l'Algérie", que nous dites-vous là?

Mais oui, Messieurs, il fut une chance, avec une autre qui s'appelle la démocratie. Sur ce beau malentendu, une campagne médiatique univoque nous apprendra que les résistants islamistes "assassinent l'intelligence". Désinformation qui souda la nomenclature intellectuelle dans le désir de cécité, et marginalisa absolument mon essai modérantiste.

Peut-être se verra-t-il quitter quelque prochain jour la poussière d'un tiroir. Puisque j'y décris la funeste régression du Coup d'Etat du 11 janvier 1992 comme "temps pour comprendre", ce temps peut bien finir par advenir au nord de notre mer commune. Si le monde ne court guère l'erre pacifiée de la sagesse, son scintillant sillon s'est toujours pourtant vu espéré par les hommes.

P.G.

Ya Cheikh¹!

Comment allez-vous, dans votre prison²?

Votre santé vous satisfait-elle?

Vos geôliers vous traitent-ils dignement?

Pouvez-vous rencontrer votre épouse, vos enfants, vos proches?
Vos livres ont-ils gagné, pour l'adoucir, l'étroit de votre solitude?
Recevez-vous les journaux de votre pays? Vos avocats peuvent-ils
porter jusqu'à votre cellule petit écho de la rumeur du monde?

Les Algériens sont très inquiétants

Laissez-moi vous confier à mots brefs pourquoi j'ai désiré vous écrire, comment votre Algérie m'est chère. En 1956, année de votre naissance, j'avais six ans, j'habitais avec mes parents et mes frère et sœur à Puteaux, une banlieue très populaire de Paris. Et je voyais avec mes yeux d'enfant. A Puteaux, il y avait beaucoup d'Algériens. La Guerre de Libération Nationale de votre sol était engagée depuis près de deux ans, ma mère me mettait en garde, quand je sortais, contre ceux de votre peuple. Sous nos fenêtres, il y avait un grand chantier, mon père était le chef du chantier. Il y avait là aussi beaucoup d'Algériens. Il y en avait un qui s'appelait Chérif, mon père disait : "C'est le caïd." Il devait traiter avec lui pour le travail des Algériens. Mon père le ménageait, il avait des soucis avec ce Chérif, il en parlait à ma mère. Quelques fois ce Chérif venait prendre l'apéritif chez nous. Les autres ouvriers ne venaient pas, donc il était important. Il avait un costume noir quand il venait pour l'apéritif. Je l'observais avec la plus vive curiosité. Était-il une sorte de shériff³? Puis dans les rues il y eut aussi des gendarmes. Puis les voitures klaxonnaient, 1-2, 1-2-3, ça voulait dire : "De Gaulle au pouvoir!". Mon père avait l'oreille collée au poste de radio. Quelquefois les voitures faisaient 1-2, 1-2-3, mais ça voulait dire : "De Gaulle au poteau!". C'était compliqué et c'était grave. Les Algériens étaient étranges et inquiétants. Mais, de ce fait, n'étaient-ils pas très intriguants?

Quand je revenais de l'école, je passais avec ma mère devant les cafés algériens. J'entendais le claquement sec des dominos et un refrain bizarre, qui m'était énigme, et m'est toujours resté fredonné en mémoire, celui du Ya Mustapha : *Chérie je t'aime, Chérie je t'adore ...*

¹ Cheikh (premier sens : vieux) est un terme de respect qui désigne ceux qui sont parvenus à un haut degré de savoir en Islam. Quoique jeune, Ali Belhadj est appelé Cheikh.

² Ali Belhadj est emprisonné depuis le 30 Juin 1991.

³ J'appris bien des années plus tard que Chérif était cadre du FLN de la 7ème Wilaya (la France).

Peut-être agitais-je en ma naïveté que les Algériens étaient très intéressants, puisque si Autres, et que les dangereux pouvaient être les aimés. Peut-être aspirais-je en mon printemps à entendre le secret de leur altérité. Peut-être méditais-je en ma rêverie que, parce qu'ils étaient si Autres, ils ne pouvaient qu'être les seuls qui ne pourraient jamais me comprendre, mais que, parce qu'ils étaient si Autres, pourraient-ils être ceux qui, justement, le pourraient...

Puis nous avons déménagé, les Algériens ont disparu.

J'eus dix-sept ans, je les revis.

Les Algériens sont très exploités

J'allai les voir, avec d'autres de mon âge, fiévreux, porteurs d'une heureuse nouvelle : la révolution allait balayer les puissants, nous devons nous unir, combattre et marcher tout droit vers le soleil. Mai 68 vint conforter notre allégresse. Nous quittâmes nos études sans adieu, jetâmes nos livres, devînmes ouvriers. J'appris à chanfreiner des tubes de chaudière, formai avec François et Rabah mon premier comité de lutte d'atelier. J'appris aussi les rudiments du neuf échange : Asma! Arroua m'na !¹

Nous faisons de la politique du matin au sommeil, nous composions de petits tracts avec vos émigrés, les colportions dans les cités fétides où s'entassaient ces frères, enfoncions nos chevilles dans la boue de l'immense bidonville d'Argenteuil, organisions la résistance à l'injustice. A Argenteuil, c'est Driss qui commandait. Il levait le doigt, cent cinquante gosses accouraient pour coller des affiches qui étaient cris de guerre. Contre nous les communistes hurlaient, les policiers frappaient, les patrons licenciaient, et nous étions, exactement, les plus heureux des hommes. Qu'es-tu devenu, cher Driss?

Les Algériens sont très enthousiastes

J'avais vingt ans, c'était soirée d'été chez un ami algérien. Nous étions une dizaine, Algériens, Français, nouss-nouss², jeunes tous et ardents. Les camarades algériens louangeaient Boumédiène, il n'y en avait que pour Boumédiène. L'un d'eux nous expliqua avec force détails que l'Algérie venait de réussir la fabrication de sa première brouette 100% intégrée³. Que n'avait-il pas dit là ! Nous avons déployé notre

¹ Eh toi! Viens par ici!

² Moitié-moitié.

³ C'est-à-dire dont les pièces et la technologie étaient 100% algériennes.

soirée à moquer cette brouette, secoués de rires qui se voulaient caustiques, et qui étaient en vérité bouleversés de joie intime. Ah! nous gaussions-nous, vous êtes bien partis, avec votre brouette ! Et nos amis algériens de plaider la brouette en cent tirades de fougue. C'était très magnifique¹.

Au petit matin de ce bonheur, j'ai quitté avec mes copains français le quartier algérien, et je me souviens comme si c'était hier des paroles échangées à marcher dans la nuit :

- Il a l'air d'être bien, leur Président, non?
- Ils ont l'air de se débrouiller pas mal, là-bas !
- Qu'est-ce que c'était génial, oh la la, leur histoire de brouette!

Qu'est-ce que c'était génial! Quelle belle chance c'était d'être debout dans le même camp, ensemble contre l'impérialisme, ensemble pour bâtir cette nouvelle société, cette société tant attendue, qui, enfin...

Comme ce sera désastre, quelques années plus tard, de voir le doute impérieux fissurer ma certitude, puis la fracturer, puis s'abattre à fracas sourd le bâti de ce rêve...

Les Algériens sont très fous

Il fallait penser, et le voyage en Algérie, tant désiré, se vit remis. Quand nous apprîmes, en juin 1990, que le Front Islamique du Salut dont vous étiez le Vice-Président venait de remporter les élections municipales, je courus chez mon ami à la brouette et le vis catastrophé. "Ils sont devenus fous !" Il ne désirait plus m'accompagner, mais un mois plus tard, je marchais sur votre terre. J'ai rendu visite à tous les cousins de mes amis immigrés, jamais je n'aurais deviné que l'accueil algérien, dont je savais pourtant la richesse, puisse être aussi dense de générosité. J'ai très peu parlé, j'ai écouté beaucoup, j'ai marché, j'ai noté. A mon retour je me suis abonné à Algérie Actualité, j'ai continué à lire El Moudjahid, Horizons, à converser régulièrement avec mon ami Hamid Hakkar, qui huit ans plus tôt avait fondé dans ma ville une radio communautaire, Radio-Sud. Un soir, il me proposa de raconter à ses auditeurs les nouvelles que je lui apportais. Très fier, j'acceptai, et présentai une revue de la presse algérienne francophone articulée en un journal hebdomadaire. Très vite je dus comprendre qu'il me fallait étudier et travailler beaucoup pour cette heure d'émission. J'encombrai des quotidiens de votre pays le coin de ma machine, sous les sourcils froncés de mon chef d'atelier. Très vite, l'Algérie habita ma vie, jour après jour. Un an plus tard, pour transformer l'essai, j'envoyai trois semaines de suite copie de mon travail à Radio-Beur, à Paris. La

¹ Cette expression, non usitée en français est d'un Karim d'outre-fleuve. Je la trouve ... très magnifique.

réponse de la direction fut un appel, je fus accueilli les bras ouverts, je devais produire mon journal à Paris. Pendant une nouvelle année, je pris le train chaque fin de semaine pour parler de votre peuple. J'étais Français, je parlais de l'Algérie sur les ondes d'une radio de direction algérienne, à des dizaines de milliers d'Algériens. C'était un pari magnifique, de passionnantes rencontres, une chance inespérée.

Et m'arriva, dans cette aventure, une autre aventure, tout à fait imprévue.

Les Algériens sont encore plus fous

Etait-ce à la fin de 1990 ou au début de 1991? Je lus une brève déclaration de vous, quelques mots à peine, presque rien. Quelques phrases brèves que vous aviez glissées à un journaliste d'*Horizons*. Je les cerclai de rouge, les retrouvai dans mon découpage de préparation d'émission, les mis de côté : ça pouvait servir.

Le surlendemain, au sortir de Radio-Sud, je repris l'article, le relus. Vous y parliez, huit lignes sur une colonne, presque rien. Vous étiez contre l'injustice. Je me suis dit alors : comme sont simples ces phrases ...

Trois jours passèrent encore. Je voulus vous relire. Je cherchai la coupure, elle avait disparu. Je l'avais donc jetée avec les chutes de journaux dont je n'avais pas usage. Cette erreur involontaire me parut bien mauvais signe. Si j'avais écarté votre déclaration, c'est forcément qu'elle me gênait beaucoup, que j'avais désir qu'elle m'habitât moins. Vous y disiez que depuis votre enfance, vous étiez révolté par l'injustice. Que le combat contre l'injustice était ce qui animait votre vie. Que cela était si fort en vous, que cela durerait jusqu'à la fin. C'étaient des phrases si simples ...

Il faudra quelques jours encore. Une après-midi, tout soudainement, je compris, quelque peu atterré, que vos trois bouts de phrases avaient opéré en moi une complète subversion.

Car enfin, avant, c'était simple: L'islamisme était une opposition qui s'appuyait sur le malaise algérien pour proposer un modèle de société fascisant qui finirait par se casser la figure. Je pouvais dès cette époque expliquer pourquoi le discours islamiste séduisait la jeunesse. Mais c'est une chose que de tenir un raisonnement intellectuel, c'en est une tout autre que de voir surgir au for de soi une vérité neuve. Je restai comme suspens : "C'est donc ça!" Brusquement se lisait pour moi que l'extrême simplicité de votre syntaxe, la banalité, pardonnez-moi, de votre vocabulaire, signaient la puissance et l'authenticité d'une sincérité absolue, que non seulement le mépris de l'injustice était dit par vous tout uniment et presque sans pudeur, mais qu'il sortait littéralement de vous, comme une parole que vous portiez moins qu'elle ne vous portait. Que si tant de jeunes vous aimaient tant, c'est qu'ils lisaient en vous,

derrière l'attaque frontale d'un régime corrompu, la demande de relations sociales nobles, et que brillait au creux de leur âme la trop radieuse Cité Idéale. Que tout cela était construit sur une incontestable culture d'Islam et sur un désir assez bouleversant.

Avec vos bouts de phrases ma jeunesse me revint en mémoire, et les gosses d'Argenteuil me rendirent une visite bien inopportune. Fou, fou, fou que vous êtes, mille fois plus fou encore que je ne croyais la veille ! Ainsi vous, et tout un flot de vos jeunes, brûlez pour une intime vérité, qui vous tourmente et vous assied... Je compris que vous étiez pris dans le piège de votre authenticité, et que j'étais pris, à le comprendre, dans le piège du devoir d'être authentique, quant à penser à vous.

Abdelkader Yefsah¹ me dit un jour : "Il n'y a qu'un seul islamiste en Algérie, c'est Ali Belhadj" Et il est vrai que votre compère Abassi Madani² parle d'Islam, mais que son vocabulaire politique, sa façon de raisonner, son acuité tacticienne montrent avec le vieux FLN bien des airs de famille. Mais vous, mais vous...

Je venais de faire une rencontre, pour mon grand tracass. Après le 30 juin 91, jour de votre embastillement, votre absence porta en moi, à mon grand dam, la quotidienne insistance de votre présence. Je ne pouvais voir un bout de film télévisé, écouter un trait de conversation, sans me questionner : comment à cela eût réagi Ali Belhadj ? Comment, à sa désapprobation, répondre en une vérité qui le puisse toucher ?

Mais j'entends le haut cri : ne suis-je pas plus fou que vous encore, à écrire à un fasciste ? N'eût-il pas été fou celui qui eût adressé lettre à Hitler pour lui proposer gentiment amendement de sa politique ?

Vous connaissez ce mot de "fascisme", il vous a été assez jeté, quoiqu'il ne soit point issu de votre culture et ait été importé dans votre pays à partir d'une histoire étrangère à la vôtre. Ne croyez pas que ceux qui parlent de fascisme à propos du FIS articulent un discours précisément construit. Fascisme pour eux veut dire : méthode de gouvernement qui s'appuie sur une minorité ou une majorité pour blesser gravement, voire tuer ceux, majoritaires ou minoritaires, qui ne sont pas d'accord.

Le FIS était-il fasciste ? Etes-vous, Cheikh Ali, un fasciste ?

Je crois pour ma part qu'il y a du fascisme en vous, mais que ce fascisme en vous n'est pas le tout de vous, et que le FIS était, aussi, bien autre chose. Le FIS fut un mixte, et c'est de ce mixte que j'aimerais vous entretenir. Depuis mon mixte, car, étant homme, moi aussi je suis mixte. Je redoute les facilités de ceux qui voient dans le monde un

¹ Abdelkader Yefsah, auteur de *La question du pouvoir en Algérie*, ENAP, Alger, 1990.

² Abassi Madani était Président du FIS, Ali Belhadj le numéro 2.

"Islam des Lumières" et un "Islam de la nuit". N'y aurait-il pas plutôt complexité, jour naissant mêlé à contre-jour?

Les Algériens sont pris dans une ceinture de feu

Ce dont je propose l'urgence, c'est de se débarrasser d'un prêt-à-porter de la pensée à pauvres paillettes dont s'enchantent trop d'Occidentaux. Je prends au hasard. Un magazine français prisé de la petite bourgeoisie intellectuelle, *Actuel*, proposait récemment un numéro double¹ consacré au phénomène religieux. Le responsable des enquêtes de ce mensuel, M. Christophe Nick, nous produit un article qui s'ouvre de ces mots : "Une ceinture de feu étrange et embrase la planète". Nous irons de Sri Lanka à Téhéran, de la plaque caucasienne ("plus de quatre-vingt-dix langues pour exprimer la haine et l'absurdité") à Alger, le tout à la vitesse d'un supersonique volant en très haute altitude. M. Nick nous explique que la flamme religieuse calcine et broie, il voit "effroyable choc sismique", "potentiel explosif monstrueux", et frissonne : "Les fous de Dieu de la ceinture de feu ont de quoi effrayer."

Je le cite en sa conclusion:

"Il n'y a ni bonnes ni mauvaises religions. Dès lors qu'elles sortent du champ de la pratique religieuse individuelle pour côtoyer le pouvoir, toutes deviennent totalitaires par définition. Elles imposent des formes de domination, assignent à chaque être humain une place déterminée, excluent celui qui n'obtempère pas et finissent par le tuer au nom du sacré."

Bref, elles imposent le "fascisme".

Ce genre d'analyses se rencontre absolument partout. Je ne dis pas que je sois en désaccord fondamental avec la conclusion de M. Nick, je dis qu'il a oublié de nous compter, Français, dans son exhaustion des peuples fous. Je dis que son regard, condescendant et orgueilleux, proposé depuis l'observatoire douillet et haut perché de sa Bastille, fait de lui le tenant d'une attitude exactement religieuse, au sens où il la définit. Que si nous nous enchantons de notre religion, fort neuve, des Droits de l'Homme, se permettre depuis elle de noyer tous les efforts, certes fort boiteux, des peuples pour s'émanciper, c'est se croire supérieur à bien petit paiement, et qu'il faudrait peut-être considérer le détail des choses. A suivre M. Nick, nous sommes démocrates exactement exactement de cette manière qu'ont certains musulmans de ronronner : "Puisque nous sommes de la bonne religion, nous sommes les meilleurs", satisfecit qui hérissait l'exigeant Malek

¹ Janvier-février 1993.

Bennabi¹. Lorsqu'on se promène dans les rues d'Alger, on s'aperçoit que la Guerre du Golfe a été pour eux menée au nom d'une religion, le Droit, incompréhensible puisque n'emportant pas mêmes conclusions envers l'Irak et envers Israël, et qu'au nom de cette religion imposée nous avons tapissé un pays de bombes passablement meurtrières. Je ne sais s'il fallait ou non faire cette guerre, la question n'est pas là, elle est de mesurer que s'autoriser de l'intelligence c'est adopter un point de vue tout autre que celui de M. Nick, dont le fonds de .commerce est de faire jouir son lecteur en l'éloignant mentalement des Barbares, en lui épargnant la fatigue d'écouter le Barbare. Je n'écris pas "Vive FIS"², Cheikh Ali Belhadj je vous en laisse le soin, je n'ai nul système à proposer, je ferraille une attitude que Sélim Nassib, au lendemain des élections municipales remportées en Juin 1990 par le FIS, avait déjà stigmatisée³. Après avoir remarqué que les peuples arabes avaient en pure perte traversé le nassérisme, le baassisme, le nationalisme et le marxisme :

"Et soudain, plus rien. Echaudés par leurs échecs successifs, les intellectuels occidentaux sont retournés à leurs chères études. On s'était trompés, voilà tout. Privés même d'une utopie qui leur permette de rêver à une délivrance, les "peuples opprimés" ont eu plus que jamais le sentiment de rester seuls avec leurs problèmes sur les bras."

Comprenez, Cheikh Ali, que si l'on pourra vous demander de porter ça et là un regard plus contrasté sur le monde, cela ne pourra se faire depuis le siège surélevé d'un procureur démocrate. Un islamiste m'a paru faire bonne remarque un jour : "Quand vous nous torturiez en 1957, vous étiez en démocratie, non?" Si, tout-à-fait, et nous avons il y a deux siècles accouché de cette démocratie pour nous empresser de hisser au pouvoir un Napoléon Bonaparte, qui après avoir déchiré le pays de Misr⁴, a noyé l'Europe dans le feu et le sang. Il faut du temps aux peuples pour apprendre! Et pour limiter le progrès du massacre, ne pourrait-on être fondé à se parler, et pour ce faire à s'écouter?

Freud proposa un jour un petit conte mythique. Dans une horde primitive, le père avait toutes les femmes. Révoltés, les fils le tuèrent. Il ne leur resta plus, pour clore là l'œuvre de sang, et trouver moyen de coexister, qu'à édicter entre eux une loi qui fasse autorité. Et bien ça, ça ne s'est pas fait sans l'acceptation d'un surcroît d'angoisse. La démocratie, ce qui en fait la fondation, c'est l'angoisse. Et il me paraît

¹ Malek Bennabi, penseur décédé en 1973, fut le philosophe algérien de ce siècle.

² Façon algérienne de dire: Vive le FIS.

³ *Libération*, 25-06-1990.

⁴ L'Egypte.

que nombre d'Algériens, qui la redoutent, l'ont parfaitement deviné. Alors restons calmes et attentifs, au lieu d'aggraver de notre morgue le fossé civilisationnel.

Voyez ici que si je me suis tout à l'heure permis de parler de moi, j'en avoue le narcissisme pour aussitôt prétendre qu'il fait honnêteté. Car devant tout discours, la question : qui parle? depuis quelle histoire? n'est pas de petite importance. Et le mot de "fascisme" ne me paraît pas emporter même lest, quand c'est tel rescapé de la torture qui l'articule, et quand c'est tel jeune fils de famille algérienne construit dans le confort de la rente pétrolière. A l'âge de quinze ans, stupide enfant qui se croyait pur, debout devant la cathédrale Notre-Dame de Paris, je songeai : "Nous abattons cela, nous construirons en ce lieu des HLM pour les sans-logis." C'était fascisme. Notre engagement militant des années 66-73, c'était fascisme¹. Nous étions sincères pourtant, la haine ne commandait pas, et j'eus chance de voir la démocratie opposer ses paroles à nos paroles. Je crois Gilles Perrault avoir fait bel acte à s'avouer : "L'idéologie normale de l'adolescence, c'est le fascisme." Et un jeune Algérien spontanément "fasciste" peut bien accoucher d'un adulte de grande richesse. Que serez-vous, gens du FIS, dans vingt ans?

Parce que de France, je ne pus vivre intimement les passions algériennes qui secouèrent l'après Octobre 1988, mais ce trop grand recul me fut aussi chance pour raison garder, et proposer que la distance autorise non point la naïveté du regard mais la complexité dans l'approche.

Les Algériens ont vécu un 11 Janvier

Et puis enfin, en Algérie, L'histoire a tranché, un 11 Janvier au soir. Si le FIS, appuyé par les masses tumultueuses de 80% d'un peuple, avait pris le pouvoir pour frapper le bouc émissaire, j'eusse pu avec d'autres prendre la plume pour le déchirer de mes dénonciations. Mais tout au contraire, ce sont les vieux briscards aroutinés à trente ans de bastonnade qui ont griffé le tissu social. Le FIS, finalement, c'étaient des paroles. En face, ce furent des mitraillettes. Les gens du 11 Janvier ont justifié leur assaut de vérités controuvées, de preuves contrefaites, d'arguties captieuses et de mauvais aloi, comme on dit de la monnaie

¹ A un groupe de communistes algériens hargneux qui me demandaient raison de mon attitude de défense du FIS dans une conversation, je jetai pour briser là : "Quand j'étais jeune, j'étais FIS." N'oublions pas que le FIS n'a eu que trois ans d'existence. C'est peu pour obtenir décantation. Elle s'entamera pourtant en ce bref laps de temps.

altérée qu'essaie de refiler, le regard torve, le commis à pourcentage de la forge du faussaire.

Si j'ai pu suivre jour après jour la vie de l'Algérie à seulement l'écouter, à la regarder en trois voyages trop brefs, à en proposer l'observation calme, parcimonieuse, presque entomologiste, dans un journal radio, je vis le 11 janvier 1992 au soir se dresser en moi un NON épouvanté, qui faisait parade à ma crainte de voir le Grand Pays basculer brusquement dans la régression mortifère.

Le FIS est né au nom de l'islamisme. C'est le mot que vous employez vous-mêmes, les islamiyoune, vous voulez Daoula Islamiya, État islamique. Les mots de "fondamentalisme", "intégrisme", d'ailleurs impropres, sont proposés par la vue péjorative. Le FIS est mort abattu par des gens qui se sont autorisés pour le faire du "modernisme". Je les appelle donc modernistes. Le modernisme, dans cette acception, n'est pas à confondre avec la modernité. Et il n'a rien à voir avec la démocratie. Les modernistes sont ou anti-démocrates, ou apostats de la démocratie.

Du discours que tiennent les modernistes algériens, écartons d'emblée une assertion : l'islamisme est un épiphénomène conjoncturel. Il n'y aurait donc qu'à le pousser dans le fossé pour le voir s'évanouir dans les termes les plus brefs. C'est là fiction. L'islamisme est la lame de fond pluri-décennale d'un ressaisissement en autonomie contre les élites culturelles compradores.

Au regard occidental, l'islamisme réel¹ n'offre aucune séduction. L'Iran commença par exécuter des gens. La charia pratiquée dans le Soudan de Nemeiry ne fut rien d'autre que l'aveu public d'un désir de cruauté. De la fatwa contre Salman Rushdie aux obus lancés par le Hezb-e islami afghan contre les populations civiles, l'islamisme ne paraît être qu'appellation provisoire parmi d'autres de l'atavique barbarie humaine.

Mais l'islamisme est une émergence autrement différenciée, aux contours bien plus flous que ne le fut le communisme du Komintern. Deux questions doivent nous arrêter. D'abord, l'islamisme constituant un désir de fond de masses arabes considérables, le Premier Monde va-t-il s'autoriser une nouvelle guerre froide, en hérissant de défenses la rive nord d'une Mer de Berlin², ou trouvera-t-il des articulations plus fines? Ensuite, précisément parce que l'on trouve tout dans l'islamisme et le contraire de tout, ne nous hâtons pas trop vers le prononcé du verdict. Certains observateurs ont vu dans le FIS algérien, à le comparer aux propos libéraux d'un Rachid Ghanouchi³, visée rustique et butée.

¹ De même qu'on parlait de "socialisme réel" pour désigner le Bloc de l'Est.

² Mot de Jacques Roseau, in "La Guerre d'Algérie. Trente ans après", Dossiers *Nouvel Observateur*, Paris, 1992.

³ Leader islamiste tunisien.

Je tiens au contraire le FIS algérien pour une des pages les mieux écrites d'un islamisme dont on n'a pas fini d'entendre parler.

Le FIS? Mais ce n'était pas mal du tout ! C'était très très intéressant !

Ce qui, Cheikh Ali, n'est nul blanc-seing pour l'avenir. Saurez-vous, si le destin vous est faste, construire en Algérie, depuis la guidance de l'Islam, quelque chose de propre et d'utile? Celui qui, en tout cas, prétend pouvoir répondre hic et nunc à cette question est un bien gros menteur. C'est parce que je n'en sais rien que je vois urgence à ce que les démocrates, et surtout bien sûr les démocrates algériens, s'adressent à vous pour vous contraindre à la précision du projet.

Les Algériens sont très seuls

Les islamistes algériens, regardons ce point pour n'y plus revenir, ont eu le mérite d'embrasser du regard la planète pour entendre que l'Algérie était seule.

Il est possible que vos ennemis politiques, les modernistes, n'apprécient pas avec assez d'acuité l'ampleur des bouleversements qui étreignent les humains. Car la météo mondiale n'annonce guère le beau fixe.

La dislocation du glacis communiste fait entendre après coup une onde de choc puissante, qui va remuant le sol de l'ensemble des peuples. Le Premier Monde¹ a gagné la guerre froide par abandon de l'adversaire, et montre à la planète, avec la chute des draperies idéologiques, l'étendard nu qui précède ses cohortes : la loi du marché, de plus en plus nettoyée du décorum de la liberté, se dévoile comme arête vive et froide dont beaucoup craignent la blessure.

Chez nous, gens du Premier Monde, la loi du marché, nemesis implacable, ordonne la compétitivité toujours accrue, la lutte dure sur le marché du travail, la sévérité de l'horaire et l'accélération du rythme, la mobilité et le recyclage imposés. Et la finalité de tout cela se perd dans les esprits. Si nulle alternative ne nous apparaît à cette loi parce qu'elle est vérité, nos yeux dessillés ne voient que trop notre destin, que Karl Marx croyait pouvoir nous éviter dans son illusion : la brasse toujours à reprendre dans les eaux glacées du calcul égoïste².

Nous sommes riches ! Et pourtant beaucoup geignent. L'incertitude resserre les cœurs, retrécit la perspective, nous frissonnons, nous nous calfeutrons dans nos frontières petites, et nous vous regardons, vous

¹ Une perspective tiers-mondiste pourrait appeler Premier Monde le Sud et Second Monde le Nord. Je m'appuie pour mon propre numérotage sur le regard islamiste, qui voit le monde musulman victime d'un "retard civilisationnel" (Abassi Madani).

² Eaux glacées ..., mots de Marx (*Manifeste*).

gens du Second Monde, avec des yeux de crainte : sûrs nous devenons, que vous voulez la rapine de nos maigres butins, et le squatt de notre étroit confort.

Mais vous, Second Monde, piétinez autrement plus gravement aux portes d'un avenir qui se dérobe. Vos peuples sont loin à présent des rêves confiants des jours d'Indépendance.

En Algérie, le regard de vos pères se brouille, et leurs certitudes sont émiettées. Il n'y a que trente ans pourtant, ils tenaient bien haut le drapeau de la dignité conquise, et l'Algérie nouvelle, accouchée au forceps de leur immense courage, les voyait montrer du doigt le chaud soleil des matins à construire.

L'inscription par vos pères de l'Algérie dans le camp socialiste ne lui a peut-être pas apporté de bien gros bénéfices techniques ou économiques. Mais à coup sûr elle augmenta le sentiment de sa sécurité. Et bien plus, elle permit à vos pères une vraie solidité dans la foi de leur engagement, dans la certitude d'avoir raison pour l'humanité contre le monde des loups, contre le Dar el-Harb¹ impérialiste. Elle permit à l'Algérie de se lire dans le camp des justes. Et nombreux sont vos frères qui vivent en leur cœur la morsure des temps, au souvenir du ton élevé de Boumédiène, debout à la tribune de l'ONU, face à la planète assemblée.

Mais le socialisme n'est plus. Depuis cette place particulière où l'a installé l'humanité, qui est de dire au nom de la Terre le regard de l'humanité sur l'humanité, Boutros Boutros-Ghali a maintes fois montré que le Nord ne s'était intéressé au Sud que du fait de la Guerre froide et de la gestion de zones d'intérêt. Cette compétition entre l'Est et l'Ouest a servi, nous explique-t-il le Tiers-monde, mais c'est fini. Il y a "risque de marginalisation du Tiers-monde²." C'est le moins que puisse dire cet homme de diplomatie. Nous allons endormir notre conscience à vous prodiguer deux bouts de jolis conseils et vous parachuter trois colis humanitaires. Nous serons surtout vigilants dans le tracé de notre *limes*³.

C'est dans cet espace de dérégulation que vous, Cheikh Ali, avez parlé. La geste d'Octobre 88 en Algérie avait montré la face cachée d'un discours à bout de souffle : vos pères s'étaient enlisés sans presque y prendre garde dans le lucre et le mépris de la piétaille.

Et les voilà aujourd'hui, eux qui furent légitimés par l'épopée, à chercher leur visage dans le miroir brisé, à se composer à la hâte des bouts de dignité, à s'agencer des lambeaux de phrases pour dire le

¹ Distinction des débuts de l'Islam, *Dar el-Islam*, Maison de l'Islam (monde musulman), *Dar el-Harb*, Maison de la guerre (reste du monde).

² *France 2*, 13-9-1992.

³ Frontière installée par l'Empire romain pour contenir la pression des barbares.

contraire de ce qu'ils ne savent que trop : qu'un jour funeste¹ les a dépouillés définitivement du manteau qui seul autorise un père à s'annoncer tel : la légitimité.

Ils promettent avec solennité, mais dans l'urgence des jours comptés, qu'ils sauront se défaire de la lèpre et rebâtir la maison fissurée. Mais ils le croient peu eux-mêmes, on ne les écoute plus, le ressort est cassé.

Alors à la fin ils le disent : oui, nous sommes là pour peu de temps, nous allons passer le relais à nos fils².

Les Algériens ont des islamistes

Mais on peut prendre une loupe, examiner pendant des heures, on ne peut contourner l'évidence : le relais, en Algérie, la neuve génération, qu'on le veuille ou non, que ça plaise ou pas, indiscutablement, vous en êtes pilier, vous, les islamistes.

Oh certes, vous ne groupez pas tout votre peuple, et les marches du pouvoir sont encore hautes à gravir. Mais vous avez pour vous l'atout maître, à mon sens, pour la décennie qui s'ouvre.

C'est que le Premier Monde peut peut-être, c'est le pari que nous faisons pour nous-mêmes en ces temps, se passer de la chaleur idéologique, puisqu'il a la richesse. Mais il en va différemment du Second Monde. Et il est peu probable que l'Algérie puisse sortir de l'apathie qui la gagne sans le secours de quelque chose qui la soulève, et si ce n'est une idéologie, à coup sûr ce sera une Idée.

Et une Idée, il y en a une, et c'est l'Islam. Quand on parle avec les jeunes de votre peuple, ils le disent tout à trac, et sans qu'on leur demande : "Nous, c'est l'Islam". Et il n'est guère besoin du savoir des psychologues pour lire combien, dans ce seul mot, ils engagent leur espérance et scellent leur authenticité. Vous êtes porteur de l'idée, dans ce moment d'Archimède où elle peut faire levier.

C'est ainsi que déjà, les jeunes d'octobre, qui en rien n'étaient organisés, ont pour beaucoup rejoint vos bannières avec dans leurs têtes un puissant : Eureka³.

Les autres, face à vous ont *des* idées, et c'est tout autre chose.

Parce qu'il est "développé", le Premier Monde pourrait adopter, face au Second Monde, une attitude de paternité bienveillante. Et peut-être, plus tard, le verra-t-on. Mais pour la décennie, il est vraisemblable qu'il ne

¹ Le 26 décembre 1991, premier tour des législatives.

² Discours récurrent du Haut Comité d'Etat installé par le coup d'Etat du 11 janvier 1992.

³ Eureka, moment d'Archimède, Idée : notions de Malek Bennabi, cf. *Le Problème des idées*, SEC, Alger, 1991.

s'y risque pas. "Nous nous occupons de nos petites affaires, débrouillez-vous avec vos grandes." Le fossé Nord-Sud, à moyen terme, risque fort de s'élargir. Il y a du "gap" dans l'air. Vous devrez bricoler par vous-mêmes, agir par vous-mêmes dans un environnement dur.

L'état présent du monde obligera l'Algérie à trouver en elle-même, dans son fonds propre, les mots qui touchent les cœurs et arment les volontés. Pour l'heure, ces mots, il n'y a que vous qui les articulez.

Saurez-vous accomplir la Longue Marche qui vous amènera tout ou partie de ceux pour qui, dans l'autre moitié de l'Algérie, vous ne faites pas espoir?

Les Algériens ont un imam radical

Ce que pour l'heure vous avez su en tout cas faire, Cheikh Ali, et ce fut votre place politique exacte, c'est poser, de paroles simples, une bombe en Algérie. "Nous disons aux gens : Venez, lisez le Livre de Dieu. Comprenez-le et dites ensuite ce que vous pensez."¹ Cela a suffi pour produire l'incroyable fracas. Vous êtes "l'islamiste radical" de votre pays, et votre place singulière tient moins en un extrémisme de propositions qu'en l'articulation, depuis votre sincérité désarmante, de ce drôle de dialogue avec votre peuple.

- Nous sommes tous musulmans, en Algérie.

Tous de répondre :

- Oui, nous sommes musulmans.

Et vous :

- Nous avons le Coran, le texte sacré des musulmans.

Tous de répondre :

- Oui, nous l'avons.

Et vous, avec une simplicité que la modernité du Premier Monde a forclosé :

- Et bien, ouvrons-le. Là, lisons.

Et vous lisez. Et vous levez le regard. Et vous dites :

- Ici, ce qui est marqué, nous ne le faisons pas en Algérie.

Personne, à l'heure où j'écris, n'a pu en Algérie sortir indemne de la bombe que vous avez portée.

¹ Ali Belhadj, cité par Aïssa Khelladi, in *Les islamistes algériens face au pouvoir*, Alfa, Alger, 1992. Aïssa Khelladi est le seul démocrate algérien qui ait compris la personnalité de Ali Belhadj. A la suite de la citation ici reprise, Aïssa Khelladi remarque: "Qui s'en est vraiment donné la peine?" Eh oui, toute la question algérienne est là. Qu'on relise la phrase de Ali Belhadj pour entendre le style de l'homme.

La qualité de votre audace qui a touché au cœur tous les Algériens, celle que vos ennemis les plus acharnés n'ont jamais osé vous dénier, c'est la sincérité. Si massive et si dérangeante qu'elle doit nous interroger. Vous avez tempêté à mots durs contre le pouvoir illégitime, et ne me paraît pourtant installer aucune contradiction le témoignage d'un cadre FIS qui me dit un jour : "Le problème avec Ali Belhadj, c'est qu'il parle à voix si basse, que nous sommes souvent contraints de suspendre son dit : Cheikh, pouvez-vous répéter, s'il vous plaît? "

Puisque vous êtes honnête, on doit pouvoir vous parler. L'Algérie vit déjà de lourdes difficultés. La manne pétrolière permet d'y faire parade; tombera-t-elle encore dans vingt ans, quand vous serez cinquante millions? Pour que s'évite le glissement dans la grande pauvreté, le débat entre Algériens fait urgence. Ce débat, les modernistes n'existent qu'à vouloir l'éviter. Et vous, saurez-vous lire que la présente étape vous oblige à la difficulté? Celle non pas seulement de la vertu, mais, plus âpre encore, de l'intelligence, du savoir, de cette marche jusqu'en Chine où vous appelle le destin¹?

Les premières heures du FIS seront attaques lancées par vous tous azimuts. Ses dernières heures verront jetés contre vous de grands mots vides et fracassants. Ce grand œuvre qu'est le Politique mérite un soin plus attentif.

La nostalgie peut-être vous étreint-elle à vous rappeler les années FIS. Vos vieux ennemis, divisés, s'agitaient dans la fièvre pour consolider les murs de leurs vétustes enceintes, et dirigeaient vers vous leurs anxieuses lorgnettes, depuis le fort condamné d'un nouveau Désert des Tartares. Déjà vos jeunes chevaux frémissaient au chaud soleil de la plaine des batailles, avant l'ultime galop de la victoire... Vos ennemis vous ont bousculé, le FIS n'est plus, mais l'islamisme lui survivra.

Les mots n'ont de sens, je le crains, qu'à faire effet de séduction. Me lirez vous, Cheikh Ali? C'est bien douteux. D'abord vous êtes en prison, les militaires vous remettront-ils de ma lettre l'exemplaire, tout premier, que je vous adresserai? C'est plus qu'improbable. Et puis, vous êtes arabophone, il vous faudrait trouver un traducteur. Enfin, je suis démocrate, ce qui est à vos yeux douteuse carte de visite, et athée, ce qui peut signer votre anathème. Mais cet athéisme n'est peut-être pas matérialisme et ignorance goujate de la transcendance : étudions, allons en Chine ! Tels Algériens francophones, pour qui ce serait pourtant aisé, ne me liront pas davantage, à tenir l'exclusion de l'islamisme pour le seul discours qui vaille.

Que le lecteur fasse ce qu'il veut, qu'il prenne et ne prenne pas, qu'il torde mes mots à sa convenance : là est le jeu humain, là le beau de la

¹ Le Prophète de l'Islam a expliqué dans un hadith célèbre que la quête du savoir devait toujours être poursuivie, quitte pour le musulman à aller jusqu'en Chine.

confiance, là le vrai de la parole. Pour s'autoriser le regard critique, la difficulté n'est point tant de compréhension intellectuelle que d'arbitrage en soi-même de la contradiction.

A considérer les émois de votre Grand Pays, l'optimisme n'est pas commandé par je ne sais quelle loi du cœur : c'est outil nécessaire et impérieux de l'intelligence.

Si vous saviez, Cheikh Ali Belhadj, comme en langue française les syllabes de ce mot, "Algérie", font entendre chaude et rare musique! Comme l'harmonie de ce nom, à la sonorité d'abord heurtée, fait à la fin vibrer sa douceur élégiaque!

Je vous aime, Cheikh Ali, et tout autant je vous redoute. Vous entendrez le désir qui me porte à votre adresse, à vous remémorer ce jour, qui dut être pour ses compagnons bien faste, où votre Prophète, de sa voix équanime et sereine, annonça, pour que jamais ne s'en prononce l'oubli :

Dieu a créé les peuples différents, afin qu'ils se rencontrent¹.

Paris
Janvier 1993

¹ Coran, XLIX, 13.

LA DIRECTION RELIGIEUSE CHIITE DANS UNE ZONE DE TURBULENCES

Pierre MARTIN

Après la mort, en août 1992 à Najaf, de l'ayatollah Abû al-Qâsim Khû'î, les aléas de sa succession ont mis en lumière des problèmes liés au fonctionnement de la direction religieuse chiite. Les questions soulevées sont aussi l'illustration de modifications rapides et importantes de l'environnement dans lequel cette direction opère. Quelle définition donner de la *marja'iyya*? Vers quelle forme peut-elle évoluer face à de nouveaux défis, dont l'émergence du mouvement islamiste n'est pas le moindre? Comment peut-elle préserver son indépendance face à des Etats de plus en plus dominateurs? Institution singulière au sein du monde musulman et qui donne toute sa portée au sens de l'histoire que développent les chiites, la *marja'iyya* est au centre des débats actuels.

Qu'est ce que la *marja'iyya*?

Si l'on en croit les ulémas chiites, la *marja'iyya*, la direction religieuse chiite sous sa forme actuelle, serait millénaire et l'émergence d'un *marja'* serait un processus où aucune influence extérieure ne s'exercerait. Cheikh Fadl Allâh, le chef spirituel du Hizbollah libanais, ne dit pas autre chose quand il déclare qu'"il n'existe pas chez les chiites de désignation du *marja'*, mais que c'est par un processus naturel qu'un religieux

s'impose."¹ Muhammad Bahr al-'Ulûm, un uléma de Najaf qui représente les chiites au sein des structures unifiées de l'opposition irakienne, affirme qu'"il est normal que la succession d'un *marja'* prenne du temps, car il n'y a pas de désignation, mais un consensus sur sa science avant tout au sein de la *hawza*². Ce sont les ulémas chiites de toutes nationalités qui choisissent un *marja'* et non les gouvernements ou les institutions."³ Ainsi, l'autorité spirituelle chez les chiites échapperait à toute contingence historique.

Pourtant, la situation présente des ulémas chiites est le résultat d'une évolution constante du dogme duodécimain. L'autorité toujours plus grande des ulémas dans l'histoire du chiisme s'est accompagnée de redéfinitions du dogme, réduisant à chaque fois un peu plus le champ de l'orthodoxie chiite. Le statut actuel des *mujtahid*-s chez les chiites date en fait du début du XIXe siècle. Il est la conséquence directe du triomphe des théories en faveur du pouvoir croissant des ulémas. Behbahânî (1705-1791) avait mené à bien dans les villes saintes la bataille dont l'issue fut de considérer l'*ijtihâd*⁴ comme une nécessité absolue. L'exercice de la raison devenait un des piliers de la foi. Les conséquences de cette véritable révolution au sein du chiisme allaient s'avérer incalculables. Dès lors, les hommes se divisaient en *mujtahid*-s (ceux qui pratiquent l'*ijtihâd*) et en *muqallid*-s (ceux qui imitent les *mujtahid*-s). La victoire totale de cette tendance appelée *usûlie* (ou tendance *mujtahidie*) faisait une obligation pour les croyants de suivre les avis d'un *mujtahid*. La codification de ce nouveau dogme fut l'oeuvre de Murtaza Ansârî (1800-1864). De Najaf, où il résidait, il s'attacha à définir les relations entre les simples croyants et les *mujtahid*-s, d'une part, ainsi que celles entre les *mujtahid*-s et le *marja' a'la*, le *mujtahid* reconnu le plus savant de tous et considéré comme référence suprême. "L'imitation d'un *mujtahid* devenait donc une condition nécessaire pour être reconnu comme croyant. Après avoir choisi un *mujtahid* comme *marja'* ou source d'imitation, le croyant devait rester fidèle à son choix et n'était pas autorisé à changer de référence religieuse au gré des circonstances. Le choix d'un *marja'* se faisait sur le critère du degré de science acquis par celui-ci, le croyant ayant le devoir de suivre les avis du *mujtahid* le plus savant. Changer de *marja'* n'était donc possible que sur la base d'une plus grande science reconnue à un autre *mujtahid*. L'interdiction de suivre les avis de deux *mujtahid*-s à la fois était toutefois nuancée dans le cas où le *marja'* ne se serait pas exprimé sur un sujet

¹ *Al-Wasat*, n° 81, 16-22 août 1993, p. 21.

² La *hawza* désigne l'ensemble des centres d'enseignement de la religion, les institutions, leurs maîtres et étudiants.

³ *Al-Wasat*, op. cit., p. 20.

⁴ *ijtihâd* désigne l'effort d'interprétation de la *sharî'a* par l'exercice de la raison. Celui qui pratique l'*ijtihâd* est un *mujtahid*.

précis. Dans ce cas seulement, le croyant pouvait avoir recours à un autre *marja'*, à condition que celui-ci ne soit pas connu pour son opposition au premier, et l'imitation du second *marja'* devait se limiter au sujet non abordé par le premier. Enfin, il était interdit d'imiter un *marja'* mort. Le croyant dont le *marja'* décédait devait trouver un autre *mujtahid* comme référence. Dans le choix à faire parmi les différents *mujtahid*-s, le croyant pouvait avoir recours au conseil des ulémas s'il se sentait incapable de discerner lui-même le degré de science des uns et des autres." ... "L'accession au rang de *marja'* ne dépendait ni d'élection ni de désignation par un autre *marja'*, mais du prestige personnel ainsi que du consensus parmi les religieux. Lorsqu'un consensus existait entre les *mujtahid*-s pour reconnaître l'un d'entre eux comme le plus savant, celui-ci devenait *marja' a'la*. En l'absence de candidat acceptable, plusieurs *mujtahid*-s d'une science égale pouvaient coexister. L'institution religieuse chiite pouvait ainsi faire alterner la reconnaissance d'une autorité suprême, sur le mode papal, et l'autorité collégiale de plusieurs dirigeants régionaux, sur le modèle de l'Eglise orthodoxe. Le nombre des *mujtahid*-s et des *marja'*-s pouvait varier d'une époque à l'autre, mais l'obligation de suivre le plus savant des *marja'*-s portait déjà en germe l'émergence d'un échelon supérieur aux autres, incarné en la personne du *marja' a'la*. Cette tendance à reconnaître une autorité supérieure en un seul *marja'* se systématisa à partir de la seconde moitié du XIXe siècle. Cheikh Muhammad Hasan Sâhib al-Jawâhir (1787-1850) avait été le premier *marja' taqlîd* (source d'imitation, référence) reconnu dans l'ensemble du monde chiite".¹ Une conséquence de la victoire de la tendance *mujtahidie* fut l'émergence du *marja' taqlîd* tout au long du XIXe siècle, une autorité divinement inspirée indépendante du pouvoir des Etats. L'indépendance des *marja'*-s a une base matérielle tangible : en leur qualité de représentants des Imams infaillibles, ils reçoivent les impôts islamiques, notamment le *khums* et la *zakât*, que chaque croyant se doit de verser au *marja'* qu'il a choisi.

Dans les faits, trois facteurs jouent un rôle essentiel dans l'émergence d'un *marja'* : sa popularité, que les chiites estiment directement liée au degré de sa science, le consensus des ulémas à son sujet, mais aussi l'attitude des Etats concernés, et en premier lieu de l'Etat iranien. Même si ce dernier facteur est souvent nié par les intéressés, il peut être décisif comme le montre l'histoire récente de la *marja'iyya*.

Depuis le télégramme de condoléances que la Chah avait adressé en 1947 à l'ayatollah Burûdjerdî, après la mort du dernier *marja'*, ce télégramme est devenu un indice essentiel pour savoir qui sera le prochain *marja'*. A cette époque, le Chah souhaitait voir la *marja'iyya* en

¹ Pierre-Jean Luizard, *La Formation de l'Irak contemporain, le rôle politique des ulémas chiites à la fin de la domination ottomane et au moment de la création de l'Etat irakien*, Editions du CNRS, 1991, p. 139.

Iran. Mais à la mort de Burûdjerdi, tout le monde attendait qu'il envoie ses condoléances aux trois grands *marja*'-s de l'époque : Shari'at Madârî, Shihâb ad-Dîn Mara'shî Najafî et Gulpâyegânî. Or, le Chah envoya ce télégramme à Muhsin al-Hakîm, un *mujtahid* arabe de Najaf. Ce choix suscita la colère des *marja*'-s de Qumm. Toutefois, à la mort de Muhsin al-Hakîm en 1970, le télégramme impérial de condoléances fut cette fois adressé aux deux plus grands *marja*'-s : Khû'î à Najaf et Shari'at Madârî à Qumm. La *marja'iyya* se divisa en deux : Shari'at Madârî pour les pays non-arabes et Khû'î pour les pays arabes et l'Inde. On voit que le choix du souverain iranien ne se faisait pas toujours de façon indépendante de la volonté des ulémas. Toujours est-il que cette pratique récente traduisait, au moins de façon symbolique, la volonté de l'Etat iranien d'intervenir dans le choix du nouveau *marja*'. L'importance de chacun des trois facteurs pour l'émergence d'un nouveau *marja*' a donc varié selon les époques et selon la personnalité des candidats. A la différence du Vatican, il n'existe aucune institution chiite qui ait l'autorité requise pour désigner un *marja*'.

Par ailleurs, les chiites reconnaissent le pluralisme de la *marja'iyya*. Le titre de *marja' a'la*, réservé au dernier Imam infaillible, même si cette dénomination est utilisée aujourd'hui pour le plus savant des ulémas, n'empêche pas d'autres *marja'iyya*-s moins importantes d'exister de façon parallèles. Les chiites se sont déjà reconnus dans plusieurs *marja'iyya*-s, que ce soit à l'époque de Muhsin al-Hakîm (les années 1960) ou à celle de Khû'î. La *marja'iyya* de Khû'î était reconnue comme la plus importante dans le monde chiite, mais il y avait à côté la *marja'iyya* de Khomeiny qui s'est étendue après la victoire de la révolution islamique en Iran, même s'il n'est jamais arrivé à égaler la popularité de Khû'î. Et à ces deux *marja'iyya*-s, il faut ajouter celle de Shari'at Madârî, en Iran, en Azerbaïdjan, en Inde et au Pakistan, ainsi que celle de Gulpâyegânî, essentiellement en Iran et peut-être en Inde de façon limitée. Khû'î a étendu sa *marja'iyya* après la mort de Khomeiny, mais d'autres *marja'iyya*-s moins importantes ont continué à exister.

Une *marja'iyya* transitoire face aux pressions des Etats

La personnalité de l'ayatollah Khû'î et le contexte politique de sa mort expliquent pourquoi sa disparition a suscité des interrogations liées à l'avenir de la direction spirituelle chiite. On a rarement vu un tel délai, un an, pour que le nouveau *marja' a'la* soit reconnu. Ce délai s'explique, certes, par l'importance de Khû'î, le vide laissé étant difficile à combler. Ce grand religieux est né en Azerbaïdjan iranien en 1899. Son père, sayyid 'Alî Akbar Khû'î, avait émigré à Najaf en 1912 pour échapper aux constitutionnalistes qui avaient pris le pouvoir en Iran. L'alliance entre les

religieux et les constitutionnalistes, qui avait permis la victoire de ces derniers, n'avait abouti qu'à une terrible désillusion pour les religieux. La pendaison, en 1909, de l'ayatollah Fazl Allâh Nûrî à Téhéran avait sonné le glas de l'engagement militant des plus ardents défenseurs du constitutionnalisme religieux sur la question. Les objectifs des nationalistes et libéraux iraniens s'avéraient contradictoires avec ceux des ulémas. A Najaf, ce sont pourtant les hérauts du constitutionnalisme religieux qui furent les maîtres de Khû'î : les ayatollahs Fath Allâh Shaykh ash-Sharî'a Isfahânî, Mahdî Mâzanderânî, Diyâ ad-Dîn al-'Irâqî, Muhammad Husayn Isfahânî, et surtout Muhammad Husayn Nâ'inî, qui justifia dans un ouvrage célèbre la compatibilité du régime constitutionnel et de la *sharî'a*, allant même jusqu'à faire de la défense de la Constitution un devoir religieux. Le débat constitutionnel, qui avait divisé la hiérarchie chiite, s'était alors apaisé face aux menaces colonisatrices de l'Occident.

La grande *marja'iyya* de Khû'î s'étend de 1970, année de la mort d'al-Hakîm, à sa disparition en août 1992. Il n'est pas exagéré de dire que plus de 70% des ulémas chiites sont aujourd'hui des élèves de Khû'î, qui a fait de l'enseignement religieux le fait majeur de sa *marja'iyya*. Ses élèves se retrouvent dans l'ensemble du monde chiite, en Iran, en Irak, au Liban, dans le Hasa, à Bahrein, au Pakistan et en Inde (on estime que Khû'î a presque 20 millions de fidèles dans le sous-continent indien), en Afghanistan et en Afrique. Il y a près de deux cents ulémas qui ont été formés à son école à Najaf, dont les plus connus pour leur action politique sont Muhammad Bâqer as-Sadr, le représentant de Khomeiny exécuté par le régime irakien en 1980, Muhammad Husayn Fadl Allâh, le chef spirituel du Hizbollah libanais, Muhammad Mahdî Shams ad-Dîn, le chef du Conseil supérieur chiite du Liban, ou encore Mahdî al-Hakîm, l'un des fils de l'ayatollah Muhsin al-Hakîm, assassiné à Khartoum en 1988 par des agents baassistes. A Najaf, six élèves de Khû'î sont aujourd'hui les plus grands religieux présents dans la ville sainte : l'ayatollah Sîstânî, 'Alî Beheshtî, cheikh Muhammad Ishâq al-Fayyâd (un Pakistanais), Mîrzâ 'Alî al-Gharawî, 'Alâ ad-Dîn Bahr al-'Ulûm, imam du vendredi de la mosquée de l'Imam 'Alî à Najaf, Muhammad Rizâ Khalkhâlî, président du comité des fétwas de l'ayatollah Khû'î (en prison avec une partie de sa famille), et l'ayatollah Sabzivârî, décédé en août 1993. A Qumm, il y a trois élèves de Khû'î parmi les plus importantes autorités religieuses de la cité : l'ayatollah Rûhânî, Wahîd al-Khurâsânî, qui a l'école religieuse la plus fréquentée de Qumm, et Mîrzâ Jawâd al-Tabrizî. A Mashhad, un autre élève de Khû'î, cheikh 'Alî al-Falsafî, dirige la plus importante école de la ville. En Afghanistan, cheikh Muhammad Asaf Muhsenî, qui est un *mujtahid* très populaire, est aussi un élève de Khû'î. Les autres ulémas chiites se répartissent entre plusieurs maîtres, mais on trouve essentiellement des élèves de Muhsin Al-Hakîm, comme, au Liban, cheikh Muhammad Taqî al-Faqîh. Khû'î et Muhsin al-

Hakîm se partagent donc la formation de la très grande majorité des ulémas chiïtes actuels.

L'ayatollah Khû'î a donné la priorité à l'enseignement religieux. Le nombre et l'importance des institutions fondées sous son patronage en sont la meilleure illustration. Depuis New York jusqu'à Bombay, en passant par Londres et Qumm en Iran, on les retrouve partout où les chiïtes ont essaimé de par le monde. Au départ, il y a naturellement Najaf. *Dâr al-'ilm*, la Maison des sciences religieuses de l'ayatollah Khû'î, a formé les plus grands *mujtahid*-s actuels. Une bibliothèque imposante, qui rassemblait plus de 25.000 ouvrages et 6.000 manuscrits rares, ainsi qu'une imprimerie, témoignaient de l'importance de ce centre. L'ensemble des bâtiments a été détruit par le régime irakien en deux temps. D'abord en 1990, sous prétexte de travaux de "dégagement" de la mosquée de l'imam 'Alî, puis à la suite du soulèvement de mars 1991, pendant la terrible répression qui s'abattit sur la ville sainte. La Fondation de bienfaisance de l'imam Khû'î a été créée en 1988 à Najaf. Il s'agissait d'institutionnaliser des activités que la popularité toujours croissante du *marja'* rendait nécessaire Londres où vit la plus importante communauté chiïte d'Europe occidentale, fut choisi comme lieu d'implantation de ce qui allait devenir la branche principale de la Fondation Khû'î. Le choix d'une grande capitale européenne était aussi une anticipation des périls qui se précisaient pour la liberté d'action de Khû'î et de ses partisans en Irak. Londres, réputé pour sa tolérance, offrait aussi l'avantage de préserver l'institution des rivalités des forces régionales. Il était facile de s'y faire entendre en s'adressant au monde par les médias, sans devoir craindre la censure ou les pressions de telle ou telle partie. L'*intifâda* irakien de mars 1991 et sa répression, qui ont dépassé les prévisions les plus pessimistes des proches de Khû'î, allaient donner toute son importance à la Fondation. Cela précipita le transfert vers Londres de certaines activités devenues impossibles en Irak du fait de la répression. Pour un *marja'* qui ne concevait pas l'action religieuse sans pédagogie et enseignement, il fallait à la Fondation un centre de formation. Ce fut chose faite avec l'ouverture de deux écoles, l'une pour les garçons, l'autre pour les filles, en juillet 1991. Il fallait aussi témoigner du véritable cataclysme qui s'était abattu sur les chiïtes dans ce pays. Cela signifiait de l'information, avant tout pour dénoncer à la face du monde les exactions du régime irakien contre les ulémas et les institutions chiïtes en Irak, ainsi que contre la population : la revue *Al-Noor* (La Lumière), dont le premier numéro parut en juin 1991, allait remplir ce rôle. Le 30 juin 1992, le Centre islamique de l'imam Khû'î à Londres ouvrait ses portes avec sa mosquée, ses écoles, sa bibliothèque, son centre de formation, ses salles de conférences. Au pays de Galles, à Swansea, une annexe de la Fondation fonctionne depuis juillet 1991. Khû'î a choisi un comité de neuf membres qui dirigent en son nom la branche londonienne de la Fondation. Un de ses fils, 'Abd al-Majîd Khû'î, en assure la direction avec d'autres membres de la famille. De l'autre côté

de l'Atlantique, la branche de New York de la Fondation Khû'î, ultra-moderne, a été inaugurée, le 23 mars 1989. On y publie la revue mensuelle *Al-Huda*. D'autres branches encore ont vu le jour au Canada. Le souci de préserver la Fondation des turbulences de la politique moyenne-orientale n'a pas conduit à négliger les autres grands centres du chiisme. En Iran, dans la ville sainte de Qumm, Khû'î a fondé le plus grand institut théologique chiite du monde, fréquenté par plus de trois mille étudiants, qui bénéficient d'un véritable campus universitaire. Dans l'autre ville sainte d'Iran, à Mashhad, une école et une bibliothèque jouxtent une immense mosquée, véritable chef-d'oeuvre alliant l'architecture traditionnelle et les techniques les plus modernes. A Bombay, un complexe rassemble des écoles, un institut, un hôpital. C'est l'un des plus grands centres d'éducation religieuse du pays. Au Pakistan, d'autres centres existent à Islamabad et à Karachi. On trouve des branches de la Fondation Khû'î en Thaïlande et en Malaisie. A Beyrouth, un orphelinat de l'imam Khû'î recueille les enfants de la communauté chiite libanaise.

La *marja'iyya* de Khû'î était totale, c'est-à-dire qu'elle englobait tous les aspects de la vie et qu'il jouissait d'une popularité transcendant les clivages nationaux et politiques. Arabes et non-Arabes, partisans de la séparation entre politique et religion, mais aussi islamistes, tous le reconnaissaient comme "source d'imitation". Une telle autorité est relativement rare. Tèl n'était pas le cas des *marja'iyya*-s précédentes, qu'il s'agisse de Khomeiny ou de Muhsin al-Hakîm. Seul un autre Azerbaïdjanais, Sharî'at Madârî, aurait pu rivaliser avec Khû'î, si les événements politiques ne lui avaient porté un coup fatal. Cette allégeance quasi-générale envers l'ayatollah Khû'î est illustrée par les déclarations de cheikh Fadl Allâh, le chef du Hizbollah libanais, lorsqu'il déclare que Khomeiny et Khû'î étaient les deux grands *marja*'-s des années 1980, tout en reconnaissant que Khomeiny n'avait pas le poids de Khû'î en tant que *marja*'¹. L'opposition entre les deux hommes est souvent mise en avant. L'un, Khomeiny, n'était-il pas le symbole de l'engagement des religieux dans l'action politique, tandis que l'autre, Khû'î celui, au contraire, du refus de toute confusion entre la religion et la politique? A y regarder de plus près, et malgré les critiques acerbes souvent entendues à Téhéran envers le *marja*' de Najaf, en raison de son quiétisme, ne devrait-on pas considérer que ces deux grands religieux ont, consciemment ou non, exercé un partage des rôles? A l'un, Khomeiny, la lutte contre un régime impérial iranien "impie", à l'autre, Khû'î, la préservation et la consolidation de la *hawza* de Najaf, refuge traditionnel des ulémas chiites en butte à l'hostilité des pouvoirs en place. Est-il utile de préciser que Khomeiny fut bien accueilli par Khû'î, lors de son exil à Najaf en 1965? Et c'est grâce au patronage de Khû'î, ainsi qu'à celui de Muhsin al-Hakîm, le *marja*' *a'la* des années

¹ *Al-Wasat*, op. cit., p. 20.

1960, autre partisan du quiétisme, que Khomeiny put faire de Najaf la base d'où allait partir la révolution islamique en Iran. Ce n'est qu'après la disparition de Muhsin al-Hakîm, et lorsque Khû'î se retrouva en première ligne face au pouvoir baassiste, que les relations avec Baghdad se durcirent. Khû'î fut mis en résidence surveillée par le régime. Ses dernières années furent marquées par le soulèvement de mars 1991, avec son enlèvement par les autorités irakiennes, qui le forcèrent à apparaître à la télévision irakienne en compagnie de Saddâm Husayn, et avec l'arrestation de tous ses proches. Le consensus autour de la personne de Khû'î fut illustré par les télégrammes de condoléances : quel religieux chiite pouvait attirer à la fois les regrets de Khâmenâ'î, de Bush et du roi Husayn de Jordanie ?

A sa mort, qui allait donc lui succéder ? Les candidats étaient nombreux, mais ceux qui pouvaient réellement prétendre assumer cette fonction n'étaient que cinq ou six. Il y avait Muhammad Rizâ Gulpâyegânî (92 ans), résident à Qumm, 'Abd al-A'la Sabzivârî et 'Alî Sîstânî (62 ans), tous deux des élèves de Khû'î et résidents à Najaf, Muhammad Rûhânî (78 ans), autre élève de Khû'î résident à Qumm, ainsi que Hasan Tabâtâbâ'î Qummî (81 ans) à Mashhad, et Muhammad 'Alî Arâkî (85 ans) à Qumm. La concurrence pour la succession de Khû'î allait s'avérer âpre.

Considéré par une majorité d'ulémas chiites comme l'un des *marja*'-s les plus savants, l'ayatollah Rûhânî, très actif, influent dans le Bazar en Iran, devait toutefois faire face à sa réputation d'opposant au régime islamique, handicap majeur. A Najaf, il y avait l'ayatollah Sabzivârî, le plus âgé de tous les *mujtahid*-s d'Irak, et après sa mort survenue en août 1993, un autre élève de Khû'î, l'ayatollah Sîstânî, apparaissait comme le mieux placé. Sîstânî suit la ligne de Khû'î. Mais, si Khû'î acceptait le *wilâyet al-faqîh*¹, en le restreignant à l'extrême, Sîstânî a toujours refusé de donner le moindre avis sur la question. A Qumm, il y avait le doyen des *marja*'-s, l'ayatollah Gulpâyegânî. Après la mort de Khû'î, Gulpâyegânî et Sabzivârî furent considérés comme les candidats les mieux placés pour la succession, mais Sabzivârî était moins populaire que Gulpâyegânî, surtout en Iran.

Cependant, la *marja'iyya* suprême s'est fixée sur Gulpâyegânî. Après des tractations entre ulémas qui durèrent une année, la Fondation Khû'î appelait les fidèles du *marja*' défunt à considérer Gulpâyegânî comme le nouveau *marja*' a'la. L'explication donnée à ce choix est l'âge et, donc, l'expérience du *marja*' de Qumm. Ceux qui, les milieux de l'opposition

¹ Ce principe qui indique l'autorité reconnue au *faqîh*, le docteur de la Loi, a été pour la première fois énoncé par Khomeiny à Najaf à la fin des années 60. Il est devenu une dimension majeure de la théorie du pouvoir pour la majorité des islamistes chiites, jusqu'à son abandon apparent, après la disparition de Khomeiny. Toutefois, l'étendue de l'autorité représentée par la notion de *wilâya* est l'objet d'appréciations diverses parmi les *marja*'-s, dont aucun n'accepte aujourd'hui qu'il inclue le pouvoir politique. direct

chiite irakienne et les chiïtes libanais notamment, avaient soutenu la candidature de Sabzivârî, se rangèrent donc à l'avis donné en août 1993 par la Fondation Khû'î, c'est-à-dire que Gulpâyegânî était le nouveau *marja' a'la*. De nombreux chiïtes considèrent effectivement Gulpâyegânî comme le *marja'* le plus important, mais certains lui reprochent sa politique conservatrice dans de nombreuses questions qui se posent aux chiïtes. Gulpâyegânî croit dans le *wilâyet al-faqîh*, mais dans un moindre degré que Khomeiny. Sur la question, il est en opposition avec la majorité des autres *marja'*-s, qui limitent le *wilâyet al-faqîh* à son strict minimum, quand ils ne rejettent pas le principe purement et simplement. Ses positions lui ont permis de ne jamais rompre avec les dirigeants de la République islamique. C'est lui qui fit la prière des morts lors des obsèques mouvementées de Khomeiny. Gulpâyegânî apparaissait donc comme un candidat acceptable pour les dirigeants iraniens. Mais beaucoup considèrent la *marja'iyya* de Gulpâyegânî comme transitoire. Son âge laisse présager une nouvelle bataille de succession plus ou moins proche. Dès lors, la future succession opposera exclusivement des élèves de Khû'î. On peut d'ores et déjà considérer que le futur *marja' a'la* sera un élève de Khû'î et que la *marja'iyya* sera pour longtemps entre les mains des disciples du grand *marja'*. Le successeur de Gulpâyegânî sera donc de l'école de Najaf et non de celle de Qumm, que le futur *marja'* soit installé en Irak ou ailleurs. Témoins de la vitalité de cette école, les six cents *mujtahid*-s qui sont directement ou indirectement issus de cet enseignement. Ni Sharî'at Madârî, ni Khomeiny, ni Mara'shî Najafî n'ont engendré de nouvelles générations de disciples. La victoire du politique sur le religieux à Qumm n'a pas permis l'émergence de nouveaux *mujtahid*-s, tandis que Najaf est demeuré un vivier malgré les années de répression du pouvoir irakien.

Il y a, à côté de Gulpâyegânî, des *marja'iyya*-s prêtes à entrer en lice. Aujourd'hui Gulpâyegânî est le plus populaire en Iran. Mais, l'ayatollah Muhammad Rûhânî, l'un des premiers élèves de Khû'î, jouit d'un prestige sans égal auprès des ulémas. Cependant, il n'est pas très connu en Iran, sa notoriété étant davantage ancrée en Irak, au Liban et dans le Golfe. Par ailleurs, Rûhânî a dit qu'il se mettait en marge de la *marja'iyya* et qu'il se consacrait à des études sur le *wilâyet al-faqîh* pour répondre à ses opposants. Ce religieux pense que le *wilâyet al-faqîh* doit être limité au maximum et que la *hawza* doit se préserver de la politique. Rûhânî cible d'attaques virulentes pour ses positions hostiles au régime islamique, réfute les accusations qui lui sont adressées. Il est aussi pénalisé par les activités de son frère, en exil. Ce dernier, Mahdî Rûhânî, a élu domicile en France, où les médias le présentent abusivement comme le "chef spirituel des chiïtes d'Europe", et d'où il dénonce régulièrement les dirigeants de Téhéran. Muhammad Rûhânî précise qu'il a rompu avec son frère depuis son retour en Iran, c'est-à-dire depuis la victoire de la révolution islamique. Tout en affirmant

souhaiter le maintien de la *marja'iyya* à Najaf, Rûhânî ajoute qu'il refuse de revenir dans la ville de l'Imam 'Alî tant que le régime irakien actuel sera en place. Un autre religieux, l'ayatollah Hasan Tabâtâbâ'î Qummî, l'oncle de Moussa Sadr, est très populaire en Irak, au Liban et au Pakistan, mais il est en résidence surveillée en Iran, du fait de son opposition au régime islamique, ce qui limite grandement ses chances.

En Iran, encore, des noms comme Wahîd al-Khurâsânî, Mîrzâ Jawâd al-Tabrîzî, 'Alî al-Falsafî, circulent dans les milieux religieux comme futurs candidats possibles à la *marja'iyya* suprême. L'avenir de 'Alî Muntazerî, l'ex-dauphin de Khomeiny, destitué depuis et en résidence surveillée, semble compromis. Il y a, enfin, 'Alî Khâmenâ'î, le "guide de la République islamique", bien qu'il n'ait pas encore les qualifications requises pour être considéré comme un *marja'*. Les partisans de Khâmenâ'î affirment toutefois qu'il peut assumer une *marja'iyya* générale que les autres *marja'*-s n'assurent pas. Cependant, Khâmenâ'î n'a pas de soutien en dehors des partisans du *wilâyet al-faqîh*, tandis que la *hawza* de Najaf jouit du prestige des élèves de Khû'î. Parallèlement, au Liban, cheikh Fadl Allâh tente d'apparaître comme l'héritier de Muhammad Bâqer as-Sadr.

Ceci nous ramène en Irak où travaille l'un des élèves de Khû'î les plus célèbres. Sîstânî, a, de fait, le rôle d'un *marja'*. Il occuperait le second rang après Gulpâyegânî et de nombreux ulémas affirment qu'il a les plus grandes chances d'accéder à la *marja'iyya* suprême après lui, du fait qu'il apparaît comme celui qui préserve la *hawza* de Najaf. Sayyid 'Alî al-Husaynî Sîstânî est né en 1931 à Mashhad. Il y a fait ses études avant d'aller à Qumm suivre les cours de l'ayatollah Burûdjerdî. En 1952, il partit à Najaf poursuivre son enseignement sous la direction de Khû'î et de cheikh Husayn al-Hillî. C'est lui qui a fait la prière des morts lors de l'enterrement de Khû'î, où il était l'un des six chiites autorisés par le régime à assister à la cérémonie. Il est considéré comme un *marja'* en Irak, dans le Golfe, en Inde et en Afrique. Ses fidèles ont ouvert deux bibliothèques sous son patronage dans les deux villes saintes d'Iran, à Qumm et à Mashhad, afin d'organiser ses imitateurs en dehors de Najaf. Il a été considéré comme un successeur possible de Khû'î par la Fondation Khû'î, en cas d'échec des pourparlers avec Gulpâyegânî. Cependant, Sîstânî a refusé d'entrer dans une logique d'affrontement avec le *marja'* de Qumm. Le hujjatulislâm Jawâd Shahrestânî, qui représente Sîstânî, affirme que "la *marja'iyya* de Gulpâyegânî est sans conteste, mais qu'après lui, c'est Sîstânî qui, probablement, prendra les rênes de la *marja'iyya*." Selon 'Abd al-Majîd Khû'î, Sîstânî a des partisans dans l'ensemble du monde chiite, même si sa base est à Najaf, et ses fidèles seraient en constante augmentation. Sîstânî peut être considéré comme un jeune *marja'*; il a seulement 62 ans. Il ne semble pas qu'il croit dans le principe du *wilâyet al-faqîh*. Ce qui apparaît clairement est qu'il partage le souci de Khû'î de garder la *marja'iyya* éloignée de toute influence extérieure.

Beaucoup des partisans de la *marja'iyya* de Gulpâyegânî ne voient pas de contradiction avec leur appui au prochain *marja'*, en l'occurrence Sîstânî. Selon Muhammad Husayn Shams ad-Dîn, la *marja'iyya* est répartie entre quatre *mujtahid*-s dont le plus important est Gulpâyegânî, les trois autres étant Sabzivârî, Sîstânî et Rûhânî. Pour les questions auxquelles Gulpâyegânî ne répond pas, le chef chiite libanais appelle à se reporter sur les autres *marja'*-s¹. Pour Fadl Allâh, le *marja'* le plus important après Khû'î est Gulpâyegânî, mais celui-ci n'a pas la *marja'iyya* totale de Khû'î et, de ce fait, il y a d'autres *marja'iyya*-s. Le chef spirituel du Hizbollah libanais s'attend à ce que la disparition de Gulpâyegânî ouvre une période de luttes intenses pour sa succession.

Après la mort de Khû'î, de nombreux ulémas chiites avaient considéré que c'était au *marja'* de Najaf le plus âgé de succéder à Khû'î, à savoir Sabzivârî. 'Abd al-A'la Sabzivârî est né en 1910 à Sabzivâr dans le Khorasân. Après des études à Mashhad, il vint à Najaf où il eut pour maître Diyâ ad-Dîn al-'Irâqî, Muhammad Husayn Nâ'inî et Muhammad Husayn Isfahânî. Son engagement, aux côtés de Khû'î, contre les tentatives du pouvoir irakien de prendre le contrôle de la *marja'iyya* lui avait valu d'être plusieurs fois arrêté, ainsi que sa famille et ses disciples. Son rôle, lors de l'*intifâda* de mars 1991, où il organisa, au nom de Khû'î, un embryon de pouvoir à Najaf aux mains des insurgés, en fit le candidat de l'opposition irakienne en exil à Téhéran. Il est mort à Najaf le 16 août 1993 et son enterrement s'est fait rapidement sans aucune cérémonie, à l'instar de ce qui s'est produit lors de l'enterrement de Khû'î. Il a trois fils, l'un à Najaf, l'autre à Qumm, l'autre à Mashhad, susceptibles de prendre sa succession.

Cependant, l'Iran considère que les appels en faveur de la *hawza* de Najaf donnent au régime irakien un moyen de pression politique. C'est que l'Iran, comme l'Irak, entend jouer un rôle essentiel dans la désignation du *marja'*. Les dirigeants de la République islamique, qui tentent de réunir le politique et le religieux, ont dû constater l'impossibilité d'incarner les deux principes en une seule personne après la mort de Khomeiny. Aussi ont-ils cherché des candidats de substitution en attendant que Khâmenâ'î puisse apparaître comme un *marja'*. Ainsi, l'ayatollah Muhammad 'Alî Arâkî a d'abord été le candidat des autorités iraniennes à la succession de Khû'î. Arâkî, que certaines personnes imitent à Qumm, mais dont la *marja'iyya* n'est pas étendue en dehors d'Iran a, en Iran même, une audience dans des cercles plutôt limités. Après la mort de Khomeiny, les dirigeants de la République islamique s'étaient déjà tournés vers lui pour certaines questions. L'audience restreinte de ce religieux a fini par convaincre les dirigeants iraniens de se rallier à l'option Gulpâyegânî. Autre moyen de pression sur la *marja'iyya*, la mise en résidence surveillée, à Mashhad, de Hasan Tabâtâbâ'î Qummî, à cause de ses positions hostiles à la République

¹ *Al-Wasat*, op. cit., p. 19.

islamique. 'Abd al-Majîd Khû'î considère que l'Iran, du vivant de Khomeiny, avait la capacité d'imposer son *marja'*, mais qu'elle ne l'a plus avec Khâmenâ'î. Car à Téhéran, le pouvoir considère la *marja'iyya* comme partie intégrante de sa mission.

A Bagdad, en revanche, on poursuit un vieil affrontement historique avec la *marja'iyya*, unique institution indépendante du pouvoir en Irak. La majorité de l'appareil sur lequel Khû'î se reposait est aujourd'hui en prison. Les autorités irakiennes ont tenté d'imposer leur candidat, un uléma de Najaf inconnu. Le 3 novembre 1992, l'éditorial de *Al-Noor* exprimait le point de vue véhément de la Fondation Khû'î à ce sujet : "Une fois encore, les griffes du gouvernement irakien se sont abattues sur la *marja'iyya* suprême des musulmans chiites pour la détruire. Ainsi, le parti au pouvoir en Irak a cru qu'il pouvait donner le coup de grâce à la *marja'iyya* en désignant de lui-même un uléma à la succession de l'imam. Bien que la collaboration de cette personnalité avec les autorités irakiennes soit sujette à caution, le simple fait de tenter d'imposer par voie gouvernementale un *marja'* à l'umma est une grave atteinte à son indépendance. Le régime irakien avait choisi une personnalité d'une famille religieuse respectée, mais sans les qualités requises pour être *marja'*, une personnalité inconnue de la majorité des ulémas. Le simple fait d'être nommé par Saddâm signifiait l'échec par avance de cette tentative. L'important est que le différend soit, non avec ce religieux, mais avec le gouvernement irakien, et que les chiites conservent la capacité de discerner qui est le plus écouté et le plus savant, celui qui a les qualités requises pour occuper cette fonction sacrée. Les chiites et leurs ulémas choisiront en conscience selon des critères millénaires. Cependant, il y a des conséquences administratives et sociales à l'intervention des autorités irakiennes dans les affaires de la *marja'iyya*. La première conséquence est la mainmise des autorités irakiennes sur les biens caritatifs de la communauté par l'intermédiaire de cette désignation, ainsi que sur les *waqf*-s dans le pays et leur utilisation au service de la politique du gouvernement et non des intérêts des musulmans chiites. De même, l'enseignement de la *hawza* de Najaf sera soumis aux diktats du gouvernement, par le simple octroi ou non de visas d'entrée et de résidence pour les étudiants non-Irakiens, avec des critères contraires à ceux de la *marja'iyya*, qui ne sont pas liés à la politique.

Nous, depuis ce *minbar*, nous exigeons du gouvernement irakien qu'il lève ses mains criminelles de la *hawza* et qu'il s'abstienne d'intervenir dans les affaires de la *marja'iyya*. Ceci concerne plus de deux cent millions de musulmans dans le monde et il n'est du droit d'aucun gouvernement, quel qu'il soit, d'interférer dans les affaires de la *marja'iyya* et de menacer son indépendance. La *marja'iyya* est un centre divin qu'aucune allégeance politique ne peut soumettre. La *marja'iyya* n'a rien à voir avec la guerre entre tel ou tel pays. La vérité est que le gouvernement irakien, qui ne peut pas être plus éloigné de la religion et

de ses enseignements, tente d'intervenir dans les affaires de la plus haute autorité chiite. Nous demandons une condamnation unanime de cette politique. Quant à nous, nous sommes confiants, nous n'avons pas d'inquiétude sur l'avenir de la *marja'iyya* et sommes certains que le plus savant des ulémas sera reconnu, malgré les sbires de Saddâm."

Les autorités irakiennes ont dû rapidement battre en retraite face à la violence des réactions dans l'ensemble du monde chiite. Muhammad Sâdeq as-Sadr, le candidat de Bagdad, ne jouit d'aucune popularité au sein de la *hawza* de Najaf et encore moins à l'extérieur. Toutefois, la tentative irakienne de choisir un *marja'* arabe, avec pour prétexte invoqué par le gouvernement irakien la nécessité de restituer son arabité à la *marja'iyya*, appelle quelques commentaires. La fonction de *marja' a'la* n'est pas liée à une nationalité particulière. Najaf a eu des *marja'*s non-Arabes, comme Khû'î, qui était Iranien, mais aussi des *marja'*s Arabes comme Muhammad Husayn Kâshef al-Ghatâ', Muhsin al-Hakîm, Muhammad Ridâ Al Yâsîn ou Muhammad Bâqer as-Sadr, qui étaient tous des Arabes irakiens. Aujourd'hui, il n'y a aucun nom arabe qui émerge comme futur *marja'*. Gulpâyegânî, Sîstânî ou Rûhânî sont Iranien. Sabzivârî était Iranien. L'ensemble des ulémas chiites, les Arabes en particulier, ont souligné la responsabilité du régime irakien dans l'affaiblissement de la *hawza* de Najaf, dont d'autres centres comme Qumm tirent indirectement profit. Quant à l'arabité de la *marja'iyya*, elle n'est pas retenue comme un critère, mais les ulémas ne se font pas faute de rappeler que des trois grands *marja'*s arabes des trente dernières années, l'un, Muhsin al-Hakîm, est mort en situation d'affrontement avec le régime, le second, Al Yâsîn, est l'un des fondateurs du parti Da'wa, dont les membres sont condamnés à mort par une loi irakienne, et le troisième, Muhammad Bâqer as-Sadr, fait figure de martyr emblématique du mouvement religieux en Irak.

Si les prétentions du régime irakien à défendre l'arabité de la *marja'iyya* n'ont rencontré aucun écho parmi les chiites, il n'est pas faux, en revanche, de considérer qu'une concurrence peut exister entre les villes saintes, notamment Najaf, en Irak, et Qumm, en Iran. La plupart des ulémas chiites, et parmi eux particulièrement les Arabes, considèrent que Najaf a une prééminence indiscutée. Selon Fâdl Allâh, "il n'y a pas de concurrence entre Najaf et Qumm, car le poids de Najaf est incomparable. Aucun chiite ne voit Qumm comme rivale"¹. Opinion partagée par Shams ad-Dîn : "Nous donnons beaucoup d'importance à ce que la *marja'iyya* soit à Najaf, qui est la *hawza*-mère. Ceci sans diminuer le mérite de Qumm. Cependant, il faut reconnaître que Najaf, comme tout l'Irak, est privé de liberté, et les *marja'*s de Najaf, Sabzivârî ou Sîstânî, s'ils peuvent recevoir des questions de leurs fidèles, sont d'un contact difficile à cause de la situation politique."² Selon

¹ *Al-Wasat*, op. cit., p. 21.

² *Al-Wasat*, op. cit., p. 19.

Muhammad Bahr al-'Ulûm, "Najaf a l'histoire pour elle, sa *marja'iyya* est la plus importante, elle est millénaire, et la plupart des chiites soutiennent le maintien de la *marja'iyya* à Najaf". Cependant, il ajoute que "les conditions pour voir Najaf remplir son rôle ne sont pas remplies à cause de la situation politique en Irak."¹

Aujourd'hui, les circonstances favorisent Qumm, du fait de la politique des autorités irakiennes aux dépens de Najaf et de la capacité de l'Iran à influencer la *hawza* de Qumm, invoquant que Najaf ne remplit pas les conditions requises pour que la *marja'iyya* puisse s'y établir. Malgré la situation difficile des ulémas chiites en Irak, Najaf conserve son rôle, même diminué. La plupart des maîtres de Qumm ont étudié à Najaf. Et on ne peut ignorer le rôle de Najaf dans l'avenir du chiisme politique.

***marja'iyya* et mouvement islamiste chiite**

L'apparition d'une *marja'iyya* politique, depuis deux décennies, est la conséquence directe de l'émergence du courant islamiste dans le monde arabe et islamique, et plus particulièrement au sein du monde chiite. Khomeiny et Muhammad Bâqer as-Sadr sont les plus illustres de ces *marja*'s politiques, dont l'autorité repose autant, sinon davantage, sur l'intransigeance d'un combat politique que sur une science religieuse reconnue par les autres ulémas. Cette évolution représente une révolution pour le rôle de la *marja'iyya*. Khû'î a représenté le courant des ulémas hostiles à l'implication des religieux dans la politique : en cela, il était suivi à Najaf par des grands *marja*'s, comme Muhsin al-Hakîm ou 'Abd al-Hâdî Shirâzî. Cependant, cet apolitisme n'empêchait pas Khû'î de dénoncer les activités sionistes en Iran ou de défendre Khomeiny en butte à la répression. Mais, Khomeiny continua à émerger comme uléma politique, tandis que Khû'î, hormis des affaires d'intérêt général concernant le monde islamique, se concentra sur le *fiqh*² et les *usûl*³ et, on l'a vu, sur l'enseignement. Malgré cela, Khû'î conclut un accord tacite avec le *marja*' de l'époque, Muhsin al-Hakîm, quand celui-ci se mit à rentrer en politique pour affronter le régime baassiste. Muhsin al-Hakîm et Khomeiny étaient en première ligne, l'un contre le pouvoir de Bagdad, l'autre contre le régime impérial iranien, et Khû'î représentait, si l'on peut dire, l'arrière. En Irak, l'affrontement se termina avec la mort de Muhsin al-Hakîm, si bien que la mission d'affronter le pouvoir baassiste échet à Khû'î, d'où ses relations de plus en plus tendues avec le régime irakien. Comme le régime était capable d'écraser toute opposition, Khû'î fut dans la position délicate de trouver une voie

¹ *Al-Wasat*, op. cit., p. 21.

² La jurisprudence islamique.

³ Les principes du *fiqh*.

médiane entre la résistance et la nécessité de préserver la *hawza*. Il se retrouva au milieu de la tourmente au moment où le régime irakien exila par familles entières les "Iraniens", parmi les ulémas chiites des villes saintes. Cependant, il réussit à maintenir le cap, malgré l'arrestation ou l'exécution de plusieurs de ses élèves. Khû'î avait soutenu la révolution islamique en Iran, mais il prit vite ses distances, pensant que les ulémas ne devaient pas accepter d'assumer le pouvoir. L'expérience iranienne venait couronner une lutte de libération nationale anti-occidentale et elle correspondait à l'émergence du courant islamiste, qui se fait habituellement au détriment de l'islam institutionnalisé, traditionnel et "apolitique". C'est, en tout cas, vérifiable dans le monde sunnite.

Chez les chiites, le mouvement islamiste n'est pas né en dehors de la *marja'iyya* et encore moins contre elle. Ce sont des ulémas qui en ont été les premiers promoteurs, tous issus de la *hawza* de Najaf. Mais ces derniers, en général jeunes étudiants, n'ont jamais considéré que l'islamisme pouvait être un moyen de contourner la *marja'iyya*. Si les islamistes sunnites prennent volontiers Al-Azhar pour cible, leurs pendants chiites, issus pour beaucoup de l'institution religieuse même, parlent en son nom. Ainsi, l'ayatollah Muhsin al-Hakîm, le *marja' a'la* des années 1960, n'est-il pas crédité de la paternité du plus ancien parti islamiste d'Irak, le parti Da'wa, aujourd'hui l'une des principales composantes du chiisme politique en Irak? Ce qui est certain, c'est que l'action de réislamisation prônée par Muhsin al-Hakîm, dans le courant des années 1960, a été la première manifestation à partir de laquelle s'est greffée l'activité du mouvement islamiste en Irak. C'est grâce au patronage de Muhsin al-Hakîm que Najaf a pu devenir la véritable pépinière d'où allaient sortir tous les cadres actuels des mouvements islamistes chiites, depuis l'Iran jusqu'au Liban en passant par l'Irak. Au moment où a éclaté la guerre entre l'Iran et l'Irak, les ulémas ont pu être divisés sur l'opportunité de soutenir la République islamique. C'est à ce moment que les relations entre le mouvement islamiste, représenté à Najaf par Muhammad Bâqer al-Sadr, et la *marja'iyya*, incarnée par Khû'î, ont été le plus tendues. Mais la férocité de la répression en Irak contre les religieux, avec l'exécution de l'ayatollah Muhammad Bâqer as-Sadr et celles des membres de la famille al-Hakîm, ont fait que le politique a pris le dessus sur le religieux. La *marja'iyya* de Najaf s'engagea sur un terrain de plus en plus politique : elle aida les Libanais lors de l'agression israélienne en 1982, soutint les mujâhidîn afghans, tandis que les rapports de Khû'î avec le gouvernement irakien devenaient de plus en plus difficiles. Ceci n'empêcha pas la *marja'iyya* de continuer à étendre son influence sur le terrain et à concentrer ses efforts sur les pays extérieurs au champ de bataille, notamment l'Inde et le Pakistan. L'*intifâda* de mars 1991 fit de Khû'î, à son corps défendant, le symbole de la résistance. Le pouvoir irakien le fit enlever, le mit en résidence surveillée, emprisonna nombre de ses élèves et membres de sa famille. Beaucoup d'entre eux sont toujours en prison. Les pressions exercées

par Téhéran pour rallier Khû'î à la cause révolutionnaire islamique s'étaient atténuées après la mort de Khomeiny et la fin tacite du *wilâyet al-faqîh*. Elles se réduisirent encore avec le symbole de Khû'î, "chef de l'*intifâda* irakien", ce qui satisfaisait ses fidèles islamistes insurgés en Irak. Le nouveau consensus autour de sa personne, depuis les khomeinistes jusqu'aux apolitiques, fut illustré par le télégramme de condoléances de Khâmenâ'î aux enfants de Khû'î. Aujourd'hui, les dirigeants de Téhéran célèbrent en commun avec la *marja'iyya* de Najaf la mémoire du *marja'* défunt et celle de "l'ayatollah martyr" Muhammad Bâqer as-Sadr, dont on connaît pourtant l'opposition passée. Après avoir réussi en partie à entraîner la *marja'iyya* sur le terrain de la confrontation politique avec le pouvoir baassiste, les islamistes ont, en retour, réaffirmé le principe de l'indépendance de la direction spirituelle chiite.

Pour comprendre cette évolution qui semble contradictoire, il faut se souvenir que la prise du pouvoir par une partie de la hiérarchie religieuse chiite en Iran, celle acquise aux thèses de Khomeiny, a suscité des interférences nombreuses entre l'Etat iranien, le mouvement islamiste et la *marja'iyya*. L'apogée de l'interférence entre Etat et *marja'iyya* s'est manifesté par la désignation, puis la destitution d'un successeur à l'imam Khomeiny. Par la suite, les rapports entre l'Etat iranien et la *marja'iyya* ont repris un cours "normal", avec le retour à une apparente acceptation de la séparation entre les deux institutions par les autorités iraniennes. Après la disgrâce de Muntazerî, les autorités iraniennes en sont revenues à une distinction entre le politique et la *marja'iyya*. Cette évolution est-elle le fruit d'une conviction ou la constatation de l'impossibilité pratique d'appliquer le *wilâyet al-faqîh* sans Khomeiny, alors que tous les grands *marja'*s actuels refusent le principe du *wilâyet al-faqîh* ou en donnent une interprétation très restrictive? Quoi qu'il en soit, cette période a créé des confusions pour les croyants et les religieux eux-mêmes. On sait que la majorité des islamistes chiites du monde arabe sont des imitateurs de Khû'î. En tant que partisans de Khomeiny, ils ont donc suivi les avis de deux *marja'*s à la fois, imitant Khû'î pour les affaires de rites et de vie quotidienne et suivant Khomeiny pour les affaires politiques. Une telle situation était inédite, en ce qu'elle était bien différente de la *marja'iyya* pluraliste où des croyants sont autorisés à se référer à un autre *marja'*, si leur *marja'* ne traite pas d'une question particulière. On avait là très nettement deux *marja'*s intervenant dans des domaines différents, ce qui est apparu comme préjudiciable à de nombreux ulémas.

L'émergence de l'islamisme ne s'est pas seulement traduit par les pressions exercées par les autorités iraniennes sur la *marja'iyya*. Celle-ci est aussi soumise aux interférences des mouvements islamistes iraniens ou arabes, qui veulent instaurer un pouvoir islamique. Ces mouvements ont tenté d'établir un modèle de pouvoir politique islamique, esquissé par le projet de constitution pour une république

islamique en Iran de Muhammad Bâqer as-Sadr. Mais ce projet a vite été confronté à la réalité de la *marja'iyya* et à son rôle historique de direction religieuse. Les islamistes ont alors tenté d'influer sur ses institutions et ses religieux, mais ils ont été en retour influencés par la *marja'iyya*. Le résultat est l'acceptation actuelle du rôle des ulémas comme dirigeants religieux et source de légitimité pour résoudre les questions de tous ordres. Les islamistes chiites reconnaissent tous la nécessité de se soumettre au *marja'*, en tant que dirigeant spirituel, ce qui n'empêche pas les intellectuels islamistes de jouer leur rôle au niveau de l'Etat ou des partis.

Cependant, malgré l'interpénétration croissante entre les mouvements islamistes et la *marja'iyya*, les deux sont demeurés distincts. Il en va de même avec l'Etat iranien. Même lorsque le dirigeant politique et le *marja'* étaient incarnés en une seule et même personne, comme ce fut le cas sous Khomeiny, et que les partis islamistes tiraient leur inspiration de l'Iran, il existait un Etat iranien avec ses intérêts propres, des intérêts parfois divergents avec ceux de la *marja'iyya* ou du mouvement islamiste. Ces intérêts se sont manifestés par la suite, avec la stabilisation de la révolution. Ceci a conduit une partie des mouvements islamistes à quitter l'Iran, comme c'est le cas du parti Da'wa, et ceux qui n'en sont pas partis hésitent à condamner publiquement les "dérives nationales" de la politique iranienne, comme par exemple la normalisation en cours avec Bagdad. Les Iraniens, de leur côté, ont toujours veillé à ce que les non-Iraniens n'interfèrent pas dans leurs affaires, fussent-ils membres de mouvements islamistes, ce qui montre qu'ils ont toujours fait la différence entre l'Etat, la *marja'iyya* et le mouvement islamiste. La disparition de Khomeiny a (provisoirement?) résolu la question. Les partis islamistes n'en entendent pas moins influencer sur le choix du nouveau *marja'*.

La situation actuelle pourrait ressembler à une victoire de la *marja'iyya*, dans la mesure où son indépendance est reconnue aujourd'hui par ceux qui, au sein du chiisme, pouvait la mettre en péril : Etat iranien dominé par les khomeinistes et mouvement islamiste. Le "guide de la République islamique", 'Alî Khâmenâ'î, est à l'unisson avec le Hizbollah libanais et les islamistes irakiens, mais aussi avec les héritiers de Khû'î et la *hawza* de Najaf, pour considérer que l'ayatollah Gulpâyegânî est le nouveau *marja'* a'la. Selon 'Abd al-Majîd Khû'î, "malgré toutes les pressions des Etats, des partis et mouvements islamistes, la *marja'iyya* demeure au-dessus de toute considération temporelle et les chiites continuent d'envoyer le *khums* à leur *marja'*, ce qui assure son indépendance par rapport aux gouvernements et aux partis". Cette nouvelle union a sa traduction politique : l'opposition chiite irakienne, qu'elle soit islamiste ou non, parle aujourd'hui un seul et même langage. Mais il serait hasardeux de considérer que le *wilâyet al-faqîh* défendu par Khomeiny n'était qu'une parenthèse. On sait que Khâmenâ'î a l'ambition de devenir un *marja'* politique. D'autres

pourraient l'imiter. Car la théorie khomeiniste du *wilâyet al-faqîh* est aussi l'aboutissement d'un long processus qui, au sein du chiisme, a contribué à attribuer toujours davantage de pouvoir aux *mujtahid*-s. On sait, par ailleurs, que les raisons de la montée en puissance du mouvement islamiste dans le monde arabe et islamique existent aussi en Irak, même si le facteur de polarisation confessionnelle en modifie quelque peu les données. Toutefois, l'apparent abandon du principe du *wilâyet al-faqîh* par les mouvements islamistes chiites en Irak, considéré comme un préalable sacré du vivant de Khomeiny, et l'acceptation d'élections libres et d'un régime pluraliste et parlementaire, a permis, au-delà d'une unité nouvelle du mouvement religieux, le dialogue avec les autres composantes de l'opposition. On assiste à un "repli" du mouvement islamiste sur un projet chiite avant tout identitaire auquel les chiites laïcs peuvent adhérer. De plus, l'abandon du *wilâyet al-faqîh* est une hypothèque importante levée au ralliement éventuel des sunnites à un combat dominé par les chiites contre le régime baassiste. La théorie du *wilâyet al-faqîh* avait, en effet, l'inconvénient majeur de remettre en cause la souveraineté de l'Etat irakien, du fait de sa subordination à l'autorité du *faqîh* qui pouvait, comme c'était le cas pour Khomeiny, être installé dans le pays voisin. Une telle dépendance politique était loin de faire l'unanimité, on s'en doute, y compris même au sein du mouvement islamiste chiite d'Irak.

En attendant la réforme, union sacrée face au régime de Baghdad

L'union sacrée autour du principe de l'indépendance de la *marja'iyya* a été facilitée par la situation politique en Irak. Car si elles menacent son indépendance, les pressions exercées par la direction iranienne sur la *marja'iyya* proviennent de l'intérieur de l'institution, qu'elles veulent contrôler et non détruire. L'action du régime irakien est toute autre : elle a son origine dans un système étatique établi par les Britanniques en 1920, dominé confessionnellement par les sunnites, et qui vise à la suppression pure et simple de la *marja'iyya*. Toutefois, si le régime de Saddâm Husayn ne fait que reprendre à son compte la stratégie d'affrontement des chiites qui était celle de ses prédécesseurs, il les surpasse par l'ampleur des moyens employés. Le réveil du mouvement religieux, à partir de la fin des années 1960, a mis fin à près de cinquante ans de traversée du désert depuis la défaite militaire des chiites face à la puissance mandataire britannique. Pour la première fois dans l'histoire de la *marja'iyya* en Irak, un *mujtahid* a été exécuté en la personne de Muhammad Bâqer as-Sadr, tandis que l'ayatollah Khû'î s'est vu contraint de délivrer un message de soutien au régime à la télévision en plein milieu de l'insurrection de mars 1991. Aucun pouvoir irakien n'avait osé

porter atteinte à la personne sacrée des *marja*'-s jusqu'alors. Les lieux saints chiites ont été bombardés et en partie détruits, tandis que les religieux ont été arrêtés par centaines. Dans tout le pays chiite, les exactions se sont multipliées pendant et après la répression de l'*intifâda* de mars 1991. Le creusement du "troisième fleuve", entre le Tigre et l'Euphrate, qui vise à assécher les marais du sud de l'Irak n'est que l'illustration de la folie d'un régime prêt à modifier les conditions naturelles d'un pays pour écraser sa population.

Dès 1968, le régime baassiste avait manifesté sa volonté de réduire la *marja'iyya* alors incarnée par Muhsin al-Hakîm. Ce n'était que le début d'une véritable guerre contre l'institution. Le fils du *marja'*, Mahdî al-Hakîm, fut accusé d'être un agent de l'étranger. Il sera assassiné en 1988 à Khartoum par des envoyés du gouvernement irakien. Muhsin al-Hakîm fut mis en résidence surveillée. En 1974, le pouvoir baassiste fit exécuter cinq ulémas de Najaf, dont le hujjatulislâm 'Aref al-Basrî. Et de 1971 à 1988, des milliers de familles irakiennes, parmi lesquelles de nombreux ulémas, ont dû prendre le chemin de l'exil. Par vagues successives, et sous prétexte que certaines d'entre elles n'étaient pas arabes ou de nationalité irakienne, des familles entières d'ulémas, dont certaines étaient implantées en Irak depuis plusieurs générations et n'avaient plus aucun lien avec leur pays d'origine, furent expulsées. La majorité des ulémas des villes saintes étant depuis des siècles en majorité d'origine iranienne, c'est toute la *hawza* qui se voyait ainsi menacée dans son existence même. Les prétentions du régime à défendre le caractère arabe du chiisme en Irak ne trouvèrent plus aucun crédit après l'exécution en 1980 de Muhammad Bâqer as-Sadr, le plus grand *marja'* arabe de l'époque, et de sa sœur Bint al-Huda. Les assassinats par dizaines et l'exil ou l'emprisonnement par centaines des ulémas chiites ont continué. En 1983, Saddâm Husayn a fait exécuter cinq membres de la famille de Muhsin al-Hakîm, dont 'Abd as-Sâhib al-Hakîm, un penseur réputé dans tout le monde chiite. En 1985, quatre autres membres de la famille al-Hakîm ont été à leur tour exécutés. Au total, ce sont vingt-deux membres de la famille du *marja'* qui trouveront ainsi la mort. En dépit des mesures d'intimidation et des menaces, Khû'î a continué à animer la *hawza* de Najaf. C'est pourquoi Bagdad a commencé à restreindre sa liberté, soit en emprisonnant les membres de sa famille ou certains de ses fidèles, soit en faisant encercler sa maison par l'armée. Son enlèvement, en mars 1991, à la suite de la défaite des forces irakiennes dans la Guerre du Golfe, et au milieu de l'*intifâda*, horrifia l'ensemble des chiites. Il fut enterré de nuit sans cérémonie, en présence de six ulémas seulement, tandis que la Garde républicaine encerclait la ville sainte, et on empêcha la population de tenir des assemblées de deuil. On sait que les obsèques des *marja*'-s sont l'occasion pour leurs fidèles de témoigner de leur attachement et qu'ils déplacent normalement des foules considérables. Les messages

de condoléances qui affluaient du monde entier furent tenus secrets. Celles du roi Husayn de Jordanie furent refusées.

Au moment de la répression de l'*intifâda*, de nombreux ulémas ont été arrêtés. Plus de 180 d'entre eux, étudiants et membres de la famille de Khû'î, ont été emprisonnés. Ibrâhîm Abû al-Qâsim Khû'î, un petit-fils de l'ayatollah défunt, figure parmi eux. Le régime irakien maintient toujours en prison plus de cent étudiants réputés de la *hawza* de Najaf, dont on ne connaît pas le sort. Selon 'Abd al-Majîd Khû'î, il y a de nombreux candidats à la *marja'iyya* parmi ces emprisonnés. Il a notamment cité le cas de Murtaza Khalkhâlî (plus de 90 ans), qui était le bras droit de Khû'î. D'autres citent 'Alâ ad-Dîn Bahr al-'Ulûm et l'ayatollah Muhammad Rizâ Khalkhâlî. Comme pour mieux faire mentir la propagande arabiste du régime, nombreux sont les Arabes irakiens qui figurent parmi les emprisonnés, notamment des membres des familles al-Hakîm et Bahr al-'Ulûm. L'intervention du régime pour nommer un *marja'* arabe à la succession de Khû'î, qui a finalement échoué, n'a fait que convaincre un peu plus les chiites que leur identité même était visée à travers leur direction religieuse.

Cette volonté de détruire la *marja'iyya* a été illustrée par l'acharnement contre les bâtiments abritant les institutions et les lieux de la mémoire chiite : mosquées, écoles, bibliothèques, *husayniyya*-s¹. Dans la seule ville de Najaf, six mosquées ont été détruites et le mausolée de l'Imam 'Alî a été bombardé. Six bibliothèques, dont celle de l'ayatollah al-Hakîm, dix écoles religieuses, de nombreuses tombes, dont celles de l'ayatollah al-Hakîm, de 'Abdallâh Mamâqânî et d'Abûl-Hasan Isfahânî, grands *marja'*-s des années 1920, ont été profanées. A Karbalâ, le mausolée de l'Imam Husayn et celui de 'Abbâs ont été la cible des obus. Cinq autres mausolées ont été détruits. Trente-deux mosquées, dix écoles et soixante-six *husayniyya*-s ont été rasées. Ces tentatives d'effacer la mémoire d'une communauté n'est pas nouvelle. Déjà, l'école de l'ayatollah Mahdî Khâlesî à Kâzimayn, d'où cet important religieux mena la lutte contre l'Etat irakien sous mandat britannique au début des années 1920, l'école de Hasan Shîrâzî à Sâmarrâ, siège du *marja'* qui promulgua en 1891 sa célèbre fétwa interdisant la consommation du tabac en Iran parce que le monopole de son commerce avait été confié à un Britannique, et d'autres lieux importants de l'histoire du chiisme avaient été transformés en bâtiments officiels. A Kûfa, le Musée de la Révolution de 1920, qui exposait des documents sur le rôle dirigeant des religieux chiites lors de cette insurrection contre les Britanniques, a été purement et simplement rasé et ses documents ont disparu. La répression de "l'*intifâda* de sha'bân 1411", nom que les chiites du mouvement religieux donnent à l'insurrection de mars 1991, est présentée par 'Abd al-Majîd Khû'î comme "un désastre historique

¹ Lieux de commémoration de la tragédie de Karbalâ' et du martyr de Husayn.

pour les chiites". Des dizaines de milliers d'entre eux ont alors trouvé la mort. Le sort tragique des marais, où se sont réfugiés par milliers les soldats déserteurs et les insurgés, rappelle que l'affrontement est toujours en cours.

Ces événements d'Irak ont joué un rôle important dans l'unité actuelle du mouvement religieux chiite. Islamistes et représentants de la Fondation Khû'î parlent aujourd'hui un langage commun. Cependant, d'autres problèmes sont apparus. La succession de Khû'î n'a pas été facile. Un an après la mort du *marja'*, celle-ci n'est toujours pas réglée, malgré le consensus sur la *marja'iyya* de Gulpâyegânî. A cet égard, il est instructif de rappeler les interminables tractations entre la Fondation Khû'î et Gulpâyegânî. Dans un communiqué publié en septembre 1992, la Fondation Khû'î annonçait que la question du choix d'un nouveau *marja'*, après la mort de Khû'î, n'était pas de ses compétences, mais de celle de la *hawza*. Ce communiqué ajoutait que "dans la mesure où les *faqîh*-s actuels permettent de continuer à se référer à un *marja'* mort, il est permis aux musulmans de continuer à se référer à Khû'î, en attendant de se reporter sur un nouveau *marja'*"¹. La fondation Khû'î a obtenu la permission de Gulpâyegânî et de Sîstânî de continuer à collecter les impôts islamiques au nom de Khû'î. Si l'on considère les sommes énormes drainées par un *marja'* de l'importance de Khû'î, on réalise que l'enjeu de la succession est aussi financier.

Ce n'est que la veille du premier anniversaire de la mort de Khû'î que la Fondation a choisi d'appeler officiellement les fidèles du *marja'* disparu à reconnaître en Gulpâyegânî le nouveau *marja' a'la*. Ce dernier a reçu à Qumm une lettre de la Fondation Khû'î, à la suite d'une réunion tenue à Londres à la fin août 1993. C'est lors de cette réunion qu'il fut décidé de "travailler sous son patronage en tant que *marja' a'la*". Cette décision se référait à l'article 5 du règlement intérieur de la Fondation, qui stipule : "La Fondation travaille sous les auspices du *marja' a'la* l'imam Khû'î, tant qu'il est en vie, et après sa mort ce sera sous celle du *marja' a'la* reconnu par la majorité des ulémas et par au moins les trois quarts des membres du comité directeur de la Fondation."² Questionné sur les raisons de ce retard à reconnaître Gulpâyegânî comme le nouveau *marja' a'la*, 'Abd al-Majîd Khû'î a répété que "la Fondation n'avait pas pour mission de désigner le *marja' a'la* parce que la *marja'iyya* était indépendante de toute institution politique ou autre, mais qu'elle se devait de se placer sous le patronage du *marja' a'la* reconnu par la majorité des ulémas, et que cela prenait du temps, car une majorité de chiites était demeurée attachée à l'imitation du Khû'î." Il ajoutait : "Notre réunion à Istanbul n'a pas tranché le sujet, car le quorum n'était pas atteint, et on a dû attendre la réunion de Londres d'il y a quelques jours." Cependant, les raisons invoquées pour le délai d'une année ne peuvent occulter d'autres difficultés. En

¹ *Al-Noor*, n° 16, septembre 1992, p. 25.

² *Al-Noor*, n° 27, août 1993, pp. 10 et 11.

référence à la lettre de la Fondation, des milieux proches de Gulpâyegânî ont indiqué que le *marja'* de Qumm avait demandé à un comité *ad hoc* d'étudier le règlement intérieur de la Fondation Khû'î, afin qu'il puisse se déterminer sur le caractère acceptable ou non de l'offre de patronage de la Fondation selon les principes exposés dans la lettre. Ces sources indiquaient aussi que Gulpâyegânî refuserait d'être le simple patron d'une Fondation, qui se proposait selon toute évidence de continuer à fonctionner suivant les principes énoncés par Khû'î, et qu'il voulait introduire des modifications dans son règlement. 'Abd al-Majîd Khû'î n'avait-il pas affirmé que "la Fondation suivrait le *marja'* qui vient en importance après Gulpâyegânî, en cas de réponse négative de ce dernier quant au patronage de la Fondation"? En indiquant que lui-même se référerait à Sîstânî, 'Abd al-Majîd Khû'î indiquait que, dans ce cas, la Fondation s'en remettrait à Sîstânî. L'apparent règlement de la question au bénéfice de Gulpâyegânî ne peut occulter le caractère transitoire de la *marja'iyya* actuelle. L'âge avancé du nouveau *marja' a'la* fait que la question de la succession de Khû'î demeure ouverte. L'ayatollah Gulpâyegânî, récemment reconnu comme le nouveau *marja' a'la*, est décédé à son tour le 9 décembre 1993. La bataille pour sa succession est donc ouverte. Le nombre important des candidats laisse présager une nouvelle période de vacance de la position de *marja' a'la* pour un temps plus ou moins long. L'ayatollah Sîstânî, qui semblait avoir les plus grandes chances de parvenir à cette position, a été mis en résidence surveillée à Najaf par les autorités bassistes irakiennes, à la fin d'octobre 1993. Depuis, il est pratiquement impossible de rentrer en contact avec lui, un handicap majeur pour un *marja'*. Deux religieux apparaissent aujourd'hui en bonne place : Muhammad Rûhânî, à Qumm, et Hasan Tabâtabâ'î Qummî, à Mashhad. Les disciples de Khû'î ont appelé à se reporter sur Rûhânî et Sîstânî. Les ulémas chiites du Liban ont porté leur choix sur Rûhânî ainsi que sur Tabâtabâ'î Qummî. Désormais doyen des grands *marja'*-s, ce dernier est de santé fragile.

La personnalité de Khû'î était une assurance de la pérennité de la *hawza* à Najaf. Aujourd'hui, malgré la présence de *mujtahid*-s disciples de Khû'î dans la ville sainte, avec à leur tête Sîstânî, la précarité de la situation apparaît d'autant plus grande que le régime irakien se voit aujourd'hui conforté par la volonté affichée par les pays occidentaux de renouer avec lui. Le délai pour l'émergence d'un nouveau *marja'*, les difficultés pour trouver un consensus, le vide causé par la disparition d'un *marja'* à un moment où les chiites vivent une période tragique en Irak, les pressions exercées ici et là sur la *marja'iyya*, tout ceci a contribué à convaincre de la nécessité d'une réforme. L'ensemble des ulémas est aujourd'hui conscient de cette nécessité, mais les points de vue divergent sur la nature de cette réforme. Quoi qu'il en soit, il est probable que sa définition prendra du temps.

L'émergence de la Fondation Khû'î est un phénomène nouveau qui illustre la nature des questions qui se posent. Cette institution défend

l'indépendance de la *marja'iyya* et s'est investie de la mission de représenter tous les chiites. Elle a dépensé beaucoup d'énergie en direction des instances internationales pour défendre les droits des chiites et leurs lieux saints. Son action a été tous azimuts. La Fondation Khû'î a pris en charge la protection des chiites irakiens réfugiés en Arabie saoudite dans le camp de Rafhâ, et qui sont selon toute apparence soumis à de mauvais traitements de la part des autorités saoudiennes. Elle a dirigé la campagne pour sauver les marais du sud de la répression et des projets d'assèchement du régime irakien. Ses représentants ont rejoint les islamistes dans les accusations adressées à l'Occident d'avoir permis à Saddâm Husayn d'écraser le peuple irakien lors de l'insurrection de mars 1991. A l'instar des islamistes, la Fondation Khû'î appelle aujourd'hui les chiites à ne pas faire confiance aux Etats-Unis. Et, à l'unisson avec les partisans de l'islam politique, elle condamne l'accord de paix entre l'OLP et Israël. Au niveau des symboles, il y a la célébration commune du "martyr Muhammad Bâqer as-Sadr" et de Khû'î, considérés par la Fondation comme patrimoine commun de tous les chiites.

La Fondation Khû'î a ainsi montré l'importance d'une institution permanente de la *marja'iyya*, indépendamment de la personne du *marja'*. En continuant à gérer l'héritage de Khû'î après sa mort, elle a mis en lumière une pratique devenue courante, liée à la difficulté pour les croyants de passer d'un *marja'* décédé à un autre. On sait que, dans les faits, la majorité des chiites continue à se référer à un *marja'* après sa mort, et ceci pendant une période plus ou moins longue. Muhsin al-Hakîm, décédé en 1970, a encore de nombreux imitateurs en Irak. On ne s'étonnera donc pas que la gestion de l'héritage de Khû'î par la Fondation comprenne celle de sa *marja'iyya*, bien que le dogme chiite condamne de façon explicite l'imitation d'un *marja'* mort. La Fondation indique ainsi qu'on peut se référer aujourd'hui aux fétwas des *marja'*s Gulpâyegânî, Sîstânî et Rûhânî, et que s'ils ne traitent pas d'un sujet, on en déduit qu'ils sont d'accord avec Khû'î.

Le succès de la Fondation Khû'î s'explique par les faiblesses de la *marja'iyya* : les aléas de la succession d'un *marja'* laissent la *marja'iyya* sans direction à une époque où les Etats sont de plus en plus enclins à intervenir dans ses affaires internes et où les chiites font face à des défis sans précédent. La nécessité de remédier à ces faiblesses, comme de préserver l'indépendance de la *marja'iyya*, a déjà suscité dans les années 1970 divers projets visant à l'institutionnalisation d'un collège d'ulémas, chargés de prendre les rênes de la *marja'iyya* dans les périodes de transition entre deux *marja'*-s. Ce collège pourrait être autorisé à collecter les impôts islamiques au nom du *marja'* défunt. On serait en présence d'une sorte de concile du Vatican, mais chiite. Le projet de la *marja'iyya rashîda* (la "*marja'iyya* bien dirigée") de Muhammad Bâqer as-Sadr allait dans ce sens, illustrant que le souci de préserver l'indépendance de la *marja'iyya* pouvait aussi provenir des milieux

islamistes. A terme, c'est à une nouvelle modification du dogme duodécimain à laquelle on risque d'assister. Mais les chiites, qui vivent, depuis deux siècles, une révolution dogmatique quasi-permanente, ont déjà prouvé qu'ils étaient aptes à modifier certains principes divins quand les contingences du moment l'exigent. Une telle réforme serait aussi un défi à l'autorité des Etats.

Paris

Centre d'Histoire de l'Islam Contemporain

Université de Paris-Sorbonne

Novembre 1993

L'ISLAMISME LIBANAIS ET PALESTINIEN RUPTURE DANS LA CONTINUITÉ

Dalal EL-BIZRI

Dans leurs rapports avec Israël, les Libanais et les Palestiniens ont, parmi les peuples limitrophes de ce pays, partagé un même mode d'opposition, et, ainsi, un vécu qui les distingue des autres voisins arabes. Contrairement aux Egyptiens, Syriens et Jordaniens, dont les dirigeants ont pris massivement en charge le combat sacré, Palestiniens et Libanais se sont ouvertement confrontés aux Israéliens, parfois "librement", souvent dans un corps à corps rocambolesque, puisque tragique, qui a surdéterminé pendant cinq décennies, toute l'actualité politique.

Avant l'émergence de l'islamisme contemporain, et jusqu'à une date relativement récente (1982), le mouvement national, dans lequel j'inclus tous les partis ou groupes politiques s'inscrivant dans la large mouvance Nassérienne et post-Nassérienne (Baassistes, Communistes, Nationalistes et Libéraux.) a articulé son action, sa théorisation, son recrutement, autour de l'axe majeur du combat contre Israël.

Se réclamant de la même cause, les islamistes se sont cependant affirmés sur le registre de la rupture avec le mouvement national. Non seulement par le caractère rigoureusement sacralisé de leur discours, par la proclamation d'une utopie dépassant toutes les autres, mais aussi et peut-être surtout, appuyés sur cette légitimité incontestée, en menant une guerre dans la guerre pour l'hégémonie contre les nationalistes. Les nationalistes, dans une logique politicienne, ont répondu en occultant les éléments de continuité, et en affirmant la rupture comme un destin. Les intellectuels arabes n'ont pas manqué de s'engager dans cette guerre pour l'hégémonie, parce qu'ils sont

conditionnés par leur vieil appareil conceptuel dont ils pensent qu'il sert leurs ambitions politiciennes ouvertement peu déclarées.

Mon propos est ici de montrer que, malgré les apparences d'une rupture que l'on ne peut certes pas négliger, l'islamisme libanais et palestinien a hérité du legs patriotique et politique du mouvement national qui l'a précédé. Entre Libanais et Palestiniens des différences doivent cependant être notées. (i) Le mouvement national palestinien a exercé une forte ascendance sur le libanais, tandis que l'islamisme libanais, du moins à ses débuts, a exercé une même ascendance sur l'islamisme palestinien; ces relations sont, entre autres, dues à la place majeure accordée au thème Palestine. (ii) Le mouvement national palestinien a survécu à 1982, malgré une nouvelle diaspora, alors que le libanais était accablé politiquement et organisationnellement. La survie du premier a enrichi la relation de continuité/discontinuité entre nationalistes et islamistes palestiniens, alors que l'accablement du second a appauvri la relation entre islamistes et nationalistes libanais.

Tous les groupes islamistes n'ont pas la même ancienneté, le même impact et la même activité; le Parti de la libération islamique (palestinien) est né bien avant Hamas, pourtant ni son activité, ni ses élaborations ne sont aussi manifestes. De la même façon, le Jihad islamique (palestinien) est d'apparition récente (1983); pourtant, sans trop théoriser, il a entraîné les frères musulmans plus anciens à fonder Hamas (1987), et leur a fait adopter une option activiste radicale.

Je ne retiendrai que les groupes dont l'action et le discours sont périodiquement rapportés. Sans pour autant sous-estimer la possibilité d'un militantisme clandestin qui est la contrepartie d'une répression à la fois banalisée et spécifique, mais qui ne permet pas la transparence nécessaire à toute analyse.

Les groupes islamistes que j'analyserai dans la perspective de la continuité/rupture, sont, au Liban, le Parti de Dieu (Hezbollah) et la Communauté islamique (Jamâa islâmiya), dans une moindre mesure le Mouvement d'unification islamique (le premier est chiite, les deux derniers sont sunnites), pour la Palestine, Hamas et, dans une moindre mesure, le Jihad islamique (l'un et l'autre sunnites).

La continuité

Préoccupations centrales

A la différence des autres islamistes arabes, les islamistes libanais et palestiniens sont marqués par le combat de leurs prédécesseurs contre Israël. Chacun des islamismes arabes est marqué par l'histoire de son pays; les Egyptiens n'en finissent pas de dévider les répercussions du

conflit entre Qotb et Nasser, les Tunisiens portent le sceau Bourguibien en dépit de leurs ambiguïtés, les koweïtiens sont assagis par les séquelles de la Guerre du Golfe, les Algériens se déchaînent contre un simulacre de démocratisation, etc. Les groupes qui nous concernent, libanais et palestiniens, à des degrés et dans des modes divers, centrent toutes leurs positions sur la question du conflit avec Israël.

Au Liban, le Parti de Dieu est apparu fin 1982 avec le déclenchement de ses opérations militaires au Sud-Liban. La branche "sud" de la Communauté islamique, s'est rendue célèbre au milieu des années 80 par la "résistance de la foi" (*moukawama moumina*) en coordination avec le Parti de Dieu.

Dans les territoires occupés (Gaza et Cisjordanie), le Jihad islamique s'est manifesté en 1983, immédiatement après des opérations armées contre les forces d'occupation israéliennes. Plus tard, en 1987, Hamas a proclamé sa charte, dont l'objectif primordial est l'affrontement direct avec les forces israéliennes.

Radicalisation

Le discours des Islamistes libanais et palestiniens n'est pas moins véhément que celui antérieurement prononcé par le mouvement national. Hamas, le Jihad islamique, le Parti de Dieu et, dans une moindre mesure, la Communauté islamique, reprennent la totale hostilité à l'égard des Etats-Unis et de l'Occident en général, que manifestaient les régimes arabes établis qui, cependant, selon les groupements religieux, ont "trahi la Cause". Les trois premiers groupes, et, moins vivement, le quatrième, rejettent catégoriquement toutes les efforts en vue de la "paix", conférence internationale, négociations bilatérales, projets "d'autonomie" de l'Etat palestinien, etc. Leur leitmotiv est "Non à la paix avec l'entité sioniste".

Parfois le but proclamé de l'action des islamistes et nationalistes est le même : le Commandement national unifié (CNU) qui regroupe toutes les forces nationales palestiniennes, et Hamas définissent, par exemple, dans les mêmes termes l'objet du soulèvement (Intifada) : la fin de l'occupation israélienne.

Souvent, les revendications sont aussi identiques, surtout celles d'ordre humanitaire : libération des prisonniers politiques, rejet de nouvelles implantations, condamnation du bannissement et des détentions administratives, des pratiques barbares à l'encontre de la population civile et des prisonniers, de l'interdiction de voyager, des brimades, etc.

Quant au symbolique, une partie relève du patrimoine commun des deux tendances, nationaliste et islamiste : grandes dates historiques non-religieuses (Balfour, Sabra et Chatila, Jour de la terre, Juin 1967, Annexion de Jérusalem), voire même des figures historiques non-

religieuses comme Saladin. Jean-François Legrain a recensé dans les calendriers de mobilisation populaire du CNU et de Hamas les dates communes; elles sont au nombre de douze. Ce qui est élevé pour des groupes aussi concurrents.

Modes d'action

Les modes d'action des islamistes et des nationalistes libanais et palestiniens offrent beaucoup de ressemblances; globalement ils se définissent par la semi-clandestinité et "la semi-violence"; du côté des islamistes libanais, notamment du Parti de Dieu, action directe parfois armée, préparatifs secrets contre Israël, parallèlement à la participation aux élections législatives; du côté palestinien, entrée dans toutes les institutions légales possibles (élections parlementaires, étudiantes, syndicales, associations indépendantes, etc.).

Dans les territoires occupés, le CNU et Hamas sont d'accord pour l'utilisation exclusive des pierres comme armes de l'Intifada (avec dernièrement, chez Hamas, la seule exception du couteau); en outre, le CNU et Hamas ont fait paraître beaucoup d'appels communs dans les territoires occupés. Dans la mesure où l'on est informé il existe de plus, entre islamistes et nationaux, une certaine coordination des opérations militaires au Sud-Liban.

Cette proximité dans les modes d'action, n'empêche pas des campagnes "punitives", menées contre "la corruption des mœurs", par les groupes de la Commanderie du bien et de l'interdiction du mal. (*al amr bil ma'rouf wa nahi 'an al momkar*) : intimidation des femmes non voilées, attaques des boutiques qui vendent de l'alcool, interdiction de la musique, etc. Toutefois, comparés à leurs homologues des autres pays arabes, les islamistes libanais et palestiniens ne sont pas spécialement axés sur ce genre de campagnes. Le Parti de Dieu et Hamas, dans une période antérieure, brève et discontinue, s'y sont activés, sans trop s'y arrêter. Signe supplémentaire de leur absorption majeure.

Le mode d'action commun a, d'autre part, suscité des similitudes dans la réaction, tant de l'adversaire, que de l'allié :

= De la part de l'adversaire. Depuis le déclenchement de la résistance armée contre ses forces d'occupation, Israël a adopté l'assassinat ou l'enlèvement des dirigeants comme prélude à l'anéantissement de la résistance (assassinat de trois dirigeants palestiniens nationalistes en 1973, d'Abu Jihad en 1989, etc). Un quotidien britannique n'a pas hésité à déclarer que "l'unité spéciale (un commando relevant de l'Etat-major général) qui devait assassiner Hassan Nasr Allah (Secrétaire général du Parti de Dieu) est la même que celle responsable de

l'assassinat de Abu-Jihad du Fath"¹. Auparavant Israël avait assassiné Moussawi, chef du Parti de Dieu, et enlevé le cheikh Raghib Harb.

= De la part de l'allié. L'inévitable allié arabe a entretenu un même rapport ambigu avec l'un et l'autre courants; d'un côté, soutien par les armes et la politique, de l'autre, mainmise au service de ses propres intérêts, facilitée par l'appropriation de la symbolique anti-israélienne, et capitalisée au bénéfice d'une stratégie hésitante.

"Religiosité" du mouvement national

Malgré sa laïcité proclamée, le mouvement national libanais et palestinien n'a jamais élaboré une attitude ou un discours profondément laïque; ce défaut n'est pas redevable au mouvement national en tant que tel. Il découle plutôt d'une culture politique dont la problématique s'est exclusivement articulée depuis un siècle, sur le mode de la relation à l'Occident, opposition ou identification; problème épineux, dont le développement ne peut être ici envisagé. L'important est l'empreinte musulmane, sinon parfois islamiste du mouvement national. Sans doute nombre de dirigeants du mouvement national sont-ils chrétiens, et son idéologie est-elle un amalgame de marxisme, de tiers mondisme, de libéralisme, etc., mais ni sa base partisane (surtout au Liban), ni les conditions de formation de sa branche palestinienne principale (le Fath), ni les motivations profondes de l'affirmation de la laïcité, ni bon nombre de non-dits ou d'à moitié-dits de son discours, ne sont exempts de la spécificité musulmane. Parmi les illustrations les plus manifestes, celle-ci : le *basmala* (verset coranique introductif à tout texte) est repris en exergue de plusieurs appels du CNU. Le mouvement nationaliste aime se définir comme "les Forces nationales et islamiques".

Sécularisation des islamistes

Elle apparaît tant dans le discours que dans la pratique. Ainsi, au plan du discours, le Guide spirituel du Parti de Dieu, Mohamed Hussein Fadh Allah a publié en 1985 un article intitulé, "L'Islam de la Révolution et l'Islam de l'Etat". Comme le titre le laisse à deviner, cet article s'articule autour du paradigme stalinien de la fonction de la révolution après l'établissement de l'Etat, évidemment islamique (et non bolchevique!). L'Etat, selon l'article, après s'être établi et avoir organisé ses institutions, a besoin de sécurité, et son action devient par conséquent plus "réfléchie". A cette stagnation doit pallier la révolution, située en dehors de l'Etat, qui le soutient sous toutes ses formes, et, entre autres, par une action qui mène à l'insécurité.

¹ Miami Herald, 24/11/ 1992.

La pratique est marquée par l'ambivalence de ses logiques : l'une déclarée conforme à l'islamisme, l'autre non-déclarée, et qui conduit rapidement le moindre observateur à déceler des "raisons" en contradiction avec l'islamisme : alliances avec des Etats non-islamiques, ou avec des Etats islamiques dont la tactique n'est pas islamiste, alliances avec des groupes non-islamiques, bricolages et manipulations électorales, pots de vin, etc.

Radicalisme échangé

Il n'est pas étonnant dans ces conditions, qu'un système de vases communicants, fonctionne entre les deux mouvements à l'intérieur desquels interfèrent les hommes et leurs élans. Rivaux mais échangeant symboles, modes de lutte, partisans, positions, les partenaires se renforcent ainsi à l'insu de leurs acteurs principaux :

= Le FPLP, la plus puriste des organisations palestiniennes, la plus renommée pour son attachement au marxisme, qui maintient les positions nationalistes initiales à l'égard d'Israël (combat, refus du partage, de la négociation, des plans de paix), est politiquement la plus proche de Hamas dont elle est idéologiquement la plus éloignée.

= Le Mouvement d'unification islamique est formé par la jonction de trois groupes; deux d'entre eux étaient de mouvance "gauchiste", populiste et nationale : Résistance populaire et Mouvement du Liban arabe.

= De nombreux chercheurs ont relevé l'appartenance nationaliste antérieure de nombreux cadres et militants islamistes. Même des dirigeants islamistes de premier plan n'échappent pas à ce passage; le dernier cas est Fathi Choukaki, chef du Jihad islamique, qui fut nassérien dans sa jeunesse.

= Peut-on alors penser que la masse des partisans de l'islamisme est la même que celle des nationaux? Aucune étude sérieuse sur le sujet n'a été faite, à l'instar de celles, occasionnelles et partielles, faites à propos l'islamisme égyptien. Des indices épars mais nombreux concourent cependant à donner une réponse relativement affirmative. Dans la bande de Gaza, le camp de Jabalia est considéré comme le bastion des islamistes; or c'est le camp des plus démunis, des plus désespérés, tout comme au Liban, les quartiers pauvres de la banlieue-sud de Beyrouth et Bab-Tabhane de Tripoli sont successivement la base démographique du Parti de Dieu et du mouvement d'Unification islamique. Ils présentent, selon Michel Seurat, beaucoup de similarités : caractère de "sanctuaire", fièvre démographique, densité, chômage, paupérisation, marginalité, etc.

La discontinuité

Le discours

C'est dans le discours que les islamistes se distinguent le plus des groupes nationalistes. A sa base, un fondement premier, imprescriptible : la fusion totale du religieux (*din*) et du politique (*dunia*). La conséquence pratique finale de cette fusion est, pour les sunnites, le rétablissement du Califat islamique; pour les chiites, après le rejet récent par Khomeiny, du paradigme séculièrement enraciné dans la conscience chiite, de la non-participation des clercs au pouvoir avant l'apparition du Maître du Temps (*sahib azaman*), c'est-à-dire de l'imam caché et attendu, l'institution de l'imamat, reposant sur le *mujtahid* (savant vertueux), soit la théorie du règne du *fakih* (*veilayat al fakih*).

La représentation de l'immutabilité de l'homme et de l'islam conduit généralement les islamistes chiites et sunnites, à faire de la *sharia* (loi religieuse), non seulement un règle de vie valable en tout temps et en tout lieu, mais encore un principe substantiel en totale concordance avec deux spécificités, la nature (*fitra*) et l'intérêt (*maslaha*). La globalité de l'islam se traduit par la solidarité qui régit les préceptes les plus variés, depuis la vie familiale dans ses pratiques les plus intimes, jusqu'à l'ordre politico-économique, le tout agencé parfaitement et harmonieusement par la vision divine. Cette représentation totalisante de l'islam conduit, malgré les nuances déjà relevées, à un rejet spontané et explicite de toute laïcité ou même de toute sécularisation.

Au Liban, le Parti de Dieu et la Communauté islamique ont repris le slogan nationaliste de "l'abolition du confessionnalisme politique"; mais tant leurs déclarations véhémentes contre la laïcité, le refus réitéré du "maronisme politique", que le rejet catégorique de la proposition de statut juridique personnel unique, et l'élaboration théorique du statut des *dhimmis* (les Gens du Livre, chrétiens et juifs) qui ne jouiraient dans l'Etat islamique envisagé que d'un statut subordonné, les séparent profondément du projet nationaliste, pourtant incomplet et vague, "d'abolition du confessionnalisme". Le même refus de la laïcité se retrouve chez Hamas, lorsqu'il rejette le projet d'une Palestine "démocratique et laïque" prônée par l'OLP, qui engloberait juifs, chrétiens et musulmans.

Hamas place certes son combat contre Israël au plan politique, mais l'élève en même temps au rang de mission eschatologique; la lutte n'est pas livrée, comme pour le CNU, contre les "sionistes", les "israéliens", les "forces d'occupation", etc., mais contre les "Juifs." Et ce combat est assimilé à une lutte entre le Bien et le Mal, entre la vérité et l'erreur : "Vous voici, aujourd'hui, au rendez-vous avec le Décret de Dieu (...) qui s'applique aux Juifs et à leur suppôts."

Hamas conçoit la Palestine dans les termes islamiques de "maison de l'Islam" (*dar al-islam*), aussi la reislamisation est-elle une précondition de la libération, effaçant la judaïsation forcée des terres. Quant au "combat sacré" (*jihad*), il est une obligation religieuse individuelle (*fard'ayn*) dont l'énoncé central, comme au Liban, est : "L'heure de Khaybar est arrivée", en souvenir de la victoire du Prophète Mohamed contre les tribus juives de Médine. Les ennemis politiques, USA, Occident, sont identifiés par un terme historico-religieux, les Croisés. Ils sont rejoints par un nouvel ennemi (l'allié du mouvement national), l'URSS athée, le "satan", associé au "grand satan", les USA.

Comme tous les autres islamistes, ceux du Liban et de Palestine, utilisent les décrets religieux pour exhorter à l'accomplissement de tâches politiques; lors du boycott des produits israéliens, décidé en 1988, Hamas prononça un décret (*fatwa*) : "Il est illicite pour tout musulman d'acheter une marchandise quelle qu'elle soit, provenant de la production des Juifs, s'il s'en trouve un équivalent national." Cette *Fatwa* était cependant appuyée par des arguments politiques : "Chaque piastre qui leur est versée devient une balle tirée dans notre nuque, une grenade à gaz qui étouffe nos enfants et nos femmes."

Les islamistes libanais ont fait de même lors de la dernière campagne électorale. Leurs slogans, pourtant d'inspiration généralement nationaliste, étaient traversés par des ordres divins : "Ta voix (électorale) est un devoir religieux dont tu devras rendre compte lors du Jugement dernier."

Dans la symbolique de la lutte, les islamistes se distinguent de façon très nette; les modes habituels de lutte de Hamas (plus que des islamistes libanais à cause de l'Intifada) sont les jeûnes et les ruptures collectives de jeûnes, les lectures du Coran, les sit-in dans les mosquées, le mois du Ramadan, période durant laquelle les consignes politiques sont les plus nombreuses. Quant au calendrier des Appels au soulèvement, en sont exclus les dimanches et fêtes chrétiennes, y paraissent les souvenirs de la bataille de Badr, le nouvel an héjirien, la conquête de Khaybar, ainsi que les anniversaires tirés de l'histoire des frères musulmans.

La question de l'appartenance s'inscrit dans la même ligne; tandis que les mouvements nationaux libanais et palestiniens faisaient de l'arabité le cadre identitaire de leur lutte, les islamistes libanais et palestiniens étalent un pan-islamisme à toute épreuve. Quelques nuances pourtant sont remarquables. D'abord entre sunnites et chiites; l'islamisme chiite, branché ouvertement sur l'Iran islamique marque son iranisation par le biais d'un pan-islamisme qui va de l'alignement inconditionnel sur l'Iran, à l'adoption de chants iraniens dans les défilés. Quant à l'islamisme sunnite, en dépit de références iraniennes éparses, appuyé sur un sunnisme qui est majoritaire dans le monde arabe, il accepte son arabité sous deux conditions : l'une, théorique, son englobement par l'islamité, l'autre, politique, sa démarcation des

régimes pan-arabistes, par quoi sont désignés tous les régimes post-coloniaux qui ont vécu sous l'emprise idéologique et parfois politique et organisationnelle de Nasser, en raison du mauvais souvenir d'une hégémonie longtemps subie.

Cette référence constante à l'islam, fait qu'il est quasiment impossible de rencontrer des membres ou dirigeants non-musulmans dans les groupes islamistes, à l'exception, tout à fait politicienne, de deux chrétiens (un maronite et un catholique) portés candidats sur la liste électorale du Parti de Dieu, mais isolés de leur communauté, et de celle, rare et qui va se réduisant, d'intellectuels chrétiens, fascinés par la révolution iranienne et passés du gauchisme à l'islamisme, avant de se reconvertir à nouveau, le plus souvent, à l'affairisme.

L'hégémonie

Les dates mêmes de l'émergence des islamismes libanais (1982) et palestinien (1983-1987) marquent une rupture, la fin de l'hégémonie nationaliste. Tandis que d'autres islamismes arabes apparaissent sur la scène politique dès les débuts des années 70, immédiatement après l'effondrement du projet nassérien, il a fallu attendre plus d'une décennie pour qu'émergent les islamistes libanais et palestiniens. Sans doute, parce que, parmi tous les peuples arabes, les mouvements nationalistes armés, libanais et palestiniens ont pris une relève momentanée, mais relativement prolongée, du projet national à connotations idéologico-politiques nassériennes. C'est à partir de 1982, lorsque l'invasion israélienne du Liban met fin à cette relève qu'apparaissent les islamistes libanais d'abord, puis palestiniens; ils expriment l'impossible coexistence de deux hégémonies. Avant 1982, les islamistes existaient, mais dans une passivité qui faisait peser beaucoup de soupçons sur leur objectif réel.

Dans un autre texte, j'ai montré, comment la création du Fath en 1957 fut surdéterminée par le principe d'une hégémonie unilatérale. Abu-Jihad, l'un de ses fondateurs et membre en même temps des frères musulmans, exhorta alors ses camarades à se joindre à lui, en renonçant aux "slogans islamistes" et en adoptant un profil pro-nassérien. Les islamistes qui refusèrent alors de le suivre expliquèrent leur attitude par ce même souci d'hégémonie, ils se privaient ainsi du droit de combattre; tout comme plus tard les frères musulmans jordaniens d'obédience hachémite, en guerre contre Nasser et ses groupes jordaniens d'allégeance communiste, baassiste, nationaliste, etc.

Après l'effondrement des survivants locaux du nationalisme, et une inactivité longtemps suspecte, sous l'impulsion du Parti de Dieu et du Jihad islamique, les islamistes ont repris les armes contre les ennemis de la Cause. Au Liban, l'hégémonie antérieure est déchue des honneurs

dûs à une force d'opposition. Il suffit de regarder la mosaïque parlementaire issue des élections (manipulées) de l'été 1992; le seul groupe opposant et relativement cohérent sont les islamistes; il comprend douze députés du Parti de Dieu et trois de la Communauté islamique.

Toute autre est la situation palestinienne; les périodes de tension entre Hamas et le CNU, parsemées de heurts et diatribes, ne connaissent que des accalmies aléatoires, dues plutôt à la violence des forces d'occupation qu'à une décision politique délibérément choisie. Hamas ne manque pas de considérer l'OLP comme un régime arabe parmi les autres, mettant aussi bien Arafat et les cadres de l'OLP que les Chefs d'Etat arabes au banc des accusés. Arafat, de son côté, n'a pas hésité dernièrement encore à accuser Hamas de trahison; à quoi Hamas a répondu par le refus d'une mission de réconciliation qui avait été proposée par les islamistes soudanais. L'enjeu, il faut le dire, n'est pas des moindres; ce sont les négociations pour la paix.

Mais pourquoi le FPLP qui les rejette tout autant que Hamas, a-t-il adopté une profil plus bas à l'égard de l'OLP? Est-ce uniquement de la bienséance institutionnelle? Ou en raison d'une hégémonie s'ancrant dans une vision du monde qui se déclare différente? La réponse se trouve dans ce que, depuis la fondation de Hamas, ne cesse de répéter son porte-parole en Jordanie, Ibrahim Ghoshé : "Nous sommes prêts à nous intégrer à l'OLP, à condition que ce soit après des élections honnêtes, au cours desquelles le peuple palestinien pourra choisir ses représentants; sinon (nous revendiquons) l'octroi à Hamas de 40 à 50 % des sièges de l'OLP; car tel est le taux de son importance dans la rue palestinienne."

Ce qui conduit à s'interroger sur les perspectives d'avenir : la rupture islamiste dans la continuité, représente-t-elle une relève dans le combat contre Israël? Denis Ross, haut responsable américain, déclarait en novembre 1992 à propos de Hamas et du Parti de Dieu : "Ils représentent le futur dans le cas où nous échouons. Il faut, en conséquence, s'opposer à cette éventualité [...]. Car si les opposants réussissent et nous échouons, nous assisterons à une autre guerre. Et le combat, dans cette guerre, se fera avec des armes différentes de celles employées autrefois."

Abstraction de la menace, par islamistes interposés, que contient cette déclaration, pour les alliés arabes de Etats Unis, en même temps partenaires partiels et momentanés des islamistes dans le combat contre Israël, les américains veulent, semble-t-il, faire entendre à leurs alliés la nécessité d'accepter toutes les conditions de négociations et, entre autres, l'arrêt du soutien aux islamistes, à défaut de quoi, ce serait la guerre totale.

Pourtant, ces alliés arabes des Etats Unis continuent d'appuyer les islamistes, espérant ainsi obtenir des termes politiques plus favorables que ceux offerts actuellement dans les négociations. Toutefois, tant

dans l'éventualité du succès que dans celle de l'échec de ces négociations, cette relation aux alliés des Etats Unis dans une affaire dont l'enjeu est aussi vital, risque d'entraîner les islamistes au même enlèvement que leurs prédécesseurs : ou bien la perpétuation d'une alliance qui affadit leur personnalité islamiste et l'assujettit à des considérations entièrement tacticiennes ou bien une opposition sanglante à toute tentative de domination politicienne qui conduit à l'anéantissement.

Les mésaventures des nationalistes sont advenues dans des circonstances beaucoup plus favorables que celles de la disparition de l'une des super-puissances; la présence de l'URSS permettait un subtil équilibre, un soutien généreux de tous les mouvements opposés aux avancées occidentales au Proche Orient, et à Israël. L'alternative pour les islamistes libanais et progressivement palestiniens, est aujourd'hui l'Iran islamique. Mais cette alternative est problématique, pour plusieurs raisons; (i) l'Iran n'est pas de taille à surclasser des puissances secondaires; comment alors pourrait-il constituer un pôle sinon égal, du moins menaçant pour les Etats-Unis qu'il prétend combattre?.(ii) Le paradigme iranien "d'exportation de la révolution islamique" est intérieurement divisé entre deux tendances, l'une pragmatique et l'autre révolutionnaire, dont les forces sont équivalentes; il est guidé extérieurement par une raison d'Etat spécifiquement iranienne qui, au Moyen-Orient, l'a conduit à un allié "laïque" mais situé au croisement de quelques-uns de ses intérêts stratégiques. Le soutien des islamistes sera freiné par ces intérêts, si ce n'est dans l'immédiat, du moins dans un avenir proche. Si bien que le paradigme d'exportation de la révolution islamique est un enjeu politique plus qu'idéologique. (iii) N'étant qu'une puissance régionale en voie de stabilisation, l'Iran est lié à un jeu stratégique géographiquement limité; l'Arabie Saoudite et ses satellites du Golfe constituent sa cible principale, mais les motifs d'opposition s'amenuisent. Certains vont d'ailleurs jusqu'à prétendre que dès que l'Iran aura réglé ses comptes avec le Golfe, il cessera d'appuyer les islamistes libanais et palestiniens dans leur guerre contre Israël.

Ce tour d'horizon fait ressortir l'éventualité la plus vraisemblable; même si les modalités devaient différer, la relève islamiste sera conduite à une impasse analogue à celle dans laquelle les nationalistes ont dû abandonner la partie.

Déjà se profilent des rébellions islamistes dispersées contre cette éventualité, dont la dernière illustration est un manifeste signé par "les khomeinistes libanais" du Parti de Dieu, qui s'opposent à la participation aux élections législatives, en les considérant comme un abandon de "la ligne révolutionnaire", et une "intégration au système libanais." C'est mesurer combien la division du travail est profonde à l'intérieur de la mouvance islamiste; les uns, à la base, sacrifient leur vie et leur mort pour une cause sacrée, une cause dans laquelle ils ont foi, les autres, au niveau de l'élite, adoptent une logique implicite et inavouable, dans

laquelle l'islamisme ne représente qu'une légitimité opportune. Répétition prévisible d'un itinéraire d'où la démocratie est sans cesse absente, et dans un terrain propice au despotisme où les protagonistes, anciens comme nouveaux, choisissent comme référence des modèles totalitaires et totalisants : la Russie soviétique et l'Iran islamique.

Beyrouth
Décembre 1992

HUMAN RIGHTS AND CULTURAL DIFFERENCE

Sami ZUBAIDA

I take Kevin Dwyer's article in *Stratégie I* as a starting point for this intervention¹. It addresses what is becoming a crucial issue for human rights campaigning in our region, and raises important questions.

Universalism and Communalism

Dwyer addresses the problem of individualistic atomism in Western ethical stances which may be seen to underlie the concepts of human rights as individual rights. He cites Charles Taylor's argument that morality and rights are essentially social, and only make sense in the context of social relations. Living in society is a necessary condition for the individual to become a rational, autonomous moral agent. This question is tied up with that of cultural difference, because from some cultural perspectives, including, arguably, that of Islam, the communal perspective is ascendant over the individual. Governments and leaders have claimed special competence in interpretation and enforcement of human rights issues in the name of communal or societal primacy, as against western individualism.

Dwyer, drawing on Taylor's "social view of man", accepts that communal perspectives should be taken into consideration, but not at

¹ "Universal Visions, Communal Visions: Human Rights and Traditions", *Peuples Méditerranéens*, 58-59, 1992, pp. 205-220.

the expense of universalism. He seeks a "foundation for moral discourse that is neither universalist nor communalist, but one in which individuals and groups, differing, disputing, arguing, compromising within a framework of a shared cultural system, produce moral judgements and actions that renew themselves over time and that cultivate in the various social bodies a commitment to an envisioned societal future." (pp 210-11)

In this passage, Dwyer describes, in effect, a society of associations and publics, debating and compromising on policies for a common future. I have a number of comments on this envisaged situation.

First, in order for this situation to prevail, the conditions for free expression and political campaigning as well as freedom of association must be secured. The many obstacles to these freedoms in the region do not come only from the authorities, but crucially from influential sectors within the field of would-be debates and compromises. In Egypt, a relatively liberal political and intellectual field is threatened not so much by government restrictions, but by religious censorship and intimidation emanating from various sources. Certain Shaykhs and committees of al-Azhar, for instance, have set themselves up as monitors and censors of the religious correctness of printed materials, and to that end, removed six books from the Cairo Book Fair in January 1992. Vociferous religious denunciations have led to the banning of other books, and in one case, that of 'Ala' Hamid's *A Distance in a Man's Mind*, to the prosecution of author and bookseller for blasphemy in a state emergency court in 1991, with jail sentences passed on both. Much more serious was the assassination in 1992 of Farag Fuda, a prominent secularist writer and publicist, by a Jihad militant. Respectable Islamic political and religious leaders, who ostensibly renounce violence, responded to this episode by criticizing the government for allowing Fuda to express his "provocative" views on the public media, thus eliciting popular outrage. This, and other acts of intimidation, are successful in engendering "caution" among writers and intellectuals in any utterances which may relate, however indirectly, to religiously sensitive matters. The area of such matters are ever expanding as religious figures and organizations compete to extend fields in which they pronounce themselves competent. It is reported that the last song of the great Egyptian musician Muhammad Abdel-Wahab, before his recent death, was the object of al-Azhar censor on the grounds that one of its verses referred to Fate in a manner which did not accord with correct doctrine¹.

We see, then, that before the dialogue advocated by Dwyer can be established, the ground for it must be provided by insiting on one of the universalist tenets of human rights: freedom of expression and the

¹ For a discussion of the current situation in Egypt, see Sami Zubaida, "Islam, the State and Democracy: Contrasting Conceptions of Civil Society in Egypt", in MERIP *Middle East Report*, no 179 vol 22, November/December 1992.

autonomy of writers and artists. This is fundamentally challenged by the claims to authority over such expressions by religious censors. Religious opinion constitutes one (or several) of the parties to the dialogue advocated. In the name of cultural specificity and authority, some of its advocates would claim the right to define what is possible for other parties to say. If human rights discourse was to "compromise" on this issue in the name of cultural difference, then it would lose any credibility. I am sure Kevin Dwyer would not advocate such a compromise. An insistence on universalist tenets of human rights is a necessary condition for dialogue and compromise on political and cultural matters.

Individual and Society

Taylor's "social vision of man" has to be restated in the light of the preceding discussion. Dwyer proceeds from this vision to a project "seeking to reconcile the needs of society with those of the individual" (p 211). In my view, this is a mistaken formulation.

To say that society has "needs" is to define society as an agency, a super-subject or a super-person. It is an anthropomorphic conception of society, which does not hold. Society is a field of social relations and institutions, which contains many agencies: governmental, institutional, associational and personal. A person, the government of the day, the Synod of the Church of England, the Board of ICI, the Court of Appeal, all these can be said to be agents. Society is the field of relationships in which these actors are involved. The actors have interests and needs, society as such cannot. In this field, moral action is always social, in that it is always orientated to others in determinate social relations to the actor. Morality is always an attribute of the fact of social association. This statement conforms to Taylor's argument on the social nature of rationality and morality, but without personalizing "society" in itself as a moral or any kind of agent. Of course, there is the "common good", but that itself is a concept constructed in the intersections (or conflicts) between different sites of enunciation and dialogue. Human Rights organization and campaigning is one such agency participating in the definition of the common good.

The call for the interests and needs of society "as a whole" is typically part of a totalitarian discourse. It always begs the question as to how these interests are to be defined and by whom. Advocates of such collective interests invariably claim the competence to define them. Such claims emanate from sites of authority, or of contest for authority: governments, political parties and religious authorities. Muhammad 'Imara, a generally liberal Muslim in intellectual, seriously endangers liberal values when he declares:

In Islam, it is the *'umma* whose interests take precedence, not those of the ruling class, not those of the state, and not those of the individual. (Quoted in Dwyer's article, p 212).

For it is usually someone from the ruling class, the state or religious authority who has the power to enforce his construction of the interests of the *umma*.

In Egypt, and elsewhere in the region, voices of religious authority and contestation speak for the Islamic *umma* (and I would remind the reader here that these remarks concern conservative as well as current political Islam, and does not apply to the many reformist and liberal Muslims whose voices are now drowned). The more liberal among them will concede that there is room for other Muslim voices to debate and compromise on what is the right course of decision and action for this *umma*. However, voices speaking from outside the religious field are either excluded or de-valued, and in the extreme, as in the case of revolutionary Iran in its worst periods, eliminated.

The voice of authority on behalf of the *umma* is often coupled in current Islamic discourse with a populist emphasis. Khomeinism claimed absolute religious authority for the ruling *faqih*. It also claimed to speak for the people, because the people are Muslims, and he who speaks for Islam speaks for the people¹. When Kurdish leaders demanded autonomy in the first months of the Iranian Revolution, Khomeini's contemptuous response was to ask rhetorically: "Are the Kurds not Muslims?"

Islamists in Egypt and elsewhere engage in similar populist-authoritarian rhetoric. The poor urban and "informal" quarters in Cairo and other cities form their main constituencies. They claim that political Islam is the genuine voice of authentic community. But these poor people have no voice in the Islamic organization. Muhammad al-Sayid Sa'id², Egyptian political scientist and human rights campaigner, has pointed out that the religiously based networks in the popular quarters have no place for participation from below. They do not organize the masses but provide them with services against payment. The councils of administration they form at the local level confine themselves to members of the Islamic organization, and make no effort to recruit local members. These are not popular organizations, but constitute the long arm of the religious current among the masses. For them, individuals and communities are the objects of religio-ethical reform, to be shown the Straight Path, and to be mobilized in political support. Where they enjoy control over neighbourhoods, as in the Ayn Shams quarter of Cairo, the

¹ For a discussion of Khomeini's political doctrines, see S.Zubaida, *Islam, the People and the State*, London: Routledge, 1989, pp 1-37.

² "Métamorphose du champ sociétal à partir du renforcement des mouvements à référence religieuse", in *Modernisation et nouvelles formes de mobilisation sociale*, Le Caire, *Dossiers du CEDEJ*, 1988.

gama'at islamiyya constitute themselves in networks of patronage and authority, much like those of traditional notables, and resort to violence and coercion when their authority is challenged.

This account undermines the claim that current political Islam is somehow an expression of "authentic" popular culture and sentiment, and that secular politics and political ideas, such as those of human rights and democracy, are alien to this culture. Political Islam is a modern ideological construction which claims to speak for the people, for the *umma*, and uses this claim as a justification for an authoritarian stance to the people and against rival ideologies.

We should note that this authoritarian-populist discourse asserting the organic unity of community and authority is not peculiar to Islam. It is reminiscent of doctrines of the General Will, of romantic German nationalism of the Volkgeist, and of organicist Fascist ideologies. And in line with these ideological strands, "democracy", if it is entertained at all, is conceived of as a means for the expression of the General Will through the ballot box, not as a set of institutions and procedures ensuring rights, liberties, pluralism and forms of representation. This conception is well illustrated in the attitude of the FIS to the Algerian elections. They are the means by which the Muslim people achieve an Islamic government. Once this is established, then "democracy" becomes superfluous.

Are Human Rights Culturally Specific?

It is true to say that "human rights" as concept and as legal practice have developed in the West as part of a particular history. Triumphalist "uniqueness of the West" arguments present human rights, constitutionalism and democracy as if they are somehow inherent in Western history and culture¹, and their establishment as a matter of unfolding of this history. By the same token, they are alien grafts on non-Western histories and cultures, and are soon rejected. The arguments of modern Islamic politics is consistent with this view of fundamental cultural difference and reject these Western-Christian concepts as part of the baggage of cultural "crusader" imperialism. A cursory examination of Western European history will show, however, that far from being inherent, the props of liberal democracy were established in a series of struggles and revolutions, notably the French Revolution, and that in many parts of the "West", notably Spain, these struggles had failed until

¹ A good example is John A. Hall, *Powers and Liberties: the Causes and Consequences of the Rise of the West*, Harmondsworth: Penguin, 1986. For the argument that constitutionalism and democracy cannot succeed in the Middle East, see Elie Kedourie, *Politics in the Middle East*, London: OUP, 1992.

quite recently. It is true that the *concepts* and doctrines of rights have a long ancestry in European political thought, but the existence of the concepts is no guarantee of their application.

It is important to note that the ultimate institutionalisation of human rights in the West was not the outcome only of the struggles against Absolutism, but also of the attempt to establish social peace. The idea and institution of *tolerance* in France, Holland and England, came in the seventeenth and eighteenth centuries after religious wars and persecutions had for the previous centuries caused upheaval, suffering and instability in these societies. It was a pragmatic response, trying to put an end to the devastations of rival religious righteousness. Human rights, seen in this perspective, are not culturally specific, not inherent in any one culture, but a pragmatic imperative in relation to felt needs for social peace and stability.

Islam and Human Rights

Islam is a world religion, with many centuries of history in a variety of regions, cultures and political regimes. Its scriptures and traditions are rich in various ethical injunctions, exemplary sacred episodes and parables. Like Christianity, it is "exploitable" for a wide range of ideological constructions: we have had Islamic liberalism, Islamic socialism, Islamic fascism, and even, in one movement in Iran, Islamic Marxism. Of course, all these will be ruled heretical and unIslamic by the now dominant "Islamic current", but then, that itself is one more possible variant.

Islam has no specific doctrine of human rights. Muslim intellectuals and authorities, however, have had to respond to the question of rights raised on the international stage, especially with the Universal Declaration of Human Rights. The wide range of responses is recorded in Kevin Dwyer's admirable book on the subject¹. These responses range between two polar types: a liberal-reformist type which asserts the compatibility of Islamic doctrine on rights with the Universal Declaration, and finds Quranic and legal supports for this view; and a traditional conservative response, which asserts, like Dwyer's Moroccan 'alim Naciri (Dwyer, pp 38-9), that Islam had known and protected human rights long before the West. One of these rights, however, is that of the protection of religion, which dictates that atheism and false religions like Baha'ism cannot be tolerated. Similarly, the equality between men and women upheld in the Universal Declaration cannot be accepted by Muslims, who have a different idea of the rights of women. In effect, human rights in

¹ *Arab Voices: the Human Rights Debate in the Middle East*, London: Routledge, 1991.

this view are no more than those which can be extrapolated from a conservative interpretation of Islamic law, plus some rhetoric.

Between these two poles there are many subtle variations. Notable among those are the views of Rachid Ghannouchi (Dwyer, p 40), the Tunisian Islamist leader, who, to his Western interlocutors, gives a liberal statement of human rights, but anchored in God's revelations, with certain hesitations over women's rights. In practice, however, he seems to have no qualms over the barbarities perpetrated by the current Sudanese regime under the tutelage of his ally and mentor, Hassan Turabi.

Notwithstanding this wide variety, there is one position, that of currently ascendant political Islamism, which vociferously pushes its claims as the voice of the only true Islam. The main demand from this quarter is that for the application of the *shari'a*. What implications does this have for the question of human rights?

It is widely recognized that, historically, the *shari'a* has not been a codified body of law; it resides in treatises on *fiqh*. A given judgement or opinion by a *mufti* or a *qadhi* is justified by reference to one or other of the arguments in these books. There have been two attempts at codification, both under Ottoman rule, the *Qanun-nameh* of the sixteenth century, but much more important for modern times, the *Majalla* of the nineteenth. The completed parts of this latter codification are confined to civil transactions and to personal status. The only implications for human rights in these codifications are in the disadvantage of women in family law.

If the *shari'a* is to be applied, as demanded by the Islamists, in a modern complex state and society, then it must be codified. Given the wide range of argument and interpretation in the *fiqh* traditions, any modern law maker would have considerable freedom to choose between alternative principles for the modern law codes. This, of course, will then depend on politics and ideology. It should, for instance, be perfectly possible to formulate a code of rights close to those of the Universal Declaration.

Conservative *ulama* and political Islamists would reject this idea of choice. They argue that the *shari'a* is set in its basic principles by divine revelation and Prophetic example and tradition. This is another device in the prevalent authoritarian and totalitarian discourse of political Islam. This insistence on the divine and invariable basis of the *shari'a* is widely and convincingly challenged by liberal Muslims, notably by Hussain Ahmed Amin in Egypt¹. He has argued that the *shari'a* is largely man made, in relation to particular historical conjunctures and socio-political imperatives. Modern Muslims, like their predecessors, should develop and adapt the *shari'a* in accordance with the imperatives and values of

¹ *Hawla al-da'wa ila tatbiq al-shari'a al-islamiyya* (On the call for the application of the Islamic *shari'a*), Cairo: Madbuli, 1987.

modern life. This idea would undermine the ideological and authoritative bases of current political Islam, and is consequently vehemently rejected, and its advocates threatened and intimidated.

Conservative Muslim authorities have responded to the current international salience of human rights discourse and to the Universal Declaration of Human Rights by postulating their own doctrine of rights. We now have the Universal Islamic Declaration of Human Rights and the Islamic Constitution of Al-Azhar University¹. While pretending to universality, and drawing upon the vocabulary of rights of the Universal Declaration, they re-state the conservative Islamic position. On the one hand they are concerned to discover a doctrine of rights in Islam on a par with the international statement of rights, on the other, this doctrine must express Islamic particularism and difference from the West. The result is a doctrine which can justify violations of rights and provide ideological support to repressive regimes, especially if they claim to be Islamic. The radical and critical essence of human rights discourse is reversed.

It may be argued that one positive aspect of the call for the application of the *shari'a*, from a human rights point of view, is that the law would be binding on the rulers and the state. This, after all, is an essential element in a law-state. The problem there is that the legal tradition in Islam has little to say about government, except to state necessary personal qualifications of the ruler. In fact, an important strand in Muslim political thought is to accept the fact of power regardless of standards of justice, providing that the ruler is Muslim. The greater evil was judged to be that of rebellion and the fragmentation of the unity of the *umma*. An Islamic public law binding on government will have to be written. The examples we have so far, with regard to human rights, are not very encouraging.

The example of the Islamic Republic of Iran is interesting in this respect. The principle of *vilayet-e faqih* enshrined in the Constitution allows the ruling *faqih* almost unlimited discretion in the interpretation of legal principles, and indeed in promulgating new ones. This was given a further twist by the ruling made by Khomeini in 1989 just before his death in which he, in effect, transferred this power to the government. He declared that the Islamic government, in pursuing the general interest of the community, can suspend any provision of Islamic law and practice, including the basic *ibadat* of prayer and fasting. The Islamic government of Iran, then, is not bound by any law.

The examples of other Islamic governments currently in existence, those of Saudi Arabia, Sudan and Pakistan do not give very good examples of governments bound by law. For the most part, the *shari'a* is employed for the regulation and control of the subjects, not of the government.

¹ See Ann Elizabeth Mayer, *Islam and Human Rights: Tradition and Politics*, Boulder: Westview Press, 1991.

Conclusion

I would argue that Human Rights organizations and campaigns cannot afford to compromise on universalism. Liberal and reformist Muslims, since Abduh in the nineteenth century, have developed credible constructions of Muslim doctrine and law which are compatible with international standards of human rights. While welcoming support from these quarters, it is important to campaign for human rights legislation and enforcement which is not conditional on compatibility with any religious doctrine or political ideology. To accept such conditions is to give hostages to fortune, to prevarications and amendments following political and doctrinal pressures.

Human rights campaigners have good grounds for rejecting the claim that their doctrine is culturally specific to the West. They can point out that human rights in Europe were only won after protracted political struggles against entrenched political and religious interests, struggles not unlike the ones being waged now in other parts of the world, with some remarkable similarities in the conservative religious and ideological arguments used to reject them. An important factor which contributed to their acceptance, in Europe and elsewhere, was the realization that in a plural society, tolerance and basic liberties were essential for maintaining social peace and stability. These are conditions to which people all over the world aspire. They are necessary conditions for development and prosperity.

The dialogue and compromise called for by Dwyer can only proceed under conditions of freedom of expression. The observation of human rights is a condition for this dialogue, not its product. This point is specially pertinent under present conditions, in which the dominant currents of conservative and political Islam are animated by a cultural nationalism which constructs Islam in totalitarian and authoritarian forms antagonistic and repressive towards rival ideas and movements, and in no mood for dialogue and compromise. And these constructions of Islam fit in very well with the needs and dispositions of the despotic regimes in the region.

Londres
Birbeck College
University of London
Décembre 1992

**LATINO-CHRÉTIENS ET ARABO-MUSULMANS
POUR UNE STRATÉGIE AUTONOME
DE LA FRANCE EN MÉDITERRANÉE**

Alain JOXE*

La Méditerranée nous est proche, c'est donc un sujet sérieux, théorique et pratique : elle nous concerne et nous n'y sommes pas impuissants. C'est le lieu de rencontre des Latino-Chrétiens et des Arabo-Musulmans. Ces deux hiéroglyphes culturels sont chargés de politique et d'histoire. Avec la fin de la bipolarité est-ouest, les opinions sont conviées à imaginer autour de l'Europe deux fronts ou deux frontières nouvelles : la frontière de l'Europe à l'Est, difficile à délimiter dans la mesure où la Russie - devenue amie - s'étend jusqu'à Vladivostock, et la frontière de l'Europe au Sud, c'est-à-dire la présence au delà de la Méditerranée d'une zone sous-développée arabo-musulmans qu'on cherche de plus en plus à décrire comme un monde hostile et menaçant. Or la stratégie méditerranéenne de la France paraît avoir été, depuis la fin de la bipolarité nucléaire, dictée par les circonstances plutôt que par des choix. Dans le cas de la Guerre du Golfe, sa politique arabe paraît avoir été dictée par les Etats-Unis; dans le cas de la guerre de Yougoslavie, sa politique à l'égard des Musulmans bosniaques paraît avoir été dictée par la politique allemande; dans le cas de l'Algérie, son absence de définition claire est finalement dictée par la décision du FLN ou des forces armées algériennes de suspendre le

* Directeur d'Etudes à l'EHESS

processus démocratique et de mener une répression violente plutôt que d'affronter le FIS avec des arguments et des discours politiques.

Toutes ces circonstances finissent par ronger notre autonomie de jugement, notre conscience politique et notre responsabilité civile. La société et l'opinion françaises sont ballottées par une crise interne-externe : le "Sud" est chez nous, sous forme d'immigrés et de chômeurs sdf. Nous n'avons rien pensé, rien décidé de fondamental. Les citoyens sont désaisiés et désinformés. Il serait temps qu'une politique active de la France resurgisse à propos de ses intérêts et de ses alliances en Méditerranée car, vers ce sud-là, c'est sa politique explicite qui déterminera en grande partie celle de l'Europe et donc l'avenir de la civilisation dans notre voisinage.

Autonomie de la France et politique nord-africaine

La stratégie française à l'égard du Sud et de l'Est devrait être exposée dans un livre blanc moins militaire que géopolitique sans attendre l'avènement d'une Europe Maastrichtienne de la défense, et même pour influencer son avènement dans le sens des principes qui sont constitutifs de la France. Quelques prescriptions sont imaginables : la Méditerranée et son pourtour est une zone frontière de l'Europe, qui doit être incluse et non pas exclue de notre périmètre immédiat de bon voisinage. Il y a à cela des raisons de sécurité par proximité qui sont évidentes et qui concernent aussi les péninsules méditerranéennes de l'Europe : Espagne, Italie, Grèce. Mais la France doit aussi faire face à un problème plus spécifique et que tout un chacun connaît obscurément : la rive sud de la Méditerranée joue un rôle très particulier dans l'histoire de la souveraineté française parce qu'elle est aussi - depuis l'expédition d'Egypte, la conquête de 1830, l'installation de de Gaulle à Alger en 1943, la guerre d'Algérie elle-même - un lieu spécifique de reproduction d'autonomie française, face à l'hégémonie des empires maritimes (britannique puis américain). L'histoire nous a légué cet étrange héritage qui devrait au XXIème siècle se transformer en alliance. Tôt ou tard, il faut le constituer en atout politique plutôt qu'en névrose étatique. Après 1815, la France étant ramenée dans ses frontières Louis-Quatorzièmes, la royauté française cherche à restaurer sa légitimité par la conquête de l'Algérie. Plus tard, ni la Deuxième République, ni le Second Empire ne renonceront à cette "vocation" qui aboutit à la domination coloniale de tout le Maghreb par la France - non par l'Italie, la France et l'Espagne, comme il eût été "naturel" du point de vue géographique. Cette relation paraît certes rompue avec les indépendances successives, d'abord des anciens protectorats, puis de l'Algérie. Il faut rappeler que les guerres coloniales et, notoirement, la guerre d'Algérie, ont servi de prétexte permanent à la non intégration *de facto* de la France dans l'OTAN, au temps où le plus grand conformisme

et même l'abaissement devant les Etats-Unis marquait la Quatrième République finissante. Seule, la guerre d'Algérie permettait à la France, satellite américain, de maintenir une sorte de quant-à-soi vis-à-vis de l'Empire américain.

De Gaulle remplaça, d'une certaine manière, la Guerre d'Algérie par la bombe atomique. Depuis 1962, nous affrontons le système bipolaire avec notre quant-à-soi nucléaire. Il est clair que l'évanouissement de la stratégie nucléaire vers 1990 ou plutôt sa rétrogradation au rang de tactique-technique explosive, mise en état de "veille stratégique" depuis l'évanouissement de l'ennemi soviétique et sa transformation en ami en voie de décomposition, nous ramène dès 1990 à la case départ : comment refonder de la souveraineté face à l'Empire? On va d'une manière ou d'une autre s'appuyer sur cette articulation avec le Maghreb qui fait partie de notre savoir-être-au-monde. Mais justement, quelle sera la manière? Elle peut être la meilleure ou la pire. Par sa stratégie maghrébine, la France définit sa souveraineté : républicaine ou anti-républicaine, droite ou gauche, guerrière ou pacifique, autonome ou subalterne; et c'est pourquoi c'est toujours un débat fondamental de politique intérieure française.

La frontière "sud" de l'Europe : coopération ou conflit?

A l'est, où surgit un "sud", on peut considérer l'espace eurasiatique béant ouvert par la décomposition soviétique comme un espace où des frontières de l'Europe restent à définir, quelque part immédiatement au delà de la frontière germano-polonaise. Ce sera une frontière ou un glacis entre le marché et le marché noir mafieux et la frontière entre la démocratie et la démocratie autoritaire de façade, du type de celle que propose la constitution eltsinienne. Il est clair que la délimitation des frontières de l'Europe vers l'Est dépend de l'Union Européenne, du couple franco-allemand et de la grande politique américaine. Mais ce sera avant tout une frontière économique et financière moderne, fondée sur un rideau de fer analogique, en fait une série de barrières faites de logiciels et d'électronique de gestion. On évitera à tout prix d'y restaurer une ligne d'affrontement militaire.

Le problème est très différent en Méditerranée : la Méditerranée constitue bien une limite. C'est évidemment un obstacle naturel qui sépare les Latino-Chrétiens des Arabo-Musulmans, l'Union Européenne sur-développée de l'Afrique sous-développée, etc. Ce qui reste à y définir, ce n'est pas le lieu de la frontière, c'est le caractère politique de ce glacis aquatique naturel, du point de vue des intérêts français de sécurité. Amour ou haine? Piscine conviviale ou fossé antitank, bardé de polices anti-terroristes?

Malgré l'entraînement qui paraît déjà fatal vers la deuxième formule, l'avenir n'est pas écrit, parce qu'il n'est pas démontrable que l'intérêt de

sécurité de la France comme Etat et comme république soit de rechercher la stratégie d'affrontement avec le sud arabo-musulman. Je ne pense pas que cette "proposition" qui se répand partout comme une mode médiatique corresponde aux intérêts de nos partenaires de l'Europe du nord. Elle est certainement contraire aux intérêts des pays méditerranéens de l'Europe du Sud. On peut formuler l'hypothèse que cette stratégie nous est "proposée" par les Etats-Unis, car un tel affrontement leur conviendrait pour des raisons fondées sur le vieux proverbe romain *divide et impera*; pour les intérêts américains, visant le leadership mondial, il est parfaitement logique et il est utile que la Méditerranée soit une frontière conflictuelle, qu'ils y fassent patrouiller légitimement leur flotte en alliés médiateurs hégémoniques. Mais ces intérêts sont diamétralement opposés aux intérêts français de sécurité et probablement aux intérêts de l'Union Européenne.

Le Machrek est actuellement le lieu d'une expérimentation de paix qui passe par la réussite des accords israélo-palestiniens, c'est-à-dire la réussite de l'indépendance palestinienne et de la coopération économique d'un type nouveau proposée par les Etats-Unis autour d'une gestion de l'eau et d'un flux de pétro-dollars. L'intérêt américain et l'engagement direct des Etats-Unis y sont si puissants que la France ne peut actuellement qu'y jouer un rôle secondaire. Sa sécurité n'y est pas directement en cause, en cas de succès; mais elle le serait en cas d'échec. Le bassin occidental nous regarde directement. En Europe, du point de vue de la sécurité, seule la France, l'Italie, l'Espagne et le Portugal sont directement concernés par le sort du Maghreb; c'est un problème de voisinage direct et de frontière identitaire. Ces trois pays de l'Europe du Sud donc doivent définir leur stratégie en Méditerranée comme défense d'une série d'intérêts de sécurité particuliers, régionaux, non nécessairement congruents avec les intérêts américains.

Deux scénarios paradigmatiques, deux possibilités stratégiques, simples et s'excluant l'une l'autre demeurent ouvertes :

Un fossé

Les intérêts de sécurité divergent et les deux rives deviennent hostiles. La mer elle-même devient une frontière naturelle et un front entre deux groupements opposés. On jetera l'anathème de part et d'autre du lac sur la rive adverse au nom des valeurs médiévales d'affrontement entre religions universelles issues du Livre. Ce procès est déjà entamé en Yougoslavie avec un succès surprenant, et entre des citoyens de même langue et de même souche ethnique - et de même religion pour ce qui est des catholiques et des orthodoxes. Les marines européennes auront pour mission routinière de contrôler les pirates barbaresques et de menacer les populations civiles par des

patrouilles de navires, français ou américains, dotés d'armements nucléaires capables de frappes "chirurgicales" contre les "chefs d'Etat terroristes". Conformément aux modèles haïtien et cubain, on refoulera les *boat people* et on soumettra les Maghrébins, déjà dans la misère, à quelque blocus punitif au nom de la démocratie et on acceptera en échange, sur le territoire national, l'effet pervers de cet affrontement, sous forme d'attentats terroristes de type irlandais, de mobilisation fasciste et de ratonnades, tandis que s'épanouira une civilisation policière de type SAC au nom de la défense des valeurs républicaines. Il sera bien plus facile encore de faire renaître l'esprit de croisade et de *djihad* avec, entre nous, cette belle mer qui nous empêchera de mener des petites politiques démagogiques de massacres symboliques.

Mais la France sera fatalement invitée à l'issue de cet engrenage à restaurer pour le compte de l'Empire d'Occident quelque Vichy musclé, destiné à prouver qu'aux premières loges de la civilisation chrétienne, la fille aînée de l'Eglise tient toujours son rang. Nous mettrons alors un point final à l'histoire du *melting pot* laïc français qui seul explique, depuis deux siècles, notre prétention à l'universel, et nous redeviendrons une ethnie euro-impériale ordinaire dans le système maastrichtien dominé par des critères incompatibles avec la survie de la République. La France sera, à proprement parler, "morte" comme sous Pétain. La défense nationale exige donc qu'on manœuvre pour éviter cet entraînement.

La piscine conviviale

L'autre scénario peut paraître "idyllique", mais il est seulement souhaitable et rationnel du point de vue des intérêts de sécurité de la République française. Les intérêts stratégiques entre les deux rives et la Méditerranée seront de maintenir le bon voisinage envers et contre tous. La Méditerranée sera incluse dans un périmètre de sécurité générale fondant la région euro-méditerranéenne et afro-méditerranéenne par un rapport d'alliance et de coopération. Ce système défiera et réduira, pour des raisons de politique et de sécurité, les entraînements culturalistes vers où nous jette l'esprit de croisade et de *djihad*, mais avant tout les atteintes à la démocratie. La démocratie dans un pays pauvre est nécessairement porteuse de politique sociale active et ne peut s'accommoder du laissez-faire libéral. Une des raisons du succès de l'islamisme militant dans la configuration socio-économique des pays de culture arabo-musulmane, c'est que l'Islam exige de l'Etat et des particuliers un traitement "charitable" efficace de la pauvreté. Les exactions extrémistes devront être considérées par les opinions, hostiles au bellicisme et à la violence criminelle, comme de simples manipulations destinées à lancer les peuples dans la guerre pour compenser l'évanouissement de la Guerre Froide. Mais ce retour

des opinions arabes dans le combat politique moderne n'est possible que s'il existe un programme de progrès social convaincant fondé sur des politiques d'Etat nord-sud ayant pour projet politique et économique le développement des deux rives.

Un scénario mixte?

On peut imaginer, sans doute, des statuts intermédiaires entre ces deux scénarios extrêmes, des relations fluctuantes et diversifiées, des alliances entre certains pays des deux rives et des hostilités entre certains autres. Mais l'existence de l'Union Européenne comme un tout visant une politique extérieure commune, d'une part, l'existence du Grand Maghreb qui lui répond, d'autre part, orientent plutôt les choix vers l'option caricaturale simplifiée haine/amour. On ne pourra jamais compenser la dérive algérienne vers la dictature par une évolution du roi du Maroc vers la démocratie, ni une politique française d'affrontement par une politique hispano-italienne de conciliation, sans aboutir à des incohérences qui ramèneraient nécessairement à l'hypothèse de l'affrontement.

Les "Latino-Chrétiens" en position de choisir la politique "arabo-musulmane" de l'Europe.

C'est l'Europe du Sud qui va décider en fait de la nature amicale ou hostile de cette relation. La définition stratégique du contact Nord-Sud en Méditerranée proposée ou pratiquée par la France, l'Espagne, l'Italie et la Grèce, deviendra nécessairement celle de l'Union Européenne. Les intérêts de sécurité sont en effet toujours commandés par des effets de proximité soit pour des raisons militaires réelles, soit pour des raisons de représentation de l'espace et de la menace, fondées par l'histoire et difficilement modifiable par décision.

Les intérêts stratégiques de la France sont plus importants en Méditerranée occidentale que ceux de ses deux voisins péninsulaires et les représentations (historiques ou actuelles) de l'ensemble des deux rives sont bien plus fondamentaux pour la politique de la France que pour celle de l'Italie ou de l'Espagne. La politique française en Méditerranée occidentale est nécessairement celle qui pèsera davantage pour modeler l'avenir. C'est l'occasion pour un gouvernement français de se saisir de l'hégémonie de pousser ses intérêts propres en les proposant au consensus des alliés intéressés comme représentant l'intérêt commun. Les citoyens français doivent donc veiller à ce que le gouvernement français ne nous entraîne pas vers le pire et l'Europe avec.

L'Europe de Maastricht devra affronter sans délai des problèmes graves et leur donner une traduction économique, et définir ses véritables frontières, ne serait-ce que pour pouvoir raisonner militairement sur sa sécurité et ses engagements. Faisons ici le bilan réel de la situation militaire et policière sur la ligne "nord-sud" gérée par l'Union Européenne.

Le jeu italien de la Sicile à l'Albanie

L'Etat italien tout entier est bouleversé par la lutte entre les juges et les carabinieri d'un côté, la corruption mafieuse de l'autre, et la "corruption mafieuse" peut être considérée comme la définition politico-économico-militaire du sud métaphorique qui nous sert à désigner le sous-développement. L'armée italienne, plus précisément, est actuellement déjà en opération sur la frontière "sud" de l'Europe. Ce sont les militaires qui luttent contre les mafias traditionnelles en Sardaigne, en Sicile et dans le Mezzogiorno (Naples et Calabre). Il faut noter de plus que c'est aussi l'armée qui a envoyé en Albanie des éléments chargés, avec l'accord du gouvernement albanais, du contrôle et de la répression de l'émigration sauvage. Le dispositif militaro-sécuritaire italien non seulement fait le pont entre le nord et le sud en Italie, mais aussi entre le nord et le sud à la naissance de cette ligne continentale de feu qui sépare le "nord" du "sud" de l'Adriatique au Tadjikistan.

Le jeu germano-turc et gréco-serbe de l'Adriatique à l'Egée.

En Méditerranée, orientale, le jeu de miroir des nations péninsulaires latino-chrétiennes, au nord, face aux pays arabo-islamiques, est troublé par la présence de la République turque et la poussée directe de l'influence allemande dans les Balkans. Aujourd'hui, à la fois les Etats-Unis et Israël font un sort particulier à l'Etat, au modèle, à la présence turque, à la charnière de l'Europe et de l'Asie. Les Grecs, malgré leur appartenance à l'Union Européenne, demeurent polarisés, pour les représentations de leur sécurité, sur la "menace turque", tout le reste en découle : leur amitié avec les Arabes et leur hostilité à l'Albanie, aux Bosniaques et à la République de Macédoine, considérés tous, dans leur composante musulmane, comme des traces encore vivantes de l'Empire turc. La renaissance au sein de l'Union Européenne par l'intermédiaire de la Grèce, en dépit de son appartenance à l'Union et à l'OTAN, de représentations balkaniques traditionnelles, constitue un véritable danger pour l'Europe. Elle manifeste que l'Union Européenne est incapable de sécuriser la démocratie grecque contre ses voisins de manière convaincante. L'explication du phénomène réside dans la crise économique qui sévit en Grèce selon un modèle "sud". Une insécurité

intérieure grandissante est déviée contre un ennemi extérieur traditionnel et visible. La Grèce, du coup, paraît estimer davantage la perspective d'une alliance serbe contre l'Albanie et la Turquie que l'alliance de l'Europe tout entière contre le sous-développement.

La Grèce fait partie de l'Union Européenne. Par son syndrome antiturc et son amitié arabe, elle fait partie du Machrek. On peut suggérer qu'elle constitue un pont vers la rive sud. Même si son attitude à l'égard de l'affaire yougoslave est incompatible avec la solidarité des démocraties et si la crainte de la Turquie peut paraître fantasmatique, il faut y faire face en s'attaquant aux causes : *pacta sunt servanda*. Ou bien l'Europe doit donner à la défense de l'économie grecque et de l'intégrité de son territoire un caractère solennel et concret si puissant que l'amitié du régime milicien serbe devienne inutile, ou bien elle doit expulser la Grèce de l'Union pour sous-développement économique et politique incompatible avec l'appartenance au groupe moteur du continent. La première solution paraît bien préférable mais elle implique que les questions de sécurité deviennent déterminantes en matière d'économie; c'est le contraire de ce que le néo-libéralisme militant affirme être la règle et la loi, mais ce retournement enseigne que le néo-libéralisme constitue une idéologie inefficace et dangereuse sur la frontière nord-sud, quand le malheur transforme en exclus des peuples alliés et en ennemis des peuples voisins.

Frontière interne externe française : un glacis policier franco-algérien

A l'égard du Maghreb, nous entrons actuellement en France dans une de ces zones troubles de connivences croisées; un savoir-faire policier supplante une vision politique et civique. Cela était déjà vrai des relations ambiguës que la République entretient avec le régime monarchique marocain. Aujourd'hui, on voit la France, terre d'asile, héberger en grand nombre des militants du FIS - et ceci depuis la fin du gouvernement socialiste qui se préparait à la victoire électorale des islamistes. M. Pasqua accueille à son tour aujourd'hui ceux qui fuient la répression en Algérie, et auxquels on abandonne, dans certains cas même avec soulagement, une partie du souci d'organiser nos banlieues et de lutter contre la drogue.

Mais en même temps, on sait bien qu'il s'agit d'une prise d'otage policière comme l'exprime la rafle d'avertissement du mois de novembre 1993. Il faut donc constater que l'équilibre recherché avec l'Algérie ressemble à un de ces jeux d'équilibre entre les réseaux terroristes et contre-terroristes dans la tradition de la lutte du SAC contre l'OAS. Une telle gymnastique ne peut être considérée comme une politique, encore moins comme une stratégie affirmée de la France sur cette frontière sud de l'Europe. Les enjeux nous obligent à nous y adosser à

un projet d'avenir ayant quelque hauteur de vue. La myopie et la haute et basse police ne peuvent fonder la politique maghrébine de la République.

L'équivalent pour l'Europe du modèle américano-mexicain et israélo-palestinien en construction

En menant à bien la seconde stratégie, l'Europe ne tenterait pas l'impossible, mais justement le possible et le nécessaire. La sécurité de l'Afrique du Nord et de l'Europe du Sud convergeront raisonnablement de la même façon que la sécurité des Etats-Unis et du Mexique convergeront et que les intérêts des Palestiniens et des Israéliens convergeront, parce que si on les laissait de nouveau diverger, le danger pour les deux groupes serait tout simplement mortel. Les deux rives s'accommoderont peut-être avec des grincements de dents et des conflits sérieux mais pas avec des conflits médiévaux et sanglants, relayés par des médias impuissants à redresser la barre de la haine. L'objectif de la convergence sera peut-être la tentative d'exploitation et d'extorsion, les moyens du sud pour y résister, le chantage et la menace - comme il arrive même dans les conflits du GATT - mais l'enveloppe et la règle de cette zone politique agitée sera la création d'une unité de codéveloppement étendue destinée à transformer complètement l'assiette de la société dite occidentale en associant définitivement deux grands ensembles civilisés anciens : le monde latino-américain et le monde arabo-islamique. Pour que ces diverses convergences prennent forme, une volonté politique considérable doit s'exprimer au niveau des responsables et de l'opinion. L'islamisme politique doit perdre sa légitimité, ce qui implique un développement économique plus égal, mais aussi une vie intellectuelle intense recherchant l'interface entre des civilisations séparées depuis deux siècles plus par convention culturelle que par hétérogénéité réelle.

Stratégie américaine : les alliés au charbon .

On peut qualifier aujourd'hui les Etats-Unis de tête d'empire maritime universel, en donnant à "maritime" un sens métaphorique au moins autant qu'un sens réel. Les Etats-Unis visent à un leadership de type "maritime" dans trois sens précis : 1) ils rejettent la conquête territoriale et l'emprise militaire directe sur les souverainetés territoriales continentales comme objectif politique et se contentent du contrôle logistique du monde : contrôle à distance des flux et des stocks; 2) ils ne visent la domination directe que des territoires que la nature ou la politique a pu isoler, c'est-à-dire insulariser (au sens propre et figuré); 3)

ils organisent leur pouvoir de contrôle logistique à travers des espaces délocalisés ubiquitaires et abstraits; la mer, comme *no man's land* et tissu intersticiel se glissant autour de tous les continents et les îles, représentait une version archaïque et concrète de ce type d'espace; le *space power* complétant le *sea power* en est la version aboutie. Mais la forme la plus générale et abstraite du contrôle logistique ubiquitaire par les *no man's land* pourrait être aujourd'hui le pouvoir électronique et la domination des espaces de télécommunication en temps réel.

La déterritorialisation des enjeux et la globalisation des intérêts des Etats-Unis s'est accentuée depuis la disparition de l'ennemi continental soviétique. Cela donne une grande agilité au leadership américain, mais en même temps, cela limite structurellement toute volonté de nouer des alliances politiques durables et même de former des projets d'aménagement régional de la société humaine.

L'intérêt des Etats-Unis comme puissance maritime est donc autre que celui de l'Europe qui reste obligée par le voisinage de l'Eurasie de penser par proximité et aménagement des territoires et des populations. Cette autre modèle s'explique par des raisons géographiques et finalement aussi par le rejet d'un modèle de pur néolibéralisme global tant dans la culture social-démocrate que démocrate-chrétienne.

Quel statut acquiert la Méditerranée américaine dans ce contexte. Le flanc nord-est de l'alliance ne présente plus pour l'Union Européenne le caractère d'une menace principale, l'OTAN devient une instance cérémonielle purement politique mais les Etats-Unis manquent alors d'emprise sur leurs alliés. A la recherche de moyens actifs de leadership, l'Empire se tourne donc vers le flanc sud. Sur le flanc sud, un grand nombre de tensions locales peuvent être en fait orchestrées ou "provoquées" par le centre mondial (les Etats-Unis) pour la reproduction de leur leadership. Le leadership américain est, en apparence, depuis la guerre du Golfe, plus militaire qu'économique et se nourrit des défis, de l'insécurité et des victoires, rendus gérables par l'énorme appareil militaire hérité de la bipolarité. Mais les Américains, adeptes des guerres instantanées "zéro-morts" ne sont pas de vrais chefs de guerre, ils visent en fait la restauration d'un leadership global essentiellement économique et culturel et encouragent la délégation aux alliés de la plus grande partie possible des tâches militaires qui se multiplient mais sont devenues subalternes. J'appelle "empire du désordre"¹ la forme nouvelle de domination sans conquête qui correspond rigoureusement à l'hégémonie américaine. Les alliances durables sont dépolitisées et se rattachent seulement à la durabilité des enjeux économiques. Des exceptions surgissent d'une antinomie entre la nécessaire permanence

¹ Sur ma conception de l'Empire du désordre, cf. Alain Joxe, *Le cycle de la dissuasion, 1945-1990 - Essai de stratégie critique*, La Découverte, Paris 1990, p. 15, 286 ; *Voyage aux sources de la guerre*, PUF, 1991, p. 421 ; *L'Amérique mercenaire*, Stock, 1992, p. 401.

des alliances politico-militaires et la légitime fluctuation des intérêts économiques. La Méditerranée est le lieu où ces contradictions sont visibles.

Les Etats-Unis tentent à leur frontière sud, c'est-à-dire au Mexique et en Israël-Palestine, de constituer des ensembles de développement concerté cohérent. Le grand pari yankee de codéveloppement (ou de co-sous-développement) du Mexique et des Etats-Unis est la forme offensive et optimiste de la nouvelle conquête du monde qu'ils entreprennent désormais sous le nom de *enlargement*. C'est bien là la politique de sécurité par voisinage, de forme identique à ce que devrait être la politique d'une puissance continentale, et c'est aussi, dans le cas d'Israël-Palestine, la forme localisée que prend la défense d'intérêts économiques globaux. Avec la nouvelle logique monopoliaire, les alliances de Washington au Moyen-Orient, respectivement avec Israël et avec l'Arabie saoudite, sont en plein remaniement, mais elles vont se reproduire dans la longue durée en vertu de la permanence de l'enjeu pétrolier et de la nécessité de contrôler le recyclage éventuel des pétrodollars vers des zones de développement intense de l'économie de marché, par l'adjonction d'une légitimité arabe grâce à la société palestinienne.

Sur leur frontière sud géographique et métaphorique, les Etats-Unis se conduisent donc non pas en puissance maritime, mais en puissance continentale. Les politiques américaines de ce type pourraient ou même devraient avoir un équivalent européen mais l'Union européenne n'a pas encore mis en forme sa politique en Méditerranée. Quelque chose pousse les Américains à ne pas favoriser, à notre sud, ce qu'ils tiennent pour nécessaire chez eux. Cette indifférence procède du souhait d'abaisser l'Europe du sud au rang de peuples garnisonnaires, pour se hausser eux-mêmes au leadership global. En patrouillant à leur façon dans l'interstice entre les deux rives, ils se présenteront en médiateurs et en banquiers en s'appuyant à la fois sur l'intégrisme et sur les pétrodollars (saoudiens) pour fonder des Etats "modernes" non républicains, hostiles à l'Europe mais favorables aux Etats-Unis. L'accès de la Méditerranée à la Navy change donc de sens mais n'a jamais été plus important qu'aujourd'hui. La connivence avec les autres présences navales qui va de soi au niveau des procédures militaires est bien plus ambigu au niveau des grandes stratégies politiques.

Les Etats-Unis ont désigné comme "ennemis" de l'*enlargement* tous les régimes conservant quelque trait d'économie de commande, de dirigisme et de socialisme ou simplement de définition de l'Etat comme service public ayant quelque rôle dans l'organisation de l'économie. C'est l'ensemble du monde arabo-islamique qui est ainsi visé, mais c'est aussi toute la tradition social-démocrate méridionale de l'Europe.

Un certain nombre d'ennemis potentiels des Etats-Unis ne sont donc pas du tout nécessairement des ennemis de la France ou de l'Europe et, même, il peut arriver qu'une hostilité qui surgirait sur entre tel pays et

la France serait une hostilité contraire aux intérêts français et préjudiciable à la cohérence de la République. La dissuasion de ce genre d'opérations devient donc une des tâches prioritaires de défense de la République dans l'Empire monocéphale. En somme, il est clair que, dans la forme comme dans le fond, les actions hostiles qui peuvent surgir directement du sud peuvent être soit générées ou instrumentées par un Centre ou plus vraisemblablement les deux à la fois.

Il faut se rappeler que ni dans la Guerre du Golfe, ni auparavant dans la Guerre du Tchad, les Etats-Unis n'ont eu pour souci primordial d'éviter les conflits dans les zones où les capacités autonomes de leurs alliés étaient engagées. Au contraire, la réduction des autonomies alliées demeure leur principal souci; ce n'est pas nouveau; cela se justifiait du temps de la Guerre Froide par leur souci de l'unité de commandement dans l'alliance anti-soviétique; mais l'effondrement de l'ennemi soviétique accentue cette tendance, qui n'est plus légitimée par la logique de l'alliance et devient un but impérial en soi. En effet, à défaut d'ennemi central global, les Etats-Unis manifestent qu'ils vont chercher, susciter ou entretenir des ennemis locaux conjoncturels autour de qui fonder des coalitions qui seront la forme et l'image de leur leadership.

Toute puissance développée moyenne peut donc avoir un intérêt strictement inverse à celui des Etats-Unis, et qui consisterait à renforcer le caractère militaire du leadership mondial des Etats-Unis pour augmenter sa propre part de leadership en terme économique.

Cohérence des discours éthiques contre cohérence des identités guerrières

La stratégie est une question de manœuvre mais c'est aussi - chez l'homme - une question de discours.

On mesure combien la nature du jeu "anti-hégémonique" a pu se modifier avec la disparition de l'URSS. Le jeu nord-nord dans le sud, en Europe comme aux Etats-Unis et au Japon, pourra consister à préparer des chausse-trappes où tomberaient soit les Etats-Unis soit un autre pays développé afin qu'ils se militarisent par l'acceptation de tâches guerrières ou policières et acceptent de jouer des rôles subalternes sous l'autorité de pays non belligérants. et perdent des parts de l'action noble, économique et logistique, pour retomber dans l'action archaïque de l'expédition militaire. Il n'y a pas lieu d'être très optimistes.

Mais, en même temps, il faut noter, même si cela est gênant, qu'il y a une certaine relation entre la volonté d'un Etat d'intervenir militairement et celle de poursuivre l'organisation de la société, cette volonté relève d'autre chose que du credo économique dogmatique des néo-libéraux adoreurs du marché. Cette relation peut fonder soit une coopération

souveraine soit une violence. On peut dire qu'il existe probablement un certain nombre de discours et de programmes communs entre :

- l'éthique fascisante ou colonialiste de l'intervention militaire ou policière civilisatrice restauratrice de l'ordre et de la paix;
- l'éthique du progrès économique et social liée au maintien de l'Etat gestionnaire dans les zones sous-développées;
- l'éthique du socialisme et de la gauche visant une société juste et une meilleure distribution des revenus assurée par l'Etat;
- l'éthique des mouvements islamistes, de leur dénonciation des conséquences catastrophiques de l'extension des valeurs de l'économie capitaliste occidentale.

Ces lambeaux de discours commun donnent lieu à un jeu démagogique et créent une confusion qui tend à éliminer le souci de la cohérence du discours au profit de la cohérence du groupe par la menace de mort.

L'existence de ces jeux, masqués par l'apparente apothéose de l'ONU, n'est évidemment pas très favorable à l'établissement de larges zones de programmation du développement pacifique.

Il faut l'avoir en tête, dans l'analyse des expéditions punitives et/ou humanitaires, qui se multiplient actuellement, et y déceler le lieu de la confection des critères que le nouvel empire américano-onusien confie aux nations qui veulent bien en accepter la charge, des tâches fondamentalement subalternes mais surtout marquées par l'incapacité structurelle de l'empire de chercher une solution constructive aux désastres sociaux qui se situent derrière les troubles récurrents du Tiers-monde.

Paris
EHESS
Novembre 1993

DISCOURS STRATÉGIQUES ET RÉALITÉS MÉDITERRANÉENNES

Marie-Lucy DUMAS

Depuis les années cinquante, la région méditerranéenne a été un laboratoire de production de discours codifiés, incantatoires ou tacites, qui reflètent une situation géographique et émotionnelle particulière. Dans le contexte de la confrontation est-ouest, les Méditerranéens puisaient les raisons de la promotion de leur région dans les instances régionales ou internationales.

Depuis que la Méditerranée a perdu cette dimension stratégique on peut se demander si elle n'a pas perdu sa dimension tout court. "La Méditerranée existe-t-elle?", tel était l'objet d'un Colloque organisé par l'Institut du Monde arabe en juillet 1992. Une fois le tour fait des liens historiques (le passé, objet de multiples interprétations), culturels, de l'unité de l'écosystème, tout le reste, et le plus important, relevait des souhaits et des politiques.

S'il existe ou a existé une "Méditerranée latine" qui a servi de légitimation à la colonisation, puis à l'intérêt que, sous la pression des pays du Sud de la communauté, manifeste la Communauté européenne pour la région, cette Méditerranée là reste trop empreinte de la projection du Nord sur le Sud¹.

La "Méditerranée arabe", par contre n'existe pas. Le monde arabe méditerranéen est bipolarisé par les sables des déserts de la péninsule arabique d'un côté, de l'autre par les marchés de l'emploi et les

¹ Voir Thierry Fabre, "La Méditerranée, une problématique légitime", intervention au colloque de l'IMA.

productions du nord de la Méditerranée. Le monde arabe ne pense pas la Méditerranée comme un prolongement ou un héritage, ou pas encore. Rares sont ceux qui ont le sens de l'histoire de l'Egyptien Taha Hussein qui a milité pour la reconnaissance de la vocation méditerranéenne de la culture égyptienne, "sa personnalité antique"¹, et mis en évidence les sources communes des cultures arabo-musulmane et occidentale.

La tendance dominante n'est cependant pas à la recherche du creuset commun. Des forces centrifuges tendent, en cette fin de millénaire, à s'éloigner de la méditerranéité, à repenser les identités à la lumière d'autres dimensions de l'histoire : les islamistes comme les nationalistes Serbes excluent tout apport extérieur et se clôturent sur la religion ou l'ethnie.

Après la disparition du système stratégique et politique qui faisait exister la Méditerranée, dans la décennie actuelle l'imaginaire prend le pas sur les analyses, alors que les réalités économiques n'ont jamais créé autant de liens et d'interconnexions entre les deux rives de cette mer². L'absence de discours a pris le relais du discours codifié, du discours incantatoire, et du discours caché.

Le discours codifié : 1956-1989

Pour l'OTAN il n'y a jamais eu de "région méditerranéenne". Les pays européens de la Méditerranée constituent tout au plus le "flanc sud" de l'OTAN sur lequel l'effort d'armement est resté marginal jusqu'en 1980. Les forces armées des pays de l'OTAN sont tournées vers le front central, celui de l'Europe centrale jusqu'en 1990.

La Méditerranée est même une zone "out of area" pour laquelle il n'existe pas de doctrine OTAN si ce n'est celle de "laisser faire celui qui peut, ce qu'il a à faire" (doctrine Harmel, 1967). Chaque allié contribue de façon individuelle à la sécurité de la zone. Le principal allié, les Etats-Unis, poursuivait en Méditerranée trois buts :

- maintenir l'intégrité et la sécurité d'Israël,
- fermer la région à l'influence soviétique ou contrôler étroitement cette influence
- maintenir ouvert l'accès au pétrole.

En 1980, l'Alliance reconnaît que des événements extérieurs (Liban, guerre Iran-Irak) peuvent affecter les intérêts communs et qu'une

¹ Anouar Abdel Malek, *La pensée politique arabe contemporaine*, Seuil, 1970, pp. 137 à 140.

²Voir "Les interconnexions électriques et énergétiques en Méditerranée", par Michel Grenon. in *Méditerranée occidentale. sécurité et coopération*. dirigé par M.L. Dumas. FEDN, 1992.

cohérence doit être trouvée entre les intérêts vitaux des pays européens du sud et les buts stratégiques de l'Etat major de l'OTAN.

Dans ces années-là, les crises "out of area" (Libye, terrorisme) prennent une importance stratégique tandis qu'entre Américains et Européens, des différences de perceptions s'accroissent à propos des relations avec les pays arabes. Le bombardement américain de Tripoli (1986) est exemplaire à un double titre : les Etats Unis consultent leurs alliés qui expriment leurs désaccords de diverses manières. Ce qui aurait pu ouvrir la voie à une perception européenne commune de la sécurité en Méditerranée. Mais il n'en a rien été.

La France, indépendante de l'OTAN, revoie sa "politique méditerranéenne" à la lumière des crises du monde arabe (1967, 1973) et y déplace ses porte-avions. A partir de là, un certain partage des tâches s'instaure dans le bassin occidental entre la France et la VIème flotte américaine.

Selon Georges Pompidou, les intérêts de la France sont commandés par la géographie; il définit trois axes de la politique française en Méditerranée :

- rééquilibrer la CEE vers le sud en soutenant la candidature de l'Espagne, puis de la Grèce,
- consolider et maintenir des relations privilégiées avec les trois nations du Maghreb
- défendre les intérêts de l'Europe au Proche-Orient et y développer l'ancienne influence française.

L'Union soviétique, quant à elle, estime être riveraine de la Méditerranée, et à ce titre, se montre soucieuse du libre accès à la mer par le détroit des Dardanelles. Elle maintient en Méditerranée 40 à 50 navires, présence modeste par rapport aux flottes de l'OTAN. La politique soviétique est basée sur deux axes :

- présence navale faisant contre-poids à la supériorité américaine dans la région,
- jouer un rôle dans le règlement des conflits de la région proche-orientale dont l'URSS ne peut être exclue en raison du voisinage et du fait qu'elle pourvoit en armes bon nombre de régimes.

En Méditerranée s'installe donc un équilibre "de la force" entre super-puissances, ce que les Non alignés méditerranéens ne manquent pas de souligner¹.

Dès 1972, ils lancent l'idée d'une "Méditerranée soustraite à la rivalité des super-puissances", une "Méditerranée aux Méditerranéens". Mais les Non-alignés méditerranéens sont divisés sur l'appréciation de la relation à l'Union soviétique, certains sont ses alliés (Egypte), d'autres abritent des bases soviétiques (Syrie), d'autres encore estiment qu'il faut au préalable régler le problème israélo-arabe. Les principaux

¹ *La Méditerranée entre les super-puissances. Peuples méditerranéens*, 19, avril juin 1982.

promoteurs de la "Méditerranée aux Méditerranéens" sont la Yougoslavie, l'Algérie et la Tunisie. Les autres pays arabes, pris dans la tourmente de la défaite de 1967, s'intéressent peu à la question.

Par la guerre d'octobre 1973, les Arabes rappellent à Israël le refus du fait accompli, et, par le réajustement des prix pétroliers, ils expriment la volonté de maîtriser leurs ressources et de s'en servir comme moyen de pression. Le renchérissement du pétrole a des conséquences considérables sur les économies de la rive nord (choc pétrolier); il tend aussi à produire un discours incantatoire sur le "dialogue euro-arabe" et la "sécurité de l'Europe liée à celle de la Méditerranée".

Le discours incantatoire : 1973- 1990.

Le "dialogue euro-arabe" est initié par les Européens pour des raisons strictement économiques : ne plus se retrouver dans une situation où ils seraient l'objet d'un chantage. Chaque pays européen engage des accords bilatéraux tandis que la CEE tente de promouvoir "avec les pays producteurs l'ouverture de négociation sur un régime global comprenant une coopération étendue au développement économique et industriel de ces pays, des investissements industriels et l'approvisionnement stable entre pays membres en énergie à des prix raisonnables"¹.

Démarré dans l'enthousiasme tiers-mondiste, le dialogue "historique" euro-arabe se heurte très vite à des conceptions divergentes. La partie arabe définit des principes de bases conçus en fonction du projet de Nouvel ordre économique international dont l'une des dimensions-clé est la transformation sur place des matières premières plutôt que leur exportation afin de créer les bases d'une indépendance économique. Pour les Européens il s'agit seulement d'échanger pétrole contre technologie. Les pays arabes souhaitent un dialogue global incluant les questions politiques, notamment celle d'Israël, les Européens préfèrent parler d'économie.

Très vite, au fur et à mesure que la pression pétrolière s'amenuise, le dialogue piétine. La CEE refuse de conclure un accord global avec tous les pays arabes et engage des accords bilatéraux (1976) avec les pays du Maghreb, certains pays du Machrek, et Israël. Côté arabe, l'abondance des pétro-dollars dissout rapidement les velléités de création d'industries de transformation indépendantes. La rente pétrolière permet l'achat d'usines clés en main et de biens de consommation, elle instaure dans ces pays des comportements de

¹ *Le Monde*, 29 novembre 1973, "Déclaration des chefs d'Etat de la Communauté européenne".

facilité qui seront brutalement interrompus par la chute des cours du pétrole à partir de 1983-84.

Durant cette même période 1973- 1990, après avoir constaté l'échec de leur proposition de neutralisation de la Méditerranée, les Non-alignés proposent de rattacher sécurité de l'Europe et sécurité de la Méditerranée dans le cadre du processus de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

Les Etats Unis et l'Union Soviétique s'y opposent, mais acceptent d'ajouter un chapitre spécial intitulé : *Questions relatives à la sécurité et à la coopération en Méditerranée*, compris dans la troisième corbeille de la coopération. De mode déclaratoire, ce chapitre lie la sécurité de l'Europe "à la sécurité dans la région méditerranéenne toute entière, si bien que le processus d'amélioration de la sécurité ne devrait pas être limité à l'Europe mais devrait s'étendre à d'autre parties du monde, en particulier la région méditerranéenne". Suivent des déclarations d'intentions : développement des relations de bon voisinage, coopération mutuellement avantageuse, contribution à un développement économique diversifié et coopération pour l'amélioration de l'environnement en Méditerranée. Les pays du sud de la Méditerranée y voient une avancée importante, mais le texte reste sans portée réelle, si ce n'est la Convention de Barcelone (1976) sur l'environnement et la pollution de la mer Méditerranée qui laisse l'initiative sur ces questions aux Etats. Comme bon nombre de problèmes de droit international, la question de la sécurité en Méditerranée, et celle de la pollution restent du domaine du "droit soft", non contraignant.

En 1990, trois mois après l'invasion du Koweït par l'Irak, craignant une réaction massive des populations des pays arabes, l'Italie, l'Espagne et le Portugal prennent l'initiative de convoquer une Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Méditerranée, à Palma de Majorque (septembre 1990), qui établit un programme de travail identique à celui de la CSCE ¹:

- trois corbeilles: coopération, sécurité et dimension humaine,
- un dialogue de bloc à bloc : la CSCE avec l'ensemble du monde arabe (Iran et Mauritanie compris).

Malgré un appui modéré des Européens, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Méditerranée n'a pas abouti; elle est entravée par sa méthode même. Elle apparaît plutôt comme une tentative de contre-feu à une possible révolte arabe contre les Occidentaux. Les Arabes eux-mêmes voudraient que la question israélo-arabe soit résolue avant quelque'autre participation.

¹ Voir *La sécurité européenne devant les menaces extérieures à l'Europe. L'organisation de la paix et de la sécurité dans la région méditerranéenne et le Moyen-Orient*, document de l'UEO, n° 1271, 13 mai 1991.

Le dialogue entamé dans le bassin occidental sous le nom de Conférence 5+5 fait pourrait apparaître de mode incantatoire. Il se fixe cependant des objectifs concrets (banque d'investissement, problème des migrations, désertification, etc.). Après le report *sine die* de la conférence des chefs d'Etat prévue à Tunis en janvier 1992, en raison des affaires libyenne et algérienne, il risque à nouveau de se réduire à des vœux pieux faute de réponse apportée aux questions concrètes que posent les pays du Maghreb à propos de la démocratie et du développement.

La CSCM et la Conférence 5+5 reprennent apparemment la problématique du dialogue euro-arabe. Derrière les déclarations se cachent cependant des préoccupations nettement sécuritaires qui appartiennent à un discours caché, non officiel, celui des menaces que représentent mutuellement le Sud et le Nord l'un pour l'autre.

Les discours cachés et les stratégies implicites depuis 1980.

Dès 1973, "un arc de crise" est dessiné, du Pakistan au Golfe et à l'Afrique du Nord autour d'un facteur stratégique, le pétrole, auquel s'ajoute à partir de 1979 la "menace" de l'expansion de l'islamisme de modèle iranien, encouragée par l'Iran.

Après la chute du bloc communiste, le nouvel arc de crise s'étend considérablement; il comprend désormais les steppes de l'Asie centrale, la Mer Noire, les Balkans et la Corne de l'Afrique, et se projette jusqu'en Afrique sub-saharienne. Le Moyen-Orient en constitue cependant toujours le centre où des Etats-relais (Turquie, Iran, Pakistan, Arabie Saoudite, Israël, Irak) attisent les crises et arment les combattants.

L'analyse habituelle des relations est-ouest en rapports de force, faisant correspondre à une menace des parades appropriées, se transpose presque spontanément sur un axe nord-sud. Pour certains, la guerre contre l'Irak est la première guerre de cette stratégie nord-sud. En mai 1991, un sondage Sofres-BVA montre que l'Est ne fait plus peur (8%); le Sud prend le relais pour 58% des sondés.

La "menace du Sud" repose sur des facteurs sociologiques et culturels : crainte de l'immigration, peur de l'expansion de l'islam, développement des armes de destruction massive. Ces trois peurs s'inscrivent tout particulièrement dans le contexte méditerranéen; au point que

"l'Europe ne peut envisager sa sécurité, énonce un rapport de l'UEO, sans considérer ses relations avec ses voisins méridionaux, qui comportent un certain nombre de risques qui ne sont sans doute pas au premier abord militaires, mais qui intéressent sa stabilité intérieure, le fonctionnement de son économie et qui, finalement, si

Discours stratégiques

on les laissait se développer, pourraient mettre en question ce qui paraît aujourd'hui acquis dans le domaine de la paix"¹.

Ces risques sont :

- la différence démographique produisant des flux migratoires qui ne peuvent plus être acceptés en Europe
- la différence économique entre rive nord et rive sud, mais aussi entre riches et pauvres du sud qui produit la misère et l'extrémisme,
- les différences de civilisation : notion d'Etat, place des religions dans la société, conceptions de la politique et des rapports entre société et Etat, etc.
- les différences politiques: conception différente du droit international et des droits de l'homme.
- l'importance d'armements qui se trouvent entre les mains de pays dont la stabilité intérieure n'est pas assurée, dont les frontières sont contestées, ou qui nourrissent des intentions agressives à l'endroit des pays voisins.

Pour la rive sud, la crise du Golfe apparaît comme une action brutale de pays du Nord, riches et puissants, pour contrecarrer une tentative d'unification du monde arabe, pour s'opposer à la valorisation du pétrole arabe, pour maintenir les pays arabes dans un état de désarmement face à Israël et pour perpétuer dans la péninsule arabe des régimes autoritaires et corrompus plus sensibles à l'intérêt d'une élite qu'à l'intérêt de leur peuple et du peuple arabe en général. Pour le Maghreb, le Nord

"apparaît comme un agresseur économique en raison d'écarts de plus en plus criants de niveaux de développements entre les deux rives, dont le nord est pleinement responsable Il apparaît aussi comme un agresseur culturel, qu'il s'agisse de la langue, de la production culturelle, de tout ce qui se rapporte au système des normes et des valeurs. Le Nord abuse de sa position acquise dans le domaine économique pour étendre son influence sur la culture, visant par là à déstabiliser les sociétés maghrébines en profondeur"².

Au niveau de la balance des forces militaires, le Sud fait remarquer que le Nord est largement surarmé et que les volontés de contrôle des armements au Moyen-Orient ou d'interdiction de transfert de technologie, relèvent de la discrimination et de l'application d'un droit international à "deux vitesses"³.

Ce genre de discours n'est pas caché, il s'exprime ouvertement, mais ce n'est pas celui qui est mis en avant par les gouvernements. En

¹ Document cité.

² Najir Safir, intervention au Colloque "Les voies de la sécurité en Méditerranée", Bruxelles, 4 et 5 novembre 1991.

³ Voir les articles de M.L. Dumas in *Cahiers de l'Orient*.

France il est expliqué que n'existe pas de menace militaire venant du Sud de la Méditerranée (rapport du Sénat, octobre 1991) et que les changements dans les redéploiements ne signifient pas un changement de stratégie.

Dans les faits, la disparition de la menace à l'est a amené le redéploiement des forces terrestres, aériennes et maritimes de l'Italie, de l'Espagne et de la France pour prendre en compte des risques multidirectionnels. Les Etats du Maghreb ressentent ces redéploiements comme tournés contre eux, d'autant qu'un certain nombre de manœuvres militaires de l'UEO (Farfadet 92, regroupant l'Italie, l'Espagne et la France, manœuvres navales franco-allemandes) se déroulent dans le bassin occidental sur le thème de l'assistance humanitaire en cas de crise dans un pays allié.

Enfin, alors que l'OTAN n'était jamais parvenue à persuader les alliés de créer une flotte en Méditerranée, en avril 1992 se constitue la STANAVFORMED (stand naval force mediterranean) avec la participation de l'Italie, de la Grèce, de la Turquie et de l'Espagne, qui, avec la VIème flotte américaine, est chargée de gérer les situations de crise dans l'ensemble du bassin.

Le premier exercice "Dragon Hammer" en mai 1992, qui réunit les forces de l'OTAN de la région, plus celles de la Grande Bretagne, des Pays-Bas et de la France, prend une ampleur jamais atteinte jusque là : 4000 sorties aériennes, 70 bâtiments de surface. Les communiqués précisent que ces "jeux militaires" ne sauraient être interprétés comme de la gesticulation ou de la menace envers les pays du Maghreb ni envers la Libye. Au même moment, la CEE parle de la réactualisation des accords avec les Etats du Maghreb.

Plus largement, l'OTAN et l'UEO examinent l'impact sur la sécurité de l'Europe du développement des missiles balistiques¹. "L'évaluation de la menace que font peser les missiles balistiques sur l'Europe reste fondée pour l'essentiel, sur une estimation hypothétique de l'évolution future, puisque parmi les deux pays "hostiles" à l'Europe, l'Irak et la Libye, seule la seconde pourrait actuellement atteindre le territoire européen avec les moyens balistiques dont elle dispose." Toutefois il faut prendre en considération les programmes d'armement nucléaire (Iran, Irak, Israël, Libye), les détournements du stock nucléaire de l'ex-Union soviétique et les programmes d'armes biologiques et chimiques. Le rapport de l'UEO propose d'adhérer au programme américain de protection contre les missiles balistiques. La Grande Bretagne fait déjà cavalier seul en annonçant son intention de se doter de missiles anti-missiles. Le satellite Hélios (projet franco-italo-espagnol) qui doit être lancé fin 1993 pour couvrir l'espace méditerranéen, participe de cette protection anti-missile.

¹ Document UEO, n° 1339, *La défense contre les missiles balistiques*, 6 novembre 1992.

Beaucoup plus que cachée, la politique de l'Europe vis-à-vis de la Méditerranée apparaît fort confuse. Tout d'abord parce qu'une politique européenne de politique étrangère et de défense a bien du mal à se définir : est-elle indépendante ou conjuguée à celle de l'OTAN? Comment conjuguer présence de l'OTAN en Méditerranée et politique européenne commune? Comment faire comprendre aux riverains que la surveillance des abords de l'Europe n'est pas une menace? Comment conjuguer l'atténuation des risques en provenance du Sud grâce à des accords économiques et sociaux longs à mettre en œuvre, avec des mesures militaires qui, elles, le sont plus rapidement et apparaissent la seule réponse des Européens aux interrogations du Sud?

Enfin, il est clair que les Européens sont partagés sur ce qui est prioritaire : la sécurité ou la coopération? Pour les pays du nord de l'Europe, la sécurité passe avant la coopération, pour ceux du sud, la proximité géographique incite à la coopération.

Dans le cas par exemple de la surveillance de l'embargo sur les armes à destination de la Serbie, qui est coordonné par l'UEO, de nombreuses difficultés se sont fait jour :

- le Conseil de sécurité de l'ONU n'a pas voté les résolutions nécessaires à l'exécution rigoureuse de cet embargo,

- un allié (la Grèce) qui participe à la surveillance maritime de l'embargo, par ailleurs ne le respecte pas

- l'OTAN désire à la fois être présente et, en même temps, ne pas risquer d'impliquer les Etats-Unis si ceux-ci en refusent l'idée.

Aux yeux du Sud, l'incohérence entre les discours et les actes, les divergences entre partenaires européens, entre OTAN et UEO constituent des signes difficiles à interpréter.

Il reste que les Etats Unis dictent leur loi en fonction de leurs intérêts, comme le montrent leur implication croissante en Somalie et leur refus de participation à la FORPRONU en Bosnie. Les intellectuels du sud, tendent à comparer les Etats Unis à l'Empire romain, dont le monde serait le *mare nostrum*. Dans cette perspective, la Méditerranée continue à n'être qu'une voie d'accès pour les intérêts vitaux américains de la péninsule arabique. Elle est une zone où peut s'exercer soit, dans le cas de crise mineures, une action ponctuelle de la Rapid deployment force (comme l'action contre la Libye), soit, dans le cas de crises majeures, une action de cette même Force appuyée par l'OTAN ou par d'autres alliés, avec la bénédiction de l'ONU (comme la Guerre du Golfe).

En bref, si la Méditerranée a entendu trop de discours qui n'ont mené à rien, l'absence de discours ou des discours contradictoires sont tout aussi préjudiciable aux bonnes relations dans cette région. "Faire un geste, donner une orientation" sont les termes qui s'utilisent au sud de la Méditerranée pour exprimer l'attente d'une stratégie du nord à qui est reproché de ne plus avoir de propos, d'être aussi désarçonné que le Sud lui-même et un monde qui semble en proie au désordre et à

Marie-Lucy Dumas

l'imprévisible. Restaurer le discours paraît être une des premières mesures urgentes des relations de bon voisinage en Méditerranée.

Fondation Méditerranéenne
d'études stratégiques
Sarcelles
Juillet 1993

LIBRARY U. OF I. LIBRARY

BEYROUTH ET LE NOUVEL ORDRE MONDIAL AMÉRICAIN

Nabil BEYHUM

Quelle sera la place du modèle américain à Beyrouth? Quelle sera la place des modèles beyrouthins dans le Nouvel Ordre Américain?

Che Guevara, que l'on retrouvait dans les années soixante-dix dans toutes les langues sur les trottoirs et dans les vitrines des libraires de Beyrouth, se retourne sans doute dans sa tombe. Le "plus grand ennemi de l'humanité" qu'il avait dénoncé dans ses œuvres complètes publiées par Maspéro est canonisé aujourd'hui dans la collection qui a pris son relais : le vingt et unième siècle sera américain¹, nous dit-on dans un livre édité à La Découverte.

1

En vingt-cinq ans, la Guerre du Vietnam, celle de l'Afghanistan, l'effort économique et technologique de la guerre des étoiles, ont laissé place à un monde régi par les Etats-Unis d'Amérique première puissance mondiale. Celle-ci, nous explique-t-on, s'appuie sur une économie de plus en plus puissante malgré les récessions, un contrôle des télécommunications et des images immergeant le monde en elle plutôt que s'y dispersant, une avancée technologique extraordinaire et monnayable à tous les niveaux, des forces militaires capables d'une

¹G.A. Valladao, *Le vingt et unième siècle sera américain*, Paris, La Découverte, 1993.

frappe sélective extrêmement puissante et déterritorialisée comme l'exemple de la Guerre du Golfe semble le prouver. Mais surtout, sur un modèle culturel de gestion des diversités chez soi qui ne peut qu'être un atout exceptionnel dans sa gestion du monde en constitution.

Ce modèle est en effet célébré partout au nom de la démocratie et de l'ouverture des marchés et des cultures. L'Amérique est un modèle offert au monde : ce dernier profitera du modèle comme les Américains, de moins en moins anglo-saxons et de plus en plus métis, en profitent eux-mêmes. L'Amérique devient en quelque sorte malgré elle, mais à cause d'elle-même, la première à s'identifier au monde "global".

L'Amérique serait lancée dans un processus de pacification du monde à la romaine qui n'est possible que grâce à sa primauté entre des égaux mais qui en retour renforce cette primauté. La capacité des USA à dominer sans écraser les particularismes se fonde sur leur capacité à intégrer les minorités chez eux sans les déposséder de leurs identités : l'Amérique n'est-elle pas devenue une représentation du monde où se retrouvent réunies toutes les populations du vaste univers. Qu'est-ce qui les empêche désormais de faire de même partout dans le monde : un seul système ou réseau avec en son cœur Washington, nouvelle Rome, mais aussi nouvelle Istamboul ou nouvelle Vienne?

2

L'argument ne manque pas de force. Pour qui a connu la capacité extraordinaire des firmes américaines à incorporer des étrangers dans leurs rouages dirigeants sans l'ombre de la discrimination existant dans la vieille Europe, l'Asie encore plus millénaire, ou l'ancien bloc communiste, il s'agit bien d'un atout. Le Che ne l'aurait pas renié lui qui s'essayait à gérer ses appartenances multi-nationales à travers la révolution. L'Amérique a ainsi repris à son bénéfice son rêve de société internationaliste sinon universaliste. L'appel le plus fort est à l'ouverture des sociétés et au refus du repli sur soi, obscurantiste et passéiste.

Il n'en reste pas moins que le déplacement de l'espace intérieur américain à celui plus mondial de la globalité ne va pas de soi :

- parce que le modèle intérieur s'appuie sur une base juridique extraordinairement forte alors que son équivalent international est quasi absent. L'ONU est-elle vraiment cet antre de la négociation entre différents intérêts privés du monde que constituait le Congrès pour les Etats-Unis? Peut-il représenter la force des cours de justice des USA projetée sur le monde ou faudra-t-il attendre un long cheminement et une longue opération de formulation des lois susceptibles de régir le monde?

- parce que minoritaires aux Etats-Unis les exclus ne seraient-ils pas majoritaires dans le monde? Car comment traiter les laissés pour compte de l'économie du marché et accessoirement ouvrir les marchés qui se

referment pour cause politique? En les isolant du reste du monde, en les plaçant en dehors de l'évolution des grands flux de celui-ci? Est-ce vraiment intolérable pour les militaires birmans ou pour Saddam Hussein? Est-ce vraiment réalisable pour les Serbes ou les Somaliens de Aïdid? Et, à la longue, qu'est-ce qui empêcherait ces damnés de la terre de se donner la main : l'exemple de la chute de l'URSS incapable d'endiguer la stratégie d'endiguement des USA pendant la Guerre froide? Ne banalise-t-on pas ainsi trop facilement l'exceptionnalité trop proclamée par le passé du modèle soviétique? Le régime soviétique n'est pas ordinaire et trop peu d'analystes ont écrit jusqu'à maintenant l'histoire de sa chute pacifique. Or peut-on n'avoir comme stratégie que le pourrissement des situations dans des ghettos-réserves isolés?

- parce que la force ne peut tenir compte du suicide. N'a-t-on pas assisté au suicide spectaculaire de petites minorités fanatisées aux Etats-Unis dans la dernière décennie? Comment va-t-on gérer de tels suicides dans le monde? Comment réussira-t-on à désarmer les groupes issus des crispations nationalitaires, ethniques, religieuses qui, dans un monde global, auront, un jour ou l'autre, recours au terrorisme global, aux armements atomiques ou chimiques, et qui n'auront pas, disons-le ouvertement, la vertu de l'Union Soviétique?¹ Quel projet politique est donc proposé au monde quelques mois ou années après la Guerre du Golfe?

3

Contrairement à celui qui affirmait que la Guerre du Golfe n'aurait pas lieu, les USA menacent de faire l'économie d'un nouveau système de justice mondial en imposant la répétition des événements du Koweït. Dès qu'une situation dérape, Somalie hier ou demain peut-être la Bosnie, on monte une expédition punitive. Or c'est ici que le bat blesse : la Guerre du Golfe n'est pas susceptible d'être répétée. Ce qui menace le plus dangereusement le projet américain est bien l'impossibilité de la répétition de ce qui semble avoir marché une fois mais qui ne réussira plus si on n'en comprend pas l'exceptionnalité.

En premier lieu parce qu'il faut croire à ce que disent les Américains eux-mêmes et l'ONU : il s'agissait de la première rectification totale de frontière depuis la deuxième Guerre mondiale, comparable seulement à la Guerre de Corée, et les nouveaux conflits ne seront que rarement sous cette forme. Les USA et l'ONU ne sont pas appelés à intervenir dans aucune autre situation comparable dans le monde. Une pareille mobilisation, démonstration insigne de l'imbécillité de ceux qui ont lancé

¹ Celle d'aimer ses enfants et de les préserver du suicide nucléaire chantait Sting.

leurs troupes à la conquête du Koweït, n'est plus possible, et partant, elle ne peut plus tenir place de projet politique.

En second lieu, dans toutes les situations problématiques une solution à long terme demande une occupation sédentaire du sol : forces tampons à créer entre Arménie et Azerbaïdjan, dans la Bosnie, en Somalie et même au Cambodge. Si au Liban et au Libéria le relais a été pris par de petites puissances locales, celles-ci ne sont pas aussi stables qu'on le voudrait, le puissant Nigéria semble de plus en plus déstabilisé alors qu'il était le garant de la stabilité et la Syrie se cherche un avenir en monnayant sa présence au Liban. Partout ailleurs l'intervention militaire voudra dire présence durable qui ne peut faire l'économie d'un projet politique. Il faudra tôt ou tard concrétiser le slogan des droits de l'homme : veut-il dire des élections comme au Cambodge? Plus? Autre chose? Et après les élections, entreprise nécessaire sans aucun doute, que fait-on? Quels sont les cadres juridiques des mandats que l'ONU sera appelé à exercer dans les pays du tiers-monde? De quel mandat sera-t-elle capable dans les puissances moyennes qui explosent?

Car si l'ONU peut devenir une puissance pacificatrice possible dans les conflits qui ensanglantent les petits Etats, dans quel cadre se mouvoir si demain des Etats plus larges venaient à se scinder? Envoyer de nouveau une expédition punitive? C'est précisément là qu'avaient tort les intellectuels parisiens qui menaçaient des foudres des armées coalisées tout défi à l'ordre nouveau : la Guerre du Golfe ne peut être répétée. Les spectres du Vietnam et de l'Afghanistan, tous deux jugés petits face à leur grands envahisseurs, seront toujours là pour rappeler les limites de la "guerre juste" du XXI^{ème} siècle. La Guerre du Golfe n'est en somme qu'une anecdote : la règle qui tire le monde est celle du borbier et non pas celle de la tempête, fut-elle dans un désert. CNN et ses images ne peuvent tenir place d'une stratégie politique quelle que soit l'admiration de Moubarak.

4

Ce qui est à craindre aujourd'hui est cette situation où le droit international n'est toujours pas le même à s'appliquer aux généraux israéliens bombardant le sud du Liban ou aux généraux somaliens pillant les organisations humanitaires. L'ouverture des mondes est à ce prix : une justice plus légitime que celle de la force. Les Américains ont donné, comme les Soviétiques d'ailleurs, la preuve de leur incapacité à imaginer des modes de gestion politiques élaborés. Partout dans le monde d'ailleurs les peuples et les Etats, les Arabes tout autant que les Israéliens, et même les Européens en Yougoslavie, ne donnent-ils pas

la même preuve.¹ La vérité, si elle existe est que les systèmes politiques ne s'élaborent que lentement, prudemment, sans aucune certitude historique, contrairement à ce que nous avait enseigné le marxisme. Mais voilà que les Américains, ou leurs zéloteurs du Nouvel Ordre Mondial font montre de la même rigidité doctrinaire conquérante : la suprématie militaire permettrait de faire l'économie de systèmes juridiques plus élaborés, de rapports politiques plus consistants et d'une mobilisation populaire soutenant leur application.

Le spectacle donné par les chars russes prenant d'assaut un Parlement fut-il conservateur à quelque chose de trouble. Le soutien absolu apporté à Eltsine par les démocraties occidentales est quand même étonnant. Il explique la sorte d'impasse dans laquelle se débat l'exportation du modèle américain : un char est peut-être démocratique, un Parlement fascisto-communiste, mais le tout forme un paradigme difficile à légitimer. Les Américains devraient commencer par relire Tocqueville.

5

Vu de Beyrouth le concept de Nouvel Ordre Mondial est intéressant pour une ville qui voudrait retrouver son ouverture d'antan et oublier ses fermetures d'il y a quelques mois. Il fait bon de vouloir s'insérer dans un monde de "normalité". Mais que Beyrouth arrête de se réveiller en plein cauchemar ne veut pas dire que s'y installent des relations régies par le droit. Au contraire c'est bien cette vacance du droit et d'un projet politique qui permet aujourd'hui à des projets de spéculation immobilière basés sur des plans d'expropriation, radicaux, mais pacifiques, de s'installer aux dépens des plus faibles dans la ville. La reconstruction perd son sens en ne signifiant pas une ouverture bienfaitrice mais des exclusions accrues.

La fin de la guerre, comme ceci a été le cas dans d'autres lieux, n'a pas signifié l'arrêt des processus sociologiques qui permettaient à la violence d'être entretenue. Au contraire, les populations affaiblies, marginalisées, exclues par l'action des milices se retrouvent les cibles des conglomerats financiers et politiques qui dominent la ville et le pays. La reconstruction du pays prolonge la destruction progressive des classes moyennes réalisée par la guerre et ne renverse pas les processus de marginalisation mais les accentue : aucune compensation n'est prévue pour les individus ayant perdu leurs habitations, propriétés

¹ Encore que israéliens et Palestiniens viennent de prouver à la fois, qu'une invention de nouvelles règles du jeu est possible, et que pour y arriver il faut passer en dehors des circuits américains, onusiens, et de leurs schémas très peu imaginatifs. Idem pour l'Afrique du Sud.

ou travail. Aucune stratégie de reconstruction de la centralité sociologique et symbolique n'est mise en place. Il n'y a pas de vengeance exercées à l'encontre des milices comme certains auraient pu le craindre, mais intégration de celles-ci et pression économique accrue sur la population.

Ce qui s'impose n'est rien de plus qu'un rapport de force où dominant les promoteurs détenteurs de capitaux issus du Golfe du pétrole. Le cynisme des protagonistes qui construisent des pouvoirs comme on construit des tours ouvre la voie à l'instauration de procédures juridiques d'expropriation, de concentration, de création de situations de monopole qui accumulent les tensions dans la société. Aucun recours n'est envisagé mais une alliance des puissants est mise en place pour remodeler les relations de propriété que la guerre n'avait pu transformer. Le déplacement des populations ne peut que continuer puisque aucune solution réelle n'est trouvée au problème des réfugiés, la dépossession des habitants, désormais étrangers à leur espace prolonge les destructions de la guerre. Aucun recours légal n'est efficace pour stopper les transformations en cours, le système légal libanais apparaît bien désuet ou tout au moins inutilisable. Aucune opposition politique n'est suffisamment crédible pour s'imposer.¹ Un sordide marchandage à la paix que l'ordre nouveau est censé représenter, l'absurde accusation de préférer les ruines et les malheurs au nouveau monde promis, les éternelles accusations de participation "au complot", sont opposés à toute critique.

En revanche la nostalgie est vive chez ces plus de vingt ans que l'on retrouve à déambuler dans les ruines du centre-ville à la recherche d'une partie d'eux-mêmes qui leur échappe encore plus sûrement que pendant la guerre. La nostalgie des jeunes est encore plus surprenante, cette sorte d'identification à un monde qu'ils n'ont pas connu est à la fois un mélange de fidélité, de refus du quotidien et de rébellion sourde. Le monde nouveau pourrait signifier, à Beyrouth, si l'on n'y prend garde, un monde injuste, destructeur, déposseur de ce qui est une partie fondamentale de soi, la mémoire qu'une société se constitue ou se reconstitue, retrouve ou encore mieux s'invente, qu'importe, provoquant le même refus diffus de l'ordre nouveau sans signifier pour autant une volonté de retour à la guerre. C'est cette mémoire enfouie au fond de soi pour résister aux bombardements de la guerre qui est aujourd'hui extirpée de chacun.

Car la mémoire du patrimoine est occultée par ces projets qui se veulent une réplique des modèles de ville du pétrole, du Golfe au Texas. Alors même que Koweït échappe à l'occupation irakienne par la

¹ La défaite programmée de l'opposition laïque et moderniste, par ailleurs fort virulente verbalement, sur ce sujet brûlant ne fera qu'ouvrir la voie à des crispations communautaires, dont le Hizbollah n'est qu'une des manifestations possibles.

force des baïonnettes américaines son modèle d'urbanisme "à l'américaine" semble devoir s'imposer sur les rives de la Méditerranée. L'archaïsme sociologique et politique va de pair avec une prétendue modernité architecturale qui rase les vestiges des villes historiques. Une seule clef pour les comprendre : écartier les populations, l'opinion publique, au profit de conglomerats puissants. Pas d'états d'âme, pas de mobilisation populaire, pas de grand dessein dans le futur comptabilisé en chiffres à plusieurs zéros. L'ouverture sur le monde, occidental par circuits de redistribution pétrolière interposés, plonge une masse de gens dans plus de marginalité et les dépossède même du rêve qu'elle confisque puisque elle est seule autorisée à formuler des projets d'avenir. L'inculture politique des puissants et des riches est sidérante.¹

6

Que cette reconstruction se fasse au nom de modèles américains d'efficacité, de monumentalité, de rapidité, est la moindre des raisons pour tenter une comparaison avec l'emprise américaine sur la reconstruction du monde. Le fond du problème est cependant le même : comment empêcher que s'installent des relations sauvages de domination, d'expropriation, de destitution en Europe de l'Est, en Afrique ou en Asie alors que règnerait le Nouvel Ordre Mondial? Comment instaurer des équilibres économiques et politico-militaires afin de réguler la naissance d'un ordre mondial viable? Le Nouvel Ordre Mondial américain semble bien incapable de répondre : la problème n'est pas formulable dans son vocabulaire.

Si le nouvel ordre américain, par la vertu du déséquilibre des puissances créé par la disparition de l'Union Soviétique, dispose d'une capacité extraordinaire à réorganiser les situations institutionnelles enchevêtrées, il n'en reste pas moins très peu capable de prendre en considération les solutions au niveau socio-économique : l'économie de marché ne peut assister les alliances économique-militaires. L'exemple de l'Égypte et d'Israël ne peut se répéter autre part dans le monde, on l'a bien vu en union Soviétique. Les Américains peuvent organiser des alliances militaires, ils peuvent provoquer des négociations d'appareils. Ces dernières peuvent être dépassées et concrétisées par des dynamiques locales comme les récents accords israélo-palestiniens. Mais les Américains ne semblent pas avoir les moyens de gérer les

¹ Par un étrange retournement des choses ce sont les tenants de cette reconstruction dite à l'américaine qui aujourd'hui utilisent le concept, autrefois si marxiste, de domination de l'économique, mais en première comme en dernière instance.

questions d'infrastructure qu'ils écartent par avance de leur champ d'intervention.

7

A l'intersection de ces deux ordres/désordres git l'hésitation à œuvrer pour une évolution des cadres juridiques régissant les rapports internationaux.

Cette vacance du droit international est comparable à la vacance du droit local au Liban et la crée. N'en déplaise aux zéloteurs du modèle interne américain, ce ne sont pas les règles de celui-ci qui risquent de s'imposer dans le monde mais bien la dérégulation du système mondial qui pourrait s'imposer dans les contextes locaux. Pour reprendre une phraséologie que l'on aurait pu croire désuète, les conflits politiques ne sont que l'iceberg des contradictions socio-économiques que ces conflits exacerbent. Langue de bois? Alors même que s'écroule l'empire soviétique ne voit-on pas là le retour de certains des thèmes qu'il a affichés mais qu'il n'a jamais su gérer? Quelqu'un pense-t-il sérieusement à Washington poser la seule question qui peut arrêter l'expansion de l'islamisme paroxystique au sud de la Méditerranée : celle de la répartition des ressources du pétrole au Moyen-Orient? Que de fois avons-nous entendu à Beyrouth des lamentations sur l'utilité du système explicatif marxiste aujourd'hui défunt. Quel choix reste pour les dépossédés ou les exclus en dehors d'une idéologie progressiste et progressive aujourd'hui hors mode? Quand s'arrêtera l'expansion du système économique initié par les Américains, qui entendra les voix de ceux qui se plaignent maintenant que les "camarades" ne sont plus là? Probablement tout le monde, car ce sont les "frères" qui désormais parlent et manipulent le système médiatique mondial. Celui-ci aura son autonomie par rapport au système économique et son effet sera alors en boomerang : le plasticage du World Trade Center est une ponctuation de cette globalisation non pas de l'ordre mais du désordre moderne.

Le petit espace social que constitue le Liban est irrigué par ce qui se passe de par le monde. L'idéologie du nationalisme arabe, celle du nationalisme libanais, y ont peu d'effet dorénavant. Le pouvoir de fait est détenu par des acteurs externes, certes. Mais ceux-ci n'ont pas eux-mêmes de projet politique. Ils se contentent de gérer la situation au mieux en ayant rendu un grand service à la population, celui d'avoir désarmé la plupart des assassins. Mais eux-mêmes ne se veulent-ils pas les mandatés du grand manitou américain? Ne se situent-ils pas intelligemment dans un schéma formellement différent de celui de la conquête du Koweït par l'Iraq. Il n'en reste pas moins que le Mandat n'est porteur, comme tous les projets américains actuels, d'aucun projet

politique, d'aucune possibilité automatique d'émergence d'une situation de droit, d'aucune solution des impasses de l'économie.

Il ne reste, à terme, que la réponse de la fermeture communautaire. Et Beyrouth la connaît aussi : c'est en cela que Beyrouth est un modèle ambigu. Car Beyrouth est aussi le modèle d'une guerre communautaire et urbaine qui a duré dix-sept ans. C'est ce modèle qui semble se répandre de Monrovia à Mogadiscio et d'Alger au Caire encore plus vite que ne se généralise le modèle américain. Le paradoxe n'est certes qu'apparent si l'on admet l'hypothèse que rien n'est irréversible. Kaboul est la banlieue-sud de Beyrouth, Gaza le quartier de Nabaa, le Karabakh son Chouf.

Que le Hizbollah soit aujourd'hui le dernier porteur d'une volonté de résistance à Israël ne doit pas faire illusion. C'est aussi le dernier rempart de bien des spoliés, des exclus, des relégués à l'oubli. Voilà le danger que véhiculent les pro-Américains locaux par trop arrogants, ou celui du vide laissé par les Américains eux-mêmes : créer et recréer le Hizbollah, les Khmers rouges, le Sentier lumineux. Et la fermeture communautaire à Beyrouth n'est que la guerre des communautés : le Hizbollah, mais aussi l'extrémisme israélien, phalangiste ou wahhabite, disons le clairement pour ceux qui se laisseraient tenter à l'abri de leur confort parisienniste, c'est la guerre civile permanente. Retour à la case départ ? Non si les négociations moyen-orientales aboutissent, mais là aussi la question de fond est, pour quel ordre politique ? Que peut proposer le parrain américain aux Israéliens, aux Palestiniens et aux Syriens ? Quelle solution a-t-il pour la question de la répartition des richesses pétrolières entre des pays pauvres et très peuplés et des pays riches et peu peuplés ?

Beyrouth essaierait-il de renouer avec son avenir ? Mais le monde qu'il retrouve au sortir de la guerre a bien changé. Si la guerre a immobilisé les mémoires dans la ville déchirée en a fait un monde clos, elle n'a rien stoppé des changements mondiaux. La ville se réveille dans un monde transformé, et ne se rend plus compte à quel point elle a été elle-même changée, perdu ses points de repères. En jetant un regard sur ce monde, la ville se découvre avec effroi un avenir possible des villes du monde. Par la guerre des communautés à Monrovia, Los Angeles ou Sarajevo. Par la férocité d'une capacité à la prédation libérée en Europe de l'Est ou bientôt en Asie.

8

Cas particuliers ? La Bosnie, Gazza, l'Azerbaïdjan, sont autant de défis pour le Nouvel Ordre Mondial. Ils sont autant de défaites du droit classique, autant de possibilités d'une systématisation de la fermeture de pans de plus en plus nombreux du Monde arabe à travers l'islamisme. Un vrai arc de défaites entoure la Méditerranée (Sarajevo, Gazza, Bakou,

Bagdad), un arc de guerres civiles (Alger, Le Caire, Mogadiscio, Kaboul) le complète. Ils sont le résultat et vont alimenter une idéologie de réaction et de retrait communautaire : c'est l'islam dira-t-on qui est visé. Sentiment de défaite politique et de misère économique constituent le soubassement de ce sentiment d'injustice qui provoque les crispations identitaires.

Et sur le modèle du Monde arabe, demain que de Beyrouth dans le monde! Les banlieues des villes industrielles d'Europe ou les quartiers défavorisés du cœur des villes américaines font partie du même débat. En somme le futur se jouerait entre ces deux modèles extrêmes : Beyrouth et l'empire américain. Les deux ne s'excluent d'ailleurs pas. Seules les versions trop faciles du XXI^{ème} siècle sont à questionner de nouveau.

Beyrouth peut, certes, éclairer ceux qui veulent bâtir le Nouvel Ordre Mondial. Mais a-t-on jamais vu un puissant essayer de comprendre? Sa force suffit. Beyrouth pourrait faire partie du Nouvel Ordre Mondial? Qui sait, l'expédition menée par les Américains sur ses rivages n'a cependant pas été glorieuse alors qu'elle était nécessaire. Mais, par delà, le modèle de Beyrouth pendant les dix-sept ans de guerre urbaine est là pour questionner la capacité de gestion des puissances. Et si la capacité de l'Union Soviétique à faire blocage n'était qu'une illusion? Si ce qui bloquait la généralisation du modèle américain n'était que son incapacité à résoudre le paradigme beyrouthin? On mesure aujourd'hui la fragilité et la légèreté de la politique américaine prise au piège de ses engagements passés : le terrorisme islamiste installé à New York a bénéficié de l'aide de la CIA.

Le cataclysme serait-il à venir? Les décombres sont plus probables que la nouvelle *pax americana*, mais pouvons-nous nous empêcher d'espérer que nous nous trompons? Pétrole ou Palestine, les deux questions clés du Moyen-Orient sont les mêmes en dépit de la disparition de l'Union Soviétique. Ils sont les deux défis que les Américains se lancent à eux-mêmes en voulant hériter du vaste Monde qui quelque part inclut le Monde arabe. Les Américains ne devraient avoir peur ni de l'un ni de l'autre mais toujours de la répétition des opérations militaires qui semblent leur avoir si bien réussi, occasionnellement de leurs amis qui les entraîneront dans les bourbiers les plus invraisemblables, et, régulièrement, de leur cécité politique.

Ne fut-ce qu'en pensée ils devraient de temps à autre faire un tour sur le continent Beyrouth.

Inversement, comment à Beyrouth sortir une population appauvrie et improductive de sa misère nouvelle? Comment faire face aux nouveaux défis des conséquences d'une paix israélo-arabe que les notables de la classe politique libanaise sentent dans leur for intérieure si menaçante à la fois sur le plan de la compétition économique avec les Israéliens et sur le plan de l'intégration des Palestiniens qui risquent de rester pour toujours au Liban? Beyrouth ne peut y arriver qu'en sortant de son

Beyrouth et le Nouvel Ordre Mondial Américain

nationalisme ombrageux, son confessionnalisme étroit, sa mémoire courte, sa reconstruction-confiscation, en redevenant une ville-du-monde comme l'on est citoyen du monde.

Paris - Beyrouth - Paris
Octobre 1993

Résumés / Abstracts

Intellectuals and War

Etel Adnan

An intellectual isn't simply a writer or a poet, but a man or woman who, by his or her writing and/or political or social action, assumes the fundamental problems of his or her society (or of the world); assumes, in a way, a destiny. From this perspective, there are but very few intellectuals in and around Lebanon, at the most a handful who have assumed the especially tragic present-day history of the region.

Beirut and the American New World Order

Nabil Beyhum

The status of Beirut in the American New World Order is unclear. It is a site where an American model attempts to erase the past and claims to rebuild the city and the society according to the laws of the free market. But this model is without a political program, leaves no room for the automatic emergence of a state of law, and lacks any solution to the economic deadlock caused by the war. Beirut is also the model of a communal war that has lasted for 17 years. This model seems to be spreading from Monrovia to Mogadishu, from Algiers to Cairo, much more rapidly than the American model.

Strategic Discourse in the Mediterranean

Marie-Lucy Dumas

For 40 years, the Mediterranean and its region have been at the intersection of a number of discourses that have too often blocked concrete action in the direction of security and cooperation between the two shores. After the stultified discourse of the Cold War period or the ritual discourse of the period of third-world ideology, current relations suffer from an apparent absence of any discourse; this apparent absence has difficulty covering up a hidden discourse of conflict. Restoration of dialogue is a precondition to the restoration of trust between the two shores.

Lebanese and Palestinian Islamism: Break within Continuity.

Dalal El Bizri

Despite the appearance of break, Lebanese and Palestinian islamism has inherited the patriotic and political legacy of the national movement that preceded it. Moreover, though differences exist between Lebanese and Palestinians, relations between the two have never ceased. The Palestinian National Movement has exercised a strong influence on the Lebanese movement, and, from its beginnings, Lebanese islamism exercised the same strong influence on Palestinian islamism. The Palestinian National Movement survived the 1982 crisis, despite a new Diaspora; the Lebanese National Movement, on the other hand, was overpowered politically and organizationally. The survival of the former enriched the relationship of continuity/discontinuity between Palestinian nationalists and islamists; the overpowering of the latter impoverished the relationship between Lebanese islamists and nationalists.

Arab Wars. Arab Women

Miriam Cook

Analysis of literature from several wars that have taken place in the Arab world since the 1950s suggest that postcoloniality has an impact on war. This change relates to the waging of war, namely, the technology, the space and the participants, and to its representation.

Women's and men writing out of the Algerian revolution, the Intifada, the Lebanese civil war and the Iran-Irak War indicate that one of the most visible changes is the role that women have come to play.

Power and Responsibility : United States Hegemony and the Arabstates in the post-Gulf War Middle East

Marion Farouk-Sluglett

The purpose is to enlarge the arena of discussion (which has tended to concentrate on the role and activities of the government of the United States) to include the interests and responsibilities of the Arab governments. Any analysis of the relationship between the United States and the Arab world which ignores or minimises the role and vested interests of the political leaderships of the various Arab states seems misconceived and leads to inaccurate conclusions about the nature of Middle Eastern politics. Although many Arab leaders are profoundly dependent on Western support, it is not correct to characterise them simply as Western puppets; a very great deal of the responsibility for their actions must be laid at their own doors. It is only when we begin to allocate full agency to Arab governments that we shall be able to allocate full agency to the populations; a deterministic world view of a hegemonic United States or West has a disempowering effect since it locates the source of all ills exclusively in the West.

Orientalist Arabic Scholars Raise Questions

Jean-Claude Garcin

Interrogations d'Orientalistes arabisants is a document that, at the time of the Gulf war, Orientalist Arabic scholars had sent to *Le Monde* for publication; it was not published. They had believed they could place themselves outside the network of power and interests of both societies; had sought to establish common intellectual ground with their Arab friends, and that which could bring them together, beyond differing political situations and religious association; they had sought the truth at the intersection of common research interests. In an absurd way, the war is bringing their effort to an end.

Lettre à l'Imam Ali Belhadj

Pierre Guillard

Le mot de "fascisme" a été utilisé à propos de l'Imam Ali Belhadj. Sans circonpection. Sans doute y a-t-il en lui une part de fascisme, mais il y a aussi bien autre chose. Le FIS a été un mixte, il porte les espérances populaires. Quand on parle avec les jeunes du peuple algérien, ils disent sans qu'on leur demande : "Nous, c'est l'Islam". Dans ce mot, ils engagent leur espérance, posent leur authenticité. L'Imam Ali Belhadj est porteur de cette espérance et de cette authenticité. C'est pourquoi les jeunes d'octobre, qui en rien n'étaient organisés, ont pour beaucoup rejoint les rangs du FIS.

South European Christians and Arab Muslims. For a Independent French Strategy in the Mediterranean.

Alain Joxe

Since the end of the Cold War, France's strategy in the Mediterranean appears to have been dictated more by circumstance than by choice. This absence of a defined policy is eating away at our independence of judgment, our political conscience and our civic responsibility. It is time for an active French policy to reemerge relative to its interests and alliances in the Mediterranean. Such a policy towards the South would determine to a large degree that of Europe and thus the future of civilization in our own neighborhood.

Ethnicities and Territories

Jean-William Lapierre

The "principle of nationalities" was proclaimed by the European nations in the nineteenth century in stark contrast to the multinational character of the empires, without the former taking into consideration that their "national identity," over the course of many years, had been forced upon the cultural identity of the subjugated peoples. The difficult challenge of the treaty of Versailles was how to bring together *one* territory, *one* market, *one* language, *one* culture, *one* people in a Mediterranean space where history had brought about a mixing of different peoples. An impossible task. The present "ethnic cleansing" is the strict application of the principle of nationalities. Isn't it time to deterritorialize the political sphere?

The Shiite Religious Leadership Encounters Turbulence

Pierre Martin

A long debate in the Shiite world over the relation between the political and the religious is ending (temporarily?) in favor of a separation of the two. In the present situation, the independence of the *marja'iyya* is recognized by those who, within Shiite Islam, are capable of endangering that independence (the Iranian state and the islamist movement). The political consequence of this recognition is that the Iraqi Shiite opposition, islamist or not, has henceforth adopted the same language. The notion of *wilāyet al-faqīh*, defended by Khomeini, has (for the time being) been abandoned. The abandoning of this notion, and the accepting of the principle of free elections and of a pluralist and parliamentary system of government have opened the way for dialogue with other elements of the opposition. We now see the islamist movement turning inward and focusing on a largely identity-based Shiite program that the Shiite laity can support. Furthermore, the abandoning of *wilāyet al-faqīh* removes an obstacle to the eventual uniting of Sunnis and Shiites in a conflict dominated by the latter against the Baasist regime.

François Mitterrand: From the Algerian War to the Gulf War

Andrée Michel

François Mitterrand illustrates a line of politicians, since Jules Ferry and the conquest of Indochina, who have opted for a colonialist and imperialist policy based on military intervention and a refusal to negotiate. An examination of the policies concerning which interests to defend in the event of conflict, the means for defending those interests, the rhetoric and the judicial discourse used to legitimize their defense and the means employed to defend them, show the continuity of Mitterrand's decisions and speeches throughout the two wars during which he exercised political responsibility (the Algerian War and the Gulf War).

Progress Postponed: Iraqi Oil Policy, Past, Present and Future

Peter Sluglett

Oil price has declined in real terms since the beginning of the 1980's. At best, this downward tendency is likely to level off; at worst, it will continue. At the same time, since the end of Desert Storm, massive deliveries of weaponry have been made to most of the Gulf states, notably Saudi Arabia, Kuwait, Oman and the Emirates. Such actions are unlikely to contribute to the reduction of tensions in the region, and make little military sense. Into this framework, is it possible to predict some likely outcomes of the current political and economic situation in Iraq, and more specifically to suggest how the policies of the present Iraqi regime, or its successor, might evolve. The paper traces the development of Iraqi oil policy especially since the Revolution of 1958 and then survey the course of Iraqi politics over the last few years, particularly since the end of the war with Iran. Given that the present regime has been in power for more than twenty years, past policy choices may serve as useful indicators of possible options for the future.

Pax Americana. From Cold War to Gulf War and beyond

Robert Springborg

Pax Americana and the national security state are tragedy and farce; tragedy for the poor and innocent of the Third World who are brutalized; and farce that American democracy renders its couch potato citizens so impotent they are unable to force demilitarization even after the end of a phoney cold war and almost half a century after the real war ended. A balance of power in which American adventurism is contained by powerful Germans or Japanese, as formerly it was partially curtailed by the Soviets, is preferable to the current Pax Americana. But it would be very much better were US neo-imperialism transformed into peace abroad and equality and productivity at home, rather than just being contained by a new balance of terror. The Gulf war, however, demonstrated that the ruling elite has devised a strategy to overcome most domestic constraints to Ramboism. Pax Americana, consequently, is likely to afflict the globe until the wretched of the earth once again make the huge sacrifice that will embolden us more timid folks to at least speak up against the outrage.

Ethos de la survie et art de destruction

Kristine Stiles

Au cœur des cultures du trauma se situe le nouvel ordre mondial qui n'a pas débuté avec la chute du Mur de Berlin, mais avec l'ethos de l'Holocauste et avec l'âge nucléaire. Les années de la Guerre Froide et de ses suites peuvent se comprendre comme une époque de trauma; les menaces s'accroissent de façon exponentielle avec la contrebande des armes de destruction massive. Le devoir est alors de rompre l'invisibilité du péril, parce que le silence est l'espace où le trauma se multiplie. L'étude explore en quoi et comment les réponses visuelles apportées au trauma peuvent aider à constituer un langage partagé, à construire des institutions et des pratiques culturelles, sociales, politiques. L'objet est de réclamer pour les arts visuels un rôle puissant dans le développement d'un discours humanitaire global.

The Gulf War. Tale of a World Without a Witness.

Pierre Taminiaux

The witness' testimony, the first hand account, has become one of the great missing elements of our so-called "post modern" socio-political scene. It has been supplanted by the word of specialists, officials, politicians, journalists, intellectuals, etc., who rush to explain society's woes and to propose solutions. In the final analysis, the witness is criticized for expressing the truth of lived experience, and, more precisely, for providing evidence for the guilt of each of the social actors. In the Gulf War, the lack of attention, by the media, to the civilian populations and their hardships has demonstrated, in a self-evident manner, this process of negation that not only travesties the representation of history, but raises questions about the democratic foundations of our advanced societies.

Of Violence: Functions and Rituals

Fawaz Traboulsi

An analysis of the forms and functions of violence in the Lebanese civil war: mass violence and the general redistribution of wealth obtained through looting and pillaging, attacks in the name of its women, defilement and purification of the tribe's territory, sacralization of

departed chiefs, use of the miraculous as a symbolic weapon, tribal vengeance and snipers, substitutional murder and unequal exchange in violence, exteriorization and internalization of the enemy.

Erroneous Argument Concerning Islamism in Algeria

Khalil Zamiti

The pamphlet by Rachid Mimouni entitled "From barbarism in general to fundamentalism in particular" postulates a one-to-one correspondence between islamism and savagery. The author, a hawk, justifies sectarianism by the reason of State. The repression of election winners is legitimized in the name of democracy. The Eurocentrist does violence to those societies that do not conform to the ideal of liberal democracy. French-speaking maghrebien intellectuals have been long in settling their disputes with non-French revolutions.

Droits de l'homme et différences culturelles

Sami Zubayda

Réponse à l'article de Kevin Dwyer paru dans *Stratégie I, Peuples Méditerranéens*, 58-59, janvier-juin 1992. Le dialogue et le compromis que souhaitent K. Dwyer ne peuvent avoir lieu que dans des conditions de liberté d'expression. Le respect des Droits de l'homme est une condition de ce dialogue et non son produit. Ce point est particulièrement important dans les conditions actuelles où les courants dominants de l'Islam conservateur et politique professent un exclusivisme culturel qui donne à l'Islam une interprétation totalitaire et autoritaire, antagonique et répressive à l'égard des idées et des mouvements concurrents, et en rien ouverte au dialogue et au compromis. Une telle interprétation de l'Islam répond tout à fait aux besoins et aux orientations des régimes despotiques de la région.

BULLETIN D'ABONNEMENT SUBSCRIPTION FORM

Nom/Name :

Adresse/Address :

Code postal, ville / postal code, city :

Pays /country :

Souscription d'un abonnement de un an à :

/Subscription for one year to :

Peuples méditerranéens / Mediterranean peoples

de soutien / supporter rate

ordinaire / normal rate

à partir du numéro / starting with .issue number. :

Mode de règlement / Payment

* Chèque à l'ordre de Peuples méditerranéens, adressé à

/Cheque to the order of Mediterranean peoples, addressed to :

Peuples méditerranéens, B.P. 188-07 - 75326 Paris Cedex 07.

* Virement à notre banque / Transfer to our bank :

Banque nationale de Paris, avenue de Breteuil - 75015 Paris.

30004/01924/00254660/92

* Facture / Invoice

Conditions d'abonnement / Subscription rate (francs français / french francs). France et étranger / France and other countries :

Individus / Individuals : 230FF

Institutions / Institutions : 380 FF

Abonnement de soutien / Supporter rate : 500 FF

Sauf indication contraire, les abonnements partent du numéro en cours au moment de l'ordre. Les « abonnements permanents » à renouvellement annuel automatique sont acceptés. Ne sont pas admis : les abonnements pour une période de moins de douze mois, les abonnements pluriannuels, les abonnements rétroactifs, les annulations en cours d'abonnement. Les numéros antérieurs de la revue sont délivrés dans la mesure des disponibilités au prix courant du numéro. Tout paiement par chèque non domicilié en France doit être augmenté des frais bancaires. / Subscriptions start with the issue out at the time of the order. Permanent subscriptions, with automatic yearly renewal, are welcomed. The following are not accepted : subscriptions for less than twelve months or for several years at a time, back-dated subscriptions, and cancellation of prices. Payment by check drawn on a non-French bank should be increased to cover banking charges.

Flashage et impression par

PARA 
GRAPHIC

31240 L'UNION (Toulouse)

Tél. (16) 61.74.27.67

Dépôt légal : Février 1994

VHM872-IL
5

HECKMAN
BINDERY INC.

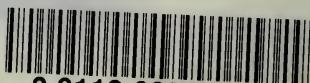


AUG 95

ound-To-Please® N. MANCHESTER,
INDIANA 46962



UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA
909.09822P462 C001
PEUPLES MEDITERRANEENS PARIS
64-65 1993



REVUE TRIMES 3 0112 025193050

Le questionnement sur les guerres contemporaines, engagé par deux livraisons récentes de *Peuples Méditerranéens*, *Stratégie I*, et *Yougoslavie, logiques de l'exclusion*, se poursuit. Quelles logiques politiques ont-elles conduit à la Guerre du Golfe ? Comment les responsabilités se sont-elles partagées ? Pourquoi tant d'intellectuels occidentaux ont-ils été des partisans honteux ou des opposants muets à la guerre ? Quelles perspectives le Nouvel Ordre Mondial ouvre-t-il : ordre américain ou chaos généralisé à l'exemple du Liban et de l'ex-Yougoslavie ? Quelle stratégie alternative pourraient se proposer la France et l'Europe ?

La guerre s'est transformée dans sa technologie, son espace, sa représentation, ses acteurs. Le témoin cependant est éliminé par le fonctionnement du monde dit post-moderne, celui de la communication, et les victimes de la guerre demeurent invisibles. Les menaces elles-mêmes qui pèsent sur notre devenir collectif sont tues. Dans ce silence se multiplie le trauma, que l'art parfois tente de rompre.

Dans les guerres civiles contemporaines, celle du Liban par exemple, le moderne reprend l'archaïque et le remanie.

Une autre guerre aujourd'hui est déclarée, la guerre à l'islamisme. Une lecture univoque de l'islamisme n'a d'autre fondement que le sectarisme. Il est en réalité un mixte qui porte les espérances populaires; et déjà, dans le cas irakien, il tend à se transformer.